

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 1

1085560

横浜国立大学

横浜国立大学

086221066

附属図書館

322.935
BU
BULLETIN DES LOIS

DU

ROYAUME DE FRANCE,

8.^e SÉRIE.

RÈGNE DE CHARLES X.

TOME HUITIÈME,

*CONTENANT les LOIS et ORDONNANCES rendues
depuis le 1.^{er} Janvier jusqu'au 30 Juin 1828.*

N.^{os} 205 à 238.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

Juillet 1828.

1085560

横浜国立大学

TABLE CHRONOLOGIQUE

*DES LOIS, Ordonnances, &c. contenues dans le
tome VIII de la 8.^e Série du Bulletin des Lois.*

OBSERVATION.

Les Ordonnances dont les titres suivent ont une date antérieure au 1.^{er} janvier 1828. Voyez ci-après, page xi, la chronologie des Lois et Ordonnances publiées pendant le premier semestre de 1828.

Nota. Les titres à côté desquels il y a une * sont ceux des ordonnances insérées seulement par extrait au Bulletin.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
26 Juin 1822.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Valentin</i>	219.	431.
18 Juin 1823.	— au sieur <i>Chastreaux</i>	214.	183.
4 Nov. 1824.	— au sieur <i>Bertholet</i>	214.	183.
Id-m.	— au sieur <i>Christophe</i>	219.	255.
16 Fév. 1825.	— au sieur <i>Bayerle</i>	219.	431.
28 Sept.	— au sieur <i>Raynardi de Sainte-Marguerite</i>	219.	255.
23 Nov.	— au sieur <i>Hilbert</i>	232.	468.
28 Déc.	— au sieur <i>Nerdig</i>	232.	468.
25 Janv. 1826	— au sieur <i>Mignon</i>	232.	468.
7 Mai.	— au sieur <i>Voiers</i>	232.	468.
7 Juin.	— au sieur <i>Vaucher</i>	219.	431.
28 Juin.	— au sieur <i>Schörigen dit Scharrier</i>	232.	469.
20 Sept.	— au sieur <i>Pfennig</i>	232.	469.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
1 Nov. 1826.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Wetzlar</i>	214.	183.
8 Mar 1827.	— au sieur <i>Tombini</i>	232.	469.
29.	— au sieur <i>Valentin</i>	232.	469.
25 Avril.	— au sieur <i>Massaroli</i>	219.	256.
9 Mai.	— au sieur <i>Schweitzer</i>	214.	183.
Idem.	— au sieur <i>Van-Don</i>	232.	469.
13 Juin.	— au sieur <i>Depping</i>	219.	256.
1 ^{er} Juillet.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises d'Auxerre, d'Aix, de Blaye, de Launac, d'Aurosey, de Cognoncles et de Vomécourt, et au séminaire de Bayeux..	205.	6.
4.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Simon</i> ..	232.	467.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux séminaires de Rennes et de Carcassonne; aux fabriques des églises de Rennes, de Marcilly, de Saint-Étienne d'Orthe, d'Ustou, de Saint-Serges, d'Albi; aux religieuses bénédictines de Bayeux et à la congrégation des filles de la Croix dites de <i>Saint-André de la Puye</i> ..	205.	7 et 8.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux religieuses de Bayeux, d'Arras et d'Orbec.....	208.	46.
11.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Scribani</i> ..	219.	256.
21.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Péronne, de Châtellenot, de Troyes, d'Abbeville, de Dargnies, de Chimilin, d'Albi, de Rouen, de Beine, de Jouy-le-Moutier, d'Amiens, de la Croix-Avranchin, de la Bellière, de Loscouet, de Saint-Méloir, de Spincourt, de Servon, de Besançon, d'Herbininghem, de Muttersholtz, de Rumersheim, de Souhèmes, de Sorcy, de Gorze, de Cauncille, de Stras-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	bourg, de Trousey, d'Aubvillers, de Bailleul, de Bayonne, de Pontorson, de Malzieu, de Morizécourt, d'Allandhui et de Rouvrel; aux séminaires d'Avignon, de Lyon et de Saint-Dié.....	208.	47 et suiv.
29 Juillet 1827.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux religieuses de Versailles, d'Arras, de Nantes, de Saint-Symphorien d'Ozon, de Rouen, de Tarascon et de Valognes; aux églises de Talence, d'Arette et de Longeau.....	208.	52 et suiv.
1 ^{er} Août.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Vulpillière</i>	229.	431.
15.	— au sieur <i>Clément</i>	220.	270.
30 Sept.	ORDONNANCE du Roi concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'île de Bourbon.....	212.	97.
14 Oct.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la dame veuve <i>Toussaint</i> à conserver et tenir en activité l'usine à fer dite <i>forge neuve</i> , située commune de Meuzac, département de la Haute-Vienne.....	206.	22.
21.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux frères de la Doctrine chrétienne de Clermont-Ferrand, aux sœurs de Saint-Genest et de Notre Dame-du Port de la même ville; aux pauvres de Gaillac, de la Plume, d'Agen, de Bais, de Beauvais et de Lens; aux hospices d'Avignon, de Metz et de Beauvais.....	208.	54 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Sauret</i> à convertir en une taillanderie le moulin d'Hariol, commune de Val-d'Ajol.	208.	56.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Vessex, de Maleville, d'Aix, de Verteuil et de Beaumont; aux hospices de Saint-Chamond, de Saint-Valery, d'Amiens, de Corbie et de Roye.....	206.	22-23.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
21 Oct. 1827.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres de Songé et à l'hospice de Gourdon.....	207.	40.
24.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Lurde</i> à servir près de Sa Majesté Catholique.	220.	271.
31.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres d'Attignat, d'Azille et de Narbonne.....	208.	56.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres de Narbonne, de Lavernhe, d'Apchon, de Saint-Gervais, de Lezigneux, d'Andouville, d'Orléans, de Madré, de Bourgon, d'Uzein, de Tournon, de Cazères, de Naus, de plusieurs communes du département des Landes, et du douzième arrondissement de Paris; aux hospices de Vienne, de Roanne, de Strasbourg, de Lyon, de Malaucène, de Bourg, de Tournon, de Mirepoix, de Montpellier, et de Saint-Albin de Vaulserre.	209.	69 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres de Ville-neuve-d'Aval, de Villers-Farlay, de Valognes, de Fontaine et d'Écully, et aux hospices de Lyon.....	210.	81 et 82.
3 Nov.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs fait aux communes de Chelieu, de Béhonne, de Moguencins, d'Arrentières, d'Échalas et de Gouvix, et au consistoire protestant de Marseille.....	210.	82 et 83.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Bouillanne-Colombe</i> à établir une verrerie dans la ville de Marseille.....	210.	87.
11.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Roquemaure, de Salins, de Murvaux, de Fourdrain; aux pauvres de Chaylard, de la Graverie, d'Anet, de Genes, de Laval-dens, de Firmini, de Vitry-le-Français, de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Marigny, de Bruailles, de Croixrault, de Montauban, de Monclar, de Léojac et de Génébrières; aux hospices de Sarlat, de Brantôme, d'Angers, de Cambrai, de Lyon, de Tarascon et de Neufchâtel.....	210.	83 et suiv.
11 Nov. 1827.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs <i>Aubert, Boc, Naugras, Le Lardit de Laganry et de la Touche</i> , à faire des changemens et additions aux verreries qu'ils possèdent dans les communes de Rozerieulles, de Pompage, de Couéron et de Saint-Jean de Froidmentel.....	210.	87 et 88.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède aux sieurs <i>Giraud, Rostaing et Emieux</i> , la mine de houille de la commune d'Huez.....	210.	88.
14.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Charleval, de Sainte-Maure, de Pennautier, d'Angoulême et de Bédarrieux; aux hospices de Beziers, de Clamecy, de Gundolsheim, de Bonlieux, de Bar-sur-Seine, de Salons et de Roquemaure.....	210.	86 et 87.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres de Rheu, de Carquebut, de Saint-Laurent de Cuvés et de Congrier.....	211.	95 et 96.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux hospices de Saint-Paul, d'Amplepuis, du Havre, de Pernes et de Faucon; aux pauvres de Saint-Didier au Mont-d'Or, d'Amplepuis, de Cugney et de Givry; à l'asile royal de la Providence à Paris, et à l'institution royale des jeunes aveugles.....	212.	156 et 157.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Mignon</i>	220.	270.
Idem.	— au sieur <i>Presset</i>	232.	470.
21.	* ORDONNANCES du Roi portant établissement		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	de foires, suppression et changemens des jours de la tenue dans les communes de Corpeau, de Rouvray, de Cazères, de la Neuville-au-Pont, de Bergères-Vertus, de Buzy, de Blanzy, de Villoreville et d'Olby.....	206.	23 et 24.
21 Nov. 1827.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux communes de Thurins et de Paron; aux hospices de Moulins, d'Aix, de Dijon, de Cotte, d'Elbeuf et du Havre; aux pauvres de Saint-Jean de Pourcharesse, de Sagues-et-Gondoulet, de Prunet, de Pamiers, d'Aix, de Seurre, de Besançon, de Pont-de-Roide, de Saint-Denis-sur-Coize, d'Octeville-la-Venelle, de Saint-Germain de Tournebut, de Larchamps, de Lille, de Chambost-sous-Longessaigne, de Saint-Loup et d'Elbeuf.....	212.	157 et suiv.
28.	* GRANDES LETTRES de naturalisation accordées par le Roi à M. le prince de Hohenlohe-Bartenstein.....	227.	391.
6 Dec.	ORDONNANCE du Roi qui approuve l'adjudication des travaux de restauration du pont de Choisy-le-Roi, et contient le tarif des droits de péage à percevoir sur ce pont....	207.	32.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant concession au duc Decazes de mines de fer des communes de Montbazens, Lugan et Roussennac....	212.	160.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Misson, de Laigle, de Saint-Hippolyte, de l'Homme, de Saint-Etienne en Bresse, de Châtillon-sur-Sevre, du Plessis-Macé, d'Épinay et de Château-Giron; aux hospices d'Hérisson, de Carcassonne, de Crest, de Carhaix, de Sainte-Foy, de Blois et de Barjols; aux pauvres de Nogent-sur-Seine, de Narbonne, de Carcassonne, de Severac, de Langrolay, d'Umbrière, de Montpellier, de Bordeaux, de Sainte-Foy, de Vendel, de Bucquoy, de Paris et de Marseille.....	213.	170 et suiv.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
6 Déc. 1827.	* ORDONNANCE du Roi qui concède aux sieurs de Leyval et de Forget la mine d'alun existant dans la commune du Mont-d'Or.....	213.	175.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Hébert à tenir en activité, au hameau de l'Escure, commune d'Amsrevil e-la-Mivoye, une verrerie destinée à la fabrication du verre à vitres.....	213.	175.
12.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Guérande, de Droué, du Cannet, de Charpey et de Vouilly.....	213.	174.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Vergnès-Bouischères à ajouter un second foyer catalan à sa forge de Cabre, commune de Videssos.....	213.	175.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs Rouchaud et Forien-Desplaces à tenir en activité les usines à fer de Labarde et de Baillot, communes de Sainte-Marie de Frugie et de Savignac de Nontron.....	213.	175.
19.	ORDONNANCE du Roi qui déclare nuls vingt-cinq brevets d'invention y désignés.....	207.	35.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Mirepoix, de Guingamp et de Revel; aux pauvres de Bayeux et de Guingamp..	213.	174 et 175.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au sieur de Courtais une mine de houille située dans la commune de Doyet.....	213.	176.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède les mines de fer carbonaté lithoïde connexes ou non connexes avec la houille, comprises dans l'étendue du périmètre n.º 4 du territoire houillier de Saint-Etienne.....	213.	176.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Biailly à établir une usine à ouvrir le fer dans la commune de Foix.....	213.	176.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
19 Déc. 1827.	<i>Pichon-Dugravier</i> à conserver et tenir en activité l'usine à fer dite du <i>Gravier</i> , située dans la commune de Jumilhac-le-Grand.	213.	176.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Berncastel</i>	214.	183.
23.	ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux hospices de Revel, de Belleville et de Paray-le-Monial; aux pauvres de Saint-Pons, de Tours et de Carquebut.	215.	191.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation du collège électoral du département du Jura.	205.	4.
26.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois et les réserves de seize communes.	206.	20.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme le président et les membres de la commission des monnaies, &c.	206.	19.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Grimwood</i> , <i>Barez</i> et <i>Cook</i> , à établir leur domicile en France.	206.	21.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui modifie la répartition du crédit de neuf cent cinquante-six mille trois cents francs affecté au service de l'administration des monnaies pendant l'exercice 1828.	207.	26.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme <i>M. de Sainte-Marie</i> membre de la commission chargée de liquider l'indemnité due aux Français dont les biens-fonds ont été confisqués et vendus révolutionnairement.	205.	5.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui remplace l'administration des monnaies par une commission, et contient des dispositions sur son organisation et sur la fabrication des monnaies.	206.	9.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui modifie celles des 29 juillet 1817 et 18 septembre 1822 relatives à l'organisation de l'intendance militaire.	207.	29.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
26 Déc. 1827.	ORDONNANCE du Roi qui autorise le conseil d'administration de la compagnie des salines et mines de sel de l'Est à prendre ses délibérations au nombre de trois membres présents.	209.	63.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Nogent-sur-Seine à construire un abattoir public.	209.	66.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le duc <i>De-cazes</i> à établir quatre hauts-fourneaux dans la commune de Firmy.	212.	160.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Raquet</i>	214.	184.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Olivier</i> à établir une verrerie dans la commune de Biganos.	215.	191.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent la conservation et la mise en activité d'usines dans les communes de Saint-Paul-la-Roche, de Savignac de Nontron, de Chaleix et de la Roche-l'Abeille.	215.	191 et 192
30.	ORDONNANCE du Roi portant nomination de conseillers d'état et de maîtres des requêtes en service extraordinaire.	207.	25.
PREMIER SEMESTRE DE 1828.			
3 Janvier 1828.	ORDONNANCE du Roi concernant la poursuite des contraventions à l'article 3 de l'ordonnance du 14 août 1816 qui défend à tous pêcheurs d'acheter en mer du hareng de pêche étrangère.	208.	41.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination de deux conseillers d'état en service extraordinaire.	208.	42.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	<i>Drewett et Autelet à établir leur domicile en France.</i>	209.	69.
4 Janvier 1828.	ORDONNANCE du Roi portant nomination à plusieurs ministères.....	205.	1.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination de ministres d'état membres du Conseil privé.	205.	2.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui élève à la dignité de pairs du royaume MM. les comtes de Villèle, de Peyronnet et Corbière.....	205.	3.
Idem.	* LETTRES PATENTES portant érection d'un majorat en faveur de M. de Lavaissière de Verdun.....	209.	68.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Duroux aîné à conserver et tenir en activité l'usine à fer de Lamandau.....	217.	222.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Garand à établir un lavoir à bras à Montbleuse, commune d'Étreille.....	217.	223.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'une rente de vingt-cinq francs offerte aux pauvres Israélites de Metz.....	217.	223.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Charrey.....	220.	271.
6.	ORDONNANCE du Roi qui supprime la direction de la police générale établie au département de l'intérieur.....	208.	43.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. de Belleyne préfet de police à Paris.....	208.	44.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. Delvaux conseiller d'état en service ordinaire.....	208.	44.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation de deux collèges électoraux d'arrondissement.	208.	45.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au duc Decazes les mines de houille situées dans l'arrondissement de Villefranche (Aveyron).	212.	160.
9.	ORDONNANCE du Roi qui modifie celle du 24 octobre 1814 relative au dépôt des exem-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	plaires des écrits imprimés et des épreuves des planches et estampes.....	209.	57.
9 Janvier 1828.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le comte du Coëtlosquet conseiller d'état en service ordinaire.....	209.	58.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois ou les réserves de plusieurs communes.....	209.	58.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Festugière à conserver et tenir en activité l'usine à fer dite <i>forge neuve</i> , située dans la commune de Saint-Cernin de Reillac....	217.	223.
11.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le maréchal-de-camp Nompère de Champagny directeur général du personnel au département de la guerre.....	210.	77.
13.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois ou les réserves de plusieurs communes.....	209.	61.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive des communautés des sœurs hospitalières de la Sainte-Trinité de Thodure et des sœurs de Notre-Dame de Saint-Julien d'Empare.....	210.	79 et 80.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant que M. le vicomte Simon est nommé directeur, au département de l'intérieur, des belles-lettres, sciences et beaux-arts.....	216.	199.
16.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au duc Decazes le minerai de fer existant dans le terrain houillier d'Aubin, département de l'Aveyron.....	212.	160.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Diab, Krassel, Eichhoff, Gravé, Jacquemin, Dupont, Braconnier, Ehwald, Wren et Powell, à établir leur domicile en France...	213.	169
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Pont-le-Roi, de Lombes, d'Amplepuis		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	et de Lyon; aux pauvres des Junies, d'Altier, d'Oloron, de Coulans et de Beaumont.....	217.	223 et 224.
16 Janvier 1828.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Saint-Julien-le-Montagnier, de Mondragon et de Beziers; aux pauvres de Mazères, de Beauvillers et de Lodève.....	218.	239 et 240.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur Grenu.....	214.	184.
Idem.	— au sieur Jacquemoud.....	210.	271.
Idem.	— au sieur Stadler.....	232.	470.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur de Maillé à prendre du service près de Sa Majesté Catholique.....	220.	271.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Meslay et de Lodève et aux hospices de Fains et de Lodève.....	220.	272.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Vitry-le-Français, d'Arras, de Mansigné, de Châtillon, d'Hyères, d'Entrevaux, de Troyes, de Narbonne, d'Aix, de Bergerac, de Lodève, de Saugues, de Thionville, d'Angers, de Limoux et de Beziers; aux pauvres de Paris, de Châtillon, de Saint-Jouin, de Verdun, de Narbonne, de Valady, de Plains, de Damprichard, de Trévillers, de Piré, de Luzillé, de Châtelneuf, de Cernans, de Roujan, de Montpellier, de Cosqueville, de Sainte-Honorine la-Chardonne, de Chomérac, d'Amagé-sur-Seulles, de Dôle et de Cressey; aux fabriques de Valady, des Plains et de Damprichard, et à la commune de Valady.....	221.	300 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Beuzeville-la-Bastide, de Coudekerque		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	et de Mussy-sous-Dun; aux hospices de Liancourt, de Calais, d'Ardes et de Roye, et à la société d'agriculture de Paris.....	222.	318 et 319.
17 Janvier 1828.	ORDONNANCE du Roi portant que M. le vicomte de Caux, nommé par ordonnance du 4 janvier 1828 ministre secrétaire d'état de l'administration de la guerre, prendra le titre de ministre secrétaire d'état de la guerre, et qui règle le mode de propositions à soumettre à Sa Majesté en ce qui touche le personnel de l'armée.....	210.	76.
18.	ORDONNANCE du Roi qui nomme secrétaire général du ministère de la guerre M. Fovier d'Hincourt, colonel d'état-major.....	210.	78.
20.	ORDONNANCE du Roi portant que M. le comte de Saint-Cricq, nommé ministre secrétaire d'état, président du conseil supérieur du commerce et des colonies, prendra le titre de ministre secrétaire d'état au département du commerce et des manufactures.....	213.	161.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme préfet du département de Seine-et-Oise M. Capelle, conseiller d'état.....	213.	164.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant proclamation des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le quatrième trimestre de 1827, et des cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des droits résultant de titres de la même nature.....	221.	273.
22.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. de Chaignon président du collège départemental du Jura.....	211.	91.
23.	ORDONNANCE du Roi portant que la peine à appliquer à tout militaire convaincu d'avoir volé de l'argent de l'ordinaire de ses camarades, ou tout autre effet à eux appartenant, est celle de six ans de fers portée par la loi du 12 mai 1793.....	210.	73.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant qu'il sera formé		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	une chambre temporaire dans le tribunal de première instance de Marvejols.....	210.	81.
23 Janvier 1828.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois ou les réserves de plusieurs communes et de fabriques d'églises..	211.	91.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive de la communauté des sœurs hospitalières de Saint-Joseph établie à Malvallette.....	211.	94.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. de Balzac secrétaire général du ministère de l'intérieur et directeur de l'administration départementale.....	213.	164.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Barron et Smith à établir leur domicile en France.....	213.	170.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui concèdent au duc Decazes les mines de fer existant dans les communes de Venzac, de Villefranche et de Salles-Comtaux, département de l'Aveyron.	214.	184.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Dieppe à élever un abattoir public.....	216.	199.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'une donation faite à la ville de Béthune.....	222.	319.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'établissement ou la conservation d'usines dans les communes de Château-Salins, de Payzac, de Saint-Saud, de Saint-Pardoux la Rivière et d'Ampilly-le-Sec.....	222.	319 et 320.
27.	ORDONNANCE du Roi portant nomination à plusieurs préfectures.....	213.	165.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive de la communauté des sœurs de Saint-Charles établie à Sainte-Foy-lès-Lyon, et de celle des filles de la Retraite établie à Lemeven.....	213.	166 et 167.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui répartit en deux sections spéciales la somme de trente-trois millions cent soixante-quinze mille francs		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	accordée par la loi du 24 juin 1827 pour les dépenses des affaires ecclésiastiques pendant l'année 1828.....	214.	179.
27 Janvier 1828.	* ORDONNANCE du Roi portant que le legs fait à la fabrique de la paroisse des Anses d'Arlets, à la Martinique, par la D. ^{lle} Clinet, de l'universalité de ses biens, est réduit à la somme de quatre mille francs, et sera accepté, ainsi réduit, par le conseil de fabrique de ladite paroisse.....	224.	351.
30.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieur et D. ^{lle} Rouher à ajouter à leur nom celui de Lamothe, et le sieur Verdier à ajouter au sien celui de Serviers.....	213.	169.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet le sieur Stephens à établir son domicile en France..	213.	170.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité aux sieurs Gisonandi et Berguenheuse.....	220.	271.
Idem.	— au sieur Pasteris.....	229.	431.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites à la commune de Clagnat, à l'hospice d'Honfleur et aux pauvres de Chassagne.....	222.	319.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux hospices de Louviers, de Gimont, de Monséguir, de Loches, de Saint-Sever, de Cahors et de Cherbourg; aux pauvres d'Aniane, de Moirans, de Picauville, d'Évron et de Vaucouleurs.....	223.	334 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites à la commune de Guerquesalles et aux hospices de Strasbourg et de Saverne.....	224.	352.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs Bonhomme-Dupuy et Vallade-Sourit à conserver et tenir en activité les usines à fer qu'ils possèdent à Saint-Paul-la-Roche et à Ethouars.....	225.	359 et 360.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
30 Janvier 1828.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au sieur <i>Peydière</i> une mine de plomb argentifère existant dans les communes de Courgoul et de Saurier.....	225.	360.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux hospices de Lyon, de Mantes, de Roye, de Lorgues, de Draguignan et de Darney; aux pauvres de Bollène et à l'asile de la Providence....	225.	360.
31.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	211.	89.
1. ^{re} Fév.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. de <i>Vatimesnil</i> grand-maitre de l'université de France, ministre d'état, membre du conseil des ministres.....	213.	168.
3.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive de la communauté des sœurs hospitalières de l'instruction chrétienne dites de la Providence établie à Moulins.....	214.	181.
6.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. de <i>Balzac</i> et M. le vicomte de <i>Beaumont</i> conseillers d'état en service extraordinaire....	214.	178.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Sens à établir un abattoir public.....	216.	202.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Valleville, d'Harcourt, de Doulevant-le-Château, de Courdemanche, de Chailly-en-Bière, de Mouzeuil, de Panis-sières, de Saint-Pol, de Martigné-Briand, de Saint-Julien du Serre, d'Hubersent, de Serqueux, de Grasse, de Pierrepont et de l'Épinay-le-Comte.....	225.	361 et 362.
10.	ORDONNANCE du Roi portant que l'instruction publique sera dirigée par un ministre secrétaire d'état qui exercera les fonctions de grand-maitre de l'université de France....	214.	177.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
10 Février 1828.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. de <i>Vatimesnil</i> ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique.....	214.	178.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le comte de <i>Bonbers</i> secrétaire général du ministère des finances.....	214.	182.
Idem.	ORDONNANCES du Roi portant autorisation définitive des communautés des sœurs et religieuses hospitalières établies à Lempdes, à Craponne et à Gouarec.....	215.	188 à 190.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des présidents de deux collèges électoraux d'arrondissement.....	216.	205.
13.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le baron <i>Bacot de Romand</i> directeur général de l'administration des contributions indirectes....	215.	185.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le baron de <i>Villeneuve</i> directeur général de l'administration des douanes.....	215.	186.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. <i>Bour-leau</i> directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines.....	215.	186.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. <i>Benoist</i> ministre d'état et membre du Conseil privé.	215.	187.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui modifie le tarif du péage établi sur le pont de bois de Nevers, département de la Nièvre.....	216.	206.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Blanc-Lanaute</i> à ajouter à son nom celui de <i>Hauterive</i>	216.	207.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Delecauilleries</i> , <i>Haldi</i> , <i>Hautregard</i> , <i>Lak</i> , <i>Latham</i> et <i>Trilla</i> , à établir leur domicile en France.....	216.	208.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la construction d'un pont sur la Seine à l'amont de Paris, au lieu dit la <i>Bosse de Marne</i>	217.	211.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Colmar à construire un abattoir public....	217.	214.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
13 Février 1828.	ORDONNANCE du Roi qui classe des chemins au rang des routes départementales de la Gironde.....		
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe au rang des routes départementales du Cantal le chemin de Chaudes-aigues à Saint Chely.....	217.	216.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur Meyer.....	217.	218.
Idem.	— aux sieurs Grossier et Dewilde.....	220.	271.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Saint-Quentin, de Honfleur, de Grenoble, de Roanne, du Puy, de Châlons-sur-Marne, de Lunéville, de Stepay, de Tarbes, de Grasse, d'Arras, de Moissac, et à la Salpêtrière de Paris; aux pauvres de Saint-Pol de Léon, de Chefdupont, de Montjean, de Mesnil-Raoult, de Bourg-en-Bresse, de Lodève, de Saint-Claude, de la Réunion, de Chasserades, de Loigné, de Tarbes, de Saint-Loup, du Havre, d'Oissy, de Saint-Amans de Montaigu, et de Toulon; à la maison royale de santé d'Avignon et à la commune de Mattaincourt.....	229.	431.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Barthélemy fils à établir une verrerie dans la commune de Vidauban.....	225.	363 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la veuve Poumeau-Delille à conserver et tenir en activité l'usine à fer d'Anliac.....	226.	384.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accepte la renonciation faite par le sieur Berlioz à la concession de la mine d'antimoine de Las-Corbois....	226.	384.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au duc Decazes les mines de fer du Kaymar, commune de Pruines.....	227.	393.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Grosjean à établir un haut fourneau dans l'usine qui lui appartient sur les territoires de Charleville et de Montey-Notre-Dame....	227.	393.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
17 Février 1828.	ORDONNANCE du Roi portant création d'un conseil supérieur de la guerre, sous la présidence de M. ^{gr} le Dauphin.....		
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des membres du conseil supérieur de la guerre.	216.	195.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui met à la disposition du ministre de l'instruction publique la somme d'un million huit cent vingt-cinq mille francs, accordée par la loi du 24 juin 1827 pour les dépenses de l'instruction publique pendant l'année 1828.....	216.	196.
20.	ORDONNANCE du Roi qui modifie celle du 7 avril 1824 portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville des Sables d'Olonne.....	216.	197.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui réunit définitivement plusieurs communes au canton de Bouzonville.....	217.	219.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative aux formalités à remplir pour la validité des oppositions formées au paiement de toutes les dépenses des colonies exigibles en France.....	217.	224.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Derosne et compagnie à établir un patouillet à cheval dans la commune de Montbleuse.	221.	308.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs Ledercq-Nezille et Judde-la-Rivière à établir et conserver en activité les usines à fer qu'ils possèdent dans les communes de Trith-Saint-Léger et de Champagnac....	227.	393.
24.	ORDONNANCES du Roi portant autorisation définitive des communautés des sœurs de la Miséricorde établies à Clermont-Ferrand, Saint-Sandoux et Vertalzon, et à Cahors.	228.	411 et 412.
25.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. Royer-Collard président de la Chambre des Députés.....	217.	220 et 221.
27.	* ORDONNANCE du Roi qui distraie du canton de Condé la commune de Laroque, et la réunit au canton de Vassy, département du Calvados, et porte que les villages de Can-	217.	211.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	teloup et des Castillons dépendans de la commune d'Estry sont réunis à celle de Laroque	218.	240.
27 Ferrier 1828.	* ORDONNANCE du Roi portant que les communes de Franscilles et de Donnazac sont distraites du canton de Castelnau de Montmirail, et réunies à la commune de Cordes, département du Tarn	218.	240.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres de Carcassonne, de Saint-Mamet, de Lodève, de Lespignan, de la Motte d'Aveillans, d'Orléans, de Moulins-la-Marche et de Filain; aux hospices de la Rochelle, de Clermont-Hérault, de Laval, de Lunéville et de Perpignan	225.	367 et 368.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Faucogney, de Castres, de Toulon et de Grasse; aux pauvres de Tramayes, de Monthureux-sur-Saône et de Paris; aux communes de Toury-Lurcy, de Pellouailles et de Neuilly	227.	394 et 395.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au sieur de Moré les mines de plomb argentifère existant dans le canton de Pontgibaud....	228.	412.
28.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois ou les réserves de plusieurs communes	218.	234.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs d'Eichthal, Marcotand et Molitor, à établir leur domicile en France	218.	239.
Idem.	* GRANDES LETTRES de naturalisation accordées par le Roi à M. le prince d'Arenberg	227.	392.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur André.	232.	470.
29.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821	216.	193.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. Laisné		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	de Villeveque et Dubruel questeurs de la Chambre des Députés	218.	232.
2 Mars 1828.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois ou les réserves des communes et hospices y désignés	219.	244.
Idem.	ORDONNANCES du Roi qui prescrivent l'enregistrement et la transcription, sur les registres du Conseil d'état, des statuts de dix congrégations religieuses de femmes	219.	246 à 254.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui prescrit l'enregistrement et la transcription, sur les registres du Conseil d'état, des statuts des religieuses de la congrégation de Saint-Joseph établie à Lyon	230.	258.
3.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le baron Hyde de Neuville ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies.	217.	209.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques M. Feutrier, évêque de Beauvais	217.	209.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme ministres d'état, membres du Conseil privé, M. le comte Chabrol de Crousol et M. le comte Frayssinous, évêque d'Hermopolis	217.	210.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination à plusieurs préfectures	218.	230.
4.	ORDONNANCE du Roi portant convocation des collèges électoraux dans les départemens de l'Ardeche, du Doubs, du Lot et des Deux-Sèvres	218.	225.
6.	ORDONNANCE du Roi portant qu'il sera procédé à la formation d'un tableau de rectification de la liste électorale des Vosges...	218.	227.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation des collèges électoraux de département et d'arrondissement y désignés	218.	228.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme conseiller d'état en service extraordinaire M. Vauvilliers, maître des requêtes, secrétaire général du ministère de la marine et des colonies.	218.	233.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
6 Mars 1828.	ORDONNANCE du Roi qui prescrit le rétablissement, dans les dépôts publics, des titres relatifs aux biens dans la possession desquels sont rentrés les émigrés, et qui règle les conditions de la remise des expéditions de ces titres aux anciens propriétaires.	219.	241.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui réunit aux départemens du Bas-Rhin et de la Moselle les communes et parties de communes cédées à la France par la convention définitive conclue avec la Bavière pour la démarcation de la frontière du Nord.	220.	257.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à l'ouverture d'une route, de Sens à Saint-Florentin, département de l'Yonne.	220.	260.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui prescrit la publication de la bulle d'institution canon que de M. <i>Blanquet de Rouville</i> pour l'évêché de Numidie <i>in partibus infidelium</i>	220.	261.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant établissement d'une caisse d'épargne et de prévoyance dans la ville de Nîmes.	220.	262.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant établissement d'un mont-de-piété dans la ville de Nîmes.	220.	265.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi approbative des arrêtés du préfet du Bas-Rhin qui autorisent, par mesure d'urgence, divers essartemens dans les bois de plusieurs communes de son département.	223.	336.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes d'Abbeville, de Berles-Monchel et de Sarnois, aux pauvres de Sainte-Marie-aux-Mines, de Narbonne, de Carcassonne, de la Gardelle, de Flamarens, de Montpellier, de la Châtre, de Vernon, de Burcin, d'Oyen, de Morez, d'Arbois, d'Orléans, de Brenons, de Nancy, de Pénestin, de Rozericulle, de Saillant, de Simiane, du Fossat, de Peyriac-de-mer, de Saint-Geniez, de Mauriac, de Pré-en-Pail et de Boisdinheim; aux hospices de Car-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	cassonne, de Roquevaire, de Riberac, de Lodève, de Montpellier, de Saint-Chamond, de Monastier, d'Orléans, de Mâcon, de Cogolin, de Manosque, d'Aix, du Puy, de Lorient et de Noyon, et au petit séminaire de Noyon.	227.	375 et suiv.
6 Mars 1828.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres de Clermont-Ferrand, de Cinsery, de Sainte-Colombe, de Bailleul et de Mézières; aux hospices de Clermont-Ferrand, de Molsheim, de Mâcon et de Beaumont, et à l'académie des inscriptions et belles-lettres.	228.	412 et 413.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs <i>Durand et Bulliod</i> à établir une verrerie au territoire de la Guillotière, département du Rhône.	229.	432.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la dame <i>Braup il de Saint-Aulaire</i> à conserver en activité l'usine à fer de Laveneau, commune de Savignac de Nont'on.	229.	432.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la dame veuve <i>Pingat</i> à convertir en une forge à un seul feu la batterie à tôle qu'elle possède au hameau de Chenecièrre, commune de Saint-Marc.	229.	432.
9.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive des communautés religieuses établies à Saint-Genis-Laval, à Valreas et à Saint-André-la-Palud et Legas.	230.	267 à 269.
13.	ORDONNANCE du Roi portant convocation du collège électoral du département de la Corse.	221.	310.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation de collèges électoraux dans six départemens y dénommés.	222.	311.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la construction d'un pont suspendu sur l'île à Laubardemont, département de la Gironde.	222.	315.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la construction d'un pont suspendu sur l'île à Guîtres, département de la Gironde.	223.	321.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
13 Mars 1828.	ORDONNANCE du Roi relative aux travaux de construction d'une écluse sur le canal de Dunkerque à Furnes.....	223.	324.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise M. le lieutenant général Desfourneaux à établir une gare sur la rive gauche de l'Yonne au lieu dit Cély.....	223.	326.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la construction d'un pont suspendu sur le Rhône à Bourg-Saint-Andéol.....	223.	328.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits au consistoire de l'église réformée de Paris; aux pauvres du Fossat, de Saint-Hilaire, de Pujard, de Bordeaux, de Pompidou, de Saint-Micaud et de Dourdan; aux hospices de Montbrison et de Sainte-Gemme d'Andigné et à la commune de Fourdrain.....	228.	413 et 414.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Delheil à conserver en activité sa forge de Bourzolles, commune de Souillac.....	230.	448.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Cortier et Fizeaux à établir une verrerie dans la commune de Bruay.....	230.	448.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au sieur Pellier de Montmarie les mines de houille du Plessis, département de la Manche....	232.	470.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Garrigou et Masenet à augmenter la fabrique d'acier et de faulx établie à Toulouse.....	232.	470.
14.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le marquis d'Oruilliers président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, et MM. Delessert et Casimir Périer membres de la même commission.....	219.	243.
20.	ORDONNANCES du Roi portant autorisation définitive des communautés de religieuses établies à Laventie, à Grenoble et à Niort.	223.	331 à 333.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui permet aux sieurs		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Brouzet, Félix, Hummel, Pajni, Reichenbach, et à la dame Butler, d'établir leur domicile en France.....	223.	334.
20 Mars 1828.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois ou les réserves de plusieurs communes et d'une fabrique d'église.	224.	343.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans deux forêts royales.....	224.	345.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe la route de Brignolles à Grasse au rang des routes départementales du Var.....	225.	355.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination de trois conseillers d'état en service extraordinaire.....	228.	403.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux communes d'Arpajon, de la Bazouges du Désert, de Maringues, d'Apchon, de Pauilhac, de Boissy-sous-Saint-Yon, de Chambrouet, de Vaucresson, de Flacé-lès-Mâcon, de Dabo, de Vaux-sur-Blaise, d'Herny et de Sempy....	228.	414 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Virmond.	229.	432.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Lecour à remettre en activité la verrerie située à Cahors, au faubourg de Cabessut.	232.	470.
21.	ORDONNANCE du Roi portant que les officiers qui, à l'époque de l'ordonnance du 5 mai 1824, étaient en jouissance d'une solde de non-activité, à titre d'officiers disponibles, seront admis à faire valoir leurs droits au traitement de réforme déterminé par l'ordonnance du 5 février 1823.....	222.	307.
23.	ORDONNANCE du Roi qui modifie la répartition du crédit affecté au service de l'administration des monnaies pendant l'exercice 1828.....	222.	309.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation de collèges électoraux dans les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure.....	222.	313.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
23 Mars 1828.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des présidents des collèges électoraux y désignés.	222.	314.
Idem.	ORDONNANCES du Roi portant autorisation définitive de onze congrégations ou communautés religieuses de femmes.	224.	346 à 351.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant que les foires établies dans la commune de Domme, département de la Dordogne, auront lieu, comme autrefois, le premier lundi de chaque mois.	232.	472.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui change le jour de la tenue des foires de la commune de Grandvillars.	233.	504.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui changent le jour de la tenue des foires établies dans les communes d'Ille, d'Erstein et de Nay.	234.	536.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi portant établissement de foires et changement dans les jours de la tenue de celles établies dans les communes de Puligny, de Murat-le-Quaire, de Cagnes, de Pérignac, de Montrichard et de Brazey-en Plaine.	235.	545.
27.	ORDONNANCE du Roi qui prescrit la formation d'un dépôt particulier pour y recevoir l'exemplaire des livres du dépôt légal destiné à la bibliothèque du ministère de l'intérieur.	224.	337.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui convoque en un seul collège électoral les électeurs du département des Vosges.	224.	338.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation de trois collèges électoraux dans les départements d'Ille-et-Vilaine, de l'Isère et du Rhône.	224.	339.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui fait un changement dans la direction d'une route départementale de la Haute-Garonne.	226.	383.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'une donation faite à la commune de Castellane.	228.	416.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	<i>Béhague</i> à construire un haut-fourneau dans l'emplacement de sa forge de Bourgneuf.	232.	471.
27 Mars 1828.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Vasinhac</i> à établir un patouillet à roue à Imécourt, département des Ardennes.	232.	471.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'une donation faite à la commune de Rencurel.	232.	471.
30.	ORDONNANCE du Roi qui nomme MM. d' <i>Alonville</i> , <i>Sers</i> et de <i>Panat</i> , aux préfectures de la Meurthe, du Puy-de-Dôme et du Cantal.	224.	340.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le maréchal-de-camp <i>Durrieu</i> président du collège électoral du département de la Corse.	224.	341.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui maintient M. <i>Ermangart</i> à la préfecture du Bas-Rhin, et nomme M. de <i>Murat</i> à celle de la Seine-Inférieure.	224.	342.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui détermine le mode de comptabilité du sceau, et applique au trésorier les règles suivies pour les comptables de deniers publics.	225.	353.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive de la communauté des religieuses de Notre-Dame de Reims.	225.	356.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant prolongation de la durée d'un brevet d'importation.	226.	369.
31.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.	222.	305.
2 Avril.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois des communes et hospices y désignés.	225.	357.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieur et dame <i>Pitté-Divernois</i> à augmenter d'un haut-fourneau l'usine à fer de Balleraud.	231.	464.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs <i>Japy</i> à établir une usine à Dampierre-outré-les-Bois, département du Doubs.	231.	464.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^o des Bull.	Pages.
2 Avril 1828.	* ORDONNANCE du Roi qui concède aux sieurs <i>Delasalle, Denis</i> , &c. les mines de plomb-argentifère existant sur le territoire de Saint-Amand-Roche-Savine.....	231.	464.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Floirac</i> à conserver en activité l'usine à fer de Vimont-Plazac, commune de Plazac.	231.	464.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Conturier</i> à établir une verrerie à For- bach, département de la Moselle.....	232.	471.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs <i>de Buyer</i> , propriétaires des forges et manufacture de fer-blanc de la Chaudeau, commune d'Aillevillers, à y établir en rem- placement des deux martinets sept paires de cylindres cannelés et deux paires de lami- noirs à tôle.....	232.	471.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le prince duc de <i>Baufremont</i> à conserver et tenir en activité les usines à fer qu'il possède dans la commune de Scey-sur-Saône.....	232.	471.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Martial Combescot-Devaux</i> , ou ses ayant- droit, à conserver et tenir en activité l'usine à fer de Violette, commune de Jumilhac- le-Grand.....	232.	471.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Michel</i> à remplacer par un haut four- neau la batterie à tôle et le feu de forge de Noncourt, et prescrit la destruction du mar- tinet de l'usine d'Écot, et du feu d'affinerie de l'usine de la Crête, département de la Haute-Marne.....	232.	471.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'ac- ceptation d'un legs et d'une donation faits aux communes de Châteauneuf et de Ri- vehaute.....	232.	472.
6.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des présidents et vice-présidents des collèges électoraux y désignés.....	226.	370.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^o des Bull.	Pages.
	vicomte du <i>Puy de la Rivière</i> à substituer à son nom de la <i>Rivière</i> celui de <i>Melgueil</i> ...	227.	392.
6 Avril 1828.	* ORDONNANCE du Roi qui réintègre le sieur <i>Gouin</i> dans la qualité et les droits de Français.	227.	392.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Berre, Harvey-Combe, Chiaranda baron de</i> <i>Friddani, Peirano, Rotzoxo et Willemé</i> , à établir leur domicile en France.....	227.	392.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Aguado</i> .	232.	470.
12.	* LETTRES PATENTES portant érection de ma- jorats en faveur de MM. <i>Delalande et Duval- Dumanoir</i>	227.	390.
13.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des présidents et vice-présidents de six collèges électoraux.....	226.	373.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des présidents et vice-présidents de trois collèges électoraux.....	226.	374.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation du collège du deuxième arrondissement électo- ral de l'Aveyron.....	226.	375.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant fixation défi- nitive des chefs-lieux des cantons de justice de paix du département de la Corse.....	226.	376.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation de fixation des communautés religieuses établies à Cassel et à Lannay.....	226.	379 et 380.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploi- tations dans les bois de plusieurs communes et dans une forêt royale.....	226.	381.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploi- tations dans les bois de plusieurs communes et d'un hospice et dans une forêt royale.....	227.	387.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant que le sieur <i>Go- dard</i> est autorisé à établir son domicile en France	227.	393.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Sahery</i> .	232.	470.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant proclamation des brevets d'invention, &c. pris pendant le premier trimestre de 1828, et des cessions		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
13 Avril 1828.	qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des droits résultant de titres de la même nature..... * ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux détenus des prisons de Montpellier; aux communes d'Affoux, de Châteauvieux, de Gramazie, de la Mothe, de Brie-sur-Marne et de Beuzeville; aux pauvres d'Estival, de Sainte-Foy de Longas, de Rougemontier, de Saint-Hippolyte, de la Gardelle, de Carbonne, de Bazège, de Fougères, de Fontans, de Saint-Jean de Luz, de la Tour, de Lyon, de Ray et de Pontlieue; aux hospices de Lectoure, de Montpellier, de Saint-Florent, de Clermont-sur-Oise, de Mâcon, de Saint-Valery, de Toulon et de la Cadière.....	234.	509.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui approuve les changemens et agrandissemens que la société des mines de Bouxwiller a faits à l'usine du mont Bastberg.....	235.	546 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs Chandon et Jeanniot à établir un haut-fourneau et quatre lavoirs dans les communes de Changy et de Percey-le-Grand.....	235.	551.
16.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Noidant-le-Châtenoy, du Fort-du-Plasne, du lac des Rouges-Truites, de Saint-Laurent de Cuves, de Curis, de Chaumuzy, de Saint-Paul-la-Coste et d'Ainvelle; au consistoire de l'église protestante de Paris et de Rouen, et aux pauvres de cette dernière ville.....	235.	552.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Boigues à ajouter un second haut-fourneau à la forge de Torteron, commune de Patinges.	235.	549 et 550.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Dollin du Fresnel à construire un haut-fourneau dans la commune de Nouart.....	235.	552.
20.	ORDONNANCE du Roi qui modifie l'article 10 de celle du 7 novembre 1821, relative au	235.	552.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
20 Avril 1828.	corps des sapeurs-pompiers de la ville de Paris..... ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive de la communauté des sœurs hospitalières de la Miséricorde établie à Augerolles.....	217.	388.
21.	ORDONNANCE du Roi concernant l'instruction primaire.....	217.	389.
22.	ORDONNANCE du Roi portant que la statue équestre de Louis XV sera érigée au rond-point des Champs-Élysées.....	219.	417.
25.	ORDONNANCE du Roi portant répartition du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances par la loi du 24 juin 1827.....	233.	493.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui désigne la ville de la Tour-du-Pin pour lieu de réunion du collège du troisième arrondissement électoral du département de l'Isère.....	228.	402.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des présidens de trois collèges électoraux.....	228.	405.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation de trois collèges électoraux.....	228.	406.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe un chemin au rang des routes départementales de Tarn-et-Garonne.....	228.	407.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Daubenmeyer, Daniel, Foulon, Libois, King et Rubatsch, à établir leur domicile en France.	228.	408.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits à la commune et à la fabrique d'Agnets; à la fabrique de Saint-Quentin des Prés; aux pauvres de Soissons, de Rodès, de Bonnebosq et d'Érôme; aux hospices de Mézières, de Dijon et de Lectoure.....	228.	411.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Langon, de Prades, de Lyon, de Vallauris, de Mouzon, de Salins, d'Angers, de Rosières, de Thionville, de Rabastens, de	235.	550 et 551.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	la Seyne et d'Épinal; aux pauvres de Loigné, de Boulogne-sur-Seine, de Cordes, de Saint-Martin des Besaces, d'Aussevielle, de Saint-Genis-Laval et de Rabastens; aux communes de Beynost et de Saint-George du Rosay.....	238.	561 et suiv.
25 Avril 1828.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs <i>Philippon</i> , la <i>Tour-du-Pin-Gouvernet</i> , <i>Baudot</i> et la demoiselle <i>Arthaud</i> , à établir et conserver en activité diverses usines dans les communes de Bouhans, de Roche, de Manois et de Broye-les-Loups.....	237.	574.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède les gîtes de minéral de fer connexes ou non connexes avec la houille compris dans l'étendue de la concession houillère dite de <i>Terre-noire</i> , arrondissement de Saint-Étienne.....	237.	574.
27.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive de la communauté des religieuses ursulines établies à Carhaix.....	228.	410.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le préfet de l'Yonne à accepter le legs de 4000 francs fait par le sieur <i>Crochet</i> pour la fondation d'un prix qui sera décerné tous les trois ans à l'auteur du meilleur mémoire sur l'une des vertus morales.....	236.	564.
30.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	227.	385.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui modifie celle du 17 octobre 1821 relative à l'admission des sous-officiers et soldats dans les compagnies sédentaires.....	228.	404.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui porte à neuf le nombre des juges du tribunal de première instance de Grenoble.....	228.	409.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur la Saône au plan de Vaise, d'une gare latérale à cette rivière et d'un port.....	231.	456.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
30 Avril 1828.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Tournus à établir un abattoir public.....	231.	459.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Pure, de Saint-Privat de Champelos, de Saint-Julien-Dance, de Rembercourt-aux-Pots, de Chanay, de l'Hôpital, de Gumery, de Villefranche, de Méharicourt et du Mesnil-Tôve.....	236.	564.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi portant concession des mines de houille de Lalle situées sur une partie des territoires d'Anjac, de Castillon et de Portes, département du Gard, et des mines de houille de Mailhac, département de l'Aude.....	237.	575.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi relatives à diverses usines dans les communes de Chenecey, de Nouzon et de Belviannes.....	237.	575.
4 Mai.	ORDONNANCE du Roi relative à la mise en activité des jeunes soldats appelés sur les classes de 1825 et 1826, et qui ont été laissés dans leurs foyers en exécution des ordonnances des 19 novembre 1826 et 18 novembre 1827.....	228.	401.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme membre de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations <i>M. de Surgy</i> , président d'une des chambres de la cour des comptes.....	229.	416.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui prescrit l'enregistrement et la transcription au Conseil d'état des statuts de la congrégation des sœurs de la charité établie à Strasbourg.....	229.	427.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise les exploitations dans les bois de plusieurs communes.	229.	428.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant création de deux places d'agent de change courtier de marchandises à Poitiers.....	232.	467.
7.	ORDONNANCE du Roi qui nomme <i>M. de Car-donné</i> président d'un collège électoral....	229.	430.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant établissement		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	d'un nouveau tarif pour la perception des droits de navigation sur la rivière d'Isle entre Libourne et Laubardemont.....	230.	440.
7 Mai 1828.	ORDONNANCE du Roi concernant les machines à vapeur à haute pression.....	231.	450.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe plusieurs chemins parmi les routes départementales du Loiret.....	231.	451.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe au rang des routes départementales du Nord le chemin de Condé à Saint-Amand.....	231.	453.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Claude, Malherbe, Schwarzer, Lanotte, Snas-dell-Syddell, Aplustill, Knapp, Kusian, Mlachar, Lichtensteiger, Weckbrod, Winter, Schmid, Riethmüller, Bartha, Hartmann, Riesterer, Heydt, Gatterdam et Pester, à établir leur domicile en France.....	231.	462.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux pauvres de Marcols, de Montreuil, d'Argeliers, de Sainte-Geneviève, d'Espinassole, d'Aix, d'Eymet, des Fourgs, de Chatuzange, d'Agde, de Corpsnuds, de Villarbonnot, de Vezins, de Ribécourt, de Basseux, de Saint-Éloi, de Chauriat, de Saint-Laurent de Chamousset, de Joué-en-Charnie, du Mans et de Ville-neuve-l'Archevêque; aux hospices de Fanjaux, de Lamballe, de Saint-Étienne, de Bayonne, d'Orthez et de Cluny.....	236.	565 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Vendrets, de Brie-Comte-Robert, de Rabastens, de Narbonne et de Bram; aux hospices de Grasse et d'Annonay.....	237.	575 et 576.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux pauvres de Narbonne, de Dijon, de la Daurade, de Cherbourg, de Gremevillers, de la Bernardière, de Taintrux et de Pont-sur-Yonne;		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	aux hospices de Fanjaux, de Vernon et de Roye.....	238.	590 et suiv.
11 Mai 1828.	ORDONNANCE du Roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1827 et fixe leur répartition entre les départemens....	229.	422.
14.	ORDONNANCE du Roi portant rectification des tableaux de population annexés à l'ordonnance du 15 mars 1827.....	231.	449.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes et dans huit forêts royales.....	231.	454.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant établissement d'un abattoir public dans la ville de Marcigny.....	233.	500.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui confirme et maintient les deux abattoirs publics établis dans la ville d'Épinal.....	233.	502.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Bordeaux à établir un abattoir public....	235.	538.
17.	LOI qui accorde une pension de quinze cents francs à la D. ^{lle} Bisson, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom.....	230.	433.
Idem.	* LETTRES PATENTES portant érection de majorats en faveur de MM. comte d'Hauterive, André et comte de Nugent.....	231.	461.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la franchise et au contre-seing accordés au ministre du commerce et des manufactures.....	233.	494.
18.	LOI qui autorisent les départemens des Ardennes, de la Charente, de la Drôme, du Puy-de-Dôme et des Deux-Sèvres, à s'imposer extraordinairement pour les travaux du cadastre.....	230.	434 à 439.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive de la communauté des religieuses du Sacré-Cœur établie à Beauvais.....	230.	447.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant création de quatre places d'agent de change courtier à Mulhausen.....	232.	467.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des présidents de trois collèges électoraux....	233.	496.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
25 Mai 1828.	ORDONNANCE du Roi contenant des dispositions relatives aux chaudières des machines à vapeur à basse pression.....	233.	497.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.	233.	498.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Jacquot dit Constant, Mangeng et Meyns</i> , à établir leur domicile en France.....	234.	535.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait aux pauvres de Chanderagor.....	234.	536.
31.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	232.	465.
1. ^{re} Juin.	LOIS qui autorisent les départemens de l'Ar-dèche, du Calvados, du Cantal, de la Charente, de la Charente-Inférieure, de l'Indre, de l'Isère, des Landes, de la Loire, du Loiret, de la Marne, de la Haute-Marne, de l'Oise, du Tarn et des Vosges, à s'imposer extraordinairement les sommes nécessaires à divers travaux d'achèvement, d'entretien et de confection de routes.....	233.	473 à 492.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative aux conflits d'attribution entre les tribunaux et l'autorité administrative.....	234.	505.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive des communautés de filles de l'Éducation chrétienne établies à Argentan et à Gacé, département de l'Orne.....	235.	540.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes, d'un hospice et dans quatre forêts royales..	235.	541.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui approuve l'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur le Rhône à Vienne.....	236.	557.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui établit une chambre de commerce à Calais, et en détermine la circonscription.....	237.	571.
5.	ORDONNANCE du Roi relative à la composition		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	des conseils de révision pour le recrutement de l'armée.....	235.	537.
5 Juin 1828.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Meynard</i> à ajouter à son nom celui de <i>de Franc</i>	235.	544.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Minelli et Trappier</i> à établir leur domicile en France.....	235.	544.
8.	ORDONNANCE du Roi qui nomme <i>M. Alexandre de Laborde</i> membre de la commission supérieure de l'établissement des invalides de la marine.....	236.	556.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive de la congrégation des sœurs de la charité établie à Strasbourg.....	236.	560.
10.	* LETTRES PATENTES portant érection d'un majorat en faveur de <i>M. du Bouëxic de Guichen</i> .	235.	544.
11.	ORDONNANCE du Roi qui classe la route de Grenoble à Marseille au rang des routes royales de troisième classe.....	238.	579.
15.	ORDONNANCE du Roi portant autorisation définitive des communautés de religieuses établies à Angoulême et à Arbois.....	237.	572 et 573.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant convocation du collège départemental du Pas-de-Calais....	238.	580.
16.	ORDONNANCE du Roi contenant diverses mesures relatives aux écoles secondaires ecclésiastiques et autres établissemens d'instruction publique.....	236.	553.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative aux écoles secondaires ecclésiastiques.....	236.	554.
19.	LOI relative à l'emprunt de quatre millions de rentes.....	237.	569.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe au rang des routes départementales de l'Ain le chemin de Lagnieu au Rhône.....	238.	581.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant qu'il sera formé une chambre temporaire dans le tribunal de première instance de Nantes.....	238.	582.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploi-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
19 Juin 1828.	tations dans onze forêts royales et dans un bois appartenant à un hospice.....	238.	583.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Merat</i> à ajouter à son nom celui de <i>Saint- Léon</i>	238.	589.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Aldred, Balbeur, Blyth, Bruère, Clarke, Deandréis, Jackson, Knecht, Neveu et Wil- son</i> , à établir leur domicile en France.....	238.	590.
22.	ORDONNANCE du Roi portant que, pendant le troisième trimestre de 1828, la cour d'as- sises du département de la Seine sera divisée en deux sections.....	238.	585.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploi- tations dans les bois de plusieurs communes et dans une forêt royale.....	238.	586.
30.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importa- tion, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	238.	577.
FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.			

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 205.)

N.° 7679. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination
à plusieurs Ministères.

Au château des Tuileries, le 4 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur comte *Portalis*, pair de France, est
nommé ministre secrétaire d'état au département de la justice
et garde des sceaux.

Le sieur comte *de la Ferronnays*, pair de France, est
nommé ministre secrétaire d'état au département des affaires
étrangères.

Le sieur vicomte *de Caux*, membre de la Chambre des
Députés, est nommé ministre secrétaire d'état de l'adminis-
tration de la guerre.

La présentation aux emplois vacans dans l'armée nous
sera faite désormais par notre bien-aimé fils le Dauphin. Les
nominations seront contre-signées par le ministre de l'admini-
stration de la guerre.

Le sieur vicomte *de Martignac*, membre de la Chambre
des Députés, est nommé ministre secrétaire d'état au dé-
partement de l'intérieur.

Sont distraites des attributions du ministre de l'intérieur
celles qui sont relatives au commerce et aux manufactures,
pour être réunies aux attributions actuelles du bureau de
commerce et des colonies.

VIII. Série.

A

Le sieur comte de *Saint-Cricq*, membre de la Chambre des Députés, est nommé ministre secrétaire d'état, président du conseil supérieur de commerce et des colonies.

Le sieur comte *Roy*, pair de France, est nommé ministre secrétaire d'état au département des finances.

2. A l'avenir, l'instruction publique ne fera plus partie du ministère des affaires ecclésiastiques.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 4.^e jour de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Pair de France*, *Ministre Secrétaire d'état*
au département de la marine et des colonies,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 7680. — *ORDONNANCE DU ROI* portant *Nomination de Ministres d'état, Membres du Conseil privé.*

Au château des Tuileries, le 4 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les sieurs comte de *Villèle*, comte de *Peyronnet*, baron de *Damas*, marquis de *Clermont-Tonnerre*, et comte *Corbière*, sont nommés ministres d'état, membres de notre Conseil privé.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 4.^e jour

de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Pair de France*, *Ministre Secrétaire d'état*
au département de la marine et des colonies,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 7681. — *ORDONNANCE DU ROI* qui élève à la dignité de *Pairs du Royaume* MM. les Comtes de *Villèle*, de *Peyronnet* et *Corbière*.

Au château des Tuileries, le 4 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les sieurs comte de *Villèle*, comte de *Peyronnet* et comte *Corbière*, sont élevés à la dignité de pairs du royaume, pour en jouir eux et leurs descendants en ligne directe, naturelle et légitime, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, ainsi que des droits, honneurs et prérogatives qui y sont attachés. Il est dérogé, à leur égard, à l'article 1.^{er} de l'ordonnance du 25 août 1817.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 4.^e jour de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Pair de France*, *Ministre Secrétaire d'état*
au département de la marine et des colonies,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.° 7682. — *ORDONNANCE DU ROI* portant Convocation du Collège électoral du département du Jura.

Au château des Tuileries, le 23 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la lettre du préfet du Jura en date du 17 de ce mois, annonçant le décès du sieur *Nicod de Ronchaud*, élu membre de la Chambre des Députés;

Vu les lois des 5 février 1817, 25 mars 1818, 29 juin 1820, 2 mai 1827, et les ordonnances des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le collège départemental du Jura est convoqué pour le 5 février 1828 dans la ville de Lons-le-Saulnier, à l'effet d'élire un député en remplacement du sieur *Nicod de Ronchaud*, décédé.

2. Conformément à l'article 6 de la loi du 2 mai 1827, les listes électorales arrêtées le 30 septembre dernier, ainsi que le tableau de rectification prescrit par le même article, seront affichés le 1.° janvier prochain, et les réclamations seront admises jusqu'au 30 du même mois.

3. Il sera procédé, en ce qui concerne les opérations dudit tableau et sa clôture, conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827; et en ce qui concerne les opérations du collège électoral, conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Décembre, l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Président du Conseil des Ministres*, chargé provisoirement du portefeuille de l'intérieur,

Signé J.° DE VILLÈLE.

N.° 7683. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. de Sainte-Marie* membre de la Commission chargée de liquider l'indemnité due aux Français dont les biens-fonds ont été confisqués et vendus révolutionnairement.

Au château des Tuileries, le 26 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu la loi du 27 avril 1825 et nos ordonnances des 1.° et 8 mai 1825 et 23 décembre 1827;

Vu la lettre par laquelle le sieur comte de *Maquillé* se démet de ses fonctions de membre de la commission d'indemnité;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur de *Sainte-Marie* est nommé membre de la commission chargée de liquider l'indemnité due aux Français dont les biens-fonds ont été confisqués et vendus révolutionnairement, en remplacement du sieur comte de *Maquillé*, pair de France.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 26 Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,

Signé J.° DE VILLÈLE.

N.° 7684. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 40 francs sur l'État, offerte en donation à la fabrique de l'église de Saint-Étienne d'Auxerre (Yonne) par le comte de Chastellux, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 1.° Juillet 1827.)

N.° 7685. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente de 200 francs sur l'État, offerte en donation au séminaire diocésain de Bayeux (Calvados) par le sieur Beausire, sous la réserve d'usufruit stipulée. (Saint-Cloud, 1.° Juillet 1827.)

N.° 7686. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 100 francs sur l'État, léguée à la fabrique de l'église de Saint-Jérôme à Aix (Bouches-du-Rhône) par le sieur de Pisani de la Gaude, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 1.° Juillet 1827.)

N.° 7687. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1500 francs et d'une partie d'argenterie évaluée à 500 francs, le tout légué à la fabrique de l'église de Saint-Sauveur de Blaye (Gironde) par la demoiselle de Valcarcel. (Saint-Cloud, 1.° Juillet 1827.)

N.° 7688. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel évalué à 2183 francs 90 centimes, fait à la fabrique de l'église de Launac (Haute-Garonne) par la demoiselle Costes, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 1.° Juillet 1827.)

N.° 7689. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 25 francs sur l'État, donnée à la fabrique de l'église d'Aurosey (Haute-Marne) par le sieur Ballice. (Saint-Cloud, 1.° Juillet 1827.)

N.° 7690. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 75 ares 35 centiares de terre labourable, évalués à un revenu annuel de 70 francs, et donnés à la fabrique de l'église de Cognoncles (Nord) par la dame veuve Dambrine, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 1.° Juillet 1827.)

N.° 7691. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 50 francs donnée à la fabrique de

l'église de Vomécourt (Vosges) par la dame Bongard, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 1.° Juillet 1827.)

N.° 7692. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au séminaire diocésain de Rennes (Ille-et-Vilaine) par le sieur Piel, de la moitié du produit de la vente de son mobilier, évaluée à 1312 francs 40 centimes, et de la moitié de 1012 francs 90 centimes. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7693. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux calices en vermeil légués à l'église cathédrale de Rennes (Ille-et-Vilaine) par le sieur S. Garnier, évêque de Vannes. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7694. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 1265 francs, fait à la fabrique de l'église de Marcilly (Haute-Marne) par la demoiselle Délécourt, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7695. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 400 francs légués à la fabrique de l'église de Saint-Étienne d'Orthe (Landes) par la demoiselle Sieulanne. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7696. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 800 francs légués à la fabrique de l'église de Saint-Lizier d'Ustou (Ariège) par le sieur Galy. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7697. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 400 francs légués à la fabrique de l'église de Saint-Serges (Maine-et-Loire) par la demoiselle Nepveu. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7698. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.° d'un ostensor, d'un ciboire et de deux tapis, ces objets évalués ensemble à 9200 francs; 2.° d'une rente de 150 francs sur l'État, sous condition de services religieux et la réserve d'usufruit stipulée : le tout offert en donation à la fabrique de l'église métropolitaine d'Albi (Tarn) par le sieur C. Brault, archevêque de ce diocèse. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.º 7699. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1200 francs légués au séminaire diocésain de Carcassonne (Aude) par le sieur Astruc. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.º 7700. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la promesse de donation faite à la communauté des religieuses bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement de Bayeux (Calvados) par la dame Symon, supérieure, les dames Lefèvre, Berthault, Tanquerel et Taillepiéd, religieuses de cette institution, de leur portion dans la propriété des maisons, bâtimens, cours et jardins situés à Bayeux dans l'emplacement des ci-devant Cordeliers, occupés par ladite communauté, et évalués à 24,000 francs. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.º 7701. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º d'une maison, cour et jardin situés à Hornaing (Nord), évalués à 12,000 francs; 2.º du mobilier garnissant ladite maison, évalué à 500 francs, et 3.º d'une inscription de 1200 francs de rente sur l'État; le tout donné à la congrégation des filles de la Croix dites de Saint-André de la Puye (Vienne) par la dame veuve Rault de Ramsault. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)



CERTIFIÉ conforme par nous

Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 8 Janvier 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

8 Janvier 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 206.)

N.º 7702. — ORDONNANCE DU ROI qui remplace
l'Administration des Monnaies par une Commission, et
contient des dispositions sur son Organisation et sur la
Fabrication des Monnaies.

Au château des Tuileries, le 26 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE;

Vu la loi du 28 mars 1803 [7 germinal an XI], rela-
tive à la fabrication des monnaies, à la vérification du poids
et du titre des espèces fabriquées, et au jugement qui doit
précéder leur émission;

Vu l'arrêté du 30 mai 1803 [10 prairial an XI], por-
tant règlement sur l'administration des monnaies;

Vu la loi du 9 novembre 1797 [19 brumaire an VI] et
l'ordonnance royale du 5 mai 1820, relatives à la garantie
sur la marque d'or et d'argent;

Considérant que les dispositions de l'ordonnance royale
du 14 septembre 1822, qui servent maintenant de règle à
la comptabilité générale des recettes et dépenses de l'État,
ont modifié ou rendu sans objet le plus grand nombre des
formalités prescrites par le règlement du 30 mai 1803
[10 prairial an XI]; que par l'effet de notre ordonnance
du 4 novembre 1824 l'administration des monnaies se
trouve déchargée de tout le travail relatif à la comptabilité;
que la surveillance et la perception du droit de garantie
sur la marque d'or et d'argent sont déjà en majeure partie
attribuées à l'administration des contributions indirectes, et

VIII.º Série.

B

peuvent lui être exclusivement confiées en ce qui ne concerne pas l'exécution des lois et réglemens sur le titre des matières et espèces d'or et d'argent ;

Considérant encore que les matières et espèces déposées aux hôtels des monnaies ne demeurent pas entre les mains des caissiers , mais dans celles des directeurs de la fabrication , et que c'est en conséquence sur ces derniers que doivent être reportées la responsabilité et l'obligation de fournir un cautionnement ; qu'il convient dès-lors que les versements d'espèces soient faits directement en leurs mains ; mais qu'il importe en même temps de ne pas diminuer les moyens de surveillance maintenant établis pour la garantie d'une bonne fabrication ;

Voulant enfin apporter dans le personnel de l'administration des monnaies toutes les économies compatibles avec le bien du service , à l'effet d'augmenter les fonds affectés à la refonte des monnaies et d'accélérer cette opération sans imposer de nouvelles charges au trésor royal ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Du Personnel.

ART. 1.^{er} L'administration des monnaies sera remplacée par une commission des monnaies composée d'un président et de deux commissaires généraux.

2. Il y aura près de la commission des monnaies , 1.^{er} un bureau composé d'un directeur des essais , d'un vérificateur et de deux essayeurs ; 2.^{er} un graveur général.

3. Il y aura dans chaque hôtel des monnaies un commissaire du Roi , un directeur de la fabrication , un contrôleur au change et un contrôleur au monnayage.

4. Le président et les membres de la commission des monnaies , le directeur des essais , le graveur général , nos

commissaires près les hôtels des monnaies et les directeurs de la fabrication seront nommés par nous , sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état des finances.

5. Il sera nommé par notre ministre secrétaire d'état des finances , sur la présentation du président de la commission des monnaies , aux places de vérificateurs des essais , d'essayeurs et de contrôleurs au change et au monnayage.

6. Le graveur général , le directeur des essais , le vérificateur et les essayeurs seront choisis parmi les trois candidats pour chaque place désignés par suite d'un concours dont notre ministre secrétaire d'état des finances aura composé le jury , sur la proposition de la commission des monnaies.

Cette disposition n'aura son effet qu'en cas de vacance des places qui en sont l'objet.

7. Le président de la commission , les commissaires généraux , le graveur général et les membres composant le bureau des essais , le commissaire du Roi , le directeur de la fabrication , les contrôleurs au change et au monnayage , ont seuls droit à un logement dans l'hôtel des monnaies à Paris.

Dans les autres hôtels du royaume , les commissaires du Roi , les directeurs de la fabrication , les contrôleurs au change et au monnayage , auront également droit à des logements , lesquels seront désignés par le président de la commission à raison de la disposition des lieux , de la nature des fonctions et des convenances du service , le tout sauf l'approbation de notre ministre secrétaire d'état des finances.

TITRE II.

Des Fonctions.

8. Les attributions de la commission des monnaies sont , 1.^{er} de juger , conformément au titre II de la loi du 7 germinal an XI , le titre et le poids des espèces fabriquées en exécution de ladite loi ; 2.^o de délivrer , conformément aux lois des 22 vendémiaire an IV et 19 brumaire an VI , aux essayeurs de commerce et aux essayeurs des bureaux de ga-

rantie, les certificats de capacité dont ils doivent être pourvus avant d'entrer en fonctions; 3.^o enfin de statuer sur les difficultés relatives au titre et à la marque des lingots et ouvrages d'or et d'argent, qui sont maintenant déferées à l'administration des monnaies par les lois ci-dessus relatées, et notamment par les articles 58 et 61 de la loi du 19 brumaire an VI.

9. Les argues royales, ainsi que toutes les autres parties du service de la garantie des ouvrages d'or et d'argent dont l'administration des monnaies est maintenant chargée et qui ne concernent pas l'exécution des lois et réglemens sur le titre et la marque des matières et espèces d'or et d'argent, sont exclusivement attribuées à l'administration des contributions indirectes.

10. Le président de la commission des monnaies est spécialement chargé, sous l'approbation de notre ministre des finances, de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des dispositions prescrites par l'article 1.^{er} du présent titre. Il convoque la commission quand les besoins du service l'exigent; il fait rédiger, séance tenante, les jugemens et décisions de la commission; il les signe et les notifie.

Toutes les lettres et paquets relatifs au service des monnaies doivent lui être adressés et être ouverts par lui.

Il dirige et signe seul la correspondance relative aux attributions de la commission. Il rend compte au ministre secrétaire d'état des finances des résultats de cette correspondance, et il lui propose les mesures qu'il croit convenables à l'intérêt du service. Il est chargé de la haute police de l'hôtel et de l'exécution de toutes les instructions qu'il reçoit de notre ministre secrétaire d'état des finances: il lui soumet, chaque année, avec ses observations et son avis, le budget général délibéré par la commission pour la fixation des dépenses de toute nature relatives à son service.

11. Les commissaires généraux seront chargés, 1.^o de remplir les fonctions de secrétaire de la commission et de la

délivrance des ampliations de ses délibérations; 2.^o de la garde des dépôts, archives, registres et papiers appartenant à la commission, ainsi que des échantillons qui auront servi aux jugemens des fabrications: ces échantillons continueront, ainsi que les résidus des essais, d'être renfermés dans une armoire à trois clefs, dont l'une sera entre les mains de l'un des commissaires, la seconde entre celles du président de la commission, et la troisième entre les mains du directeur des essais; 3.^o de surveiller, sous la direction du président, l'exécution des dispositions prescrites par la présente ordonnance pour l'envoi à Paris et la réception des échantillons qui doivent servir aux jugemens des espèces, ainsi que toutes les opérations du bureau des essais relatives à la vérification du titre desdits échantillons, aux contestations qui s'élèveraient sur le titre des lingots et bijoux, et à la délivrance des certificats tant aux essayeurs des bureaux de garantie qu'aux essayeurs du commerce.

Les commissaires généraux seront aussi chargés, sous la direction du président, de la surveillance de tout ce qui est relatif à la fabrication des poinçons de la garantie, à la gravure, à la multiplication des coins et des carrés fournis par le graveur général, à leur réception, à leur envoi aux hôtels des monnaies, à leur déformation et à la conservation des poinçons et matrices. Lesdits poinçons et matrices, ainsi que les carrés destinés à la fabrication, seront renfermés dans une armoire à trois clefs, dont l'une sera entre les mains d'un des commissaires généraux, la deuxième entre celles du graveur général, et la troisième entre les mains de la personne chargée par le président de tenir les registres du mouvement desdits carrés, poinçons et matrices.

Notre ministre secrétaire d'état des finances répartira ces différentes fonctions entre les deux commissaires généraux, ainsi qu'il jugera convenable à l'intérêt du service.

12. Le graveur général sera chargé de fabriquer et de fournir tous les carrés, coins et coussinets nécessaires à la fabrication, ainsi que les poinçons de la garantie.

13. Le directeur des essais surveillera les opérations des essayeurs pour la vérification du titre des matières et des espèces : il en dressera procès-verbal, qui sera signé des essayeurs et du vérificateur, et il le remettra, avec son avis motivé, au président de la commission.

14. Le vérificateur des essais vérifiera le titre des matières et espèces qui aura été indiqué par les essayeurs, et celui de l'or et de l'argent provenant des affinages. Cette vérification se fera en présence du directeur des essais.

Il choisira un poinçon qu'il fera insculper sur une planche en cuivre, qui sera déposée entre les mains du président de la commission.

15. Les essayeurs indiqueront le titre des espèces fabriquées et des lingots et matières qui leur seront présentés en exécution des arrêtés de la commission des monnaies. Il leur est expressément défendu de faire aucune opération sans son autorisation.

Ils choisiront un poinçon qu'ils feront insculper sur une planche de cuivre, qui sera déposée entre les mains du président de la commission.

Ils tiendront registre de toutes leurs opérations, dont le président de la commission des monnaies pourra prendre connaissance quand il le jugera convenable, et ils en déposeront un double tous les ans entre les mains du président.

Ils ne pourront employer que les agents d'essais qui leur auront été remis d'après les ordres du président de la commission. Ces agents seront tirés du dépôt qu'il aura établi à cet effet. Tous les directeurs des monnaies seront tenus de s'approvisionner au même dépôt.

La qualité de ces agents sera vérifiée en présence des membres de la commission par trois chimistes qu'elle aura choisis.

16. Les commissaires du Roi exercent la police dans les hôtels des monnaies.

Ils veillent à ce que les réglemens qui concernent la fabrication des espèces soient exactement observés par toutes les

personnes chargées de quelques fonctions relatives à cette manipulation.

Ils veillent également à l'exécution des tarifs qui règlent le prix des matières versées au change.

Ils vérifient et arrêtent à la fin de chaque mois, et plus souvent s'ils le jugent convenable, les registres du directeur et du contrôleur au change.

Notre ministre secrétaire d'état des finances déterminera, sur la proposition du président de la commission, les attributions qu'il conviendrait encore de confier aux commissaires dans l'intérêt du service.

17. Le directeur recevra, en présence du contrôleur au change, les matières destinées à la fabrication des espèces : il en est seul responsable envers les porteurs ; il est tenu de payer les matières qu'ils auront versées, au prix du tarif légal, lequel devra être affiché dans le bureau du change.

Il comptera directement de ses opérations, chaque année, à la cour des comptes. Le mode de sa comptabilité, ainsi que celui de ses écritures, sera prescrit par notre ministre secrétaire d'état des finances. Il sera tenu de verser un cautionnement en rentes égal à celui qu'avait fourni le caissier du même hôtel.

18. Le contrôleur au change enregistrera toutes les matières destinées à être converties en espèces, qui seront remises au directeur : ses écritures seront tenues de manière qu'elles puissent servir de contrôle à celles du directeur de la fabrication.

Les contrôleurs au change sont placés sous l'autorité immédiate des commissaires du Roi, et ils peuvent être chargés par eux de l'exercice de la surveillance qui leur appartient.

19. Le contrôleur au monnayage surveillera spécialement les opérations du monnayage. Il est placé sous la direction immédiate du commissaire du Roi.

TITRE III.

De la Fabrication, du Jugement, du Poids et du Titre et de la Délivrance des Espèces fabriquées.

20. Le commissaire du Roi est chargé dans chaque hôtel des monnaies d'inspecter et de surveiller toutes les opérations relatives à la fabrication.

21. La fabrication terminée, le commissaire et le contrôleur au monnayage prendront chacun trois pièces sur toutes les autres, au hasard et sans choix : ces six pièces seront mises dans un paquet, sans être pesées, sous les cachets du commissaire, du directeur et du contrôleur au monnayage. Ce paquet sera adressé sans délai par le commissaire au président de la commission à Paris.

22. La masse restante des espèces sera pesée en présence du commissaire, du contrôleur au change et du directeur.

Il sera dressé procès-verbal de ces opérations en triple expédition, signé par ces fonctionnaires, et contenant le nombre, la valeur et les poids desdites espèces, qui seront remises dans le local destiné à servir de dépôt jusqu'après la réception du jugement de la commission. Ce dépôt fermera à trois clefs, qui resteront entre les mains du commissaire, du directeur, et du contrôleur au change.

Une expédition du procès-verbal sera envoyée au président de la commission ; les deux autres resteront entre les mains du commissaire et du directeur.

23. Aussitôt après la réception du jugement, le commissaire vérifiera, sous sa responsabilité, le poids et l'empreinte de chaque pièce : il séparera celles qui seront défectueuses ou faibles de poids pour être refondues en sa présence et celle du contrôleur au monnayage ; le surplus sera remis au directeur. Les pièces faibles de poids ou dont les empreintes seraient défectueuses seront refondues aux frais du directeur, ainsi que les espèces jugées hors de titre ou de poids par la commission des monnaies.

24. La commission des monnaies, assemblée par le président de la commission, procédera au jugement des espèces aussitôt que les échantillons lui seront parvenus.

Les cachets reconnus sains, la commission ouvrira le paquet et vérifiera le poids des pièces envoyées pour échantillons et en dressera procès-verbal.

Si le poids des échantillons est au-dessous du remède, elle ordonnera la refonte sans vérification du titre.

Si le poids est dans les remèdes, il en sera remis trois au directeur des essais, qui les fera laminier pour les difformer, et y apposera un poinçon de marque après les avoir pesées séparément.

Il en remettra une à chacun des deux essayeurs, et gardera la troisième pour la remettre au vérificateur des essais, s'il y a lieu.

Les essayeurs opéreront, chacun séparément, dans le laboratoire des essais de la commission ; ils donneront leurs résultats dans le jour et par écrit.

Le poids d'essai sera d'un gramme pour l'argent et d'un demi-gramme pour l'or.

Si les rapports des deux essayeurs sont d'accord, le titre sera jugé d'après ces rapports.

Si les rapports des deux essayeurs ne sont pas d'accord, le vérificateur procédera, en présence du directeur des essais, à la vérification du titre.

Si le rapport du vérificateur est d'accord avec celui d'un des essayeurs, le titre sera jugé d'après ce rapport.

Si le titre annoncé par le vérificateur est entre ceux déterminés par les essayeurs, le jugement sera fait d'après le titre moyen des trois essais.

Si le titre annoncé par le vérificateur n'est pas compris entre ceux déterminés par les essayeurs, il sera fait un nouvel essai par le vérificateur sous les yeux du directeur des essais, de la manière suivante :

Il sera pris partie égale de chacune sur trois pièces pour faire un nouvel essai ; le résultat déterminera le jugement du

titre, s'il n'en est pas autrement ordonné par le directeur des essais.

Les essayeurs et le vérificateur remettront au directeur des essais le restant des échantillons, ainsi que les boutons, cornets et résidus d'essai, pour faire les expériences qu'il jugera convenables.

Si le directeur des essais reconnaissait qu'il y eût lieu à une nouvelle vérification, ou si elle était ordonnée par le président de la commission, qui pourra assister aux essais, s'il le juge convenable, il y sera procédé sous ses yeux par le vérificateur des essais. Ce dernier résultat déterminera le jugement du titre.

25. Il sera dressé procès-verbal de ces opérations, signé du directeur, du vérificateur des essais et des essayeurs; il en sera remis expédition à la commission, qui prononcera le jugement.

26. Le président de la commission enverra sans délai expédition du jugement au commissaire, qui l'inscrira sur son registre et en donnera copie certifiée au directeur et au contrôleur au change.

27. Le restant des échantillons qui auront servi au jugement de la délivrance, les boutons, cornets et résidus d'essai, ainsi que les pièces de la même délivrance qui auront été conservées entières, seront renfermés dans un paquet sous les cachets de la commission et du directeur des essais; ce paquet sera remis dans l'armoire à trois clefs destinée au dépôt des échantillons. Il en sera dressé procès-verbal, qui fera mention de la date de la fabrication, du jour du jugement, du titre rapporté, et du nom de l'hôtel des monnaies. Pareille mention sera faite sur le paquet.

Dispositions générales.

28. Les dispositions des réglemens, décrets et ordonnances, qui seraient contraires à la présente ordonnance, sont et demeurent abrogées.

29. Notre ministre secrétaire d'état des finances est

chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 26.^e jour du mois de Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé J.° DE VILLÈLE.

N.° 7703. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme le *Président et les Membres de la Commission des monnaies*, et confirme les *Commissaires du Roi et les Directeurs de la fabrication maintenant en fonctions*.

Au château des Tuileries, le 26 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**;

Vu notre ordonnance en date de ce jour;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur comte de Sussy, pair de France, président de l'administration actuelle des monnaies, est nommé président de la commission des monnaies.

Le sieur Lambert (Alphonse) et le sieur Brunet (Léon-Joseph) sont nommés membres de la même commission.

2. Les commissaires du Roi et les directeurs de la fabrication maintenant en fonctions sont confirmés.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 26 Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé J.° DE VILLÈLE.

N.° 7704. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois ou les Réserves de seize Communes.

Au château des Tuileries, le 23 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu les titres I, III et VI du Code forestier ;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.° août dernier,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'administration des forêts est autorisée à faire la délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.° de Cirey (Meurthe), d'une coupe de quarante-cinq arbres dans sa réserve ;

2.° de Minorville (Meurthe), des bois compris dans le tracé d'une route à ouvrir dans sa réserve ;

3.° de Pirey (Doubs), de dix-sept pieds d'arbres seulement en faveur du sieur *Jeannot* ;

4.° de Waltevisse (Moselle), d'une coupe par anticipation de quatre hectares quarante ares des bois de la section de Waltevisse, et de cinquante ares de ceux de la section de Gangelfang ;

5.° de Wingersheim (Bas-Rhin), de quatre-vingts piquets et cinquante fascines à prendre dans ses bois pour réparer une digue ;

6.° de Villemoiron (Aube), de deux cantons de ses bois non aménagés, et des arbres dépérissans qui se trouvent sur les coupes affouagères de ses bois aménagés ;

7.° de Bouxières-sous-Froidmont (Meurthe), d'un petit bois de douze ares environ qui lui appartient ;

8.° des Loges-Margueron (Aube), de la coupe d'un hectare environ d'anciennes accrues de bois qui lui appartiennent ;

9.° de Benque (Haute-Garonne), d'une coupe extraordinaire de trois hectares cinquante ares de ses bois ;

10.° de Fénétrange (Meurthe), de la coupe d'un hectare sept ares de sa réserve ;

11.° de Saint-Julien (Doubs), de trente vieux chênes dans un canton faisant partie de sa réserve ;

12.° de Cernay (Doubs), de cent vingt-cinq sapins viciés dans la réserve de ses bois ;

13.° de Tartecourt (Haute-Saône), de la coupe de onze hectares cinquante-six ares formant cinq coupes affouagères de ses bois ;

En deux années successives,

14.° de Sourbourg (Bas-Rhin), d'une coupe de ses bois de la valeur d'environ huit mille francs ;

En trois années successives,

15.° de Cubriel (Doubs), de la coupe de vingt-huit hectares de sa réserve.

2. La commune de Balbronn est autorisée à distraire de la masse de ses bois un terrain vide, de la contenance de quatre-vingts ares, pour être affermé et mis en culture.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé **CHARLES**.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé **J. DE VILLÈLE**.

N.° 7705. — ORDONNANCE DU ROI qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'ils continueront d'y résider,

1.° Le sieur *Grimwood (Daniel)*, né le 6 juin 1796 en la paroisse de Old-Newton, comté de Suffolk en Angleterre, demeurant à la porte Maillot, commune de Neuilly ;

2.° Le sieur *Barez (Hubert)*, né le 15 juin 1779 à Saint-Pierre de Bouillon, royaume des Pays-Bas, demeurant à Rozoy, arrondissement de Coulommiers, département de Seine-et-Marne ;

3.° Le sieur *Cook* (*Charles-Frédéric*), né à Londres le 31 mai 1787, pasteur protestant, demeurant à Congenies, département du Gard. (*Paris, 26 Décembre 1827.*)

N.° 7706. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la dame veuve *Toustain* à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* dite *forge neuve*, située commune de *Meuzac*, département de la Haute-Vienne. (*Paris, 14 Octobre 1827.*)

N.° 7707. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 200 francs et d'une rente annuelle et perpétuelle de 10 francs léguées aux pauvres de *Vesseaux* (*Ardèche*) par le sieur *Barrat*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7708. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Maleville* (*Aveyron*) par la dame veuve *Gineste*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7709. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au bureau de bienfaisance d'*Aix* (*Bouches-du-Rhône*) par la dame veuve *Fabry*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7710. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs léguée aux pauvres de *Verteuil* (*Charente*) par le sieur *Huet*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7711. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 6000 francs léguée au bureau de bienfaisance de *Beaumont* (*Haute-Garonne*) par le sieur *Monna*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7712. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 1333 francs 85 centimes, fait aux hospices de *Saint-Chamond* (*Loire*) par la demoiselle *Duplomb*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7713. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de plusieurs pièces de terre contenant ensemble 142 ares 30 centiares, et de la valeur de 1800 francs, offertes à l'hospice de *Saint-Valery* (*Somme*) par la demoiselle *Leduc*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7714. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 4000 francs offerte à l'hôpital *Saint-Charles d'Amiens* (*Somme*) par le sieur *Lemeré*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7715. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec ses dépendances, produisant un revenu annuel de 5 francs, offerte à l'hospice de *Corbie* (*Somme*) par la demoiselle *François* dite *Cri* et surnommée *Javotte*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7716. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente viagère de 200 francs, offerte à l'hospice de *Roye* (*Somme*) par les sieurs *Nescelaire*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7717. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde à la commune de *Corpeau*, département de la Côte-d'Or, deux foires, qui se tiendront les 14 janvier et 4 septembre de chaque année et dureront un jour. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.° 7718. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire qui se tient chaque année le 25 avril dans la commune de *Rouvray*, département de la Côte-d'Or, aura lieu à l'avenir le 14 du même mois. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.° 7719. — ORDONNANCE DU ROI qui supprime les six foires de la commune de *Cazères*, département de la Haute-Garonne, et en établit une qui aura lieu le deuxième samedi de chaque mois et durera un jour. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.° 7720. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire qui se tient le dernier lundi d'octobre dans la commune de la Neuville-au-Pont, département de la Marne, aura lieu à l'avenir le 9 du même mois. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.° 7721. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde à la commune de *Bergères-Vertus*, département de la Marne, deux foires, qui se tiendront annuellement le jeudi avant le dimanche de la Passion et le dernier jeudi de décembre; elles dureront chacune un jour. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.° 7722. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde à la commune de *Buzy*, département de la Meuse, une foire, qui se tiendra le

10 juin de chaque année et durera un jour. (Paris, 21 Novembre 1827.)

N.º 7723. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire qui se tient le 24 juin de chaque année dans la commune de Blanzay, département de Saône-et-Loire, aura lieu à l'avenir le 29 du même mois, et que celles qui ont lieu dans la commune de Saint-Yan, même département, les 21 juin, 15 juillet et 19 septembre, se tiendront désormais les 30 juillet, 24 septembre et 15 novembre de chaque année. (Paris, 21 Novembre 1827.)

N.º 7724. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde à la commune de Villoresville, département du Puy-de-Dôme, trois nouvelles foires, qui se tiendront les 15 février, 1.º avril et 1.º juin de chaque année, et dureront un jour, et porte que celle qui a lieu dans la même commune le 1.º août se tiendra à l'avenir le 10 octobre. (Paris, 21 Novembre 1827.)

N.º 7725. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde à la commune d'Olby, département du Puy-de-Dôme, deux foires, qui se tiendront les 21 avril et 28 octobre de chaque année et dureront un jour. (Paris, 21 Novembre 1827.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 8 Janvier 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
8 Janvier 1828.

BULLETIN DES LOIS. (N.º 207.)

N.º 7726. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination de Conseillers d'état et de Maîtres des requêtes en service extraordinaire.

Au château des Tuileries, le 30 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les articles 24 et 25 de l'ordonnance du 26 août 1824;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.º Sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire,

Les sieurs

Baron de Bretennière, premier président de la cour royale de Dijon;

Baron de l'Horme, premier président de la cour royale de Caen;

Baron Sallé, premier président de la cour royale de Bourges;

Baron de Gaujal, premier président de la cour royale de Limoges;

Baron Rureau, procureur général près de la cour royale de Bordeaux;

Courvoisier, procureur général près de la cour royale de Lyon;

De la Chapelle, maître des requêtes, directeur des affaires ecclésiastiques;

Marquis d'Arbaud-Jouques, préfet de la Côte-d'Or, maître des requêtes;

Comte d'Estournel, préfet de la Manche, maître des requêtes;

Comte Loverdo, lieutenant général;

Comte Redon, maître des requêtes, préfet maritime à Lorient;

Tupinier, maître des requêtes, directeur des ports.

VIII.º Série.

C

2. Sont nommés maîtres des requêtes en service extraordinaire,

Les sieurs

Comte de *Waters*, préfet du Jura;

Dessole, préfet des Basses-Pyrénées;

De Gères, membre de la commission de Saint-Domingue;

Baron *Travers de Beauvert*, secrétaire général du ministère de la guerre;

De Fleuriau, capitaine de vaisseau, secrétaire du conseil d'amirauté.

3. Les sieurs comte de *Pastoret* et de la *Chapelle*, conseillers d'état en service extraordinaire, sont autorisés à assister et concourir aux délibérations du Conseil d'état.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 30.^e jour du mois de Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.^{te} DE PEYRONNET.

N.^o 7727. — ORDONNANCE DU ROI qui modifie la répartition du Crédit de neuf cent cinquante-six mille trois cents francs affecté au service de l'Administration des Monnaies pendant l'exercice 1828.

Au château des Tuileries, le 26 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu, 1.^o notre ordonnance du 25 novembre dernier portant répartition du crédit accordé pour l'exercice 1828, par la loi du 24 juin précédent, pour les dépenses et services compris au budget des dépenses du département des finances;

2.^o Notre ordonnance en date de ce jour concernant l'organisation de l'administration des monnaies;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS :

ART. 1.^{er} La répartition du crédit de neuf cent cinquante-six mille trois cents francs [956,300], affecté au service de l'administration des monnaies pendant l'exercice de 1828, est modifiée ainsi qu'il suit :

1.^o Les dépenses administratives formant les xv.^e et xvi.^e sections du budget du ministère des finances sont réduites de cinq cent trente-trois mille neuf cent trente francs à quatre cent cinquante-deux mille cinq cent cinquante francs, lesquels seront classés, savoir :

Quatre cent trente-cinq mille cinq cent cinquante francs aux xv.^e et xvi.^e sections du budget pour dépenses du personnel et du matériel de l'administration des monnaies, conformément à l'état ci-joint, ci. 435,550^f

Dix-sept mille francs à la xxxiii.^e section du budget (service des contributions indirectes), pour entretien du matériel des argues royales, ci. 17,000.

2.^o Le crédit affecté aux frais de la refonte des anciennes monnaies, et formant la xvii.^e section du budget, est élevé de quatre cent vingt-deux mille trois cent soixante-et-dix francs à cinq cent trois mille sept cent cinquante francs, ci. . . 503,750.

SOMME ÉGALE. 956,300^f

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 26 Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé J.^{te} DE VILLÈLE.

EXERCICE 1828.

Nouvelle Répartition du Crédit de neuf cent cinquante-six mille trois cents francs ouvert au Ministre Secrétaire d'état des finances, par la Loi du 24 Juin 1827, pour le service de l'Administration des Monnaies, savoir :

SERVICE DES MONNAIES.	RÉPARTITION	
	par section.	par service.
SECTION XV. <i>Service central.</i> PERSONNEL.		
CHAP. unique. Traitemens du président, des commissaires généraux, des chefs, employés et gens de service des bureaux de la commission, de ceux des essais et du laboratoire des essais.....	119,950 ^f	119,950 ^f
SECTION XVI. <i>Service dans les départemens.</i> PERSONNEL.		
CHAP. 1 ^{er} Traitemens des commissaires du Roi, contrôleurs au change, contrôleurs au monnayage, commis peseurs, &c., près les établissemens monétaires.....	165,800.	939,300.
2. Traitemens de l'inspecteur et des essayeurs de la garantie.....	27,000.	
MATÉRIEL.....	191,800.	
3. Service central (achat de charbon, plomb, acides, fournitures de coins et de coussinets, entretien des poids et balances)....	55,300.	315,600.
4. Frais de bureau et de tournées (service de la garantie).....	5,000.	
5. Matériel des établissemens monétaires.....	61,500.	
SECTION XVII. <i>Frais de fonte.</i>	122,800.	
CHAP. unique. Fonte d'anciennes monnaies.....	503,750.	
Report.....		939,300.

	RÉPARTITION	
	par section.	par service.
<i>A reporter.....</i>		939,300 ^f
ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
SECTION XXXIII. <i>Administration et Perception dans les départemens.</i> (Service général.) MATÉRIEL (addition).		
CHAP. 12. Entretien des ustensiles, loyers et frals de main-d'œuvre des argues royales.....	17,000 ^f	17,000.
SOMME ÉGALE.....		956,300.

Pour être annexé à l'Ordonnance du Roi du 26 Décembre 1827.

Le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé J.^a DE VILLELE.

N.° 7728. — *ORDONNANCE DU ROI* qui modifie celles des 29 Juillet 1817 et 18 Septembre 1822 relatives à l'Organisation de l'Intendance militaire.

Au château des Tuileries, le 26 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les ordonnances des 29 juillet 1817 et 18 septembre 1822 relatives à l'organisation de l'intendance militaire;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le nombre des sous-intendans militaires de première classe est porté à trente-cinq.

Celui des sous-intendans militaires adjoints sera réduit

à vingt-cinq, dont dix de première classe, et quinze de deuxième.

2. A dater du 1.^{er} janvier 1828, la solde des sous-intendants militaires de première classe sera réduite à six mille cinq cents francs;

Celle des sous-intendants militaires adjoints de première classe sera de trois mille cinq cents francs;

Celle des sous-intendants militaires adjoints de deuxième classe sera de deux mille cinq cents francs.

3. Les emplois de sous-intendant militaire de troisième classe seront donnés dans la proportion d'un cinquième aux officiers supérieurs de toutes armes en activité de service, ayant deux années de grade et moins de quarante ans d'âge.

Les quatre autres cinquièmes appartiendront à l'avancement des sous-intendants militaires adjoints, et leur seront donnés moitié à l'ancienneté, moitié à notre choix.

4. Les emplois de sous-intendant militaire adjoint de première classe seront donnés dans la proportion d'un cinquième aux capitaines de toutes armes en activité de service, ayant deux années de grade et moins de trente-cinq ans d'âge.

Les quatre autres cinquièmes appartiendront à l'avancement des sous-intendants militaires adjoints de deuxième classe, et leur seront donnés moitié à l'ancienneté, moitié à notre choix.

5. Les emplois de sous-intendant militaire adjoint de deuxième classe seront donnés en totalité aux lieutenants d'état-major placés comme aides-majors dans les différens corps de l'armée, en vertu des articles 19 et 20 de notre ordonnance du 10 décembre 1826.

Ne pourront concourir pour ces emplois que ceux qui, à l'école d'application du corps royal d'état-major, auront été désignés, sur leur demande, pour le service de l'intendance militaire.

Ils ne seront admis dans ce corps qu'après avoir subi un

examen, dont un règlement arrêté par notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera le mode et les conditions.

6. Les sous-intendants militaires adjoints de deuxième classe seront employés, soit auprès des intendans, soit auprès des sous-intendants militaires, mais au moins pendant un an sous les ordres de ces derniers. Après deux années de service, ils seront susceptibles d'être promus à la première classe.

Les sous-intendants militaires adjoints de première classe seront employés auprès des intendans militaires et sous leurs ordres immédiats. Ils pourront toutefois, sur la désignation spéciale de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, exercer les fonctions de sous-intendant militaire, sans pouvoir, dans aucun cas, être chargés de l'inspection administrative des corps commandés par des colonels.

A l'armée, et lorsque les besoins du service l'exigeront, le général en chef pourra autoriser les sous-intendants militaires adjoints des deux classes à exercer les fonctions de sous-intendant militaire.

7. Les sous-intendants militaires adjoints actuellement existans sont tous reconnus de première classe.

Il ne sera nommé des sous-intendants militaires adjoints de deuxième classe qu'en cas de vacance dans le nombre d'emplois de sous-intendant militaire adjoint déterminé par la présente ordonnance.

8. Les ordonnances des 29 juillet 1817 et 18 septembre 1822 sont maintenues en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

9. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 26 Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,
Signé M.^{re} DE CLERMONT-TONNERRE.

N.° 7729. — *ORDONNANCE DU ROI* qui approuve l'Adjudication des Travaux de restauration du Pont de Choisy-le-Roi, et contient le Tarif des Droits de péage à percevoir sur ce pont.

Au château des Tuileries, le 6 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 7 juin 1826 qui autorise l'administration à mettre en adjudication la concession du péage du pont de Choisy-sur-Seine, à la charge par le concessionnaire d'exécuter à ses frais, risques et périls, les travaux de restauration de ce pont;

Vu le cahier de charges de cette entreprise;

Vu le procès-verbal du 22 août 1827 constatant les opérations faites à la préfecture du département de la Seine pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'adjudication des travaux de restauration du pont de Choisy-le-Roi, passée le 22 août 1827 par le préfet du département de la Seine au sieur *Michel Morvan*, moyennant la concession du péage de ce pont pendant vingt-huit ans et cinq mois, est approuvée.

En conséquence, toutes les charges, clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. Le cahier de charges, le tarif du péage et le procès-verbal d'adjudication, demeureront annexés à la présente ordonnance.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Président du Conseil des Ministres*, chargé provisoirement du portefeuille de l'intérieur,

Signé J.° DE VILLÈLE.

TARIF des Droits de péage à percevoir sur le Pont de Choisy.
(Route royale n.° 186, de Versailles à Choisy.)

Chaque personne à pied, chargée ou non chargée d'un fardeau, cinq centimes, ci.....	05 ^c
Chaque cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes, ci.....	10.
Une voiture suspendue à deux roues, à un cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci.....	25.
Une voiture suspendue à quatre roues, à un cheval ou mulet, le conducteur compris, trente centimes, ci.....	30.
Une voiture suspendue à quatre roues, à deux chevaux ou mulets, le conducteur compris, trente-cinq centimes, ci.....	35.
Chaque cheval ou mulet en augmentation, cinq centimes, ci.....	05.
Chaque cheval ou mulet chargé ou non chargé, non compris le conducteur, cinq centimes, ci.....	05.
Un âne ou une ânesse chargé ou non chargé, non compris le conducteur, deux centimes, ci.....	02.

Bestiaux destinés à la vente.

Chaque bœuf ou chaque vache, non compris le conducteur.....	05.
Chaque veau ou porc, non compris le conducteur, un centime, ci.....	01.
Chaque mouton, brebis, bouc, chèvre, non compris le conducteur, un centime, ci.....	01.
Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres sont au-dessus de cinquante, cinq centimes pour la totalité du nombre qui excédera cinquante jusqu'à cent, et cinquante centimes pour le nombre qui excédera le premier cent jusqu'à deux cents, et pareillement cinquante centimes pour le nombre qui excédera la deuxième centaine.	
Seront exempts les bœufs conduits aux abattoirs.	

Usages divers.

Chaque charrette attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur, quinze centimes, ci.....	15.
Chaque charrette attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur, vingt centimes, ci.....	20.
Chaque charrette attelée de trois chevaux ou mulets, y compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25.
Une charrette à vide, le cheval et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15.
Chaque cheval ou mulet d'augmentation, cinq centimes, ci.....	05.

Roulage.

Chaque chariot de roulage à quatre roues, un cheval et le conducteur, vingt centimes, ci.....	20.
Chaque chariot de roulage à quatre roues, deux chevaux et le conducteur, vingt-cinq centimes, ci.....	25.
Chaque chariot de roulage à quatre roues, trois chevaux et le conducteur, trente centimes, ci.....	30.
Chaque chariot de roulage à vide, un seul cheval et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15.
Chaque cheval d'augmentation, cinq centimes, ci....	05.

Agriculture.

Cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employés au labour ou allant au pâturage.....	Néant.
Mouton, brebis, bouc, chèvre, allant au pâturage....	Néant.
Charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval et le conducteur.....	Néant.
La même revenant à vide, le cheval et le conducteur, dix centimes, ci.....	10.
Chaque cheval d'augmentation à vide, cinq centimes, ci.....	05.
Chaque charrette chargée ou non chargée attelée d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur, cinq centimes, ci.....	05.
Chaque âne ou ânesse d'augmentation, deux centimes, ci.....	02.
Un chariot de ferme à quatre roues, chargé, les deux chevaux ou bœufs et le conducteur, vingt centimes, ci.....	20.
Le même à vide, et le conducteur, quinze centimes, ci.....	15.
Chaque cheval ou bœuf d'augmentation, cinq centimes, ci.....	05.

Seront exempts du droit de péage le préfet du département de la Seine, le sous-préfet de l'arrondissement de Sceaux, le maire et les adjoints de la commune de Choisy, le juge de paix du canton, les ingénieurs, conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées; les employés de l'administration des contributions indirectes et les inspecteurs de la navigation, lorsqu'ils se transporteront pour raison de leurs fonctions respectives, ainsi que le garde ambulant de la navigation et les mariniers billeurs chargés de diriger les bateaux au passage des ponts.

Seront exempts du même droit les militaires de tout grade voyageant en corps ou isolément, et porteurs d'ordre de service ou de feuille de route.

Seront enfin exempts les courriers du Gouvernement, et les malles-postes, s'il venait à s'en établir sur la route qui passe par le pont de Choisy.

Paris, le 21 juillet 1827. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées*, signé *Becquey*.

Approuvé le 21 juillet 1827.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé *CORBIÈRE*.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 6 Décembre 1827, enregistrée sous le n.° 6282.

Le Président du Conseil des Ministres, chargé provisoirement du portefeuille de l'intérieur,

Signé *J. DE VILLÈLE*.

N.° 7730. — *ORDONNANCE DU ROI qui déclare nuls vingt-cinq Brevets d'invention y désignés.*

Au château des Tuileries, le 19 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'article 4 du titre II de la loi du 25 mai 1791, portant que si la soumission d'acquitter la seconde partie de la taxe d'un brevet d'invention, de perfectionnement ou d'importation, n'est pas remplie au terme prescrit, le brevet délivré sera de nul effet, que l'exercice des droits du bre-

veté deviendra libre, et qu'il en sera donné avis à tous les départemens,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont déclarés nuls et de nul effet, pour défaut de paiement de la seconde partie de la taxe, les brevets dont suit la désignation :

1.^o Le brevet d'invention de dix ans, pris le 21 juin 1822 par le sieur *Paillette (Louis-Laurent)*, serrurier, demeurant à Paris, rue de la Calandre, n.^o 24, pour une rame mécanique propre à faire remonter les bateaux contre les courans;

2.^o Le brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pris le 31 juillet 1823 par le sieur *Hallam (Thomas)*, demeurant à Paris, chez le sieur *Truffaut*, rue Saint-Lazare, n.^o 73, pour des procédés propres à purifier et à blanchir le riz, et à le rendre susceptible d'être employé comme substance alimentaire, ou de remplacer l'amidon;

3.^o Le brevet d'invention de dix ans, pris le 31 mars 1824 par le sieur *Rodier (Denis)*, mécanicien, demeurant à Nîmes, département du Gard, pour un tour à tirer la soie des cocons;

4.^o Le brevet d'invention de quinze ans, pris le 6 août 1824 par le sieur *Gelhay (Jacques-François)*, peintre et professeur de dessin, demeurant à Paris, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, n.^o 13, pour une machine hydraulique destinée à monter l'eau, qu'il appelle *Gelhay hydraulique*;

5.^o Le brevet d'invention de dix ans, pris le 23 septembre 1824 par les sieurs *Borgleteau dit Bruneteau (Jean-Aimé)* et *Davin (Marius-Joseph)*, ferblantiers à Poitiers, représentés à Paris par le sieur *Chopin*, lampiste, demeurant rue Saint-Denis, n.^o 257, pour un appareil qu'ils appellent *transvaseur*, ou pompe portative à jet continu, propre à transvaser le vin et autres liquides;

6.^o Le brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pris le 2 mars 1825 par la dame *Dutillet née Claudine-Antoinette Rambaud*, pour la composition d'un ciment

romain propre à faire des statues, bas-reliefs et autres ornemens d'architecture et de sculpture;

7.^o Le brevet d'invention de cinq ans, pris le 23 mars 1825 par le sieur *Poupard (Louis)*, demeurant à Paris, rue des Fontaines, n.^o 12, pour un briquet lanterne à réflecteur, qu'il appelle *microphare*;

8.^o Le brevet d'invention de quinze ans, pris le 31 mars 1825 par le sieur *Bourdeil-Désarnod (Joseph-François)*, demeurant à Toulouse, faisant élection de domicile à Lyon, rue Lafont, n.^o 4, pour un appareil appliqué aux bateaux à vapeur et autres, et propre à paralyser, quelle que soit la célérité de leur marche, l'effet destructeur du reflux ou remous des eaux;

9.^o Le brevet d'invention de cinq ans, pris le 21 avril 1825 par le sieur *Nicod (François-Nicolas)*, horloger-mécanicien, demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n.^o 25, pour une lampe mécanique simplifiée;

10.^o Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pris le 28 avril 1825 par le sieur *Soyez (Louis-Pierre)*, parfumeur, demeurant à Paris, rue Bourg-l'Abbé, n.^o 22, pour l'application, sur toute espèce de savon de toilette et autres, de camées, bas-reliefs, dessins guillochés, &c., savons qu'il appelle *aventurines, saponifiques, agatisés, &c.*;

11.^o Le brevet d'invention de dix ans, pris le 25 mai 1825 par les sieurs *Delaval frères et compagnie*, négocians, demeurant à Paris, rue Chapon, n.^o 16, pour la composition d'un métal qu'ils appellent *argentan*;

12.^o Le brevet d'importation de dix ans, pris le 15 juillet 1825 par le sieur *Cooke* de Londres, représenté à Paris par le sieur *Paxton*, demeurant rue de Valois, n.^o 4, pour un moyen de faire mouvoir les roues dans les fleuves et autres fluides;

13.^o Le brevet d'importation de dix ans, pris le 22 juillet 1825 par les sieurs comte de *Lagarde-Messence* et *Panter (William)*, de Londres, représentés à Paris par le

sieur comte *d'Espinthal*, demeurant rue de Choiseul, n.° 8, pour des boîtes à rouleaux *antifrottans* ;

14.° Le brevet d'invention de cinq ans, pris le 22 juillet 1825 par le sieur *Regnaudin* (*Charles-Louis*), bijoutier, demeurant à Paris, rue Bourg-l'Abbé, n.° 7, pour de nouvelles lunettes propres à mettre sur le nez, dans laquelle les branches de rallonge sont à pompe, et qu'il appelle *branches à pompe* ;

15.° Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pris le 22 juillet 1825 par le sieur *Lasserre* (*Jean-Pierre*), coutelier, demeurant à Paris, rue de Montmorency, n.° 4, pour une boîte propre à contenir les amorces des fusils à piston, et qu'il appelle *amorçoir Lasserre* ;

16.° Le brevet d'invention de cinq ans, pris le 4 août 1825 par le sieur *Buffet* (*Jean-Marie-Émile*), mécanicien, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n.° 61, pour une machine à imprimer qu'il appelle *presse jumelle* ;

17.° Le brevet d'invention de cinq ans, pris le 11 août 1825 par les sieurs *Julierac* (*Guillaume*), ébéniste, et *Mayer* (*Joseph-François*), mécanicien, demeurant à Paris, grande rue du faubourg Saint-Antoine, le premier, n.° 68, et le second, n.° 73, pour des bois de socques à coulisses et à bascule ;

18.° Le brevet de perfectionnement de cinq ans, pris le 25 août 1825 par le sieur *Letort* (*Aimé Jacques-Desiré*), demeurant à Limoges, département de la Haute-Vienne, pour l'application au flageolet d'une clef servant à faire les demi-tons ;

19.° Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pris le 25 août 1825 par le sieur *Pauwels* (*Louis-Antoine*), demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n.° 93, pour une machine qu'il appelle *gaz hydromètre*, propre à mesurer le gaz à son passage ;

20.° Le brevet d'invention de cinq ans, pris le 31 août 1825 par le sieur *Lehnert* (*Chrétien-Frédéric*), tourneur, demeurant à Paris, rue Notre-Dame de Nazareth, n.° 29,

pour l'application à la fabrication des poires à poudre, de plaques en feuilles d'écaille et en poudre d'écaille de diverses formes, avec sujets imprimés et mêlés de cornes de différentes couleurs ;

21.° Le brevet d'invention de cinq ans, pris le 31 août 1825 par le sieur *Roger* (*Jean-Louis*), fabricant de bouts de baleine et d'anneaux de parapluie, demeurant à Paris, rue Montgolfier, n.° 8, pour la fabrication de bouts de baleine servant à la garniture des parapluies ;

22.° Le brevet d'invention de dix ans, pris le 27 octobre 1825 par le sieur *Letort* (*Aimé-Jacques-Desiré*), demeurant à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n.° 39, pour des procédés de peinture sur verre, qu'il appelle *marbre veiné sur verre* ;

23.° Le brevet d'invention de dix ans, pris le 17 novembre 1825 par le sieur *Bressy*, médecin, d'Arpajon, faisant élection de domicile à Paris, rue Mazarine, n.° 36, pour des lunettes qu'il appelle *rostrales* ;

24.° Le brevet d'importation de cinq ans, pris le 29 décembre 1825 par le sieur *Piquet* (*Alexandre*), demeurant à Paris, rue des Trois-Couronnes, n.° 30, pour une mouchette d'une construction particulière ;

25.° Le brevet d'invention de dix ans, pris le 15 février 1826 par les sieurs *Allen* (*Édouard*), rentier, et *Van-Houtem* (*Servais*), fabricant d'aiguilles, demeurant à Paris, le premier, rue de l'Échiquier, n.° 24, et le second, rue Amelot, n.° 30, pour une scierie portative propre à scier le marbre et la pierre.

2. Les principes, moyens et procédés pour lesquels tous ces brevets ont été pris, deviendront d'un usage libre et commun : à cet effet, les mémoires où ils sont consignés et décrits, ainsi que les plans, dessins ou modèles qui les représentent, seront déposés au conservatoire royal des arts et métiers, afin que les personnes qui désireront les connaître y en obtiennent la communication, et pour rendre public par la voie de l'impression et de la gravure ce qu'ils peuvent offrir d'utile à l'industrie.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée dans le Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 19.^e jour du mois de Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Président du Conseil des Ministres, chargé provisoirement du portefeuille de l'intérieur,

Signé J.^e DE VILLÈLE.

N.^o 7731. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Songé (Loir-et-Cher) par la dame veuve Chateau, de deux caves évaluées à 400 francs, et de sa garde-robe. (Paris, 21 Octobre 1827.)

N.^o 7732. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 1100 francs environ, fait à l'hospice de Gourdon (Lot) par le sieur Cavarrot. (Paris, 21 Octobre 1827.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 8 Janvier 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

8 Janvier 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.^o 208.)

N.^o 7733. — ORDONNANCE DU ROI concernant la Poursuite des Contraventions à l'article 3 de l'Ordonnance royale du 14 Août 1816, qui défend expressément à tous Pêcheurs et autres d'acheter en mer du hareng de pêche étrangère.

Au château des Tuileries, le 3 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu l'ordonnance royale du 14 août 1816 portant règlement sur la pêche du hareng et du maquereau, et spécialement les articles 3 et 34;

Vu les articles 2 et 3 de notre ordonnance en date du 27 septembre 1826, par lesquels les officiers et employés de nos douanes sont chargés de constater, avec ou sans le concours des syndics de pêche, les contraventions prévues par l'article 3 de l'ordonnance précitée du 14 août 1816, sauf à déférer les délinquans aux tribunaux compétens en matière de douanes;

Considérant qu'il doit y avoir unité de compétence et de peines pour les mêmes contraventions, et qu'il résulte cependant de notre ordonnance du 27 septembre 1826 que deux ordres de juridiction et de condamnations sont appliqués aux contraventions à l'article 3 de l'ordonnance du 14 août 1816;

Voulant remédier aux inconvéniens qui résultent de cet état de choses;

VIII.^e Série.

D

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les contraventions à l'article 3 de l'ordonnance royale du 14 août 1816 qui seront constatées à l'avenir par les officiers et employés de nos douanes, avec ou sans le concours des syndics de pêche, seront poursuivies par voie de police correctionnelle, et déferées à nos tribunaux de première instance comme si elles avaient été constatées par les syndics de pêche. En conséquence, les agents des douanes requerront, dans leurs procès-verbaux, l'application des condamnations portées en l'article 3 précité de l'ordonnance du 14 août 1816.

2. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 3 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé J.^{us} DE VILLÈLE.

N.^o 7734. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination de deux Conseillers d'état en service extraordinaire.

Au château des Tuileries, le 3 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les articles 24 et 25 de l'ordonnance du 26 août 1824;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire les sieurs

Marquis d'Audiffret, maître des requêtes, directeur de la comptabilité générale des finances;

De Rainneville, maître des requêtes, secrétaire général du conseil supérieur de commerce et des colonies.

2. Le sieur de Rainneville, conseiller d'état en service extraordinaire, est autorisé à assister et concourir aux délibérations du Conseil d'état.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 3.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.^{te} DE PEYRONNET.

N.^o 7735. — ORDONNANCE DU ROI qui supprime la Direction de la Police générale établie au département de l'intérieur.

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La direction de la police générale établie au département de l'intérieur est supprimée.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé V.^{te} DE MARTIGNAC.

N.° 7736. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. de Belleyme Préfet de police à Paris.*

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le sieur de Belleyme, notre procureur près le tribunal de première instance de Paris, est nommé préfet de police à Paris, en remplacement du sieur Delavau.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé V.^{te} DE MARTIGNAC.

N.° 7737. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. Delavau Conseiller d'état en service ordinaire.*

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le sieur Delavau, conseiller d'état en service extraordinaire, est nommé conseiller d'état en service ordinaire.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

B. n.° 208. (45)

Donné en notre château des Tuileries, le 6.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 7738. — *ORDONNANCE DU ROI portant Convocation de deux Collèges électoraux d'arrondissement.*

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 4 de ce mois qui nomme pairs de France les sieurs comtes de Villèle et Corbière;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le collège du troisième arrondissement électoral de la Haute-Garonne est convoqué à Villefranche pour le 24 février prochain, à l'effet d'élire un député en remplacement du sieur comte de Villèle, appelé à la pairie.

2. Le collège du deuxième arrondissement électoral d'Ille-et-Vilaine est convoqué à Rennes pour le 21 février prochain, à l'effet d'élire un député en remplacement du sieur comte Corbière, appelé à la pairie.

3. Conformément à l'article 6 de la loi du 2 mai 1827, la liste électorale arrêtée le 30 septembre dernier, ainsi que le tableau de rectification prescrit par le même article, seront affichés le 16 janvier dans le département d'Ille-et-Vilaine, et

le 19 dans le département de la Haute-Garonne. Les réclamations seront admises dans le département d'Ille-et-Vilaine jusqu'au 15 février, et dans celui de la Haute-Garonne jusqu'au 18 du même mois.

4. Il sera procédé aux opérations qui concernent lesdits tableaux et leur clôture, conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827; et aux opérations des collèges électoraux, conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé V.^{te} DE MARTIGNAC.

N.° 7739. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la communauté des religieuses de Notre-Dame de la Charité de Bayeux (Calvados) par la dame *Le Boucher d'Émiéville*, ancienne supérieure, 1.° de tout ce qui lui appartient dans les maisons, cours, jardins et dépendances situés à Bayeux, rue de Rouen; 2.° d'une rente foncière de 450 francs, exempte de retenue; 3.° d'une maison, cour et jardin, rue Écho; 4.° d'une autre maison, cour et jardin situés rue des Capucins, n.° 9; le tout estimé, non compris la rente de 450 fr., à 36,000 francs; sous la réserve stipulée de l'usufruit de ladite maison rue des Capucins. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7740. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des religieuses bénédictines du Saint-Sacrement à Arras (Pas-de-Calais) par le sieur *Lallart de la Bucquière* et la dame veuve *Lallart de Bove*, d'une maison et terrain en dépendant, situés rue d'Amiens, occupés par ladite communauté, et évalués à 45,255 francs. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7741. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des religieuses de Saint-

Augustin de Notre-Dame d'Orbec (Calvados), savoir: 1.° par la dame *Vitrouil de la Grandière*, supérieure, les dames *Véron*, *Saillard* et dix autres religieuses, de la maison conventuelle, des église, maison, cour, jardins, terrasses et cimetière y appartenant, le tout composant l'enclos de ladite communauté et évalué à 40,000 francs; 2.° par ladite supérieure, conjointement avec toutes les religieuses professes et converses de la communauté, et la dame *Campion*, aussi religieuse, de tous les meubles et effets mobiliers qui leur appartiennent en commun, garnissant lesdits bâtimens et maison de la communauté, évalués à 12,983 francs; 3.° par ladite supérieure, les dames *Saillard*, *Alix*, *Véron* et les dames *Bessin*, du principal et des arrérages d'une rente hypothécaire de 148 francs 15 centimes; 4.° par ladite supérieure seule, de la nue propriété d'une rente de 400 francs sur l'État, et par la dame *Ravechet*, religieuse, aussi seule, de l'usufruit de ladite rente, ainsi que de la propriété et jouissance d'une rente de 100 francs aussi sur l'État; 5.° par les dames *Saillard*, *Saint-Clair*, *Véron* et cinq autres religieuses, d'une rente perpétuelle de 250 francs sur l'État, sans retenue. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.° 7742. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec ses dépendances, évaluée à 5000 francs, et donnée à la fabrique de l'église de Saint-Jean de Péronne (Somme) par la dame veuve *Lebrethon*, sous la réserve d'usufruit stipulée. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7743. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de vases sacrés et ornemens d'église, estimés ensemble 1200 fr., et donnés à la fabrique de l'église de Châtellenot (Côte-d'Or) par le sieur *Thibault-Lestre* et consorts, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7744. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 9000 francs donnés au séminaire diocésain d'Avignon (Vaucluse) par la demoiselle *Tissot*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7745. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.° d'ornemens, vases sacrés et linge d'église, estimés 3510 fr., 2.° de deux rentes sur l'État montant ensemble à 1100 francs; le tout donné à l'église cathédrale de Troyes (Aube) par le sieur *Saget*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7746. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 2000 francs légués au séminaire diocésain de *Lyon* (Rhône) par la dame *de Forcrand de Royère*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7747. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1000 francs légués à la fabrique de l'église de *Saint-Jacques d'Abbeville* (Somme) par la demoiselle *Blanchemain*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7748. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de cinq pièces de terre évaluées ensemble à 3510 francs, et léguées à la fabrique de l'église de *Dargnies* (Somme) par la demoiselle *Grandsire*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7749. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1000 francs légués à la fabrique de l'église de *Chimilin* (Isère) par la dame *Debourg*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7750. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 600 francs légués à l'église métropolitaine d'*Albi* (Tarn) par la demoiselle *Trosselier*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7751. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 600 francs légués à l'église métropolitaine d'*Albi* (Tarn) par la demoiselle *Raynard*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7752. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1500 francs légués à l'église cathédrale de *Rouen* (Seine-Inférieure) par le sieur *Colonge*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7753. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 397 francs donnés à la fabrique de l'église de *Beine* (Marne) par la demoiselle *Renart*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7754. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour la moitié seulement, une somme de 2000 francs léguée à la fabrique de l'église de *Jouy-le-Moutier* (Seine-et-Oise) par le sieur *Millet*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7755. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un calice, de burettes et de leur plateau en vermeil, d'une aube et d'une ceinture, le tout estimé 501 francs 60 centimes, et légué au chapitre de l'église cathédrale d'*Amiens* (Somme) par le sieur *Dallery*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7756. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux rentes montant ensemble à 16 francs, données à la fabrique de l'église de *la Croix-Avranchin* (Manche) par la dame veuve *Le Martre*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7757. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1500 francs légués au séminaire diocésain de *Saint-Dié* (Vosges) par le sieur *Docteur*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7758. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 18 francs léguée à la fabrique de l'église de *la Bellière* (Manche) par le sieur *Porée*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7759. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre évaluée à un revenu annuel de 11 francs 56 centimes, et léguée à la fabrique de l'église de *Loscouët* (Côtes-du-Nord) par la dame *Besnard*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7760. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre évaluée à un revenu annuel de 5 francs, et léguée à la fabrique de l'église de *Saint-Méloir* (Côtes-du-Nord) par le sieur *Hubert*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7761. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 600 francs légués à la fabrique de l'église de *Spincourt* (Meuse) par la dame veuve *Sabouret*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1827.)

N.° 7762. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un verger contenant 11 ares 32 centiares, évalué à un revenu annuel de 20 francs, et donné à la fabrique de l'église de *Servon*

(Marne) par le sieur *Perrin*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7763. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 3000 francs légués à la fabrique de l'église de Saint-Pierre de *Besançon* (Doubs) par la dame veuve *Bridant*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7764. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 100 francs, et de 8 ares 87 centiares de terre labourable, estimés 120 francs, le tout donné à la fabrique de l'église d'*Herbinglehem* (Pas-de-Calais) par les sieurs *Sauvage* et *Retaut*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7765. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une prairie contenant environ 15 ares, évaluée à un revenu annuel de 27 francs, et donnée à la fabrique de l'église de *Muttersholtz* (Bas-Rhin) par le sieur et la demoiselle *Gelser*, frère et sœur, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7766. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 22 francs, offerte en donation à la fabrique de l'église de *Rumersheim* (Bas-Rhin) par la dame veuve *Kieffer*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7767. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 500 francs, offerts en donation à la fabrique de l'église de *Souhèmes* (Meuse) par la dame veuve *Anoult*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7768. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre contenant 3 ares 91 centiares, estimée 220 francs, et offerte en donation à la fabrique de l'église de *Sorcy* (Meuse) par le sieur *Molen*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7769. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite dans l'église de *Gorze* (Moselle) par le sieur *Krault*, moyennant 800 francs. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7770. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1000 francs légués à la fabrique de l'église de *Cauneille* (Landes) par la dame veuve *Collet*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7771. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 6000 francs légués à l'église cathédrale de *Strasbourg* (Bas-Rhin) par la dame veuve *Willig*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7772. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 30 francs sur l'Etat, offerte en donation à la fabrique de l'église de *Troussey* (Meuse) par le sieur *Noël*, sous condition de services religieux, au nom d'une personne qui desire rester inconnue. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7773. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de divers ornemens d'église évalués à 270 francs, et d'une somme de 2100 francs, le tout légué à la fabrique de l'église d'*Aubvillers* (Somme) par le sieur *Lange*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7774. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Touchais*, savoir : à la fabrique de l'église de *Bailleul* (Sarthe), 1.° de divers ornemens d'église estimés 40 francs, 2.° d'une somme de 300 francs, 3.° de deux maisons avec jardins, évaluées ensemble à 620 francs ; et aux desservans successifs de cette succursale, d'un champ évalué à 600 francs. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7775. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 30 francs, léguée à l'église cathédrale de *Bayonne* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Roby*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7776. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la rémanence de succession estimée 819 francs 85 centimes, léguée à la fabrique de l'église de *Pontorson* (Manche) par la dame veuve *Bertrie*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7777. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un pré estimé 1200 francs, et légué à la fabrique de l'église

de *Malzieu* (Lozère) par le sieur *Constand*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7778. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1000 francs donnés à la fabrique de l'église de *Morizécourt* (Vosges) par le sieur *Petitjean*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7779. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 600 francs donnés à la fabrique de l'église d'*Allandhui* (Ardennes) par le sieur *Ponsardin*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7780. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 21 ares 9 centiares de terre labourable, évalués à 500 fr., et légués à la fabrique de l'église de *Rouvrel* (Somme) par la demoiselle *Decaix*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1827.)

N.° 7781. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des religieuses de Notre-Dame à *Versailles* (Seine-et-Oise), 1.° par la dame *Delcant*, supérieure, les dames religieuses *Masson*, *Charpentier*, *Borresdon*, *Regnier*, *Renault* et *Ballin*, du huitième qui appartient à chacune d'elles dans la propriété de deux maisons contiguës et dépendances, du huitième d'un jardin attenant auxdites maisons, du huitième des objets mobiliers existant dans cette propriété, le tout situé avenue de Saint-Cloud et rue de Provence à Versailles, du huitième dans quatre parties de rentes sur l'État formant ensemble 2460 francs; 2.° par la dame *Masson*, d'une somme de 4000 francs qui lui est due sur une des maisons ci-dessus désignées; et 3.° par la dame *Renault*, d'une somme de 3654 francs qui lui est aussi due sur l'une des maisons désignées ci-dessus; plus, d'une rente perpétuelle de 100 francs sur l'État: les immeubles dont il s'agit sont estimés en totalité à la somme de 115,000 francs, et les meubles, aussi en totalité, à 20,352 fr. (*Saint-Cloud*, 29 Juillet 1827.)

N.° 7782. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des religieuses augustines d'*Arras* (Pas-de-Calais), 1.° par la dame *Fléchet*, supérieure, et par six religieuses de cette institution, de chacune leur part de la propriété qu'elles possèdent, d'une maison, cour, jardin et

dépendances situés à Arras, et occupés par la communauté, le tout estimé 25,500 francs; et 2.° par ladite dame supérieure et treize religieuses de cette communauté, de chacune leur part dans les meubles et objets mobiliers garnissant ladite maison, évalués à 2613 francs. (*Saint-Cloud*, 29 Juillet 1827.)

N.° 7783. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour 10,000 francs seulement, la Donation faite à la communauté des religieuses ursulines de *Nantes* (Loire-Inférieure) par la dame *Gueury de la Vergne*, religieuse de ladite institution, de tout ce qu'elle peut avoir à prétendre pour l'indemnité qui lui est due à raison de ses biens confisqués et vendus pendant la révolution. (*Saint-Cloud*, 29 Juillet 1827.)

N.° 7784. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des religieuses ursulines de *Saint-Symphorien d'Ozon* (Isère), 1.° par la dame *Daumas*, religieuse de cette institution, de sa part de propriété indivise dans des immeubles consistant en bâtimens, cour, jardin, pré, terres et vignes, le tout occupé par ladite communauté, et évalué à un revenu annuel de 400 francs; de tous les droits qu'elle peut avoir dans la succession du major général *C. Martin*, décédé au Bengale; enfin de meubles et effets mobiliers évalués à 39 francs 50 centimes; et 2.° par la dame *Gillos*, aussi religieuse, de la portion qui lui appartient dans les immeubles ci-dessus désignés et dans la succession dudit sieur *Martin*. (*Saint-Cloud*, 29 Juillet 1827.)

N.° 7785. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des religieuses ursulines de *Rouen* (Seine-Inférieure), savoir: par la dame *Bataille*, supérieure, par les dames *Delarue*, *Tougard* et *Guillot*, membres de cette institution, de chacune leur portion dans la propriété de trois maisons situées à Rouen, rues Orbes et des Capucins, estimées 16,000 francs. (*Saint-Cloud*, 29 Juillet 1827.)

N.° 7786. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des religieuses ursulines de *Tarascon* (Bouches-du-Rhône), 1.° par la dame *Mauche*, religieuse, d'une rente de 100 francs au capital de 2000 francs, à elle due par sa communauté, sous condition de services religieux; 2.° par la dame *Gautier*, supérieure, et par neuf religieuses de cette institution, de chacune leur part de propriété

des bâtimens situés à Tarascon, occupés par ladite communauté, et d'une terre, partie en labour et partie en vignes, au terroir du même lieu; le tout estimé, y compris le capital de la rente déjà mentionnée, 26,000 francs. (*Saint-Cloud, 29 Juillet 1827.*)

N.° 7787. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente perpétuelle de 1000 francs, au capital de 20,000 fr., donnée à la communauté des religieuses bénédictines de Notre-Dame de protection à *Valognes* (Manche) par la dame *Pontis*, religieuse de cette institution. (*Saint-Cloud, 29 Juillet 1827.*)

N.° 7788. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente foncière de 175 francs, exempte de retenue, et donnée à la communauté des bénédictines de Notre-Dame de protection à *Valognes* (Manche) par la dame *Fleury*, religieuse de ladite institution. (*Saint-Cloud, 29 Juillet 1827.*)

N.° 7789. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, savoir : d'une somme de 1166 francs 52 centimes, d'une pièce de terre contenant environ 2 hectares, évaluée à 1600 francs, et d'une autre somme de 1400 francs; le tout donné à la fabrique de l'église paroissiale de *Talence* (Gironde) par le sieur *Manuel Ripolles*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud, 29 Juillet 1827.*)

N.° 7790. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 400 francs légués à la fabrique de l'église d'*Arette* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Grandjean*. (*Saint-Cloud, 29 Juillet 1827.*)

N.° 7791. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux capitaux montant ensemble à la somme de 1200 francs, légués à la fabrique de l'église d'*Arette* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Casaux*. (*Saint-Cloud, 29 Juillet 1827.*)

N.° 7792. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à la fabrique de l'église de *Longeau* (Haute-Marne) par le sieur *Rattet*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud, 29 Juillet 1827.*)

N.° 7793. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Clermont* (Puy-de-Dôme) à accepter les Legs fait par la dame de *Vichy*, 1.° d'une somme de 6000 francs,

pour les frères de la Doctrine chrétienne; 2.° d'un contrat de rente au capital de 3000 francs, pour les sœurs de Saint-Genest; et 3.° d'un autre contrat de rente au même capital de 3000 fr., pour les sœurs de Notre-Dame du Port. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7794. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait aux hospices d'*Avignon* (Vaucluse) par le sieur *Croze*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7795. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un bois estimé 800 francs environ, légué aux pauvres de *Gaillac* (Aveyron) par le sieur *Bezannat*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7796. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *la Plume* (Lot-et-Garonne) par le sieur *Lamotte*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7797. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance d'*Agen* (Lot-et-Garonne) par la dame *Augan*, d'une somme de 500 francs et du produit de la vente de ses vêtemens. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7798. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Bais* (Mayenne) par le sieur *Huard*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7799. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à 772 francs 15 centimes environ, fait à l'hospice Saint-Nicolas de *Metz* (Moselle) par la demoiselle *Poincelot*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7800. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 6000 francs léguée à l'hôtel-Dieu de *Beauvais* (Oise) par le sieur *Dagneaux*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7801. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 12,000 francs léguée au bureau de bienfaisance de *Beauvais* (Oise) par le sieur *Dagneaux*. (*Paris, 21 Octobre 1827.*)

N.° 7802. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée aux pauvres de *Lens* (Pas-de-Calais) par le sieur *Pecqueur*. (Paris, 21 Octobre 1827.)

N.° 7803. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux sommes de 1000 francs chacune, léguées au bureau de bienfaisance d'*Attignat* (Ain) par le sieur *Desfours de Maissonforte*. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7804. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres d'*Azille* (Aude) par le sieur *Delort*. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7805. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs léguée au bureau de bienfaisance de *Narbonne* (Aude) par le sieur *Myquel*. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7806. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Sauzet* à convertir en une *taillanderie* le moulin d'*Hariol*, commune de Val d'Ajol, département des Vosges. (Paris, 21 Octobre 1827.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 12 Janvier 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

12 Janvier 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 209.)

N.° 7807. — ORDONNANCE DU ROI qui modifie celle du 24 Octobre 1814 relative au Dépôt des Exemplaires des Écrits imprimés et des Épreuves des Planches et Estampes.

Au château des Tuileries, le 9 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance royale du 24 octobre 1814,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le nombre des exemplaires des écrits imprimés et des épreuves des planches et estampes dont le dépôt est exigé par la loi, et qui avait été fixé à cinq par les articles 4 et 8 de l'ordonnance royale du 24 octobre, est réduit, outre l'exemplaire et les deux épreuves destinés à notre bibliothèque conformément à la même ordonnance, à un seul exemplaire et une seule épreuve pour la bibliothèque du ministère de l'intérieur.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 9 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé V.^{le} DE MARTIGNAC.

VIII.^e Série.

E

N.° 7808. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. le Comte du Coëtlosquet* *Conseiller d'état en service ordinaire*.

Au château des Tuileries, le 9 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur comte du Coëtlosquet, conseiller d'état en service extraordinaire, est nommé conseiller d'état en service ordinaire.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 9.° jour de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.° PORTALIS.

N.° 7809. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise des *Exploitations dans les Bois ou les Réserves de plusieurs Communes*.

Au château des Tuileries, le 9 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu les titres I, III et VI du Code forestier ;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.° août dernier ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

B. n.° 209. (59)

ART. 1.° L'administration des forêts est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, pour être mis en vente, savoir :

1.° Frais (Haut-Rhin), d'une coupe extraordinaire de deux hectares cinquante ares à prendre dans un canton de ses anciens bois ;

2.° Givry (Marne), d'un restant de coupe d'environ huit hectares ;

3.° Coublanc, Maatz, Violot, Grandchamp, Saint-Broing et Rivière-le-Bois (Haute-Marne), de la coupe de vingt-six hectares de la réserve indivise de leurs bois ;

4.° Joigny (Yonne), de sept hectares environ de lisières accrues près de ses bois ;

5.° Jully (Yonne), de onze hectares de ses bois ;

6.° Villiers-sur-Suize (Haute-Marne), de trois cantons de bois broussailles contenant ensemble deux hectares cinquante ares ;

7.° Nantillois (Meuse), de quatre-vingt-cinq arbres situés sur la lisière des coupes ordinaires et de la réserve de ses bois ;

8.° Vincent-Machefin (Jura), des futaies dépérissantes sur les coupes ordinaires de ses bois ;

9.° Oussières (Jura), de deux hectares vingt ares de son ancienne réserve, et de six hectares cinquante ares formant un canton de ses bois ;

10.° Châtillon (Doubs), de cinq hectares vingt-trois ares cinq centiares formant la réserve de ses bois ;

11.° Kandeillers (Doubs), de sept hectares quatre-vingt-seize ares de la réserve de ses bois ;

12.° Baverans et Brevans (Jura), d'un hectare cinquante ares de la réserve de leurs bois indivis ;

13.° Saint-Valerin (Saône-et-Loire), de sept hectares cinquante-quatre ares de la réserve de ses bois ;

14.° Allériot (Saône-et-Loire), de huit hectares quatre-vingt-treize ares de la réserve des bois du hameau de Montagny qui en dépendent ;

En trois années successives,

15.° Lavoye (Meuse), de deux boqueteaux de ses bois non anténagés, contenant environ six hectares;

En cinq années successives,

16.° Lignéville (Vosges), de vingt-un hectares soixante-un ares trente-six centiares de la réserve des bois de la section de cette commune appelée *petite partie*;

17.° Courcelles-en-montagne (Haute-Marne), d'un canton de ses bois de la contenance de onze hectares neuf ares.

2. Il sera en outre procédé à l'aménagement des bois de la commune de Vincent-Machefin ci-dessus désignée, ainsi qu'à la réunion au régime forestier de deux cantons de bois appartenant à celle de Frais et qui ont été administrés jusqu'ici comme bois particuliers.

3. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 9 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 7810. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise des Exploitations dans les Bois ou les Réserves de plusieurs Communes.

Au château des Tuileries, le 13 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.°, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.° août dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.° Vienne-le-Château (Marne), des futaies surabondantes et nuisibles sur les coupes ordinaires aménagées de ses bois, pendant toute une révolution de l'aménagement et au fur et à mesure des exploitations;

2.° Suzannecourt (Haute-Marne), d'une coupe par anticipation de ses bois;

3.° Voiteur (Jura), des arbres dépérissans qui se trouvent sur les coupes ordinaires des bois du hameau de Maizières, qui en dépend;

4.° Ladoye (Jura), des arbres dépérissans situés sur les coupes ordinaires de ses bois;

5.° Sombrun (Hautes-Pyrénées), de la coupe de deux hectares cinquante ares dans la partie non aménagée de ses bois;

6.° Vacquiers (Haute-Garonne), d'une coupe de cinq hectares de ses bois;

7.° Remoray (Doubs), de cent quarante arbres dans la réserve de ses bois;

8.° Chamesey (Doubs), de cent huit arbres seulement dans sa réserve;

9.° Trépot (Doubs), de la coupe de sept hectares environ de sa réserve;

10.° Achéville (Vosges), de la coupe de douze hectares quatre-vingt-sept ares soixante-deux centiares de sa réserve;

11.° Honkirch (Meurthe), de treize arbres seulement dans sa réserve;

12.° Charnois (Ardennes), de la coupe de quatre hectares de sa réserve;

13.° Carspach (Haut-Rhin), de mille perches de hêtre dans ses bois;

14.° Verchamp (Haute-Saône), des futaies dépérissantes sur les coupes ordinaires de ses bois;

15.° Bricon (Haute-Marne), de la coupe affouagère n.° 5 de l'ordre d'aménagement de ses bois ;

16.° Riedisheim (Haut-Rhin), de quatre hectares de ses bois ;

17.° Plobsheim (Bas-Rhin), d'une coupe extraordinaire de huit hectares de taillis à prendre dans un canton de ses bois ;

18.° Périgny-la-Rose (Aube), de la coupe pour l'ordinaire 1828, qui ne devrait être exploitée que pour l'ordinaire 1830 ;

19.° Éply (Meurthe), d'un canton de ses bois de la contenance d'un hectare quatre-vingt-neuf ares ;

20.° La Batie-Divisin (Isère), de deux cantons de ses bois contenant ensemble trois hectares soixante-huit ares ;

21.° Rejeumont et Tajan (Hautes-Pyrénées), d'une coupe de soixante arbres et d'un hectare de taillis à prendre dans leurs bois indivis ;

22.° Anjeures (Haute-Marne), de la coupe de cinq hectares quatre-vingt-seize ares de sa réserve et de vingt-quatre hectares cinquante ares de broussailles non aménagés ;

23.° Courcelles (Meurthe), de la coupe de trois hectares de sa réserve ;

24.° Landeville (Haute-Marne), de la coupe de dix-sept hectares quarante-six ares de sa réserve ;

25.° Chatonrupt (Haute-Marne), de la coupe de douze hectares cinquante-trois ares de sa réserve ;

26.° Courvière (Doubs), de cent soixante arbres à prendre dans sa réserve parmi les plus dépérissans ;

27.° Bousserancourt (Haute-Saone), de quarante chênes dépérissans dans sa réserve ;

En deux années successives,

28.° Sassey (Meuse), de la coupe de dix-sept hectares environ de sa réserve ;

29.° Grand-Verneuil (Meuse), de la coupe de dix-sept hectares de sa réserve ;

30.° Saint-Germain (Haute-Saone), de la coupe de cinquante-deux hectares vingt-six ares de sa réserve ;

En quatre années successives,

31.° Croismare (Meurthe), de la coupe de vingt-un hectares quarante-un ares de sa réserve ;

32.° Clémery (Meurthe), de la coupe de dix-sept hectares quatre-vingt-douze ares de sa réserve ;

En six années successives,

33.° Champignol (Aube), de la coupe de cent quatre-vingt-dix-sept hectares soixante-seize ares de sa réserve.

2. Il sera en outre procédé à l'aménagement des bois des communes ci-dessous désignées, savoir :

1.° Vienne-le-Château (Marne) ;

2.° Maizières, dépendant de celle de Voiteur (Jura) ;

3.° Ladoye (Jura) ;

4.° Verchamp (Haute-Saone) ;

5.° Riedisheim (Haut-Rhin) ;

6.° Périgny-la-Rose (Aube).

3. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 7811. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise, aux conditions y exprimées, le Conseil d'administration de la Compagnie des Salines et Mines de sel de l'Est à prendre ses délibérations au nombre de trois membres présens.

Au château des Tuileries, le 26 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu une délibération de l'assemblée générale de la société anonyme dite *compagnie des salines et mines de sel de l'Est* en date du 16 avril 1827, qui, sur le rapport de son président, a autorisé le comité d'administration de la compagnie à délibérer et décider au nombre de trois membres, sous certaines conditions ci-après indiquées ;

Vu les rapports de notre commissaire général près les salines de l'Est, qui, par notre ordonnance du 2 janvier 1826, est aussi chargé de la surveillance spéciale de cette société anonyme ;

Desquels rapports il résulte que, bien que les administrateurs de la société soient au nombre de neuf, il a été impossible d'assurer habituellement leur réunion à Paris au nombre de cinq, exigé pour la régularité de leurs délibérations par les articles 34 et 35 des statuts ; qu'il serait superflu, à cause des conditions d'éligibilité imposées, de compter réunir plus facilement cinq membres en recourant à une nouvelle élection, quand même la société révoquerait des administrateurs titulaires du bail qu'elle exploite et résidant aux lieux de ses exploitations ou de ses débouchés ;

Vu les observations de notre ministre des finances par lesquelles il est établi que, la société constituant envers l'État une régie intéressée, on ne peut souffrir qu'une combinaison des statuts d'une compagnie privée fasse manquer l'administration et le service d'une branche des revenus publics, et qu'il y aurait lieu d'exiger d'office, dans l'intérêt de l'État, telle mesure qui obligerait la société à suivre sans interruption la gestion dont elle s'est chargée ;

Considérant que la difficulté journalière que l'administration de la société éprouve à accomplir ses obligations actives envers l'État autant qu'elles ne peuvent être remplies que par la réunion de cinq administrateurs, est un cas imprévu auquel il est impossible de ne pas remédier ;

Que la société y pourvoit dans la forme la plus solennelle qu'elle puisse employer par sa délibération du 16 avril ;

Que le mode qu'elle adopte est celui même qui se trouvait dans le premier plan de ses statuts consenti par tous les souscripteurs, et dont le changement fait dans la rédaction en acte public fut plutôt reçu que demandé par les sociétaires ;

Qu'au surplus, l'article 35 des statuts autorisant les délibérations à la majorité des voix entre cinq membres, c'est-à-dire, admettant la décision par trois suffrages, le mode proposé, qui exige l'unanimité de trois voix, ne change pas ce résultat ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1. Conformément à la délibération de l'assemblée générale de la compagnie des salines et mines de sel de l'Est du 16 avril 1827, le conseil d'administration de ladite société est autorisé, dans les affaires relatives à la gestion de la régie intéressée dont elle est chargée, à prendre ses délibérations au nombre de trois membres présents au moins, sous les conditions ci-après, lesquelles seront toutes de rigueur :

1.° Tous les membres du comité domiciliés ou présents à Paris auront été convoqués, et il en sera fait mention au procès-verbal.

2.° La réunion ne pourra avoir lieu que dans le local ordinaire des séances de l'administration, et le commissaire général dûment appelé et présent.

3.° Les réunions de moins de cinq membres ne pourront être tenues qu'avec le concours nécessaire du président du comité d'administration.

4.° Les décisions ne pourront être prises qu'à l'unanimité dans les réunions de trois membres, et dans celles de quatre par la majorité de trois voix.

2. Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des

finances sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au Bulletin des lois, insérée au Moniteur et dans un des journaux d'annonces judiciaires du département de la Seine.

Donné en notre château des Tuileries, le 26 Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres, chargé provisoirement du portefeuille du ministère de l'intérieur,

Signé J. DE VILLÈLE.

N.° 7812. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Nogent-sur-Seine (Aube) à construire un Abattoir public.*

Au château des Tuileries, le 26 Décembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de Nogent-sur-Seine (Aube) des 3 février et 7 septembre 1827, relatives à l'établissement d'un abattoir public en cette ville;

L'avis du préfet, du 3 mai 1827;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La ville de Nogent-sur-Seine (Aube) est autorisée à construire un abattoir public et commun, à la charge par elle de se conformer, en ce qui concerne le choix de l'emplacement, aux formalités prescrites par le décret du 15 octobre 1810 et par l'ordonnance royale du 14 janvier 1815 pour l'établissement des ateliers insalubres ou incommodes de la troisième classe.

2. Aussitôt que les échaudoirs auront été mis en état de service, et un mois après que le public en aura été averti par

affiches, l'abattage des bestiaux et porcs destinés à la consommation des habitans aura lieu exclusivement dans ledit établissement, et toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires ou particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leurs maisons conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront libres de tenir des abattoirs et des échaudoirs hors de la ville, dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité : tous ceux qui voudront s'établir à Nogent-sur-Seine seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile dans des étaux convenablement appropriés à cet usage et suivant les règles de police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et marchés publics désignés par le maire et aux jours fixés par lui, et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté suivant la forme ordinaire.

8. Le maire de la ville de Nogent-sur-Seine pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir

public et commun, ainsi que pour le commerce de la boucherie et charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 26 Décembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres, chargé provisoirement du portefeuille de l'intérieur,

Signé J.^m DE VILLÈLE.

N.° 7813. — LETTRES PATENTES portant érection d'un Majorat.

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas Par le Roi, le garde des sceaux, signé C.^{te} DE PEYRONNET scellées le 4 janvier 1828 en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau de France,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur Hyacinthe Philémon de Lavaissière de Verduzan, écuyer, ancien officier d'infanterie, &c., les biens ci-après désignés, situés dans l'arrondissement de la Réole, département de la Gironde, savoir : une maison de maître avec chai, cuvier, jardin, avenues, usines, bois, prairies et vignes, le tout enclos; la métairie y attenante, lieu dit à la Cos, composée de terres labourables et vignes, prés et bois taillis; ces biens situés commune de Montagoudin, et contenant réunis, quatorze hectares en bois et douze hectares pour les autres fonds; et la partie de métairie appelée à Olivier, sise au-dessous de la précédente, composée de bâtimens, vignes, verger, terres labourables, située aussi commune de Montagoudin et commune de Saint-André du Gard, ensemble d'environ dix-neuf hectares; second article tenant du nord audit sieur de Verduzan, du levant au sieur Sarrazin, au même sieur de Verduzan, du midi à la route de Bordeaux à Montauban, du couchant à la veuve Rambaud;

tout appartenant à M. de Verduzan, et produisant cinq mille francs de revenu net : — auquel majorat a été attaché le titre de Vicomte.

Pour Extrait conforme aux Registre et Pièces :

Le Secrétaire général du Sceau de France,

Signé CUVILLIER.

N.° 7814. — ORDONNANCE DU ROI qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'ils continueront d'y résider,

1.° Le sieur Drewett (William), né le 10 mars 1780 à Westerham, comté de Kent en Angleterre, demeurant à Boulogne-sur-mer, département du Pas-de-Palais;

2.° Le sieur Autelet (Jean-Baptiste), né le 28 septembre 1787 à Robelmont, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Châtel, canton de Grandpré, département des Ardennes. (Paris, 3 Janvier 1828.)

N.° 7815. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée au bureau de bienfaisance de Narbonne (Aude) par le sieur Viard. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7816. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs et de 26 hectolitres $\frac{2}{3}$ d'orge, léguée aux pauvres de Lavernhe (Aveyron) par le sieur Reynès. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7817. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres d'Apchon (Cantal) par la dame Gilbert. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7818. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de Saint-Gervais (Gironde) par le sieur Arrieta, d'une somme de 1600 francs et de deux autres sommes montant ensemble à 3000 francs. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7819. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices de Vienne (Isère), 1.° d'une somme de 6000 francs, par la dame Cléret; 2.° de deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 150 francs, par la demoiselle de Corbeau; 3.° enfin d'une somme de 700 francs, par la dame veuve Nicolas. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7820. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de diverses communes du département des Landes par le sieur *Lalanne*, savoir : d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs à ceux de *Tartas*, d'une rente de 20 francs à ceux de *Ponson*, et d'une rente de 25 francs à ceux de chacune des communes de *Saint-Yague*, *Villenave*, *Rions*, *Pontoux*, *Bigar*, *Meillan*, *Gouts*, *Souprosse*, *Laluque* et *Boos*, *Beylouque* et *Carceu*, *Sainte-Croix* et *Carcarès*, *Lesgor* et *Audon*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7821. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 700 francs léguée au bureau de bienfaisance de *Lezigneux* (*Loire*) par le sieur *Bouchu*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7822. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Roanne* (*Loire*) à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel fait par le sieur de *Gibertès* à la dame de *Cuny*, dont cet établissement a été autorisé à recueillir l'hérédité. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7823. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs fait aux pauvres d'*Andouville* (*Loiret*) par le sieur *Ruffier*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7824. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres de la paroisse *Saint-Paterne d'Orléans* (*Loiret*) par la dame veuve *Delange*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7825. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Chan-ière*, d'une somme de 600 francs aux pauvres, et d'une maison avec ses dépendances à la commune de *Madré*, département de la *Mayenne*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7826. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la terre de *Courboré*, produisant un revenu de 150 francs, léguée au bureau de bienfaisance de *Bourgon* (*Mayenne*) par la demoiselle *Leretif*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7827. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 332 francs léguée aux pauvres d'*Uzein*

(*Basses-Pyrénées*) par le sieur *Lassus* dit *Péré*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7828. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison estimée 16,000 francs, léguée à l'hospice *Saint-Marc de Strasbourg* (*Bas-Rhin*) par la dame veuve *Willig*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7829. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice de la *Providence* de *Lyon* (*Rhône*) par la dame *Vouillemont*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7830. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la nue propriété d'une rente de 100 francs sur l'État, léguée aux pauvres du douzième arrondissement de *Paris* (*Seine*) par le sieur *Chencle*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7831. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre de 30 ares environ, léguée à l'hospice de *Malaucine* (*Vaucluse*) par le sieur *Chabrier*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7832. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait aux hospices de *Bourg* (*Ain*) par le sieur *Desfours de Maisonforte*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7833. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée aux pauvres malades de l'hospice de *Tournon* (*Ardèche*) par la demoiselle *Blachier*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7834. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente de six setiers de blé, 20 sous en argent, et d'une somme de 1000 francs, le tout légué à l'hospice de *Mirepoix* (*Ariège*) par la demoiselle *Vigarosy*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7835. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice de *Mirepoix* (*Ariège*) par le sieur *Léty*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7836. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée à l'hospice de *Mirepoix* (*Ariège*) par la dame *Maudet*. (*Paris*, 31 Octobre 1827.)

N.° 7837. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre, évaluée à 1400 francs, léguée aux pauvres de *Cazères* (Haute-Garonne) par le sieur *Sainjean*. (*Paris, 31 Octobre 1827.*)

N.° 7838. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices de *Montpellier* (Hérault) par le sieur *Violla* et par la dame veuve *Brunet*, d'une somme de 1000 francs chacun. (*Paris, 31 Octobre 1827.*)

N.° 7839. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le maire de *Saint-Albin de Vaulserre* (Isère) à accepter les Legs faits par la demoiselle de *Corbeau*, de divers immeubles évalués à 35,100 francs, et de plusieurs rentes, capitaux, créances et objets mobiliers estimés 63,500 francs, pour servir à la fondation d'un hospice dans cette commune. (*Paris, 31 Octobre 1827.*)

N.° 7840. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée aux pauvres de *Naus* (Jura) par le sieur *Poyet*. (*Paris, 31 Octobre 1827.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 26 Janvier 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
26 Janvier 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 210.)

N.° 7841. — ORDONNANCE DU ROI portant que la peine à appliquer à tout Militaire convaincu d'avoir volé de l'argent de l'ordinaire de ses camarades, ou tout autre effet à eux appartenant, est celle de six ans de fers portée par la Loi du 12 Mai 1793.

Au château des Tuileries, le 23 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, relatif au référé prononcé par jugement du conseil de révision permanent de la septième division militaire, séant à Grenoble, du 14 septembre 1827; ledit référé motivé sur ce qu'il y a lieu à l'interprétation de la loi, attendu qu'après l'annulation de deux jugemens des conseils de guerre permanens de la dix-neuvième division militaire, rendus sur la poursuite dirigée contre le nommé *Ribet* (*Jean-Marie*), soldat à la trente-troisième compagnie de fusiliers sédentaires, comme prévenu de vol envers un de ses camarades, le troisième jugement rendu dans la même affaire le 8 dudit mois de septembre, par le premier conseil de guerre permanent de ladite septième division militaire, en exécution du jugement d'annulation du conseil de révision de ladite dix-neuvième division militaire, est attaqué par les mêmes moyens qui avaient été employés contre les deux premiers;

Vu l'article 440 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçu : « Lorsqu'après une première cassation le second

VIII^e Série.

* F

» arrêt ou jugement sur le fond sera attaqué par les mêmes
» moyens, il sera procédé selon les formes prescrites par la
» loi du 16 septembre 1807 » ;

Vu le jugement rendu le 17 avril 1827 par le deuxième conseil de guerre permanent de la dix-neuvième division militaire, séant à Lyon, qui a prononcé contre ledit *Ribet* la peine de cinq années d'emprisonnement pour raison dudit vol, par application de l'article 401 du Code pénal de 1810 ;

Vu le jugement du conseil permanent de révision de ladite division militaire en date du 25 dudit mois d'avril, qui a annulé ledit jugement par le motif qu'il y avait lieu à l'application de l'article 12 de la loi du 12 mai 1793, et qu'il avait été fait une fausse application de l'article 401 du Code pénal de 1810, et a renvoyé l'accusé et les pièces de la procédure devant le premier conseil de guerre permanent de ladite division militaire ;

Vu le jugement du premier conseil de guerre de ladite division en date du 18 mai suivant, qui prononce la peine de cinq années d'emprisonnement, comme le jugement déjà annulé, par application du même article 401 du Code pénal de 1810, et seize francs d'amende ;

Vu le jugement du conseil de révision de ladite dix-neuvième division militaire en date du 2 juin 1827, portant annulation de celui du 18 mai ci-dessus, comme étant conforme à celui rendu le 17 avril précédent, et renvoi du prévenu et des pièces de la procédure par-devant le premier conseil de guerre permanent de la septième division militaire, séant à Grenoble ;

Vu le jugement du premier conseil de guerre permanent de ladite septième division militaire, rendu en exécution du renvoi ci-dessus, et qui inflige les mêmes peines d'emprisonnement et d'amende ;

Vu le jugement sus-énoncé du conseil de révision permanent de la septième division militaire, du 14 septembre 1827, qui ordonne le référé ;

Vu l'article 12 de la section V, titre I.^{er} de la loi du 12 mai 1793, portant : « Tout militaire convaincu d'avoir » volé l'argent de l'ordinaire de ses camarades, ou tout autre » effet à eux appartenant, sera puni de six ans de fers » ;

Vu l'article 5 du Code pénal de 1810, ainsi conçu : « Les » dispositions du présent code ne s'appliquent pas aux » contraventions, délits et crimes militaires » ;

Vu l'avis du Conseil d'état, approuvé le 22 mai 1812, qui établit que « la législation des conseils de guerre ordi- » naires les autorise à appliquer le Code pénal civil dans les » cas non prévus par les lois militaires » ;

Considérant que l'article 12 de la loi du 12 mai 1793 sus-énoncé a prévu spécialement le cas du vol fait par un militaire, soit de l'argent de l'ordinaire de ses camarades, soit de tout autre effet à eux appartenant, et a déterminé la peine applicable à ce crime ;

Que cette disposition n'a été ni abrogée ni modifiée par aucune loi postérieure ;

Que si le titre de la loi porte, *Code pénal militaire pour les troupes en temps de guerre*, le texte ne renferme aucune disposition qui en limite l'application à aucun temps ;

Considérant que le code du 21 brumaire an V [11 novembre 1796] porte, article 22, titre VIII, que tout délit militaire non prévu par le présent code sera puni conformément aux lois précédemment rendues, et que ce code n'a pas statué sur le vol de militaire à militaire ;

Considérant qu'aux termes de l'article 5 du Code pénal de 1810, et de l'avis du Conseil d'état approuvé le 22 mai 1812, les dispositions des lois pénales ordinaires ne sont applicables aux délits des militaires qu'à défaut des lois pénales militaires ;

Notre Conseil d'état entendu ,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La peine à appliquer à tout militaire convaincu d'avoir volé de l'argent de l'ordinaire de ses camarades, ou

tout autre effet à eux appartenant, est celle de six ans de fers portée en l'article 12, section III, titre I.^{er} de la loi du 12 mai 1793.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, et notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 23 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 7842. — *ORDONNANCE DU ROI portant que M. le Vicomte de Caux, nommé par Ordonnance royale du 4 Janvier 1828 Ministre Secrétaire d'état de l'administration de la guerre, prendra le titre de Ministre Secrétaire d'état de la guerre, et qui règle le mode de propositions à soumettre à Sa Majesté en ce qui touche le Personnel de l'armée.*

Au château des Tuileries, le 17 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu notre ordonnance du 4 de ce mois par laquelle nous avons chargé notre bien-aimé fils le Dauphin de nous présenter les nominations aux emplois vacans dans l'armée;

Voulant prévenir toute incertitude sur la nature et l'étendue des fonctions que nous avons confiées au ministre secrétaire d'état chargé par la même ordonnance de l'administration de la guerre;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'administration de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur vicomte de Caux, nommé par ordonnance du 4 janvier courant ministre secrétaire d'état de l'administration de la guerre, prendra le titre de *ministre secrétaire d'état de la guerre*.

2. Il conservera les attributions dont se formait le département de la guerre, sauf la présentation aux emplois vacans dans l'armée, que nous avons confiée à notre bien-aimé fils le Dauphin.

3. Le travail préparatoire qui servira de base aux propositions que notre bien-aimé fils nous soumettra sera signé par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et certifié par lui conforme aux lois et ordonnances sur l'avancement dans l'armée.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, à Paris, le 17.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé V.^{te} DE CAUX.

N.^o 7843. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. le Maréchal-de-camp Nompère de Champagny Directeur général du Personnel au département de la guerre.*

A Paris, le 11 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'administration de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur Nompère de Champagny, maréchal-de-camp, aide-de-camp de notre bien-aimé fils le Dauphin,

est nommé directeur général du personnel au département de la guerre, en remplacement du sieur comte du Coëtlosquet, lieutenant général, conseiller d'état en service ordinaire.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'administration de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 11.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de l'administration de la guerre,*

Signé V.^{te} DE CAUX.

N.^o 7844. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *Secrétaire général du Ministère de la guerre* M. Fourier d'Hincourt, Colonel au Corps royal d'état-major.

Au château des Tuileries, le 18 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *Fourier d'Hincourt*, colonel au corps royal d'état-major, est nommé secrétaire général du ministère de la guerre, en remplacement du sieur baron de Beauvert, maître des requêtes en service extraordinaire.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, à Paris, le 18.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*

Signé V.^{te} DE CAUX.

N.^o 7845. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs hospitalières de la Sainte-Trinité établie à Thodure, département de l'Isère.

Au château des Tuileries, le 13 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des sœurs hospitalières de la Sainte-Trinité de Thodure, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de la Sainte-Trinité de Valence, approuvés par décret du 16 juillet 1810 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Thodure du 7 novembre 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Grenoble, du 29 novembre 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs hospitalières de la Sainte-Trinité établie à Thodure, département de l'Isère, diocèse de Grenoble, gouvernée par une supérieure locale, dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Valence dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 7846. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs de Notre-Dame établie à Saint-Julien d'Empare, département de l'Aveyron.*

Au château des Tuileries, le 13 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des sœurs de Notre-Dame de Saint-Julien d'Empare, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de Notre-Dame de Rodès, enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 1.^{er} novembre 1826 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Julien d'Empare du 15 mai 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Rodès, du 26 décembre 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs de Notre-Dame établie à Saint-Julien d'Empare, département de l'Aveyron, diocèse de Rodès, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + D. EV. D'HERMOPOLIS.

N.° 7847. — *ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera formé une Chambre temporaire dans le Tribunal de première instance séant à Marvejols.*

Au château des Tuileries, le 23 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810 ;

Considérant qu'il existe un grand nombre d'affaires civiles arriérées devant notre tribunal de première instance de Marvejols, département de la Lozère, et qu'il importe de remédier aux inconvénients qui résultent d'un tel état de choses ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera formé dans notre tribunal de première instance séant à Marvejols, pour l'expédition des affaires civiles, une chambre temporaire, dont la durée n'excédera pas un an à compter de son installation.

A l'expiration de ce temps, cette chambre cessera de droit si elle n'a pas été prorogée ou renouvelée.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 23.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 7848. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs, fait*

aux pauvres de *Villeneuve d'Aval* (Jura) par le sieur *Berthod*. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7849. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs, léguée pour être employée à l'enseignement des enfans pauvres de la commune de *Villers-Farlay* (Jura) par le sieur *Berthod*. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7850. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Valognes* et de *Fontaine* (Manche) par la dame *Mouchel*, veuve en premières noccs du sieur *Maresq* et en secondes du sieur *Mariette*, de tout son mobilier (les rentes exceptées), évalué à 2930 francs 70 centimes. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7851. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée aux pauvres, et de pareille somme à la commune d'*Ecully* (Rhône), par le sieur *Desfours de Maisonforte*. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7852. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison évaluée à 80,000 francs, léguée aux hospices de *Lyon* (Rhône) par la dame de *Forcrand de Royère*. (Paris, 31 Octobre 1827.)

N.° 7853. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1500 francs offerte en donation à la commune de *Chelieu* (Ivère) par le sieur de *Gallien de Chabons*. (Paris, 3 Novembre 1827.)

N.° 7854. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances, estimée 1200 francs, offerte en donation à la commune de *Béhonne* (Meuse) par le sieur *Laurent*. (Paris, 3 Novembre 1827.)

N.° 7855. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un pré estimé 3000 francs, offert en donation à la commune de *Mogneneins* (Ain) par le sieur *Bétant*. (Paris, 3 Novembre 1827.)

N.° 7856. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une portion de mur et de terrain, évaluée à 43 francs 50 cen-

times, offerte en donation à la commune d'*Arrentières* (Aube) par le sieur *Filleux*. (Paris, 3 Novembre 1827.)

N.° 7857. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain contenant 6 ares 60 centiares, offert en donation à la commune d'*Echallas* (Rhône) par le sieur *Ollagnon*. (Paris, 3 Novembre 1827.)

N.° 7858. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain clos de murs et estimé 1000 francs, offert en donation à la commune de *Gouvix* (Calvados) par les sieur et dame de *Polignac*. (Paris, 3 Novembre 1827.)

N.° 7859. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel fait en faveur du consistoire protestant de *Marseille* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Hollenhagen*. (Paris, 3 Novembre 1827.)

N.° 7860. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 10,000 francs léguée à la ville de *Roquemaure* (Gard) par la dame veuve de *Rivasse*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7861. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain évalué à 320 francs, offert en donation à la commune de *Salins* (Seine-et-Marne) par le sieur *Stacpoolé*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7862. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs offerte en donation par le sieur *Vautrin* à la commune de *Murvaux* (Meuse). (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7863. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une portion de maison et d'une rente perpétuelle de 500 francs offertes en donation par les sieur et dame de *Branças de Cèreste* à la commune de *Fourdrain*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7864. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence du tiers seulement, le Legs fait aux pauvres du *Chaylard* (Ardèche) par le sieur *Courthul*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7865. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *la Graverie* (Calvados), 1.º d'une rente annuelle et perpétuelle de 112 francs 5 centimes, par le sieur *Gauthier de Carville*; 2.º d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs, par le sieur *Duyet*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7866. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 3 ares 6 centiares de jardin offerts en donation à l'hospice de *Sarlat* (Dordogne) par le sieur *Pechmajou*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7867. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º d'une somme de 200 francs, 2.º d'une somme de 1000 francs, et 3.º d'une somme de 60 francs par an; le tout offert en donation à l'hospice de *Brancôme* (Dordogne) par les sieur et dame *Authial-Leytang* et par la dame de *Croissant*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7868. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres d'*Anet* (Eure-et-Loir) par le sieur *Rodouan*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7869. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux maisons avec dépendances, estimées 1000 francs, et léguées aux pauvres de *Gennes* (Ille-et-Vilaine) par la demoiselle *Gaudin*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7870. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 200 francs, et d'une pièce de terre avec un pré, donnant un revenu annuel de 14 francs, le tout légué au bureau de bienfaisance de *Laval-dens* (Isère) par la demoiselle *Clavel*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7871. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Firmini* (Loire) par la demoiselle *Dupuy*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7872. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 3400 francs offerte aux hospices d'*Angers* (Maine-et-Loire) par les sieur et dame *Cébron*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7873. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente de 130 francs sur l'État offerte en donation au bureau de bienfaisance de *Vitry-le-Français* (Marne) par le sieur *Gobert*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7874. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison évaluée à 12,000 francs, offerte en donation à l'hôpital général de *Cambrai* (Nord) par le sieur *Lély*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7875. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2500 francs et de son mobilier offerts à l'hospice de l'Antiquaille de *Lyon* (Rhône) par la dame veuve *Brone*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7876. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, 1.º pour un tiers seulement de sa valeur nette, le Legs universel évalué à 39,000 francs environ, fait à l'hôpital général et à l'hôpital Saint-Nicolas de *Tarascon* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Brun*; 2.º le Legs fait audit hôpital Saint-Nicolas par la même personne, 1.º de ses lettres de change, billets à ordre, titres de créance, pièces d'or et d'argent de France et vaisselle d'argent, 2.º de la moitié de ses meubles, linges, effets mobiliers, denrées, pièces d'or et d'argent de monnaie étrangère, 3.º d'un petit enclos dit de *Saint-Victor*, contenant 1 hectare 58 centiares et quelques bâtimens qui y sont construits. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7877. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalués à 1950 francs, fait aux pauvres de *Marigny* (Saône-et-Loire) par la demoiselle *Valétine*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7878. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Bruailles* (Saône-et-Loire) par la dame *Barbelet*, d'un pré de la contenance de 2 hectares 14 ares 14 centiares. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.º 7879. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs, offerte à l'hospice de *Neufchâtel* (Seine-Inférieure) par la demoiselle *Bressard d'Hurpy*. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7880. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée aux pauvres de *Croixrault* (Somme) par le sieur *Hu.* (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7881. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les bureaux de bienfaisance de *Montauban* et de *Monclar* (Tarn-et-Garonne) à accepter une rente annuelle et perpétuelle de 40 fr. offerte en donation aux pauvres de *Léojac* et de *Génébrières* par le sieur *Artis.* (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7882. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 40 francs offerte en donation aux pauvres de *Charleval* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Audibert.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7883. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre estimée 700 francs, offerte en donation aux pauvres de l'hospice des malades de *Beziers* (Hérault) par le sieur *Salvan.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7884. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites au bureau de bienfaisance de *Sainte-Maure* (Indre-et-Loire), 1.° de plusieurs créances montant ensemble à 2000 francs, par la dame veuve *Martineau*; 2.° de dix-sept rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 261 francs 84 centimes, et de deux années de ce revenu, par les demoiselles *Martineau*; 3.° d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 boisseaux de froment, au capital de 6000 francs, et d'une somme de 300 francs, par la dame veuve de *Grollier.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7885. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Clamecy* (Nièvre) par le sieur *Girault*, 1.° de 7 hectares 30 ares 54 centiares de terre, évalués à 5000 francs en capital; 2.° d'effets mobiliers estimés 2400 francs, et d'une créance de 3000 francs. (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7886. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 9000 pesos [environ 46,800 francs] léguée pour servir à la fondation d'un hospice dans la commune de *Gundolsheim* (Haut-Rhin) par le sieur *Miquelen.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7887. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux rentes montant ensemble à 18 francs 10 centimes, au capital de 362 francs, offertes en donation à l'hospice de *Bo-nieux* (Vaucluse) par la dame *d'Autane.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7888. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 10,500 francs léguée à l'hospice de *Bar-sur-Seine* (Aube) par le sieur *Roger.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7889. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait aux pauvres de *Pennautier* (Aude) par le sieur *Vialan.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7890. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée à l'hospice de *Salon* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *d'Aliègre-Tourzel.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7891. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée aux pauvres honteux d'*Angoulême* (Charente) par la demoiselle *Rempenoux de Puy-Saint-Jean.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7892. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée à l'hospice de *Roquemaure* (Gard) par la dame veuve de *Rivasse.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7893. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 300 francs de rente sur l'Etat, fait aux pauvres de *Bédarrieux* (Hérault) par le sieur *Martel.* (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.° 7894. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur de *Bouillanne-Colombe* à établir une verrerie à Marseille, département des Bouches-du-Rhône. (Paris, 3 Novembre 1827.)

N.° 7895. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Aubert aîné* et compagnie à augmenter d'une verrerie à vitres la verrerie à bouteilles qu'ils possèdent dans la commune de *Rozerieulles*, département de la Moselle. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7896. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la conservation en activité et la translation de la verrerie que le sieur Boc possède dans la commune de Pompogne, département de Lot-et-Garonne. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7897. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Maugras et Le Lardic de Laganry à rétablir la verrerie de Couéron, commune de ce nom, département de la Loire-Inférieure. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7898. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur de la Touche à ajouter un second four à la verrerie qu'il possède dans la commune de Saint-Jean de Froidmentel, département de Loir-et-Cher. (Paris, 11 Novembre 1827.)

N.° 7899. — ORDONNANCE DU ROI portant concession d'une mine de houille existant dans la commune d'Huez (Isère) aux sieurs Giraud, Rostaing et Emieux. (Paris, 11 Novembre 1827.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,
A Paris, le 28 Janvier 1828*,
COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les directeurs des postes des départements.

À PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
28 Janvier 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 211.*)

N.° 7900. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des 16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 31 Janvier 1828.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE, de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	du froment... au-dessous de..		24.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		16.			
	de l'avoine..... idem.....		9.			
Unique.	Pyrénées-Or..	Toulouse... Fleurance... Marseille... Gray.....	23 ^f 71 ^c	17 ^f 26 ^c	14 ^f 64 ^c	8 ^f 01 ^c
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches-du-Rh.					
	Var.....					
Corse.....						
2. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	du froment... au-dessous de..		22.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		14.			
	de l'avoine..... idem.....		8.			
1. ^{re}	Gironde.....	Marans..... Bordeaux... Toulouse... Gray.....	20 ^f 04 ^c	13 ^f 25 ^c	13 ^f 50 ^c	7 ^f 41 ^c
	Landes.....					
	Basses-Pyrénées					
	H. Pyrénées.					
	Ariège.....					
	Haute-Garonne					
2. ^e	Jura.....	Saint Laurent. Le Grand-Lemps.	28. 31.	18. 25.	14. 46.	8. 20.
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Basses-Alpes...					
	Hautes-Alpes..					

* Voyez un Erratum à la fin de ce Numéro.

VIII^e Série.

G

SECTION	DÉPARTEMENT	MARCHÉ	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines 22 ^f				
		{ du froment . . . au-dessous de.. 20.				
		{ de l'importation { du seigle et du maïs . . . idem . . . 12.				
		{ de l'avoine idem . . . 8.				
1. ^{re}	{ Haut-Rhin . . . Bas-Rhin . . .	{ Mulhausen . . . Strasbourg . . .	23 ^f 08 ^c	13 ^f 57 ^c	#	6 ^f 98 ^c
2. ^e	{ Nord	{ Bergues	21. 21.	11. 66.	#	6. 75.
	{ Pas-de-Calais . .	{ Arras				
	{ Somme	{ Roye				
	{ Seine-Infér . . .	{ Soissons				
	{ Eure	{ Paris				
3. ^e	{ Calvados	{ Rouen	18. 15.	12. 47	#	7. 85.
	{ Loire-Infér . . .	{ Saumur				
	{ Vendée	{ Nantes				
	{ Charente-Infér .	{ Marans				
4. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines 20 ^f				
		{ du froment . . au-dessous de . . . 18.				
		{ de l'importation { du seigle et du maïs . . . idem . . . 10.				
		{ de l'avoine idem . . . 7.				
1. ^{re}	{ Moselle	{ Metz	20 ^f 08 ^c	9 ^f 95 ^c	#	5 ^f 66 ^c
{ Meuse	{ Verdun					
{ Ardennes	{ Charleville . . .					
{ Aisne	{ Soissons					
2. ^e	{ Manche	{ Saint-Lô	17. 64.	10. 84.	#	7. 32.
	{ Ille-et-Vilaine .	{ Paimpol				
	{ Côtes-du-Nord .	{ Quimper				
	{ Finistère	{ Hennebon				
	{ Morbihan	{ Nantes				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 31 Janvier 1828.

Signé MARTIGNAC.

N.° 7901. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. de Chaignon Président du Collège départemental du Jura.*

Au château des Tuileries, le 22 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *de Chaignon*, membre du conseil général, est nommé président du collège départemental du Jura convoqué à Lons-le-Saulnier pour le 5 février prochain par notre ordonnance du 23 décembre dernier.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 22 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MARTIGNAC.

N.° 7902. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise des *Exploitations dans les Bois ou les Réserves de plusieurs Communes et des Fabriques de quatre Églises.*

Au château des Tuileries, le 23 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire

délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir :

- 1.° Blamont (Doubs), de la coupe de deux hectares trente ares de la réserve de ses bois;
- 2.° Cons-la-Grandville (Moselle), de la coupe de quatre hectares environ, restant de la réserve des bois du hameau de Villers-la-Chèvre, qui en dépend;
- 3.° Seloncourt (Doubs), de cent cinquante arbres dépérissans dans un canton de sa réserve;
- 4.° Joudes (Saone-et-Loire), de la coupe de cinq hectares soixante-quinze ares de la réserve des bois du hameau de Marciat, qui en dépend;
- 5.° Figarol (Haute-Garonne), de la coupe de deux cantons de ses bois, de la contenance d'environ trois hectares;
- 6.° Poiseul-lès-Saulx (Côte-d'Or), de la coupe de douze hectares de la réserve de ses bois;
- 7.° Chaudenay (Haute-Marne), de la coupe d'un hectare soixante-trois ares de sa réserve;
- 8.° Villedieu (Doubs), de quatre cents arbres dépérissans dans sa réserve;
- 9.° Fermont, dépendant de la mairie de Montigny-sur-Chiers (Moselle); de sept arbres dans sa réserve;
- 10.° Bessancourt (Haut-Rhin), de la coupe de deux hectares seulement de ses bois;
- 11.° Thorey (Yonne), d'une coupe extraordinaire de six hectares dans ses bois;
- 12.° Heimsprung (Haut-Rhin), d'une coupe extraordinaire de deux hectares dix ares de ses bois;
- 13.° Gellin (Doubs), de deux cents arbres à prendre parmi les plus dépérissans qui se trouvent dans la réserve de ses bois;
- 14.° Mussey (Haute-Marne), de la coupe de dix-huit hectares dans sa réserve;
- 15.° Roche-lès-Clerval (Doubs), de la coupe de trois hectares de sa réserve et de quatre hectares environ de bois

composant le communal dit *les Tremblots*, qui, immédiatement après l'exploitation, sera réuni au sol forestier;

16.° Charesier (Jura), de cent vingt arbres à prendre dans sa réserve;

17.° Valfin-sur-Valouse (Jura), de la coupe de trois hectares cinquante ares de sa réserve;

En deux années successives,

18.° Lampertsloch (Bas-Rhin), d'une coupe extraordinaire de vingt-neuf hectares et de trois cents arbres dans sa réserve;

19.° Brachey (Haute-Marne), de la coupe de quarante-trois hectares trente-trois ares formant sa réserve;

20.° Noiron-lès-Cîteaux (Côte-d'Or), de la coupe de douze hectares vingt-deux ares formant le restant de sa réserve;

21.° Passy (Saone-et-Loire), de la coupe de dix-huit hectares cinquante ares formant sa réserve;

22.° Jully, Villemorien, Villiers, Vougré, Rumilly, Chappes, Fouchères et Virey-sous-Ban (Aube), de la coupe de soixante-treize hectares trente-neuf ares de la réserve des bois indivis entre ces huit communes;

En trois années successives,

23.° Charmont, Possesse et Bussy-le-Repos (Marne), de la coupe de trente-quatre hectares quatre-vingt-sept ares de sa réserve des bois qu'elles possèdent par indivis;

En quatre années successives,

24.° Châtel (Vosges), de la coupe de quinze hectares de la réserve de ses bois;

25.° Regney (Vosges), de la coupe de dix-neuf hectares quatre-vingt-trois ares de sa réserve;

26.° Fays-Billot (Haute-Marne), de la coupe de cinquante hectares trois ares de sa réserve.

2. Il sera procédé à l'aménagement des bois de la

commune de Thorey, désignée dans l'article 1.^{er} de la présente ordonnance.

3. Les fabriques ci-après désignées sont autorisées à mettre en vente, savoir :

1.^o de l'église de Brennes (Haute-Marne), la coupe de trois hectares environ de ses bois ;

2.^o de l'église de Saint-Médard (Meurthe), la coupe n.^o 7, par anticipation de l'ordre d'aménagement de ses bois ;

3.^o de l'église de l'Étang-la-Ville (Seine-et-Oise), la coupe d'un bois taillis de la contenance de vingt-cinq ares dix centiares qui lui appartient ;

4.^o de l'église d'Osthausen (Bas-Rhin), de la coupe de vingt-cinq ares seulement d'un petit bois qui lui appartient.

4. La coupe ordinaire 1828 de cinq hectares assise dans l'aunaie appartenant à la commune d'Artiguelouve sera augmentée de deux hectares pour le même ordinaire, et il sera procédé en la forme ordinaire à la vente de la totalité de cette coupe.

5. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 23 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.^o 7903. — ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs hospitalières de Saint-Joseph établie à Malvalette, commune de Bas, département de la Haute-Loire.

Au château des Tuileries, le 23 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des sœurs hospitalières de Saint-Joseph établies à Malvalette, commune de Bas, département de la Haute-Loire, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre exactement les statuts des sœurs de Saint-Joseph du Puy, enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 1.^{er} avril 1827 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Bas du 20 novembre 1825, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque du Puy, du 8 août 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs hospitalières de Saint-Joseph établie à Malvalette, commune de Bas, département de la Haute-Loire, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 23.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.^o 7904. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs, léguée aux pauvres de Rheu (Ille-et-Vilaine) par le sieur Freslon de la Freslonnière. (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.^o 7905. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de Canquebuit (Manche) par le sieur Beuvry. (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.º 7906. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1500 francs léguée aux pauvres de *Saint-Laurent de Cuves* (Manche) par la dame veuve du sieur *Bunel-Jemlerie*. (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.º 7907. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de plusieurs pièces de terre, évaluées ensemble à 2800 francs, léguées au bureau de bienfaisance de *Congrier* (Mayenne) par le sieur *Dutertre*. (Paris, 14 Novembre 1827.)

ERRATUM. Dans quelques exemplaires du Bulletin des lois, n.º 210, VIII.º série, page 81,

Au lieu de

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit,

Lisez :

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

Notre Conseil d'état entendu,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 1.º Février 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
1.º Février 1828.

BULLETIN DES LOIS. (N.º 212.)

N.º 7908. — ORDONNANCE DU ROI concernant l'organisation de l'Ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'île de Bourbon.

Au château de Saint-Cloud, le 30 Septembre 1827.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et de l'avis de notre Conseil,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Dispositions préliminaires.

ART. 1.º La justice sera administrée à l'île de Bourbon par des tribunaux de paix, un tribunal de première instance, une cour royale et des cours d'assises.

Les jugemens en dernier ressort et les arrêts pourront être attaqués par voie d'annulation ou de cassation, dans les cas spécifiés en la présente ordonnance.

2. Le conseil privé, la commission des prises et les conseils de guerre continueront de connaître des matières qui leur sont spécialement attribuées par notre ordonnance du 21 août 1825, et par les lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans la colonie.

3. Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels.

Il ne sera, en conséquence, créé aucune commission extraordinaire.

VIII.º Série.

H

Toutefois une cour prévôtale pourra être établie dans les cas et suivant les formes déterminés par la présente ordonnance.

4. Les audiences seront publiques au civil et au criminel, excepté dans les affaires où la publicité sera jugée dangereuse pour l'ordre et les mœurs.

Les jugemens et arrêts seront motivés.

5. Les cours et tribunaux ne pourront, sous les peines portées par les lois, prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, ni s'immiscer dans les affaires administratives.

Ils ne pourront, sous aucun prétexte et sous les mêmes peines, refuser ni retarder l'enregistrement des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens, lorsqu'ils en seront requis par le ministère public.

6. Il leur est également interdit de poursuivre, hors les cas de flagrant délit, les agens du gouvernement pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, à moins d'une autorisation spéciale donnée de la manière prescrite par l'article 58 de notre ordonnance du 21 août 1825.

7. La colonie sera régie par le Code civil, le Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, modifiés et mis en rapport avec ses besoins.

8. L'organisation judiciaire des établissemens qui dépendent du gouvernement de l'île de Bourbon sera réglée par une ordonnance particulière.

TITRE II.

Des Tribunaux et des Cours.

CHAPITRE I.^{er}

Des Tribunaux de paix.

9. Il sera établi dans chacun des six cantons de la colonie un tribunal de paix dont le siège sera au chef-lieu de canton.

10. Chaque tribunal de paix sera composé d'un juge de paix, d'un suppléant et d'un greffier.

Les fonctions du ministère public seront remplies par le commissaire civil du canton ou par son adjoint, lorsque le tribunal aura à statuer sur les matières énoncées en l'article 16.

11. Les tribunaux de paix connaîtront, sauf les exceptions déterminées par la loi, des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, savoir :

En premier et dernier ressort, lorsque la valeur principale de la demande n'excédera pas *deux cent cinquante francs* ;

En premier ressort seulement, lorsque la valeur principale de la demande sera au-dessus de *deux cent cinquante francs* et n'excédera pas *cinq cents francs*.

12. Ils connaîtront, en premier et dernier ressort jusqu'à la valeur de *deux cent cinquante francs* en principal, et en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter,

1.^o Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes ;

2.^o Des déplacemens de bornes ; des usurpations de terre, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année ; des entreprises sur les cours d'eau, pareillement commises dans l'année, et de toutes autres actions possessoires ;

3.^o Des réparations locatives des maisons et habitations affermées ;

4.^o Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité ne sera pas contesté, ainsi que des dégradations alléguées par le propriétaire ;

5.^o De l'exécution des engagemens entre le propriétaire et ses gérans ou économes, ou tous gens à gages ; entre les marchands et leurs commis ; entre les fabricans, entrepreneurs et maîtres ouvriers, et leurs compagnons ou apprentis ; entre les maîtres et leurs domestiques ou gens de travail ;

6.° Des contestations relatives aux locations d'esclaves;
7.° Des fournitures faites par les bouchers et les boulangers;

8.° Des contestations entre les aubergistes et les voyageurs pour frais d'hôtellerie;

9.° Des actions en dommages et intérêts pour injures verbales et autres contraventions de police pour lesquelles les parties ne se seront point pourvues par la voie extraordinaire.

13. Toutes les fois que les parties y consentiront, les juges de paix connaîtront des actions énoncées aux deux articles précédens, soit en premier et dernier ressort, soit en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter, lors même qu'ils ne seraient pas les juges naturels des parties.

14. En matières civile et commerciale, les jugemens des tribunaux de paix, jusqu'à concurrence de *cinq cents francs*, seront exécutoires par provision et nonobstant appel, sous les modifications portées au Code de procédure civile.

15. Dans les matières civiles qui excéderont leur compétence, les juges de paix rempliront les fonctions de conciliateur, ainsi qu'il est réglé par le Code de procédure civile.

16. Les tribunaux de paix connaîtront des contraventions de police, telles qu'elles sont définies par le Code pénal et par le Code d'instruction criminelle.

Leurs jugemens seront rendus, savoir :

En premier et dernier ressort, lorsque l'amende, les restitutions et autres réparations civiles n'excéderont pas *cent francs*, outre les dépens;

Et en premier ressort seulement, lorsqu'ils prononceront l'emprisonnement, ou lorsque le montant de l'amende et des condamnations civiles excédera la somme de *cent francs* sans les dépens.

17. Les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux de paix, soit en matière civile, soit en matière de police, pourront être attaqués par voie d'annulation, dans

les cas spécifiés aux articles 43 et 44 de la présente ordonnance.

18. Les tribunaux de paix se constitueront

En *justice de paix*, pour prononcer sur les matières civiles et commerciales énoncées aux articles 11, 12 et 13;

En *tribunal de police*, pour prononcer sur les contraventions énoncées en l'article 16,

Et en *bureau de conciliation*, dans les cas prévus par l'article 15.

19. Indépendamment des fonctions qui sont attribuées aux juges de paix par le Code civil et par les Codes de procédure, de commerce et d'instruction criminelle, ils recevront l'affirmation des procès-verbaux dressés en matière de police, de grande voirie, de chasse, de pêche, de délits ruraux et forestiers, de douanes et de contributions indirectes, et en toutes autres matières lorsque les ordonnances, arrêtés et réglemens leur en auront spécialement attribué le droit.

Ils délivreront des saufs-conduits aux individus cités devant eux qui se trouveraient exposés à l'exercice de la contrainte par corps.

20. Les suppléans remplaceront les juges de paix au besoin.

Ils pourront toujours assister aux audiences, et ils y auront voix consultative.

21. En cas d'empêchement du juge de paix et de son suppléant, les parties pourront être renvoyées devant l'un des juges de paix des cantons limitrophes, ainsi qu'il sera réglé par le Code de procédure civile.

CHAPITRE II.

Du Tribunal de première instance.

22. Il sera établi pour l'île de Bourbon un tribunal de première instance qui siégera à Saint-Denis.

23. Le tribunal de première instance sera composé d'un juge royal, d'un lieutenant de juge, et de deux juges auditeurs.

Il y aura près ce tribunal un procureur du Roi, un substitut du procureur du Roi, un greffier et un commis assermenté.

24. Le tribunal de première instance connaîtra, sauf les exceptions déterminées par la loi, savoir :

En dernier ressort, des matières civiles et commerciales sur l'appel des jugemens rendus par les justices de paix ;

En premier et dernier ressort,

1.^o Des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, lorsque la valeur de la demande en principal sera au-dessus de *cinq cents francs* et n'excédera pas *mille francs* ;

2.^o Des actions civiles, soit réelles, soit mixtes, lorsque la valeur de la demande en principal n'excédera pas *mille francs*, à l'exception de celles réservées aux justices de paix par l'article 12 ;

Et en premier ressort seulement, des affaires civiles ou commerciales, lorsque la valeur de la demande en principal excédera *mille francs*, à l'exception de celles réservées aux justices de paix par l'article 12.

25. Le tribunal de première instance connaîtra de l'appel des jugemens des tribunaux de police.

26. Il connaîtra des contraventions aux lois, ordonnances, arrêtés et réglemens sur le commerce étranger, sur les douanes et sur la ferme des guildives, sauf l'appel au conseil privé, ainsi qu'il est réglé par l'article 162 de notre ordonnance du 21 août 1825, et sans avoir égard à la distinction qui s'y trouve établie pour les cas de fraude.

27. Le recours en cassation sera ouvert contre les jugemens rendus en dernier ressort, dans les cas spécifiés en l'article 24.

28. Le recours en annulation sera ouvert contre les jugemens en dernier ressort rendus dans les cas prévus par l'article 25.

Ce recours sera exercé ainsi qu'il est réglé par l'article 44 ci après.

29. Le tribunal de première instance se constituera

En *tribunal civil*, pour prononcer sur les affaires civiles et commerciales indiquées en l'article 24 ;

En *tribunal correctionnel*, pour prononcer sur l'appel des jugemens de police mentionnés en l'article 25, ainsi que sur les contraventions énoncées en l'article 26.

30. Il pourra être formé dans le tribunal de première instance une section temporaire pour le jugement des affaires civiles arriérées.

Cette section sera tenue par le lieutenant de juge ou par un conseiller auditeur.

Elle ne pourra être établie qu'en vertu d'un arrêté pris par le gouverneur en conseil.

31. Le juge royal rendra seul la justice dans les matières qui sont de la compétence du tribunal de première instance.

Il remplira les fonctions attribuées aux présidens des tribunaux de première instance par le Code civil et par les Codes de procédure civile, de commerce et d'instruction criminelle.

Il sera chargé, au lieu de sa résidence, de la visite des navires, ainsi qu'il est réglé par les lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans la colonie.

Il visera, cotera et paraphera les répertoires des notaires, ceux des huissiers, ainsi que les registres du curateur aux successions vacantes.

32. Le lieutenant de juge remplira les fonctions attribuées au juge d'instruction par le Code d'instruction criminelle.

En cas d'empêchement du juge royal, il le remplacera dans ses fonctions.

33. Les juges auditeurs assisteront aux audiences.

Ils pourront être chargés, par le juge royal, des enquêtes, des interrogatoires, des ordres, des contributions et de tous les actes d'instruction civile, ainsi que des fonctions de juge commissaire, de juge rapporteur, et de celles indiquées aux deux derniers alinéas de l'article 31.

Dans tous les cas, ils n'auront que voix consultative. Ils pourront en outre être chargés par le procureur du Roi des fonctions du ministère public.

34. En cas d'empêchement du lieutenant de juge, le juge royal pourra remplir lui-même les fonctions de juge d'instruction, ou les déléguer à l'un des juges auditeurs.

CHAPITRE III.

De la Cour royale.

35. Il sera établi pour l'île de Bourbon une cour royale dont le siège sera à Saint-Paul.

36. La cour sera composée de cinq conseillers et de trois conseillers auditeurs.

Il y aura près de la cour un procureur général, ou un avocat général chargé d'en remplir les fonctions, un substitut du procureur général, un greffier et un commis assermenté.

37. La cour sera présidée par celui des conseillers que nous aurons désigné.

La durée de la présidence sera de trois années.

Le président ne pourra être nommé de nouveau qu'après un intervalle de trois années.

38. La justice sera rendue souverainement par la cour royale.

39. La cour royale connaîtra en dernier ressort des matières civiles et commerciales, sur l'appel des jugemens du tribunal de première instance.

40. Elle statuera directement sur les instructions en matières criminelles, correctionnelles et de police, et prononcera le renvoi devant les juges compétens, ou déclarera qu'il n'y a lieu à suivre.

Dans l'un ou l'autre cas, elle ordonnera, s'il y a lieu, la mise en liberté des inculpés.

41. Elle connaîtra en premier et dernier ressort des matières correctionnelles autres que celles spécifiées dans l'article 26.

42. Les arrêts rendus sur les matières énoncées en l'article 39 pourront être attaqués par la voie de cassation.

Ceux rendus en exécution des dispositions des articles 40 et 41 ne seront sujets au recours en cassation que dans les cas prévus par les articles 440 et 442 du Code d'instruction criminelle.

43. En matière civile ou commerciale, la cour royale connaîtra des demandes formées par les parties en annulation des jugemens en dernier ressort des justices de paix, pour incompétence ou excès de pouvoir.

En matière de police, elle connaîtra des demandes formées par le ministère public ou par les parties en annulation des jugemens en dernier ressort des tribunaux de police, pour incompétence, excès de pouvoir ou contravention à la loi.

En cas d'annulation, elle prononcera le renvoi devant l'un des juges de paix des cantons limitrophes, lequel statuera définitivement.

Lorsque l'annulation sera prononcée pour cause d'incompétence, la cour royale, s'il y a lieu, renverra l'affaire devant les juges qui devront en connaître.

44. En matière civile ou commerciale, la cour royale connaîtra des demandes formées dans l'intérêt de la loi par le procureur général en annulation, pour incompétence, excès de pouvoir ou contravention à la loi, des jugemens rendus en dernier ressort par les justices de paix, lorsqu'ils auront acquis force de chose jugée.

En matière de police, elle connaîtra des demandes formées, également dans l'intérêt de la loi et pour les mêmes causes, par le procureur général, en annulation soit des jugemens en dernier ressort des tribunaux de police, lorsqu'ils seront passés en force de chose jugée, soit des jugemens rendus par le tribunal correctionnel sur l'appel de ceux des tribunaux de police.

L'annulation ne donnera lieu à aucun renvoi.

45. La cour royale connaîtra des faits de discipline,

ainsi qu'il sera réglé au titre III, chapitre V, et au titre V, sections III des chapitres I.^{er} et II.

46. Elle pourra proposer au gouverneur des réglemens soit pour la plus prompte expédition des affaires, soit pour la fixation du nombre et de la durée de ses audiences, de celles du tribunal de première instance et des tribunaux de paix.

Ces réglemens ne seront exécutés qu'après avoir été arrêtés par le gouverneur en conseil privé, et ne deviendront définitifs que lorsqu'ils seront revêtus de l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

47. La cour se constituera

En *chambre civile*, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 39, et sur les demandes en annulation spécifiées au paragraphe premier des articles 43 et 44 ;

En *chambre d'accusation*, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 40 ;

En *chambre correctionnelle*, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 41, et sur les demandes en annulation spécifiées au second paragraphe des articles 43 et 44.

48. La chambre civile et la chambre correctionnelle seront composées de cinq conseillers, et ne pourront rendre arrêt qu'au nombre de cinq juges.

49. La chambre d'accusation sera composée de trois membres de la cour, dont deux pourront être pris parmi les conseillers auditeurs.

Elle ne pourra rendre arrêt qu'au nombre de trois juges.

50. Le service de la chambre d'accusation ne dispensera point de celui des chambres civile et correctionnelle.

51. Au commencement de chaque semestre, deux des membres de la chambre d'accusation en sortiront sur la désignation du président, qui nommera ceux qui devront les remplacer.

Chacun des membres de la cour sera successivement appelé à cette chambre, autant que les besoins du service le permettront.

52. Le président de la cour remplira les fonctions qui lui sont attribuées par le Code civil et par les Codes de procédure civile et d'instruction criminelle.

53. En cas d'empêchement, seront remplacés, savoir :
Le président, par le plus ancien des conseillers présens ;
Les conseillers, par les conseillers auditeurs, suivant l'ordre d'ancienneté.

54. Indépendamment des fonctions attribuées aux conseillers auditeurs par les articles 49 et 53, ils pourront, Sur la désignation du président, être chargés des enquêtes et des interrogatoires ;

Sur la désignation du procureur général, remplir les fonctions du ministère public ;

Et sur un arrêté du gouverneur, remplacer, en cas d'empêchement, soit le juge royal, soit le lieutenant de juge, soit le procureur du Roi, dans leurs diverses attributions, ou former la section temporaire du tribunal de première instance qui pourrait être établie en vertu de l'article 30.

55. Les conseillers auditeurs auront voix délibérative lorsqu'ils siégeront à la chambre d'accusation, ou lorsqu'ils seront appelés à remplacer soit les conseillers, soit le juge royal.

Dans tous les autres cas, ils n'auront que voix consultative.

56. Si le nombre des magistrats nécessaire pour rendre arrêt est incomplet, le président y pourvoira, en appelant des magistrats honoraires ayant droit de siéger et suivant l'ordre de leur ancienneté, ou des avocats-avoués, suivant l'ordre du tableau.

CHAPITRE IV.

Des Cours d'assises.

57. Il y aura deux cours d'assises à l'île de Bourbon, l'une pour l'arrondissement du vent, et l'autre pour l'arrondissement sous le vent.

Elles siégeront, la première à Saint-Denis, et la seconde à Saint-Paul.

58. Les cours d'assises se composeront de trois conseillers de la cour royale, et de quatre membres du collège des assesseurs, dont il sera parlé au titre IV.

Le procureur général, ou son substitut, y portera la parole.

Le greffier de la cour royale, ou son commis assermenté, y tiendra la plume.

59. Dans les affaires qui paraîtront devoir se prolonger pendant plusieurs audiences, un conseiller auditeur et un assesseur seront en outre appelés par le président pour assister aux débats et remplacer le conseiller, ou l'assesseur, qui ne pourrait continuer de siéger.

60. Les cours d'assises connaîtront de toutes les affaires où le fait qui est l'objet de la poursuite est de nature à emporter peine afflictive ou infamante.

61. Les arrêts des cours d'assises ne pourront être attaqués par voie de cassation, si ce n'est dans les cas prévus par les articles 440 et 442 du Code d'instruction criminelle.

Toutefois ils ne seront exécutés que conformément aux dispositions de l'article 47 de notre ordonnance du 21 août 1825, relatif au recours en grâce.

62. Dans le cas où il y aurait lieu de renvoyer d'une cour d'assises à une autre pour cause de suspicion légitime, ainsi qu'il est prévu au Code d'instruction criminelle, le renvoi sera prononcé par le conseil privé, composé de la manière prescrite par l'article 163 de notre ordonnance du 21 août 1825.

63. Chaque cour d'assises tiendra par année quatre sessions qui s'ouvriront, savoir :

A Saint-Denis, le 5 des mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre ;

A Saint-Paul, le 20 des mois de mars, juin, septembre et décembre.

Néanmoins, si les besoins du service le commandent, le gouverneur en conseil pourra changer l'époque de l'ouverture des assises, sans pouvoir en diminuer le nombre.

64. Le gouverneur en conseil pourra, lorsque les circonstances l'exigeront, convoquer des assises extraordinaires qui se tiendront dans telle commune de la colonie et à tel jour qu'il jugera convenable d'indiquer.

65. Le président de la cour royale désignera à chaque renouvellement de semestre les magistrats de la cour qui devront composer chacune des cours d'assises du semestre, et celui des conseillers qui les présidera dans le cas où il ne jugerait pas à propos de les présider lui-même.

66. Pourront, en cas d'empêchement, être remplacés aux assises tenues dans l'arrondissement du vent, savoir :

L'un des conseillers, ou conseillers auditeurs, par le juge royal, ou le lieutenant de juge, lorsqu'il n'aura pas connu de l'affaire ;

Le procureur général, ou son substitut, par le procureur du Roi ;

Le greffier de la cour, ou son commis assermenté, par le greffier du tribunal de première instance.

67. Le président de chaque cour d'assises remplira les fonctions qui lui sont attribuées par le Code d'instruction criminelle.

68. Les membres de la cour royale et les assesseurs prononceront en commun

Sur la position des questions,

Sur toutes les questions posées,

Et sur l'application de la peine.

69. Les membres de la cour royale connaîtront exclusivement des incidens de droit ou de procédure qui s'élèveraient avant l'ouverture ou pendant le cours des débats.

CHAPITRE V.

Du Ministère public.

70. Les fonctions du ministère public seront spécialement et personnellement confiées à notre procureur général.

Il portera la parole aux audiences quand il le jugera convenable.

71. Il sera tenu de veiller, dans la limite de ses attributions, à l'exécution des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens en vigueur dans la colonie. Il fera en conséquence les actes et réquisitions nécessaires.

72. Dans les affaires civiles, il n'exercera son ministère par voie d'action que dans les cas déterminés par les lois et ordonnances, ou lorsqu'il s'agira de la rectification d'actes de l'état civil qui, par de fausses énonciations, attribueraient à un homme de couleur libre, ou à un esclave, une qualité autre que celle qui lui appartient.

73. Il poursuivra d'office l'exécution des jugemens et arrêts dans les dispositions qui intéressent l'ordre public.

74. Il signalera au ministre de la marine et des colonies les arrêts et jugemens en dernier ressort passés en force de chose jugée qui lui paraîtront susceptibles d'être attaqués par voie de cassation, dans l'intérêt de la loi.

75. Il aura la surveillance des officiers ministériels, et pourra, sur la demande des parties, leur enjoindre de prêter leur ministère.

76. Il pourra requérir la force publique dans les cas et suivant les formes déterminés par les lois et ordonnances.

77. Le procureur général exercera l'action de la justice criminelle dans toute l'étendue du ressort de la cour. Tous les officiers de police judiciaire, même le juge d'instruction, sont soumis à sa surveillance.

78. Dans les affaires qui intéressent le gouvernement, le procureur général sera tenu, lorsqu'il en sera requis par le gouverneur, de faire, conformément aux instructions qu'il en recevra, les actes nécessaires pour saisir les tribunaux.

Il sera également tenu de requérir l'enregistrement des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens qui lui seront adressés à cet effet par le gouverneur.

79. Il aura la surveillance des prisons et des maisons d'arrêt, et veillera à ce que personne n'y soit détenu illégalement.

80. Il aura l'inspection des registres constatant l'état civil

des blancs, celui des hommes de couleur libres et les affranchissemens.

Il aura également l'inspection des registres qui contiennent les déclarations de naissances, de mariages et de décès des esclaves.

81. Il sera chargé de l'inspection des greffes et de tous dépôts d'actes publics autres que les dépôts des actes de l'administration.

82. Le substitut ne participera à l'exercice des fonctions du procureur général que sous sa direction.

Toutes les fois qu'il en sera requis par le procureur général, il sera tenu de lui communiquer les conclusions qu'il se proposera de donner. En cas de dissentiment, le procureur général portera la parole.

83. Le procureur du Roi remplira les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance, et participera, sous la direction du procureur général, à l'exercice des autres fonctions énoncées au présent chapitre. Il sera placé sous les ordres du procureur général.

CHAPITRE VI.

Des Greffiers de la Cour et des Tribunaux.

84. Les greffiers tiendront la plume aux audiences.

85. Ils seront chargés de recueillir et de conserver les actes des délibérations de la cour et des tribunaux.

86. Ils seront chargés de tenir en bon ordre les rôles et les différens registres prescrits par les codes, les ordonnances et les réglemens, et de conserver avec soin les collections et la bibliothèque à l'usage de la cour ou du tribunal auquel ils seront attachés.

87. Ils auront la garde du sceau de la cour ou du tribunal près duquel ils exerceront leurs fonctions.

88. Il leur est interdit, sous peine de destitution, de recevoir sur leurs registres aucune protestation, soit de la cour ou du tribunal, soit d'aucun magistrat en particulier.

89. Les greffiers seront tenus d'établir de doubles minutes des actes destinés au dépôt des chartes coloniales, ainsi qu'il leur est prescrit par l'édit du mois de juin 1776, et de se conformer aux autres dispositions du même édit qui les concernent.

Ils seront tenus également d'établir de doubles minutes des jugemens et arrêts rendus en matières civile, criminelle et correctionnelle.

Dans les huit premiers jours de chaque trimestre, ils déposeront ces pièces au parquet de la cour ou du tribunal auquel ils seront attachés, ainsi que les états prescrits par les articles 247 et 248 de la présente ordonnance.

90. Le greffier de la cour assistera aux assemblées générales et y tiendra la plume.

91. Le greffier du tribunal de première instance sera chargé, sous sa responsabilité, de la garde et de la conservation des anciennes minutes de notaires, et de toutes les pièces et actes dont les lois, ordonnances et réglemens prescrivent le dépôt au greffe.

TITRE III.

Des Membres de l'Ordre judiciaire.

CHAPITRE PREMIER.

Des Conditions d'âge et de capacité.

92. Devront être âgés, savoir :

Les juges auditeurs et le substitut du procureur du Roi, de vingt-deux ans;

Le substitut du procureur général et les suppléans des juges de paix, de vingt-cinq ans;

Les conseillers auditeurs, le lieutenant de juge, le procureur du Roi et les juges de paix, de vingt-sept ans;

Les conseillers, le procureur général, ou l'avocat général chargé d'en remplir les fonctions, et le juge royal, de trente ans.

La condition d'âge ne sera réputée accomplie qu'après la dernière année révolue.

93. Nul ne pourra être juge auditeur ou substitut du procureur du Roi s'il n'a été reçu avocat.

Les juges auditeurs devront en outre justifier d'un revenu annuel de deux mille francs.

94. Nul ne pourra être conseiller auditeur, ou substitut du procureur général, s'il n'a rempli les fonctions de juge ou d'officier du ministère public pendant un an au moins, ou celles de juge auditeur pendant deux années.

95. Nul ne pourra être lieutenant de juge, ou procureur du Roi, s'il n'a été conseiller auditeur pendant deux ans, ou s'il n'a rempli durant le même temps les fonctions de juge ou celles d'officier du ministère public.

96. Nul ne pourra être juge royal, s'il n'a rempli pendant deux ans, soit les fonctions de conseiller auditeur, substitut du procureur général, lieutenant de juge ou procureur du Roi dans les colonies, soit celles de juge ou de procureur du Roi en France.

97. Nul ne pourra être conseiller, s'il n'a été juge royal ou s'il ne remplit l'une des conditions énoncées en l'article précédent.

98. Nul ne pourra être procureur général ou avocat général, s'il n'a été pendant deux ans conseiller, juge royal, président d'un tribunal de première instance, officier du ministère public près d'une cour royale, ou procureur du Roi.

99. A défaut de l'accomplissement des conditions prescrites par les cinq articles précédens, les candidats seront tenus de justifier de l'exercice de la profession soit d'avocat près une cour de France, soit d'avocat-avoué dans la colonie.

La durée de cet exercice est fixée, savoir :

A quatre ans, pour être conseiller auditeur, ou substitut du procureur général;

A six ans, pour être lieutenant de juge, ou procureur du Roi;

A huit ans, pour être juge royal, ou conseiller;

Et à dix ans, pour être procureur général.

Dans le nombre de ces années d'exercice, seront comptés les trois ans de stage exigés pour l'inscription au tableau des avocats près l'une des cours de France.

100. Les greffiers de la cour royale et des tribunaux devront être âgés de vingt-cinq ans;

Les commis-greffiers, de vingt-un ans.

Les greffiers de la cour et du tribunal de première instance ne pourront être choisis que parmi les licenciés en droit, à moins qu'ils n'aient précédemment exercé les fonctions d'avoué ou de greffier pendant trois ans au moins, soit en première instance, soit en appel.

CHAPITRE II.

Des Incompatibilités.

101. Les parens et alliés jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement ne pourront être simultanément membres de la cour, soit comme conseillers ou conseillers auditeurs, soit comme officiers du ministère public, soit comme greffiers.

Les mêmes causes d'incompatibilité s'appliqueront aux membres d'un même tribunal. Il y aura incompatibilité au même degré de parenté ou d'alliance entre les membres de la cour royale, le juge royal et le lieutenant de juge.

102. En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'aura contractée ne pourra continuer ses fonctions, et il sera pourvu à son remplacement.

103. Nul ne pourra être procureur général ou avocat général, s'il est né dans la colonie, s'il y a contracté mariage avec une créole de l'île, ou s'il y possède des propriétés foncières, soit de son chef, soit de celui de sa femme.

Si le mariage était contracté ou la propriété acquise

postérieurement à sa nomination, il sera pourvu à son remplacement.

104. Les conditions prescrites à l'égard du procureur général par l'article précédent seront applicables à trois des conseillers de la cour désignés par nous, ainsi qu'au juge royal.

105. Les fonctions de conseiller, de conseiller auditeur, de juge royal, de lieutenant de juge, de juge auditeur, de juge de paix, d'officier du ministère public ou de greffier, seront incompatibles avec celles de conseiller colonial, d'avocat-avoué, d'avoué, de notaire, et avec toutes fonctions salariées.

Pourront néanmoins les notaires être suppléans de juge de paix.

106. Il ne pourra sous aucun prétexte être accordé de dispenses pour l'accomplissement des conditions prescrites par le présent chapitre et par le précédent.

CHAPITRE III.

De la Nomination, et de la Prestation de serment.

107. Seront nommés par nous les magistrats et les greffiers de la cour royale et du tribunal de première instance, et les juges de paix.

Ils exerceront leurs fonctions dans la colonie tant que nous le jugerons convenable au bien de notre service.

108. Les juges suppléans et les greffiers des tribunaux de paix seront nommés par notre ministre de la marine et des colonies.

Les commis-greffiers seront, sur la présentation des greffiers, agréés par la cour ou le tribunal près lequel ils exerceront.

109. Les membres de l'ordre judiciaire nommés par nous ou par notre ministre de la marine et des colonies ne pourront être révoqués par le gouverneur, si ce n'est en cas de forfaiture.

Toutefois il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 76 de notre ordonnance du 21 août 1825.

110. Un an avant l'expiration du terme fixé pour la durée de la présidence de la cour royale, notre ministre de la marine et des colonies présentera des candidats à notre nomination.

111. Dans le cas où, à l'expiration de ce terme, notre choix ne serait pas connu, la présidence appartiendra provisoirement au plus ancien conseiller dans l'ordre de réception, le président sortant excepté.

112. Aussitôt que des places de l'ordre judiciaire viendront à vaquer, le procureur général présentera au gouverneur la liste des candidats réunissant les conditions mentionnées aux articles 92 à 105 inclusivement, et lui fera connaître son opinion sur chacun d'eux.

113. Dans le mois de la présentation, le gouverneur pourvoira au remplacement provisoire, dans les formes prescrites par notre ordonnance du 21 août 1825.

Il en rendra compte immédiatement à notre ministre de la marine et des colonies, en lui adressant les listes de candidats avec ses observations, afin qu'il soit par nous pourvu au remplacement définitif.

114. En cas de vacance de la place de procureur général, le gouverneur désignera provisoirement, pour en exercer les fonctions, un des magistrats soumis aux conditions prescrites par l'article 103.

115. Les membres de l'ordre judiciaire prêteront, avant d'entrer en fonctions, le serment dont la formule suit :

« Je jure devant Dieu de bien et fidèlement servir le » Roi et l'État, de garder et observer les lois, ordonnances » et réglemens en vigueur dans la colonie, et de m'acquitter » de mes fonctions en mon ame et conscience. »

116. Le président de la cour royale et le procureur général prêteront serment devant le gouverneur en conseil; le procès-verbal en sera rapporté à la cour, qui en fera mention sur ses registres.

117. Les autres membres de la cour, le substitut du procureur général, le greffier de la cour et le commis-greffier, les membres du tribunal de première instance et ceux du parquet de ce tribunal prêteront serment à l'audience de la cour.

118. Le tribunal de première instance recevra le serment de son greffier et du commis-greffier, ainsi que celui des juges de paix et de leurs suppléans.

Les juges de paix recevront le serment de leurs greffiers.

Ils pourront, en outre, être délégués par le tribunal de première instance pour recevoir le serment de leurs suppléans.

CHAPITRE IV.

De l'Obligation de résider, et des Congés.

119. Les membres de la cour et du tribunal, ainsi que les juges de paix, seront tenus de résider, les premiers dans la ville même où siège la cour ou le tribunal dont ils font partie; les derniers, dans le chef-lieu du canton du tribunal de paix où ils exercent leurs fonctions.

Ils ne pourront s'absenter sans congé, si ce n'est pour cause de service.

120. Si le congé ne doit pas excéder cinq jours, il sera délivré, savoir :

Aux membres de la cour royale, par le président;

Aux membres du tribunal de première instance, par le juge royal;

Aux officiers du ministère public, par le procureur général.

121. Si le congé doit excéder cinq jours, ou s'il est demandé par le président, le procureur général ou le juge royal, il sera délivré par le gouverneur, après qu'il se sera assuré que le service n'en souffrira point.

122. Les congés, à l'effet de s'absenter de la colonie, seront délivrés par notre ministre de la marine, sur l'avis du gouverneur en conseil.

En cas d'urgence, ou de nécessité absolue dûment constatée, le congé pourra être délivré par le gouverneur en conseil, qui en fixera provisoirement la durée.

123. Tout magistrat qui se sera absenté sans congé, mais sans sortir de la colonie, sera privé, pendant le double du temps qu'aura duré son absence, de la totalité de son traitement et de l'indemnité à laquelle il pourrait avoir droit en vertu des dispositions du chapitre VI du présent titre.

Si cette absence excède dix jours, il lui sera notifié par notre procureur général de se rendre à son poste. Faute par lui d'obtempérer à cette notification dans le même délai, il en sera rendu compte par le procureur général au gouverneur, qui, suivant les circonstances et de l'avis du conseil privé, pourra déclarer ce magistrat démissionnaire, après toutefois l'avoir entendu ou dûment appelé.

Cette décision donnera lieu au remplacement provisoire, mais elle n'aura d'effet définitif qu'après qu'il y aura été statué par nous.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à tout magistrat qui n'aurait pas repris ses fonctions à l'expiration de son congé, ou qui ne résiderait pas dans le lieu qui lui est assigné par ses fonctions.

L'absence sans congé hors de la colonie emportera démission. Dans ce cas, le magistrat sera déclaré démissionnaire par le gouverneur en conseil, et il sera par nous statué définitivement.

124. Tout congé qui excédera quinze jours entraînera la privation du traitement et de l'indemnité pendant sa durée.

125. Les congés accordés aux membres de la cour seront visés par le procureur général et inscrits au greffe de la cour sur un registre à ce destiné.

Ceux accordés aux membres du tribunal de première instance seront visés par le procureur du Roi et inscrits de la même manière au greffe de ce tribunal.

126. Lorsque les juges de paix voudront s'absenter de leurs cantons respectifs, ils devront en obtenir l'autorisation du procureur général.

Si leur absence devait excéder quinze jours, cette autorisation ne pourra leur être accordée que par le gouverneur.

Dans tous les cas, l'autorité qui délivrera le congé assurera que le juge de paix sera remplacé par son suppléant.

CHAPITRE V.

Des Peines de discipline, et de la manière de les infliger.

127. Le président de la cour avertira d'office, ou sur la réquisition du procureur général, tout magistrat qui manquerait aux convenances de son état.

128. Si l'avertissement reste sans effet, ou si le fait reproché au magistrat est de nature à compromettre la dignité de son caractère, le président, ou le procureur général, provoquera contre ce magistrat, par forme de discipline, l'application de l'une des peines suivantes :

La censure simple,

La censure avec réprimande,

La suspension provisoire.

129. La censure avec réprimande emportera de droit la privation, pendant un mois, de la totalité du traitement et de l'indemnité.

La suspension provisoire emportera aussi, pendant le temps de sa durée, la privation du traitement et de l'indemnité, sans que, dans aucun cas, la durée de cette privation puisse être moindre de deux mois.

130. L'application des peines déterminées par l'article 128 sera faite par la cour en chambre du conseil, sur les conclusions écrites du procureur général, après toutefois que le magistrat inculpé aura été entendu ou dûment appelé.

131. Lorsque la censure avec réprimande, ou la suspension provisoire, auront été prononcées, ces mesures ne

seront exécutées qu'autant qu'elles auront été approuvées par le gouverneur en conseil.

Néanmoins, en cas de suspension, le juge sera tenu de s'abstenir de ses fonctions jusqu'à ce que le gouverneur ait prononcé.

Le gouverneur rendra compte à notre ministre de la marine et des colonies des décisions prises à cet égard.

132. Les décisions de la cour en matière de discipline ne pourront être attaquées par voie de cassation.

133. Le juge royal, d'office ou sur la réquisition du procureur du Roi, exercera à l'égard des magistrats qui composent le tribunal de première instance, et à l'égard des juges de paix, le droit accordé au président de la cour royale par l'article 127.

S'il avait négligé de le faire, le président de la cour lui en intimerait l'ordre.

134. Dans les cas prévus par l'article précédent, le juge royal et le procureur du Roi seront tenus de déférer le magistrat inculpé, le premier au président de la cour, et le second au procureur général; la cour exercera à son égard le droit de discipline qui lui est accordé sur ses propres membres.

135. Les officiers du ministère public qui manqueraient aux convenances de leur état, ou qui compromettraient la dignité de leur caractère, seront rappelés à leur devoir par le procureur général. Il en sera rendu compte au gouverneur, qui, suivant la gravité des circonstances, leur fera faire par le procureur général les injonctions qu'il jugera nécessaires, ou pourra leur appliquer en conseil l'une des peines de discipline indiquées en l'article 128, après toutefois que le magistrat inculpé aura été entendu ou dûment appelé.

Le gouverneur rendra compte à notre ministre de la marine et des colonies des décisions qui auront été prises à cet égard.

136. La cour royale et la cour d'assises seront tenues d'informer le gouverneur toutes les fois que les officiers du ministère public exerçant leurs fonctions près d'elles s'écarteront du devoir de leur état, ou qu'ils en compromettront l'honneur et la dignité.

137. Le juge royal informera le procureur général des reproches qu'il se croirait en devoir de faire aux officiers du ministère public exerçant soit près du tribunal de première instance, soit près des tribunaux de police.

138. Tout magistrat qui se trouvera sous les liens d'un mandat d'arrêt, de dépôt, ou d'une ordonnance de prise de corps, sera suspendu de ses fonctions.

En cas de condamnation correctionnelle emportant emprisonnement, la suspension aura lieu à dater du jour de la condamnation jusqu'à celui où il aura subi sa peine, sans préjudice des mesures de discipline qui pourraient être prises contre lui, et même de la révocation s'il y a lieu.

139. Tout jugement de condamnation rendu contre un magistrat à une peine même de simple police sera transmis au gouverneur, qui pourra, s'il y a lieu, prononcer en conseil contre ce magistrat l'une des peines portées en l'article 128.

Dans ce cas, le conseil sera composé conformément aux dispositions de l'article 163 de notre ordonnance du 21 août 1825.

140. Il est interdit aux magistrats de souscrire des billets négociables, de se charger de procurations, ou de se livrer à des opérations de commerce, à peine d'être poursuivis par voie de discipline.

141. Le gouverneur pourra toujours, quand il le jugera convenable, mander devant lui les membres de l'ordre judiciaire, à l'effet de s'expliquer sur les faits qui leur seraient imputés, et les déférer à la cour.

142. Les greffiers seront avertis ou réprimandés, savoir, celui de la cour royale par le président, celui du tribunal de première instance par le juge royal, et ceux des tribunaux

de paix par le juge de paix du canton dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Le procureur général et ses substituts auront à l'égard des greffiers les mêmes droits d'avertissement et de réprimande.

Le procureur général les dénoncera, s'il y a lieu, au gouverneur.

143. Les commis-greffiers pourront être révoqués par le greffier, avec l'agrément de la cour ou du tribunal auquel ils sont attachés.

Dans les cas de faute grave, la cour, ou le tribunal, pourra, d'office ou sur la réquisition du ministère public, ordonner que le commis-greffier, entendu ou dûment appelé, cessera sur-le-champ ses fonctions. Le greffier sera tenu de pourvoir au remplacement dans le délai qui aura été fixé par la cour ou le tribunal.

144. En matière de discipline, les citations seront délivrées aux magistrats de la cour et des tribunaux par les greffiers.

CHAPITRE VI.

Des Traitemens.

145. Les membres de l'ordre judiciaire recevront des traitemens annuels.

La moitié du traitement de chacun des membres de la cour et du tribunal de première instance sera répartie en droits d'assistance, dont la quotité sera déterminée par le nombre d'audiences auxquelles il sera tenu de se trouver.

146. Le traitement des membres de la cour royale est fixé ainsi qu'il suit :

Pour chaque conseiller.....	8,000 ^f
Pour chaque conseiller auditeur.....	4,000.
Pour le substitut du procureur général.....	5,000.
Pour le greffier, indépendamment des droits de greffe..	4,000.
Pour le commis assermenté.....	2,500.

Il n'est point dérogé à notre ordonnance du 12 février

1826, qui fixe à vingt mille francs la somme allouée annuellement à notre procureur général. Il la recevra, savoir : deux tiers à titre de traitement, et un tiers à titre d'indemnité. Lorsque les fonctions du procureur général seront remplies par un avocat général, le traitement de ce dernier sera de seize mille francs.

147. Le traitement des membres du tribunal de première instance est fixé ainsi qu'il suit :

Pour le juge royal.....	8,000 ^f
Pour le lieutenant de juge.....	6,000.
Pour chaque auditeur.....	1,500 ^f
Pour le procureur du Roi.....	8,000.
Pour le substitut du procureur du Roi.....	3,000.
Pour le greffier, indépendamment des droits de greffe.	3,000.
Pour le commis assermenté.....	2,000.

148. Le traitement des juges de paix est fixé ainsi qu'il suit :

Pour le juge de paix de Saint-Denis.....	4,000 ^f
Pour celui de Saint-Paul.....	3,500.
Pour chacun de ceux de Saint-Pierre et de Saint-Benoît.	3,000.
Pour chacun de ceux de Sainte-Suzanne et de Saint-Leu.....	2,500.

Au moyen de ce traitement, il ne leur sera alloué ni vacations ni honoraires. Ils ne pourront réclamer que les frais de transport réglés par le tarif.

Il sera alloué à chacun des greffiers des tribunaux de paix, indépendamment des droits de greffe, un traitement de quinze cents francs.

149. Les magistrats soumis par notre ordonnance de nomination aux conditions énoncées en l'article 103 auront droit à une indemnité annuelle égale à la moitié de leur traitement.

150. Le président de la cour royale recevra pendant la durée de sa présidence, pour frais de représentation, une indemnité égale à la moitié de son traitement.

Cette indemnité sera cumulée avec celle à laquelle il pourrait avoir droit en vertu de l'article précédent.

151. Les magistrats envoyés de la métropole recevront, à titre de frais de déplacement, outre les frais de passage, auxquels il sera pourvu par notre ministre de la marine, une somme égale à la moitié de leur traitement.

Ceux qui auront droit à l'indemnité annuelle fixée par l'article 149 recevront en outre la moitié de cette indemnité.

Au moyen de ces diverses allocations, il ne leur sera accordé aucune autre somme pour frais de route, ni pour frais de séjour dans le port d'embarquement ou dans les lieux de relâche, ni pour traitement jusqu'au jour de l'entrée en fonctions.

La moitié de la somme allouée leur sera payée en France, et l'autre moitié à leur arrivée dans la colonie.

Lorsque ces magistrats reviendront en France, le passage leur sera accordé aux frais du gouvernement. Ils n'auront droit à aucune autre allocation.

152. Les menues dépenses de la cour et des tribunaux seront réglées annuellement dans les budgets de la colonie.

CHAPITRE VII.

Des Pensions de retraite.

153. Le traitement des membres de l'ordre judiciaire ainsi que leur indemnité annuelle seront soumis à une retenue de trois pour cent, qui sera versée dans la caisse des pensions et retraites.

154. Les magistrats auront droit, après un certain temps de service dans les tribunaux de la colonie, à une pension de retraite qui sera calculée sur le terme moyen du traitement pendant les trois dernières années de leur service, et acquittée par la caisse des pensions et retraites.

155. A dater de la promulgation de la présente ordonnance, la pension de retraite des magistrats mentionnés aux articles 103 et 104 sera réglée de la manière suivante :

Le minimum de cette pension sera d'un *sixième* du traitement, et le maximum de la *moitié*.

Le minimum ne pourra être acquis qu'après dix ans de service dans l'une des fonctions mentionnées aux susdits articles, et le maximum qu'après vingt ans.

Après dix années de service, la pension sera augmentée par chaque année d'un *trentième* du traitement, jusqu'à ce qu'elle ait atteint le maximum.

Les veuves des magistrats auxquels s'appliquent les dispositions de cet article recevront une pension égale au quart de la retraite qui aurait été accordée à leurs maris, ou à laquelle ils auraient eu droit à l'époque de leur décès.

156. Les magistrats qui ne sont point assujettis aux conditions prescrites par l'article 103 cumuleront leurs services dans la métropole avec ceux qu'ils auront rendus dans la colonie, et leur pension sera liquidée d'après les règles prescrites par les lois, ordonnances et réglemens de la métropole.

Les magistrats soumis aux conditions prescrites par l'article 103 pourront opter, pour la liquidation de leur pension, entre le mode fixé par l'article précédent et celui fixé par le présent article.

Cette disposition s'appliquera à leurs veuves.

157. Lorsque les magistrats se trouveront atteints d'infirmités graves et permanentes qui les mettront dans l'impossibilité de faire habituellement leur service, ils pourront être remplacés et mis à la retraite, s'il y a lieu, sur la réquisition du procureur général.

Dans ce cas, la cour nommera une commission qui constatera les faits, entendra les magistrats, recevra à cet égard les déclarations des témoins et des gens de l'art, et en fera son rapport dans le mois.

Si la cour juge que les infirmités ou les empêchemens sont de nature à motiver le remplacement, il sera statué à cet égard par le gouverneur en conseil, et sa décision sera exécutée provisoirement, sauf notre approbation.

CHAPITRE VIII.

Des Magistrats honoraires.

158. Les magistrats admis à la retraite pourront recevoir le titre de *conseiller honoraire* ou de *juge honoraire*, comme une marque de notre satisfaction.

159. Ils jouiront alors du droit d'assister aux audiences de rentrée et aux cérémonies publiques avec la cour ou le tribunal dont ils auront fait partie.

160. Les magistrats honoraires ne pourront être appelés à siéger, conformément à l'article 56, que lorsque leur brevet en contiendra l'autorisation spéciale.

TITRE IV.

Des Assesseurs.

161. Il sera établi pour l'île de Bourbon un collège d'assesseurs dont les membres seront appelés à faire partie des cours d'assises.

162. Ce collège sera composé de soixante membres, et sera divisé en deux sections égales qui feront le service des assises, l'une dans l'arrondissement du vent, l'autre dans l'arrondissement sous le vent.

163. Nul ne pourra être appelé à faire le service des assises dans un arrondissement autre que celui dans lequel il est domicilié.

Néanmoins les fonctionnaires publics désignés dans l'article 166 ci-après, n.º 3 et 4, seront attachés, sans égard à leur domicile, à l'une ou à l'autre section, et répartis, autant que possible, en nombre égal entre chacune d'elles.

164. Les assesseurs seront tirés au sort pour le service de chaque assise.

Les accusés et le procureur général pourront exercer des récusations péremptoires.

Le mode du tirage, le nombre des récusations péremp-

toires et les cas de récusations ordinaires seront réglés par le Code d'instruction criminelle.

165. Les assesseurs devront être âgés au moins de trente ans révolus.

166. Seront aptes à faire partie du collège des assesseurs,

1.º Les habitans et les négocians éligibles au conseil général;

2.º Les membres de nos ordres royaux;

3.º Les fonctionnaires publics et employés du gouvernement jouissant d'un traitement de quatre mille francs au moins, en y comprenant les allocations de diverses natures;

4.º Les fonctionnaires publics et employés qui, ayant joui d'un traitement de pareille somme, ont été admis à la retraite;

5.º Les juges de paix en retraite, les licenciés en droit non pourvus d'une commission d'avoué, les professeurs de sciences et belles-lettres, les médecins, les notaires et avoués retirés.

167. Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre du culte, et de militaire en activité de service dans les armées de terre ou de mer.

168. Les empêchemens résultant pour les juges de leur parenté ou de leur alliance entre eux seront applicables aux assesseurs, soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

169. Le collège des assesseurs sera renouvelé tous les trois ans. Les membres qui le composent pourront être nommés de nouveau.

170. Un an avant l'époque du renouvellement de ce collège, le gouverneur arrêtera en conseil la liste générale de ceux qui réuniront les conditions exigées par la présente ordonnance pour remplir les fonctions d'assesseur, avec indication de leurs noms, prénoms, âge, qualités, profession et demeure.

Il adressera cette liste à notre ministre de la marine et des colonies, avec ses observations et celles du conseil privé.

171. La nomination des assesseurs et leur répartition entre les deux sections du collège seront faites par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

Toutefois, lors de la première formation du collège, la nomination des membres qui devront le composer et leur répartition dans les deux sections seront faites par le gouverneur en conseil, sur la liste qui aura été dressée conformément à l'article précédent.

Ils exerceront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par nous à la composition définitive du collège.

172. Le gouverneur statuera en conseil sur les demandes à fin d'exemption définitive du service d'assesseur, soit pour cause d'infirmité grave, soit pour toute autre cause.

Les sexagénaires seront exemptés de droit, lorsqu'ils le requerront.

Afin que le collège soit toujours tenu au complet, le gouverneur pourvoira, également en conseil, au remplacement provisoire des assesseurs, quelle que soit la cause de la vacance.

173. Avant d'entrer en fonctions, chaque assesseur appelé au service de la session prêtera, en présence du président de la cour d'assises et des deux autres magistrats qui en feront partie, le serment dont la formule suit :

« Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises pendant le cours de la présente session; de ne trahir ni les intérêts des accusés, ni ceux de la société; de ne écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection, et de ne me décider que d'après les charges, les moyens de défense et les dispositions des lois, suivant ma conscience et mon intime conviction. »

174. Les fonctions d'assesseur seront gratuites. Il sera remis à chacun d'eux, par chaque session où il siégera, une médaille d'argent à l'effigie du Roi, avec cette légende : *Cour d'assises de l'île de Bourbon.*

TITRE V.

Des Officiers ministériels.

CHAPITRE PREMIER.

Des Avoués.

SECTION PREMIÈRE.

Des Fonctions des Avoués.

175. Les avoués seront exclusivement chargés de représenter les parties devant la cour royale et le tribunal de première instance; de faire les actes de forme nécessaires pour l'instruction des causes, l'obtention et l'exécution des jugemens et arrêts.

Ils plaideront pour leurs parties tant en demandant qu'en défendant, et ils rédigeront, s'il y a lieu, toutes consultations, mémoires et écritures.

176. Le nombre des avoués est fixé à douze.

Le gouverneur en conseil en fera la répartition entre la cour royale et le tribunal de première instance, après avoir pris l'avis de la cour.

177. Les avoués postuleront et plaideront exclusivement près de la cour ou du tribunal auquel ils seront immatriculés.

Toutefois, si le nombre des avoués était insuffisant pour représenter les parties ayant des intérêts distincts dans une même cause, la cour pourra autoriser les avoués du tribunal de première instance à occuper près d'elle, ou les avoués d'appel à occuper en première instance.

178. Les avoués de la cour et du tribunal seront admis à plaider concurremment devant les cours d'assises.

179. Les avoués plaideront debout et découverts; les avocats-avoués seront autorisés à se couvrir en plaidant, excepté lorsqu'ils liront les conclusions.

180. Il sera établi à Saint-Denis, près du tribunal de première instance, et à Saint-Paul, près de la cour royale, un bureau de consultation pour les pauvres.

181. Le procureur général nommera annuellement et à tour de rôle un avoué dans chacune des résidences pour tenir ce bureau.

Cet avoué sera chargé de défendre au civil les militaires et les marins absents, et de défendre, soit au civil, soit au criminel, les pauvres qui seraient porteurs de certificats d'indigence délivrés par le commissaire civil de leur canton ou par son adjoint.

182. En matière criminelle, les avoués des pauvres ne seront tenus de plaider que devant la cour d'assises de l'arrondissement dans lequel ils résident.

Cette disposition est applicable à tout autre avoué qui serait nommé d'office.

183. L'exercice de la profession d'avoué est incompatible avec les places de l'ordre judiciaire, avec des fonctions administratives salariées, avec celles de notaire, de greffier ou d'huissier, avec toute espèce de commerce.

SECTION II.

De la Nomination des Avoués.

184. Nul ne pourra être reçu avoué, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans révolus, s'il n'est licencié en droit, et s'il ne justifie de deux années de cléricature.

185. Pourront être néanmoins dispensés de la représentation du diplôme de licencié, ceux qui justifieront de cinq années de cléricature chez un avoué, soit en France, soit dans la colonie, dont trois en qualité de premier clerc; mais alors ils seront soumis à un examen public devant l'un des membres de la cour désigné par le président et en présence

d'un officier du ministère public : cet examen devra porter sur les cinq codes.

186. L'avoué postulant présentera requête au gouverneur, à l'effet d'être autorisé à se pourvoir devant la cour. Sur cette autorisation, il fera viser ses pièces par le procureur général, et les déposera au greffe.

Le président désignera un rapporteur chargé de recueillir des renseignements sur la conduite du requérant; extrait de la requête sera affiché dans l'auditoire pendant un mois avec le nom du rapporteur, et sera inséré, à trois reprises différentes et à huit jours d'intervalle, dans une des gazettes de la colonie.

187. Dans les huit jours qui suivront l'expiration de ces délais, le juge désigné fera son rapport en chambre du conseil; et la cour, le procureur général entendu, émettra son avis.

Cet avis sera transmis par le procureur général au gouverneur, qui statuera en conseil sur la demande, et délivrera, s'il y a lieu, une commission provisoire qui ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par notre ministre de la marine et des colonies.

188. Toutefois la nomination des avoués pourra être faite directement par notre ministre de la marine et des colonies, lorsque le postulant remplira les conditions prescrites par l'article 184.

189. Avant d'entrer en fonctions, les avoués prêteront devant la cour le serment suivant :

« Je jure d'être fidèle au Roi, de ne rien dire ou publier
» de contraire aux lois, ordonnances, arrêtés et réglemens,
» aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'État et à la paix publique;
» de ne jamais m'écarter du respect dû aux tribunaux
» et aux autorités publiques, et de ne plaider aucune cause
» que je ne croirai pas juste en mon âme et conscience. »

190. Les avoués seront assujettis à un cautionnement de douze mille francs en immeubles, qui sera spécialement et par privilège affecté à la garantie des créances résultant

d'abus et de prévarications qui pourraient être commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Ce cautionnement devra être reçu et discuté par le procureur du Roi concurremment avec le contrôleur colonial, et l'inscription sera prise à la diligence de ce dernier.

191. Les avoués ne seront admis à prêter serment qu'après avoir rapporté le certificat de l'inscription prise en conformité de l'article précédent.

192. Lorsque les avoués seront licenciés en droit, ils prendront le titre d'avocat-avoué.

193. Le gouverneur en conseil, et d'après l'avis de la cour, pourra autoriser deux licenciés en droit, postulant des places d'avoué, à plaider devant la cour et devant le tribunal. Cette autorisation devra être renouvelée annuellement et pourra toujours être révoquée.

SECTION III.

De la Discipline des Avoués.

194. Les avoués exerceront librement leur ministère pour la défense de la justice et de la vérité; mais ils devront s'abstenir de toute supposition dans les faits, de toute surprise dans les citations, et autres mauvaises voies, même de tous discours inutiles et superflus.

195. Il leur est défendu de se livrer à des injures et à des personnalités offensantes envers les parties ou leurs défenseurs; d'avancer aucun fait contre l'honneur et la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige, et qu'ils n'en aient charge expresse de leurs clients.

196. Il leur est enjoint pareillement de ne jamais s'écarter, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, du respect dû à la religion et à la justice; de ne point attaquer les principes de la monarchie, le système constitutif du gouvernement colonial, les lois, ordonnances, arrêtés ou réglemens de la colonie; comme aussi de ne point manquer au respect dû aux magistrats devant lesquels ils exercent.

197. Il est expressément défendu aux avoués de recevoir

aucune somme des parties sans en donner des reçus détaillés, et de signer des effets négociables ou de se livrer à des opérations de commerce.

198. Il est interdit aux avoués, sous peine de destitution, de faire des traités pour leurs honoraires, ou de forcer les parties à reconnaître leurs soins avant les plaidoiries, de faire entre eux aucune association, d'acheter aucune affaire litigieuse, ainsi qu'il est prescrit par les codes, et d'occuper sous le nom d'un autre pour les parties qui auraient des intérêts différens ou communs.

199. Les avoués seront placés sous la surveillance directe du ministère public, qui pourra procéder à leur égard conformément aux dispositions de l'article 117 de notre ordonnance du 21 août 1825.

200. Si les avoués s'écartaient, à l'audience ou dans les mémoires produits au procès, des devoirs qui leur sont prescrits, les tribunaux pourront, suivant l'exigence des cas, d'office ou à la réquisition du ministère public, leur appliquer sur-le-champ l'une des peines de discipline suivantes :

L'avertissement,

La réprimande,

L'interdiction.

Les tribunaux pourront en outre proposer au gouverneur la destitution des avoués contre lesquels ils auront prononcé l'interdiction.

L'interdiction temporaire ne pourra excéder le terme de deux années.

Ces peines seront prononcées sans préjudice de poursuites extraordinaires, s'il y a lieu.

201. Dans le cas où le jugement du tribunal de première instance prononcerait l'interdiction pour plus d'un mois, l'appel pourra en être porté à la cour.

202. Le droit accordé aux tribunaux sur les avoués dans les cas prévus par l'article 200 n'est point exclusif des pouvoirs que le gouverneur pourrait exercer dans les mêmes

cas, en se conformant aux dispositions du § 2 de l'article 17 de notre ordonnance du 21 août 1825.

203. L'avoué qui se refuserait au service prescrit par l'article 180 sera passible de l'une des peines de discipline portées en l'article 200.

CHAPITRE II.

Des Huissiers.

SECTION PREMIÈRE.

Des Fonctions des Huissiers.

204. Le nombre des huissiers pour le service de la cour et des tribunaux de la colonie est fixé à douze : trois seront attachés à la cour royale, trois au tribunal de première instance, et un à chaque tribunal de paix.

Les huissiers seront tenus de résider dans le lieu où siège la cour ou le tribunal auquel ils sont attachés.

205. Toutes citations autres que celles en conciliation, toutes notifications, assignations, significations, ainsi que tous actes et exploits nécessaires pour l'exécution des ordonnances de justice, jugemens et arrêts, seront faits par le ministère d'huissiers, sauf les exceptions portées par les lois, ordonnances, arrêtés et réglemens.

206. Ils auront tous le même caractère, les mêmes attributions, et le droit d'exploiter concurremment dans toute l'étendue de la colonie.

Néanmoins ils ne pourront faire le service de l'audience et les significations d'avoué à avoué que près de la cour ou du tribunal où ils seront immatriculés. En cas d'empêchement, ils pourront être remplacés par un autre huissier.

207. Le service des audiences de la cour d'assises sera fait par ceux des huissiers de l'arrondissement dans lequel elle siégera que le président aura désignés.

208. Les huissiers seront en outre chargés de faire en matière criminelle tous les actes dont ils seront requis

par le procureur général, le procureur du Roi, le juge d'instruction ou les parties.

209. Les huissiers seront tenus d'exercer leur ministère toutes les fois qu'ils en seront requis. Néanmoins il leur est défendu d'instrumenter à la requête des esclaves, à peine de destitution.

210. Les fonctions d'huissier sont incompatibles avec toute autre fonction publique salariée et avec toute espèce de commerce.

SECTION II.

De la Nomination des Huissiers.

211. Les conditions requises pour être huissier seront,

1.° D'être âgé de vingt-cinq ans accomplis ;

2.° D'avoir travaillé au moins pendant deux ans, soit au greffe d'une cour royale ou d'un tribunal de première instance, soit dans l'étude d'un notaire ou d'un avoué, ou chez un huissier ;

3.° D'avoir obtenu du juge royal et du procureur du Roi un certificat de bonne vie et mœurs et de capacité.

212. Les commissions d'huissier seront délivrées et les changemens de résidence ordonnés, s'il y a lieu, par le gouverneur en conseil, sur la proposition du procureur général.

213. Avant d'entrer en fonctions, les huissiers du tribunal de première instance et des tribunaux de paix prêteront devant le tribunal de première instance le serment suivant :

« Je jure d'être fidèle au Roi, de me conformer aux lois, » ordonnances et réglemens concernant mon ministère, et » de remplir mes fonctions avec exactitude et probité. »

Les huissiers de la cour prêteront le même serment devant elle.

214. Les huissiers seront assujettis à un cautionnement de quatre mille francs en immeubles, qui sera reçu de la même manière que celui des avoués, et affecté au même genre de garantie.

Ils ne seront admis à prêter serment qu'après avoir justifié de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 190.

SECTION III.

De la Discipline des Huissiers.

215. Les huissiers seront placés, conformément à l'article 117 de notre ordonnance du 21 août 1825, sous la surveillance du procureur général, sans préjudice de celle des tribunaux, qui pourront aussi leur appliquer, s'il y a lieu, les peines énoncées en l'article 200.

TITRE VI.

De l'Ordre du Service.

CHAPITRE PREMIER.

Du Rang de service aux Audiences.

216. Le rang de service à l'audience sera réglé ainsi qu'il suit :

COUR ROYALE.

Le président, les conseillers, les conseillers auditeurs.

COUR D'ASSISES.

Le président, les conseillers, les conseillers auditeurs, les assesseurs.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.

Le juge royal, le lieutenant de juge, les juges auditeurs.

TRIBUNAUX DE PAIX.

Le juge de paix, le suppléant.

217. Les conseillers, les conseillers auditeurs et les juges auditeurs prendront rang entre eux d'après la date et l'ordre de leur réception.

Les assesseurs prendront rang dans l'ordre de leur nomination.

CHAPITRE II.

De la Police des Audiences.

SECTION PREMIÈRE.

De la Police des Audiences de la Cour royale.

218. La police de l'audience de la cour royale appartiendra au président. Le temps destiné aux audiences ne pourra être employé ni aux assemblées générales ni à aucun autre service.

219. Le président ouvrira l'audience à l'heure indiquée par le règlement. Si l'audience vient à manquer par défaut de juge, le président, ou en son absence le conseiller le plus ancien, en dressera un procès-verbal, qui sera envoyé au gouverneur par le procureur général.

220. Il sera tenu par le greffier, et pour chaque chambre, un registre de pointe sur lequel les conseillers et les conseillers auditeurs seront tenus de s'inscrire.

Le président arrêtera ce registre avant l'ouverture de l'audience, et pointera les absents.

221. Seront également soumis à la pointe ceux de ces magistrats qui ne se rendraient pas à une assemblée générale.

222. Les droits d'assistance, ainsi qu'ils sont réglés par l'article 145, n'appartiendront qu'aux membres présents à l'ouverture de l'audience.

Néanmoins les absents n'en seront point privés, lorsque leur absence aura pour cause une maladie dûment constatée.

223. Les absents, même par congé, seront soumis à la retenue des droits d'assistance, à moins qu'ils ne soient absents pour service public.

224. Avant d'entrer à l'audience, le président fera prévenir par un huissier le procureur général en son parquet que la chambre est complète et qu'il est attendu.

225. Les membres du ministère public seront soumis à la pointe de la même manière et dans les mêmes cas que les

autres magistrats, lorsque la cour aura été obligée de les remplacer par un de ses membres.

226. Il sera dressé par le greffier, au commencement de chaque mois, un procès-verbal constatant les retenues à exercer, conformément au registre de pointe, sur la portion du traitement répartie en droits d'assistance.

Ce procès-verbal, signé et certifié par le président, sera visé par le procureur général.

227. En vertu de ce procès-verbal, les retenues seront faites, à la fin du mois, sur le traitement de chaque magistrat, et l'emploi du montant de ces retenues sera déterminé par un règlement de la cour.

SECTION II.

De la Police des Audiences de la Cour d'assises.

228. Les dispositions de la section précédente relatives à la police des audiences seront communes aux cours d'assises, en ce qui concerne le président et les magistrats qui en feront partie.

229. A l'égard des assesseurs qui manqueraient à leur service, les trois magistrats appelés à siéger à la cour d'assises pourront prononcer contre eux les peines ci-après, savoir :

L'amende,

L'affiche de l'arrêt de condamnation,

L'exclusion du collège des assesseurs.

Les cas où ces diverses peines pourront être appliquées seront déterminés par le Code d'instruction criminelle.

SECTION III.

De la Police des Audiences du Tribunal de première instance et des Tribunaux de paix.

230. La police de l'audience du tribunal de première instance appartiendra au juge royal.

231. Dans le cas où l'audience viendrait à manquer par défaut de juge, le procès-verbal constatant le fait sera dressé

par le procureur du Roi, et envoyé au procureur général, qui en rendra compte au gouverneur.

232. Les dispositions des articles 220, 222, 223, 225, 226 et 227, seront applicables aux membres du tribunal de première instance.

233. Le juge de paix aura la police de son audience.

CHAPITRE III.

Des Assemblées générales.

234. Les assemblées générales auront pour objet de délibérer sur les matières qui concernent l'ordre et le service intérieur ainsi que la discipline, et qui sont dans le cercle des attributions de la cour.

Elles se tiendront en chambre du conseil et à huis clos, et n'auront lieu que sur la convocation du président, faite ou de son propre mouvement, ou sur la demande de deux conseillers, ou sur le réquisitoire du procureur général, ou sur l'ordre du gouverneur.

Le procureur général devra toujours être prévenu à l'avance, par le président, et de la convocation et de son objet. Il sera tenu d'en informer le gouverneur.

Lorsque l'assemblée sera formée, le procureur général y sera appelé et y assistera. Néanmoins il devra se retirer avant la délibération, lorsqu'il s'agira de l'application d'une peine de discipline.

235. L'assemblée générale se composera de tous les membres de la cour.

Les conseillers auditeurs n'y auront que voix consultative, à moins qu'ils ne soient appelés à remplacer les conseillers.

La cour ne pourra prendre de décision qu'au nombre de cinq conseillers. Ses décisions seront prises à la simple majorité.

Le greffier de la cour assistera aux assemblées générales et y tiendra la plume.

236. Le président ne permettra point qu'il soit mis en

délibération d'autre objet que celui pour lequel la convocation aura été faite.

Le procureur général rendra compte au gouverneur du résultat de la délibération.

237. La cour se réunira en assemblée générale le premier mercredi qui suivra la rentrée, pour entendre le rapport que fera le procureur général sur la manière dont la justice civile et la justice criminelle auront été rendues pendant l'année précédente dans l'étendue du ressort.

Le procureur général signalera dans ce rapport les abus qu'il aurait remarqués, et fera, d'après les dispositions des lois, ordonnances et réglemens, toutes réquisitions qu'il jugera convenables, et sur lesquelles la cour sera tenue de délibérer.

Il adressera au gouverneur copie de son rapport, ainsi que de ses réquisitions, et des arrêts qui seront intervenus.

CHAPITRE IV.

Des Vacations.

238. Chaque année, la cour et le tribunal de première instance prendront deux mois de vacances, dont l'époque sera fixée par un règlement pris dans la forme établie par l'article 46.

239. Pendant les vacances, la chambre civile de la cour tiendra au moins une audience par mois pour l'expédition des affaires sommaires.

Le tribunal de première instance tiendra au moins une audience par semaine.

240. Le service des cours d'assises, celui de la chambre d'accusation, ainsi que l'instruction criminelle, ne seront point interrompus.

Le service du parquet, soit près la cour, soit près le tribunal de première instance, sera réglé de manière qu'un de ses membres soit toujours présent.

241. Les juges de paix ne prendront point de vacances.

CHAPITRE V.

De la Rentrée de la Cour royale et du Tribunal.

242. Au jour fixé pour la rentrée de la cour, le gouverneur et les diverses autorités seront invités par le président à assister à l'audience.

243. Le procureur général, ou son substitut, fera tous les ans, le jour de la rentrée, un discours sur le maintien des lois et les devoirs des magistrats; il tracera aux avoués la conduite qu'ils ont à tenir dans l'exercice de leur profession, et il exprimera ses regrets sur les pertes que la magistrature et le barreau auraient faites, dans le courant de l'année, de membres distingués par leur savoir, leurs talens et leur probité.

Il lui est interdit de traiter de toutes autres matières.

Copie du discours de rentrée sera remise par le procureur général au gouverneur, pour être adressée à notre ministre de la marine et des colonies.

244. Le président, sur le réquisitoire du procureur général, recevra, des avoués présens à l'audience, le serment prescrit par l'article 189.

245. Le tribunal de première instance reprendra ses audiences ordinaires le jour de la rentrée de la cour.

CHAPITRE VI.

De l'Envoi des États indicatifs des Travaux des Cours et des Tribunaux.

246. Le procureur général sera tenu, dans les vingt premiers jours des mois de janvier et de juillet, de remettre au gouverneur, pour être adressés à notre ministre de la marine et des colonies, deux états numériques relatifs au service du semestre précédent, l'un pour la justice civile, et l'autre pour la justice criminelle.

247. L'état relatif à la justice civile comprendra, savoir:

Pour les *justices de paix*,

- 1.° Les demandes civiles et commerciales dont elles auront été saisies dans les limites de leur compétence,
- 2.° Les jugemens rendus en premier ressort,
- 3.° Les jugemens définitifs;

Pour les *bureaux de conciliation*,

- 4.° Les demandes portées en conciliation, en indiquant celles sur lesquelles les parties auraient transigé;

Pour le *tribunal civil*,

- 5.° Les causes inscrites au rôle,
- 6.° Les jugemens par défaut,
- 7.° Les jugemens préparatoires ou interlocutoires,
- 8.° Les jugemens définitifs, en distinguant ceux rendus en matière commerciale,
- 9.° Les commencemens de poursuites en saisies immobilières qui auraient été inscrites au greffe,
- 10.° Les jugemens d'adjudication sur lesdites saisies,
- 11.° Les instances d'ordre ou de contributions ouvertes,
- 12.° Les procès-verbaux définitifs faits sur lesdites instances,
- 13.° Les affaires terminées par désistement de la demande ou par transaction,
- 14.° Les affaires restant à juger,
- 15.° Les affaires arriérées, en désignant par ordre de numéros chaque affaire en retard ainsi que l'année et le semestre auxquels elles appartiennent.

Il sera fait mention, dans la colonne d'observations, des motifs du retard apporté au jugement de ces affaires.

Seront réputées causes arriérées, celles d'audience qui seraient depuis plus de trois mois sur le rôle général, ainsi que les procès par écrit qui ne seraient pas vidés dans les quatre mois du premier appel de la cause.

Il en sera de même des ordres et contributions qui ne seraient point terminés dans les six mois de la date du procès-verbal d'ouverture.

Pour la *cour royale*,

- 16.° Les appels, en distinguant les arrêts infirmatifs des arrêts confirmatifs, les arrêts par défaut des arrêts définitifs,
- 17.° Les procès terminés par désistement ou transaction,
- 18.° Les affaires restant à juger,
- 19.° Les affaires arriérées et les causes du retard, dans la forme établie au n.° 15,
- 20.° Les arrêts qui auraient été cassés,
- 21.° Les arrêts rendus en annulation de jugemens en dernier ressort des justices de paix.

248. L'état relatif à la justice criminelle comprendra, savoir :

Pour les *tribunaux de police*,

- 1.° Les jugemens définitifs, en distinguant ceux qui auront prononcé l'emprisonnement;

Pour le *tribunal correctionnel*,

- 2.° Les jugemens de police rendus sur appel, en énonçant s'il y a eu confirmation ou infirmation;

Pour la *cour royale*,

- 3.° Les arrêts de la chambre d'accusation portant qu'il n'y a lieu à suivre, ou portant renvoi aux assises, avec mention, pour chaque prévenu, de l'intervalle écoulé entre la délivrance du mandat d'arrêt et l'arrêt de la chambre d'accusation,

- 4.° Les arrêts rendus par la chambre correctionnelle avec mentions semblables à celles du numéro précédent,

- 5.° Les arrêts d'annulation des jugemens en dernier ressort des tribunaux de police, et du tribunal correctionnel statuant sur appel en matière de simple police;

Pour les *cours d'assises*,

- 6.° Les arrêts d'acquiescement ou de condamnation, avec mention pour chaque affaire du nom des accusés, de la nature du crime, et de la peine prononcée en cas de condamnation.

Il sera également fait mention de la durée de chaque session.

7.° Les noms, âge et sexe des détenus attendant jugement, et des détenus par suite de condamnation, en distinguant les blancs, les gens de couleur libres et les esclaves;

8.° Les recours en grâce sur lesquels il aura été accordé un sursis à l'exécution de l'arrêt.

249. Ces états, dressés au greffe de la cour sur les états particuliers, seront certifiés par le greffier et visés par le procureur général.

250. Le contrôleur colonial transmettra à notre ministre de la marine et des colonies, dans les délais énoncés en l'article 246, un état contenant,

1.° Les jugemens rendus correctionnellement par le tribunal de première instance sur chacune des matières énoncées en l'article 26 de la présente ordonnance;

2.° Les arrêts rendus par la commission d'appel prononçant la confirmation ou l'infirmité de ces jugemens.

Cet état indiquera la nature du délit, les noms, professions et demeures des inculpés, et, s'il y a eu condamnation, la peine prononcée.

Cet état sera dressé, pour les jugemens rendus en première instance, par le greffier du tribunal, et pour ceux rendus en appel, par le secrétaire archiviste.

251. Les juges de paix seront tenus, dans les cinq premiers jours des mois indiqués par l'article 246, d'adresser au procureur du Roi, qui le transmettra de suite au procureur général, un état en cinq colonnes, contenant les énonciations prescrites par les n.°s 1, 2, 3 et 4 de l'article 247 et par le n.° 1 de l'article 248.

Cet état devra être certifié par le greffier et visé par le juge de paix.

252. Le procureur du Roi, dans les dix premiers jours des mêmes mois, adressera au procureur général un état en treize colonnes, contenant les énonciations prescrites par les n.°s 5 à 15 inclusivement de l'article 247 et par le n.° 2 de l'article 248.

Cet état sera certifié par le greffier, et visé par le procureur du Roi.

TITRE VII.

Du Costume.

253. Aux audiences ordinaires, les conseillers de la cour royale, les conseillers auditeurs et les membres du parquet porteront la toge et la simarre en étoffe de soie noire, la chausse de licencié sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire, large de quatre pouces, avec franges et une rosette sur le côté gauche, la cravate en batiste tombante et plissée, les cheveux courts, les bas noirs, la toque en velours noir.

Le président et le procureur général auront autour de leur toque deux galons d'or en haut, et deux galons d'or en bas. Les conseillers, l'avocat général et le substitut du procureur général en auront deux en bas. Les conseillers auditeurs n'en auront qu'un en bas.

Ces galons seront chacun de six lignes de large, et placés, soit en haut, soit en bas, à deux lignes de distance l'un de l'autre.

254. Aux audiences solennelles, savoir : celles de rentrée; celles où le gouverneur a le droit d'assister, aux termes de notre ordonnance du 21 août 1825; celles où il s'agit de questions d'état ou de prise à partie; celles où la cour exerce les attributions qui lui sont conférées par les articles 43 et 44 de la présente ordonnance, ainsi qu'aux assises et aux cérémonies publiques, les membres de la cour porteront la toge et la chausse en étoffe de soie rouge.

La toge du président et celle du procureur général seront bordées, sur le devant, d'une fourrure d'hermine large de quatre pouces.

255. Le greffier de la cour portera, soit aux audiences ordinaires, soit aux audiences solennelles et aux assises, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que

celui des conseillers, à l'exception des galons d'or à la toque qui seront remplacés par deux galons de soie noire.

256. Le commis-greffier portera la robe fermée à grandes manches, en étamine noire, et la toque en étoffe de laine avec un galon de laine de la même couleur.

257. Les assesseurs siégeant aux assises seront vêtus en noir.

258. Les membres du tribunal de première instance auront aux audiences ordinaires le costume fixé par l'article 253, à l'exception de la toge, qui sera en étamine noire, et des galons de la toque, qui seront en argent.

Le nombre de ces galons sera le même pour le juge royal et le procureur du Roi que pour le président et le procureur général, pour le lieutenant de juge et le substitut du procureur du Roi que pour les conseillers et l'avocat général, pour les juges auditeurs que pour les conseillers auditeurs.

Dans les cérémonies publiques, les membres du tribunal de première instance porteront la toge en soie noire.

259. Le greffier du tribunal de première instance aura, soit aux audiences ordinaires, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que le lieutenant de juge, à l'exception des galons d'argent qui seront remplacés par des galons de soie noire.

260. Le commis-greffier aura le même costume que celui réglé pour le commis-greffier de la cour.

261. Les juges de paix et leurs suppléants porteront aux audiences et dans les cérémonies publiques le costume fixé par le premier alinéa de l'article 258, à l'exception de la toque, où il n'y aura au bas qu'un galon d'argent.

Dans l'exercice de leurs autres fonctions, ils seront vêtus en noir, et porteront une écharpe en soie bleu-de-ciel avec des franges en soie de la même couleur.

262. Les greffiers des justices de paix seront vêtus en noir dans l'exercice de leurs fonctions.

263. Les avoués porteront à l'audience la robe d'étamine

noire fermée, et la toque en laine bordée d'un ruban de velours.

Lorsqu'ils seront licenciés, ils auront le droit de porter la chausse.

264. Les avoués ne pourront se présenter qu'en robe à l'audience, à la chambre du conseil, au parquet, et aux comparutions devant les juges commissaires.

265. Les huissiers de la cour et des tribunaux seront vêtus en noir, et porteront, soit à l'audience, soit dans les cérémonies publiques, une baguette noire de quinze pouces surmontée d'une boule d'ivoire.

TITRE VIII.

Des Honneurs.

CHAPITRE PREMIER.

Des Préséances.

266. Les corps judiciaires et les membres qui les composent prendront rang entre eux dans l'ordre ci-après :

COUR ROYALE.

Le président,
Les conseillers,
Les magistrats honoraires,
Les conseillers auditeurs.

Parquet.

Le procureur général,
Le substitut du procureur général.

Greffes.

Le greffier,
Le commis assermenté.

COUR D'ASSISES.

Le président,
Les conseillers,
Les assesseurs.

Parquet.

Les officiers du ministère public.

Greffes.

Le greffier.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.

Le juge royal,
Le lieutenant de juge,
Les juges honoraires,
Les juges auditeurs.

Parquet.

Le procureur du Roi,
Le substitut du procureur du Roi.

Greffes.

Le greffier,
Le commis assermenté.

TRIBUNAUX DE PAIX.

Les juges de paix,
Les suppléans,
Les greffiers.

267. Lorsque la cour et les tribunaux ne marcheront point en corps, le rang individuel des membres de l'ordre judiciaire sera réglé ainsi qu'il suit :

Le procureur général,
Le président,
Les conseillers,
Le juge royal,
Le procureur du Roi,
Le substitut du procureur général,
Les conseillers auditeurs,
Le lieutenant de juge,
Le greffier de la cour,
Le substitut du procureur du Roi,
Les juges auditeurs,

Les juges de paix,
Le greffier du tribunal de première instance,
Les greffiers des tribunaux de paix.

268. Les magistrats ayant parité de titre prendront rang entre eux d'après la date et l'ordre de leur prestation de serment.

CHAPITRE II.

Du Cérémonial à observer lorsque le Gouverneur se rend à la Cour royale.

269. Le fauteuil du Roi sera placé dans la salle d'audience, au centre de l'estrade où siège la cour.

Le gouverneur aura seul le droit de l'occuper, dans les cas prévus par l'article 45 de notre ordonnance du 21 août 1825.

270. Dans toutes les occasions où le gouverneur se rendra au palais de justice pour prendre séance à la cour, il en informera à l'avance le procureur général, qui en donnera aussitôt connaissance au président.

271. Le gouverneur sera attendu en avant de la porte extérieure du palais par une députation composée d'un conseiller, d'un conseiller auditeur et du substitut du procureur général, et sera conduit à l'estrade où siège la cour pour y prendre place.

272. A l'entrée du gouverneur, les membres de la cour se leveront et se tiendront découverts : ils s'assiéront et pourront se couvrir lorsque le gouverneur aura pris place.

273. La présidence d'honneur appartiendra au gouverneur.

Il parlera assis et couvert.

274. Le gouverneur aura à sa droite le président, à sa gauche le plus ancien des conseillers.

275. Lorsque le gouverneur se retirera, il sera reconduit jusqu'à la porte du palais par la députation qui l'aura reçu.

276. Les fonctionnaires publics qui accompagneront le gouverneur seront placés, dans l'ordre des préséances entre

eux, sur des sièges, en dedans de la barre et au bas de l'estrade où siège la cour.

277. Lorsque le gouverneur prendra séance à la cour royale, et dans toutes les occasions où il a le droit d'y siéger conformément aux dispositions de l'article 45 de notre ordonnance du 21 août 1825, il ne pourra être prononcé de discours qu'avec son autorisation et après qu'ils lui auront été communiqués.

CHAPITRE III.

Des Honneurs à rendre aux Cours et Tribunaux.

278. Dans les cérémonies qui auront lieu hors de l'enceinte du palais de justice, les corps judiciaires ne pourront être convoqués que par le gouverneur; la lettre de convocation sera transmise par le procureur général.

279. Lorsque le gouverneur se trouvera dans le lieu de la résidence de la cour, elle se rendra en corps à son hôtel à l'heure indiquée.

Dans tout autre cas, les autorités se réuniront au palais de justice, d'où partira le cortège.

280. Dans les églises, les cours et tribunaux occuperont les bancs de la nef les plus rapprochés du chœur, du côté de l'épître. Ils se placeront dans l'ordre des préséances déterminé par l'article 266.

Le pain bénit leur sera présenté après l'avoir été aux chefs d'administration.

281. Le commandant des troupes, sur la réquisition du procureur général, fournira à la cour et au tribunal, lorsqu'ils marcheront en corps, une garde d'honneur, composée ainsi qu'il suit :

Pour la cour royale, trente hommes commandés par un capitaine

Pour la cour d'assises, vingt hommes commandés par un lieutenant;

Pour le tribunal de première instance, dix hommes commandés par un sergent.

A défaut de troupes de ligne, la garde d'honneur sera fournie par le commandant des milices.

282. Les gardes devant lesquelles passeront les corps ci-dessus dénommés prendront les armes et les porteront pour la cour royale et pour la cour d'assises; elles se reposeront dessus pour le tribunal de première instance.

283. Les tambours rappelleront pour la cour royale et pour la cour d'assises, et seront prêts à battre pour le tribunal de première instance.

CHAPITRE IV.

Des Honneurs funèbres à rendre aux Membres de l'Ordre judiciaire.

284. Le convoi des magistrats qui décéderont dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que celui des magistrats honoraires, sera accompagné, savoir :

Celui du procureur général et du président de la cour, par les membres de la cour et du parquet;

Celui d'un conseiller, par trois membres de la cour et par un membre du parquet;

Celui d'un conseiller auditeur, par les conseillers auditeurs et le substitut du procureur général;

Celui du substitut du procureur général, par un conseiller et deux conseillers auditeurs;

Celui du juge royal et du procureur du Roi, par tous les membres du tribunal de première instance;

Celui du lieutenant de juge et du substitut du procureur du Roi, par les membres du tribunal autres que le juge royal;

Celui d'un juge auditeur, par un juge auditeur et par le substitut du procureur du Roi.

285. Les avoués assisteront au convoi des membres des tribunaux près lesquels ils exercent.

TITRE IX.

De la Cour prévôtale.

286. Lorsque la colonie aura été déclarée en état de siège, ou lorsque sa sûreté intérieure sera menacée, il pourra être établi une cour prévôtale.

287. La cour prévôtale ne pourra être créée qu'en vertu d'un arrêté pris par le gouverneur en conseil privé, et délibéré dans les formes prescrites par l'article 164 de notre ordonnance du 21 août 1825.

L'arrêté énoncera les circonstances qui rendent nécessaire l'établissement de cette cour, déterminera sa durée, qui ne pourra excéder six mois, et fixera le lieu où elle devra siéger habituellement.

288. La cour prévôtale sera composée ainsi qu'il suit :

- Un président,
- Un prévôt,
- Un adjoint du prévôt,
- Trois juges, dont un militaire,
- Deux juges suppléants, dont un militaire,
- Un officier du parquet,
- Un greffier.

289. Les membres de la cour prévôtale seront nommés par le gouverneur en conseil.

290. L'un des conseillers de la cour royale, ou le juge royal, remplira les fonctions de président.

291. Le prévôt sera choisi parmi les officiers de l'armée de terre ou de mer ayant le grade de capitaine au moins et âgés de trente ans accomplis.

L'adjoint du prévôt sera pris parmi les juges auditeurs ou les licenciés en droit.

292. Seront aptes à remplir les fonctions de juge ou de juge suppléant,

- Les conseillers auditeurs,
- Le lieutenant de juge,

Les juges auditeurs, s'ils ont vingt-cinq ans,
Et les magistrats honoraires.

Le juge militaire et son suppléant devront être pris parmi les officiers de l'armée de terre ou de mer ayant le grade de lieutenant au moins et âgés de vingt-sept ans accomplis.

293. Les fonctions du ministère public seront exercées près la cour prévôtale par le procureur général ou par celui de ses substituts qu'il aura délégué.

294. Les fonctions de greffier seront remplies par le greffier de la cour ou du tribunal de première instance, et à leur défaut par leurs commis assermentés.

295. Pourront être déclarés justiciables de la cour prévôtale, sans distinction de classes ni de profession civile ou militaire, ceux qui seront prévenus d'avoir commis l'un des crimes qualifiés au Code pénal par les articles 75 à 85 inclusivement, 91 à 108 inclusivement, 210, 211, § 1.°, 213 à 217 inclusivement, 219, 265 à 268 inclusivement, 301, 434 à 436 inclusivement, et 452.

Toutefois la compétence de la cour prévôtale sera restreinte à ceux des crimes ci-dessus énoncés dont la connaissance lui aura été spécialement attribuée par l'arrêté qui l'aura établie.

296. Dans chaque affaire qui lui sera soumise, et avant de décider s'il y a lieu ou non d'ordonner la mise en accusation des prévenus, la cour prévôtale statuera sur sa compétence.

297. Les arrêts de compétence ou d'incompétence rendus par la cour prévôtale ne pourront être attaqués par voie de cassation. Ils seront transmis dans le plus bref délai au conseil privé, qui statuera définitivement sur la confirmation ou l'annulation de ces arrêts.

Dans ce cas, le conseil sera composé et procédera de la manière prescrite par l'article 163 de notre ordonnance du 21 août 1825.

298. La cour prévôtale ne pourra rendre arrêt qu'au nombre de six juges.

L'officier du ministère public se retirera lors de la délibération.

299. Avant d'entrer en fonctions, les membres de la cour prévôtale prêteront devant le gouverneur, ou, sur sa délégation, devant la cour royale, le serment dont la formule suit :

« Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui me seront soumises, et de remplir avec impartialité et fermeté les fonctions qui me sont confiées. »

300. La cour prévôtale pourra d'office, ou sur la réquisition du ministère public, déclarer qu'il y a lieu par elle à se transporter dans telle commune qu'elle aura indiquée.

La délibération ne sera exécutée que sur l'approbation du gouverneur en conseil.

301. La faculté accordée par l'article 178 de la présente ordonnance aux avoués de la cour royale et du tribunal de première instance, de plaider concurremment devant les cours d'assises, s'étend à la cour prévôtale.

302. Il sera tenu au greffe de la cour prévôtale un registre sur lequel seront inscrites les affaires qui seront portées devant elle.

Elles seront jugées dans l'ordre indiqué par le président.

303. Tout ce qui est relatif au mode d'instruction et au jugement des affaires soumises à la cour prévôtale sera réglé par le Code d'instruction criminelle.

Il en sera de même du mode de rédaction des arrêts.

304. Il sera tenu au secrétariat du conseil privé un registre où seront inscrites les décisions du conseil sur les arrêts de compétence ou d'incompétence rendus par la cour prévôtale.

Les décisions du conseil sur ces arrêts seront transmises au procureur général, à la diligence du contrôleur colonial.

305. Le greffier de la cour prévôtale transmettra mensuellement au procureur général l'état des arrêts rendus

par cette cour dans le mois précédent, en distinguant les arrêts de compétence ou d'incompétence, les arrêts qui déclareront n'y avoir lieu à suivre, ceux qui ordonneront la mise en accusation, et les arrêts définitifs.

Cet état indiquera en outre la nature de l'accusation, les noms et prénoms des accusés, avec distinction de sexe, d'âge, de classe et de couleur, et la mention des condamnations et des acquittements.

306. Au commencement de chaque mois, le procureur général transmettra à notre ministre de la marine et des colonies l'état prescrit par l'article précédent, ainsi que celui des décisions du conseil privé sur les arrêts de compétence de la cour prévôtale.

Il y joindra ses observations.

307. A l'expiration des fonctions de la cour prévôtale, les minutes de ses arrêts, ses registres, ainsi que toutes les pièces et procédures, seront déposés au greffe de la cour royale.

308. Les dispositions relatives aux honneurs et préséances dont jouiront les cours d'assises seront applicables à la cour prévôtale.

Dans le cas où la cour prévôtale siégerait dans le même lieu qu'une cour d'assises, elle prendra rang après celle-ci.

TITRE X.

Dispositions générales.

309. Toutes dispositions concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'île de Bourbon sont et demeurent abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

310. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 30.^e jour du

mois de Septembre de l'an de grâce 1827, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
de la marine et des colonies,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 7909. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à l'hospice de *Saint-Paul* (Pyrénées-Orientales) par le sieur *Coronnot*. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7910. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Saint-Didier au Mont-d'Or* (Rhône) par le sieur *Cointicour*. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7911. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, pour un quart de sa valeur nette seulement, le Legs de meubles et immeubles évalués à 2120 francs, fait à l'hospice et au bureau de bienfaisance d'*Amplepuis* (Rhône) par le sieur *Viallier*. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7912. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée aux pauvres de *Cugney* (Haute-Saône) par le sieur *Guyot*. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7913. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Givry* (Saône-et-Loire) par la dame veuve du sieur *Delangre*, d'une somme de 60 francs par an, pendant les vingt années qui suivront son décès. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7914. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 50 francs de rente sur l'État fait à l'Asile royal de la Providence à *Paris* (Seine) par le sieur *Martel*. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7915. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à l'hospice du *Havre* (Seine-Inférieure) par le sieur *Portier*. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7916. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs léguée à l'hôpital de *Pernes* (Vaucluse) par le sieur *Girard*. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7917. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 300 francs léguée à l'hospice de *Faucon* (Vaucluse) par le sieur *Eysseric*. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7918. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'institution royale des jeunes aveugles par le sieur *Fage*, 1.^o de la nue propriété d'une somme de 20,000 francs, et 2.^o d'une somme de 20,000 francs à prendre sur celle de 100,000 francs due à la succession du testateur par le sieur *Lillers*, et des intérêts qui peuvent être dus. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.^o 7919. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2000 francs léguée à la commune de *Thurins* (Rhône) par le sieur *Rulliat*. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.^o 7920. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée à la commune et à la fabrique de *Paron* (Yonne) par le sieur *Chauvot-Beauchêne*. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.^o 7921. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.^o de 400 francs légués à l'hôpital général de *Moulins* (Allier), et de pareille somme à l'hôpital de *Saint-Joseph* de la même ville, par la dame veuve du sieur *Ferron de la Ferronnays*; et 2.^o d'une somme de 2000 francs, léguée à chacun de ces établissements par la dame veuve *Béraud*. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.^o 7922. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée aux enfans pauvres de *Saint-Jean de Pourcharesse* (Ardèche) par la demoiselle *Boyer*. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.^o 7923. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel évalué à 1800 francs, fait aux pauvres de *Saques-et-Gondoulet* (Ardèche) par la dame veuve *Chazalon*. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

- N.° 7924. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1500 francs léguée aux pauvres de *Prunet* (Ardèche) par le sieur *Balazuc*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7925. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à 6500 francs, fait aux pauvres de *Pumiers* (Ariège) par le sieur *Font*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7926. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 16,400 francs environ, fait à l'hospice des incurables et au bureau de bienfaisance d'*Aix* (Bouches-du-Rhône), chacun pour moitié, par la demoiselle *Turel*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7927. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué, toutes charges déduites, à 465 francs 73 centimes, fait aux hospices de *Dijon* (Côte-d'Or) par la dame veuve *Douheret*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7928. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 7000 francs légués au bureau de bienfaisance de *Seurre* (Côte-d'Or) par le sieur *Bretagne*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7929. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 1541 francs 78 centimes, fait aux pauvres de la paroisse Saint-Pierre de *Besançon* (Doubs) par la demoiselle *Linglois*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7930. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 3000 francs léguée aux pauvres de *Pont-de-Roide* (Doubs) par le sieur *Boyer*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7931. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à l'hospice de *Cette* (Hérault) par le sieur *Sabatier*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7932. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à l'hospice de *Cette* (Hérault) par la dame *Hollier*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7933. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1500 francs et de 350 boisseaux de blé-seigle

- légués au bureau de bienfaisance de *Saint-Denis-sur-Coize* (Loire) par le sieur *Moulin*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7934. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres d'*Octeville-la-Venelle* (Manche) par le sieur *Dufour*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7935. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée aux pauvres de *Saint-Germain de Tournebut* (Manche) par le sieur *Dufour*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7936. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 350 francs, et de 40 demeaux (ancienne mesure d'Ernée) qui seront convertis en pain, le tout légué au bureau de bienfaisance de *Larchamps* (Mayenne) par la dame veuve *Lambert*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7937. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la moitié d'une rente annuelle et perpétuelle de 266 francs, au capital de 4000 francs, léguée à l'école de charité de *Lille* (Nord) par le sieur *Leroy*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7938. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres de *Chambost-sous-Longessaigne* (Rhône) par le sieur *Riverieulx de Chambost*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7939. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée aux pauvres de *Saint-Loup* (Haute-Saône) par le sieur *Boyer*. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7940. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Hayet* à l'hospice des malades, à celui des vieillards et au bureau de bienfaisance d'*Elbeuf* (Seine-Inférieure), d'une somme de 2000 francs chacun. (Paris, 21 Novembre 1827.)
- N.° 7941. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hôpital du *Havre* (Seine-Inférieure) par la dame veuve *Mirrey*. (Paris, 21 Novembre 1827.)

N.° 7942. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au duc Decazes de mines de fer existant dans les communes de Montbazens, Lugan et Roussennac, département de l'Aveyron. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7943. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le duc Decazes à établir à la Forezie, commune de Firmy, département de l'Aveyron, quatre hauts-fourneaux pour la fonte du minerai de fer à l'aide du coke. (Paris, 26 Décembre 1827.)

N.° 7944. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au duc Decazes de mines de houille situées dans l'arrondissement de Villefranche (Aveyron), sous le nom de concession de Serons et Paleyret. (Paris, 9 Janvier 1828.)

N.° 7945. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au duc Decazes du minerai de fer existant dans le terrain houiller d'Aubin, département de l'Aveyron. (Paris, 16 Janvier 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 6 Février 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

6 Février 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 213.)

N.° 7946. — ORDONNANCE DU ROI qui porte que M. le Comte de Saint-Cricq, nommé par Ordonnance royale du 4 Janvier 1828 Ministre Secrétaire d'état, Président du Conseil supérieur de commerce et des colonies, prendra le titre de Ministre Secrétaire d'état au département du commerce et des manufactures, et détermine les attributions de ce nouveau département.

Au château des Tuileries, le 20 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Voulant ne laisser aucun doute sur le but dans lequel, par notre ordonnance du 4 de ce mois, nous avons jugé à propos d'instituer un ministère spécial pour les affaires commerciales et industrielles de notre royaume, et en même temps déterminer les attributions de ce nouveau département de manière à prévenir toute incertitude ou difficulté sur ses rapports avec les autres départemens ministériels;

Notre Conseil entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les attributions du ministère institué par notre ordonnance du 4 janvier pour les affaires commerciales et industrielles sont :

La suite et la direction des rapports de notre gouvernement avec les conseils généraux du commerce et des manufactures, les chambres de commerce, les comités et chambres consultatives des arts et manufactures, et autres

VIII.° Série.

M

organes des besoins et des intérêts du commerce et de l'industrie ;

La police des bourses de commerce, et la nomination des courtiers et agens de change, à l'exception des courtiers et agens de change près la bourse de Paris, dont la nomination demeure dans les attributions de notre ministre des finances ;

L'examen des demandes d'établissement de sociétés anonymes et d'assurances mutuelles, et l'approbation de leurs statuts et réglemens ;

Les créations ou suppressions de foires quand il y a lieu ;

La vérification et l'approbation des listes de négocians notables concourant à l'élection des tribunaux de commerce ;

La proposition et l'ordonnancement des primes accordées pour les pêches lointaines, et de tous encouragemens jugés nécessaires au développement du commerce et des manufactures, à l'exclusion toutefois des primes consistant seulement dans le remboursement des taxes perçues par le trésor, le remboursement dans ce cas continuant de se faire par l'administration des douanes sous l'autorité de notre ministre des finances ;

L'administration du conservatoire des arts, et métiers et des écoles royales analogues ;

La délivrance des brevets d'invention et l'exécution des lois y relatives ;

L'examen et l'approbation des réglemens relatifs aux professions industrielles ;

La direction des mesures relatives à l'exposition périodique des produits de l'industrie ;

La centralisation, au moyen de ses communications avec les ministres des autres départemens, de tout ce qui, dans les faits constatés par les administrations générales, dans la correspondance de nos agens à l'étranger et aux colonies

et des commandans de nos stations dans les diverses mers, est de nature à faire apprécier la marche et les besoins de notre commerce et de notre navigation ;

La réunion de tous les documens, y compris ceux créés dans les autres départemens ministériels, propres à mettre en lumière les forces commerciales et industrielles du royaume ; la proposition et la direction de toutes enquêtes ayant pour objet de les mieux connaître et de distinguer plus sûrement tout ce qui peut hâter leur développement ;

La préparation des projets de lois et d'ordonnances relatifs au commerce tant intérieur qu'extérieur.

2. Le sieur comte de Saint-Cricq, nommé par notre ordonnance du 4 janvier courant ministre secrétaire d'état, président du conseil supérieur de commerce et des colonies, prendra le titre de *ministre secrétaire d'état au département du commerce et des manufactures*.

3. Le crédit accordé au département de l'intérieur pour des parties de service maintenant attribuées au département du commerce et des manufactures, et celui accordé au département des finances pour les dépenses du bureau de commerce et des colonies, seront transportés au budget que le ministre du commerce et des manufactures devra soumettre à notre approbation pour les besoins de son département.

4. Nos ministres secrétaires d'état sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, à Paris, le 20.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état du commerce et des manufactures*,

Signé SAINT-CRICQ.

N.° 7947. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme Préfet du département de Seine-et-Oise M. Capelle, Conseiller d'état.*

Au château des Tuileries, le 20 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur *Capelle*, conseiller d'état, est nommé préfet du département de Seine-et-Oise, en remplacement du sieur *Tocqueville*, appelé à la pairie.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 20 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé V.° DE MARTIGNAC.

N.° 7948. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. de Balzac Secrétaire général du Ministère de l'intérieur et Directeur de l'administration départementale.*

Au château des Tuileries, le 23 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur *de Balzac*, préfet de la Moselle, est nommé secrétaire général du ministère de l'intérieur et

directeur de l'administration départementale, en remplacement du sieur *Capelle*, appelé à la préfecture de Seine-et-Oise.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé V.° DE MARTIGNAC.

N.° 7949. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination à plusieurs Préfectures.*

Au château des Tuileries, le 27 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur *de Sureau*, préfet de la Vendée, est nommé à la préfecture de la Moselle, en remplacement du sieur *de Balzac*, nommé à d'autres fonctions.

2. Le sieur *de Foresta*, préfet de la Meurthe, est nommé à la préfecture de la Vendée.

3. Le sieur *de Castéja*, préfet de la Vienne, est nommé à la préfecture de la Meurthe.

4. Le sieur *de Vendœuvre*, préfet de Tarn-et-Garonne, est nommé à la préfecture de la Vienne.

5. Le sieur *de Beaumont*, membre de la Chambre des Députés, est nommé à la préfecture de Tarn-et-Garonne.

6. Le sieur *de Puysegur*, préfet des Landes, est nommé à la préfecture de la Dordogne, en remplacement du sieur *de Cintré*, démissionnaire.

7. Le sieur *Chevalier*, ancien préfet, est nommé à la préfecture des Landes.

8. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 27 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé V.^o DE MARTIGNAC.

N.^o 7950. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la *Communauté des Sœurs de Saint-Charles* établie à *Sainte-Foy-lès-Lyon*, département du *Rhône*.

Au château des Tuileries, le 27 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des sœurs de Saint-Charles établies à Sainte-Foy-lès-Lyon, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts de la maison chef-lieu de leur congrégation, approuvés par décret du 22 octobre 1810 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Sainte-Foy du 7 novembre 1827, tendant à ce que cette communauté soit autorisée ;

Vu le consentement de l'archevêque d'Amasie, administrateur du diocèse de Lyon, en date du 31 décembre suivant ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs de Saint-Charles établie à Sainte-Foy-lès-Lyon, département du Rhône, gouvernée par une supérieure locale dépendante de la

supérieure générale, dont la résidence est à Lyon dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au *Bulletin des lois*.

Donné en notre château des Tuileries, le 27.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques*,
Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.^o 7951. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la *Communauté des Filles de la Retraite* établie à *Lesneven*, département du *Finistère*.

Au château des Tuileries, le 27 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des filles de la Retraite de Lesneven, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre exactement les statuts des dames de la Retraite de Quimperlé, enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 3 janvier 1827 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Lesneven du 14 décembre 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Quimper, du 30 du même mois ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des filles de la Retraite établie

à Lesneven, département du Finistère, gouvernée par une supérieure locale dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Quimperlé dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 27.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 7952. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. de Vatimesnil Grand-Maitre de l'Université de France, Ministre d'état, Membre du Conseil des Ministres.

Au château des Tuileries, le 1.^{er} Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur de Vatimesnil, conseiller d'état, avocat général près notre cour de cassation, est nommé grand-maitre de l'université de France, ministre d'état, membre de notre Conseil des ministres.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état, de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 1.^{er} Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 7953. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur Rouher (Denis-Gilbert), né le 19 juin 1773 à Artonne, arrondissement de Riom, département du Puy-de-Dôme, directeur des contributions directes à Vesoul (Haute-Saône), et la demoiselle Marie-Antoinette-Louise Rouher, sa fille, née le 9 juillet 1810 dans la même commune d'Artonne, sont autorisés à continuer d'ajouter à leur nom de Rouher celui de Lamothe, et à s'appeler Rouher-Lamothe;

2.^o Le sieur Verdier (Marie-Émile), né le 28 messidor an IX [17 juillet 1801] à Uzès, département du Gard, garde-du-corps du Roi, compagnie de Croix, est autorisé à continuer de porter, en l'ajoutant à celui de Verdier, le nom de de Serviers qu'il a toujours porté, et que ses pères ont également porté :

A la charge par les impétrants, à l'expiration du délai fixé par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803, de se pourvoir, s'il y a lieu, devant le tribunal de première instance compétent, pour faire faire les changemens convenables sur les registres de l'état civil du lieu de leur naissance. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 7954. — ORDONNANCE DU ROI qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'ils continueront d'y résider,

1.^o Le sieur Diab (George-Jacques), né le 23 juillet 1806 dans l'île de Chypre, et demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

2.^o Le sieur Krassel (Jean-Adam-George), né le 23 avril 1786 à Neustadt an der Hart, royaume de Bavière, et demeurant à Guebwiller, département du Haut-Rhin;

3.^o Le sieur Eichhoff (Freiderich-Gustave), né au Havre (Seine-Inférieure) le 17 août 1799, d'un négociant hambourgeois et d'une Française, et demeurant à Paris (Seine);

4.^o Le sieur Gravé (Jean-Alexandre), né le 15 novembre 1789 à Suxy, commune de Ching, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Malandry, arrondissement de Sedan (Ardennes);

5.^o Le sieur Jacquemin (Joseph), né le 4 avril 1801 à Martinsart, commune de Villers-sur-Semois dans le grand-duché de Luxembourg, résidant à la Ferté, arrondissement de Sedan, département des Ardennes;

6.^o Le sieur Dupont (Jean), né le 2 novembre 1795 à Florenville dans le grand-duché de Luxembourg, demeurant à la Ferté, arrondissement de Sedan, département des Ardennes

7.° Le sieur *Braconnier (Jacques)*, né à Lambermont, royaume des Pays-Bas, le 20 février 1796, demeurant à Pure, arrondissement de Sedan, département des Ardennes;

8.° Le sieur *Ehwald (Jean-Charles)*, né à Gotha le 11 novembre 1800, tanneur à Barr, arrondissement de Schelstadt, département du Bas-Rhin;

9.° Le sieur *Wren (John)*, né à Berkley, comté de Sussex en Angleterre, le 5 mars 1775, aubergiste à Calais (Pas-de-Calais);

10.° Le sieur *Powell (Walter-Edouard)*, né le 30 juin 1794 à Lambeth, comté de Surrey en Angleterre, demeurant à Saint-Omer (Pas-de-Calais). (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.° 7955. — ORDONNANCE DU ROI qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'ils continueront d'y résider,

1.° Le sieur *Barron (Antoine)*, né à Nalda dans la Vieille-Castille en 1779, prêtre espagnol, demeurant à Agen (Lot-et-Garonne);

2.° Le sieur *Smith (William-Purdue)*, né à Southampton en Angleterre le 7 décembre 1781, demeurant à Wimille, arrondissement de Boulogne, département du Pas-de-Calais. (Paris, 23 Janvier 1828.)

N.° 7956. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Stephens (Benjamin)*, né le 14 août 1784 à Londres (Angleterre), demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais, est autorisé à établir son domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'il continuera d'y résider. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 7957. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances pour servir au logement du desservant, léguée à la commune de *Misson* (Landes) par le sieur *Dumitier*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7958. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 30,000 francs offerte en donation à la ville de *Laigle* (Orne) par la dame veuve du sieur *de Valletot*, pour servir à l'établissement d'une école chrétienne. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7959. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain estimé 280 francs, offert en donation à la com-

mune de *Saint-Hippolyte* (Vaucluse) par le sieur *Falque*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7960. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain contenant 32 ares 97 centiares, offert en donation à la commune de *l'Homme* (Sarthe) par les sieur et dame *Guillonnet*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7961. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'ancien presbytère avec ses dépendances, estimé 6000 fr., offert en donation à la commune de *Saint-Etienne en Bresse* (Saône-et-Loire) par le sieur *Bazin*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7962. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente de 250 francs offerte en donation à la commune de *Châtillon-sur-Sevre* (Deux-Sèvres) par le sieur *Cousseau de l'Épinay*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7963. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2150 francs offerte en donation à la commune de *Plessis-Macé* par le sieur *Dubois de Maquillé*, stipulant au nom de la demoiselle *Juet*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7964. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain estimé 200 francs, offert en donation à la commune de *Épinay-sur-Orge* (Seine-et-Oise) par le sieur *Dehèque*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7965. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Château-Giron* (Ille-et-Vilaine) par les sieur et dame *Raimbault*, de deux portions de terrain évaluées à 700 francs. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7966. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 doubles décalitres de blé-seigle, due par l'hospice de *Hérisson* (Allier) aux sieur et dame *Nicolas*, et offerte en donation par eux audit établissement. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.° 7967. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée au bureau de bienfaisance

de *Nogent-sur-Seine* (Aube) par le sieur *Mony*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7968. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 70 francs, offerte en donation au bureau de bienfaisance de *Narbonne* (Aude) par la dame *Olivier*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7969. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs, offerte en donation au bureau de bienfaisance de *Narbonne* (Aude) par le sieur *Olive*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7970. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice et le bureau de bienfaisance de *Carcassonne* (Aude) à accepter le Legs de 500 francs fait à chacun de ces établissemens par le sieur *Bourlat*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7971. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Vidal*, 1.º d'une somme de 3000 fr., à l'hospice de *Carcassonne* (Aude); et 2.º d'une somme de 600 francs, aux pauvres de chaque paroisse de cette ville, y compris celle de *Maquens*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7972. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée à l'hospice de *Carcassonne* (Aude) par le sieur *Reulet*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7973. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs, offerte en donation au bureau de bienfaisance de *Séverac* (Aveyron) par le sieur *Monestier*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7974. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs, offerte en donation aux pauvres de *Langrolay* (Côtes-du-Nord) par les sieur et dame *Daën de Kermenenau*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7975. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à l'hospice de *Crest* (Drôme) par le sieur *Filliat*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7976. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance d'*Umbèze* (Drôme) à accepter une rente annuelle et perpétuelle de 14 doubles décalitres de seigle offerte en donation par le sieur *Bouvat*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7977. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 900 francs léguée à l'hospice de *Carhaix* (Finistère) par la dame d'*Andibert de la Villasse*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7978. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à l'œuvre du prêt gratuit de *Montpellier* (Hérault) par la dame veuve *Lardat*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7979. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres de *Bordeaux* (Gironde) par le sieur *Taudin*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7980. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres catholiques et protestans de *Sainte-Foy* (Gironde) par le sieur *Trouvé*, d'une maison appelée *la Caserne*, d'une somme de 600 francs, et de celle provenant de la vente de son mobilier. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7981. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice de *Sainte-Foy* (Gironde) par la dame veuve *Lejunie*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7982. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Vendel* (Ille-et-Vilaine) par les sieur et dame *Lemonnier-Mésambert*, de la nue propriété d'une chambre avec dépendances, évaluée à 300 francs, et d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7983. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à l'hôpital et de pareille somme à l'hôtel-Dieu de *Blois* (Loir-et-Cher) par la dame veuve du sieur *Raffeneau-Delile*. (Paris, 6 Décembre 1827.)

N.º 7984. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de plusieurs pièces de terre donnant ensemble un revenu de

300 francs, offertes en donation aux pauvres de *Bucquoy* (Pas-de-Calais) par le sieur *Bédu*. (*Paris*, 6 Décembre 1827.)

N.° 7985. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres de *Paris* (Seine) par le sieur *Cochins*. (*Paris*, 6 Décembre 1827.)

N.° 7986. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Mathieu*, 1.° à l'hospice de *Barjols* (Var), d'une créance de 6000 francs; et 2.° à l'œuvre de la grande miséricorde de *Marseille* (Bouches-du-Rhône), d'une maison avec dépendances, et, en outre, d'une partie du prix de vente d'une maison située rue *Sibié*. (*Paris*, 6 Décembre 1827.)

N.° 7987. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison et d'une somme de 9000 francs offertes en donation à la commune de *Guérande* (Loire-Inférieure) par le sieur *Fouquer de Kersalio*. (*Paris*, 12 Décembre 1827.)

N.° 7988. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances, estimée 6000 francs, offerte en donation à la commune de *Droué* (Loir-et-Cher) par la demoiselle *Fétu*. (*Paris*, 12 Décembre 1827.)

N.° 7989. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances, estimée 3000 francs, léguée à la commune du *Cannet* (Var) par le sieur *Barbarié*. (*Paris*, 12 Décembre 1827.)

N.° 7990. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances, et de quelques effets mobiliers, le tout évalué à 800 francs et légué à la commune de *Charpey* (Drôme) par le sieur *Morel*. (*Paris*, 12 Décembre 1827.)

N.° 7991. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances, estimée 650 francs, offerte en donation à la commune de *Vouilly* (Calvados) par le sieur *Liot*. (*Paris*, 12 Décembre 1827.)

N.° 7992. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Mirepoix* (Ariège) par le sieur *Dupla*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs,

d'une rente annuelle et temporaire de 150 francs, et d'une autre rente de 100 francs. (*Paris*, 19 Décembre 1827.)

N.° 7993. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs charitables faits en faveur des pauvres et des artisans de *Bayeux* (Calvados) par le sieur *Cheylus*, ancien évêque de ce diocèse. (*Paris*, 19 Décembre 1827.)

N.° 7994. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 15,000 francs légués à l'hospice et de pareille somme léguée au bureau de bienfaisance de *Guingamp* (Côtes-du-Nord) par le sieur *Bourdonnière*. (*Paris*, 19 Décembre 1827.)

N.° 7995. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Revel* (Haute-Garonne) par la dame veuve *Lecerf*, d'une maison avec dépendances, estimée 4000 francs. (*Paris*, 19 Décembre 1827.)

N.° 7996. — ORDONNANCE DU ROI portant concession aux sieurs de *Leyval* et de *Forget* de la mine d'*alun* existant dans la commune du *Mont-d'Or*, département du *Puy-de-Dôme*. (*Paris*, 6 Décembre 1827.)

N.° 7997. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Hébert* à tenir en activité, au hameau de *l'Escure*, commune de *Amfreville-la-Mivoye* (Seine-Inférieure), une verrerie destinée à la fabrication du verre à vitres. (*Paris*, 8 Décembre 1827.)

N.° 7998. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Vergnies-Bouischères* à ajouter un second foyer catalan à sa forge de *Cabre*, commune de *Vicdessos*, département de l'*Ariège*. (*Paris*, 12 Décembre 1827.)

N.° 7999. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Rouchaud* à tenir et conserver en activité l'*usine à fer* de *La-barde*, commune de *Sainte-Marie de Frugie*, département de la *Dordogne*. (*Paris*, 12 Décembre 1827.)

N.° 8000. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Forien-Desplaces* à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* de *Baillot*, commune de *Savignac de Nontron*, département de la *Dordogne*. (*Paris*, 12 Décembre 1827.)

N.º 8001. — ORDONNANCE DU ROI portant concession à la compagnie des mines de fer de Saint-Étienne, sous le nom de *concession de Beaubrun et Montsalson, des mines de fer carbonaté lithoïde connexes ou non connexes avec la houille*, comprises dans l'étendue du périmètre n.º 4 du territoire houillier de Saint-Étienne, département de la Loire. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.º 8002. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au sieur de Courtais d'une mine de houille située dans la commune de Doyet, département de l'Allier. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.º 8003. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Biallé et compagnie à établir dans la commune de Foix (Ariège) une usine à ouvrir le fer. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.º 8004. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Pichon-Dugravier ou ses ayant-cause à conserver et tenir en activité l'usine à fer dite du Gravier, sise en la commune de Jumilhac-le-Grand, département de la Dordogne. (Paris, 19 Décembre 1827.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 9 Février 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
9 Février 1828.

BULLETIN DES LOIS. (N.º 214.)

N.º 8005. — ORDONNANCE DU ROI portant que
l'Instruction publique sera dirigée par un Ministre Secré-
taire d'état qui exercera les fonctions de Grand-Maître de
l'Université de France.

Au château des Tuileries, le 10 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'ordonnance du 26 août 1824 qui avait créé le
ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction
publique ;

Vu l'article 2 de notre ordonnance du 4 janvier dernier,
portant qu'à l'avenir l'instruction publique ne fera plus
partie du ministère des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º L'instruction publique sera dirigée par un mi-
nistre secrétaire d'état.

Il exercera les fonctions de grand-maître de l'université
de France, telles qu'elles sont déterminées par les lois et
règlements.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au
département de la justice, est chargé de l'exécution de la
présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Février de
l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire
d'état au département de la justice,

Signé C.º PORTALIS.

VIII.º Série.

N

N.° 8006. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. de Vatimesnil* *Ministre Secrétaire d'état* au département de l'*Instruction publique*.

Au château des Tuileries, le 10 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

NOUS AVONS ORDONNÉ et **ORDONNONS** ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur de *Vatimesnil*, ministre d'état, grand-maître de l'université et membre de notre Conseil des ministres, est nommé ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé **CHARLES.**

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état* au département de la justice,

Signé **C.° PORTALIS.**

N.° 8007. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. de Balzac* et *M. le Vicomte de Beaumont* *Conseillers d'état en service extraordinaire*.

Au château des Tuileries, le 6 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et **ORDONNONS** ce qui suit :

ART. 1.° Sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire les sieurs de *Balzac*, secrétaire général du

ministère de l'intérieur, et vicomte de *Beaumont*, préfet du département de Tarn-et-Garonne.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6.° jour de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé **CHARLES.**

Par le Roi : le *Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état* au département de la justice,

Signé **C.° PORTALIS.**

N.° 8008. — *ORDONNANCE DU ROI* qui répartit en deux sections spéciales la somme de trente-trois millions cent soixante-quinze mille francs accordée par la Loi du 24 Juin 1827 pour les *Dépenses des Affaires ecclésiastiques* pendant l'année 1828.

Au château des Tuileries, le 27 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

Vu la loi du 24 juin 1827, qui accorde au ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique un crédit de trente-cinq millions pour ses dépenses pendant l'année 1828, savoir :

Pour les affaires ecclésiastiques.....	33,175,000 ^f
Pour l'instruction publique.....	1,825,000.
	<hr/>
	35,000,000.

Vu l'article 2 de notre ordonnance du 4 janvier 1828, portant qu'à l'avenir l'instruction publique ne fera plus partie du ministère des affaires ecclésiastiques;

Vu l'article 151 de la loi du 25 mars 1817, l'article 2 de l'ordonnance du 14 septembre 1822, et les dispositions de notre ordonnance du 1.° septembre 1827;

(180)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques ,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La somme de trente-trois millions cent soixante-quinze mille francs accordée par la loi du 24 juin 1827 pour les dépenses des affaires ecclésiastiques pendant l'année 1828 est répartie en deux sections spéciales et en neuf chapitres , ainsi qu'il suit :

I.^{re} SECTION SPÉCIALE.

Administration centrale.

CHAP. I.^{er} Frais d'administration centrale..... 380,000^f

II.^e SECTION SPÉCIALE.

Clergé.

— II. Traitemens et indemnités fixes du clergé.....	25,650,000 ^f	} 32,795,000.
— III. Dépenses du chapitre royal de Saint-Denis.....	200,000.	
— IV. Dépenses de la maison des hautes études ecclésiastiques.....	100,000.	
— V. Bourses des séminaires.....	1,200,000	
— VI. Secours au clergé.....	2,210,000.	
— VII. Dépenses extraordinaires des édifices diocésains.....	1,760,000.	
— VIII. Dépenses ordinaires diocésaines..	1,440,000.	
— IX. Dépenses diverses accidentelles ou imprévues.....	135,000.	
TOTAL.....	33,175,000.	

2. Notre ordonnance du 21 novembre 1827 rendue pour la répartition du crédit de trente-cinq millions, comprenant ensemble les dépenses des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique , est rapportée.

3. Nos ministres secrétaires d'état des affaires ecclésiastiques et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne , de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 27.^e jour du

B. n.^o 214. (181)

mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.^o 8009. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la communauté des Sœurs hospitalières de l'Instruction chrétienne dites de la Providence établie à Moulins, département de l'Allier.

Au château des Tuileries, le 3 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des sœurs hospitalières de l'instruction chrétienne dites de la Providence de Moulins, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre exactement les statuts de leur maison mère placée à Portieux (Vosges), approuvés par ordonnance royale du 2 août 1816 ;

Vu les avis du conseil municipal de Moulins en date des 7 décembre 1826 et 14 décembre 1827 ;

Vu l'avis du préfet de l'Allier du 14 janvier 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Moulins, du 12 janvier 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques ,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs hospitalières de l'instruction chrétienne dites de la Providence établie à Moulins, département de l'Allier, gouvernée par une supérieure locale dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Portieux (Vosges), est définitivement autorisée.

(182)

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 3.^e jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.^o 8010. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme *M. le Comte de Boubers Secrétaire général du Ministère des Finances.*

Au château des Tuileries, le 10 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu notre ordonnance du 6 février 1828 qui a déterminé la répartition du travail du ministère des finances entre les différentes branches d'administration qui le composent,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur comte de Boubers, inspecteur général des finances, est nommé secrétaire général du ministère des finances, et est appelé à remplir les fonctions déterminées dans l'article 7 (1) du tableau joint à notre ordonnance dudit jour qui fixe les attributions du secrétariat général ; toutes dispositions antérieures contraires demeurant révoquées.

(1) Les attributions du secrétariat général sont déterminées par l'article 7 du tableau joint à l'ordonnance du 6 février 1828, ainsi qu'il suit :

Dépêches, archives et contre-seing ;
Matériel de l'administration centrale ; ordonnancement et comptabilité spéciale des dépenses du ministère ;
Correspondance avec les administrations de finances ;
Personnel et direction du mouvement des inspecteurs des finances.

B. n.^o 214. (183)

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances,*
Signé ROY.

N.^o 8011. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Chastroux (Augustin-Auge-Balmossière)*, né le 10 thermidor an IV [28 juillet 1796] à Nice en Piémont, sergent-major au régiment de Hohenlohe, en garnison à Cherbourg, département de la Manche. (Paris, 18 Juin 1823.)

N.^o 8012. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Bertholet (Jean-François)*, né le 4 avril 1789 à Chiny, ancien département des Forêts, demeurant à Margut, arrondissement de Sedan, département des Ardennes. (Paris, 4 Novembre 1824.)

N.^o 8013. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Wetzlar (Maurice)*, né le 21 février 1775 à Francfort-sur-le-Mein, capitaine de la deuxième compagnie du premier bataillon du régiment de Hohenlohe, en garnison à Brest, département du Finistère, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (Paris, 15 Novembre 1826.)

N.^o 8014. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Schweitzer (Philippe-Jacques)*, né le 11 août 1785 à Inébert, ancien département de la Sarre, garde-du-corps, compagnie de Croix-Solre. (Paris, 9 Mai 1827.)

N.^o 8015. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Berncastel (Nathan)*, né le 7 octobre 1791 à Trèves, pays anciennement réuni, négoçant, demeurant à Paris. (Paris, 19 Décembre 1827.)

(184)

N.º 8016. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Raqui* dit *Raquet* (*Chrétien-Guillaume*), né le 4 mars 1771 à Elhalten près de Mayence, ancien département du Mont-Tonnerre, tanneur, demeurant à Beaune, département de la Côte-d'Or. (*Paris, 26 Décembre 1827.*)

N.º 8017. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Grenu* (*Pierre-Marie*), né le 12 mai 1785 à Sallanches, ancien département du Léman, propriétaire, demeurant à Paris. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8018. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au duc Decazes d'une mine de fer existant dans les communes de Venzac et de Villefranche, département de l'Aveyron. (*Paris, 23 Janvier 1828.*)

N.º 8019. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au duc Decazes de mines de fer existant dans la commune de Salles-Comtaux, département de l'Aveyron, sous le nom de concession de Solsac et de Mondalazuc. (*Paris, 23 Janvier 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
*Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

A Paris, le 15 Février 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

15 Février 1828.

(185)

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 215.)

N.º 8020. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme *M. le Baron Bacot de Romand* Directeur général de l'adminis-
tration des Contributions indirectes.

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-
partement des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *baron Bacot de Romand*, membre de
la Chambre des Députés, est nommé directeur général de
l'administration des contributions indirectes, en remplace-
ment du sieur *Benoist*, nommé ministre d'état et membre du
Conseil privé.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé
de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Février de
l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances,*

Signé ROY.

VIII. Série.

O

N.° 8021. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. le Baron de Villeneuve* Directeur général de l'administration des Douanes.

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur baron de Villeneuve, préfet du département de Saone-et-Loire et membre de la Chambre des Députés, est nommé directeur général de l'administration des douanes, en remplacement du sieur vicomte de Casteljac, appelé à la Chambre des Pairs.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé ROY.

N.° 8022. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. Bourdeau* Directeur général de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur Bourdeau, membre de la Chambre

des Députés, est nommé directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé ROY.

N.° 8023. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. Benoist* Ministre d'état et Membre du Conseil privé.

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

Le sieur Benoist, conseiller d'état, directeur général de l'administration des contributions indirectes, est nommé ministre d'état et membre de notre Conseil privé.

Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice*,

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8024. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs hospitalières de Saint-Joseph établie à Lempdes, département de la Haute-Loire.*

Au château des Tuileries, le 10 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des sœurs hospitalières de Saint-Joseph de Lempdes, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de Saint-Joseph du Puy, enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 1.°r avril 1827;

Vu la délibération du conseil municipal de Lempdes du 15 janvier 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'évêque du Puy, du 18 juillet 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.°r La communauté des sœurs hospitalières de Saint-Joseph établie à Lempdes, département de la Haute-Loire, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 10.°r jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 8025. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs hospitalières de la Croix établie à Craponne, département de la Haute-Loire.*

Au château des Tuileries, le 10 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des sœurs hospitalières de la Croix de Craponne, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de la Croix d'Ambert, approuvés par décret du 28 août 1810;

Vu la délibération du conseil municipal de Craponne du 30 décembre 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'évêque du Puy, du 15 janvier 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.°r La communauté des sœurs hospitalières de la Croix établie à Craponne, département de la Haute-Loire, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 10.°r jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 8026. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la *Communauté des Religieuses hospitalières de la Miséricorde de Jésus* établie à Gouarec, département des Côtes-du-Nord.

Au château des Tuileries, le 10 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des religieuses hospitalières de la Miséricorde de Jésus de Gouarec, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre exactement les statuts des religieuses de la Miséricorde de Vannes, enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 1.° avril 1827 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Gouarec du 8 janvier 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Saint-Brieuc, du 25 janvier 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La communauté des religieuses hospitalières de la Miséricorde de Jésus établie à Gouarec, département des Côtes-du-Nord, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 10.° jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 8027. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Revel (Haute-Garonne) par le sieur Bonhoure. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.° 8028. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise l'acceptation de la Donation de 600 francs faite aux pauvres de Saint-Pons (Hérault) par la dame Sompayrac. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.° 8029. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de la paroisse de la Riche de la ville de Tours (Indre-et-Loire) par la demoiselle Laboureau, d'une maison estimée 3600 francs et d'une somme de 2000 fr. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.° 8030. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise l'acceptation de la Donation de plusieurs rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 113 francs 7 centimes, et de quatre poules grasses, faite aux pauvres de Carquebut (Manche) par le sieur Feuillye de Rion. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.° 8031. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Belleville (Rhône) par la dame veuve Brossier de Bessenay, d'une somme de 6000 francs et d'une rente annuelle et perpétuelle de 300 francs. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.° 8032. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire) par la dame Febvre, de plusieurs rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 105 francs. (Paris, 19 Décembre 1827.)

N.° 8033. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise le sieur Olivié fils aîné à établir dans la commune de Biganos (Gironde) une verrière à verre blanc et à verre vert. (Paris, 26 Décembre 1827.)

N.° 8034. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise la dame Lavaure de Graffanaud à conserver et tenir en activité l'usine à fer dite Graffanaud, commune de Saint-Paul-la-Roche, département de la Dordogne. (Paris, 26 Décembre 1827.)

(192)

N.º 8035. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la dame veuve Divernois à conserver et tenir en activité l'*usine à fer dite de Brouillaud*, commune de Savignac de Nontron, département de la Dordogne. (*Paris, 26 Décembre 1827.*)

N.º 8036. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Boyer-Lajante, au nom et comme subrogé tuteur du sieur Mazière, à conserver et tenir en activité l'*usine à fer dite forge basse*, commune de Savignac de Nontron, département de la Dordogne. (*Paris, 26 Décembre 1827.*)

N.º 8037. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Pilté-Grenet à conserver et tenir en activité l'*usine de Mavaleix*, commune de Chaleix, département de la Dordogne. (*Paris, 26 Décembre 1827.*)

N.º 8038. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur de Bregeas à conserver et tenir en activité la *forge de Béges* qu'il possède dans la commune de la Roche-l'Abeille, département de la Haute-Vienne. (*Paris, 26 Décembre 1827.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 23 Février 1828 *,
COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

23 Février 1828.

(193)

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 216.)

N.º 8039. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur de
l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des 16 Juillet
1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 29 Février 1828.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	du froment... au-dessous de....		24.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		16.			
	de l'avoine..... idem.....		9.			
Unique.	Pyrénées Or...					
	Aude.....	Toulouse.....				
	Hérault.....	Fleurance.....	24 ^f 62	17 ^f 37 ^c	15 ^f 93	7 ^f 99 ^c
	Gard.....	Marseille.....				
	Bouches-du-Rh.	Gray.....				
	Var.....					
	Corse.....					
2. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines... ..		24 ^f			
	du froment... au-dessous de....		22.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		14.			
	de l'avoine..... idem.....		8.			
1. ^{re}	Gironde.....					
	Landes.....	Marans.....				
	Basses-Pyrénées	Bordeaux.....	21 ^f 22 ^c	15 ^f 40 ^c	15 ^f 00 ^c	7 ^f 76 ^c
	Hautes-Pyrénées.	Toulouse.....				
	Ariège.....					
	Haute-Garonne.					
2. ^{re}	Jura.....					
	Doubs.....	Gray.....				
	Ain.....	Saint-Laurent..	28. 45.	18. 16.	14. 88.	8. 19.
	Isère.....	Le Grand-Lemps.				
	Basses-Alpes...					
	Hautes-Alpes..					

VIII.ª Série.

P

(194)

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		22 ^f			
	du froment... au-dessous de...		20.			
	de l'importation du seigle et du maïs... <i>idem</i>		12.			
	de l'avoine..... <i>idem</i>		8.			
1. ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhausen....	22 ^f 53 ^c	13 ^f 51 ^c	#	7 ^f 09 ^c
	Bas-Rhin....	Strasbourg....				
	Nord.....	Bergues.....				
	Pas-de-Calais..	Arras.....				
2. ^e	Somme.....	Roye.....	20. 03.	11. 13.	#	6. 47.
	Seine-Infér....	Soissons.....				
	Eure.....	Paris.....				
	Calvados.....	Rouen.....				
3. ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	18. 74.	12. 42.	#	8. 25.
	Vendée.....	Nantes.....				
	Charente-Infér.	Marans.....				
4. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		20 ^f			
	du froment... au-dessous de....		18.			
	de l'importation du seigle et du maïs... <i>idem</i>		10.			
	de l'avoine..... <i>idem</i>		7.			
1. ^{re}	Moselle.....	Metz.....	19 ^f 25 ^c	9 ^f 71 ^c	#	5 ^f 45 ^c
	Meuse.....	Verdun.....				
	Ardennes....	Charleville...				
	Aisne.....	Soissons.....				
2. ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	18. 00.	10. 87.	#	7. 33.
	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....				
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....				
	Finistère.....	Hennebon....				
	Morbihan....	Nantes.....				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.
A Paris, le 29 Février 1828.

Signé DE MARTIGNAC.

B. n.° 216.

(195)

N.° 8040. — ORDONNANCE DU ROI portant création
d'un Conseil supérieur de la guerre, sous la présidence de
S. A. R. M.^{gr} le Dauphin.

Au château des Tuileries, le 17 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE;

Voulant établir la législation militaire sur des principes
fixes, et soumettre l'organisation de nos forces de terre
aux rectifications qui nous paraîtraient nécessaires pour
concilier ce qu'exige la dignité de notre royaume avec
l'économie de nos finances;

Voulant donner à notre armée un nouveau gage de
notre bienveillance royale;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-
partement de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera créé un conseil supérieur de la guerre,
sous la présidence de notre bien-aimé fils le Dauphin.

2. Les projets de lois, d'ordonnances, de réglemens et
de décisions concernant l'organisation et la législation mili-
taires, seront à l'avenir discutés par notre conseil de la
guerre, avant d'être soumis à notre approbation.

3. Le conseil supérieur de la guerre examinera, sur le
renvoi qui lui en sera fait par notre ordre, les lois et or-
donnances actuellement en vigueur sur l'organisation et la
législation de notre armée, à l'effet d'indiquer successi-
vement les améliorations dont elles pourraient être sus-
ceptibles.

4. Le conseil supérieur de la guerre sera composé
de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
de trois maréchaux de France,
et de douze lieutenans généraux.

Deux intendans militaires seront attachés au conseil avec
voix consultative.

Un maréchal-de-camp ou un colonel remplira les fonctions de secrétaire.

5. Nous nous réservons de statuer ultérieurement sur l'ordre du travail et des délibérations du conseil, ainsi que sur ses relations avec notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

6. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, à Paris, le 17.^e jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé V.^{te} DE CAUX.

N.^o 8041. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination des Membres du Conseil supérieur de la guerre.*

Au château des Tuileries, le 17 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Voulant pourvoir à l'exécution de notre ordonnance en date de ce jour portant création du conseil supérieur de la guerre ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

Et sur la présentation de notre bien-aimé fils le Dauphin,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont nommés membres du conseil supérieur de la guerre,

Notre cousin le maréchal duc de Bellune,

Notre cousin le maréchal duc de Raguse,

Notre cousin le maréchal comte Molitor ;

Les lieutenans généraux comte Reille, vicomte Rogiat,

comte Valée, comte Bordesoulle, comte Rutty, comte Girardin, comte de Bourmont, vicomte de Préval, vicomte Dode de la Brunerie, comte Loverdo, vicomte Pelleport, comte d'Ambrugeac.

Les sieurs baron Denniée et baron Regnault, intendants militaires, sont attachés au conseil supérieur de la guerre avec voix consultative.

Les fonctions de secrétaire du conseil sont confiées au sieur comte Gentil-Saint-Alphonse, maréchal-de-camp.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, à Paris, le 17.^e jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé V.^{te} DE CAUX.

N.^o 8042. — *ORDONNANCE DU ROI qui met à la disposition du Ministre Secrétaire d'état au département de l'Instruction publique la somme d'un million huit cent vingt-cinq mille francs accordée par la Loi du 24 Juin 1827 pour les Dépenses de l'Instruction publique pendant l'année 1828, et qui répartit cette somme en trois sections spéciales.*

A Paris, le 17 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 juin 1827 qui accorde un crédit d'un million huit cent vingt-cinq mille francs pour les dépenses de l'instruction publique pendant l'exercice 1828 ;

Vu l'article 151 de la loi du 25 mars 1817, l'article 2 de l'ordonnance du 14 septembre 1822, et les dispositions de notre ordonnance du 1.^{er} septembre 1827 ;

(198)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La somme d'un million huit cent vingt-cinq mille francs accordée par la loi du 24 juin 1827 pour les dépenses de l'instruction publique pendant l'année 1828 est mise à la disposition de notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, et répartie en trois sections spéciales et en quatre chapitres ainsi qu'il suit :

I.^{re} SECTION SPÉCIALE.

Administration centrale.....

II.^{re} SECTION SPÉCIALE.

Collèges royaux.

CHAP. I. ^{er} Dépenses fixes, proviseurs et professeurs. 917,700 ^f	} 1,775,000 ^f
CHAP. II. Bourses royales et dépenses diverses.... 822,300.	
CHAP. III. École royale de Bourbon-Vendée..... 25,000.	

III.^{re} SECTION SPÉCIALE.

Instruction primaire.

CHAPITRE UNIQUE. Encouragement à l'instruction primaire.. 50,000.

TOTAL..... 1,825,000.

2. Nos ministres secrétaires d'état aux départemens de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 17.^{er} jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'instruction publique ;

Signé H. DE VATIMESNIL.

B. n.^o 216.

(199)

N.^o 8043. — ORDONNANCE DU ROI portant que M. le Vicomte Siméon est nommé Directeur, au département de l'intérieur, des belles-lettres, sciences et beaux-arts.

Au château des Tuileries, le 13 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur vicomte Siméon, ancien préfet, maître des requêtes au Conseil d'état, est nommé directeur, au département de l'intérieur, des belles-lettres, sciences et beaux-arts.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

N.^o 8044. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) à élever un Abattoir public.

Au château des Tuileries, le 23 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de Dieppe des 25 mai 1826 et 27 janvier 1827, relatives à la construction

d'un abattoir public, avec fonderie et triperie, dans cette ville;

Les certificats constatant que la demande de placer cet établissement au Pollet, derrière la nouvelle prison, a été affichée à Dieppe et dans les communes environnantes à cinq kilomètres de rayon;

Les enquêtes de *commodo et incommodo* dressées à Dieppe les 23 février et 26 juin 1827, et les oppositions qui y sont consignées;

L'avis du conseil de préfecture de la Seine-Inférieure, du 20 août 1827;

Le procès-verbal des hommes de l'art chargés par le maire de Dieppe de visiter le terrain désigné, en date du 25 octobre 1827;

Ensemble le plan des lieux;

Vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 14 janvier 1815;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La ville de Dieppe (Seine-Inférieure) est autorisée à élever un abattoir public et commun, avec fonderie et triperie, pour l'abattage des bestiaux et porcs destinés à la consommation des habitants, la fonte des suifs et la préparation des issues, au Pollet, derrière la nouvelle prison.

2. Aussitôt que ledit établissement aura été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois au plus tard après que l'autorité locale en aura donné avis au public par affiches, les bouchers et charcutiers établis à Dieppe ne pourront abattre en aucun autre lieu les bestiaux et les porcs servant à leur commerce, et les tueries et échaudoirs particuliers seront tous fermés.

Toutefois les propriétaires et les habitants qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que l'abattage ait lieu dans un endroit clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage dudit abattoir : mais cette disposition est simplement facultative pour eux, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, ou qu'ils approvisionnent seulement la banlieue ; ils seront libres de tenir des abattoirs et des étaux hors de la ville, sous l'approbation des autorités locales.

4. Les bouchers et charcutiers de la ville, dont le nombre ne pourra être limité, seront tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître leur domicile et justifieront de leur patente. Ils auront la faculté d'exposer et de vendre de la viande à leur domicile, pourvu que ce soit dans des étaux convenablement appropriés, suivant les règles de la police.

5. Les bouchers et charcutiers forains pourront aussi exposer et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les places ou lieux publics désignés par le maire et aux jours fixés par lui, et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

6. Lorsque la fonderie et la triperie publiques qui seront annexées à l'abattoir auront été mises en état de servir pour l'usage auquel elles seront destinées, il ne sera plus délivré de permission pour ouvrir dans la ville de nouvelles fonderies ni des triperies particulières, sans préjudice des droits de celles qui existaient antérieurement au décret du 15 octobre 1810, ou qui ont été régulièrement autorisées depuis cette époque, et qui continueront à être exploitées concurremment avec la fonderie et la triperie publiques.

7. Les droits à payer par les bouchers, charcutiers, fondeurs et tripiers, pour l'occupation des places dans l'abattoir, la fonderie et la triperie de Dieppe, seront réglés par un tarif proposé et arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de Dieppe pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour la police de ces établissemens, ainsi que

pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie ; mais lesdits réglemens ne deviendront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation du ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet du département.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 23 Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8045. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Senlis (Oise) à établir un Abattoir public.

Au château des Tuileries, le 6 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Senlis des 11 juin 1825, 23 avril et 3 novembre 1827, relatives à l'établissement dans cette ville d'un abattoir public, avec une fonderie de suif en branche ;

Vu les certificats qui constatent que des affiches annonçant le projet de former cet établissement ont été apposées à Senlis et dans les communes situées à cinq kilomètres de rayon ;

Vu l'enquête de *commodo et incommodo* ;

Vu les oppositions des sieurs Mouy et Charlemagne Dupuis et leur désistement ;

Vu les observations des bouchers de Senlis ;

Vu l'avis du conseil de préfecture du département de

Oise du 7 juillet 1827, tendant à rejeter les oppositions formées contre cet établissement,

L'avis du préfet de l'Oise du 11 août 1827,

Le procès-verbal d'enquête de *commodo et incommodo*, du 5 novembre 1827,

Le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 14 janvier 1815 ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La ville de Senlis (Oise) est autorisée à établir un abattoir public et commun, avec une fonderie de suif en branche.

Ledit établissement sera construit sur un terrain appartenant à la commune et situé dans le faubourg Saint-Martin près la rivière de la Nonette.

2. Aussitôt que les échaudoirs auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois au plus tard après que le public en aura été averti par affiches, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs destinés à la consommation des habitans aura lieu exclusivement dans l'abattoir public, et toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires ou particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront libres de tenir des échaudoirs et des étaux hors de la ville, dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. Lorsque la fonderie de suif en branche qui se trouve annexée à l'abattoir aura été mise en état de faire le service,

il ne sera plus délivré de permission pour ouvrir dans la ville de nouvelles fonderies particulières ; néanmoins toutes celles qui existaient antérieurement au décret du 15 octobre 1810, ou qui ont été régulièrement autorisées depuis cette époque, pourront continuer à exercer concurremment avec la fonderie publique.

5. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité ; tous ceux qui voudront s'établir à Senlis seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur exploitation et justifieront de leur patente.

6. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de la police.

7. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et marchés publics désignés par le maire et aux jours fixés par lui, et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

8. Les droits à payer par les bouchers, charcutiers et fondeurs, pour l'occupation des places dans l'abattoir public, seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

9. Le maire de la ville de Senlis pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public et commun, ainsi que pour le commerce de la boucherie et charcuterie ; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

10. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8046. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination des Présidens de deux Collèges électoraux d'arrondissement.

Au château des Tuileries, le 10 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu notre ordonnance du 6 janvier dernier,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS président du troisième collège électoral d'arrondissement de la Haute-Garonne, pour la session qui s'ouvrira le 24 de ce mois, le sieur de Campferrand, juge de paix du canton de Montiscard ;

Président du deuxième collège électoral d'arrondissement d'Ille-et-Vilaine, pour la session qui s'ouvrira le 21 de ce mois, le sieur Aubrée, président à la cour royale de Rennes. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8047. — *ORDONNANCE DU ROI qui modifie le Tarif du Péage établi sur le Pont de bois de Nevers, département de la Nièvre.*

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil municipal de Nevers du 7 juillet 1827, tendant à ce qu'il soit fait différentes modifications au tarif du péage établi sur le pont de bois de Nevers;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° Il sera fait au tarif du péage établi sur le pont de bois de Nevers, département de la Nièvre, les modifications suivantes :

1.° Tous les ouvriers employés aux travaux autres que ceux du pont de Nevers, et qui se trouvent compris dans l'un des cas d'exemption spécifiés dans l'article 4 du tarif annexé à notre ordonnance du 17 janvier 1827, seront assujettis à un droit de cinq centimes par individu.

2.° Les voitures à bœufs conduisant d'autres objets que ceux spécifiés dans la partie du tarif qui traite des exemptions seront assujetties au péage pour l'aller et le retour d'après un nombre d'attelages, c'est-à-dire, une charrette ou chariot attelé d'une paire de bœufs..... 15

Chaque paire de bœufs en sus..... 10

Les chariots et chars-à-bancs couverts, attelés d'un cheval, servant au transport des voyageurs..... 40

Chaque cheval en sus..... 15

3.° Toute voiture attelée de bœufs ou de chevaux, servant habituellement au transport des denrées et des marchandises, et qui passera sur le pont portant des personnes, sera assujettie au droit de péage comme voiture chargée, suivant le nombre de sesattelages et la classe de la voiture, et chaque personne placée sur la voiture paiera en outre le droit de cinq centimes.

4.° Tout voyageur qui ne serait pas militaire, passant sur

le pont de Nevers dans les voitures des convois militaires, sera assujetti au péage.

5.° Les veaux et les moutons (la paire) et les cochons placés sur des voitures, des chevaux, ou autrement, pour traverser le pont, seront assujettis au droit de cinq centimes.

6.° Les enfans au-dessous de douze ans sont exempts du droit de péage.

7.° Toutes les voitures agricoles ayant leur chargement de foin, paille, avoine, d'orge, de légumes, de blé, de bois de chauffage pour l'approvisionnement de la ville, seront exemptes du droit de passage, à l'entrée comme à la sortie, toutes les fois qu'elles sortiront le même jour à vide ou avec le même chargement.

8.° Les pataches conduisant du blé à Nevers seront exemptes du droit de péage seulement à l'entrée.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.° jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8048. — *ORDONNANCE DU ROI* portant que le sieur *Blanc-Lanaute (Joseph-Bruno)*, né à Corps, arrondissement de Grenoble, département de l'Isère, le 14 novembre 1763, lieutenant de Roi commandant la place de Montreuil-sur-mer, département du Pas-de-Calais, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de l'ordre royal de la Légion d'honneur, est autorisé à ajouter à son nom celui de *Hauterive*, sous lequel il était connu et qu'il portait dès avant 1789, et à s'appeler en conséquence *Blanc-Lanaute d'Hauterive*; à la charge par l'impétrant, à l'expiration du délai fixé par les articles 6 et 8 de la loi du 1.°r avril 1803, de se pourvoir, s'il y a lieu, devant le tribunal de première instance compétent, pour faire faire les changemens convenables sur les registres de l'état civil du lieu de sa naissance. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8049. — ORDONNANCE DU ROI qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'ils continueront d'y résider,

1.° Le sieur *Delecauilleries (Louis)*, né le 23 germinal an VIII [13 avril 1800] à Blandain, royaume des Pays-Bas, demeurant à Lille, département du Nord;

2.° Le sieur *Haldi (Joseph-François-Aloyse)*, né le 9 septembre 1789 à Doblischwandt, paroisse de Matters, canton de Lucerne en Suisse, cocher, demeurant à Mulhausen, département du Haut-Rhin;

3.° Le sieur *Hautregard (Pierre)*, né le 12 janvier 1777 à Fontenville, royaume des Pays-Bas, demeurant à Saily, arrondissement de Sedan, département des Ardennes;

4.° Le sieur *Lak (Urs)*, né le 9 décembre 1792 à Gœrgen-Supérieur, canton de Soleure en Suisse, tisserand à Sainte-Marie aux Mines, département du Haut-Rhin;

5.° Le sieur *Latham (Mathieu)*, né le 15 octobre 1786 dans la paroisse de l'Union de Killimante, comté de Tipperari en Irlande, demeurant à Blingel, arrondissement de Saint-Pol, département du Pas-de-Calais;

6.° Le sieur *Trilla (Paul)*, né le 8 août 1796 en Espagne, instituteur primaire à Oms, arrondissement de Ceret, département des Pyrénées-Orientales. (Paris, 13 Février 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 1.° Mars 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1.° Mars 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 217.)

N.° 8050. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme
M. le Baron Hyde de Neuville Ministre Secrétaire d'état
au département de la Marine et des Colonies.

Au château des Tuileries, le 3 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur baron *Hyde de Neuville*, membre de la Chambre des Députés, est nommé ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 3 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France,
Signé C.° PORTALIS.

N.° 8051. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme *Ministre Secrétaire d'état au département des Affaires ecclésiastiques*
M. Feutrier, Evêque de Beauvais.

Au château des Tuileries, le 3 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

VIII.° Série.

Q

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *Feutrier*, évêque de Beauvais, est nommé ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 3 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France,
Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8052. — **ORDONNANCE DU ROI** qui nomme *Ministres d'état, Membres du Conseil privé, M. le Comte Chabrol de Crousol et M. le Comte Frayssinous, Evêque d'Hermopolis.*

Au château des Tuileries, le 3 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les sieurs comte *Chabrol de Crousol* et comte *Frayssinous*, évêque d'Hermopolis, sont nommés ministres d'état, membres de notre Conseil privé.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 3 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France,
Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8053. — **ORDONNANCE DU ROI** qui nomme *M. Royer-Collard Président de la Chambre des Députés.*

Au château des Tuileries, le 25 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

Vu le message en date du 23 de ce mois par lequel la Chambre des Députés nous a présenté comme candidats à la présidence pour la session actuelle,

Les sieurs *Delalot*,
baron *Hyde de Neuville*,
Royer-Collard,
Gautier
et *Casimir Périer*,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS président de la Chambre des Députés le sieur *Royer-Collard.*

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé V.^{te} DE MARTIGNAC.

N.^o 8054. — **ORDONNANCE DU ROI** relative à la *Construction d'un Pont sur la Seine à l'amont de Paris, au lieu dit la Bosse de Marne.*

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu le projet de construction d'un pont sur la Seine à l'amont de Paris au lieu dit *la Bosse de Marne*, et de deux

parties de route aux abords, au moyen d'un péage à concéder à l'adjudicataire des travaux;

Vu le cahier des charges de l'entreprise, le tarif du péage à percevoir sur le pont après son achèvement, et le procès-verbal de l'adjudication passée en conseil de préfecture du département de la Seine le 24 octobre 1827;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'adjudication passée par le préfet du département de la Seine le 24 octobre 1827 aux sieurs comte *Dubois, Durand, Beneton, Billiard et Lamouroux*, pour la construction, à leurs frais, risques et périls, d'un pont sur la Seine à l'amont de Paris, au lieu dit *la Bosse de Marne*, et de deux parties de route aux abords, moyennant la concession d'un péage à percevoir sur le pont après son achèvement pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, est approuvée.

2. Le tarif du péage est fixé comme il suit :

Chaque personne à pied chargée ou non chargée d'un fardeau (cinq centimes).....	5 ^c
Chaque cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise (dix centimes).....	10.
Une voiture suspendue à deux roues, à un cheval ou mulet, et pour une litière à deux chevaux, conducteur compris (vingt-cinq centimes).....	25.
Une voiture suspendue à quatre roues, à un cheval ou mulet, conducteur compris (trente centimes).....	30.
Une voiture suspendue à quatre roues, à deux chevaux ou mulets, conducteur compris (trente-cinq centimes) ..	35.
Chaque cheval ou mulet, chargé ou non chargé, non compris le conducteur (cinq centimes).....	5.
Un âne ou une ânesse, chargé ou non chargé, non compris le conducteur (deux centimes et demi).....	2 1/2.
Chaque cheval d'augmentation aux voitures suspendues (cinq centimes).....	5.

Bestiaux destinés à la vente.

Chaque bœuf ou chaque vache, non compris le conducteur (cinq centimes).....	5.
Chaque veau ou porc, non compris le conducteur (un centime et un quart).....	1 1/4.

Chaque mouton, brebis, bouc, chèvre, non compris le conducteur (un centime et un quart)..... 1^c 1/4.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres, sont au-dessus de cinquante, cinq centimes pour la totalité du nombre qui excédera cinquante jusqu'à cent, et cinquante centimes pour le nombre qui excédera le premier cent jusqu'à deux cents, et pareillement cinquante centimes pour le nombre qui excéderait la seconde centaine.

Seront exempts les bœufs conduits aux abattoirs.

Usages divers.

Chaque charrette attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur (quinze centimes).....	15.
Chaque charrette attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur (vingt centimes).....	20.
Chaque charrette attelée de trois chevaux ou mulets, y compris le conducteur (vingt-cinq centimes).....	25.
Une charrette à vide, le cheval et le conducteur compris (quinze centimes).....	15.
Chaque cheval ou mulet d'augmentation (cinq centimes).....	5.

Roulage.

Chaque chariot de roulage à quatre roues, un cheval et le conducteur (vingt centimes).....	20.
Chaque chariot de roulage à quatre roues et deux chevaux, et le conducteur (vingt-cinq centimes).....	25.
Chaque chariot de roulage à quatre roues et trois chevaux, et le conducteur (trente centimes).....	30.
Chaque chariot de roulage à vide, un seul cheval et le conducteur (quinze centimes).....	15.
Chaque cheval d'augmentation (cinq centimes).....	5.

Agriculture.

Cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employés au labour, ou allant au pâturage.....	Néant.
Mouton, brebis, bouc, chèvre, allant au pâturage....	Néant.
Charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval et le conducteur..	Néant.
La même revenant à vide, le cheval et le conducteur (dix centimes).....	10.
Chaque cheval d'augmentation à vide (cinq centimes).....	5.

Chaque charrette chargée ou non chargée, attelée d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur (cinq centimes).	5 ^c
Chaque âne ou ânesse d'augmentation (deux centimes et demi).....	2 1/2.
Un chariot de ferme à quatre roues, chargé, les deux chevaux ou bœufs et le conducteur (vingt centimes)....	20.
Le même à vide et le conducteur (quinze centimes)...	15.
Chaque cheval ou bœuf d'augmentation (cinq centimes).....	5.

Seront exempts du droit de péage le préfet du département de la Seine, le sous-préfet de l'arrondissement de Sceaux, les maires et adjoints des communes de Maisons-Alfort et d'Ivry, le juge de paix du canton, les ingénieurs, conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées, les employés de l'administration des contributions indirectes, et les agens du service de la navigation, lorsqu'ils se transporteront pour raison de leurs fonctions respectives. Seront exempts du même droit les militaires de tout grade voyageant en corps ou isolément, et porteurs d'ordres de service ou de feuilles de route.

Seront enfin exempts les malles faisant le service des postes de l'État, et les courriers du Gouvernement.

3. Les concessionnaires du péage tiendront constamment affiché dans le lieu le plus apparent le tarif du péage qu'ils sont autorisés à percevoir.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.^e jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

N.^o 8055. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Colmar (Haut-Rhin) à construire un Abattoir public.*

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Colmar des 14 juillet 1820 et 8 juin 1827, relatives à l'abattoir public établi en cette ville ;

L'avis du préfet, du 1.^{er} août suivant ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La ville de Colmar, département du Haut-Rhin, est autorisée à construire un abattoir public et commun, sauf à accomplir pour le choix du local les formalités prescrites par le décret du 15 octobre 1810 et par l'ordonnance royale du 14 janvier 1815.

En attendant, le bâtiment dans lequel a lieu maintenant l'abattage des bestiaux et des porcs continuera d'être affecté à cet usage.

2. A dater de la publication de la présente ordonnance, l'abattage des bestiaux et porcs destinés à la consommation des habitans aura lieu exclusivement dans ledit établissement, et toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires ou particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront libres de tenir des abattoirs et des échaudoirs hors de la ville, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité. Tous ceux qui voudront s'établir à Colmar seront seulement

tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et marchés publics désignés par le maire et aux jours fixés par lui, et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de la ville de Colmar pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 13 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8056. — ORDONNANCE DU ROI qui classe des Chemins au rang des Routes départementales de la Gironde.

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil général du département de la Gironde tendant à ce que la partie de la route royale n.° 89 de Lyon à Bordeaux qui se trouve abandonnée depuis l'achèvement de la nouvelle route de Libourne à Bordeaux, et les chemins de Bordeaux à Pauillac par Blanquefort, Cantenac et Margaux, et de Sainte-Foy à la Sauvetat, soient classés au rang des routes départementales;

Vu l'avis du préfet et celui du conseil général des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les chemins indiqués dans les délibérations du conseil général du département de la Gironde sont et demeurent classés au rang des routes départementales de ce département, avec les numéros et dénominations qui suivent :

N.° 17, de Libourne à Bordeaux;

N.° 18, de Bordeaux à Pauillac par Blanquefort, Cantenac et Margaux;

N.° 19, de Sainte-Foy à la Sauvetat.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires pour perfectionner et rectifier ces nouvelles routes; elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.° jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8057. — *ORDONNANCE DU ROI* qui classe au rang des Routes départementales du Cantal le Chemin de Chaudes-aigues à Saint-Chely.

Au château des Tuileries, le 13 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil général du département du Cantal tendant à ce que le chemin de Chaudes-aigues à Saint-Chely soit classé au rang des routes départementales;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le chemin de Chaudes-aigues à Saint-Chely est et demeure classé au rang des routes départementales du Cantal sous le n.° 4.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires pour achever ou perfectionner cette nouvelle route; elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance,

Donné en notre château des Tuileries, le 13.^e jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8058. — *ORDONNANCE DU ROI* qui modifie celle du 7 Avril 1824 portant Règlement pour l'exercice de la profession de Boulanger dans la ville des Sables d'Olonne, département de la Vendée.

Au château des Tuileries, le 20 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'ordonnance royale du 7 avril 1824 portant règlement pour l'exercice de la profession de boulanger dans la ville des Sables d'Olonne, département de la Vendée;

Vu la délibération du conseil municipal de ladite ville en date du 30 octobre 1827;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'article 2 de l'ordonnance du 7 avril 1824, qui oblige les boulangers de la ville des Sables d'Olonne, département de la Vendée, à avoir constamment en magasin un approvisionnement en farine de première qualité s'élevant à cent vingt mille kilogrammes, est annulé et remplacé par les dispositions suivantes.

2. La permission nécessaire pour exercer la profession de boulanger dans ladite ville ne sera accordée par le maire que sous les conditions ci-après spécifiées.

Chaque boulanger se soumettra à avoir constamment en réserve dans son magasin un approvisionnement en farine de froment de première qualité.

Cet approvisionnement sera, savoir :

Pour le boulanger de 1. ^{re} classe, de 9,000 kilogrammes,	
idem..... 2. ^e idem, de 6,000 idem,	
idem..... 3. ^e idem, de 3,750 idem,	

et pour tous les boulangers réunis, de quatre-vingt-dix mille kilogrammes, quantité reconnue suffisante en temps ordinaire pour assurer la subsistance de toute la ville pendant plus d'un mois.

En cas de guerre maritime ou de tout autre événement qui accroîtrait la consommation dans la ville des Sables, et sur la demande des autorités locales, l'approvisionnement stipulé ci-dessus devra être augmenté d'un tiers pour chaque classe, et fixé ainsi qu'il suit :

Pour le boulanger de 1.^{re} classe, 12,000 kilogrammes,
idem..... 2.^e idem, 8,000 idem,
idem..... 3.^e idem, 5,000 idem,

et pour tous, de cent vingt mille kilogrammes au moins.

3. Dans aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des boulangers ne pourra être limité.

4. Les dispositions de l'ordonnance précitée du 7 avril 1824 qui ne sont pas contraires à celles de la présente continueront d'être exécutées dans leur forme et teneur.

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et notre garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 20 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8059. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive des Communautés de Sœurs hospitalières de la Miséricorde établies à Clermont, Saint-Sandoux et Vertaizon, département du Puy-de-Dôme.

Au château des Tuileries, le 24 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu les déclarations des sœurs hospitalières de la Miséricorde de Clermont, Saint-Sandoux et Vertaizon, qu'elles

adoptent et s'engagent à suivre exactement les statuts qui régissent la maison-mère de leur congrégation placée à Billom, lesquels statuts ont été approuvés par décret du 14 décembre 1810 ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de ces trois communes des 16 juillet et 13 septembre 1826 et 30 mars 1827, tendant à ce que ces établissements soient autorisés ;

Vu le consentement de l'évêque de Clermont en date des 4 et 24 septembre 1826 et 24 janvier 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les communautés de sœurs hospitalières de la Miséricorde établies à Clermont, Saint-Sandoux et Vertaizon, département du Puy-de-Dôme, gouvernées par des supérieures locales, dépendantes de la supérieure générale, dont la résidence est à Billom dans la maison chef-lieu de la congrégation, sont définitivement autorisées.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 24.^e jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques*,
Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 8060. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs de la Miséricorde établie à Cahors, département du Lot.

Au château des Tuileries, le 24 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des sœurs de la Miséricorde de Cahors, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de la Miséricorde de Moissac, leur maison chef-lieu, enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 3 janvier 1826 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Cahors du 29 novembre 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Cahors, du 1.^{er} octobre 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs de la Miséricorde établie à Cahors, département du Lot, gouvernée par une supérieure locale dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Moissac, département de Tarn-et-Garonne, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 24.^e jour du mois de Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.^o 8061. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Duroux aîné à conserver et tenir en activité l'usine à fer de Lamandau, commune de Savignac de Nontron, département de la Dordogne (Paris, 3 Janvier 1828.)

N.^o 8062. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Garand à établir un *lavoir à bras* pour le lavage du minerai de fer sur sa propriété sise à Montbleuse, commune d'Étrelle, département de la Haute-Saône. (Paris, 3 Janvier 1828.)

N.^o 8063. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Festugière à conserver et tenir en activité l'usine à fer dite *forge neuve*, située dans la commune de Saint-Cernin de Reillac, département de la Dordogne. (Paris, 9 Janvier 1828.)

N.^o 8064. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le consistoire israélite de Metz, département de la Moselle, à accepter une inscription de 25 francs de rente sur l'État, offerte par le sieur Hayamsohn-Créhange pour le soulagement des pauvres israélites de cette ville. (Paris, 3 Janvier 1828.)

N.^o 8065. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1407 francs 10 centimes offerte en donation à l'hospice de Pont-le-Roi (Aube) par le sieur Pesme. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8066. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Lombez (Gers) par la demoiselle Debent, de plusieurs rentes constituées montant ensemble à 2200 francs, d'une pièce de terre évaluée à 500 francs et de son mobilier estimé 123 francs. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8067. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres des Junies (Lot) par le sieur de Touchebauf-Beaumont, d'une somme de 660 francs. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8068. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres d'Altier (Lozère) par la dame veuve Mercier, d'une somme de 800 francs. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8069. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres d'Oloron (Basses-Pyrénées) par le sieur Laffore. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8070. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice d'Amplepuis (Rhône) par le sieur Jal, d'un domaine estimé 4000 francs. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8071. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de la Charité de *Lyon* (Rhône) par la dame veuve *Jaccoud*, d'une somme de 1000 francs. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8072. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres de *Coulans* (Sarthe) par la dame veuve *Lebesle*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8073. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Beaumont* (Tarn-et-Garonne) par le sieur *Guitard*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8074. — ORDONNANCE DU ROI portant que les communes de *Schwersdorff-Nunkirchen*, *Remeldorff*, qui faisaient partie de l'ancien canton de *Roling*, et celles de *Falck* et de *Kreutzwald*, qui dépendaient de celui de *Sarre-Louis*, arrondissement de *Thionville*, département de la Moselle, sont définitivement réunies au canton de *Bouzonville*, même arrondissement et même département. (Paris, 20 Février 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 8 Mars 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

8 Mars 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 218.)

N.º 8075. — ORDONNANCE DU ROI portant Convocation de Collèges électoraux dans les départemens de l'*Ardèche*, du *Doubs*, du *Lot* et des *Deux-Sèvres*.

Au château des Tuileries, le 4 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances royales des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827;

Vu les lettres du président de la Chambre des Députés en date des 9, 11 et 18 février, annonçant que la Chambre a reçu les démissions des sieurs *de Merrey*, *Dubay* et de *Folmont*, élus députés par les collèges des deuxièmes arrondissemens électoraux du *Doubs*, de l'*Ardèche* et du *Lot*;

Vu l'arrêt du procès-verbal des séances de la Chambre des Députés en date du 14 février, contenant la décision qui annule l'élection du sieur *Mauguin*, élu député par le collège du deuxième arrondissement électoral des *Deux-Sèvres*,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Le collège du deuxième arrondissement électoral est convoqué pour le 8 avril prochain, à l'effet de nommer un député, dans chacun des départemens de l'*Ardèche*, du *Doubs*, du *Lot* et des *Deux-Sèvres*. Ces collèges

VIII.º Série.

R

se réuniront dans les villes de Tournon, Besançon, Puy-l'Évêque et Niort.

2. Les listes électorales arrêtées précédemment et les tableaux de rectification prescrits par l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 seront affichés le 18 mars courant.

Les réclamations cesseront d'être admises après le 3 avril inclusivement, et la clôture des listes aura lieu le 5 avril.

3. Il sera procédé aux opérations qui concernent les tableaux de rectification et à leur clôture, conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827, et aux opérations des collèges électoraux, conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

N.º 8076. — *ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera procédé à la Formation d'un Tableau de rectification de la Liste électorale des Vosges.*

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827;

Vu l'extrait du procès-verbal des séances de la Chambre des Députés en date du 20 février dernier, contenant la

décision qui annule les élections du département des Vosges;

Considérant que, d'après le deuxième paragraphe de l'article 1.º de la loi du 29 juin 1820, les électeurs des départements qui, comme celui des Vosges, renferment cinq arrondissemens de sous-préfecture, doivent être répartis en plusieurs collèges électoraux ou n'en former qu'un seul, selon que leur nombre dépasse quatre cents ou n'excède pas cette limite;

Que la liste électorale des Vosges, arrêtée en novembre dernier, comprenait quatre cent neuf électeurs;

Considérant que des réclamations se sont élevées contre la rédaction de cette liste, et qu'il est constant que des erreurs y ont été commises;

Considérant que, pour reconnaître d'une manière légale et positive s'il y a lieu de former un ou plusieurs collèges, il est indispensable d'ordonner une rectification préliminaire de ladite liste et la publication de ce travail,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Il sera procédé immédiatement à la formation d'un tableau de rectification de la liste électorale des Vosges.

Seront portés sur ce tableau, soit en addition, soit en retranchement, les individus qui ont acquis ou perdu les droits électoraux depuis la publication de la liste arrêtée en novembre dernier, et les électeurs inscrits sur cette liste qui, antérieurement à la présente ordonnance ou en réponse à la demande qui leur sera adressée par le préfet, ont déclaré ou déclareront qu'ils ne possèdent pas ces droits.

Ledit tableau sera publié le 21 mars courant, en même temps que la liste arrêtée en novembre dernier.

2. Nous nous réservons de déterminer ultérieurement par une ordonnance spéciale la réunion en un ou plusieurs collèges des électeurs de ce département, et de fixer l'époque de la convocation.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8077. — *ORDONNANCE DU ROI portant Convocation des Collèges électoraux de département et d'arrondissement y désignés.*

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances royales des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827 ;

Vu les lettres du président de la Chambre des Députés en date des 28 et 29 février, annonçant l'option des sieurs Dupont, Kératry, Royer-Collard, Augustin Périer, Pelet (de la Lozère), Hyde de Neuville, Louis, Dupin aîné, Gérard, Humblot-Conté, Lafitte, Casimir Périer, Benjamin Constant, Ternaux et Bignon, élus députés par plusieurs collèges électoraux ;

Vu l'extrait du procès-verbal des séances de la Chambre des Députés contenant la décision, en date du 11 février, qui annule l'élection du sieur de Chardonnet, élu député par le collège départemental de Saone-et-Loire,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les collèges électoraux d'arrondissement désignés ci-après sont convoqués pour le 21 avril prochain dans les villes indiquées au tableau ci-dessous, à l'effet d'élire chacun un député.

DÉPARTEMENTS.	DÉSIGNATION des collèges électoraux.	VILLES où ils se réuniront.
Eure.....	Du 2. ^e arrondissement.	Pont-Audemer.
Finistère.....	Du 1. ^{er} idem.....	Brest.
Hérault.....	Du 2. ^e idem.....	Beziers.
Isère.....	Du 2. ^e idem.....	Tullins.
Loir-et-Cher.....	Du 4. ^e idem.....	Vienne.
Marne.....	Du 2. ^e idem.....	Vendôme.
Mayenne.....	Du 1. ^{er} idem.....	Châlons.
Meurthe.....	Du 3. ^e idem.....	Mayenne.
Nièvre.....	Du 2. ^e idem.....	Lunéville.
Oise.....	Du 1. ^{er} idem.....	Nevers.
Rhône.....	Du 3. ^e idem.....	Senlis.
Saone-et-Loire...	Du 2. ^e idem.....	Lyon.
Sarthe.....	Du 4. ^e idem.....	Charolles.
	Du 2. ^e idem.....	Mamers.
	Du 1. ^{er} idem.....	Paris.
	Du 2. ^e idem.....	Paris.
Seine.....	Du 3. ^e idem.....	Paris.
	Du 4. ^e idem.....	Paris.
	Du 6. ^e idem.....	Paris.
	Du 7. ^e idem.....	Paris.
Seine-Inférieure...	Du 1. ^{er} idem.....	Rouen.
Seine-et-Marne...	Du 4. ^e idem.....	Yvetot.
	Du 3. ^e idem.....	Melun.

2. Le collège départemental de Saone-et-Loire est convoqué pour le 10 avril prochain dans la ville de Mâcon, à l'effet d'élire un député.

3. Les listes électorales arrêtées précédemment et les tableaux de rectification prescrits par l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 seront affichés le 18 mars courant.

Les réclamations seront admises jusqu'au 14 avril inclusivement, et la clôture des listes aura lieu le 17 du même mois. Ces dernières époques sont fixées pour le collège départemental de Saone-et-Loire aux 5 et 7 avril.

4. Il sera procédé aux opérations qui concernent les tableaux de rectification et leur clôture, conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827, et aux

opérations des collèges électoraux, conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8078. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination à plusieurs Préfectures.*

Au château des Tuileries, le 3 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *Esmangart*, préfet du Bas-Rhin, est nommé à la préfecture de la Seine-Inférieure, en remplacement du sieur *Vanssay*, nommé préfet de la Loire-Inférieure.

2. Le sieur *Murat*, préfet du Nord, est nommé à la préfecture du Bas-Rhin, en remplacement du sieur *Esmangart*.

3. Le sieur *Alban de Villeneuve*, préfet de la Loire-Inférieure, est nommé à la préfecture du Nord, en remplacement du sieur *Murat*.

4. Le sieur *Vanssay*, préfet de la Seine-Inférieure, est nommé à la préfecture de la Loire-Inférieure, en remplacement du sieur *Alban de Villeneuve*.

5. Le sieur *Puymaigre*, préfet de l'Oise, est nommé

à la préfecture de Saone-et-Loire, en remplacement du sieur baron *Villeneuve*, appelé à d'autres fonctions.

6. Le sieur *Nugent*, préfet de la Charente-Inférieure, est nommé à la préfecture de l'Oise, en remplacement du sieur *Puymaigre*.

7. Le sieur *Dalon*, préfet du Cher, est nommé à la préfecture de la Charente-Inférieure, en remplacement du sieur *Nugent*.

8. Le sieur *Finot*, préfet de la Creuse, est nommé à la préfecture du Cher, en remplacement du sieur *Dalon*.

9. Le sieur *Fussy*, sous-préfet de Sancerre, est nommé à la préfecture de la Creuse, en remplacement du sieur *Finot*.

10. Le sieur *Beaumont*, préfet des Hautes-Alpes, est nommé à la préfecture des Deux-Sèvres, en remplacement du sieur *Roussy*.

11. Le sieur *Ferrand*, préfet des Basses-Alpes, est nommé à la préfecture de l'Aveyron, en remplacement du sieur *Arros*.

12. Le sieur *Romain*, préfet de la Meuse, est nommé à la préfecture des Pyrénées-Orientales, en remplacement du sieur *Auberjon*.

13. Le sieur *Arros*, préfet de l'Aveyron, est nommé à la préfecture de la Meuse, en remplacement du sieur *Romain*.

14. Le sieur *Lantivy*, préfet de la Corse, est nommé à la préfecture des Basses-Alpes, en remplacement du sieur *Ferrand*.

15. Le sieur *Angellier*, ancien préfet, est nommé à la préfecture de la Corse, en remplacement du sieur *Lantivy*.

16. Le sieur *Roussy*, préfet des Deux-Sèvres, est nommé à la préfecture des Hautes-Alpes, en remplacement du sieur *Beaumont*.

17. Le sieur *Auberjon*, préfet des Pyrénées-Orientales, est nommé à la préfecture de la Charente, en rempla-

cement du sieur *de Guet*, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

18. Le sieur *Nau de Champlouis*, maître des requêtes, est nommé à la préfecture des Vosges, en remplacement du sieur *de Meulan*, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

19. Le sieur *Blondel d'Aubers*, sous-préfet de Mortagne, est nommé à la préfecture de l'Ardèche, en remplacement du sieur *de Monchureux*, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

20. Le sieur *Beaumes*, conseiller de préfecture de la Seine, est nommé à la préfecture du Lot, en remplacement du sieur *de Saint-Félix*.

21. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 3 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8079. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme
MM. Laisné de Villevêque et Dubruel Questeurs de la
Chambre des Députés.

Au château des Tuileries, le 29 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur la présentation qui nous a été faite par la Chambre
des Députés des sieurs

Laisné de Villevêque,
comte de Preissac,
Dubruel,

de Saint-Aignan,
chevalier Dubourg,

pour les deux places de questeurs,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Sont nommés questeurs de la Chambre des
Députés les sieurs

Laisné de Villevêque
et Dubruel.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est
chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 29 Février de
l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8080. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme
Conseiller d'état en service extraordinaire M. Vauvilliers,
Maître des requêtes, Secrétaire général du ministère de la
Marine et des Colonies.

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur *Vauvilliers*, maître des requêtes, se-
crétaire général du ministère de la marine et des colonies,
est nommé conseiller d'état en service extraordinaire.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de
la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordon-
nance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état de la justice,

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8081. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois ou les Réserves de plusieurs Communes.*

Au château des Tuileries, le 28 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Vu les titres I, II, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août dernier,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration des forêts est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, pour être mis en vente, savoir :

1.^o Thuilley (Meurthe), de la coupe de dix-sept hectares environ de la réserve de ses bois;

2.^o Ville-en-Selve (Marne), de la coupe de six hectares environ de la réserve de ses bois;

3.^o Vauxbons (Haute-Marne), de la coupe de douze hectares de sa réserve;

4.^o Sept-Sarges (Meuse), de la coupe de sept hectares environ de sa réserve;

5.^o La Chapelle-sous-Rougemont (Haut-Rhin), de quatre-vingts arbres chênes seulement à prendre dans un canton de ses bois;

6.^o Menou (Nièvre), de trente arbres seulement à prendre dans les coupes ordinaires de ses bois, pour reconstruire les bâtimens incendiés des sieurs *Cocqueblin et Sallé*;

7.^o Mancieux (Haute-Garonne), d'une coupe extraordinaire équivalente à dix coupes annuelles à prendre dans ses bois, environ douze hectares;

8.^o Saint-Pancré (Moselle), de la coupe de huit hectares cinquante-un ares de sa réserve;

9.^o Rehainviller (Meurthe), de la coupe de dix hectares de sa réserve;

10.^o Saint-Brancher (Yonne), de la coupe d'un hectare cinquante ares dans un canton des bois du hameau d'Auxon, dépendant de cette commune;

11.^o Parux (Meurthe), de la coupe de douze hectares environ de sa réserve;

12.^o Mutzig (Bas-Rhin), de quatre-vingt-dix chênes dépérissans, ainsi que du taillis existant sur la totalité d'un canton de ses bois;

13.^o Mouthier et Haute pierre (Doubs), de trois cantons de bois de réserve sur lesquels ces communes ont des droits différens, et d'une coupe annuelle à cette seconde commune de deux hectares quatre-vingt-douze ares dix centiares, dans les bois qui lui appartiennent, au lieu de trois hectares quarante-cinq ares qu'elle a reçus jusqu'ici;

14.^o Jasses (Basses-Pyrénées), de trente huit ares de taillis dans un canton de ses bois;

15.^o Gorcy (Moselle), de la coupe de cinq hectares trente-neuf ares environ de sa réserve;

16.^o Wangen (Bas-Rhin), de la coupe de douze hectares de ses bois;

17.^o Bèze (Côte-d'Or), de la coupe de sept hectares seulement de sa réserve;

18.^o Roche (Doubs), de la coupe de trente-trois hectares vingt ares de sa réserve;

19.^o Prémanon (Jura), de cinq cents sapins seulement dans la réserve de ses bois;

20.^o Ville-en-Blaizois (Haute-Marne), de la coupe de vingt-deux hectares de sa réserve;

(236)

21.° Rodemack (Moselle), de cinq hectares soixante-dix-sept ares, formant la réserve des bois du village de Simming-Faulbach, dépendant de cette commune;

22.° Huttenheim (Bas-Rhin), de cent trente chênes existant sur un pâturage communal;

23.° Régnéville (Meurthe), de la coupe de dix hectares soixante-dix ares de sa réserve;

24.° Damery (Somme), de la coupe de quatre-vingts ares d'un bois qui lui appartient;

25.° Flavigny (Meurthe), de la coupe de sept hectares cinquante ares de ses bois;

26.° Bonnetage (Doubs), de deux cent quatre-vingt-deux sapins dépérissans à prendre dans la réserve de ses bois;

27.° Bonchalot (Haute-Garonne), de la coupe de neuf hectares trente-cinq ares formant la totalité de ses bois;

28.° Mornay (Ain), de la coupe d'un canton de bois de la contenance de trois hectares environ, qui appartient au hameau de Vers, dépendant de cette commune;

29.° Nitry (Yonne), de la coupe d'environ dix hectares seulement de sa réserve;

30.° Mollau (Haut-Rhin), de la coupe de quatre hectares cinquante ares à prendre par anticipation à la suite des coupes ordinaires de ses bois;

Husseren (même département), de deux cent cinquante sapins à prendre par anticipation dans un canton de ses bois;

Urbeis (même département), de la coupe de six hectares à prendre par anticipation à la suite des coupes ordinaires de ses bois;

Storkensohn (même département), de la coupe de deux hectares à prendre par anticipation à la suite des coupes ordinaires de ses bois;

31.° Pouligney (Doubs), de la coupe de douze hectares de sa réserve;

32.° Oyonnax (Ain), de quatre cent cinquante sapins,

B. n.° 218.

(237)

dont trois cents à prendre dans sa réserve, et cent cinquante dans la partie affouagère de ses bois;

33.° Wogelgrun (Haut-Rhin), de la coupe de trois hectares à prendre à la suite de la coupe ordinaire de ses bois;

34.° Generest (Hautes-Pyrénées), de quatre-vingt-dix arbres seulement à prendre dans deux cantons de ses bois;

35.° Urmath (Haut-Rhin), de trois cent quarante-quatre sapins seulement à prendre dans deux cantons de ses bois;

36.° Hyémondans (Doubs), de deux cantons de bois contenant ensemble trois hectares vingt-cinq ares qui lui appartiennent;

37.° Sainte-Croix-en-Plaine (Haut-Rhin), de six cents fascines dans ses bois;

38.° Conflandey (Haute-Saône), des deux premières coupes de la série de douze ans aussitôt après l'établissement de l'aménagement de ses bois;

39.° Gunsbach (Haut-Rhin), de deux cents sapins dans ses bois;

40.° Fessenheim (Haut-Rhin), de la coupe de huit hectares à prendre dans les îles boisées qui lui appartiennent;

En deux années successives,

41.° Remilly (Ardennes), de la coupe de dix-huit hectares environ de sa réserve;

42.° Levigny (Aube), de la coupe de trente-neuf hectares quarante-cinq ares de sa réserve;

43.° Waville (Moselle), de la coupe de treize hectares trente-sept ares environ de la réserve des bois du village de Vilbecey, son annexe;

44.° Chanteheux (Meurthe), de la coupe de vingt-trois hectares formant la contenance d'un bois qui lui appartient;

45.° Buxières-lès-Belmont (Haute-Marne), de la coupe de vingt hectares de sa réserve;

46.° Avrainville (Meurthe), de la coupe de vingt hectares environ de sa réserve;

47.° Kogenheim (Bas-Rhin), de la coupe de seize hectares de sa réserve ;

48.° Jaulny (Meurthe), de la coupe de quinze hectares de sa réserve ;

En trois années successives ,

49.° Haut-Mongey (Vosges), de la coupe d'environ dix-sept hectares de sa réserve ;

50.° Velorcey (Haute-Saône), de la coupe de quinze hectares environ de ses bois et d'une autre portion de cette réserve dans laquelle cette commune vient d'être réintégrée par suite de transaction ;

51.° Romagne sous Montfaucon (Meuse), de la coupe de trente-quatre hectares de sa réserve ;

52.° Dounoux et Vriménil (Vosges), de deux cents chênes et de la coupe de vingt-cinq hectares à prendre dans deux cantons formant la masse des bois que ces communes possèdent par indivis ;

53.° Toul (Meurthe), de la coupe de vingt-neuf hectares quatorze ares de sa réserve ;

En quatre années successives ,

54.° Mandres (Meurthe), de la coupe de trente-sept hectares soixante-huit ares vingt centiares de sa réserve ;

55.° Belleydoux (Ain), de cinq cents sapins seulement à prendre dans trois cantons de ses bois.

2. Il sera procédé par les agens forestiers à l'aménagement des bois de la commune de Conflandey ci-dessus désignée.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances et celui de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, chacun en ce qui le concerne.

Donné en notre château des Tuileries, le 28 Février de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé ROY.

N.° 8082. — ORDONNANCE DU ROI qui permet,

1.° Au sieur baron d'Eichthal (Auguste), né le 6 février 1795 à Leimen, grand-duché de Bade, propriétaire, demeurant à Paris ;

2.° Au sieur Marcatand (Antoine), né à Toracha, royaume des Deux-Siciles, âgé de quarante-cinq ans, préposé de l'octroi à Martigues, département des Bouches-du-Rhône ;

3.° Au sieur Molitor (Sébastien-Hermann), né le 20 janvier 1790 à Kirweiler, royaume de Bavière, officier de santé, demeurant à Guinglange, arrondissement de Metz, département de la Moselle ;

D'établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 28 Février 1828.)

N.° 8083. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux créances montant ensemble à 500 francs, léguées à l'hospice de Saint-Julien-le-Montagnier (Var) par la dame veuve Pourcelly. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.° 8084. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à l'hospice de Mondragon (Vaucluse) par le sieur Digoine du Palais. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.° 8085. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de Mazères (Ariège) par les héritiers Serres, de plusieurs rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 186 francs, et d'un capital de 1000 francs. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.° 8086. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Beauvillers (Eure-et-Loir) par le sieur Lenormand, d'une somme de 1200 francs et de la moitié de son mobilier. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.° 8087. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 500 francs légués à l'hospice des enfans trouvés de Beziers (Hérault) par la dame veuve de Soulier. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.° 8088. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice Saint-Joseph de Beziers (Hérault) par le sieur Gailhac. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8089. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un Legs évalué à 190 francs, fait au bureau de bienfaisance de *Lodève* (Hérault) par la demoiselle *Thomas*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8090. — ORDONNANCE DU ROI portant, 1.º que la commune de *Laroque*, canton de *Condé*, arrondissement de *Vire*, département du Calvados, est distraite de ce canton et réunie à celui de *Vassy*, même arrondissement; 2.º que, d'après la limite fixée entre ladite commune de *Laroque* et celle du *Theil*, les villages de *Canteloup* et des *Castillons* et leur territoire, qui dépendent de la commune d'*Estry*, sont réunis à celle de *Laroque*, où ils seront exclusivement imposés à l'avenir: cette disposition aura lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres que les habitans d'*Estry* pourraient avoir sur le territoire de ces deux villages. (Paris, 27 Février 1828.)

N.º 8091. — ORDONNANCE DU ROI portant que les communes de *Fransseilles* et de *Donnazac* sont distraites du canton de *Castelnau de Montmirail*, arrondissement de *Gaillac*, département du Tarn, et réunies au canton de *Cordes*, mêmes arrondissement et département. (Paris, 27 Février 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 15 Mars 1828*,
COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
15 Mars 1828.

BULLETIN DES LOIS. (N.º 219.)

N.º 8092. — ORDONNANCE DU ROI qui prescrit le rétablissement, dans les Dépôts publics, des Titres relatifs aux biens dans la possession desquels sont rentrés les Émigrés, et qui règle les conditions de la remise des Expéditions de ces titres aux anciens Propriétaires.

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, portant que divers propriétaires rentrés dans la totalité ou partie de leurs biens en exécution de la loi du 5 décembre 1814, ou qui antérieurement les avaient rachetés, demandent la remise des titres relatifs à ces biens qui ont été déposés dans les archives publiques, soit à Paris, soit dans les départemens;

Vu les lois des 17 juillet 1793 et 27 janvier 1794;

Voulant satisfaire aux demandes des anciens propriétaires de ces titres, et concilier leurs intérêts avec les droits qui peuvent être acquis à des tiers;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Les minutes de tous actes publics, jugemens ou arrêtés, qui ont été extraites des dépôts publics où elles existaient, et déposées soit au secrétariat des mairies, soit dans toutes autres archives publiques, en exécution de

VIII.º Série.

S

la loi du 27 janvier 1794 [8 pluviôse an II], et autres lois antérieures, seront rétablies dans les dépôts publics d'où elles ont été extraites, en observant, sous la surveillance de nos procureurs près les tribunaux de première instance, en ce qui concerne les actes notariés, les formalités prescrites par l'article 58 de la loi du 16 mars 1803 [25 ventôse an XI].

2. Les officiers publics dépositaires des minutes ainsi rétablies pourront en délivrer des expéditions entières aux parties intéressées qui leur en auront fait la demande, conformément à l'article 23 de la loi du 16 mars 1803.

3. Les expéditions d'actes publics, jugemens ou arrêtés, qui se trouvent déposées dans les archives publiques par suite de l'exécution des lois de confiscation, ne pourront être remises aux anciens propriétaires ou à leurs ayant-droit qu'autant qu'ils justifieront, 1.^o qu'il existe une minute ou une autre expédition qui en tiennent lieu dans un dépôt où toute autre partie intéressée puisse recourir au besoin; 2.^o qu'ils ont qualité pour revendiquer l'expédition disponible.

4. Si une minute ou une expédition tenant lieu de minute n'existe pas, l'expédition disponible sera déposée dans le dépôt public d'où la minute aura été extraite, et l'officier public dépositaire pourra en délivrer des expéditions entières, conformément à l'article 2 de la présente ordonnance.

5. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.^o 8093. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. le Marquis d'Orvilliers* *Président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations*, et *MM. le baron Delessert et Casimir Périer* *Membres de la même commission*.

Au château des Tuileries, le 14 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'article 99 de la loi du 28 avril 1816 concernant l'organisation et le renouvellement de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations;

Vu l'extrait du procès-verbal de la séance de la Chambre des Pairs en date du 11 mars 1828, présentant les trois candidats parmi lesquels nous avons à choisir le nouveau président triennal de la commission de surveillance;

L'extrait du procès-verbal des séances de la Chambre des Députés en date des 10 et 11 du même mois, présentant les six candidats parmi lesquels nous avons à choisir les deux nouveaux membres de la commission destinés à remplacer les sieurs *Ollivier* et *Leroy*, qui ne font plus partie de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *marquis d'Orvilliers*, membre de la Chambre des Pairs, est nommé président de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations.

2. Sont nommés membres de la même commission les sieurs *baron Delessert* et *Casimir Périer*, membres de la Chambre des Députés.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

(244)

Donné en notre château des Tuileries, le 14 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 8094. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois ou les Réserves des Communes et Hospices y désignés.*

Au château des Tuileries, le 2 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I, II et VI du Code forestier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.° Viéville (Meurthe), de la coupe de huit hectares de la réserve de ses bois;

2.° Gizey-les-Nobles (Yonne), de la coupe de neuf hectares quatre-vingt-seize ares environ de sa réserve;

3.° Waldweistroff et Flostroff (Moselle), de treize arbres, dont cinq sur deux chemins vicinaux traversant les bois de cette première commune, et huit dans la réserve de la seconde;

4.° Champfromier (Ain), de deux cents arbres sapins seulement dans la réserve de ses bois;

5.° Lampertheim (Bas-Rhin), de la coupe de six hectares de sa réserve;

6.° Belieu (Doubs), de quatre cent vingt arbres, dont soixante-et-dix dans sa réserve et trois cent cinquante dans un canton de ses bois affecté aux coupes ordinaires;

7.° Samoreau et Vulaines (Seine-et-Marne), de la

B. n.° 219. (245)

coupe de dix-neuf hectares quarante-deux ares d'un bois qu'elles possèdent par indivis;

En deux années successives,

8.° Vercel (Doubs), de la coupe de douze hectares de sa réserve;

9.° Chaussin (Jura), de la coupe de treize hectares de sa réserve;

10.° Louppy (Meuse), de la coupe de dix-huit hectares de sa réserve;

En quatre années successives,

11.° Ruffieu (Ain), de huit cents sapins dans sa réserve;

En cinq années successives,

12.° Murville (Meuse), de la coupe de vingt-huit hectares formant sa réserve;

En six années successives,

13.° Olizy (Meuse), de la coupe de cinquante-neuf hectares vingt-deux ares de sa réserve.

2. Il sera procédé à l'aménagement des bois de la commune de Lampertheim, ainsi qu'au partage et à l'aménagement du bois possédé par les communes de Samoreau et Vulaines, désignées dans l'article 1.° de la présente ordonnance.

3. Les agens forestiers sont autorisés en outre à faire délivrance aux hospices ci-après désignés, savoir :

1.° de Marcigny (Saône-et-Loire), d'un canton de bois d'un hectare environ qui lui appartient;

2.° de la ville de Langres (Haute-Marne), de deux cantons de ses bois en trois années successives et par portions égales;

3.° de Saint-Lô (Manche), de vingt-cinq arbres dans la réserve d'un bois qui lui appartient, et de la coupe de quatre hectares quatre-vingt-cinq ares formant cette réserve.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 2 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.º 8095. — *ORDONNANCE DU ROI* qui prescrit l'Enregistrement et la Transcription, sur les Registres du Conseil d'état, des Statuts de trois Congrégations religieuses de femmes.

Au château des Tuileries, le 2 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825;

Vu, 1.º l'approbation donnée, le 28 décembre 1826, par l'évêque de Soissons, aux statuts des sœurs de la Croix établies à Saint-Quentin, département de l'Aisne;

2.º L'approbation donnée, le 1.º septembre 1827, par l'évêque de Séez, aux statuts des filles de l'Éducation chrétienne d'Échauffour, département de l'Orne;

3.º L'approbation donnée, le 22 novembre 1827, par l'évêque d'Agen, aux statuts de la congrégation des filles de Marie établie à Agen;

Vu lesdits statuts;

Considérant que les congrégations religieuses de femmes ci-dessus mentionnées ont déclaré dans leurs statuts qu'elles étaient soumises dans les choses spirituelles à la juridiction de l'ordinaire;

Considérant que lesdits statuts ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église

gallicane, ni aux lois du royaume touchant la nature et la durée des vœux;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Les statuts des trois congrégations religieuses de femmes dirigées chacune par une supérieure générale, et ayant pour but l'éducation chrétienne des jeunes personnes qui leur sont confiées et l'instruction gratuite des pauvres filles, savoir :

Ceux, 1.º de la congrégation des sœurs de la Croix établie à Saint-Quentin, département de l'Aisne,

2.º de la congrégation des filles de l'Éducation chrétienne établie à Échauffour, département de l'Orne,

3.º de la congrégation des filles de Marie établie à Agen;

Lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits sur les registres de notre Conseil d'état : mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil d'état sur la pièce enregistrée.

2. Nonobstant toutes expressions desdits statuts qui pourraient n'y point paraître conformes, les personnes faisant partie desdites congrégations ne pourront disposer de leurs biens meubles et immeubles que dans les limites prescrites par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

3. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, lesdites congrégations, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 2.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.^o 8096. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit l'Enregistrement et la Transcription, sur les Registres du Conseil d'état, des Statuts de la Communauté des Sœurs du Cœur de Marie dites de la Providence établie à la Flèche, département de la Sarthe.*

Au château des Tuileries, le 2 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825 ;

Vu l'approbation donnée, le 30 avril 1827, par l'évêque du Mans aux statuts des sœurs du Cœur de Marie dites de la Providence de la Flèche, département de la Sarthe ;

Vu lesdits statuts ;

Considérant que cette communauté a déclaré dans ses statuts qu'elle était soumise dans les choses spirituelles à la juridiction de l'ordinaire ;

Considérant que lesdits statuts ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane, ni aux lois du royaume touchant la nature et la durée des vœux ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les statuts de la communauté des sœurs du

Cœur de Marie dites de la Providence établie à la Flèche, département de la Sarthe, formant un établissement isolé, dirigé par une supérieure locale, et ayant pour but l'éducation gratuite des jeunes filles, le soulagement des malades à domicile, le soin des orphelins, des enfans pauvres, des infirmes des deux sexes, &c. ;

Lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits sur les registres du Conseil d'état : mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil d'état sur la pièce enregistrée.

2. Nonobstant toutes expressions desdits statuts qui pourraient n'y point paraître conformes, les personnes faisant partie de ladite congrégation ne pourront disposer de leurs biens meubles et immeubles que conformément aux dispositions du Code civil et dans les limites prescrites par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

3. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, ladite communauté, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 2.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.º 8097. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit l'Enregistrement et la Transcription, sur les Registres du Conseil d'état, des Statuts de quatre Congrégations religieuses de femmes.*

Au château des Tuileries, le 2 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825;

Vu, 1.º l'approbation donnée, le 14 octobre 1825, par l'évêque de Châlons, aux statuts de la congrégation des religieuses de Notre-Dame de Châlons, département de la Marne;

2.º L'approbation donnée, le 16 novembre 1825, par l'archevêque de Tours, aux statuts des religieuses de la Trinité établies à Tours;

3.º L'approbation donnée, le 18 février 1826, par l'évêque d'Agen, aux statuts des religieuses annonciades établies à Villeneuve d'Agen, département de Lot-et-Garonne;

4.º L'approbation donnée, le 1.º mars 1827, par l'évêque de Viviers, aux statuts des religieuses de Notre-Dame de Tournon, département de l'Ardèche;

Vu lesdits statuts;

Considérant que les congrégations religieuses de femmes susmentionnées ont déclaré dans leurs statuts qu'elles étaient soumises dans les choses spirituelles à la juridiction de l'ordinaire;

Considérant que lesdits statuts ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane, ni aux lois du royaume touchant la nature et la durée des vœux;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Les statuts des quatre congrégations religieuses de femmes, connues, la première sous le nom de *religieuses de Notre-Dame*, établie à Châlons, département de la Marne;

La deuxième, sous le nom de *religieuses de la Trinité*, établie à Tours, département d'Indre-et-Loire;

La troisième, sous le nom de *religieuses annonciades*, établie à Villeneuve d'Agen, département de Lot-et-Garonne;

La quatrième, sous le nom de *religieuses de Notre-Dame*, établie à Tournon, département de l'Ardèche;

Formant chacune un établissement isolé, dirigé par une supérieure locale, et ayant pour but, soit de donner une éducation chrétienne aux jeunes personnes qui leur sont confiées et d'instruire gratuitement les pauvres filles, soit d'offrir un asile aux veuves ou filles qui veulent se retirer du monde et vivre dans la retraite;

Lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits sur les registres de notre Conseil d'état : mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil d'état sur la pièce enregistrée.

2. Nonobstant toutes expressions desdits statuts qui pourraient n'y point paraître conformes, les personnes faisant partie desdites congrégations ne pourront disposer de leurs biens meubles et immeubles que dans les limites prescrites par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

3. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, lesdites congrégations, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 2.º jour du

mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 8098. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit l'Enregistrement et la Transcription, sur les Registres du Conseil d'état, des Statuts de la Communauté des Religieuses Annonciades établie à Langres, département de la Haute-Marne.*

Au château des Tuileries, le 2 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu l'approbation donnée, le 20 août 1825, par l'évêque de Langres, aux statuts de la communauté des religieuses annonciades établie à Langres, département de la Haute-Marne ;

Vu lesdits statuts ;

Considérant que cette communauté est soumise pour le spirituel à la juridiction de l'ordinaire ;

Considérant que lesdits statuts ne dérogent pas aux lois du royaume, et ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les statuts de la communauté de religieuses annonciades établie à Langres (Haute-Marne), gouvernée par une prieure, et ayant pour fin de se sanctifier

par la prière et le travail pour subvenir à leurs besoins et à ceux du prochain ;

Lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits sur les registres de notre Conseil d'état : mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

2. Nonobstant toutes expressions desdits statuts qui pourraient n'y point paraître conformes, les personnes faisant partie de ladite communauté ne pourront disposer de leurs biens meubles et immeubles que dans les limites prescrites par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

3. L'article 14 des statuts, portant que l'engagement des religieuses annonciades devra être fait en présence de l'évêque ou de son délégué, qui dressera l'acte et le consignera dans un registre double dont un exemplaire sera déposé entre les mains de la supérieure et l'autre aux archives de l'évêché, est approuvé, sans préjudice de l'accomplissement des formalités prescrites, sous les rapports civils, par l'article 3 du décret du 18 février 1809.

4. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, ladite communauté, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 2.° jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 8099. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit l'Enregistrement et la Transcription, sur les Registres du Conseil d'état, des Statuts de la Congrégation religieuse connue sous le nom de Communauté du Saint-Sépulcre, établie à Charleville, département des Ardennes.*

Au château des Tuileries, le 2 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825;

Vu l'approbation donnée, le 29 avril 1826, par notre cousin le cardinal archevêque de Reims, aux statuts de la congrégation du Saint-Sépulcre établie à Charleville, département des Ardennes;

Vu lesdits statuts;

Considérant que la congrégation religieuse de femmes ci-dessus mentionnée a déclaré dans ses statuts qu'elle était soumise dans les choses spirituelles à la juridiction de l'ordinaire;

Considérant que lesdits statuts ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane, ni aux lois du royaume touchant la nature et la durée des vœux;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les statuts de la congrégation religieuse connue sous le nom de *communauté du Saint-Sépulcre*, établie à Charleville, département des Ardennes, dirigée par une supérieure locale, et ayant pour objet de former à la piété et à la vertu les jeunes personnes qui leur sont confiées, et de leur enseigner la lecture, l'écriture, le calcul et les autres sciences et ouvrages qui conviennent à leur sexe;

Lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits sur les registres de notre Conseil d'état : mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil d'état sur la pièce enregistrée.

2. Nonobstant toutes expressions desdits statuts qui pourraient n'y point paraître conformes, les personnes faisant partie de ladite congrégation ne pourront disposer de leurs biens meubles et immeubles que dans les limites prescrites par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

3. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, ladite congrégation, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 2.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + D. ÉV. D'HERMOPOLIS.

N.° 8100. — *ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Christophe (Gilles), né le 22 août 1780 à Sainte-Cécile, ancien département des Forêts, demeurant à Fromy, arrondissement de Sedan, département des Ardennes. (Paris, 4 Novembre 1824.)*

N.° 8101. — *ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Raynardi de Sainte-Marguerite (Félix-Gaspard-Dominique), né le 15 avril 1790, commune du Belveder, comté de Nice, ancien département des Alpes-Maritimes, capitaine au sixième régiment d'infanterie de*

ligne, chevalier des ordres royaux de Saint-Louis et de la Légion d'honneur. (*Saint-Cloud*, 28 Septembre 1825.)

N.° 8102. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Massaroli* (*Michel-Antoine-Charles-Joseph*), né le 16 mars 1776 à Turin en Piémont, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, ex-major au sixième régiment de ligne, lieutenant de Roi en réforme, demeurant à Albigny, arrondissement de Lyon, département du Rhône. (*Paris*, 25 Avril 1827.)

N.° 8103. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Depping* (*George-Bernard*), né le 15 mai 1784 à Munster, ancien département de la Lippe, homme de lettres, demeurant à Paris. (*Saint-Cloud*, 13 Juin 1827.)

N.° 8104. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Scribani* (*Charles-Antoine-Cajétan*), né le 29 mars 1789 à Bettola, ancien département du Taro, sous-lieutenant au dix-septième régiment de chasseurs à cheval. (*Saint-Cloud*, 11 Juillet 1827.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 24 Mars 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

24 Mars 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 220.)

N.° 8105. — ORDONNANCE DU ROI qui réunit aux départemens du Bas-Rhin et de la Moselle les Communes et parties de communes cédées à la France par la Convention définitive conclue avec la Bavière pour la démarcation de la frontière du Nord.

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La commune de Nieder-Steinbach et les parties des communes de Weiler et d'Altenstadt cédées à la France par la convention définitive conclue le 9 décembre 1825, entre la France et la Bavière, pour la démarcation de la frontière du Nord, sont réunies au canton et à l'arrondissement de Wissembourg, département du Bas-Rhin.

2. La commune d'Ober-Steinbach, cédée à la France par la même convention, est réunie au canton de Bitche et à l'arrondissement de Sarreguemines, département de la Moselle, dont elle faisait anciennement partie.

3. Notre garde des sceaux et nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

VIII.^e Série.

T

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8106. — *ORDONNANCE DU ROI* qui prescrit l'Enregistrement et la Transcription, sur les Registres du Conseil d'état, des Statuts des Religieuses de la Congrégation de Saint-Joseph établie à Lyon, département du Rhône.

Au château des Tuileries, le 2 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu le décret du 10 avril 1812, contenant brevet d'institution publique des religieuses de Saint-Joseph dans le diocèse de Lyon, et approbation de leurs statuts ;

Vu les nouveaux statuts auxquels elles ont déclaré se soumettre ;

Vu l'approbation donnée à ces statuts, le 21 mars 1827, par l'archevêque d'Amasie, administrateur du diocèse de Lyon ;

Considérant que lesdits statuts ne diffèrent essentiellement des statuts approuvés par le décret du 10 avril 1812 qu'en ce qu'ils soumettent les religieuses qui les ont souscrits à l'autorité d'une supérieure générale ;

Considérant d'ailleurs qu'ils placent la congrégation sous la juridiction de l'ordinaire ; qu'ils ne dérogent pas aux lois du royaume et ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les statuts des religieuses de la congrégation de Saint-Joseph établie à Lyon, département du Rhône, gouvernée par une supérieure générale, et ayant pour fin le service des malades et des infirmes, soit dans les hôpitaux, soit à domicile, l'instruction gratuite des pauvres filles et généralement toutes les œuvres de charité et de miséricorde ;

Lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits sur les registres de notre Conseil d'état : mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

2. Nonobstant toutes expressions desdits statuts qui pourraient n'y point paraître conformes, les personnes faisant partie de ladite congrégation ne pourront disposer de leurs biens meubles et immeubles que dans les limites prescrites par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 2.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques*,

Signé + D. EV. D'HERMOPOLIS.

N.° 8107. — *ORDONNANCE DU ROI relative à l'ouverture d'une Route de Sens à Saint-Florentin, département de l'Yonne.*

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de la ville de Sens, département de l'Yonne, et des communes de Cersiers, Arces et Champlot, situées dans le même département, qui offrent de contribuer à la construction de la route de Sens à Saint-Florentin;

Vu le projet des travaux de cette route;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La route de Sens à Saint-Florentin, département de l'Yonne, sera ouverte et terminée conformément au projet et aux plans qui seront approuvés par notre directeur général des ponts et chaussées.

Cette route, après son achèvement, fera partie de celle de première classe, n.° 5, de Paris à Genève et en Italie.

2. Les offres des communes et particuliers qui ont pris l'engagement de contribuer à la dépense sont acceptées; le préfet du département prendra les mesures nécessaires pour les faire réaliser.

3. La route royale n.° 6, qui s'embranché à Joigny sur celle n.° 5, s'embranchera sur cette dernière à Sens, après l'achèvement de la route de Sens à Saint-Florentin.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8108. — *ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la Publication de la Bulle d'institution canonique de M. Blanquet de Rouville pour l'évêché de Numidie in partibus infidelium.*

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La bulle donnée à Rome, à Saint-Pierre, le 5 des calendes de février de l'an de l'Incarnation 1827 [28 janvier 1828], portant institution canonique, pour l'évêché de Numidie *in partibus infidelium*, de M. Étienne Blanquet de Rouville, est reçue, et sera publiée dans le royaume en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la charte constitutionnelle, aux lois du royaume, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'état : mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des

affaires ecclésiastiques, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 6.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8109. — *ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'une Caisse d'épargne et de prévoyance dans la ville de Nîmes.*

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil municipal de Nîmes en date du 8 mai 1826;

Vu l'avis du préfet du Gard en date du 29 du même mois;

Vu les diverses ordonnances royales qui autorisent l'établissement de caisses d'épargne et de prévoyance dans plusieurs villes du royaume;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera établi dans notre bonne ville de Nîmes une caisse d'épargne et de prévoyance.

2. Cette caisse recevra en dépôt les petites sommes qui lui seront confiées par les cultivateurs, les ouvriers, les artisans, les domestiques et toutes les autres personnes économes ou industrieuses.

3. Elle sera régie par douze administrateurs choisis pour la première fois par l'assemblée générale des fondateurs et pris parmi eux. Chaque année, trois de ces administrateurs, d'abord désignés par le sort et ensuite par l'ancienneté, cesseront leurs fonctions : leurs successeurs seront choisis par les administrateurs restans. Les administrateurs sortans pourront être réélus.

4. Les administrateurs pourront aussi être choisis par la suite parmi les personnes qui, au moyen de souscriptions ou de dons faits en faveur de l'établissement, seront admises par délibération du conseil d'administration à participer aux droits et privilèges des fondateurs primitifs.

Les fonds qui seront déposés à la caisse seront employés en achat de rentes sur l'État.

5. Le mode de comptabilité et d'administration intérieure sera réglé par l'administration de l'établissement, sous l'approbation du préfet du département.

6. La caisse d'épargne recevra en dépôt toutes les sommes qui ne seront pas au-dessous d'un franc.

7. L'intérêt ne courra au profit du prêteur que lorsque ses épargnes auront atteint la somme de douze francs : il ne sera alloué aucun intérêt pour les portions de dépôt excédant cette somme ou ses multiples.

8. L'intérêt sera dû à compter du premier jour du mois qui suivra l'époque à laquelle aura été versée ou complétée chaque somme de douze francs.

9. L'intérêt des dépôts sera réglé à la fin de chaque mois : il sera ajouté au capital et pourra produire des intérêts pour le mois suivant.

10. Aussitôt que le compte d'un déposant présentera une somme suffisante pour acheter, au cours moyen du jour, une inscription de dix francs de rente sur l'État, le transfert de cette rente sera fait en son nom. S'il en forme la demande, il en deviendra propriétaire et en pourra disposer à son gré; s'il ne retire pas son inscription, la caisse

en restera dépositaire, et en touchera les arrérages, qui seront portés au crédit du titulaire.

11. Les dépôts seront restitués, à quelque époque que ce soit, et à la volonté des prêteurs, en prévenant huit jours d'avance : mais la caisse pourra, si elle le juge convenable, rembourser avant l'expiration de ce délai.

12. Les sommes retirées ne porteront point d'intérêt pour les jours écoulés du mois pendant lequel le retrait sera opéré, la caisse n'allouant aucun intérêt pour les fractions de mois.

13. L'intérêt que la caisse d'épargne et de prévoyance paiera aux déposans sera fixé par une décision de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, rendue sur la proposition de l'administration de l'établissement et l'avis du préfet, et qui sera portée à la connaissance du public.

14. La dissolution de la caisse d'épargne et de prévoyance arrivant par quelque cause que ce soit, les valeurs qui resteront libres après le remboursement de tous les dépôts et le paiement de toutes les dettes seront concédées aux établissemens de charité de la ville de Nîmes, d'après la répartition qui en sera arrêtée par le conseil municipal et approuvée par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

15. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8110. — *ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'un Mont-de-piété dans la ville de Nîmes.*

Au château des Tuileries, le 6 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Il sera formé dans notre bonne ville de Nîmes (Gard) un mont-de-piété qui sera régi, sous la surveillance du préfet et l'autorité de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, par une administration gratuite et charitable, composée de trois membres du conseil municipal, d'un membre de la commission administrative des hospices, d'un membre du bureau de bienfaisance, d'un jurisconsulte, et d'un notable versé dans les opérations de banque.

2. Pour la première fois, la nomination des deux derniers administrateurs sera faite par notre ministre de l'intérieur sur une liste triple de candidats présentés par le préfet ; les cinq autres seront nommés par le ministre, sur l'avis du préfet, et sur la présentation des administrations charitables dont ils doivent nécessairement faire partie. En cas de vacance, il y sera pourvu conformément au règlement annexé à la présente ordonnance.

3. Les registres, les reconnaissances, les procès-verbaux de vente, et généralement tous les actes relatifs à l'administration du mont-de-piété de Nîmes, seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

4. Le capital destiné à subvenir aux prêts sur nantissement est fixé à cent cinquante mille francs. Il ne pourra être porté au-delà de cette somme sans l'autorisation de notre ministre de l'intérieur.

5. Le capital indiqué par l'article précédent sera formé,
1.° Par la somme de cinquante mille francs votée en faveur de cet établissement par le conseil municipal de Nîmes;

2.° Par les cautionnemens en numéraire des préposés du mont-de-piété, et par ceux des receveurs des établissemens de bienfaisance du département du Gard ou d'autres départemens, en tant que les lois existantes n'ordonnent pas le versement de ces cautionnemens au trésor royal.

6. Pourront aussi être versés dans la caisse du mont-de-piété, afin de concourir à la formation du capital indiqué à l'article 4, tous les deniers appartenant aux établissemens de bienfaisance qui proviendront de recettes extraordinaires et qui n'auront pas d'affectation spéciale.

7. Le mont-de-piété pourra aussi recevoir les fonds qui lui seront offerts par des particuliers, soit à titre de placement, soit comme simple dépôt, dans la forme et sous les conditions indiquées au règlement.

8. Le taux des intérêts à payer par l'établissement pour les fonds provenant des cautionnemens indiqués au paragraphe 3 de l'article 5 sera le même que celui que paie le trésor royal pour les cautionnemens qui y sont versés; et le taux des intérêts à payer pour les sommes provenant des placemens indiqués aux articles 6 et 7 sera déterminé par notre ministre de l'intérieur, sur la proposition de l'administration et l'avis du préfet.

9. Les bénéfices résultant des opérations du mont-de-piété, toutes les dépenses payées, augmenteront, avec le montant des *boni* non réclamés dans les trois années de la date des dépôts, la dotation de l'établissement. Ces fonds seront employés au remboursement successif des capitaux versés dans la caisse du mont-de-piété et qui lui sont étrangers; ce qui permettra de diminuer le taux de l'intérêt des prêts sur nantissement.

10. En cas de suppression du mont-de-piété, et après

la liquidation de cet établissement, la somme de cinquante mille francs donnée par la ville de Nîmes sera réintégrée dans la caisse municipale, et le surplus de la dotation sera concédé aux établissemens de charité de la même ville, d'après la répartition qui sera arrêtée par le conseil municipal, et approuvée par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

11. En exécution de la loi du 16 pluviôse an XII [6 février 1804], et au moyen des dispositions de la présente ordonnance, les maisons de prêt qui existent à Nîmes seront fermées, et leur liquidation sera opérée dans le plus court délai.

12. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 6 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8111. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs de Saint-Charles établie à Saint-Genis-Laval, département du Rhône.*

Au château des Tuileries, le 9 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des sœurs de Saint-Charles de Saint-Genis-Laval, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts de leur maison mère à Lyon, approuvés par décret du 22 octobre 1810;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Genis-

Laval du 11 mai 1825, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'archevêque d'Amasie, administrateur du diocèse de Lyon, du 19 février 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs de Saint-Charles établie à Saint-Genis-Laval, département du Rhône, gouvernée par une supérieure locale dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Lyon dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 9.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8112. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté de Religieuses Ursulines établie à Valréas, département de Vaucluse.*

Au château des Tuileries, le 9 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des religieuses ursulines établies à Valréas, département de Vaucluse, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des ursulines d'Amiens, en-

registrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 7 mai 1826;

Vu la délibération du conseil municipal de Valréas du 25 juillet 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'archevêque d'Avignon, du 15 décembre 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté de religieuses ursulines établie à Valréas, département de Vaucluse, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 9.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé. + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8113. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté de Sœurs hospitalières de la Sainte-Trinité établie à Saint-André-la-Palud et Legas, département de l'Isère.*

Au château des Tuileries, le 9 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des sœurs hospitalières de la Sainte-Trinité de Saint-André-la-Palud et Legas, qu'elles adoptent

et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de la Sainte-Trinité de Valence, approuvés par décret du 16 juillet 1810;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-André-la-Palud du 5 novembre 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'évêque de Grenoble, du 29 du même mois;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} La communauté de sœurs hospitalières de la Sainte-Trinité établie à Saint-André-la-Palud et Legas, département de l'Isère, gouvernée par une supérieure locale dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Valence dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 9.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8114. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Clément (Jean-Marie-Alexandre), né le 30 novembre 1781 à Marthod, ancien département du Mont-Blanc, ancien militaire, demeurant à Paris. (Paris, 15 Août 1827.)

N.^o 8115. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Mignon (Jean-Antoine-Honoré-Mathieu), né à Nice en Savoie le 21 septembre 1787, lieutenant, garde-du-corps du Roi, compagnie de Noailles. (Paris, 14 Novembre 1827.)

N.^o 8116. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Charvey (Joseph-Marie), né le 1.^{er} septembre 1782 aux Contamines en Savoie, attaché au service du ministre secrétaire d'état de l'intérieur. (Paris, 3 Janvier 1828.)

N.^o 8117. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Jacquemoud (Joseph-François), né le 27 septembre 1773 aux Contamines, ancien département du Léman, demeurant à Paris. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8118. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Gismondi (Philippe-Laurent-Jean), né le 9 octobre 1765 à Menton, principauté de Monaco, ancien département des Alpes-Maritimes, aumônier de la marine à Toulon, département du Var. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.^o 8119. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Berguenheusse (Jean-Michel), né le 20 février 1787 à Verviers, royaume des Pays-Bas, demeurant à Mouzon, arrondissement de Sedan, département des Ardennes. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.^o 8120. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Meyer (Joseph-Léopold), né le 16 novembre 1788 à Budisholz, canton de Lucerne en Suisse, menuisier, demeurant à Carspach, arrondissement d'Altkirch, département du Haut-Rhin. (Paris, 13 Février 1828.)

N.^o 8121. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur Lurde (Alexandre-Louis-Thomas), né à Paris le 28 vendémiaire an IX [20 octobre 1800], est autorisé à servir près de Sa Majesté Catholique, sans perdre la qualité de Français et les droits qui y sont attachés; à la charge toutefois par lui de ne jamais porter les armes contre la France, pour quelque cause que ce puisse être, sous les peines contenues dans les lois, ordonnances et réglemens du royaume. (Paris, 24 Octobre 1827.)

N.^o 8122. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur de Maillé (Gustave-Fortuné), né à Angers (Maine-et-Loire) le

31 mars 1809, à prendre du service près de Sa Majesté Catholique, sans perdre la qualité de Français et l'exercice des droits qui y sont attachés; à la charge toutefois par lui de ne jamais porter les armes contre la France, pour quelque cause que ce puisse être, sous les peines contenues dans les lois, ordonnances et réglemens du royaume. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8123. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 68 francs sur l'État faite aux pauvres de *Meslay* (Loir-et-Cher) par le sieur *Delaporte*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8124. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3000 francs faite à l'hospice de *Fains* (Meuse) par le sieur *Chauchet*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8125. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice et le bureau de bienfaisance de *Lodève* (Hérault) à accepter, 1.º une somme de 3000 francs léguée à l'hospice par le sieur *Marc*, et 2.º le Legs universel, évalué à 5000 francs environ, fait au bureau de bienfaisance par le même testateur. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 24 Mars 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

24 Mars 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 221.)

N.º 8126. — ORDONNANCE DU ROI portant Proclamation des Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le quatrième trimestre de 1827, et des Cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des droits résultant de titres de la même nature.

Au château des Tuileries, le 20 Janvier 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures;

Vu l'article 6 du titre I.º et les articles 6, 7 et 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Vu l'article 1.º de l'arrêté du 5 vendémiaire an IX [27 septembre 1800], portant que les brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation, seront proclamés tous les trois mois par la voie du Bulletin des lois,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Les personnes ci-après dénommées sont brevetées définitivement :

1.º Le sieur *Souffrant* (*Barthélemi*), mécanicien, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n.º 105, auquel il a été délivré, le 5 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une pompe qu'il appelle *française*, propre à remplacer les pompes à feu;

2.º Le sieur *Tastemain* (*Pierre - Nicolas*), demeurant à
VIII.º Série. V

Senonches, arrondissement de Dreux, département d'Eure-et-Loir, auquel il a été délivré, le 5 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 mai 1826, pour une machine propre à couper les blés dans les champs;

3.° Le sieur *Bourrouse de Laffore* (*Joseph-Bonaventure*), avocat à la cour royale d'Agen, faisant élection de domicile à Paris chez le sieur *de Forcade*, demeurant quai des Tournelles, n.° 31, auquel il a été délivré, le 30 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un procédé qu'il appelle *statilégie*, propre à apprendre à lire en peu de temps;

4.° Le sieur baron *Cagniard de Latour*, demeurant à Paris, rue du Rocher, n.° 36, auquel il a été délivré, le 30 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour des procédés servant à appliquer les différentes espèces de laves à des usages auxquels ces produits volcaniques n'ont pas encore été employés;

5.° Le sieur *Capdeville* (*Charles-Antoine*), directeur des forges de Lugos, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 30 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans, pour l'amélioration des fontes de fer par l'usage de la racine de brande non carbonisée;

6.° Les sieurs *Spiller* (*Joël*) et *Crespel-Delisse* (*Louis-François-Xavier-Joseph*), demeurant à Paris, rue d'Anjou Saint-Honoré, n.° 6, auxquels il a été délivré, le 30 octobre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour l'application de la vapeur à l'évaporation du suc de betterave, au moyen d'une chaudière dont le fond est formé de tubes demi-sphériques fixés sur une planche de cuivre;

7.° Le sieur *Cluesman* (*Jean-Baptiste*), facteur de pianos, demeurant à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n.° 5,

auquel il a été délivré, le 30 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un piano qui diffère des autres par la position des chevilles et des étouffoirs;

8.° Le sieur *Lépine* (*Jacques-Nicolas*), demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n.° 37, auquel il a été délivré, le 30 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour un appareil portatif propre à l'éclairage des appartemens, usines, ateliers, &c. par le gaz hydrogène, en se servant de la chaleur produite dans toute espèce de foyers;

9.° Le sieur *Segundo*, demeurant à Paris chez le sieur *Benezet*, petite rue Saint-Roch, n.° 3, auquel il a été délivré, le 30 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour des mors et gourmettes de chevaux;

10.° Le sieur *Petitpierre* (*Jean-Henri*), ingénieur mécanicien, demeurant à Paris, rue Pavée Saint-André-des-Arts, n.° 5, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour une boîte mélodigraphique servant à fondre les planches propres à la gravure de la musique;

11.° Les sieurs *Aschermann* et *Perrin*, demeurant à Paris, rue de Montmorency, n.° 7, au Marais, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation de dix ans pour une machine servant à couper les poils de toute espèce de peaux à l'usage de la chapellerie, et connue sous le nom de *cutting machine*;

12.° Le sieur *Louis* jeune (*François*), demeurant à Nîmes, département du Gard, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de dix ans pour un battant mécanique appliqué principalement aux métiers à la Jacquart;

13.° Le sieur *Maisiat* (*Étienne*), professeur de fabrique

à l'école spéciale de commerce de Lyon, y demeurant, place Croix-Paquet, n.° 6, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour la fabrication de tissus imitant la gravure et la typographie;

14.° Le sieur *Lebarbey* (*Pierre*), médecin, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 24, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un moyen de prévenir et contenir les hernies;

15.° Les sieurs *Conrad* (*Philippe-Henri*) et *Adhémar* (*Louis-Joseph*), demeurant à Paris chez le sieur *Mercier*, rue Saint-Thomas du Louvre, n.° 36, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour des procédés de fabrication de briques en terre ferme;

16.° Le sieur *Steininger* (*François*), luthier, demeurant à Paris, rue du Temple, n.° 137, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un mécanisme adapté principalement aux basses;

17.° Le sieur *Lorget* (*Albert-Louis*), imprimeur en taille-douce, demeurant à Paris, rue Montmartre, n.° 84, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans pour des procédés de fabrication d'un papier glacé imitant l'émail;

18.° Les sieurs *Didot fils* (*Firmin*), imprimeur, et *Motte*, lithographe, demeurant à Paris, le premier, rue Jacob, n.° 24, et le second, rue des Marais Saint-Germain, n.° 13, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé qu'ils appellent *lithotypographique*, propre à imprimer sous la presse typographique les dessins ou écritures exécutés par l'encre ou le crayon lithographiques, simultanément avec les caractères mobiles employés dans la typographie;

19.° Le sieur *Leistenschneider* (*Ferdinand*), demeurant à Poncey, canton de Saint-Seine-l'Abbaye, département de la Côte-d'Or, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé de fabrication de carton à la mécanique;

20.° Les sieurs *Bourquin* (*Abraham-Henri*) et compagnie, mécaniciens, demeurant rue Sirène, n.° 7, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une navette mécanique propre au tissage;

21.° Les sieurs *Mallié* (*Charles*) et *Mémo* (*Fleuri*), marchands fabricans d'étoffes de soie, demeurant place Croix-Paquet, n.° 1, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un battant mécanique propre à la fabrication des rubans et autres tissus;

22.° Les sieurs *Berthet* (*Claude*) et *Cacheux* (*Victor*), horlogers, demeurant à Paris, rue du Temple, n.° 125, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un échappement de pendule à oscillation dans la fourchette, qui s'adapte à toute espèce de mouvement et pouvant marcher avec chute égale sans précaution d'aplomb;

23.° Le sieur *Beauvais* (*François*), négociant, demeurant quai de Retz, n.° 37, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de cinq ans pour une composition métallique qu'il appelle *argyroïde*, susceptible de prendre le poli de l'acier;

24.° Le sieur *Saint-Maurice-Cabany*, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Avoie, n.° 57, hôtel Saint-Aignan, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat

de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine à copier qu'il appelle *secrétaire* ;

25.° Le sieur *Rodier* fils (*Denis*), demeurant à Nîmes, département du Gard, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 mars 1826, pour des procédés propres à donner toute espèce d'ouvrages à la soie, à la laine, au coton, &c. ;

26.° Le sieur *Mialle* (*Simon*), professeur de sténographie, demeurant à Paris, rue du Cherche-midi, n.° 28, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une méthode d'enseigner à lire en peu de leçons ;

27.° Le sieur *Dumoutier* (*Bon-Pierre*), demeurant à Pantin, près Paris, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 juin 1823, conjointement avec le sieur *Aillaud*, pour une chaux appelée *chaux hydraulique*, propre aux canaux, bassins de rivière, réservoirs, &c. ;

28.° Le sieur *Montagny* (*Jean-Pierre*), graveur en médailles, demeurant à Paris, rue des Grands-Augustins, n.° 5, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des procédés de fabrication de boutons de toutes couleurs et dimensions imitant la soie ;

29.° Le sieur *Lépine*, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n.° 37, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de cinq ans pour un collier de cheval et une sellette ;

30.° Le sieur *Bautain* (*Charles-Toussaint*), fabricant de lunettes, demeurant rue Simon-le-Franc, n.° 7, à Paris, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans

qu'il a pris, le 18 mai précédent, pour une lunette double qu'il appelle *binocle à tirage simultané* ;

31.° Le sieur *Bridier-Royer*, négociant manufacturier, demeurant à Sedan, département des Ardennes, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour un moulin à drèche, propre à réduire en farine l'orge germée destinée à la fabrication de la bière ;

32.° Le sieur *Croizat* (*Ferdinand*), coiffeur, demeurant à Paris, rue de l'Odéon, n.° 33, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une brosse qu'il appelle à *réservoir*, propre à teindre les cheveux en les brossant ;

33.° Les sieurs *Guibout* (*Alexandre*), négociant, et *Bondot* (*Vincent*), mécanicien, demeurant à Paris, le premier, rue Saint-Denis, n.° 367, et le second, rue de Ménil-Montant, n.° 64, auxquels il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un système de mécaniques préparatoires, propres à toute espèce de matières filamenteuses, consistant en un étirage et un métier à lanterne ;

34.° Le sieur *Gaulofret* fils (*Joseph*), fabricant de colle forte, demeurant rue Friedland, n.° 7, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 24 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un moyen de revivifier le charbon animal ;

35.° Le sieur *Arizolli* (*Barthélemi-François*), poëlier-fumiste, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, n.° 23, auquel il a été délivré, le 24 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une cheminée, âtre, chenets, soubassement, &c. tout en fonte ;

36.° Les sieurs comte de *Rochelines* (*Jean-Baptiste-Richard*), capitaine d'artillerie, et *Fabricius* (*Léonard*), carrossier, demeurant à Douai, faisant élection de domicile à Paris chez

M. le marquis *d'Autichamp*, gouverneur du Louvre, auxquels il a été délivré, le 24 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un mécanisme propre à rendre les diligences inversables;

37.° Le sieur *de Bernardière* (*Achille*), fabricant, demeurant à Paris, rue de Provence, n.° 4, auquel il a été délivré, le 24 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des procédés de fabrication de vannerie fine et cannage de meubles avec des fanons de baleine;

38.° Le sieur *Richard* (*Jean-Jacques*), fondeur en métaux, demeurant à Paris, parvis Notre-Dame, n.° 4, auquel il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour la fabrication de divers objets en fonte de fer poli à l'instar de l'acier fondu;

39.° Le sieur *Collain* (*Jean-Pierre-François*), demeurant à Sabran, canton de Bagnols, département du Gard, auquel il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un foyer et une cheminée serpentés faisant corps avec la chaudière que l'on veut mettre en ébullition, et applicables à tous objets de chauffage;

40.° Le sieur *Irving*, gentilhomme anglais, faisant élection de domicile à Paris, rue de Grenelle Saint-Germain, n.° 98, auquel il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour un moyen de communiquer la force motrice à l'action des grues, marteaux de forge et de toute espèce, ainsi qu'à toutes autres machines exigeant un mouvement rotatoire, ou réciproquement par l'application de la pression atmosphérique et d'un vide ou vide partiel;

41.° Le sieur *Boulet* (*Jacques*), demeurant à Paris, rue Froidmanteau, n.° 10, auquel il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de

quinze ans qu'il a pris, le 19 janvier précédent, pour une préparation à donner aux laines cardées et peignées à l'effet d'en redresser la fibre qui se trouve naturellement crêpée et frisée;

42.° Les sieurs *Canson* frères, fabricans d'Annonay, représentés à Paris par le sieur *Chapuis*, capitaine en retraite, demeurant rue de Grenelle Saint-Honoré, n.° 29, auxquels il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'ils ont pris, le 28 septembre précédent, pour un procédé de collage du papier dans la cuve de fabrication;

43.° Le sieur *Simon* (*Nicolas*), poëlier et fondeur, demeurant à Saint-Dié, département des Vosges, auquel il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un potager mobile en tôle;

44.° Le sieur *Pradel* (*Pierre*), horloger, demeurant à Carcassonne, département de l'Aude, auquel il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 13 juillet précédent, pour une machine propre à tondre les draps;

45.° Les sieurs *Siau* (*Barthélemi*), *Gaulofret* fils, et *Boffe* frères (*Melchior-François* et *Jean-Baptiste*), demeurant chez le sieur *Sian*, rue du Tapis vert, n.° 55, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auxquels il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des procédés de fabrication de colle forte par l'extraction des os;

46.° Le sieur *Becker* (*Henri-Guillaume*), mécanicien, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auquel il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une machine à vapeur à haute pression

sans danger, produisant la vapeur instantanément avec économie de combustible, applicable à toute sorte d'usines, à la navigation et aux voitures;

47.° Le sieur *Clément Désormes*, professeur de chimie, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n.° 92, auquel il a été délivré, le 30 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un procédé de construction de chambres destinées à la fabrication de l'acide sulfurique;

48.° Le sieur *Migeon*, maître des forges de Morvillars, représenté à Paris par le sieur *Armonville*, employé au conservatoire des arts et métiers, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une machine propre à frapper à chaud les têtes des vis à bois faites avec des fils de fer de tous les numéros, et ayant des têtes de toutes les formes connues, rondes, plates, carrées, &c.;

49.° Le sieur *Delacoux*, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Paris, rue Basse du Rempart, impasse Cendrier, n.° 1, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une harpe perfectionnée;

50.° La dame *Choël*, née *Marie-Marguerite Léger*, demeurant à Paris chez le sieur *Boudé*, rue Mondétour, n.° 16, à laquelle il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un moyen de denteler les bords de pièces de tulle sans les couper;

51.° Le sieur *Adam* (*Jacques-François*), demeurant à Paris, rue Bleue, n.° 27, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 24 août précédent, pour une reliure mobile donnant lieu à un nouveau système de publicité et à d'autres résultats;

52.° Le sieur *Bertaux* (*Alexandre-Marie*), demeurant à

Paris, rue Saint-Martin, n.° 48, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 11 mars 1826, pour des moyens de rendre les voitures inversables;

53.° Le sieur *Thinat*, mécanicien, demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une machine nouvelle à haute pression;

54.° Le sieur *Lamothe* (*Jean*), négociant, demeurant à Montréal, département du Gers, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour des moyens de rendre portatif et distillant sur charrette l'appareil distillatoire de Bagliani;

55.° Le sieur *Strybosch* (*William*), chimiste, demeurant rue du Plat, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des procédés de fabrication de chandelles imitant la bougie;

56.° Le sieur *Beauduin-Kammenne* (*Servais-Joseph*), mécanicien, demeurant à Sedan, département des Ardennes, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 4 mai 1822, pour une mécanique propre à travailler le poil destiné aux lisières des draps;

57.° Le sieur *Perkins* (*Jacob*), citoyen des États-Unis, représenté à Paris par le sieur *Hubert*, demeurant rue des Jeûneurs, n.° 8, auquel il a été délivré, le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour des améliorations dans les machines à vapeur;

58.° Le sieur *Bécasse* (*Pierre-Victor*), demeurant à Paris, rotonde du Temple, n.° 24 et 25, auquel il a été délivré,

le 7 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 25 mai précédent, pour une enrayure à levier mobile, propre à toute espèce de voitures;

59.° Le sieur *Bernhard* (*Antoine*), demeurant à Berlin, représenté par le sieur *Mayet*, faisant élection de domicile à Paris, rue Charlot, n.° 16, auquel il a été délivré, le 14 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de quinze ans pour un appareil qu'il appelle *appareil Bernhard*, propre à élever l'eau ou tout autre fluide à l'aide seulement de la pression de l'air atmosphérique et par l'emploi de la chaleur;

60.° Le sieur *Galy-Cazalat*, professeur de physique au collège de Nancy, département de la Meurthe, auquel il a été délivré, le 14 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 1.° décembre 1826, pour une lampe et un chandelier aérostiques à briquet et à deux combustibles;

61.° Le sieur *Chamborédon* (*Louis-César*), avocat, demeurant à Alais, département du Gard, auquel il a été délivré, le 14 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un moteur mécanique qu'il appelle *conservateur des forces*, lequel, mis en mouvement, reçoit ses forces de lui-même et paraît propre à remplacer toute sorte de moteurs;

62.° Le sieur *Wright* (*Lemael-Wellman*), ingénieur de Londres, représenté à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.° 28, auquel il a été délivré, le 14 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour une nouvelle grue perfectionnée;

63.° Le sieur *Gourlier* (*Adrien-Jean-Baptiste*), mathématicien, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n.° 159, auquel il a été délivré, le 14 décembre der-

nier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 8 février précédent, pour un fer de botte qu'il appelle *fer mobile cylindrique*;

64.° Le sieur *Petitpierre* (*Jean-Henri*), ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue du Battoir-Saint-André-des-Arts, n.° 1, auquel il a été délivré, le 14 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, de perfectionnement et d'addition de cinq ans pour une machine typomélographique, propre à graver la musique;

65.° Les sieurs *Boche* et *Aubin*, fabricans de poires à poudre, demeurant à Paris, rue Montorgueil, n.° 84, auxquels il a été délivré, le 14 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une poire à poudre qui détermine d'elle-même la quantité de poudre qui doit former la charge;

66.° Les sieurs *Rollé* (*Frédéric*) et *Schwilgué* (*Jean-Baptiste*), mécaniciens, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auxquels il a été délivré, le 14 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une balance à pont, propre à peser les voitures chargées;

67.° Le sieur *Niogret* (*Guillaume*), demeurant à Paris, rue Saint-Paul, n.° 5, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un mode de transport des voyageurs et marchandises par terre et par eau au moyen d'un bateau-voiture, de voitures, bateaux et navires mis en mouvement et dirigés sans vapeur, sans chevaux, en employant de nouvelles puissances à simple, à double et triple effet;

68.° Le sieur *Capy*, ferblantier-lampiste, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 271, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et

de perfectionnement de cinq ans, pris, le 28 septembre précédent, par le sieur *Durand*, dont il est cessionnaire, pour une cafetière ;

69.° Le sieur *Chamblant* (*Marie-Nicolas-Joseph*), ingénieur-opticien, demeurant à Paris, rue des Fossés-Saint-Germain des Prés, n.° 12, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un nouvel élément mécanique dit *machine principe de conversion du mouvement rectiligne en mouvement circulaire*, avec une force constante et uniforme sans le secours du volant ;

70.° Le sieur vicomte de *Barrès du Molard* (*Jean-Scipion-Fleuri*), officier supérieur d'artillerie, demeurant à Paris, rue de Chartres, hôtel de Liverpool, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 25 août 1826, pour un nouveau système de ponts à grandes portées ;

71.° Le sieur *Duclos* (*Philippe-Ignace*), candidat en médecine, rue des Marais-Saint-Germain, n.° 3, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une ceinture qu'il appelle *ménorrhéenne*, à l'usage des femmes ;

72.° Le sieur *Bostock* (*James-Béthune*), rentier, de Londres, représenté à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.° 28, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour un système de mécaniques perfectionnées, propre à fabriquer les vis métalliques communément appelées *vis à bois* ;

73.° Le sieur *Duguet* fils (*Antoine-Nicolas*), demeurant à Paris, rue de Bercy, n.° 11, faubourg Saint-Antoine, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 mars

précédent, pour une machine qu'il appelle *pétrin mécanique*, propre au pétrissage de toute sorte de pâtes destinées à la fabrication du pain ;

74.° Le sieur *Batilliat* (*Pierre*), pharmacien, demeurant à Mâcon, département de Saône-et-Loire, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une substance chimique propre à remplacer en partie la pâte de chiffon dans la fabrication du papier, auquel elle communique plusieurs propriétés particulières ;

75.° Le sieur *Gervais*, demeurant à Paris, rue du Four-Saint-Germain, n.° 26, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 16 août précédent, pour un procédé d'amélioration des vins, eaux-de-vie et autres liqueurs vineuses, par l'application de la chaleur ;

76.° Le sieur *Gibon* (*Jacques-Louis*), artiste, demeurant à Paris, rue de Richelieu, n.° 9, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour de nouveaux cadres inaltérables ou bordures de tableau ;

77.° Le sieur *Poupon* (*Claude*), demeurant à Nuits, département de la Côte-d'Or, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une nouvelle presse propre à presser les raisins et autres substances ;

78.° Le sieur *Nuellens*, demeurant à Paris, rue du Rocher, impasse d'Argenteuil, n.° 12, auquel il a été délivré, le 21 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 20 juillet précédent, pour des matelas et meubles élastiques ;

79.° Le sieur *Arnett* (*Thomas*), de Londres, représenté à Paris par le sieur *Perpigna*, demeurant rue du Faubourg-Poissonnière, n.° 8, auquel il a été délivré, le 28 décembre

dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour un lit flottant perfectionné ;

80.° Le sieur *Perkins* (*Jacob*), citoyen des États-Unis, représenté à Paris par le sieur *Hubert*, demeurant rue des Jeûneurs, n.° 8, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de quinze ans qu'il a pris, le 7 du même mois, pour des améliorations dans les machines à vapeur ;

81.° Les sieurs *Moitessier* (*Antoine-Prosper*), luthier, *Marchand* (*Auguste*), horloger, et *Mazeline* (*Jacques-François*), mécanicien, demeurant tous à Carcassonne, département de l'Aude, auxquels il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine à tondre les draps et autres étoffes, qu'ils nomment *vélociforce* ;

82.° Le sieur *Fusz* (*Pierre*), commerçant, demeurant à Isming, arrondissement de Château-Salins, département de la Meurthe, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de ses demandes, 1.° d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 22 juin précédent, pour une mécanique qu'il appelle *enrayure à levier*, propre à enraier les voitures sans que le postillon et le conducteur soient obligés de descendre ; 2.° d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au même titre ;

83.° Les sieurs *Delaporte* (*Pierre*), banquier, et *Berthier* (*Jérôme*), mécanicien, demeurant à Paris, le premier, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, n.° 18, et le second, rue de Reuilly, n.° 36, auxquels il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des outils et procédés de fabrication de dés à coudre, en acier, en fer, en cuivre, en argent et en or ;

84.° Les sieurs *Aschermann* et *Perrin*, demeurant à Paris, rue de Montmorency, n.° 7, au Marais, auxquels il a été

délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation de dix ans pour une machine servant à éjarrer et nettoyer les poils, à l'usage de la chapellerie, et connue sous le nom de *blowing machine* ;

85.° Le sieur *Capelain* aîné (*Jean-Baptiste-Claude*), mécanicien, demeurant au Petit-Couronne près Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine propre à tondre les draps ou autres étoffes, qu'il appelle *tondeuse à mouvement alternatif*.

2. Les cessions des brevets ci-dessous rappelés, ayant été revêtues de toutes les formalités prescrites par l'article 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791, sont déclarées régulières, et devront sortir leur plein et entier effet, savoir :

1.° La cession faite, le 12 septembre dernier, aux sieurs *Mathias Ducos* et *Mothès*, domiciliés à Bordeaux, département de la Gironde, par les sieurs *Fulchic*, *Le Breton*, *Nouel* et compagnie et *Orban*, négocians, demeurant tous à Paris, des droits qu'ils ont acquis des sieurs *Laforest-Berryer* fils et compagnie au brevet d'invention de quinze ans pris par un de ces derniers le 1.° décembre 1825, pour une broie mécanique rurale, propre à la préparation des lins et des chanvres sans rouissage, à la charge par lesdits sieurs *Mathias Ducos* et *Mothès* de n'exercer ces droits que dans les arrondissemens de Libourne, Blaye, Lesparre et Bordeaux, et dans le département de Lot-et-Garonne ;

2.° La cession faite, le 25 septembre dernier, au sieur *Cagniet*, instituteur à Oigny, département de l'Oise, par le sieur *Désolneux*, géomètre, demeurant à Villers-Cotterets, de ses droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont il est en partie cessionnaire, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, et à la charge par ledit sieur *Cagniet* de n'exercer ces droits que dans le canton de Betz ;

3.° La cession faite, le 1.° octobre dernier, au sieur prince abbé de Broglie, demeurant à Paris, rue Saint-Dominique Saint-Germain, n.° 25, par le sieur Debergue, mécanicien, demeurant aussi à Paris, rue de l'Arbalète, n.° 24, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 juin 1824, pour un métier propre à tisser le lin, le coton, la soie et la laine;

4.° La cession faite, le 4 octobre dernier, au sieur Capy, ferblantier-lampiste, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 256, par le sieur Durant, fabricant, demeurant aussi à Paris, rue du Chevalier du Guet, n.° 3, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 28 septembre précédent, pour une cafetière;

5.° La cession faite, le 8 octobre dernier, au sieur Vernet, instituteur, et à la dame Julie Blin, son épouse, domiciliés à Lyon, rue du Plat d'argent, n.° 1, par les sieurs Champmas aîné et jeune, Mustafa jeune et Labouisse aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur Bernardet, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par lesdits sieur Vernet et sa femme de n'exercer ces droits que dans la paroisse Saint-Bonaventure de Lyon;

6.° La cession faite, le 9 octobre dernier, au sieur Clusel, négociant, demeurant à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n.° 27, par le sieur Auguste Roehn et compagnie, de deux cinquièmes du brevet d'invention de quinze ans, pris, le 12 février 1824, par le sieur Roehn (François-Louis-Auguste), dont ils sont en partie cessionnaires, pour un appareil propre à opérer par des moyens économiques, exempts d'inconvéniens et de dangers, la fusion des matières grasses, cireuses, résineuses et autres analogues, ainsi que leur moulage en chandelles et bougies de toute espèce;

7.° La cession faite, le 9 octobre dernier, au sieur Clusel, négociant, demeurant à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n.° 27, par le sieur Avignon et les sieurs Dumény et compagnie, le premier, de deux cinquièmes, et les autres, d'un cinquième, dans le brevet d'invention de quinze ans, pris, le 12 février 1824, par le sieur Roehn (François-Louis-Auguste), dont ils sont en partie cessionnaires, pour un appareil propre à opérer par des moyens économiques, exempts d'inconvéniens et de dangers, la fusion des matières grasses, cireuses, résineuses et autres analogues, ainsi que leur moulage en chandelles et bougies de toute espèce;

8.° La cession faite, le 12 octobre dernier, aux sieurs Pihet frères, mécaniciens, demeurant à Paris, avenue Parmentier, par les sieurs Eaton et Farey, de leurs droits au brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans qu'ils ont pris, le 15 novembre 1823, pour une machine propre à préparer le coton et autres matières filamenteuses à être filés sur les mull-jennys;

9.° La cession faite, le 17 octobre dernier, au sieur Dartiguenave, maître d'écriture, demeurant à Pau, département des Basses-Pyrénées, par le sieur Petiton-Flourens, de ses droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur Bernardet, dont il est en partie cessionnaire, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur Dartiguenave de n'exercer ces droits que dans la ville et les faubourgs de Pau;

10.° La cession faite, le 18 octobre dernier, au sieur Crespin, instituteur, demeurant rue de Grenette, à Lyon, par les sieurs Champmas aîné et jeune, Mustafa jeune et Labouisse aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur Bernardet, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la

charge par ledit sieur *Crespin* de n'exercer ces droits que dans la paroisse Saint-Nizier de la ville de Lyon ;

11.° La cession faite, le 19 octobre dernier, au sieur *Chesseborough Dyer*, manufacturier de Manchester, faisant élection de domicile à Paris, rue Saint-Hyacinthe, hôtel du Prince Régent, par le sieur *Nicholson*, ingénieur anglais, demeurant aussi à Paris, rue de l'Université, n.° 88, de ses droits au brevet d'importation de quinze ans qu'il a pris, le 25 mars 1826, pour une machine servant à conduire à la surface des bobines ou broches les rubans de coton, de fil, &c., et à guider et comprimer ces mêmes rubans à ces surfaces ;

12.° La cession faite, le 25 octobre dernier, au sieur *Hamilton*, gentilhomme anglais de Manchester, faisant élection de domicile à Paris, rue de l'Université, n.° 88, par le sieur *Nicholson*, ingénieur anglais, demeurant à Paris, même demeure, de ses droits au brevet d'importation de quinze ans qu'il a pris, le 3 novembre 1826, pour un nouveau moyen perfectionné propre à donner, dans les machines de préparation et dans celles dont l'objet est de filer et de tordre les matières fibreuses, le mouvement nécessaire aux bobines, tubes et autres instrumens servant à rouler le ruban et le fil ;

13.° La cession faite, le 26 octobre dernier, aux sieurs *Premat*, instituteur, et *Perret*, fabricant de tulle, demeurant à Lyon, rue Saint-George, n.° 41, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'importation et d'invention de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par lesdits sieurs *Premat* et *Perret* de n'exercer ces droits que dans la paroisse Saint-George de la ville de Lyon ;

14.° La cession faite, le 14 octobre dernier, aux sieurs *Fulchis*, *Orban*, *Le Breton* et *Nouel*, demeurant à Paris,

le premier, rue de la Madeleine, n.° 13, le second, rue Française, n.° 9, et les autres, rue de Choiseul, n.° 4, par les sieurs *Laforest*, *Berryer* fils et compagnie, demeurant aussi à Paris, rue Neuve-Saint-Nicolas, n.° 2, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 1.° décembre 1825, pour une broie mécanique rurale, propre à la préparation des chanvres et des lins sans rouissage ;

15.° La cession faite, le 29 octobre dernier, aux sieurs *Fulchic*, *Orban*, *Le Breton* et *Nouel*, demeurant à Paris, le premier, rue de la Madeleine, n.° 13, le second, rue Française, n.° 9, et les autres, rue de Choiseul, n.° 4, par les sieurs *Laforest*, *Berryer* fils et compagnie, demeurant aussi à Paris, rue Neuve-Saint-Nicolas, n.° 2, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 24 novembre 1825, pour des procédés de fabrication de papier avec les chenevottes du chanvre, du lin, et avec la partie ligneuse de l'ortie, du houblon, de la liane et du maïs ;

16.° La cession faite, le 3 novembre dernier, aux demoiselles *Briant* et *Palmier*, institutrices, demeurant commune de Vaise, faubourg de Lyon, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par lesdites demoiselles *Briant* et *Palmier* de n'exercer ces droits que dans la commune de Vaise ;

17.° La cession faite, le 3 novembre dernier, au sieur *Buffin* cadet, instituteur, demeurant à Lyon, rue Pizay, n.° 28, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à

écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Buffin* cadet de n'exercer ces droits que dans les communes de Thizy, bourg de Thizy, Cours et Cublize, arrondissement de Villefranche;

18.° La cession faite, le 5 novembre dernier, au sieur *Leclerc*, teneur de livres, demeurant à la Guillotière, faubourg de Lyon, lieu dit *des Broteaux*, avenue de Saxe, n.° 10, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et les sieurs *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Leclerc* de n'exercer ces droits que dans toute l'étendue de la Guillotière, y compris le lieu dit *des Broteaux*;

19.° La cession faite, le 5 novembre dernier, au sieur *Calla* père, ingénieur-constructeur, demeurant à Paris, rue du Faubourg Poissonnière, n.° 92, par le sieur *Hamilton*, gentilhomme anglais de Manchester, demeurant à Paris, rue Saint-Hyacinthe Saint-Honoré, n.° 10, hôtel du Prince Régent, de ses droits au brevet d'importation de quinze ans, pris, le 3 novembre 1826, par le sieur *Nicholson*, dont il est cessionnaire, pour un nouveau moyen perfectionné propre à donner, dans les machines de préparation et dans celles dont l'objet est de filer et de tordre les matières fibreuses, le mouvement nécessaire aux bobines, tubes et autres instrumens servant à rouler le ruban ou le fil, à la charge par ledit sieur *Calla* père de n'exercer ces droits que pendant deux ans, à partir du 23 juin précédent;

20.° La cession faite, le 10 novembre dernier, au sieur *Fourticq* dit *Loustalet*, instituteur, demeurant à Pontacq, département des Basses-Pyrénées, par le sieur *Petiton-Flourens*, de ses droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont il est en partie cessionnaire, pour une méthode

propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Fourticq* de n'exercer ces droits que dans la ville et les faubourgs de Pontacq;

21.° La cession faite, le 16 novembre dernier, au sieur *Valade*, professeur de calligraphie à Sarlat, département de la Dordogne, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Valade* de n'exercer ces droits que dans toute l'étendue du département de la Loire;

22.° La cession faite, le 20 novembre dernier, à la dame *Clément*, femme *Delassalle*, et à la demoiselle *Caroline Martin*, institutrice, demeurant à Lyon, rue Saint-Marcel, n.° 17, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par lesdites dames *Delassalle* et *Martin* de n'exercer ces droits que dans le canton de Limonest, département du Rhône, la commune d'Écully exceptée;

23.° La cession faite, le 20 novembre dernier, à la demoiselle *Caroline Martin*, institutrice, et au sieur *Nantet*, fabricant de velours, demeurant à Lyon, la première, rue Saint-Marcel, n.° 17, et le second, Grande-Côte, n.° 11, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par la demoiselle *Martin* et le sieur *Nantet* de n'exercer ces droits que dans les cantons de

l'Arbresle, du Bois d'Oingt et d'Anse, la ville d'Anse exceptée;

24.° La cession faite, le 20 novembre dernier, à la dame *Clément*, femme *Delassalle*, demeurant commune de Chazay d'Azergues, département du Rhône, par la demoiselle *Caroline Martin* et le sieur *Nantet*, des droits qu'ils ont acquis des sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par la dame *Clément de Lassalle* de n'exercer ces droits que dans les communes de Chazay, Saint-Jean des Vignes, Lozanne et Moranec, canton d'Anse;

25.° La cession faite, le 20 novembre dernier, à la demoiselle *Charlotte Guy*, maîtresse de pension, demeurant commune de Saint-Martin de Fontaines, département du Rhône, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par la demoiselle *Guy* de n'exercer ces droits que dans les communes de Saint-Martin et Cailloux-sur-Fontaines, département du Rhône;

26.° La cession faite, le 20 novembre dernier, à la demoiselle *Caroline Martin*, institutrice, demeurant à Lyon, rue Saint-Marcel, n.° 17, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par la demoiselle *Martin* de n'exercer ces droits que dans les paroisses Saint-Just et Saint-Louis de la ville de Lyon;

27.° La cession faite, le 28 novembre dernier, au sieur *Boyriven*, marchand orfèvre, et à la dame *Cornilliole Delaunay*,

son épouse, demeurant à Lyon, quai de Villeroy, n.° 9, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par lesdits sieur et dame *Boyriven* de n'exercer ces droits que dans les paroisses Saint-François et d'Ainay de la ville de Lyon;

28.° La cession faite, le 30 novembre dernier, au sieur *Millon*, marchand rouennier, et à la demoiselle *Élisabeth Caffé*, rentière, demeurant commune de Sainte-Foy-lès-Lyon, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par lesdits sieur et demoiselle *Millon* et *Caffé* de n'exercer ces droits que dans l'étendue du canton de Vaugueray, département du Rhône;

29.° La cession faite, le 1.° décembre dernier, à la demoiselle *Caroline Martin*, institutrice, demeurant à Lyon, rue Saint-Marcel, n.° 17, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par la demoiselle *Martin* de n'exercer ces droits que dans l'étendue du canton de Tarare, du canton de Saint-Genis-Laval, la commune de Sainte-Foy exceptée, et dans la commune de Neuville, département du Rhône;

30.° La cession faite, le 3 décembre dernier, au sieur *Martignier*, professeur d'écriture, demeurant à Lyon, rue Basseville, n.° 3, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits

au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Martignier* de n'exercer ces droits que dans l'étendue de la paroisse Saint-Pierre de la ville de Lyon;

31.° La cession faite, le 8 décembre dernier, au sieur *Moinin*, négociant commissionnaire en farines, demeurant à Paris, rue Montmartre, n.° 55, par le sieur *Duguet* fils, demeurant aussi à Paris, rue de Bercy, n.° 11, faubourg Saint-Antoine, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 mars précédent, pour une machine qu'il appelle *pétrin mécanique*, propre au pétrissage de toute sorte de pâtes destinées à la fabrication du pain; ladite cession consentie dans le but de contracter avec le cessionnaire une société en nom collectif pour l'exploitation dudit brevet;

32.° La cession faite, le 14 décembre dernier, au sieur *Giroud*, fabricant de mousseline, demeurant à Amplepuis, canton de Thizy, département du Rhône, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Giroud* de n'exercer ces droits que dans la commune d'Amplepuis, arrondissement de Villefranche;

33.° La cession faite, le 14 décembre dernier, au sieur *Nantet*, fabricant de velours, demeurant à Lyon, Grande-Côte, n.° 11, par la demoiselle *Caroline Martin*, institutrice, demeurant aussi à Lyon, rue Saint-Marcel, n.° 17, du droit d'exploiter dans la paroisse Saint-Just de ladite ville le brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, et qu'elle

a acquise des sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, qui en sont en partie cessionnaires;

34.° La cession faite, le 14 décembre dernier, à la demoiselle *Antoinette Pierrefeu*, marchande de modes, demeurant à Lyon, quai de Villeroy, n.° 9, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans, pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ladite demoiselle *Pierrefeu* de n'exercer ces droits que dans les paroisses Saint-Jean et Saint-Paul de la ville de Lyon;

35.° La cession faite, le 14 décembre dernier, au sieur *Nant* aîné, négociant, demeurant à Lyon, quai Bon-Rencontre, n.° 64, par le sieur *Chevenier*, marchand chapelier, demeurant à Thiers, département du Puy-de-Dôme, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans, pris, le 19 juin 1823, par les sieurs *Chevenier* et compagnie, pour une machine propre à faire des *clous* dits *pointes de Paris*, ayant la pointe en forme de lance, et au moyen de laquelle on peut fabriquer six mille à l'heure;

36.° La cession faite, le 17 décembre dernier, au sieur *Camus*, demeurant à Paris, rue Bergère, n.° 7 bis, par le sieur *Laune*, demeurant à Tornac, département du Gard, de ses droits au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 27 octobre 1825, pour un procédé économique de chauffage des fours avec du charbon de terre; sauf les départemens du Gard et de l'Ardèche, de l'Hérault, de Vaucluse, de l'Aveyron et du Var, dans lesquels le sieur *Laune* se réserve d'exploiter ledit brevet.

3. La rédaction de l'article 2 de notre ordonnance du 14 octobre dernier est rectifiée ainsi qu'il suit, en ce qui concerne la cession que cet article rappelle sous le n.° 23 :

« La cession faite, le 2 août précédent, au sieur *Bona-beau* (*Jacques*), ancien employé, demeurant à Nevers,

» département de la Nièvre, par le sieur *Bernardet*, de
 » ses droits au brevet d'invention et d'importation de dix
 » ans qu'il a pris, le 29 septembre 1825, pour une mé-
 » thode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons,
 » à la charge par ledit sieur *Bonabeau* de n'exercer ces
 » droits que dans le département de Saone-et-Loire. »

4. Il sera adressé à chacun des brevetés et cessionnaires
 ci-dessus dénommés une expédition de l'article qui le con-
 cerne.

5. Notre ministre secrétaire d'état du commerce et des
 manufactures est chargé de l'exécution de la présente ordon-
 nance, qui sera insérée dans le Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 20.^e jour du
 mois de Janvier de l'an de grâce 1828, et de notre règne
 le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état du commerce
 et des manufactures,

Signé S.^r-CRICQ.

N.^o 8127. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 du Legs universel, évalué à 41,000 francs environ, fait à l'hos-
 pice de *Vitry-le-Français* (Marne) par le sieur *Roussinet*. (Paris,
 16 Janvier 1828.)

N.^o 8128. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 de la Donation faite aux hospices d'*Arras* (Pas-de-Calais) par
 la demoiselle *Defrenne*, d'une somme de 1000 francs et de son
 mobilier estimé 209 francs 50 centimes. (Paris, 16 Janvier
 1828.)

N.^o 8129. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 de la Donation d'une pièce de terre évaluée à 560 francs, faite à
 l'hospice de *Mansigné* (Sarthe) par les sieur et dame *Poussin*.
 (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8130. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 de la Donation faite aux pauvres de *Paris* (Seine) par le sieur
Soumet, du sixième qui lui a été accordé dans les droits d'auteur
 sur la pièce ayant pour titre *le Siège de Corinthe*, lequel sixième

se monte actuellement à 728 francs 22 centimes. (Paris, 16 Jan-
 vier 1828.)

N.^o 8131. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 de la Donation d'une rente de 650 francs sur l'État, faite à
 l'hospice de *Châtillon* (Deux-Sèvres) par le sieur *Cousseau de*
l'Épinay. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8132. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 de la Donation faite par moitié aux pauvres de *Châtillon* et de
Saint-Jouin-sous-Châtillon (Deux-Sèvres) par le sieur *Cousseau*
de l'Épinay. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8133. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 fr.
 faite au bureau de bienfaisance de *Verdun* (Tarn-et-Garonne)
 par le sieur *Double*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8134. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 de la Donation d'une somme de 1200 francs faite à l'hospice
 d'*Hières* (Var) par le sieur *Bontiny*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8135. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 d'une somme de 1000 francs léguée à l'hospice d'*Entrevaux*
 (Basses-Alpes) par le sieur *Trabaud*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8136. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 du Legs fait à l'hospice de *Troyes* (Aube) par la demoiselle
Chicoilet de Corbigny, de deux pièces de terre évaluées à un
 capital de 6220 francs. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.^o 8137. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 de 6000 francs légués aux pauvres de l'hospice de la Charité de
Narbonne (Aude) par le sieur *Dartiguelongue*. (Paris, 16 Jan-
 vier 1828.)

N.^o 8138. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation
 du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs fait
 au bureau de bienfaisance, à la fabrique et à la commune de
Valady (Aveyron) par le sieur *Carnus*. (Paris, 16 Janvier
 1828.)

N.º 8139. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un Legs évalué à 385 francs, fait à l'hôtel-Dieu d'Aix (Bouches-du-Rhône) par la demoiselle *Alivon*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8140. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 598 francs 95 centimes, fait à l'hôtel-Dieu d'Aix (Bouches-du-Rhône) par la dame *Martin*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8141. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, pour moitié de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 6000 francs environ, fait à l'hospice de *Bergerac* (Dordogne) par le sieur *Chanut*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8142. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Labouille*, savoir : 1.º aux bureaux de bienfaisance des *Plains*, de *Damprichard* et de *Trévillers* (Doubs), du Legs universel, jusqu'à concurrence seulement d'une somme nette de 6000 francs; 2.º à la fabrique des *Plains*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 72 francs, au capital de 2400 francs; et 3.º à la fabrique de *Damprichard*, de deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 85 francs, au capital de 2100 francs, et d'une somme de 106 francs. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8143. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Piré* (Ille-et-Vilaine), par le sieur *Frangul-Destouches*, d'une somme de 100 francs pendant cinq ans. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8144. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 400 francs légués aux pauvres de *Luzillé* (Indre-et-Loire) par le sieur *Poirier*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8145. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs léguée aux pauvres de *Châtelneuf* (Jura) par le sieur *Girardot aîné*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8146. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Cernans* (Jura) par la demoiselle *Champon*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8147. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Roujan* (Hérault), par la dame *Castillon*, de deux sommes, l'une de 600 et l'autre de 20,000 fr. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8148. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1000 francs légués à l'hospice de *Lodève* (Hérault) par la dame *Cavaillé*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8149. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Montpellier* (Hérault), 1.º d'une somme de 500 francs par la dame veuve *Rouger*; 2.º d'une somme de 5000 francs par la dame veuve *Lardat*; 3.º d'une somme de 500 francs par la dame veuve *Brunet*; 4.º enfin par le sieur *Cauvet*, de tous ses biens évalués à 711 francs 10 centimes environ. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8150. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 4730 francs environ, fait à l'hospice de *Saugues* (Haute-Loire) par la demoiselle *Verdejun*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8151. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres de *Cosqueville* (Manche) par le sieur *Dufour*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8152. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée aux hospices de *Thionville* (Moselle) par le sieur *Hesseling*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8153. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Sainte-Honorine la Chardonne* (Orne), par le sieur *Langlois*, de son linge estimé 20 francs, et d'une rente annuelle et perpétuelle de 25 francs. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8154. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée aux hospices d'Arras (Pas-de-Calais) par le sieur *Harduin*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8155. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances, évaluée à 1400 francs, léguée

aux pauvres de *Chomérac* (Ardèche) par la demoiselle *Chouvet*.
(Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8156. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, sous bénéfice d'inventaire, du Legs universel fait à l'hospice de *Limoux* (Aude) par le sieur de *Maguelonne-Saint-Benoît*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.° 8157. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2000 francs léguée aux pauvres d'*Amagé-sur-Seulles* (Calvados) par la demoiselle *Poterin de la Morinière*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8158. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hôpital Saint Joseph de *Beziers* (Hérault) par la dame veuve *Vincentis*. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.° 8159. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les maires de *Dôle* et de *Cressey* (Jura) à accepter une somme de 340 fr. léguée aux pauvres de ces deux communes par le sieur *Painblanc*.
(Paris, 16 Janvier 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 26 Mars 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
26 Mars 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 222.)

N.º 8160. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des 16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 31 Mars 1828.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	de l'importation	du froment... au-dessous de..	24.			
		du seigle et du maïs... <i>idem</i>	16.			
		de l'avoine..... <i>idem</i>	9.			
Unique.	Pyrénées-Or..	Toulouse..... Fleurance..... Marseille..... Gray.....	23 ^f 69 ^c	17 ^f 50 ^c	15 ^f 83 ^c	8 ^f 17 ^c
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches-du Rh.					
	Var.....					
Corse.....						
2. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	de l'importation	du froment... au-dessous de..	22.			
		du seigle et du maïs... <i>idem</i>	14.			
		de l'avoine..... <i>idem</i>	8.			
1. ^{re}	Gironde.....	Marans..... Bordeaux..... Toulouse.....	20 ^f 70 ^c	16 ^f 15 ^c	14 ^f 59 ^c	7 ^f 15 ^c
	Landes.....					
	Basses-Pyrénées					
	H. ^{tes} Pyrénées.					
	Ariège.....					
Haute-Garonne						
2. ^e	Jura.....	Gray..... Saint Laurent. Le Grand-Lemps.	29. 69.	10. 15.	15. 66.	8. 53.
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Basses-Alpes..					
Hautes-Alpes..						

VIII^e Série.

X

SECTIONE.	DÉPARTEMENT.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE				
			de	Froment.	Seigle.	Mais.	Avoine.
3. ^e CLASSE.							
Limite			de l'exportation des grains et farines..... 22 ^f				
			du froment... au-dessous de... 20.				
			de l'importation du seigle et du mais... idem... 12.				
			de l'avoine..... idem... 8.				
1. ^{re}	{ Haut-Rhin....	Mulhausen....	22 ^f	21 ^c	13 ^f 64 ^c	#	6 ^f 95 ^c
	{ Bas-Rhin....	Strasbourg....					
	{ Nord.....	Bergues....					
	{ Pas-de-Calais..	Arras.....					
2. ^e	{ Somme.....	Roye.....	20.	04.	11. 10.	#	6. 74.
	{ Seine-Infér....	Soissons..					
	{ Eure.....	Paris.....					
	{ Calvados....	Rouen.....					
3. ^e	{ Loire-Infér....	Saumur.....	18.	40.	12. 10	#	7. 75.
	{ Vendée.....	Nantes.....					
	{ Charente-Infér.	Marans.....					
4. ^e CLASSE.							
Limite			de l'exportation des grains et farines..... 20 ^f				
			du froment... au-dessous de... 18.				
			de l'importation du seigle et du mais... idem... 10.				
			de l'avoine..... idem... 7.				
1. ^{re}	{ Moselle.....	Metz.....	19 ^f	30 ^c	9 ^f 75 ^c	#	5 ^f 46 ^c
	{ Meuse.....	Verdun....					
	{ Ardennes....	Charleville...					
	{ Alsne.....	Soissons....					
2. ^e	{ Manche.....	Saint-Lô....	18.	02.	10. 62.	#	7. 11.
	{ Ille-et-Vilaine.	Paimpol....					
	{ Côtes-du-Nord.	Quimper....					
	{ Finistère.....	Hennebon...					
	{ Morbihan....	Nantes.....					

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 31 Mars 1828.

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8161. — **ORDONNANCE DU ROI** portant que les Officiers qui, à l'époque de l'Ordonnance du 5 Mai 1824, étaient en jouissance d'une Solde de non-activité, à titre d'Officiers disponibles, seront admis à faire valoir leurs droits au Traitement de réforme déterminé par l'Ordonnance du 5 Février 1823.

Au château des Tuileries, le 21 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**;

Vu les lois des 25 mars 1817 et 15 mai 1818;

Vu les ordonnances royales des 20 mai, 2 août 1818, 30 avril 1823 et 5 mai 1824;

Nous étant fait rendre compte du changement apporté par l'ordonnance du 5 mai 1824 à la position des officiers qui, à cette époque, étaient en jouissance d'une solde de non-activité, à titre d'officiers disponibles;

Voulant donner à ces officiers une nouvelle preuve de notre bienveillance;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les officiers qui, à l'époque de l'ordonnance du 5 mai 1824, étaient en jouissance, à titre d'officiers disponibles, d'une solde de non-activité payée sur le fonds des demi-soldes, et non susceptible d'être ultérieurement convertie en pension de retraite, seront admis à faire valoir leurs droits au traitement de réforme déterminé par l'ordonnance du 5 février 1823, en comptant comme service effectif le temps pendant lequel ils ont joui de la solde de non-activité jusqu'au 1.^{er} juillet 1824.

2. La jouissance du traitement de réforme accordé par l'article précédent partira du 1.^{er} juillet 1828; mais le temps pendant lequel les officiers auront joui de la solde de non-activité postérieurement au 1.^{er} juillet 1824, sera déduit de sa durée.

3. Les modifications qui résulteront de l'application des dispositions de la présente ordonnance, seront indiquées dans les tableaux à publier annuellement, en exécution des lois des 25 mars 1817 et 15 mai 1818.

4. Conformément à l'article 152 de la loi du 25 mars 1817 et à l'article 3 de notre ordonnance du 1.^{er} septembre 1827, la régularisation des crédits nécessaires en 1828 et 1829 pour couvrir le surcroît extraordinaire de dépense auquel donneront lieu les dispositions qui précèdent, sera proposée à la session actuelle des Chambres.

5. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 21.^{er} jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé V.^{te} DE CAUX.

N.^o 8162. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Formalités à remplir pour la Validité des Oppositions formées au Paiement de toutes les Dépenses des Colonies exigibles en France.*

Au château des Tuileries, le 20 Février 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les oppositions formées au paiement de toutes les dépenses des colonies exigibles en France devront continuer, quelle que soit l'imputation sur les fonds généraux de la marine, ou sur les fonds coloniaux reportés de la caisse des invalides de la marine à la caisse centrale et de service

du trésor royal, d'après notre ordonnance du 20 décembre 1826, d'être signifiées *simultanément* au ministère des finances et au ministère de la marine et des colonies, conformément à l'avis publié par ce dernier département le 17 avril 1826.

2. Sont et demeurent chargés, en vertu de l'article 561 du Code de procédure civile, de recevoir les significations qui doivent leur être faites simultanément, savoir :

A Paris, au ministère des finances,

Le chef du bureau des oppositions;

Et au ministère de la marine,

Le trésorier général des invalides, agent comptable du service des colonies;

Dans les départemens,

Les payeurs des ports,

Et les receveurs généraux des finances.

3. Nos ministres des finances et de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 20 Février de l'an de grâce 1828; et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 8163. — *ORDONNANCE DU ROI qui modifie la Répartition du Crédit affecté au service de l'Administration des Monnaies pendant l'exercice 1828.*

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu notre ordonnance du 26 décembre 1827 portant répartition du crédit accordé par la loi du 24 juin précédent

pour les dépenses du service de l'administration des monnaies pendant l'exercice 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La répartition du crédit de neuf cent trente-neuf mille trois cents francs affecté au service de l'administration des monnaies pendant l'exercice 1828 est modifiée ainsi qu'il suit :

- 1.^o Les dépenses administratives formant la 15.^e section du budget du ministère des finances sont portées de cent dix-neuf mille neuf cent cinquante francs à cent vingt-trois mille sept cents francs, ci..... 123,700^f
- 2.^o Les dépenses formant la 16.^e section du même budget demeurent fixées à la somme de trois cent quinze mille six cents francs, ci..... 315,600.
- 3.^o Le crédit affecté aux dépenses formant la 17.^e section du même budget est réduit de cinq cent trois mille sept cent cinquante francs à cinq cent mille francs, ci.. 500,000.

SOMME ÉGALE..... 939,300.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.^o 8164. — ORDONNANCE DU ROI portant Convocation du Collège électoral du département de la Corse.

Au château des Tuileries, le 13 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu les lois des 5 février 1817 et 29 juin 1820;

Vu l'extrait du procès-verbal des séances de la Chambre des Députés contenant la décision, en date du 21 février dernier, qui annule l'élection du sieur de Vatimesnil, élu député par le collège électoral de la Corse,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le collège électoral du département de la Corse est convoqué pour le 28 avril prochain dans la ville d'Ajaccio, à l'effet d'élire un député.

2. La liste électorale sera affichée le 27 mars courant : les réclamations seront admises jusqu'au 24 avril inclusivement, et la clôture aura lieu le 25 du même mois.

3. Il sera procédé pour la vérification et la clôture de la liste conformément à l'ordonnance du 4 septembre 1820, et pour les opérations du collège conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.^o 8165. — ORDONNANCE DU ROI portant Convocation de Collèges électoraux dans six départemens y dénommés.

Au château des Tuileries, le 13 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827 ;

Vu la lettre du préfet de la Loire communiquée à la Chambre des Députés le 10 de ce mois, et annonçant le décès du sieur *Fournas*, député du département de la Loire ;

Vu la lettre du président de la Chambre des Députés en date du 10 de ce mois, adressée à notre ministre de l'intérieur, annonçant la démission du sieur *Vernhet*, élu député par le département de l'Aveyron, et l'option des sieurs *Ravez*, de *Saint-Aulaire*, *Laisné de Villevéque* et *Harlé*, élus députés par plusieurs collèges électoraux,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les collèges électoraux ci-après désignés sont convoqués pour le 28 avril prochain dans les villes indiquées au tableau qui suit, à l'effet d'élire chacun un député :

DÉPARTEMENTS.	DÉSIGNATION des collèges électoraux.	VILLES où ils se réuniront.
Loire.....	Collège départemental.....	Montbrison.
Nord.....	<i>Idem</i>	Lille.
Aveyron.....	Collège du 3. ^e arrondissement.....	Milhau.
Gironde.....	Collège du 4. ^e <i>idem</i>	Libourne
Loiret.....	Collège du 1. ^{er} <i>idem</i>	Orléans.
Pas-de-Calais.....	Collège du 2. ^e <i>idem</i>	Boulogne.

2. Les listes électorales arrêtées précédemment et les tableaux de rectification prescrits par l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 seront affichés le 24 mars.

Les réclamations seront admises jusqu'au 22 avril inclusivement, et la clôture des listes aura lieu le 25.

3. Il sera procédé aux opérations qui concernent les tableaux de rectification et leur clôture conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827, et aux

opérations des collèges électoraux conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 3166. — **ORDONNANCE DU ROI** portant *Convocation de Collèges électoraux dans les Départemens de la Seine-Inférieure et de l'Eure.*

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu notre ordonnance du 6 de ce mois qui convoque pour le 21 avril les premier et quatrième collèges électoraux d'arrondissement de la Seine-Inférieure et le deuxième collège électoral d'arrondissement de l'Eure ;

Sur les représentations qui nous ont été soumises et desquelles il résulte que des affaires de commerce appellent une grande partie des électeurs hors de ces départemens les 20, 21 et 22 avril,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les premier et quatrième collèges électoraux d'arrondissement de la Seine-Inférieure et le deuxième collège électoral du département de l'Eure sont convoqués pour le 26 avril prochain.

Le terme des réclamations contre la teneur des listes est fixé au 19 avril, et la clôture desdites listes, au 22 du même mois,

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

N.º 8167. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination des Présidens des Collèges électoraux y désignés.*

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu nos ordonnances des 4 et 6 de ce mois qui convoquent plusieurs collèges électoraux pour les 8 et 10 avril prochain,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Sont nommées présidens des collèges électoraux désignés ci-dessous les personnes dont les noms suivent :

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES électoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	PRÉSIDENTS.
Ardèche...	Collège du 2.º arrondissement.	Tournon.....	Les sieurs <i>Giraud</i> , maire d'Annonay.
Doubs.....	<i>idem.</i>	Besançon.....	<i>Clerc</i> , avocat général.
Lot.....	<i>idem.</i>	Puy-l'Evêque..	<i>De Montfort</i> , maréchal-de-camp.
Saône-et-L.	Collège départem.º	Mâcon.....	<i>Doria</i> , membre de la Chambre des Députés
Deux-Sèvres	Collège du 2.º arrondissement.	Niort.....	<i>Arrain</i> , vice-président du tribunal de Niort.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

N.º 8168. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la Construction d'un Pont suspendu sur l'Ile à Laubardemont (Gironde).*

Au château des Tuileries, le 13 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu le cahier de charges dressé pour la construction d'un pont suspendu sur l'Ile à Laubardemont, moyennant la concession d'un péage ;

Vu le procès-verbal du 2 août 1827 constatant les opérations faites à la préfecture du département de la Gironde pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur l'Ile à Laubardemont, faite et passée, le 2 août 1827, par le préfet de la Gironde, au sieur *Quénol*, moyennant la concession des droits à percevoir sur ce pont pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, est approuvée : en conséquence, toutes les clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. Le cahier de charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication demeureront annexés à la présente ordonnance.

3. Dans le cas où l'exécution desdits travaux nécessiterait de recourir à la voie de l'expropriation, il nous en sera référé pour y être pourvu par une nouvelle ordonnance, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 8 mars 1810.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

TARIF des Droits à percevoir au passage du Pont suspendu sur l'Île à Laubardemont.

Une personne à pied.....	C ^f 05 ^c
Un enfant en âge de marcher seul paiera la taxe d'une personne.	
Un cheval ou mulet monté, avec le cavalier.....	0. 15.
Un cheval ou mulet en lesse, chargé ou non.....	0. 10.
Un âne ou ânesse chargé.....	0. 05.
Un bœuf ou une vache.....	0. 10.
Un veau ou porc.....	0. 02 1/2.
Mouton, brebis, bouc, chèvre ou chevreau, cochon de lait, par tête.....	0. 02 1/2.
Par chaque paire d'oies ou de dindons (ou par tête 1 centime).....	0. 02.
Un cabriolet à un cheval, conducteur compris....	0. 35.
Idem à deux chevaux, idem.....	0. 50.
Idem à trois chevaux, idem.....	0. 60.
Une voiture de ville à quatre roues, traînée par un cheval ou par des hommes, conducteur compris.....	0. 40.
Idem à deux chevaux, conducteur compris.....	0. 60.
Idem à trois chevaux, idem.....	0. 75.
Idem à quatre chevaux, idem.....	1. 00.
Une chaise de poste ou diligence à deux roues et à deux chevaux, postillon compris, et le retour des chevaux pied levé.....	1. 00.
Idem à trois chevaux, idem.....	1. 50.

Une voiture à quatre roues ou diligence à deux chevaux de poste, et comme ci-dessus..... 1^r 25^c |

Idem à trois chevaux, idem..... 1. 50. |

Idem à quatre chevaux, idem..... 2. 00. |

Idem à six chevaux, idem..... 2. 50. |

Les voyageurs ne paieront qu'autant qu'ils passeront à pied, toute personne passant en voiture ne devant d'autre taxe que celle payée par l'équipage.

Char-à-bancs attelé de deux chevaux, conducteur compris..... 1. 00. |

Idem de trois chevaux, idem..... 1. 25. |

Idem de quatre chevaux, idem..... 1. 50. |

Charrette ordinaire ou de campagne attelée d'un seul cheval ou mulet, le conducteur compris..... 0. 25. |

Charrette ordinaire ou de campagne attelée d'une paire de bœufs, le conducteur compris..... 0. 25. |

Idem attelée de deux chevaux ou mulets..... 0. 30. |

Idem attelée de deux paires de bœufs..... 0. 45. |

Idem attelée de trois chevaux ou mulets..... 0. 45. |

Idem attelée d'un âne ou d'une ânesse..... 0. 10. |

Voiture de roulage à deux roues à un cheval, le conducteur compris..... 0. 60. |

Idem à deux chevaux..... 1. 00. |

Idem à trois chevaux..... 1. 25. |

Idem à quatre chevaux..... 1. 50. |

Chariot de roulage à quatre roues à un cheval, compris le conducteur..... 0. 75. |

Idem à deux chevaux, idem..... 1. 25. |

Idem à trois chevaux, idem..... 1. 50. |

Idem à quatre chevaux, idem..... 2. 00. |

Les voitures de roulage, quelle que soit leur espèce, paieront à vide, savoir:

d'un à deux chevaux inclusivement..... 0. 60. |

de trois à quatre chevaux inclusivement..... 0. 90. |

Il sera payé par chaque cheval ou mulet et paire de bœufs, âne ou ânesse, attelé et excédant le nombre porté dans les articles précédents, savoir:

pour chaque cheval ou mulet et paire de bœufs..... 0. 10. |

pour chaque âne ou ânesse..... 0. 02 1/2. |

Traîneau attelé d'un cheval ou mulet et d'une paire de bœufs et chargé, conducteur compris..... 0. 20. |

Petite charrette ou brouette à bras, traînée par un homme..... 0. 10. |

Idem traînée par deux hommes..... 0. 15. |

Il ne sera payé que la moitié du droit pour les bestiaux allant au pâturage ou employés au labour, ainsi que pour les voitures servant au transport des récoltes et des engrais.

Exemptions.

Sont exempts des droits de péage le préfet, le sous-préfet en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie, les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge par eux de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement et les malles faisant le service des postes de l'Etat.

Paris, le 16 juin 1827. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées, signé Becquey.*

Approuvé, le 16 juin 1827.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé CORBIÈRE.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 13 Mars 1828, enregistrée sous le n.º 1383.

Le Ministre de l'intérieur, signé DE MARTIGNAC.

N.º 8169. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Beuzeville-la-Bastille* (Manche) par le sieur *Leprince*, d'une pièce de terre évaluée à 1800 francs. (Paris, 10 Janvier 1828.)

N.º 8170. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un Legs évalué à 426 francs 50 centimes, fait au bureau de bienfaisance de *Coudekerque* (Nord) par le sieur *Bouqué*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8171. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à l'hospice de *Liancourt* (Oise) par le duc de *la Rochefoucauld*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8172. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice de *Calais* (Pas-de-Calais) par la dame veuve *Deloffre*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8173. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice d'*Ardes* (Puy-de-Dôme) à accepter, 1.º le Legs d'une pièce de terre évaluée à 15 francs de revenu annuel, fait par le sieur

Benezy; et 2.º la Donation faite par la veuve du testateur, de l'usufruit de cet immeuble. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8174. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée aux pauvres de *Mussy-sous-Dun* (Saône-et-Loire) par la dame veuve *Trambouse*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8175. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 3000 francs léguée aux hospices de *Roye* (Somme) par la dame *Balet*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8176. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel fait à la société royale et centrale d'agriculture séant à *Paris* par le sieur *Delamarre*. (Paris, 16 Janvier 1828.)

N.º 8177. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Béthune* (Pas-de-Calais) par le sieur *Riffart*, de deux maisons avec dépendances, estimées 11,000 francs, pour concourir à l'établissement des sœurs de Saint-Vincent de Paul. (Paris, 21 Janvier 1828.)

N.º 8178. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Clugnat* (Creuse) par le sieur *Midre de Saint-Sulpice*, d'une portion de chènevière estimée 300 francs, pour être réunie aux dépendances de la maison presbytérale. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.º 8179. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'*Honfleur* (Calvados) par la demoiselle *Costil*, de deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 14 francs 90 centimes. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.º 8180. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Chassagne* (Côte-d'Or) par les sieur et dame *Bachelet*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 1200 francs. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.º 8181. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Bernard*, *Germain* et autres à établir dans les bâtimens de l'ancienne saline de *Château-Salins* (Meurthe) une verrerie pour

la fabrication de la gobeletterie et du verre à vitres. (*Paris, 23 Janvier 1828.*)

N.° 8182. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Andraud à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* de l'Étang-neuf, commune de Payzac, département de la Dordogne. (*Paris, 23 Janvier 1828.*)

N.° 8183. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Michelin à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* de la Maque, commune de Saint-Saud, département de la Dordogne. (*Paris, 23 Janvier 1828.*)

N.° 8184. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Larret-Ladorie à conserver et tenir en activité la *forge* dite de Ladorie, commune de Saint-Pardoux la Rivière, département de la Dordogne. (*Paris, 23 Janvier 1828.*)

N.° 8185. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Cousturier à rétablir un *patouillet* sur la rivière de Seine, près du haut-fourneau d'Ampilly-le-Sec, département de la Côte-d'Or. (*Paris, 23 Janvier 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 1.° Avril 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1.° Avril 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 223. *)

N.° 8186. — ORDONNANCE DU ROI relative à la
Construction d'un Pont suspendu sur l'Ile à Guitres
(*Gironde*).

Au château des Tuileries, le 13 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-
partement de l'intérieur;

Vu le cahier de charges dressé pour la construction d'un
pont suspendu sur l'Ile à Guitres, moyennant la concession
d'un péage;

Vu le procès-verbal du 2 août dernier constatant les opé-
rations faites à la préfecture du département de la Gironde
pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication
de cette entreprise;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'adjudication d'un pont suspendu sur l'Ile
à Guitres, faite et passée, le 2 août 1827, par le préfet de
la Gironde, au sieur *Lechevalier* (*Anaclet*), moyennant la
concession des droits à percevoir sur ce pont pendant qua-
rante-huit années, est approuvée. En conséquence, toutes
les clauses et conditions de cette adjudication recevront
leur pleine et entière exécution.

* Voyez un Erratum à la fin de ce Numéro.

VIII. Série.

Y

2. Le cahier de charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication demeureront annexés à la présente ordonnance.

3. Dans le cas où l'exécution des travaux donnerait lieu de recourir à la voie de l'expropriation, il nous en sera référé pour y être pourvu par une nouvelle ordonnance, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 8 mars 1810.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

TARIF des Droits à percevoir au passage du Pont suspendu sur l'Ile à Guitres.

Une personne à pied.....	0 ^f 5 ^c
Un enfant en âge de marcher seul paiera la taxe d'une personne.	
Un cheval ou mulet monté, avec le cavalier.....	0. 15.
Un cheval ou mulet en lesse, chargé ou non.....	0. 10.
Un âne ou une ânesse chargé.....	0. 5.
Un bœuf ou une vache.....	0. 10.
Un veau ou porc.....	0. 2 1/2.
Mouton, brebis, chèvre ou chevreau, cochon de lait, par tête.....	0. 2 1/2.
Par chaque paire d'oies ou de dindons (ou par tête 1 centime).....	0. 2.
Un cabriolet à un cheval, conducteur compris...	0. 35.
Idem à deux chevaux, idem.....	0. 50.
Idem à trois chevaux, idem.....	0. 60.
Une voiture de ville à quatre roues, trainée par un cheval ou par des hommes, conducteur compris....	0. 40.
Une voiture à deux chevaux, conducteur compris.	0. 60.
Idem à trois chevaux, idem.....	0. 75.
Idem à quatre chevaux, idem.....	1. 00.
Une chaise de poste ou diligence à deux roues et à deux chevaux, postillon compris, et le retour des chevaux pied levé.....	1. 00.

Une chaise de poste ou diligence à deux roues et à trois chevaux, postillon compris, et le retour des chevaux pied levé.....	1 ^f 50 ^c
Une voiture à quatre roues ou diligence à deux chevaux de poste et comme ci-dessus.....	1. 25.
Idem à trois chevaux, idem.....	1. 50.
Idem à quatre chevaux, idem.....	2. 00.
Idem à six chevaux, idem.....	2. 50.
Les voyageurs ne paieront qu'autant qu'ils passeront à pied, toute personne passant en voiture ne devant d'autre taxe que celle payée par l'équipage.	
Char à bancs attelé de deux chevaux; conducteur compris.....	1. 00.
Idem attelé de trois chevaux, idem.....	1. 25.
Idem attelé de quatre chevaux, idem.....	1. 50.
Charrette ordinaire ou de campagne attelée d'un seul cheval ou mulet, le conducteur compris.....	0. 25.
Charrette ordinaire ou de campagne attelée d'une paire de bœufs, le conducteur compris.....	0. 25.
Idem attelée de deux chevaux ou mulets.....	0. 30.
Idem attelée de deux paires de bœufs.....	0. 45.
Idem attelée de trois chevaux ou mulets.....	0. 45.
Idem attelée d'un âne ou d'une ânesse.....	0. 10.
Voiture de roulage à deux roues à un cheval, le conducteur compris.....	0. 60.
Idem à deux chevaux.....	1. 00.
Idem attelée de trois chevaux.....	1. 25.
Idem attelée de quatre chevaux.....	1. 50.
Chariot de roulage à quatre roues à un cheval, compris le conducteur.....	0. 75.
Idem à deux chevaux, idem.....	1. 25.
Idem à trois chevaux, idem.....	1. 50.
Idem à quatre chevaux, idem.....	2. 00.
Les voitures de roulage, quelle que soit leur espèce, paieront à vide, savoir :	
d'un à deux chevaux inclusivement.....	0. 60.
de trois à quatre chevaux inclusivement.....	0. 90.
Il sera payé pour chaque cheval ou mulet et paire de bœufs, âne ou ânesse, attelé et excédant le nombre porté dans les articles précédents, savoir :	
pour chaque cheval ou mulet et paire de bœufs.....	0. 10.
pour chaque âne ou ânesse.....	0. 2 1/2.
Traineau attelé d'un cheval ou mulet ou d'une paire de bœufs, et chargé, conducteur compris.....	0. 20.

Petite charrette ou brouette à bras, trainée par un homme 0^f 10^c
Idem traînée par deux hommes 0. 15.
 Il ne sera payé que la moitié du droit pour les bestiaux allant au pâturage ou employés au labour, ainsi que pour les voitures servant au transport des récoltes et des engrais.

Exemptions.

Sont exempts des droits de péage, le préfet, le sous-préfet en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie, les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge par eux de présenter une feuille de route ou un ordre de service, les courriers du Gouvernement et les malles faisant le service des postes de l'État.

Paris, le 16 juin 1827. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines, signé Becquey.*
 Approuvé, le 16 juin 1827.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
 Signé CORBIÈRE.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 13 Mars 1828, enregistrée sous le n.º 1282.

Le Ministre de l'intérieur, signé DE MARTIGNAC.

N.º 8187. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Travaux de construction d'une Écluse sur le canal de Dunkerque à Furnes.*

Au château des Tuileries, le 13 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu le projet, montant à 122,000 francs, des travaux à faire pour l'établissement d'une écluse à sas avec pont-levis sur le canal de Dunkerque à Furnes, département du Nord, et pour le dévasement général du canal;

Vu le projet de cahier de charges pour la concession des travaux, et celui du tarif des droits de péage à percevoir par les concessionnaires pendant la durée de la concession;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Dunkerque, du 19 septembre 1827, sur le projet de tarif;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 15 juillet et 27 novembre 1827, le premier sur le projet des travaux, et le second sur les projets de cahier de charges et de tarif;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, du 9 août 1826;

Vu la loi de finances du 24 juin 1827 pour l'année 1828, article 3, titre II;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Le projet des travaux de construction d'une écluse à sas avec pont-levis sur le canal de Dunkerque à Furnes, et de dévasement général du canal, est approuvé conformément à l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 15 juillet 1826.

Ces travaux, ainsi que les péages à percevoir, seront adjugés avec publicité et concurrence, et par voie de soumissions cachetées, conformément au mode suivi par l'administration des ponts et chaussées pour les travaux qu'elle fait exécuter.

L'adjudicataire ou concessionnaire se conformera au cahier de charges annexé à la présente ordonnance.

2. Ledit concessionnaire est autorisé à percevoir sur la partie française du canal, et pendant toute la durée de la concession qui sera déterminée par l'adjudication, les droits de péage fixés par le tarif qui suit.

Cette perception ne commencera que du jour où les travaux prescrits par le projet et le cahier de charges seront terminés et reçus.

TARIF.

Pour toute la distance et les lieux intermédiaires, dix centimes par tonneau.

Les droits seront perçus sans avoir égard au point de départ et

d'arrivée, ni aux fractions de distance. La perception se fera sur la remonte comme sur la descente.

Ne paieront que la moitié des droits ci-dessus fixés,

1.° Les bateaux à vide;

2.° Ceux uniquement chargés de pavés, sable et cailloux pour les routes, d'engrais, fumiers, gadoue, cendres fossiles, cendres de mer, cendres de bois, de charbon ou de tourbe.

Les trains d'arbres flottés paieront pour chaque arbre, sans avoir égard à la dimension, le droit fixé pour deux tonneaux (vingt centimes).

Les trains de bois flottés paieront également pour chaque mètre de longueur le droit fixé pour deux tonneaux.

Les coches d'eau, voitures d'eau et autres bâtimens destinés au transport des voyageurs seront toujours considérés comme au complet.

3. Le droit de navigation actuellement perçu au profit du trésor sur le canal sera suspendu pendant toute la durée de la concession.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8188. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise *M. le Lieutenant général Desfourneaux* à établir une Gare sur la rive gauche de l'Yonne, au lieu dit Cézzy.

Au château des Tuileries, le 13 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la réclamation du sieur *Desfourneaux*, lieutenant général de nos armées, propriétaire du sol de l'anse servant

de gare sur la rive gauche de l'Yonne, à l'effet d'obtenir l'autorisation de faire les travaux d'amélioration et de perfectionnement dont cette gare est susceptible, de manière à ce qu'elle offre en toute saison un abri sûr et commode aux bateaux qui pourront la fréquenter;

Vu les rapports des ingénieurs des ponts et chaussées;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées en date du 22 décembre 1827;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur *Desfourneaux* est autorisé à établir et à entretenir à ses frais une gare sur la rive gauche de l'Yonne au lieu dit Cézzy. Cette gare sera établie sur la propriété du sieur *Desfourneaux*, dans l'emplacement indiqué au plan annexé à la présente ordonnance. La ligne destinée à limiter l'étendue de la gare, du côté de la rivière, sera déterminée par les soins des ingénieurs des ponts et chaussées au moyen de deux pieux dont l'un sera placé à la pointe que forme la berge dans la partie supérieure de la gare, et l'autre à l'intersection du prolongement du mur *GH* avec la laisse des basses eaux.

2. Le sieur *Desfourneaux* est autorisé à percevoir sur les bateaux stationnés dans la gare un droit de garage fixé au maximum d'un franc par bateau pour chaque jour de stationnement.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8189. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la Construction d'un Pont suspendu sur le Rhône à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche).*

Au château des Tuileries, le 13 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ;

Vu le cahier de charges dressé pour la construction d'un pont suspendu sur le Rhône à Bourg-Saint-Andéol, département de l'Ardèche, moyennant la concession d'un péage ;

Vu le procès-verbal du 15 novembre 1827 constatant les opérations faites à la préfecture du département de l'Ardèche pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur le Rhône à Bourg-Saint-Andéol, faite et passée, le 15 novembre 1827, par le préfet de l'Ardèche, aux sieurs *Pellier de Lespinasse, Laurent Fabry et Carsignol*, moyennant la concession des droits à percevoir sur ce pont pendant quatre-vingt-dix-neuf années, est approuvée. En conséquence, toutes les clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. Le cahier de charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication demeureront annexés à la présente.

3. Dans le cas où il y aurait lieu de recourir à la voie de l'expropriation pour donner suite auxdits travaux, il nous en sera référé pour y être pourvu par une nouvelle ordonnance, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 8 mars 1810.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: *Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*
Signé DE MARTIGNAC.

TARIF des Droits à percevoir au passage du Pont de Bourg-Saint-Andéol.

Pour le passage d'une personne.....	0 ^f 10 ^c
d'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise....	0. 15.
d'un cheval ou mulet chargé.....	0. 12.
d'un cheval ou mulet non chargé.....	0. 08.
d'un âne chargé ou d'une ânesse chargée.....	0. 08.
d'un âne non chargé ou d'une ânesse non chargée.....	0. 06.
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne, employé au labour ou allant au pâturage.....	0. 06.
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente.....	0. 15.
Par veau ou porc.....	0. 08.
Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons.....	0. 04.

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne paiera que la moitié du droit.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, &c. paieront..... 0. 06.

Pour le passage d'une voiture suspendue à deux roues, celui du cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur..... 0. 45.

d'une voiture suspendue à quatre roues, du cheval ou mulet et du conducteur..... 0. 60.

d'une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur..... 1. 00.

Les voyageurs paieront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied.

Pour le passage d'une charrette chargée, attelée d'un seul cheval ou mulet, ou deux bœufs ou vaches, y compris le conducteur..... 0. 60.

de deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs ou quatre vaches, y compris le conducteur..... 1^{re} 00^e
 de trois chevaux ou mulets et le conducteur..... 1. 60.
 d'une charrette à vide, le cheval et le conducteur..... 0. 50.
 chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs et le conducteur... 0. 50.

La même à vide, attelée d'un cheval ou deux bœufs, et le conducteur..... 0. 30.
 chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur..... 0. 30.

Pour le passage d'un chariot de roulage à quatre roues :
 chargé, un cheval et le conducteur..... 1. 00.
 chargé, deux chevaux et le conducteur..... 1. 60.
 chargé, trois chevaux et le conducteur..... 2. 50.
 à vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur..... 0. 60.

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou bœuf excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé; et par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes et ânesses non chargés.

Il ne sera payé que la moitié du droit lorsque les charrettes, chevaux, mulets ou ânes, seront chargés de fumiers ou engrais pour les terres.

Les journaliers employés à l'agriculture qui passeront plusieurs fois sur le pont dans la même journée, ne paieront le droit qu'une seule fois.

Sont exempts du droit de péage le préfet, le sous-préfet en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie, les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou ordre de service; enfin les malles faisant le service des postes de l'État, et les courriers du Gouvernement.

Paris, le 30 décembre 1826. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines*, signé *Becquey*.

Approuvé, le 30 décembre 1826.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
 Signé *CORBIÈRE*.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 13 mars 1828, enregistrée sous le n.º 1384.

Le Ministre de l'intérieur, signé *DE MARTIGNAC*.

N.º 8190. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs hospitalières de Saint-Jean établie à Laventie, département du Pas-de-Calais.

Au château des Tuileries, le 20 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, *ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE*, à tous ceux qui ces présentes verront, *SALUT*.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des sœurs hospitalières de Saint-Jean de Laventie, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre exactement les statuts des sœurs de Saint-Jean d'Arras, approuvés par décret du 15 novembre 1810;

Vu la délibération du conseil municipal de Laventie du 27 décembre 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'évêque d'Arras, du 29 février 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs hospitalières de Saint-Jean établie à Laventie, département du Pas-de-Calais, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 20.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé *CHARLES*.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques*,

Signé + *F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS*.

N.º 8191. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Religieuses de Notre-Dame de Sainte-Marie établie à Grenoble, département de l'Isère.*

Au château des Tuileries, le 20 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.
Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des religieuses de Notre-Dame de Sainte-Marie de Grenoble, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de Notre-Dame de Pradelles (Haute-Loire), enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 1.º novembre 1826 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Grenoble du 9 janvier 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Grenoble, du 26 février 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º La communauté des religieuses de Notre-Dame de Sainte-Marie établie à Grenoble, département de l'Isère, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 20.º jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. EV. DE BEAUVAIS.

N.º 8192. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Dames Religieuses du Sacré-Cœur de Jésus établie à Niort, département des Deux-Sèvres.*

Au château des Tuileries, le 20 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ; —

Vu la déclaration des religieuses du Sacré-Cœur de Jésus de Niort, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts de leur congrégation dont la maison mère est à Paris ; lesdits statuts enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 1.º avril 1827 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Niort du 19 janvier 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Poitiers, du 4 mars 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º La communauté des dames religieuses du Sacré-Cœur de Jésus établie à Niort, département des Deux-Sèvres, gouvernée par une supérieure locale, dépendante de la supérieure générale dont la résidence est à Paris dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 20.º jour du

mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques*,

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.° 8193. — ORDONNANCE DU ROI qui permet,

1.° Au sieur *Brouzet (François-Théodore)*, né à Turin le 6 octobre 1796, négociant, demeurant à Lyon (Rhône);

2.° Au sieur *Brouzet (Jean-Alexandre-Edouard)*, né le 22 juin 1799 à la Tour-Pelis en Piémont, négociant, demeurant à Lyon (Rhône);

3.° Au sieur *Félix (Fidèle)*, né le 12 novembre 1776 à Dillendorff, grand-duché de Bade, demeurant à Village-neuf;

4.° A dame *Anne Hunt*, épouse du sieur *Butler*, née le 12 mars 1773 à Alresford, comté de Southampton en Angleterre, institutrice, demeurant à Saint-Omer, département du Pas-de-Calais;

5.° Au sieur *Hummel (Jean-Michel)*, né à Schierbach, royaume de Wurtemberg, âgé de vingt-cinq ans, cordonnier, demeurant à Lyon, département du Rhône;

6.° Au sieur *Pajni (Jean-Joseph-Simon-Antoine-Prothase)*, né le 24 novembre 1796 à Colorno près de Parme, ancien département du Taro, musicien gagiste au vingt-deuxième régiment de ligne à la Rochelle, département de la Charente-Inférieure;

7.° Au sieur *Reichenbach (Jean)*, né le 19 mai 1799 à Schœnwald, grand-duché de Bade, demeurant à Sourdeval, arrondissement de Mortain, département de la Manche,

D'établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 20 Mars 1828.)

N.° 8194. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Louviers* (Eure) par la dame *Delile*, de plusieurs rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 255 francs 41 centimes, et d'effets mobiliers estimés 366 francs. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8195. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Gimont* (Gers) par une personne qui desire n'être pas nommée, d'une somme de 1200 fr. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8196. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite à l'hospice de *Monségur* (Gironde) par la demoiselle *Rollet*, de deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 86 francs. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8197. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance d'*Aniane* (Hérault) par le sieur *Muret*, de plusieurs rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble en capital à la somme de 4470 francs. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8198. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Loches* (Indre-et-Loire) par le sieur *Lavau*, d'une cave taillée dans le roc, avec une cour, le tout évalué à 350 francs. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8199. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Moirans* (Jura) par le sieur *Chaveriat*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs, et des arrérages échus. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8200. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saint-Sever* (Landes) par le sieur *Decès de Caupenne*, d'une somme de 12,000 francs. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8201. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Cahors* (Lot) par la dame veuve *Rossignol*, de deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 17 francs et des arrérages. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8202. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Ficauville* (Manche) par le sieur *Feuillye de Riou*, de plusieurs immeubles donnant un revenu annuel de 1000 francs, de plusieurs rentes s'élevant ensemble à 668 francs 82 centimes, et de six rentiers de froment et six chapons. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.° 8203. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Cherbourg* (Manche) par le sieur *Jennet*, de plusieurs pièces de terre donnant ensemble un revenu annuel de 81 francs. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.º 8204. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres d'Évron (Mayenne) par le sieur Serclot de la Coudrière, d'une somme de 315 francs 49 centimes, et d'une rente de 103 francs sur l'État. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.º 8205. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite au bureau de bienfaisance de Vaucouleurs (Meuse) par le sieur de Cholet, en faveur des pauvres de Burey-en-Vaux. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.º 8206. — ORDONNANCE DU ROI approbative des arrêtés du préfet du département du Bas-Rhin en date des 6 octobre, 8 et 9 novembre, 11 et 15 décembre 1827, qui autorisent, par mesure d'urgence, divers essartemens dans les bois des communes de Pambenheim, Lichtenau, Eschau et Plobsheim. (Paris, 6 Mars 1828.)

ERRATUM. Dans quelques exemplaires du Bulletin des lois, n.º 221, VIII.º série, page 303, n.º 8154, lignes 2 et 3, au lieu de *hospices d'Angers* (Maine-et-Loire), lisez *hospices d'Arras* (Pas-de-Calais).



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 4 Avril 1828 *,
COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
4 Avril 1828.

BULLETIN DES LOIS. (N.º 224.)

N.º 8207. — ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la Formation d'un Dépôt particulier pour y recevoir l'Exemplaire des livres du dépôt légal destiné, en vertu de l'Ordonnance du 9 Janvier 1828, à la bibliothèque du Ministère de l'intérieur, et contient des dispositions relatives à la répartition des ouvrages entre les Bibliothèques publiques du Royaume.

Au château des Tuileries, le 27 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Il sera formé à la bibliothèque de Sainte-Geneviève un dépôt particulier pour y recevoir l'exemplaire des livres du dépôt légal qui, en vertu de notre ordonnance du 9 janvier dernier, est destiné à la bibliothèque du ministère de l'intérieur.

2. Chaque année, notre ministre de l'intérieur fera dans ce dépôt un choix des ouvrages qu'il jugera convenable de répandre, et il les répartira entre les bibliothèques publiques du royaume, suivant leurs besoins et leur importance.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 27 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

VIII.º Série.

Z

N.° 8208. — *ORDONNANCE DU ROI qui convoque en un seul Collège électoral les Électeurs du département des Vosges.*

Au château des Tuileries, le 27 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances royales des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827;

Vu la décision de la Chambre des Députés en date du 20 février dernier, qui annule les élections des Vosges;

Vu notre ordonnance du 6 de ce mois qui prescrit de publier un tableau de rectification de la liste électorale de ce département;

Vu le tableau de rectification arrêté le 19 mars par le préfet en conseil de préfecture, duquel il résulte que le nombre des électeurs se trouvait à cette époque de trois cent soixante-et-douze;

Vu la lettre du préfet en date du 21 mars qui annonce que la liste électorale ne paraît pas devoir s'élever ultérieurement au nombre de quatre cents,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les électeurs du département des Vosges sont convoqués en un seul collège électoral qui se réunira dans la ville d'Épinal le 21 avril prochain, et nommera les cinq députés du département.

2. Les réclamations contre la teneur de la liste électorale et du premier tableau de rectification déjà publiés seront admises jusqu'au 14 avril inclusivement, et la clôture de la liste aura lieu le 17 du même mois.

3. Il sera procédé aux opérations qui concernent les tableaux de rectification et leur clôture conformément aux

ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827, et aux opérations du collège électoral conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 27 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8209. — *ORDONNANCE DU ROI portant Convocation de trois Collèges électoraux dans les départemens d'Ille-et-Vilaine, de l'Isère et du Rhône.*

Au château des Tuileries, le 27 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances royales des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827;

Vu l'extrait du procès-verbal des séances de la Chambre des Députés en date du 15 de ce mois, contenant la décision qui annule l'élection du sieur *Garnier-Dufougeray*, élu député par le collège électoral du premier arrondissement d'Ille-et-Vilaine;

Vu les lettres du préfet de l'Isère et du Rhône, communiquées à la Chambre des Députés dans sa séance du 17 de ce mois, et annonçant le décès du sieur *Michoud* et du sieur *Mottet de Gérando*, députés de ces départemens,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les collèges électoraux ci-après désignés sont

convoqués pour le 8 mai prochain dans les villes indiquées au tableau qui suit, à l'effet d'élire chacun un député :

DÉPARTEMENTS.	DÉSIGNATION des collèges électoraux.	VILLES où ils se réuniront.
Ille-et-Vilaine....	Collège du 1. ^{er} arrondissement.	Saint-Malo.
Isère.....	Collège du 3. ^e idem.....	Lyon.
Rhône.....	Collège départemental.....	

2. Les listes électorales arrêtées précédemment et les tableaux de rectification prescrits par l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 seront affichés le 12 avril.

Les réclamations seront admises jusqu'au 2 mai inclusivement, et la clôture des listes aura lieu le 5 du même mois.

3. Il sera procédé aux opérations qui concernent les tableaux de rectification et leur clôture conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827, et aux opérations des collèges électoraux conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 27 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8210. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme MM. d'Allonville, Sers et de Panat, aux Préfectures de la Meurthe, du Puy-de-Dôme et du Cantal.*

Au château des Tuileries, le 30 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *d'Allonville*, préfet du Puy-de-Dôme, est appelé à la préfecture de la Meurthe, en remplacement du sieur *de Casteja*, décédé.

2. Le sieur *Sers*, préfet du Cantal, est appelé à la préfecture du Puy-de-Dôme.

3. Le sieur *de Panat*, sous-préfet de Bayonne, membre de la Chambre des Députés, est appelé à la préfecture du Cantal.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 30 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8211. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. le Maréchal-de-camp Durrieu Président du Collège électoral du département de la Corse.*

Au château des Tuileries, le 30 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 13 de ce mois,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS président du collège électoral du département de la Corse, pour la session qui s'ouvrira le 28 avril prochain, le sieur *Durrieu*, maréchal-de-camp.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 30 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8212. — *ORDONNANCE DU ROI* qui maintient *M. Esmangart* à la *Préfecture du Bas-Rhin*, et nomme *M. de Murat* à celle de la *Seine-Inférieure*.

Au château des Tuileries, le 30 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Seront considérées comme non avenues les dispositions de notre ordonnance du 3 de ce mois qui appelaient le sieur *Esmangart*, préfet du Bas-Rhin, à la préfecture de la Seine-Inférieure, et le sieur *de Murat*, préfet du Nord, à la préfecture du Bas-Rhin.

2. Le sieur *Esmangart* est maintenu à la préfecture du Bas-Rhin.

3. Le sieur *de Murat* est nommé à la préfecture de la Seine-Inférieure.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 30 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8213. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise des *Exploitations dans les Bois ou les Réserves de plusieurs Communes et d'une Fabrique d'église*.

Au château des Tuileries, le 20 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les agens forestiers sont autorisés à faire délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Seimersheim (Bas-Rhin), de neuf cent trente-cinq chênes sur un pâturage boisé qui lui appartient, à charge de réunir au sol forestier douze hectares de ce pâturage;

2.^o Arfons (Tarn), d'une coupe de deux hectares cinquante ares de ses bois, et d'une autre coupe, en quatre années successives, de vingt hectares formant la partie la plus âgée desdits bois;

3.^o Bazeilles (Meuse), de la coupe de neuf hectares environ de la réserve de ses bois;

4.^o Crepey (Meurthe), de la coupe de cinquante-huit hectares de sa réserve;

5.^o Saint-Remimont (Meurthe), de deux arbres et d'une coupe extraordinaire de trois hectares cinquante ares dans ses bois;

6.^o Buding (Moselle), de la coupe de ses bois destinée à l'ordinaire 1829;

7.^o Badonvillers (Moselle), d'une coupe de six hectares dans un canton de ses bois;

8.^o Gudmont (Haute-Marne), de la coupe de ses bois destinée à l'ordinaire 1829;

9.° Remolville (Meuse), de la coupe de quatorze hectares environ de sa réserve;

En deux années successives,

10.° Doucelles (Vosges), de la coupe de seize hectares quatre-vingt-dix-huit ares de sa réserve;

11.° Joppecourt (Moselle), de la coupe de treize hectares quarante-trois ares trente-quatre centiares de sa réserve;

12.° La Corbière (Haute-Saône), des coupes destinées aux affouages des ordinaires 1829, 1830 et 1831 de ses bois;

13.° Saverne (Bas-Rhin), de six cents arbres seulement dans la forêt de Fabberg, faisant partie de ses bois;

14.° Pierre-Perthuis (Yonne), de la coupe de vingt hectares environ, formant la réserve des bois du hameau de Pray-le-Moult qui en dépend;

En trois années successives,

15.° Épinonville (Meuse), d'une coupe de trente-un hectares formant sa réserve;

16.° Saint-Germain de Joux (Ain), de six cents arbres seulement dans un canton de ses bois;

17.° Muzeray (Meuse), d'une coupe de vingt-deux hectares soixante-treize ares de sa réserve;

18.° Badménil (Vosges), d'une coupe de dix hectares trente-huit ares environ de sa réserve;

En quatre années successives,

19.° Lignières (Aube), de deux coupes biennales de ses bois venant en tour d'exploitation pour les ordinaires 1829 et 1831, et du recépage de onze hectares environ de plantations faites en 1822 et 1823 dans les mêmes bois;

En cinq années successives,

20.° Saint-Maurice (Vosges), de la coupe de dix hectares dix-neuf ares de sa réserve.

2. La fabrique de l'église de Leimbach (Haut-Rhin) est

autorisée à faire procéder à la vente de la coupe de trente ares environ du canton de ses bois appelé *Espen* et à la délivrance de deux arbres seulement sur la lisière de celui de Herbourg.

3. Il sera procédé par les agens forestiers à l'aménagement des bois des communes de Seimersheim, Saint-Remimont et Badonvillers, désignées dans l'article 1.° de la présente ordonnance.

4. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 20 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 8214. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans deux Forêts royales.*

Au château des Tuileries, le 20 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les articles 16 du Code forestier et 71 de l'ordonnance réglementaire du 1.° août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Il sera procédé en deux années successives, à partir de l'ordinaire 1829, et par portions égales, à la vente et adjudication, en la forme ordinaire, de la superficie de vingt-six hectares cinq ares formant le quart en réserve de la forêt royale de Sainte-Vertu, département de l'Yonne.

2. L'administration des forêts est autorisée en outre à procéder, dans les formes ordinaires, à la vente et exploitation par éclaircie d'une coupe de futaie dans la forêt royale

de Bonneval, département de l'Aveyron, sur une étendue d'environ seize hectares de terrain à prendre au canton dit *Fons de Laussette*.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 20 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé ROY.

N.° 8215. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de trois Congrégations religieuses de femmes.*

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825 ;

Vu les statuts des congrégations ci-après dénommées, vérifiés et enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 2 de ce mois ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les congrégations religieuses,

1.° Des sœurs de la Croix établies à Saint-Quentin, département de l'Aisne,

2.° Des filles de l'Éducation chrétienne établies à Échauffour, département de l'Orne,

3.° Et des filles de Marie établies à Agen, département de Lot-et-Garonne,

Gouvernées par des supérieures générales, sont définitivement autorisées, à la charge de se conformer à leurs statuts ci-annexés.

2. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, sur

la demande qui en sera présentée dans la forme voulue par l'article 3 de la loi du 24 mai 1825, les maisons particulières qui dépendent desdites congrégations.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 23.° jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques*,

Signé F. J. H. EV. DE BEAUVAIS.

N.° 8216. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de quatre Communautés religieuses de femmes.*

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825 ;

Vu les statuts des communautés religieuses de femmes ci-après dénommées, vérifiés et enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 2 de ce mois ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les communautés,

1.° Des religieuses de Notre-Dame établies à Châlons, département de la Marne,

2.° Des religieuses de la Trinité établies à Tours, département d'Indre-et-Loire,

3.° Des religieuses annonciades établies à Villeneuve d'Agen, département de Lot-et-Garonne,

4.° Des religieuses de Notre-Dame établies à Tournon, département de l'Ardèche,

Gouvernées par des supérieures locales, sont définitivement autorisées, à la charge de se conformer à leurs statuts ci-annexés.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 23.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8217. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Religieuses Annonciades établie à Langres, département de la Haute-Marne.*

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825;

Vu les statuts de la communauté ci-après dénommée, vérifiés et enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 2 de ce mois;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des religieuses annonciades établie à Langres, département de la Haute-Marne, gouvernée par une prieure, est définitivement autorisée, à la charge de se conformer à ses statuts ci-annexés.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 23.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8218. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph établie à Lyon, département du Rhône.*

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825;

Vu les statuts de la congrégation religieuse ci-après dénommée, vérifiés et enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 2 de ce mois;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La congrégation des sœurs de Saint-Joseph établie à Lyon, département du Rhône, gouvernée par une supérieure générale, est définitivement autorisée, à la charge de se conformer à ses statuts ci-annexés.

2. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, sur la demande qui en sera présentée dans la forme voulue par l'article 3 de la loi du 24 mai 1825, les maisons particulières qui dépendent de cette congrégation.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 23.^e jour du

mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.° 8219. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Dames Religieuses du Saint-Sépulcre établie à Charleville, département des Ardennes.

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825 ;

Vu les statuts de la communauté ci-après dénommée, vérifiés et enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 2 de ce mois ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La communauté des dames religieuses du Saint-Sépulcre établie à Charleville, département des Ardennes, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée, à la charge de se conformer à ses statuts ci-annexés.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 23.° jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.° 8220. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs du Cœur de Marie dites de la Providence, établie à la Flèche, département de la Sarthe.

Au château des Tuileries, le 23 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825 ;

Vu les statuts de la communauté ci-après dénommée, vérifiés et enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 2 de ce mois ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La communauté des sœurs du Cœur de Marie dites de la Providence, établie à la Flèche, département de la Sarthe, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée, à la charge de se conformer à ses statuts ci-annexés.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 23.° jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.° 8221. — *ORDONNANCE DU ROI* portant que le Legs fait à la fabrique de la paroisse des Anses d'Arlets à la Martinique, par la demoiselle Madeleine Clinet, suivant son testament du 23 juin 1824, de l'universalité de ses biens, sauf prélèvement de quelques legs particuliers, est réduit à la somme de 4000 fr.,

et sera accepté, ainsi réduit, par le conseil de fabrique de ladite paroisse, de la manière déterminée par l'article 6 de l'ordonnance du 30 septembre 1827. (*Paris, 27 Janvier 1828.*)

N.º 8222. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le maire de *Guerquesalles* (Orne) à accepter la Donation faite par le sieur de *Roncherolles*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 fr., dont le curé actuel aura l'usufruit sa vie durant. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8223. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 4000 francs offerte en donation aux hospices de *Strasbourg* (Bas-Rhin) par une personne qui desire ne pas être nommée. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8224. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saverne* (Bas-Rhin) par la dame veuve *Humburger*, 1.º de deux créances montant ensemble à 349 francs 72 centimes; 2.º des intérêts, pendant deux ans et demi, d'une somme de 400 francs; 3.º des loyers et autres sommes qui peuvent lui être dus; 4.º enfin d'un lit et de l'usufruit d'un logement. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
*Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

A Paris, le 8 Avril 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

8 Avril 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 225.)

N.º 8225. — ORDONNANCE DU ROI qui détermine le
*Mode de comptabilité du Sceau et applique au Trésorier
les Règles suivies pour les Comptables de deniers publics.*

Au château des Tuileries, le 30 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les lois et réglemens sur la comptabilité des deniers
publics, notamment l'ordonnance du 14 septembre 1822
qui règle la comptabilité et la justification des dépenses;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre et
secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Les recettes et les dépenses du sceau ne peu-
vent être faites que conformément au budget de chaque
exercice fixé par nous sur la proposition de notre garde des
sceaux, ou d'après des autorisations extraordinaires données
dans les mêmes formes.

2. L'exercice est limité à la durée de chaque année, et
les résultats en seront réglés par nous définitivement sur le
compte annuel du trésorier. Les crédits ou portions de
crédits qui n'auront pas reçu d'emploi au 31 décembre
seront annulés et augmenteront les ressources de l'exer-
cice suivant.

3. Aucune dépense ne peut être acquittée par le trésorier
de la commission du sceau, si elle n'a été préalablement
ordonnée par notre garde des sceaux sur un crédit régu-
lièrement ouvert. Tout mandat ou ordonnance doit énoncer

VIII.º Série.

A a

l'exercice et le crédit auxquels la dépense s'applique, et être accompagné de toutes les pièces justificatives nécessaires pour valider le paiement.

4. Aucun droit autre que ceux fixés par les statuts ou ordonnances royales pour les droits de sceau, et par les lois pour l'enregistrement, ne peut être perçu sous quelque dénomination que ce soit.

5. A compter du 5 janvier 1828, le trésorier de la commission du sceau sera justiciable de la cour des comptes, et lui présentera, sous sa propre responsabilité, le compte de sa gestion annuelle.

Cette présentation sera faite dans les trois premiers mois de chaque année pour l'année précédente.

6. La forme des écritures du trésorier, celle de son compte annuel et le tableau des pièces justificatives de ses recettes et de ses dépenses, seront arrêtés par notre garde des sceaux, selon les règles suivies pour toutes les comptabilités de deniers publics.

7. Le compte du trésorier devra présenter,

1.° Le tableau des valeurs existant en caisse et en portefeuille à l'époque où commence la gestion ;

2.° Les recettes et les dépenses de toute nature faites pendant le cours de cette gestion ;

3.° Enfin la situation des valeurs qui se trouveront dans sa caisse ou dans son portefeuille à l'époque où le compte est arrêté.

8. Le trésorier ne sera comptable que des actes de sa gestion personnelle. En cas de mutation, le compte de l'année sera divisé suivant la durée de la gestion des différents titulaires, et chacun d'eux rendra compte séparément des opérations qui le concerneront.

9. Notre garde des sceaux est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 30.° jour du

mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice,*

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8226. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe la Route de Brignolles à Grasse au rang des Routes départementales du Var.*

Au château des Tuileries, le 20 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la délibération du conseil général du département du Var tendant à ce que la route de Brignolles à Grasse par Lorgues et Draguignan soit classée au rang des routes départementales ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La route de Brignolles à Grasse par Lorgues et Draguignan est et demeure classée au rang des routes départementales du Var sous le n.° 20.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 20 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8227. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Religieuses de Notre-Dame établie à Reims, département de la Marne.

Au château des Tuileries, le 30 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des religieuses de Notre-Dame établies à Reims, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de Notre-Dame de Versailles (maison du Grand Champ), enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 1.° novembre 1826 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Reims du 23 février 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de notre cousin le cardinal archevêque de Reims, du 15 mars 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques ,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La communauté des religieuses de Notre-Dame établie à Reims, département de la Marne, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 30.° jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. EV. DE BEAUVAIS.

N.° 8228. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise des Exploitations dans les Bois des Communes et Hospices y désignés.

Au château des Tuileries, le 2 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu les titres I.°, III et VI du Code forestier ;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.° août 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'administration forestière est autorisée à faire délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir :

1.° Aspach (Haut-Rhin), de la coupe d'un hectare de ses bois ;

2.° Saint-Ciergues (Haute-Marne), 1.° de la coupe de trois hectares de ses bois, 2.° du produit du recépage d'environ six hectares de taillis abroués, 3.° de soixante arbres fruitiers déperissans sur des terrains communaux ;

3.° Geisswasser (Haut-Rhin), de la coupe de trois hectares trente-sept ares à prendre dans des îles boisées du Rhin qui lui appartiennent ;

4.° Morey (Côte-d'Or), de la coupe de huit hectares quatre-vingt-trois ares de la réserve de ses bois ;

5.° Neuf-Maisons (Ardennes), de la coupe de six hectares formant la totalité de son quart en réserve, mais pour l'exploitation avoir lieu en 1829 ;

6.° Fauconcourt (Vosges), de la coupe de quatorze hectares quatre-vingt-six ares formant le quart en réserve de ses bois, pour l'exploitation avoir lieu en 1829 ;

7.° Novéant (Moselle), de la coupe, pour l'ordinaire 1829, de quatorze hectares de la réserve de ses bois ;

8.° Villars-Saint-Marcellin (Haute-Marne), de la coupe

de deux cantons de ses bois appelés *Minichais* et *Grand Tremblais* ;

9.° Plombières et les Granges de Plombières (Vosges), de la vente de cinquante-six arbres à prendre sur deux hectares du quart en réserve indivis entre ces deux communes ;

10.° Boutancourt (Ardennes), de la vente, pour l'ordinaire 1829, de la coupe de ses bois destinés pour l'ordinaire 1830 ;

11.° Saint-Amé (Vosges), de la vente de deux cents sapins à prendre en jardinant dans ses bois ;

12.° Villers-sous-Chalamont (Doubs), de la vente de quatre-vingts sapins à prendre en jardinant dans ses bois ;

13.° Royaumeix (Meurthe), de la coupe de six hectares à prendre dans la partie la plus âgée de la réserve de ses bois ;

14.° Glay (Doubs), de la coupe de trois hectares dix ares de sa réserve ;

15.° Rurey (Doubs), de la coupe de dix hectares à prendre dans la partie la plus dépérissante de sa réserve ;

16.° Bassing (Meurthe), de la vente de cinq arbres et du taillis existant sur l'emplacement d'un nouveau chemin qui traverse sa réserve ;

17.° Châtel de Joux (Jura), de la vente de cent cinquante sapins ou hêtres dépérissants dans la réserve ;

18.° Lizos (Hautes-Pyrénées), de la coupe de dix arbres et de soixante-seize ares cinquante-six centiares de taillis ;

En deux années successives,

19.° Chicourt (Meurthe), de neuf hectares faisant la partie la plus âgée de sa réserve ;

20.° Montpezat (Gers), de la coupe de douze hectares de ses bois ;

21.° Belleverne (Haute-Saône), de la coupe de huit hectares dépérissants dans sa réserve ;

En trois années successives,

22.° Moyrans (Jura), de la vente de quinze cents pieds d'arbres à prendre dans sa réserve ;

En cinq années successives,

23.° Menssia (Jura), de la coupe de trente hectares formant la partie la plus dépérissante de sa réserve ;

24.° Raucourt (Vosges), de la coupe de dix-neuf hectares faisant partie de sa réserve.

2. Il sera procédé à la vente par forme de recépage du canton appelé *Charlot*, dépendant de la commune de Montbellet (Saône-et-Loire).

3. Il sera procédé à la vente et adjudication en la forme ordinaire de la coupe de deux hectares quinze ares trente-un centiares, formant la réserve du buisson de Tronçay, qui appartient à l'hospice de Nanteuil (Oise).

4. La commission administrative des hospices de Bourges est autorisée à convertir en pâturage un canton de ses bois dit *de la Rousse*, de la contenance de cinq hectares, et à procéder à la vente du taillis et de trente arbres dépérissants au canton du Pré-Babillon (Cher).

5. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 2 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 8229. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Bonhomme-Dupuy à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* de Moutardy, commune de Saint-Paul-la-Roche, département de la Dordogne. (Paris, 30 Janvier 1828.)

N.º 8230. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Vallade-Sourit ou ses ayant-droit à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* qu'il possède à Ethouars, département de la Dordogne. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8231. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au sieur Peydière d'une mine de plomb argentifère existant dans les communes de Courgoul et de Saurier, département du Puy-de-Dôme. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8232. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite à l'hospice de l'Antiquaille à Lyon (Rhône) par la dame veuve Rouzies, d'une somme de 4200 francs et de son mobilier. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8233. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une action de 2500 francs faite à l'Asile de la Providence, département de la Seine, par la société d'avances mutuelles sur garantie. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8234. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices de Mantes (Seine-et-Oise) par le sieur Cannée, de plusieurs pièces de terre contenant ensemble 1 hectare 97 ares 63 centiares, et d'une rente de 145 fr. sur l'État. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8235. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite à l'hospice de Roye (Somme) par les sieurs Berthout et Varez, d'une somme de 2000 francs et d'effets mobiliers. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8236. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une créance de 600 francs faite à l'hospice de Lorgues (Var) par le sieur Lombard. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8237. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une créance de 1000 francs offerte à l'hospice de Draguignan (Var) par le sieur Mireur. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8238. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs offerte en donation aux pauvres de Bollène (Vaucluse) par le sieur Seyssau. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8239. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Darney (Vosges) par la demoiselle Sodé, d'une pièce de terre donnant un revenu annuel de 25 francs. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.º 8240. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux communes de Valleville et d'Harcourt (Eure) par le sieur Delamarre, d'une somme de 20,000 francs, pour le produit être employé à la réparation des chemins vicinaux. (*Paris, 6 Février 1828.*)

N.º 8241. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite à la commune de Doulevant-le-Château (Haute-Marne) par le sieur Peuchot. (*Paris, 6 Février 1828.*)

N.º 8242. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain contenant 16 ares 48 centiares, faite à la commune de Courdemanche (Sarthe) par le sieur de la Martellière. (*Paris, 6 Février 1828.*)

N.º 8243. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de Chailly-en-Bière (Seine-et-Marne) par la demoiselle Coste de Champeron, de deux bâtimens avec dépendances estimés 8000 francs. (*Paris, 6 Février 1828.*)

N.º 8244. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de Mouzeuil (Vendée) à accepter la Donation à elle faite par le sieur Bodin, d'une portion de jardin évaluée à 89 francs. (*Paris, 6 Février 1828.*)

N.º 8245. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de Panissières (Loire) à accepter la Donation à elle faite par le sieur Giraudier, d'une portion de terrain contenant 10 ares. (*Paris, 6 Février 1828.*)

N.º 8246. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Saint-Pol (Pas-de-Calais) à accepter la Donation à elle faite par le sieur Debret, d'une somme de 10,000 francs, pour être employée à l'établissement des frères de la Doctrine chrétienne. (*Paris, 6 Février 1828.*)

N.º 8247. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Martigné-Briand* (Maine-et-Loire) à accepter la Donation à elle faite par les sieur et dame *Jouve* et leurs copropriétaires, du fonds et des bâtimens de l'ancienne chapelle du village de *Malligné*, pour y célébrer le service divin. (Paris, 6 Février 1828.)

N.º 8248. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Saint-Julien du Serre* (Ardèche) par le sieur *Chastagnier*, d'une maison avec une pièce de vigne, le tout estimé 800 francs. (Paris, 6 Février 1828.)

N.º 8249. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune d'*Hubersent* (Pas-de-Calais) à accepter la Donation à elle faite par le sieur *Dezoteux*, d'un terrain estimé 500 francs. (Paris, 6 Février 1828.)

N.º 8250. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Serqueux* (Seine-Inférieure) à accepter la Donation à elle faite par le sieur *Levaillant de Valdolé*, d'une maison avec dépendances estimée 2400 francs. (Paris, 6 Février 1828.)

N.º 8251. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de *Grasse* (Var) à accepter la Donation à elle faite par le sieur de *la Peyrière* et ses copropriétaires, de la salle de spectacle, estimée 25,000 francs, à la charge de payer une somme de 7684 francs, et aux conditions exprimées dans l'acte du 3 octobre 1827. (Paris, 6 Février 1828.)

N.º 8252. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Doulevant-le-Château* (Haute-Marne) à accepter la Donation à elle faite par la demoiselle *Jeansson*, d'une maison avec dépendances estimée 1000 francs. (Paris, 6 Février 1828.)

N.º 8253. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 161 francs 63 centimes, faite à la commune de *Pierrepont* (Moselle) par les sieurs et la demoiselle *Seillière*. (Paris, 6 Février 1828.)

N.º 8254. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *l'Epinay-le-Comte* (Orne) à accepter, pour une somme annuelle de 15 francs pendant dix ans seulement, le Legs

universel à elle fait par le sieur *Barabé*. (Paris, 6 Février 1828.)

N.º 8255. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite aux hospices de *Saint-Quentin* (Aisne) par le sieur *Fresson*, de deux rentes viagères montant ensemble à 11 hectolitres 5 litres de blé, d'une somme de 2000 francs et de son mobilier. (Paris, 13 Février 1828.)

N.º 8256. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire seulement, le Legs à titre universel fait à l'hospice d'*Honfleur* (Calvados) par la dame veuve *Gambier*, de tous ses effets mobiliers. (Paris, 13 Février 1828.)

N.º 8257. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Saint-Pol de Léon* (Finistère) à accepter, 1.º la Donation de plusieurs rentes annuelles montant ensemble à 62 francs 22 centimes, faite à cet établissement par la dame veuve *Chefdubois*; et 2.º une somme de 600 francs léguée par le sieur *Péron*. (Paris, 13 Février 1828.)

N.º 8258. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'hospice de *Grenoble* (Isère), 1.º par le sieur *Planelli de Maubec*, de cent lits en fer de la valeur de 15,000 francs; et 2.º par la demoiselle *Borel*, d'une somme de 1679 francs due par l'hospice. (Paris, 13 Février 1828.)

N.º 8259. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Roanne* (Loire) par les demoiselles *Mulsant*, d'une somme de 2000 francs. (Paris, 13 Février 1828.)

N.º 8260. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices du *Puy* (Haute-Loire) par le sieur *Delafont*, d'une rente de 60 francs sur l'État. (Paris, 13 Février 1828.)

N.º 8261. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de plusieurs rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 120 francs, faite aux pauvres de *Chefdupont* (Manche) par le sieur *Feuilley de Rion*. (Paris, 13 Février 1828.)

N.° 8262. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Saint-Maur de *Châlons* (Marne) par la demoiselle *Ronez* et la dame *Mauclerc*, de plusieurs pièces de terre produisant ensemble un revenu annuel de 50 francs. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8263. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Montjean* (Mayenne) par le sieur *Bodinier*, d'une somme de 1400 francs. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8264. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice des vieillards de *Lunéville* (Meurthe) par la dame veuve *Morcel*, de plusieurs pièces de terre donnant ensemble un revenu annuel de 125 francs. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8265. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Stenay* (Meuse) par le sieur *Frémin de Sapicourt*, d'une somme de 5000 francs. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8266. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Tarbes* (Hautes-Pyrénées) par le sieur *Tisnès*, d'une somme de 950 francs. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8267. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices de *Grasse* (Var) par la dame veuve *Niel*, d'une rente annuelle et viagère de 100 francs. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8268. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3000 francs faite à l'hospice des vieillards d'*Arras* (Pas-de-Calais) par des personnes qui desirent n'être pas nommées. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8269. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Mesnil-Raoult* (Seine-Inférieure) par le sieur *Lavoisier*, 1.° d'une rente de 150 francs sur l'État, 2.° d'une autre rente de 50 francs, et 3.° d'une maison avec dépendances évaluée à 2400 francs. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8270. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait aux pauvres de *Bourg* (Ain) par la demoiselle *Chevrier de Corcelles*. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8271. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Lodève* (Hérault) par la dame *Cavalié*. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8272. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Saint-Claude* (Jura) par la demoiselle *Lorrain*. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8273. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *la Réunion* (Lot-et-Garonne) par le sieur de *Massillos*. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8274. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 1561 fr., fait aux pauvres de *Chasserades* (Lozère) par le sieur *Vezon*. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8275. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Loigné* (Mayenne) par les sieur et dame *Chevreur*, chacun du quart de leur succession, évalué à 2800 francs environ, prélèvement fait d'une somme de 150 fr. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8276. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de la paroisse *Saint-Jean de Tarbes* (Hautes-Pyrénées) par le sieur *Lacoste*, d'une somme de 500 fr. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8277. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la maison de la Providence de *Saint-Joseph de Lyon* (Rhône) par la dame *Vouillemont*. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8278. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait aux pauvres de *Saint-Loup* (Haute-Saône) par le sieur *Boyer*. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.º 8279. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs sur l'État fait en faveur de l'hospice de la Salpêtrière de *Paris* (Seine) par la dame veuve *Pilment*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8280. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres du *Havre* (Seine-Inférieure) par le sieur *Portier*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8281. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres d'*Oissy* (Somme) par le sieur *Dottin*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8282. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 3459 fr. 90 centimes, fait à l'hospice de *Moissac* (Tarn-et-Garonne) par le sieur *Terreau*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8283. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 6000 francs, fait à l'hospice de *Moissac* (Tarn-et-Garonne) par la demoiselle *Boyer-Saint-Amans*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8284. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Moissac* (Tarn-et-Garonne) par le sieur *Toise*, de sa montre et d'une pièce de terre évaluée à 800 francs. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8285. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres de *Saint-Amans de Montaigu* (Tarn-et-Garonne) par le sieur *Cayrou*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8286. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait aux pauvres de *Toulon* (Var) par la dame *Carles*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8287. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée à la maison royale de santé d'*Avignon* (Vaucluse) par la dame veuve de *Rivasse*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8288. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée à la commune de *Mattaincourt* (Vosges) par la dame veuve *Guérard*. (*Paris*, 13 Février 1828.)

N.º 8289. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Carcassonne* par la dame veuve du sieur de *Pelletier*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.º 8290. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée aux pauvres de *Saint-Mamet* (Cantal) par la dame *Rigal*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.º 8291. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 769 francs environ, fait à l'hospice de *la Rochelle* (Charente-Inférieure) par le sieur *Guillemot*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.º 8292. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée à l'hospice de *Clermont-l'Hérault* (Hérault) par le sieur *Germain*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.º 8293. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 3000 francs léguée aux pauvres de *Lodève* (Hérault) par la dame veuve *Mochet*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.º 8294. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait aux pauvres de *Lespignan* (Hérault) par le sieur *Vidal*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.º 8295. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 1000 francs, fait aux pauvres de *la Motte d'Aveillans* (Isère) par le sieur *Bayard*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.º 8296. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 8000 francs fait aux pauvres d'*Orléans* (Loiret) par la demoiselle *Lasne*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.º 8297. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 11,439 francs 70 centimes, fait aux hospices

de *Lavat* (Mayenne) par la demoiselle *Aubry*. (Paris, 27 Février 1828.)

N.° 8298. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la nue propriété d'une rente de 108 francs sur l'État léguée à l'Asile des vieillards de *Lunéville* (Mourthe) par la demoiselle *Desaucherin*. (Paris, 27 Février 1828.)

N.° 8299. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Monlins-la-Marche* (Orne) par le sieur *Monl.* (Paris, 27 Février 1828.)

N.° 8300. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à l'hôpital de la Miséricorde de *Perpignan* (Pyrénées-Orientales) par le sieur de *Banyuls*. (Paris, 27 Février 1828.)

N.° 8301. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de plusieurs pièces de terre, estimées ensemble 1020 francs, léguées aux pauvres malades de *Filain* (Haute-Saône) par la demoiselle *Boisselet*. (Paris, 27 Février 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 16 Avril 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des Lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
16 Avril 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 226.)

N.° 8302. — ORDONNANCE DU ROI portant Prolongation
de la durée d'un Brevet d'importation.

Au château des Tuileries, le 30 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du com-
merce et des manufactures;

Vu la demande des sieurs *Pihet* frères, ingénieurs et mé-
caniciens, demeurant à Paris, avenue *Parmentier*, cession-
naires d'un brevet d'importation et de perfectionnement
délivré pour cinq ans, le 15 novembre 1823, au nom des
sieurs *Eaton* et *Farey*, pour une machine dite *bobinoire*,
propre à la filature des cotons;

Duquel brevet, à eux cédé par acte public du 22 août
1827, ils sollicitent la prorogation jusqu'au 26 février
1824;

Exposant, avec le concours de la compagnie d'Ourscamp,
représentée par les sieurs *Thuret* et compagnie de Paris,
que l'invention de la machine brevetée a été importée aux
frais de ladite compagnie, qui, le 26 février 1824, prit
un brevet d'importation de dix ans pour s'en assurer jus-
qu'au 26 février 1834 la jouissance par elle transmise
aux frères *Pihet*; mais que leur droit ainsi acquis s'était
trouvé primé par le brevet du 15 novembre 1823 que les
sieurs *Eaton* et *Farey*, lesquels étaient employés à cette im-
portation par la compagnie, s'étaient fait délivrer à leur
propre profit;

Que les sieurs *Pihet*, ayant acquis le brevet du 15 no-
vembre, ont ainsi réuni et confondu les droits et titres d'*Ea-
ton* et *Farey* et d'*Ourscamp*; mais que de ces deux brevets

VIII. Série.

B b

celui de la compagnie devait durer jusqu'au 26 février 1834, tandis que celui qui, par l'événement et à raison de sa priorité, peut seul servir aux cessionnaires, expirerait le 15 novembre prochain ;

Sur quoi, ayant égard à la bonne foi avec laquelle le brevet de dix ans a été pris, et à la réunion des deux titres de cette importation coûteuse,

NOUS AVONS ORDONNÉ et **ORDONNONS** ce qui suit :

ART. 1.^{er} La durée du brevet d'importation délivré pour cinq ans, le 15 novembre 1823, aux sieurs *Eaton* et *Farey* pour une machine à filer le coton dite *bobinoire*, est prorogée jusqu'au 26 février 1834 en faveur des sieurs *Pihet frères*, cessionnaires dudit brevet.

2. Il est néanmoins déclaré que la prolongation du brevet s'entend comme la concession primitive, sans examen ni garantie de la priorité, du mérite ni du succès des inventions.

3. Notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 30.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé **CHARLES.**

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état du commerce et des manufactures,*

Signé **S.^r CRICQ.**

N.^o 8303. — ORDONNANCE DU ROI portant *Nomination des Présidens et Vice-présidens des Collèges électoraux y désignés.*

Au château des Tuileries, le 6 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu nos ordonnances des 6 et 27 mars dernier,

NOUS AVONS NOMMÉ et **NOMMONS** présidens et vice-

présidens des collèges électoraux convoqués pour le 21 avril courant et désignés ci-après, savoir :

DÉPARTE- MENTS.	DÉSIGNATION des collèges électoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	NOMS DES PRÉSIDENTS.	NOMS des vice-présidens.
Finistère...	Coll. du 1. ^{er} arrond.	Brest.....	Les sieurs vice-amiral <i>Duperre</i> .	Les sieurs :
Hérault....	— du 2. ^e arrond.	Béziers....	<i>de Neffès</i> , maire de Béziers.	{ <i>Villebrun</i> , juge au tribunal de première instance.
Isère.....	— du 2. ^e arrond.	Tullins....	<i>de Lalaing d'Audenarde</i> , lieutenant général.	
	— du 4. ^e arrond.	Vienne....	<i>Gélas</i> , membre du conseil général.	
Loir-et-Cher	— du 2. ^e arrond.	Vendôme..	<i>de Brunier</i> , membre du conseil d'arrondissement.	
Marne.....	— du 1. ^{er} arrond.	Châlons...	<i>Garinet</i> , maire de Châlons.	
Mayenne..	— du 3. ^e arrond.	Mayenne..	comte <i>de Cheverus</i> , archevêque de Bordeaux, pair de France.	
Meurthe...	— du 2. ^e arrond.	Lunéville..	<i>de Frawemberg</i> , maire de Lunéville.	
Nièvre....	— du 1. ^{er} arrond.	Nevers....	<i>Decolons de Vauzelles</i> , président du tribunal de première instance.	
Oise.....	— du 3. ^e arrond.	Senlis.....	<i>Julry</i> , président du tribunal de première instance.	
Rhône....	— du 2. ^e arrond.	Lyon.....	<i>Nugues</i> , président à la cour royale.	{ <i>Bourbon</i> , président du tribunal de commerce.
Saône-et-L. ^e	— du 4. ^e arrond.	Charolles..	<i>Mau blanc de Chiseuil</i> , maire de Digoin.	
Sarthe....	— du 2. ^e arrond.	Mamers...	<i>de Breuilpont</i> , maréchal-de-camp.	
Seine-et-M. ^e	— du 3. ^e arrond.	Melun....	<i>Ferrier</i> , maréchal-de-camp.	
Vosges....	Collège unique....	Épinal....	duc <i>de Choiseul</i> , pair de France.	

DÉPARTE- MENS.	DÉSIGNATION des collèges électoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	NOMS DES PRÉSIDENTS.	NOMS des vice-présidents.
Seine.....	Coll. du 1. ^{er} arrond. ¹	Paris.....	Les sieurs duc de Crillon, pair de France.	Les sieurs Mallet, banquier. Quillaux, avoué ho- noraire. Champion, adjoint au maire du 4. ^e arrondissement.
	— du 2. ^e arrond. ¹	Paris.....	comte de Sussy, pair de France.	Delahaye, juge au tribunal de pre- mière instance. Cactia, banquier.
	— du 3. ^e arrond. ¹	Paris.....	Hottinguer, banquier.	Dubois, juge au tri- bunal de com- merce. Chodron, doyen des notaires.
	— du 4. ^e arrond. ¹	Paris.....	Demaufort, maire du 6. ^e arrondissement.	De Montmerquié, conseiller à la cour royale. Aulé, ancien nég- ociant.
	— du 6. ^e arrond. ¹	Paris.....	le comte d'Ambrugeac, pair de France.	Péan de Saint-Gilles, notaire.
	— du 7. ^e arrond. ¹	Paris.....	Dehaussy, président à la cour royale.	Cochin, maire du 12. ^e arrondisse- ment. Crapelet, impr- meur.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8304. — **ORDONNANCE DU ROI** portant
Nomination des Présidents et Vice-présidents de six Collèges
électoraux.

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de
l'intérieur ;

Vu notre ordonnance du 13 mars dernier,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS présidents et vice-
présidents des collèges électoraux convoqués pour le 28 avril
courant et désignés ci-après, savoir :

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES électoraux.	VILLES où les collèges se réuniront.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Aveyron...	Coll. du 3. ^e arrond. ¹	Milhau.....	Les sieurs de Bourzès, maire de Milhau.	Les sieurs
Gironde...	— du 4. ^e arrond. ¹	Libourne....	Blondeau, notre procu- reur près le tribunal de Libourne.	
Loire.....	— départemental.	Montbrison...	comte de Bastard d'Es- tang, pair de France, premier président de la cour royale de Lyon.	
Loiret....	— du 1. ^{er} arrond. ¹	Orléans.....	Lafon de Villevêque, membre de la Chambre des Députés.	Chauvel, ma- récchal-de- camp.
Nord.....	— départemental.	Lille.....	François de Sainte-Alde- gonde, lieutenant gé- néral en retraite.	de Muysart, maire de Lille.
Pas-de-Calais	— du 2. ^e arrond. ¹	Boulogne....	Ducampe de Rosamel, contre-amiral.	

(374)

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8305. — *ORDONNANCE DU ROI* portant *Nomination des Présidens et Vice-présidens de trois Collèges électoraux.*

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu nos ordonnances des 6 et 23 mars dernier,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS présidens et vice-présidens des collèges électoraux convoqués pour le 26 avril courant, savoir :

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES électoraux.	VILLES où les collèges se réuniront.	PRÉSIDENS.	VICE- PRÉSIDENS.
Eure.	Coll. du 1. ^{er} arrond.	Pont-Audemer.	Les sieurs <i>Née</i> , maire de Louviers.	Les sieurs
Seine-Infér.	Coll. du 1. ^{er} arrond.	Rouen.	<i>Boullenger</i> , notre procu- reur général près la cour royale de Caen.	
	— du 4. ^e arrond.	Yvetot.	<i>Delalande</i> , maire d'Y- vetot.	

B. n.° 226. (375)

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8306. — *ORDONNANCE DU ROI* portant *Convocation du Collège du deuxième Arrondissement électoral de l'Aveyron.*

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la lettre du président de la Chambre des Députés en date du 1.^{er} de ce mois, annonçant le décès du sieur *Dubruel*, député du département de l'Aveyron ;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances royales des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le collège du deuxième arrondissement électoral de l'Aveyron est convoqué à Villefranche pour le 22 mai prochain.

2. La dernière liste électorale et le tableau de rectification prescrit par l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 seront affichés le 22 avril courant.

Les réclamations seront admises jusqu'au 16 mai, et la clôture de la liste aura lieu le 18 du même mois.

3. Il sera procédé aux opérations qui concernent le tableau de rectification et sa clôture conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827, et aux opérations du collège électoral conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8307. — *ORDONNANCE DU ROI portant fixation définitive des Chefs-lieux des Cantons de justice de paix du département de la Corse.*

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice ;

Vu la loi du 28 janvier 1801 [8 pluviôse an IX] ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les chefs-lieux des cantons de justice de paix du département de la Corse sont définitivement fixés tels qu'ils sont indiqués au tableau joint à la présente ordonnance.

2. Chaque canton prendra le nom de la commune qui en est déclarée chef-lieu.

3. Nos ministres secrétaires d'état aux départemens de la justice et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois avec le tableau qui y est joint.

Donné au château des Tuileries, le 13.° jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,*

Signé C.° PORTALIS.

NOMS DES CANTONS.	NOMS DES COMMUNES CHEFS-LIEUX.
ARRONDISSEMENT D'AJACCIO.	
1. Ajaccio	1. Ajaccio.
2. Cevalo	2. Bocognano.
3. Cruzini	3. Salice.
4. Mezzana	4. Sarrola.
5. Orcino	5. Sari.
6. Ornano	6. Sainte-Marie.
7. Sampiero	7. Bastelica.
8. Sevidentro	8. Evisa.
9. Sevinfuori	9. Piana.
10. Sorroinsu	10. Soccia.
11. Talavo	11. Zicavo.
12. Vico	12. Vico.
ARRONDISSEMENT DE BASTIA.	
1. Ampugnani	1. Porta.
2. Bastia	2. Bastia.
3. Bivincio	3. Murato.
4. Campoloro	4. Cervione.
5. Canale	5. Lama.
6. Capobianco	6. Rogliano.
7. Casacconi	7. Campile.
8. Casinca	8. Vescovato.
9. Costera	9. Campitello.
10. Mariana	10. Borgo.
11. Moriani	11. San-Nicolao.
12. Pietrabugno	12. Sain-Martno.
13. Sagro	13. Brando.
14. Saint-Florent	14. Saint-Florent.
15. Santa-Giulia	15. Nonza.
16. Seneca	16. Luri.
17. Tavaïna	17. Pero et Casevecchie.
18. Tenda	18. Santo-Pietro.
19. Tuda	19. Oletta.
ARRONDISSEMENT DE CALVI.	
1. Calvi	1. Calvi.
2. Montegrosso	2. Calenzana.
3. Paraso	3. Belgodere.

NOMS DES CANTONS.	NOMS DES COMMUNES CHEFS-LIEUX.
<i>Suite de l'ARRONDISSEMENT DE CALVI.</i>	
4. Patro.....	4. Olmi et Capella.
5. Regino.....	5. Algajola.
6. Santo-Angelo.....	6. Ile-Rousse.
<i>ARRONDISSEMENT DE CORTE.</i>	
1. Alesani.....	1. Valle.
2. Caccia.....	2. Castifao.
3. Corte.....	3. Corte.
4. Fiumorbo.....	4. Prunelli.
5. Golo.....	5. Omessa.
6. Mercurio.....	6. Sermano.
7. Niolo.....	7. Calacuccia.
8. Orezza.....	8. Piedicroce.
9. Rostino.....	9. Morosaglia.
10. Serra.....	10. Moita.
11. Sorba.....	11. Vezzani.
12. Tavignano.....	12. Piedicorte.
13. Vallerustie.....	13. Saint-Laurent.
14. Vecchio.....	14. Serraggio.
15. Verde.....	15. Pietra.
<i>ARRONDISSEMENT DE SARTENE.</i>	
1. Bonifacio.....	1. Bonifacio.
2. Carbinì.....	2. Levie.
3. Portovecchio.....	3. Portovecchio.
4. Sartene.....	4. Sartene.
5. Scopamene.....	5. Serra.
6. Tallano.....	6. Sainte Lucie.
7. Taravo.....	7. Petreto et Bicchisano.
8. Vallinco.....	8. Olmeto.

N.° 8308. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Filles de l'Enfant Jésus établie à Cassel, département du Nord.

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des filles de l'Enfant Jésus de Cassel, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre exactement les statuts des filles de l'Enfant Jésus de Lille, enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 1.^{er} avril 1827 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Cassel du 18 février 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Cambrai, du 27 mars 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des filles de l'Enfant Jésus établie à Cassel, département du Nord, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.° 8309. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs de la charité de la Providence établie à Launay, commune de Pleubian, département des Côtes-du-Nord.

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des sœurs de la charité de la Providence de Launay, commune de Pleubian, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts de leur maison-mère de Ruillé-sur-Loir (Sarthe), enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 1.° novembre 1826;

Vu la délibération du conseil municipal de Pleubian du 16 novembre 1827, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'évêque de Saint-Brieuc, du 4 mars 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° La communauté des sœurs de la charité de la Providence établie à Launay, commune de Pleubian, département des Côtes-du-Nord, gouvernée par une supérieure locale dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Ruillé-sur-Loir (Sarthe), dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.° jour du

mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. EV. DE BEAUVAIS.

N.° 8310. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise des Exploitations dans les Bois de plusieurs Communes et dans une Forêt royale.

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.°, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.° août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° L'administration forestière est autorisée à faire délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir:

1.° Moulotte (Meuse), de la coupe de trente-deux chênes dépérissans dans la réserve et sur les coupes ordinaires de ses bois;

2.° Thil (Aube), de la vente de cinq arbres à prendre sur le cordon qui sépare sa réserve des coupes ordinaires de ses bois;

3.° Damas et Bellegney (Vosges), de la vente de cent quarante-cinq arbres dépérissans sur des lisières de sa réserve;

4.° Montagny (Haute-Saône), de la vente de onze arbres dépérissans dans la réserve et sur les coupes ordinaires de ses bois;

5.° Montiers-sur-Saulx (Meuse), de la coupe de huit

hectares soixante-dix-huit ares quarante-quatre centiares de sa réserve ;

6.° Osselle (Doubs), de la coupe de dix hectares de sa réserve ;

7.° Liesle (Doubs), de la coupe de neuf hectares de sa réserve ;

8.° Long-Sancey (Doubs), de la coupe de huit hectares de sa réserve ;

9.° Athésans (Haute-Saône), de la coupe de deux hectares cinquante ares de sa réserve ;

10.° Chenecey (Doubs), de la coupe de trois hectares de sa réserve ;

11.° Resson (Meuse), de la coupe de neuf hectares soixante-treize ares cinquante-six centiares de sa réserve ;

En deux années successives ,

12.° Montblainville (Meuse), de la coupe de quatorze hectares de sa réserve ;

13.° Amondans (Doubs), de la coupe de vingt hectares trente-deux ares restant de sa réserve ;

14.° Beauclair (Meuse), de la coupe d'environ neuf hectares restant de sa réserve ;

En cinq années successives ,

15.° Ambly (Meuse), de la coupe de cinquante-cinq hectares environ, restant de sa réserve.

2. La commune de Sessenheim (Bas-Rhin) est autorisée à distraire du sol de ses bois une portion de terrain de la contenance de seize hectares quatre-vingt-six ares vingt-sept centiares, et à rattacher auxdits bois une égale contenance de terrains qui lui appartiennent.

3. Il sera procédé à la vente, par forme de recépage, de seize hectares du canton de Bourquets et Bouscarats dans la forêt royale de Grand'selve (Tarn-et-Garonne).

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.° jour du

mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 8311. — *ORDONNANCE DU ROI qui fait un Changement dans la direction d'une Route départementale de la Haute-Garonne.*

Au château des Tuileries, le 27 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les délibérations du conseil général du département de la Haute-Garonne, tendant à ce que la route départementale n.° 24 soit, à partir de Rieumes, dirigée vers Boulogne par Ciadoux, au lieu de l'être vers l'Isle-en-Dodon ;

Vu l'avis du préfet et celui du conseil général des ponts et chaussées ;

Notre Conseil d'état entendu ,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La portion de la route départementale de la Haute-Garonne n.° 24, de Muret à l'Isle-en-Dodon, comprise entre Rieumes et cette dernière ville, cesse de faire partie des routes départementales, et la route départementale n.° 24 sera dirigée sur Boulogne en passant par Ciadoux.

Cette route prendra à l'avenir la dénomination de *route de Muret à Boulogne par Rieumes et Ciadoux.*

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires pour l'achèvement ou le perfectionnement de cette route : elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions

de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 27 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.º 8312. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Barthélemy fils à établir dans la commune de Vidauban (Var) une *verrière* destinée à la fabrication des dames-jeannes et bouteilles en verre blanc et vert. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.º 8313. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la veuve Poumeau-Delille, au nom et comme tutrice de ses filles mineures, à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* d'Anhiac, située dans la commune du même nom, département de la Dordogne. (*Paris, 13 Février 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
*Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,*

A Paris, le 23 Avril 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

23 Avril 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 227.)

N.º 8314. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des 16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 30 Avril 1828.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	du froment... au-dessous de....		24.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		16.			
	de l'avoine..... idem.....		9.			
Unique.	Pyrénées-Or..	Toulouse..... Fleurance.... Marseille.... Gray.....	23 ^f 41 ^c	17 ^f 36 ^c	15 ^f 65 ^c	8 ^f 09 ^c
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches du-Rh.					
	Var.....					
Corse.....						
2. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	du froment... au-dessous de....		22.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		14.			
	de l'avoine..... idem.....		8.			
1. ^{re}	Gironde.....	Marans..... Bordeaux..... Toulouse.....	20 ^f 54 ^c	15 ^f 66 ^c	14 ^f 95 ^c	6 ^f 85 ^c
	Landes.....					
	Basses-Pyrénées					
	H. tes-Pyrénées.					
	Ariège.....					
	Haute-Garonne.					
2. ^e	Jura.....	Gray..... Saint-Laurent.. Le Grand-Lemps.	29. 33.	20. 03.	15. 44.	8. 72.
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Basses-Alpes...					
	Hautes-Alpes..					

VIII.ª Série.

C c

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines.....	22 ^f			
		du froment... au-dessous de...	20.			
		de l'importation du seigle et du maïs... <i>idem</i>	12.			
		de l'avoine..... <i>idem</i>	8.			
1. ^{re}	{ Haut-Rhin.... Bas-Rhin....	{ Mulhausen.... Strasbourg....	22 ^f 19 ^c	13 ^f 50 ^c	#	7 ^f 13 ^c
	{ Nord..... Pas-de-Calais..	{ Bergues..... Arras.....				
2. ^e	{ Somme..... Seine-Infér....	{ Roye..... Soissons.....	19. 90.	10. 91.	#	6. 50.
	{ Eure..... Calvados.....	{ Paris..... Rouen.....				
3. ^e	{ Loire-Infér.... Vendée.....	{ Saumur..... Nantes.....	18. 15.	11. 31.	#	7. 50.
	{ Charente-Infér.	{ Marans.....				
4. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines.....	20 ^f			
		du froment... au-dessous de....	18.			
		de l'importation du seigle et du maïs... <i>idem</i>	10.			
		de l'avoine..... <i>idem</i>	7.			
1. ^{re}	{ Moselle..... Meuse.....	{ Metz..... Verdun.....	18 ^f 94 ^c	9 ^f 59 ^c	#	5 ^f 37 ^c
	{ Ardennes.... Aisne.....	{ Charleville... Soissons.....				
2. ^e	{ Manche..... Ille-et-Vilaine.	{ Saint-Lô..... Paimpol.....	17. 74.	10. 70.	#	7. 05.
	{ Côtes-du-Nord. Finistère.....	{ Quimper..... Hennebon....				
	{ Morbihan....	{ Nantes.....				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.
A Paris, le 30 Avril 1828.

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8315. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise des Exploitations dans les Bois de plusieurs Communes et d'un Hospice et dans une Forêt royale.

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution dudit code du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Pfetterhausen (Haut-Rhin), de la coupe d'un hectare cinquante ares et de cent soixante arbres à prendre dans ses bois;

2.^o Fontaines (Aube), de la coupe, par forme de recépage, d'un canton de ses bois d'une contenance d'environ huit hectares;

3.^o Colombier-Chatelot (Doubs), de la coupe de seize chênes à prendre dans ses bois;

4.^o Jouche (Jura), de la coupe de dix-neuf hectares quarante ares composant la réserve de ses bois;

En quatre années successives,

5.^o Obernay (Bas-Rhin), de la coupe de deux cents hectares faisant partie de sa réserve, aux charges et conditions consenties par le conseil municipal.

2. Il sera fait délivrance à l'hospice civil de Belfort (Haut-Rhin), pour l'ordinaire 1828, de la coupe d'un hectare à prendre dans ses bois.

3. La commune de Bians (Doubs) est autorisée à

C c 2

réunir à ses bois un terrain d'une contenance d'environ cinq hectares qui lui appartient.

La commune de Saint-Juan (Doubs) est autorisée à réunir à ses bois un terrain d'une contenance d'environ cinq hectares qui lui appartient, après avoir procédé au recépage dudit terrain.

4. Il sera procédé à la vente, par forme de recépage, de la coupe du canton des chaumes d'Agris dans la forêt royale de la Braconne (Charente).

5. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé ROY.

N.° 8316. — *ORDONNANCE DU ROI* qui modifie l'Article 10 de celle du 7 Novembre 1821 relative au Corps des Sapeurs-Pompiers de la ville de Paris.

Au château des Tuileries, le 20 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'ordonnance royale du 7 novembre 1821 qui a organisé militairement le corps des sapeurs-pompiers de notre bonne ville de Paris;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'article 10 de l'ordonnance précitée est modifié ainsi qu'il suit :

« En cas d'insuffisance des enrôlemens volontaires, le » corps sera entretenu au complet au moyen de l'admission » des hommes des divers corps de l'armée qui demanderaient

» à y achever leur temps de service : ces hommes devront » avoir la taille d'un mètre six cent vingt-cinq millimètres » à un mètre six cent cinquante-deux millimètres. Les de- » mandes d'admission seront appuyées du consentement » réciproque des chefs de corps. »

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 20.° jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,
Signé V.° DE CAUX.

N.° 8317. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Sœurs hospitalières de la Miséricorde établie à Augerolles, département du Puy-de-Dôme.

Au château des Tuileries, le 20 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des sœurs hospitalières de la Miséricorde d'Augerolles, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des sœurs de la Miséricorde de Billom, approuvés par décret du 14 décembre 1810;

Vu la délibération du conseil municipal d'Augerolles du 20 août 1826, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'évêque de Clermont, du 4 septembre 1826;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des sœurs hospitalières de la Miséricorde établie à Augerolles, département du Puy-de-Dôme, gouvernée par une supérieure locale, dépendante de la supérieure générale dont la résidence est à Billom, même département, dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 20.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8318. — LETTRES PATENTES portant érection de Majorats.

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, Par le Roi, C.^{te} PORTALIS, scellées en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau de France, et de la commission du sceau, le 12 avril 1828,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. Charles-Juste-Amable Delalande, écuyer, maire de la ville d'Yvetot, département de la Seine-Inférieure, 1.^o les biens ci-après désignés, savoir : une ferme sise commune du Verbosc, réunie à la commune de Touffreville-la-Corbeline, canton et arrondissement d'Yvetot, et par extension sur celle de la Folletière, canton de Pavilly, contenant une cour, ayant maison de fermier, granges, écuries, &c., close de fossés, plantée de haute-futaie; des terres plantées d'arbres à fruit ou en nature de labour, en cinq pièces; le tout de douze hectares trente-sept ares soixante centiares, plus six hectares quatre-vingt-dix ares quatre-vingt-six centiares de bois taillis, et avenue en haute-futaie, baliveaux, avec fossés; deux cours sises à Auzeboc, aussi canton d'Yvetot, plantées d'arbres à fruit, ayant chacune un bâtiment à usage de demeure, ensemble de cinquante-six ares trente-cinq centiares; six pièces de terre en labour,

ensemble de quatre hectares quatre-vingt-seize ares dix-neuf centiares; et deux autres pièces en nature de bois dont partie en futaie, de quarante-deux ares trente-sept centiares; — tous ces biens appartenant audit sieur Delalande, et produisant net deux mille deux cent dix francs : = 2.^o la ferme de Calvare, située en ladite commune d'Auzeboc, et pour petite partie en celle de Valliquerville, aussi canton d'Yvetot, contenant une cour plantée d'arbres fruitiers, close de fossés plantés de hautes-futaies, avec avenues, bâtimens pour fermier, laiterie, étables, écuries, granges, pressoir, bergeries, &c., un herbage planté de pommiers, massifs plantés de haut-jet, bois taillis entourés de fossés plantés, terres labourables; le tout contigu et de trente-huit hectares cinquante-huit ares trente-deux centiares; — une cour avec jardin, pépinière et bâtiment d'habitation, enclose de haies vives, contenant quarante-deux ares cinquante-sept centiares : cette ferme et dépendances appartenant à demoiselle Crevel-Desmottes, épouse de M. Delalande, et produisant trois mille francs; ce qui porte à cinq mille deux cent dix francs le revenu net de ce majorat, auquel a été attaché héréditairement le titre de Baron.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. le comte Michel-Archange Duval-Dumanoir, chevalier de la Légion d'honneur, les immeubles ci-après désignés, faisant partie de sa terre de Forges, située dans le département de Seine-et-Marne, savoir : quatre-vingt-quatorze hectares quatre-vingt-seize ares quatre-vingt-sept centiares appelés *Fosse sèche*, sis territoire de Laval, canton de Montereau, arrondissement de Fontainebleau; soixante-un hectares quatre-vingt-trois ares cinquante-trois centiares appelés *Queue de l'éang*, sis territoire de Boulain, canton du Châtelet, arrondissement de Melun, et vingt-huit hectares quarante-neuf ares cinq centiares nommés *bois de Ravillon*, aussi situés à Boulain; le tout produisant onze mille quatre cent quinze francs de revenu net : lequel majorat a été affecté au titre de Comte, dont M. Dumanoir a été revêtu par lettres patentes du 25 mars 1809, renouvelées le 21 octobre 1815.

Pour Extrait conforme aux Registres et Pièces :

Le Secrétaire général du Sceau de France.

Signé CUVILLIER.

N.^o 8319. — GRANDES LETTRES DE NATURALISATION accordées par le Roi, le 28 novembre 1827, à M. le Prince de Hohenlohe-Bartenstein (Louis-Aloys-Joachim-François-Xavier-Antoine), pair et maréchal de France, chevalier commandeur des ordres du Roi, né à Bartenstein le 18 août 1765. — Lesdites

lettres vérifiées à la Chambre des Pairs le 15 avril 1828, et à la Chambre des Députés le 25 du même mois.

N.º 8320. — GRANDES LETTRES DE NATURALISATION accordées par le Roi, le 28 février 1828, à M. le Prince d'Arenberg (*Pierre-d'Alcanvara-Charles-Marie*), pair de France, né à Paris le 2 octobre 1790. — Lesdites lettres vérifiées à la Chambre des Pairs le 15 avril 1828, et à la Chambre des Députés le 25 du même mois.

N.º 8321. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur vicomte du Puy de la Riverole (*Antoine-Louis*), né le 10 octobre 1776 à Saint-Paul-Cap-de-Joux, département du Tarn, lieutenant-colonel du vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne, chevalier des ordres royaux de Saint-Louis et de la Légion d'honneur et chevalier de Malte, est autorisé à substituer au nom de la Riverole celui de *Melgueil*, que ses auteurs ont porté et sous lequel il est connu et désigné dans le monde comme à l'armée, et à s'appeler du Puy-Melgueil; à la charge par l'impétrant, à l'expiration du délai fixé par les articles 6 et 8 de la loi du 1.º avril 1803, de se pourvoir, s'il y a lieu, devant le tribunal de première instance compétent pour faire faire les changemens convenables sur les registres de l'état civil du lieu de sa naissance. (*Paris, 6 Avril 1828.*)

N.º 8322. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Gouin* (*Joseph-David*), né le 23 août 1768 dans la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption des Cayes du fond de l'île à vache Saint-Domingue, et demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, est réintégré dans la qualité et les droits de Français qu'il avait perdus, aux termes de l'article 17 du Code civil, par sa naturalisation aux États-Unis de l'Amérique du Nord. (*Paris, 6 Avril 1828.*)

N.º 8323. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *Berre* (*Louis*), né le 12 germinal an VI [1.º avril 1798] à Nice en Piémont, marin, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône;

2.º Le sieur *Harvey-Coimbe*, né le 10 octobre 1787 à Andover, comté de Southampton en Angleterre, et demeurant à Racquinghem, arrondissement de Saint-Omer, département du Pas-de-Calais;

3.º Le sieur *Chiaranda* baron de *Friddani* (*Michel-Marie-Benoît-Gaétan-Aloys-Jean-Népomucène-Ange-Gaspar-Balthasar*),

Melchior-François-Ignace-Camille-Antoine-Grégoire-Nicolas-Pascal-Raphaël-Jacques-Maximilien-Vincent), né le 14 octobre 1777 à Caltagirone, royaume des Deux-Siciles, demeurant à Paris;

4.º Le sieur *Peirano* (*Jean-Baptiste-André*), né le 4 juin 1797 à Sainte-Marguerite, état de Gênes, marin, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône;

5.º Le sieur *Rotxoxo* (*Étienne-Manuel-Gaspar*), né le 26 décembre 1770 à Barcelone, royaume d'Espagne, prêtre desservant l'église de Barroux, arrondissement d'Orange, département de Vaucluse;

6.º Le sieur *Willemin* (*Jules-Henri-Charles*), né le 26 février 1806 à Neufchâtel en Suisse, professeur de langues, demeurant à Paris;

Sont autorisés à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Paris, 6 Avril 1828.*)

N.º 8324. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Godar* (*Pierre*), né le 18 juillet 1797 à Besch, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Illange, arrondissement de Thionville, département de la Moselle, est autorisé à établir son domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (*Paris, 13 Avril 1828.*)

N.º 8325. — ORDONNANCE DU ROI qui accepte la renonciation faite par le sieur *Berlioz* à la concession de la mine d'*antimoine* de *Las-Corbois*, commune de Maison, département de l'Aude. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.º 8326. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au duc *Decazes* des mines de fer du *Kaymar*, commune de Pruines, département de l'Aveyron. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.º 8327. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Grosjean* à établir un haut-fourneau pour fondre le minerai de fer dans l'usine qui lui appartient sur les territoires de Charleville et de Montey-Notre-Dame, département des Ardennes. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.º 8328. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Derosne* et compagnie à établir un patouillet à cheval pour le lavage du minerai de fer dans la commune de Montbleuse, département de la Haute-Saône. (*Paris, 20 Février 1828.*)

N.° 8329. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Prévost à conserver en activité et à augmenter l'*usine à fer* de Fenières, commune de Jumilhac-le-Grand, département de la Dordogne. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8330. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Faucogney* (Haute-Saone) par la demoiselle *Besse*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8331. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Tramayes* (Saone-et-Loire) par le sieur *Barraud*, de ses effets mobiliers, évalués à 570 francs, et d'une somme de 200 francs à distribuer aux pauvres. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8332. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres honteux de *Paris* (Seine) par le sieur *Gasse*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8333. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux hospices de *Castres* (Tarn) par le sieur *Salsac*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8334. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à chacun des hospices du Saint Esprit et de la Charité de *Toulon* (Var) par la dame *Carle*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8335. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux hospices de *Grasse* (Var) par le sieur *Mantegues*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8336. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au bureau de bienfaisance de *Monthureux-sur-Saone* (Vosges) par le sieur *Gérard*, 1.° d'une somme de 2000 fr. et d'un pré de la valeur de 800 francs, 2.° d'une somme de 300 francs, et 3.° d'une autre somme de 48 francs. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8337. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'ancien presbytère avec dépendances, estimé 6750 francs, offert en donation à la commune de *Toury-Lurcy* (Nièvre) par le sieur de *Soultrait*. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8338. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Pellouailles* (Maine-et-Loire) par la dame veuve *Naudin de la Niverdière* et les sieur et dame *Legrès*, d'une pièce de terre évaluée à un revenu de 15 francs. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8339. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Neuilly* (Seine) par le sieur *Verzy*, d'une maison et d'une somme de 24,360 francs. (*Paris*, 27 Février 1828.)

N.° 8340. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'église de la Chapelle avec le terrain y attenant et de la maison d'école de la Chapelle avec ses dépendances, le tout offert en donation à la ville de *Abbeville* (Somme) par les sieurs *Riquier*, *Roussel* et leurs copropriétaires. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8341. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Berles-Monchel* (Pas-de-Calais) par la dame veuve *Lollart de Berlette*, d'une maison et d'une rente de 60 francs sur l'État en 3 pour 0/0, pour servir à l'établissement d'une école et au traitement de l'instituteur. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8342. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, 1.° pour moitié de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 320,000 francs environ, fait aux pauvres de l'église protestante réformée française de *Sainte-Marie-aux-Mines* (Haut-Rhin) par le sieur *Chénal*, pour le produit en provenant être affecté à la fondation et à l'entretien d'un hospice; 2.° le Legs d'une somme annuelle de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de ladite ville par le même testateur. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8343. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à 75,000 francs, fait à la ville de *Samois* (Seine-et-Marne) par le sieur *Fouquet*, 1.° de la nue propriété de tous ses biens immobiliers, dont il a légué l'usufruit à la dame veuve *Berton*; 2.° d'une somme de 10,000 francs, pour servir à convertir en hospice, aussitôt la cessation dudit usufruit, la maison que le testateur possédait à *Samois*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8344. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Narbonne* (Aude) par le sieur *d'Audéric*, de plusieurs créances montant ensemble à 12,100 francs. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8345. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Carcassonne* (Aude) par la dame veuve du sieur *Desaifres-Champredon*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8346. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de *Carcassonne* (Aude) par le sieur *Parron*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8347. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 600 francs légués à l'hospice de *Roquevaire* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Saint-Martin*, pour être distribués à domicile. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8348. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de *Riberac* (Dordogne) par le sieur *Dereix*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8349. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 2800 francs, fait aux pauvres de *la Gardelle* (Haute-Garonne) par le sieur *Brachet*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8350. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.° du Legs d'une rente de 22 francs 50 centimes fait aux pauvres de *Flamarens* (Gers) par le sieur *Cadéot*; 2.° de la Donation d'une rente de 20 francs faite aux mêmes pauvres par le sieur *Cadéot* neveu. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8351. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 3000 francs léguée à l'hospice de *Lodève* (Hérault) par la dame veuve *Mochet*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8352. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à l'hôpital général de *Montpellier* (Hérault) par la dame veuve du sieur *de Montcalm*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8353. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 500 francs légués aux pauvres protestans de *Montpellier* (Hérault) par la dame veuve du sieur *Brunet*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8354. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs léguée aux pauvres de *la Châtre* (Indre) par le sieur *Porcher de Lissaunay*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8355. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Vernon* (Indre-et-Loire) par la demoiselle *Ferron*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8356. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de chacune des communes de *Burcin* et d'*Oyen* (Isère) par le sieur *Vallet-Vernatel*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8357. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1200 francs légués au bureau de bienfaisance de *Morez* (Jura) par le sieur *Jobez*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8358. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Saint-Chamond* (Loire) par le sieur *Reignier*, d'une maison évaluée à 5100 francs, d'une somme de 1000 francs et de divers effets mobiliers estimés 134 francs. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8359. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Monastier* (Haute-Loire) par le sieur *Breysse*, d'un domaine évalué à 15,000 francs. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8360. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 750 francs légués aux pauvres d'*Arbois* (Jura) par la demoiselle *Bourgeois*. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8361. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par la dame veuve *Landron*, d'une somme de 1000 francs aux hospices, et d'une somme de 500 francs au bureau de bienfaisance d'*Orléans* (Loiret). (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8362. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 25 francs faite aux pauvres de *Brenons* (Lozère) par la dame veuve *Plagues* et son fils. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8363. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de diverses sommes montant ensemble à 2200 francs, léguées au bureau de bienfaisance de *Nancy* (Meurthe) par le sieur *Lejeune*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8364. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 997 francs 65 centimes fait aux pauvres de *Pénestin* (Morbihan) par la demoiselle *Levesque-Baumard*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8365. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1000 francs légués aux pauvres de *Rozerieulle* (Moselle) par la dame veuve du sieur *Bourquin*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8366. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Saillant* (Puy-de-Dôme) par la demoiselle *Bernard*, du tiers de ses biens, évalué à 538 francs 33 centimes. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8367. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les hospices de *Mâcon* (Saône-et-Loire) à accepter, 1.° la Donation faite par la dame *Maillet* d'une somme de 800 francs, et 2.° une somme de 600 francs offerte par la demoiselle *Luquet*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8368. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'hospice de *Cogolin* (Var), 1.° de plusieurs rentes montant ensemble à 38 livres 10 sous, par le sieur *Dauliouille*, et 2.° de deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 50 francs, par la demoiselle *Saurin*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8369. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2000 francs léguée au bureau de bienfaisance de *Simiane* (Basses-Alpes) par le sieur *Giffon*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8370. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs fait à

l'hospice de *Manosque* (Basses-Alpes) par le sieur *Raffin*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8371. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée aux pauvres du *Fossat* (Ariège) par le sieur *Laforce*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8372. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 25 francs léguée aux pauvres de *Peyriac-de-mer* (Aude) par le sieur *Miquel*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8373. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 4000 francs léguée au bureau de bienfaisance de *Saint-Geniez* (Aveyron) par le sieur *Planard*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8374. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée à chacun des hospices de *Saint-Jacques* et de la *Charité d'Aix* (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve *Fabry*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8375. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Mauriac* (Cantal) par la dame *Pardoux-Galvaing*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8376. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée au bureau de bienfaisance de *Mauriac* (Cantal) par la demoiselle *Demurat*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8377. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1500 francs léguée aux pauvres honteux de *Mauriac* (Cantal) par le sieur *Teyssier*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8378. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la dame veuve *Lavergne*, 1.° d'une somme de 400 francs aux pauvres honteux de *Mauriac* (Cantal), et 2.° d'une somme de 600 francs aux pauvres de la même ville. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8379. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices du *Puy* (Haute-Loire) par la

dame veuve *Agnillon*, de quatre pièces de terre situées sur le terroir de *Marnhiac*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8380. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le maire de *Pr-en-Paër* (*Mayenne*) à accepter une rente de 65 francs 50 centimes sur l'Etat, léguée par la demoiselle *Devaux-Grandchamp* aux sœurs chargées de l'instruction des enfans pauvres. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8381. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à l'hospice de *Lorient* (*Morbihan*) par le sieur *Sévène*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8382. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice et au petit séminaire de *Noyon* (*Oise*) par la demoiselle *Quinton*, de 14 setiers [5 hectares 30 ares 81 centiares] de terre, évalués à 17,624 francs. (*Paris*, 6 Mars 1828.)

N.° 8383. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 22 ares 16 centiares de terre estimés 250 francs, fait aux pauvres de *Boisdingheim* (*Pas-de-Calais*) par le sieur *Liévin-Lambriquet*. (*Paris*, 6 Mars 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous

Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 1.° Mai 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, chez les Dépositaires des postes des départements.

A PARIS, L'IMPRIMERIE ROYALE.

Mai 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 228.)

N.° 8384. — ORDONNANCE DU ROI relative à la Mise en activité des jeunes Soldats appelés sur les Classes de 1825 et 1826, et qui ont été laissés dans leurs foyers en exécution des Ordonnances des 19 Novembre 1826 et 18 Novembre 1827.

Au château des Tuileries, le 4 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 9 juin 1824;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les jeunes soldats appelés sur la classe de 1826 en vertu de notre ordonnance du 28 avril 1827, et qui ont été laissés dans leurs foyers en exécution de notre ordonnance du 18 novembre 1827 et de notre décision du 20 février 1828, sont mis en activité : leur départ aura lieu le 15 juin prochain.

2. Les jeunes soldats appelés sur la classe de 1825 en vertu de notre ordonnance du 2 janvier 1826, et qui ont été laissés dans leurs foyers en exécution de notre ordonnance du 19 novembre de la même année, sont mis en activité : leur départ aura lieu le 15 juin prochain.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

VIII.° Série.

D d

Donné en notre château des Tuileries, à Paris, le 4.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre*,
Signé V.^{te} DE CAUX.

N.^o 8385. — *ORDONNANCE DU ROI portant Répartition du Centime du Fonds de non-valeurs mis à la disposition du Ministre des finances par la Loi du 24 Juin 1827.*

Au château des Tuileries, le 25 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'état annexé à la loi de finances du 24 juin 1827, duquel il résulte qu'il est imposé additionnellement au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1828, deux centimes, dont l'un à la disposition de notre ministre des finances, pour couvrir les remises, modérations et non-valeurs, et l'autre à celle de notre ministre de l'intérieur, pour secours effectifs en raison de grêle, orages, incendies, &c.;

Voulant déterminer la portion du centime mis à la disposition de notre ministre des finances dont les préfets pourront faire jouir les administrés;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le produit du centime du fonds de non-valeurs à la disposition de notre ministre des finances sera réparti de la manière suivante :

Un tiers de ce centime est mis à la disposition des préfets;

Les deux autres tiers resteront à la disposition du Gouvernement, pour être distribués ultérieurement entre les

divers départemens en raison de leurs pertes et de leurs besoins.

2. Ce centime sera exclusivement employé à couvrir les remises et modérations à accorder sur les contributions foncière, personnelle et mobilière, et les non-valeurs qui existaient sur ces deux contributions en fin d'exercice.

3. Seront imputés sur ce fonds, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 14 septembre 1822, les mandats délivrés par les préfets sur le fonds de non-valeurs de 1827, et qui n'auraient pas été acquittés aux caisses du trésor, faute de présentation avant la clôture du délai fixé pour le paiement des dépenses de ce dernier exercice.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé ROY.

N.^o 8386. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination de trois Conseillers d'état en service extraordinaire.*

Au château des Tuileries, le 20 Mars 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire, et autorisés à assister et concourir aux délibérations du Conseil, les sieurs baron *Bacot de Romand*, directeur général de l'administration des contributions indirectes, membre de la Chambre des Députés; baron de *Villeneuve*, directeur général de l'administration des douanes, membre de la Chambre des Députés; *Bourdeau*, directeur

général de l'administration de l'enregistrement et des domaines, membre de la Chambre des Députés.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 20 Mars de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,*

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8387. — *ORDONNANCE DU ROI qui modifie celle du 17 Octobre 1821 relative à l'Admission des Sous-officiers et Soldats dans les Compagnies sédentaires.*

Au château des Tuileries, le 30 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Voulant faciliter le recrutement des compagnies sédentaires ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Pourront être admis dans les compagnies de sous-officiers et fusiliers sédentaires les sous-officiers et soldats rentrés dans leurs foyers qui seraient encore jugés susceptibles d'y être employés utilement au moins pendant huit années, et qui pourraient d'ailleurs accomplir avant l'âge de soixante-trois ans le temps de service exigé pour la pension de retraite.

2. Cette disposition n'est point applicable aux militaires pensionnés qui, dans aucun cas, ne peuvent être relevés de l'état de retraite, ni aux hommes sortis volontairement des compagnies sédentaires, qui sont considérés comme démis-

sionnaires, à moins toutefois qu'ils n'aient repris postérieurement du service dans les corps actifs.

3. Les autres dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1821 relatives au droit d'admission dans les compagnies sédentaires sont maintenues.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 30 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la guerre,*
Signé V.^{te} DE CAUX.

N.° 8388. — *ORDONNANCE DU ROI qui désigne la ville de la Tour-du-Pin pour lieu de réunion du Collège du troisième arrondissement électoral du département de l'Isère.*

Au château des Tuileries, le 25 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu notre ordonnance du 27 mars dernier,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le collège du troisième arrondissement électoral du département de l'Isère, convoqué pour le 8 mai prochain, se réunira dans la ville de la Tour-du-Pin.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8389. — **ORDONNANCE DU ROI** portant *Nomination des Présidens de trois Collèges électoraux.*

Au château des Tuileries, le 25 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 27 mars dernier,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS présidens des collèges électoraux convoqués pour le 8 mai prochain, et qui se réuniront dans les villes ci-après désignées, savoir :

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES électoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	PRÉSIDENTS.
Ille-et-Vil.	Collège du 1. ^{er} arrondissement.	Saint-Malo...	Le sieur de Rixien, maire de Saint-Malo.
Isère.	Collège du 3. ^e arrondissement.	La Tour-du-Pin.	Le sieur Guernon de Ranville, procureur gén. ^{al} près la cour royale de Grenoble.
Rhône ...	Collège départem. ^{al}	Lyon.....	Le c. ^{te} Maurice Mathieu de la Redorte, pair de France, lieutenant général.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8390. — **ORDONNANCE DU ROI** portant *Convocation de trois Collèges électoraux.*

Au château des Tuileries, le 25 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances royales des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827;

Vu les lettres du président de la Chambre des Députés annonçant que la Chambre a été informée, le 14 avril courant, de la mort du sieur de Farcy, député du département de la Mayenne, et a reçu, dans ses séances des 14 et 18 du même mois, les démissions des sieurs de Pradt et Mousnier-Buisson, députés des départemens du Puy-de-Dôme et de la Haute-Vienne,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les collèges électoraux ci-après désignés sont convoqués pour le 10 juin prochain, dans les villes indiquées au tableau qui suit, à l'effet d'élire chacun un député :

DÉPARTEMENTS.	COLLÈGES ÉLECTORAUX.	VILLES où les collèges se réunissent.
Mayenne.....	Collège du 2. ^e arrondissement.	Château-Gonthier.
Puy-de-Dôme....	Idem du 1. ^{er} arrondissement.	Clermont-Ferrand.
Haute-Vienne....	Idem départemental.....	Limoges.

2. Les listes électorales arrêtées précédemment et les tableaux de rectification prescrits par l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 seront affichés le 10 mai prochain.

Les réclamations seront admises jusqu'au 31 mai, et la clôture des listes aura lieu le 5 juin.

3. Il sera procédé aux opérations qui concernent les tableaux de rectification et leur clôture conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827, et aux opérations des collèges électoraux conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8391. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe un Chemin au rang des Routes départementales de Tarn-et-Garonne.*

* Au château des Tuileries, le 25 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil général du département de Tarn-et-Garonne, tendant à ce que le chemin de Moissac à Cahors par la Capelette et Castelnau-Montratier soit classé au rang des routes départementales;

Vu l'avis du préfet et celui du conseil général des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le chemin de Moissac à Cahors par la Capelette et Castelnau-Montratier est et demeure classé au rang des routes départementales de Tarn-et-Garonne sous le n.° 16.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et bâtimens nécessaires pour construire cette nouvelle route; elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8392. — *ORDONNANCE DU ROI qui porte à neuf le Nombre des Juges du Tribunal de première instance de Grenoble.*

Au château des Tuileries, le 30 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;

Vu l'article 37 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation judiciaire;

Vu le décret du 18 août de la même année concernant la composition des tribunaux de première instance;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le nombre des juges du tribunal de première instance de Grenoble, fixé à sept par l'article 1.° du décret du 18 août 1810, est porté à neuf.

Deux nouveaux juges seront en conséquence nommés pour faire le service de ce tribunal conjointement avec ceux déjà existans.

2. Ces nouveaux juges seront inscrits sur les listes de

rang et de service dudit tribunal, conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement du 30 mars 1808 et de l'article 28 du décret du 18 août 1810.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 30.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8393. — ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Religieuses Ursulines établie à Carhaix, département du Finistère.

Au château des Tuileries, le 27 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des religieuses ursulines de Carhaix, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts des ursulines d'Amiens, enregi-trés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 7 mai 1826;

Vu la délibération du conseil municipal de Carhaix du 4 avril 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé;

Vu le consentement de l'évêque de Quimper, du 19 mars 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des religieuses ursulines établie

à Carhaix, département du Finistère, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 27.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8394. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur Daubenmeyer (Jean-George), né le 10 août 1800 à Obermutschelbach, grand-duché de Bade, demeurant à Barr, arrondissement de Schelestadt, département du Bas-Rhin;

2.^o Le sieur Daniel (Jean-Henri), né le 23 mai 1786 à Mettmann, royaume de Prusse, tailleur d'habits, demeurant à Barr, mêmes arrondissement et département;

3.^o Le sieur Foulon (Lambert-Joseph), né le 22 mai 1789 à Ensival, royaume des Pays-Bas, demeurant à la Ferté, arrondissement de Sedan, département des Ardennes;

4.^o Le sieur Libois (Jean-Baptiste), né le 23 décembre 1784 à Pin, commune d'Izel, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Sapogne, arrondissement de Sedan, département des Ardennes;

5.^o Le sieur King (Robert), né le 20 avril 1794 à Nottingham en Angleterre, fabricant de tulle, demeurant à Calais, département du Pas-de-Calais;

6.^o Le sieur Rubatsch (Jean), né le 13 juin 1787 à Karaliki, Pologne russe, tonnelier, demeurant à Dalhunden, arrondissement de Strasbourg, département du Bas-Rhin;

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.^o 8395. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Leclercq-Sezille à établir une usine à fer au lieu et place du moulin à farine qu'il possède dans la commune de Trieth-Saint-Léger, département du Nord. (Paris, 20 Février 1828.)

N.° 8396. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Judde-la-Rivière à conserver et tenir en activité l'usine à fer qu'il possède dans la commune de Champagnac, département de la Haute-Vienne. (*Paris, 20 Février 1828.*)

N.° 8397. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au sieur de Moré de Pontgibaud de mines de plomb argentifère existant dans le canton de Pontgibaud (Puy-de-Dôme), sous le nom de concession de Combres. (*Paris, 27 Février 1828.*)

N.° 8398. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres honteux de Clermont (Puy-de-Dôme) par la dame veuve Guyot. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8399. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hôpital général des enfans-trouvés de Clermont (Puy-de-Dôme) par le sieur Charbonnier. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8400. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 4538 francs 47 centimes, fait à l'hospice de Molsheim (Bas-Rhin) par le sieur Goug. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8401. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 150 francs de rente fait à l'hospice des malades de Mâcon (Saone-et-Loire) par le sieur Delamartine. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8402. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits, 1.° par le sieur Cellard du Sordet, d'une somme de 1200 francs à chacun des trois hospices de Mâcon (Saone-et-Loire); et 2.° par la demoiselle Focard, d'une somme de 340 francs destinée à acheter du linge pour les malades de la Charité de la même ville. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8403. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée aux pauvres de Cinsery (Saone-et-Loire) par la dame Balay. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8404. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs léguée aux

pauvres de Sainte-Colombe (Sarthe) par le sieur Brichet. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8405. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée aux pauvres de Bailleul (Sarthe) par le sieur Touchais. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8406. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée aux pauvres de Mézières (Somme) par le sieur Hue. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8407. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de Beaumont (Tarn-et-Garonne) par le sieur Guitard. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8408. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 400 francs léguée à l'académie royale des inscriptions et belles-lettres par le sieur Allier de Hauteroche, pour la formation d'un prix à décerner chaque année à l'auteur du meilleur ouvrage de numismatique. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.° 8409. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait au consistoire de l'église réformée de Paris par le sieur Renouard. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8410. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres du Fossat (Ariège) par la dame veuve du sieur Pons. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8411. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait aux pauvres de Saint-Hilaire (Aude) par le sieur Sélariès. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8412. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 2774 francs 86 centimes environ, fait aux pauvres de Pujard (Gironde) par le sieur Dubreuil. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8413. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Bordeaux (Gironde) par le sieur Fonemoing, d'une somme de 50 francs par an, jusqu'à concurrence de 2000 francs. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8414. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Montbrison* (Loire) par les sieur et dame *Dailard*, de plusieurs domaines évalués ensemble à 110,000 francs en capital, donnant un revenu annuel de 5248 francs 50 centimes. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8415. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée aux pauvres de *Pompidou* (Lozère) par la dame *Clergue*. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8416. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 12,000 francs léguée à l'hospice de *Sainte-Gemme d'Andigné* (Maine-et-Loire) par la dame *d'Andigné*. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8417. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de cent mesures de seigle léguées au bureau de bienfaisance de *Saint-Micaud* (Saone-et-Loire) par le sieur *Granger*. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8418. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Dourdan* (Seine-et-Oise) par la dame veuve du sieur *Sanson*, de deux pièces de terre évaluées ensemble à 1055 francs. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8419. — ORDONNANCE DU ROI qui, 1.° autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Fourdrain* (Aisne) par les sieur et dame *de Brancas* duc et duchesse de *Céreste*, d'une portion de maison et d'une rente perpétuelle de 500 fr.; 2.° rapporte les dispositions de l'ordonnance du 11 novembre 1827. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.° 8420. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 12,000 francs offerte en donation à la commune d'*Arpajon* (Seine-et-Oise) par le sieur *Lantara*. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8421. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *la Bazouges du Désert* (Ille-et-Vilaine) par les sieur et dame *Baran*, d'une maison avec dépendances estimée 2600 francs, et d'une rente annuelle de 100 francs, 5 pour 0/0 consolidés. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8422. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Maringues* (Puy-de-Dôme) par le sieur *Strope*, d'un terrain estimé 500 francs. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8423. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs faite à la commune d'*Apchon* (Cantal) par la dame *Despèrier*. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8424. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Pauliac* (Gers) par le sieur *Bellamy*, d'une fontaine, d'un lavoir en dépendant, et d'une petite portion de pré. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8425. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Boissy-sous-Saint-Yon* (Seine-et-Oise) par les sieur et dame *Juste*, d'un terrain évalué à 350 francs. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8426. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Chambrouet* (Deux-Sèvres) par le sieur *Chauvin-Bois-Savary*, de l'ancienne maison presbytérale avec dépendances, évaluée à 500 francs. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8427. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Vaucresson* (Seine-et-Oise) par le sieur *de Coutard*, de deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 15 francs 81 centimes. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8428. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Flacé-lès-Mâcon* (Saone-et-Loire) par le sieur *d'Artigues*, d'une maison avec dépendances et d'un clos de vignes, le tout évalué à 12,000 francs, pour servir de logement et de dotation au desservant de la succursale. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.° 8429. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Dabo* (Meurthe) par les sieur et dame *Schmitt*, d'un jardin estimé 400 francs. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

(416)

N.º 8430. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Vaux-sur-Blaise* (Haute-Marne) par le sieur *Jean*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 500 francs. (*Paris*, 20 Mars 1828.)

N.º 8431. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'*Herny* (Moselle) par les sieurs *Lauvray*, *Langard* et *Senzer*, d'une portion de terrain évaluée à 300 francs. (*Paris*, 20 Mars 1828.)

N.º 8432. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Sempy* (Pas-de-Calais) par le sieur *Dufourny*, de l'église de cette commune estimée 2400 francs. (*Paris*, 20 Mars 1828.)

N.º 8433. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Castellane* (Basses-Alpes) par le sieur *Bernard*, d'une portion de l'ancien couvent des augustins estimée 2000 francs. (*Paris*, 27 Mars 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
*Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

A Paris, le 8 Mai 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
8 Mai 1828.

(417)

BULLETIN DES LOIS. (N.º 229.)

N.º 8434. — ORDONNANCE DU ROI concernant
l'Instruction primaire.

Au château des Tuileries, le 21 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 10 mai 1806, qui établit, sous le nom d'*Uni-
versité*, un corps chargé exclusivement de l'enseignement et
de l'éducation publique dans tout le royaume;

Vu les décrets du 17 mars 1808 et du 15 novembre 1811,
les ordonnances du 29 février 1816, du 2 août 1820 et du
8 avril 1824;

Vu le mémoire de notre conseil royal de l'instruction
publique;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-
partement de l'instruction publique;

Considérant que la direction et la surveillance de l'ensei-
gnement primaire doivent être soumises à des règles qui
concilient les droits de l'autorité civile avec les intérêts de
la religion, et qui favorisent le perfectionnement de l'ins-
truction,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les ordonnances du 29 février 1816 et du
2 août 1820 concernant l'instruction primaire seront exé-
cutées dans tout le royaume, sauf les modifications qui
suivent, en ce qui concerne les écoles catholiques.

2. Il sera formé dans chaque arrondissement de sous-
préfecture un comité gratuit pour surveiller et encourager
l'instruction primaire.

VIII.^e Série.

E e

Néanmoins notre ministre de l'instruction publique pourra, suivant la population et les besoins des localités, établir dans le même arrondissement plusieurs comités dont il déterminera la circonscription.

3. Chaque comité sera composé de neuf membres, savoir :

Un délégué de l'évêque diocésain, ou, à son défaut, le curé de la ville dans laquelle le comité tiendra ses séances, et, si dans cette ville il y avait plusieurs curés, le plus ancien d'entre eux ;

Le maire de ladite ville ;

Le juge de paix de la ville, ou, si dans cette ville il y avait plusieurs juges de paix, le plus ancien d'entre eux ;

Et six notables, dont deux à la nomination de l'évêque, deux à la nomination du préfet, et deux à la nomination du recteur.

Le comité pourra délibérer au nombre de cinq membres.

Le comité sera présidé par le délégué de l'évêque ou par le curé. A défaut de l'un et de l'autre, il sera présidé par celui des membres qui sera le premier inscrit sur le tableau.

4. A Paris, il y aura un comité par arrondissement municipal.

Chacun de ces comités sera composé ainsi qu'il est prescrit par l'article précédent.

5. Les six notables faisant partie des comités seront renouvelés par moitié tous les ans. Ils pourront être renommés.

6. Les comités se réuniront au moins une fois par mois, à un jour déterminé, et plus souvent s'il est nécessaire.

Ils pourront tenir leurs séances dans une salle de la maison commune.

7. Le comité désignera un ou plusieurs inspecteurs gratuits, qu'il chargera de surveiller l'instruction primaire, et de lui faire connaître les résultats de cette surveillance.

8. Le comité nommera dans son sein un secrétaire qui tiendra registre des délibérations.

Le président correspondra, au nom du comité, avec le

recteur de l'académie. Il lui rendra compte de toutes les décisions du comité et des résultats de sa surveillance.

Chaque année, au mois de mai, le président fera connaître au recteur, par un compte ou tableau particulier, la situation de l'instruction primaire dans chacune des communes comprises dans la circonscription du comité.

9. Les brevets de capacité continueront d'être délivrés par les recteurs.

Pour être admis à subir l'examen qui, aux termes de l'article 10 de l'ordonnance du 29 février 1816, doit précéder la délivrance desdits brevets, l'aspirant devra présenter au recteur de l'académie ou à l'examineur délégué par le recteur, outre le certificat de bonnes vie et mœurs exigé par ledit article, un certificat d'instruction religieuse, délivré par un délégué de l'évêque, ou, à son défaut, par le curé de la paroisse de l'aspirant.

10. A l'égard des frères des écoles chrétiennes et des membres de toute association charitable légalement autorisée pour former ou pour fournir des instituteurs primaires, le recteur remettra à chacun d'eux un brevet de capacité sur le vu de l'obédience délivrée par le supérieur ou le directeur général de ladite association, conformément à ce qui est prescrit par les ordonnances du 1.^{er} mai 1822, du 11 juin, du 17 septembre et du 3 décembre 1823.

Le recteur délivrera pareillement à chaque frère l'autorisation d'exercer dans le cas prévu par l'article 12 de l'ordonnance du 8 avril 1824.

11. Toute demande à fin d'obtenir l'autorisation spéciale d'exercer les fonctions d'instituteur primaire dans une commune sera soumise au comité dans la circonscription duquel se trouve cette commune.

Le comité recueillera les renseignements nécessaires sur sa conduite religieuse et morale, depuis l'époque où il aura obtenu le brevet de capacité.

Il donnera son avis motivé, et le transmettra au recteur, qui accordera ou refusera l'autorisation.

Les mêmes formalités seront suivies dans le cas des articles 18 et suivans de l'ordonnance du 29 février 1816, qui accordent le droit de présentation aux fondateurs, associations ou communes fondatrices d'écoles.

12. Nul instituteur primaire ne peut recevoir d'élèves pensionnaires sans en avoir obtenu la permission de notre conseil royal de l'instruction publique.

Cette permission sera donnée après avoir consulté le recteur de l'académie, et à la charge par l'instituteur de se renfermer strictement dans les limites que lui assigne son brevet de capacité.

13. Les instituteurs primaires ne pourront recevoir des élèves de différentes religions sans en avoir obtenu la permission de notre conseil royal de l'instruction publique, qui statuera après avoir consulté le recteur de l'académie, et prescrira en même temps les mesures convenables.

14. Dans les cas prévus par les deux articles précédens, le recteur prendra l'avis du comité et le transmettra à notre ministre de l'instruction publique avec son opinion personnelle.

15. Lorsqu'un instituteur primaire voudra quitter la commune où il exerce ses fonctions, et demandera l'autorisation d'exercer dans une autre, il ne pourra l'obtenir qu'en représentant un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par les autorités de la commune d'où il sort, visé et confirmé par le recteur de l'académie ou par son délégué, et il sera fait mention de ce certificat dans la nouvelle autorisation spéciale qui lui sera délivrée.

Cette nouvelle autorisation ne sera d'ailleurs délivrée qu'après l'accomplissement des autres formalités ci-dessus prescrites.

Dans les villes au-dessus de dix mille âmes, lorsqu'un instituteur voudra changer de demeure, il devra de même obtenir la permission du recteur, qui prendra à cet égard l'avis du comité.

16. En cas soit d'infraction aux articles 12, 13 et 15,

soit de toute autre faute grave, l'autorisation spéciale et même le brevet de capacité pourront être retirés.

Le comité mandera l'instituteur inculpé, dressera procès-verbal de ses réponses ou de sa non-comparution, et donnera un avis motivé qui sera adressé au recteur.

En cas d'urgence, le comité pourra provisoirement ordonner la suspension, conformément à l'article 27 de l'ordonnance de 1816, et pourvoir provisoirement au remplacement de l'instituteur inculpé.

17. Le recteur pourra, selon les circonstances, retirer l'autorisation spéciale d'exercer, ou prononcer une simple suspension.

Dans l'un et l'autre cas, sa décision sera exécutoire par provision.

18. Si le recteur pense qu'il y a lieu de retirer le brevet de capacité, il soumettra l'affaire au conseil académique, qui statuera après avoir entendu l'inspecteur chargé du ministère public.

19. Les décisions prises par les conseils académiques, dans les cas prévus par l'article précédent, seront sujettes au recours devant notre conseil royal de l'instruction publique. Ce recours devra être exercé dans le délai d'un mois, à partir du jour où le recteur aura notifié la décision au conseil académique.

Toute autre décision ou mesure relative à l'instruction primaire sera sujette au recours devant notre ministre de l'instruction publique.

20. L'évêque pourra, toutes les fois qu'il le jugera convenable, visiter ou faire visiter les écoles primaires de son diocèse.

21. Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent tant aux écoles primaires de garçons qu'aux écoles primaires de filles.

22. Les articles 8, 9, 10 et 11 de l'ordonnance du 8 avril 1824 sont abrogés.

Les articles 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 21 de

la présente ordonnance sont applicables aux écoles primaires protestantes.

Il n'est pas dérogé aux réglemens actuellement en vigueur relativement à l'organisation des comités de surveillance de ces écoles. Ces comités rempliront à l'égard desdites écoles les fonctions déterminées par les articles susénoncés.

23. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 21.^e jour du mois d'Avril, l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'instruction publique,

Signé H. DE VATIMESNIL.

N.^o 8435. — *ORDONNANCE DU ROI* qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1827, et fixe leur Répartition entre les Départemens conformément au Tableau y annexé.

A Paris, le 11 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1824 et les articles 5 et 6 de la loi du 10 mars 1818;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Soixante mille hommes sont appelés sur la classe de 1827.

2. La répartition des soixante mille hommes entre les départemens du royaume demeure fixée ainsi qu'elle est établie au tableau annexé à la présente ordonnance.

3. Les deux publications des tableaux de recensement voulues par l'article 11 de la loi du 10 mars 1818 seront

faites les dimanches 22 et 29 juin prochain; l'examen de ces tableaux de recensement et le tirage voulus par l'article 12 de la même loi s'effectueront à partir du 8 juillet; l'ouverture des opérations des conseils de révision aura lieu le 1.^{er} août, et la clôture de la liste du contingent le 10 octobre.

4. Il sera incessamment statué sur les époques de la mise en activité des jeunes soldats de la classe de 1827.

5. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, le 11.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé V.^{ic} DE CAUX.

RÉPARTITION de soixante mille hommes à appeler sur la classe de 1827, d'après le dénombrement de la Population générale rendu officiel et authentique par les Ordonnances du Roi du 15 Mars 1827 et des 23 Mai et 3 Octobre de la même année.

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉRO des divisions militaires auxquelles appartenent les départemens.	DÉPARTEMENS.	POPULATION.	CONTINGENT de la classe de 1827.
1.	6.	Ain.....	341,628.	643.
2.	1.	Aisne.....	489,560.	922.
3.	21.	Allier.....	285,302.	537.
4.	8.	Alpes (Basses).....	153,063.	288.
5.	7.	Alpes (Hautes).....	125,329.	236.
6.	9.	Ardèche.....	328,419.	619.
7.	2.	Ardennes.....	281,624.	530.
8.	10.	Ariège.....	247,932.	467.
9.	18.	Aube.....	241,762.	455.
10.	10.	Aude.....	265,991.	501.
11.	9.	Aveyron.....	350,014.	659.
12.	8.	Bouches-du-Rhône.....	326,302.	615.
13.	14.	Calvados.....	500,956.	944.
14.	19.	Cantal.....	262,013.	494.

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉRO des divisions militaires auxquelles appartiennent les départemens.	DÉPARTEMENS.	POPULATION.	CONTIN- GENT de la classe de 1827.
15.	20.	Charente.....	353,653.	666.
16.	12.	Charente-Inférieure.....	424,144.	799.
17.	21.	Cher.....	248,589.	468.
18.	20.	Corrèze.....	284,882.	537.
19.	17.	Corse.....	185,079.	349.
20.	18.	Côte-d'Or.....	370,043.	699.
21.	13.	Côtes-du-Nord.....	381,684.	1,096.
22.	21.	Creuse.....	252,932.	476.
23.	20.	Dordogne.....	464,074.	874.
24.	6.	Doubs.....	254,314.	479.
25.	7.	Drôme.....	285,791.	538.
26.	15.	Eure.....	421,665.	794.
27.	1.	Eure-et-Loir.....	277,782.	523.
28.	13.	Finistère.....	502,851.	947.
29.	9.	Gard.....	347,550.	655.
30.	10.	Garonne (Haute).....	407,016.	767.
31.	10.	Gers.....	307,601.	579.
32.	11.	Gironde.....	538,151.	1,014.
33.	9.	Hérault.....	339,560.	640.
34.	13.	Ille-et-Vilaine.....	553,453.	1,042.
35.	21.	Indre.....	237,628.	448.
36.	4.	Indre-et-Loire.....	290,160.	546.
37.	7.	Isère.....	525,984.	991.
38.	6.	Jura.....	310,282.	584.
39.	11.	Landes.....	265,309.	500.
40.	4.	Loir-et-Cher.....	230,666.	434.
41.	19.	Loire.....	375,714.	708.
42.	19.	Loire (Haute).....	285,673.	538.
43.	12.	Loire-Inférieure.....	457,090.	861.
44.	1.	Loiret.....	304,228.	571.
45.	20.	Lot.....	280,515.	528.
46.	20.	Lot-et-Garonne.....	336,886.	635.
47.	9.	Lozère.....	138,778.	261.
48.	4.	Maine-et-Loire.....	458,674.	864.
49.	14.	Manche.....	611,206.	1,151.
50.	2.	Marne.....	325,045.	612.
51.	18.	Marne (Haute).....	244,823.	461.
52.	4.	Mayenne.....	354,138.	667.
53.	3.	Meurthe.....	403,038.	759.
54.	2.	Meuse.....	306,339.	577.

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉRO des divisions militaires auxquelles appartiennent les départemens.	DÉPARTEMENS.	POPULATION.	CONTIN- GENT de la classe de 1827.
55.	13.	Morbihan.....	427,453.	805.
56.	3.	Moselle.....	409,135.	771.
57.	21.	Nièvre.....	271,777.	512.
58.	16.	Nord.....	962,648.	1,813.
59.	1.	Oise.....	385,124.	725.
60.	14.	Orne.....	434,379.	818.
61.	16.	Pas-de-Calais.....	642,969.	1,211.
62.	19.	Puy-de-Dôme.....	566,373.	1,067.
63.	11.	Pyrénées (Basses).....	412,469.	777.
64.	10.	Pyrénées (Hautes).....	222,059.	418.
65.	10.	Pyrénées-Orientales.....	151,372.	285.
66.	5.	Rhin (Bas).....	535,467.	1,008.
67.	5.	Rhin (Haut).....	408,741.	770.
68.	19.	Rhône.....	416,575.	785.
69.	6.	Saône (Haute).....	327,641.	617.
70.	18.	Saône-et-Loire.....	516,776.	971.
71.	4.	Sarthe.....	446,519.	841.
72.	1.	Seine.....	1,013,373.	1,909.
73.	15.	Seine-Inférieure.....	688,295.	1,296.
74.	1.	Seine-et-Marne.....	318,209.	599.
75.	1.	Seine-et-Oise.....	440,871.	830.
76.	12.	Sèvres (Deux).....	288,260.	543.
77.	15.	Somme.....	526,282.	991.
78.	9.	Tarn.....	327,655.	617.
79.	10.	Tarn-et-Garonne.....	241,586.	455.
80.	8.	Var.....	311,095.	586.
81.	8.	Vaucluse.....	233,048.	430.
82.	12.	Vendée.....	322,826.	608.
83.	12.	Vienne.....	267,670.	504.
84.	21.	Vienne (Haute).....	276,351.	520.
85.	3.	Vosges.....	179,839.	715.
86.	18.	Yonne.....	342,116.	644.
			11,837,961	60,000.

Paris, le 11 Mai 1828.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de la guerre,
Signé V.^{te} DE CAUX,

N.° 8436. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *Membre de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations M. de Surgy, Président d'une des chambres de la Cour des comptes.*

Au château des Tuileries, le 4 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'article 99 de la loi du 28 avril 1816 concernant l'organisation et le renouvellement de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° Le sieur de Surgy, président d'une des chambres de la cour des comptes, est nommé membre de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, en remplacement du sieur baron de Guilhermy, dont les fonctions triennales expirent le 8 de mois.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé ROY.

N.° 8437. — *ORDONNANCE DU ROI* qui prescrit l'Enregistrement et la Transcription au Conseil d'état des Statuts de la Congrégation des Sœurs de la charité établie à Strasbourg, département du Bas-Rhin.

Au château des Tuileries, le 4 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu le consentement donné par l'évêque de Strasbourg aux statuts de la congrégation des sœurs de la charité établie dans cette ville;

Vu lesdits statuts;

Considérant que ladite congrégation est soumise pour le spirituel à la juridiction de l'ordinaire;

Considérant que lesdits statuts ne dérogent pas aux lois du royaume et ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° Les statuts de la congrégation des sœurs de la charité établie à Strasbourg, département du Bas-Rhin, gouvernée par une supérieure générale, et ayant pour fin le service des pauvres malades admis dans leurs maisons et dans les hôpitaux confiés à leurs soins; lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits au Conseil d'état: mention de ladite transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

2. Nonobstant toutes expressions desdits statuts qui pourraient n'y point paraître conformes, les personnes faisant partie de ladite congrégation ne pourront disposer de leurs

biens meubles et immeubles que dans les limites prescrites par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

3. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, ladite congrégation, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

4. Notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.° 8438. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois de plusieurs Communes.*

Au château des Tuileries, le 4 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o La Rivière (Haut-Rhin), de la coupe de quarante chênes dépérissans dans un canton de ses bois;

B. n.° 229. (429)

2.^o Corcelles-Ferrières (Doubs), de la coupe de deux arbres de sa réserve;

3.^o Échallon (Ain), de la coupe de deux cent soixante-et-dix sapins dépérissans dans sa réserve;

4.^o Fraimbois (Meurthe), de la coupe de huit hectares vingt-neuf ares de sa réserve;

5.^o Villars-la-Rixouse (Jura), de la coupe de six cents sapins dépérissans dans sa réserve;

6.^o Saulxures (Meurthe), de la vente de six hectares quatre-vingt-dix ares de sa réserve;

7.^o Foulain (Haute-Marne), de la coupe d'un cordon qui sépare les coupes ordinaires de ses bois;

8.^o Burtoncourt (Moselle), de la vente d'environ dix hectares de sa réserve;

9.^o Coyron (Jura), de la vente de dix hectares formant la réserve de ses bois;

10.^o Émagny (Doubs), de la vente de trois hectares cinquante ares de sa réserve;

11.^o Odival (Haute-Marne), de la vente de seize hectares trente-et-un ares composant sa réserve;

En deux années successives,

12.^o Frouches (Haute-Marne), de la vente de quarante-huit hectares faisant partie de sa réserve;

13.^o Prénoval (Jura), de la vente de vingt hectares dans la partie la plus mûre du taillis, et de huit cents sapins dans la partie en futaie de sa réserve;

14.^o Bouchoux (Jura), de la coupe de huit cents sapins à prendre dans sa réserve;

15.^o Girolles (Yonne), de la vente de trente-deux hectares faisant partie de sa réserve.

2. La commune de Fraimbois susénoncée (Meurthe) est autorisée à procéder en cinq années successives à la vente de cent cinquante chênes dépérissans sur sa réserve.

3. La révolution des coupes ordinaires des bois de la commune de Chassey (Meuse), fixée à vingt-cinq ans par

l'article 4 de notre ordonnance du 8 juin 1825, est portée à trente ans.

4. La commune d'Artolsheim (Bas-Rhin) est autorisée à concéder pour quatre années consécutives et à charge de repeuplement deux clairières de ses bois, lesquelles contiennent environ cinq hectares, et sont situées aux cantons dits Nachtweid et Oberegert.

5. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 8439. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. de Cardonnel Président d'un Collège électoral.

Au château des Tuileries, le 7 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ;

Vu notre ordonnance du 13 avril dernier,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS président du collège du deuxième arrondissement électoral de l'Aveyron, pour la session qui s'ouvrira le 22 mai courant, le sieur de Cardonnel, membre du conseil général.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 7 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8440. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Valentin (Célestin-Joseph)*, né le 26 avril 1788 à Berzée, ancien département de Sambre-et-Meuse, ancien militaire, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, demeurant à Foisches (Ardennes). (*Saint-Cloud, 26 Juin 1822.*)

N.° 8441. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Bayerlé (Jean)*, né le 11 juillet 1771 à Ensheim, ancien département du Mont-Tonnerre, gendarme de la compagnie de gendarmerie royale du Bas-Rhin, à la résidence de Bouxviller. (*Paris, 16 Février 1825.*)

N.° 8442. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Vancher (Jean-Jacques-Henri)*, né le 13 mai 1768 à Fleurier, canton de Neuchâtel en Suisse, contrôleur de la garantie à l'administration des contributions indirectes à Cahors, département du Lot. (*Saint-Cloud, 7 Juin 1826.*)

N.° 8443. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Vulpillière (Maurice)*, né le 27 avril 1778 à Magland, ancien département du Léman, prêtre desservant de la commune de Rignat, arrondissement de Bourg, département de l'Ain. (*Saint-Cloud, 1.° Août 1827.*)

N.° 8444. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Pasteris (Joseph-Nicolas)*, né le 17 août 1781 à Chivasso en Piémont, chef de bureau à la préfecture de l'Aisne. (*Paris, 30 Janvier 1828.*)

N.° 8445. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Grossier (François-Alexandre-Joseph)*, né le 26 janvier 1780 à Huy, royaume des Pays-Bas, pharmacien à Avesnes, département du Nord. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.° 8446. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Dewilde (Pierre-Joseph-Antoine)*, né le 8 octobre 1782 à Bastogne, royaume des Pays-Bas, receveur à cheval des contributions indirectes à la résidence de Lay-Saint-Christophe, arrondissement de Nancy, département de la Meurthe. (*Paris, 13 Février 1828.*)

N.º 8447. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Vimond* (*Charles-Ludolphe*), né le 7 mai 1794 à Duren, ancien département de la Roer, négociant propriétaire, demeurant à Paris. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.º 8448. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Durand jeune et Bulliod à établir une verrerie à verre blanc près de la vitriolerie en aval du pont de la Guillotière, au territoire de cette commune, département du Rhône. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.º 8449. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la dame Beaupoil de Saint-Aulaire à conserver en activité l'usine à fer de Laveneau, commune de Savignac de Nontron, département de la Dordogne. (*Paris, 6 Mars 1828.*)

N.º 8450. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la dame veuve du sieur Pingat à convertir en une forge à un seul feu la batterie à tôle qu'elle possède au hameau de Chenecière, commune de Saint-Marc, département de la Côte-d'Or. (*Paris, 6 Mars 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 19 Mai 1828*,
COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
19 Mai 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 230.)

N.º 8451. — LOI qui accorde une Pension de quinze cents francs à la demoiselle Bisson, sœur de l'Enseigne de vaisseau de ce nom.

Au château des Tuileries, le 17 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE
ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes
verront, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il est accordé à la demoiselle *Marie-Antoinette-Bénigne-Thanaïs Bisson*, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom, mort glorieusement, le 4 novembre 1827, à bord de la prise *le Panayoti*, qu'il commandait, une pension de quinze cents francs sur la caisse des invalides de la marine.

2. Cette pension sera acquittée à dater du 4 novembre 1827, jour de la mort de l'enseigne de vaisseau *Bisson*.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État ; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et
VIII. Série. F f

Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné en notre château des Tuileries, le 17.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de la marine et des
département de la justice, colonies,

Signé C.^{te} PORTALIS. Signé B.^{on} HYDE DE NEUVILLE.

N.^o 8452. — *LOI qui autorise le département des Ardennes à s'imposer extraordinairement pour les travaux du Cadastre.*

Au château des Tuileries, le 18 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Ardennes est autorisé à s'imposer extraordinairement, conformément à la délibération prise par son conseil général dans sa session de 1827, deux centimes additionnels à la contribution foncière de 1829, pour le produit en être employé à hâter les travaux du cadastre.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État ; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château des Tuileries, le 18.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8453. — *LOI qui autorise le département de la Charente à s'imposer extraordinairement pour les travaux du Cadastre.*

Au château des Tuileries, le 18 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente est autorisé à s'imposer extraordinairement, conformément à la délibération prise à cet effet par son conseil général dans sa session de 1827, deux centimes additionnels à la contribution foncière de 1829, pour le produit en être employé à hâter les travaux du cadastre.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État ; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château des Tuileries, le 18.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi :

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8454. — *Loi qui autorise le département de la Drôme à s'imposer extraordinairement pour les travaux du Cadastre.*

Au château des Tuileries, le 18 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Drôme est autorisé à s'imposer extraordinairement, conformément à la délibération prise par son conseil général dans sa session de 1827, deux centimes additionnels à la contribution foncière de 1829, pour le produit en être employé à hâter les travaux du cadastre.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État ; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château des Tuileries, le 18.^e jour du

(438)

mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau : Par le Roi :
Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.
Signé C.^{te} PORTALIS.

N.º 8455. — *Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement pour les travaux du Cadastre.*

Au château des Tuileries, le 18 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la délibération prise par son conseil général dans sa session de 1827, à s'imposer extraordinairement deux centimes additionnels à la contribution foncière de 1829, pour le produit en être employé à hâter les travaux du cadastre.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous

B. n.º 230.

(439)

autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par - tout où besoin sera : car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château des Tuileries, le 18.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau : Par le Roi :
Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.
Signé C.^{te} PORTALIS.

N.º 8456. — *Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement pour les travaux du Cadastre.*

Au château des Tuileries, le 18 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté. NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Deux-Sèvres est autorisé à s'imposer extraordinairement, conformément à la délibération prise par son conseil général dans sa session de 1827, deux centimes et quatre-vingt quatre centimes additionnels à la contribution foncière de 1829, pour le produit en être employé à hâter les travaux du cadastre.

F f 4

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château des Tuileries, le 18.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi:

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice,
 Signé C.^{te} PORTALIS. Signé DE MARTIGNAC.

N.^o 8457. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'un nouveau Tarif pour la perception des Droits de navigation sur la rivière d'Isle entre Libourne et Laubardemont.

Au château des Tuileries, le 7 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu la loi du 5 août 1821 qui autorise l'emprunt d'une somme de deux millions cinq cent mille francs, destinée à la confection des travaux nécessaires pour rendre la rivière d'Isle navigable jusqu'à Périgueux;

Vu la loi du 20 mai 1802 [30 floréal an X] qui autorise l'établissement d'un droit de navigation sur les rivières et canaux de la France;

Vu l'arrêté réglementaire du 28 mai 1803 [8 prairial an XI];

Vu le décret du 4 mars 1808 qui fixe le tarif des droits à percevoir sur la partie alors navigable de la rivière d'Isle;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} A dater de la publication de la présente ordonnance, le tarif établi par le décret du 4 mars 1808 pour la navigation de la rivière d'Isle entre Libourne et Laubardemont sera remplacé par le tarif ci-après :

1.^o Vingt-cinq centimes par tonneau de mille kilogrammes et par distance de cinq mille mètres pour les bateaux dont le chargement, en tout ou en partie, se composera d'objets autres que ceux dont les deux paragraphes ci-après contiennent l'indication;

2.^o Quinze centimes par tonneau et par distance pour les bateaux exclusivement chargés de charbon de bois, fer, fonte et autres métaux; bois d'écarrissage, de sciage, de menuiserie et de construction; de marbre, tuiles, briques, ardoises; résine et matières résineuses; osier, feuillard, bois merrain, lattes, futailles vides; foin, pailles et autres fourrages; céréales tant en grains qu'en farines, graines légumineuses de toute espèce, baies de genièvre, marrons, châtaignes, pommes de terre, fruits; viandes fraîches et salées, poissons frais et salés; sel marin; eau-de-vie, vin, vinaigres, lies, bières, et généralement toutes boissons spiritueuses ou fermentées;

3.^o Dix centimes par tonneau et par distance pour les bateaux exclusivement chargés de charbon de terre, charbon de mine, minéral, pierres de taille brutes, dégrossies ou façonnées, moellons, tourbes, fumiers et engrais quelconques, gravier; bois à brûler gros et menus; marne, argile, sable, pavés et cailloux de toute

espèce, plâtre, chaux, cendres fossiles, terres à faïence et bêtes vivantes ;

4.° Cinquante centimes par distance pour tout bateau vide et pour tout radeau non chargé.

Lorsqu'un bateau ou radeau transportera des marchandises appartenant à différentes classes du tarif, la taxe relative à celles qui seront le plus imposées sera appliquée à la totalité du chargement.

2. Les trains d'arbres flottés seront considérés comme bois à brûler, et paieront pour chaque arbre, sans qu'on ait égard à la dimension, le droit fixé pour deux tonneaux.

Les radeaux et les trains de bois flottés chargés de marchandises seront imposés à raison d'un tonneau pour un mètre carré de superficie ; les trains de bois flottés non chargés seront imposés à raison d'un tonneau pour deux mètres carrés de superficie.

3. Les droits fixés par les articles précédens seront perçus tant à la remonte qu'à la descente, et seront appliqués à la partie navigable de la rivière d'Isle jusqu'à Périgueux, à mesure que la navigation y sera établie.

Notre ministre secrétaire d'état des finances est autorisé à fixer les époques de cette application successive.

4. Il sera placé des bornes pour indiquer la distance de cinq mille mètres.

5. Le préfet du département de la Gironde déterminera provisoirement par un arrêté la distance de chaque port situé sur la rivière d'Isle dans ce département aux deux bureaux de perception les plus voisins ; et les droits seront perçus en raison de cette distance jusqu'à ce que le bornage prescrit par l'article précédent soit terminé.

6. Le tarif n'admettant pas de fractions de distance, l'espace compris entre le point de départ et la première borne, ou depuis la dernière borne jusqu'au point d'arrivée, sera compté pour une distance entière.

7. La régie des contributions indirectes fixera le nombre et la situation des bureaux de perception : un poteau placé sur le bord de la rivière indiquera chacun de ces bureaux.

8. Dans les trois mois qui suivront la publication de la

présente ordonnance, il sera procédé par les employés de la régie des contributions indirectes au jaugeage des bateaux qui naviguent sur la rivière d'Isle entre Libourne et Périgueux.

A cet effet, les propriétaires desdits bateaux devront, dans le délai ci-dessus fixé, les conduire ou faire conduire au bureau de Libourne. La régie pourra désigner ultérieurement d'autres bureaux de jaugeage, et les bateaux nouvellement construits seront alors conduits, pour être soumis à cette opération, au bureau le plus voisin du lieu où ils auront été mis à flot.

9. Les employés qui auront jaugeé un bateau dresseront de cette opération un procès-verbal, dont ils remettront copie au propriétaire : ce procès-verbal énoncera,

1.° Le nom et le domicile du propriétaire,

2.° Le nom du bateau,

3.° Ses dimensions,

4.° Son tirant d'eau à vide,

5.° Son tonnage, calculé en tonneaux de mer de mille kilogrammes pour la plus grande charge possible, d'après le tirant d'eau déterminé par les réglemens.

10. Une nouvelle expédition du procès-verbal pourra être délivrée aux frais du propriétaire, toutes les fois qu'il le demandera.

11. Le nom et le domicile du propriétaire, ainsi que le nom du bateau, seront inscrits à la droite et à la gauche de la proue en lettres de quinze centimètres de hauteur sur deux centimètres de largeur, peintes à l'huile en noir sur un fond blanc : immédiatement au-dessous et sur le même fond, les employés de la régie marqueront avec leur rouanne le numéro du procès-verbal de jaugeage et le tonnage du bateau.

Ils apposeront également la marque de la rouanne au milieu de chaque flanc, sur la ligne de flottaison du bateau à charge complète.

12. Lorsqu'un bateau non jaugeé naviguera pour la première fois sur la rivière d'Isle après l'expiration du délai fixé par l'article 8, le laissez-passer délivré en conformité de l'article 15 ci-après devra énoncer cette circonstance, et de plus contenir l'engagement pris par le propriétaire ou conducteur de faire jaugeer ce bateau au premier bureau de jaugeage placé sur la route à parcourir.

13. Les ingénieurs des ponts et chaussées auront la faculté de vérifier le jaugeage des bateaux lorsqu'ils se trouveront à portée de le faire, et, s'ils reconnaissent des erreurs, de les consigner dans un procès-verbal, qui sera remis au préfet du département où la vérification aura été faite, et transmis ensuite au directeur général des contributions indirectes, qui fera rectifier le jaugeage fautif.

14. Quand les propriétaires soupçonneront qu'une erreur aura été commise à leur préjudice, ou quand ils auront fait à leurs bateaux des changemens ou des réparations qui en modifieront le tonnage ou le tirant d'eau, ils pourront demander qu'il soit procédé à un nouveau jaugeage. Les changemens non déclarés qui auraient pour résultat d'augmenter frauduleusement le tonnage seront considérés comme des infractions à l'article 23 de l'arrêté du 8 prairial an XI [28 mai 1803], et punis en conséquence.

15. Aucun bateau chargé ou à vide, aucun train, radeau, &c. &c., ne pourra naviguer dans la partie de la rivière d'Isle où la perception sera établie sans une déclaration préalable de la part du conducteur ou du propriétaire, et sans un laissez-passer énonçant la destination, l'espèce et la quantité des objets transportés.

16. Les bateaux, trains, radeaux, &c., qui partiront d'un point situé au-dedans de la distance de cinq mille mètres d'un bureau de perception, devront être déclarés à ce bureau. Le droit y sera acquitté avant le départ pour le nombre des distances à parcourir jusqu'à la destination déclarée, ou jusqu'au premier bureau de perception si la destination est au-delà.

17. Les conducteurs acquitteront également au passage des bateaux, trains, radeaux, &c. devant les bureaux de perception, les droits dus en raison des distances à parcourir jusqu'à la destination déclarée ou jusqu'au premier bureau de perception, indépendamment des droits qui pourront être exigibles dans les cas prévus par l'article 19 ci-après.

18. Les bateaux, trains, radeaux, &c., qui partiront d'un point situé en dehors de la distance de cinq mille mètres du bureau de perception, seront déclarés soit à ce bureau, soit à des bureaux particuliers de déclaration qui seront désignés par la régie des contributions indirectes.

19. Il ne sera délivré de laissez-passer dans les bureaux particuliers de déclaration qu'autant que les propriétaires ou conducteurs prendront l'engagement par écrit, dans la forme qui sera déterminée par la régie des contributions indirectes, d'acquitter les droits au bureau de perception le plus voisin de la destination, ou au premier bureau devant lequel ils devront passer pour s'y rendre.

20. Le conducteur d'un bateau parti à vide et qui prendra un chargement en route ne pourra en effectuer le transport qu'après avoir fait une nouvelle déclaration et avoir obtenu un nouveau laissez-passer. La somme payée pour le bateau vide sera admise à compte des droits dus pour les marchandises chargées. Il sera de même fait une nouvelle déclaration et pris un nouveau laissez-passer pour les bateaux qui auront reçu en route un supplément de charge.

21. Les conducteurs de bateaux, trains, radeaux, &c., sont tenus de représenter, à toute réquisition, aux employés des contributions indirectes, des octrois, des douanes et de la navigation, ainsi qu'aux éclusiers, maîtres de ponts ou de pertuis, les procès-verbaux de jaugeage, laissez-passer, connaissements, lettres de voiture, relatifs aux bateaux, trains, radeaux, &c. qu'ils conduisent, et de faciliter les visites et vérifications desdits préposés : ils sont tenus, en outre, de remettre à chaque bureau de perception les laissez-passer

qui leur auront été délivrés tant au bureau de perception précédent qu'aux bureaux intermédiaires de déclaration.

22. Il est défendu aux éclusiers, maîtres de ponts ou de pertuis, de laisser passer aucun bateau, train, radeau, &c. pour lequel il ne leur serait pas représenté de procès-verbaux de jaugeage et d'expéditions applicables à la nature du transport, comme aussi de percevoir aucun droit particulier pour la manœuvre des écluses; le tout à peine de destitution, d'être contraints personnellement au remboursement des sommes indûment perçues ou des droits fraudés, et d'être poursuivis comme concussionnaires.

23. Les autorités civiles et militaires seront tenues, sur la demande écrite des préposés à la perception du droit de navigation, de requérir ou de prêter main-forte pour l'exécution des lois et réglemens relatifs à leurs fonctions.

24. Les contraventions aux dispositions de la présente ordonnance seront constatées par des procès-verbaux, pour les contrevenans être poursuivis et jugés conformément à la législation existante (*Arrêté du 8 prairial an XI, articles 23 et 24*).

25. Les contestations sur l'application de la taxe seront, en conformité de l'article 15 de l'arrêté du 8 prairial an XI, portées devant le sous-préfet dans l'arrondissement duquel le bureau de perception sera situé, sauf le recours au préfet, qui prononcera en conseil de préfecture.

26. Les droits contestés seront provisoirement acquittés par forme de consignation entre les mains du receveur du bureau où la contestation se sera élevée, et il ne pourra être statué sur cette contestation qu'autant que le réclamant représentera quittance valable desdits droits.

Les droits consignés seront ou portés définitivement en recette, ou restitués en tout ou en partie, suivant la décision qui interviendra, et dont le réclamant devra produire un extrait en forme.

27. La régie des contributions indirectes demeure chargée de la perception des droits.

28. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 7 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé ROY.

N.° 8458. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Communauté des Religieuses du Sacré-Cœur de Jésus établie à Beauvais, département de l'Oise.*

Au château des Tuileries, le 18 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu la déclaration des religieuses du Sacré-Cœur de Jésus établies à Beauvais, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts de leur maison mère à Paris, rue de Varennes, n.° 41, enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 1.° avril 1827;

Vu l'avis du conseil municipal de Beauvais du 18 avril 1828, qui reconnaît l'utilité de cet établissement;

Vu le consentement de l'évêque de Beauvais, en date du 22 janvier 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La communauté des religieuses du Sacré-Cœur de Jésus établie à Beauvais, département de l'Oise, gouvernée par une supérieure locale, dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Paris dans ladite maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 18.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. EV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8459. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Deltheil à conserver et tenir en activité sa forge de Bourzolles, commune de Souillac, département du Lot. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.^o 8460. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Cordier et Fizeaux à établir une verrerie dans la commune de Bruay (Nord). (*Paris, 13 Mars 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
*Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

A Paris, le 24 Mai 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

24 Mai 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.^o 231.)

N.^o 8461. — ORDONNANCE DU ROI portant Rectification des Tableaux de population annexés à l'Ordonnance royale du 15 Mars 1827.

Au château des Tuileries, le 14 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu nos ordonnances des 15 mars, 23 mai et 3 octobre 1827,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les tableaux de population annexés à notre ordonnance du 15 mars 1827 sont rectifiés ainsi qu'il suit :

TABLEAU A.

(Population par départemens.)

Département d'Eure-et-Loir.....	278,215.
TOTAL de la population du royaume.....	31,858,394.

TABLEAU B.

(Population par arrondissemens et par cantons.)

Canton de Maintenon.....	14,108.
Arrondissement de Chartres.....	103,591.
Département d'Eure-et-Loir.....	278,215.
Canton de Tours (Centre).....	14,912.
Idem..... (Nord).....	11,200.
Idem..... (Sud).....	16,824.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

VIII.^e Série.

G g

Donné en notre château des Tuileries, le 14 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8462. — *ORDONNANCE DU ROI concernant les Machines à vapeur à haute pression.*

Au château des Tuileries, le 7 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 29 octobre 1823 relative aux machines à vapeur à haute pression;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° La pression d'épreuve qui a été prescrite par l'ordonnance du 29 octobre 1823, est réduite, pour les chaudières en cuivre ou en fer battu, au triple de la pression qui doit faire agir habituellement les machines auxquelles elles sont destinées. Toutefois les fabricans donneront auxdites chaudières des épaisseurs suffisantes pour qu'elles puissent toujours subir la pression d'épreuve, sans que la force de résistance du métal en soit altérée.

2. Les tubes bouilleurs qui doivent être adaptés aux chaudières des machines à haute pression, sont assujettis au même régime d'épreuve et de surveillance que les chaudières.

Lorsque ces tubes seront de nature à être soumis à une pression d'épreuve différente de celle qui est exigée pour la chaudière à laquelle ils doivent être adaptés, ils seront éprouvés séparément.

Dans le cas contraire, ils seront éprouvés faisant corps avec la chaudière ou séparément, au choix du fabricant ou du propriétaire de la machine.

De quelque manière que l'épreuve ait été faite, chaque tube bouilleur sera marqué d'un timbre indiquant le degré de pression qui doit faire agir habituellement la machine à laquelle il est destiné.

3. Les cylindres en fonte des machines à vapeur à haute pression et les enveloppes en fonte de ces cylindres seront éprouvés à l'aide d'une pression quintuple de celle que la vapeur doit avoir dans l'exercice habituel de la machine. Après l'épreuve, les cylindres et les enveloppes seront marqués d'un timbre indiquant le degré de pression habituel de la vapeur.

4. La force de pression à prendre comme terme de départ pour les épreuves doit être égale à celle qui, dans l'exercice habituel de la machine, tend à faire rompre les parois des chaudières, tubes bouilleurs, cylindres et enveloppes, c'est-à-dire, à la force de tension que la vapeur doit avoir habituellement, diminuée de la pression extérieure de l'atmosphère.

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 7 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8463. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe plusieurs Chemins parmi les Routes départementales du Loiret.*

Au château des Tuileries, le 7 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération prise par le conseil général du département du Loiret dans la session de 1827, et tendant à classer au rang des routes départementales

les chemins de Pithiviers à Étampes,
d'Orléans au Mans,
et d'Orléans à Joigny;

L'avis du préfet de ce département;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les chemins ci-dessus désignés sont classés parmi les routes départementales du département du Loiret, sous les numéros et les dénominations suivantes :

N.^o 5, de Pithiviers à Étampes;

N.^o 6, d'Orléans au Mans, par Ouzouer-le-Marché;

N.^o 7, d'Orléans à Joigny, par Lorris, Montargis et Château-Renard.

2. L'administration est autorisée à acquérir les propriétés et terrains nécessaires pour l'établissement de ces routes départementales. Elle se conformera, à ce sujet, à la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 7 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.^o 8464. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe au rang des Routes départementales du Nord le Chemin de Condé à Saint-Amand.*

Au château des Tuileries, le 7 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération prise par le conseil général du département du Nord dans sa session de 1826, et tendant à classer le chemin de Condé à Saint-Amand parmi les routes départementales;

Vu l'avis du préfet du département;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le chemin de Condé à Saint-Amand est classé au rang des routes départementales du département du Nord sous le n.^o 8.

2. L'administration est autorisée à acquérir les propriétés et terrains nécessaires pour la confection de cette route. Elle se conformera, à ce sujet, à la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 7 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8465. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois de plusieurs Communes et dans huit Forêts royales.*

Au château des Tuileries, le 14 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.°, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.° août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'administration forestière est autorisée à faire délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci après désignées, savoir :

1.° La Montjoye (Lot-et-Garonne), de la coupe de cent arbres à prendre dans les coupes ordinaires de 1827 et 1828;

2.° Poissons (Haute-Marne), de la coupe des arbres dépérissans sur les coupes ordinaires 1825, 1826 et 1827;

3.° Bolozon (Ain), de la coupe de quinze arbres à prendre dans sa réserve;

4.° Autigny-le-Petit (Haute-Marne), de la coupe de quatre hectares soixante-trois ares composant sa réserve;

5.° Cubry (Doubs), de la coupe de neuf hectares de sa réserve;

6.° Monetier d'Ambel (Isère), de la coupe de cinq cents sapins à prendre dans ses bois;

7.° L'Isle, Civry, Massangy, Sainte-Colombe, Contarnoux, Provency et Dissangy (Yonne), de la coupe, pour l'ordinaire 1829, de vingt-deux hectares cinquante ares; pour l'ordinaire 1830, de vingt hectares environ, et pour 1831, de vingt-six hectares cinquante ares, formant ensemble les petits bois de l'Isle, que ces communes possèdent indivisément;

8.° Château-Regnault (Ardennes), de la vente d'environ cinq hectares de sa réserve.

2. La commune de Bréhéville est autorisée à faire ouvrir deux chemins dans le quart en réserve de ses bois, et à procéder à la vente des arbres et du taillis compris dans le tracé desdits chemins.

3. La commune de Fleurines est autorisée à procéder à l'aménagement de ses bois.

4. Il sera procédé, dans les forêts royales ci-après désignées, à diverses exploitations, savoir :

1.° Forêt royale de Pont-Ménard (Maine-et-Loire), à la vente, pour l'ordinaire 1829, de deux cent quinze baliveaux dépérissans sur la lisière de la route d'aménagement;

2.° Forêt royale de Blois (Loir-et-Cher), à la vente, pour l'ordinaire 1829, de deux mille deux cent quatre-vingt-seize baliveaux dépérissans;

3.° Forêt royale de Chandélais (Maine-et-Loire), à la vente, pour l'ordinaire 1829, de cent soixante-trois baliveaux dépérissans sur les coupes usées des ordinaires 1802, 1804 et 1805;

4.° Forêt royale du Parc (Oise), à la vente de la coupe, par expurgade, des bois blancs existans sur quatre-vingt-six hectares soixante-huit ares dix-sept centiares de la réserve de ces bois;

5.° Forêt royale de Hez (Oise), à la vente, en quatre années successives, des arbres dépérissans parmi les baliveaux réservés dans les coupes de futaie livrées à l'exploitation depuis 1812 jusqu'en 1826 inclusivement;

6.° Forêt royale de Thenailles (Aisne), à la vente, en six années successives, à partir de l'ordinaire 1829, de quatre-vingt-quatorze hectares quarante-huit ares formant le quart en réserve dudit bois;

7.° Forêt royale de Champ-Verney (Haute-Marne), à la vente, en six années successives, de trente-sept hectares cinq ares restant de la réserve dudit bois.

5. A partir de l'ordinaire 1829, les recépages des coupes de futaies du triage de Montmiriel, forêt royale de Bourses (Orne), qui s'exécutent vingt-cinq ans après l'exploitation

desdites coupes, seront remplacés par un nettoisement des bois blancs et des bois durs rabougris et déperissans.

6. Il ne sera exploité, pour l'ordinaire 1829, dans la forêt royale de Blois susénoncée, qu'une coupe de douze hectares cinquante ares, au lieu de celle de vingt-cinq hectares.

Les coupes ordinaires dans les forêts royales du Parc et de Hez susénoncées seront suspendues pendant la durée des coupes extraordinaires.

7. Il sera procédé à l'aménagement de la forêt royale de Thenailles susénoncée.

8. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 14 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé ROY.

N.° 8466. — *ORDONNANCE DU ROI qui approuve l'Adjudication de la Construction d'un Pont suspendu sur la Saone au Plan de Vaise, d'une Gare latérale à cette rivière et d'un Port.*

Au château des Tuileries, le 30 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu le cahier de charges dressé pour la construction d'un pont suspendu sur la Saone au lieu dit le *Plan de Vaise* aux abords de Lyon, et d'une gare latérale à cette rivière, moyennant la concession d'un péage sur l'un et l'autre de ces établissemens;

Vu le procès-verbal du 8 février dernier, constatant les opérations faites à la préfecture du département du Rhône pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise:

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur la Saone au Plan de Vaise, d'une gare latérale à cette rivière et d'un port, faite et passée le 8 février 1828, par le préfet du département du Rhône, aux sieurs *Coste, Nivière, Turin aîné, Laubreaux, Saint-Olive* et *Journet*, moyennant la concession des droits à percevoir pendant quatre-vingt-dix-huit ans et six mois sur le pont, et à perpétuité sur la gare et le port, est approuvée. En conséquence, toutes les charges, clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. Le cahier de charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication demeureront annexés à la présente ordonnance.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 30 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé DE MARTIGNAC.

Tarif des Droits de péage à percevoir sur le Pont, la Gare et le Port de Vaise.

GARE.

Pour chaque mètre carré de superficie des bateaux par jour:
A partir du 15 octobre au 15 mars, ci 0^f 04^c
A partir du 15 mars au 15 octobre, ci 0. 03.

(458)

PORT.

Pour stationnement excédant vingt-quatre heures et en sus du prix de stationnement dans la gare, pour chaque mètre carré de superficie de bateau, par jour, ci..... 0^f 4^c

Nota. Pour les bateaux à gouvernail attachant à la carène, la partie extérieure du gouvernail sera considérée comme occupant dans toute sa longueur une largeur d'un mètre.

PONT.

Pour chaque personne..... 0. 05.
Pour chaque âne, bœuf, vache, mouton, chèvre, porc, non compris le conducteur, ci..... 0. 02 1/2.
Pour chaque âne, bœuf, vache, attelé, non compris le conducteur, ci..... 0. 05.
Pour chaque cheval ou mulet non attelé, non compris le conducteur, ci..... 0. 05.
Pour chaque cheval ou mulet attelé, depuis un jusques et y compris le troisième, non compris le conducteur..... 0. 10.
Pour chacun des autres chevaux, à compter et y compris le quatrième cheval, non compris le conducteur, ci..... 0. 05.
Pour une carriole à bras, une brouette, non compris le conducteur..... 0. 02 1/2.

Sont exempts du péage sur le pont, le préfet et le sous-préfet, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les malles faisant le service des postes de l'État, et les courriers du Gouvernement.

Paris, le 22 Décembre 1827. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines*, signé BECQUEY.

Approuvé. Paris, le 22 Décembre 1827. *Le Président du Conseil des ministres, Ministre Secrétaire d'état des finances, chargé provisoirement du portefeuille de l'intérieur*, signé J.^{us} DE VILLELE.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 30 Avril 1828, enregistrée sous le n.^o 2223.

Le Ministre de l'intérieur, signé DE MARTIGNAC.

B. n.^o 231.

(459)

N.^o 8467. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Tournus (Saône-et-Loire) à établir un Abattoir public.*

Au château des Tuileries, le 30 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de Tournus des 6 mars et 27 juillet 1826, 10 mai 1827 et 31 janvier 1828, toutes relatives à l'établissement d'un abattoir public et commun en cette ville;

L'avis du préfet du département, du 4 février 1828;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La ville de Tournus (Saône-et-Loire) est autorisée à établir un abattoir public et commun. L'autorité municipale remplira pour le choix du local les formalités exigées par le décret du 15 octobre 1810 et par l'ordonnance royale du 14 janvier 1815 pour les ateliers insalubres ou incommodes de troisième classe.

2. Aussitôt que les échaudoirs dudit établissement auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois, au plus tard, après que le public en aura été averti par affiches, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs destinés à la consommation des habitants aura lieu exclusivement dans l'abattoir public, et toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires ou particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être

obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront libres de tenir des échaudoirs et des étaux hors de la ville, dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité ; tous ceux qui voudront s'établir à Tournus seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, pourvu que ce soit dans des étaux convenablement appropriés à cet usage en suivant les règles de la police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et marchés publics désignés par le maire et aux jours fixés par lui, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de la ville de Tournus pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public et commun, ainsi que pour le commerce de la boucherie et charcuterie ; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 30 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8468. — *LETTRES PATENTES portant érection de Majorats.*

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, le pair de France, garde des sceaux, signé C.^{te} PORTALIS, scellées en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau de France, et de la commission du sceau, le 17 mai 1828,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. *Alexandre-Maurice Blanc* comte d'*Hauterive*, conseiller d'état, membre de l'Institut de France, &c. &c., les biens ci-après désignés, situés commune de Saint-Gemme, canton de Châtillon, arrondissement de Reims, département de la Marne, et communes de Villers-Agron et de Goussancourt, canton de Fère-en-Tardenois, arrondissement de Château-Thierry, département de l'Aisne, savoir : une maison de maître, jardins, vergers, garenne, bâtimens d'exploitation, cours et dépendances ; cent trente-six hectares trente-six ares vingt-deux centiares de terres labourables en plusieurs pièces, quatorze hectares trente ares en prés ou marais, et neuf hectares dix-neuf ares vingt-neuf centiares en bois taillis et futaies, aussi en plusieurs pièces ; le tout contigu et borné au nord par le chemin de Saint-Gemme à Villers-Agron, au levant par les terres des sieurs de *La Vauche* et de *Laffraye*, au midi par celle du Temple, et au couchant par les terroirs de Saint-Gemme et de Goussancourt ; ces biens produisant cinq mille francs de revenu net, et dépendant du domaine de Neuville, appartenant à M. d'*Hauterive*, ainsi érigés comme commencement d'un majorat de dix mille francs, au lieu et place d'une inscription immobilisée n.° 40, de cinq mille francs de rente cinq pour cent, numérotée 42464, série 2, déjà affectée par lettres patentes du 28 juin 1822 au titre de *Comte* dont M. d'*Hauterive* est revêtu, laquelle en conséquence sera remobilisée ; et auxquels biens-fonds produisant cinq mille francs a été affecté et attaché ce titre de *Comte*, aux clauses et conditions portées auxdites lettres patentes.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. *Jean-Marie-Armand And-é*, propriétaire à Rabastens, département du Tarn, deux maisons sises en ladite ville, l'une donnant sur la promenade,

avec cour et parterre, aboutissant à trois rues, dont celle au couchant longe ladite promenade; l'autre, avec jardin et enclos, sise au faubourg Saint-Michel, tenant à la grande rue et à ; un enclos de vignes, sis dans Saint-Amans, commune de Rabastens, tenant du couchant au chemin d'Alby à Rabastens et Toulouse, du nord à un chemin public, contenant deux hectares trente-sept ares; et un domaine appelé *bas de Saint-Caprais*, commune de Rabastens, ayant maison, écurie, granges, pigeonnier, terres labourables, prairies, vignes et bois, de vingt-neuf hectares, longé et traversé en partie par le ruisseau de Passé, tenant à des chemins publics et à ; le tout produisant cinq mille deux cent cinquante francs, et appartenant à M. André; auquel majorat a été attaché le titre de *Baron*.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. François-Louis-Basile-Antoine-Ainé comte de Nugent, écuyer, maître des requêtes, préfet du département de l'Oise, &c., une inscription de dix mille francs de rente cinq pour cent, portée en son nom sur le grand-livre sous le n.º 70951, série 6, immobilisée sous le n.º 108 à l'effet de ce majorat, auquel a été attaché le titre de *Comte* dont M. de Nugent est revêtu.

Pour Extraits conformes aux Registres et Pièces :

Le Secrétaire général du Sceau de France,
Signé CUVILLIER.

N.º 8469. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *Claude (Jean-Charles)*, né le 19 septembre 1787 à Offagne, grand-duché de Luxembourg, cultivateur et tuilier, demeurant à Signy-Montlibert, arrondissement de Sedan, département des Ardennes;

2.º Le sieur *Malherbe (François)*, né le 12 pluviôse an XI [1.º février 1803] à Chaumont, commune de Romsée, royaume des Pays-Bas, lamineur en fer, demeurant à Messincourt, mêmes arrondissement et département;

3.º Le sieur *Schwærer (Frédéric)*, né à Emmendingen, grand-duché de Bade, âgé de quarante-neuf ans, cordonnier à Lyon, département du Rhône;

4.º Le sieur *Schwærer (Chrétien-Henri)*, né au même lieu, cordonnier à Lyon;

5.º Le sieur *Lanotte (Nicolas)*, né le 4 vendémiaire an IX [26 septembre 1800] à Suxy, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Sapogne, arrondissement de Sedan, département des Ardennes;

6.º Le sieur *Snasdell-Syddell*, né le 5 mars 1791 à Stow-Bardolph dans le comté de Norfolk en Angleterre, professeur de langue anglaise à Calais, département du Pas-de-Calais;

7.º Le sieur *Aplustill (Jean)*, né à Brunn en Moravie, âgé de quarante-trois ans, serrurier, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin;

8.º Le sieur *Knapp (Jean-Paul)*, né à Waldulm, grand-duché de Bade, âgé de quarante-trois ans, cocher à Strasbourg;

9.º Le sieur *Kusian (Jean-Louis)*, né à Weferling, royaume de Prusse, âgé de trente-trois ans, demeurant à Strasbourg;

10.º Le sieur *Lichtensteiger (Jean-Jacques)*, né à Butienau en Suisse, âgé de quarante-huit ans, tisserand, demeurant à Strasbourg;

11.º Le sieur *Mlackar (Jacques)*, né à Ottrock en Autriche, âgé de trente ans, vitrier à Strasbourg;

12.º Le sieur *Weckbrod (Chrétien-Frédéric)*, né à Schœnersthal, royaume de Saxe, âgé de vingt-deux ans, tailleur, demeurant à Strasbourg;

13.º Le sieur *Winter (Engelbert)*, né le 6 mai 1777 à Oberœvisheim, royaume de Wurtemberg, charpentier, demeurant à Strasbourg;

14.º Le sieur *Schmid (George-Frédéric)*, né le 6 août 1783 à Neubulach, royaume de Wurtemberg, menuisier à Strasbourg;

15.º Le sieur *Riethmüller (Théophile)*, né le 27 avril 1777 à Neccar-Rems, royaume de Wurtemberg, menuisier, demeurant à Strasbourg;

16.º Le sieur *Barha (Joseph)*, né au mois de mars 1786 à Jowornitscherk en Bohême, maçon, demeurant à Strasbourg;

17.º Le sieur *Hartmann (Martin)*, né à Pillenbrg, royaume de Bavière, le 10 novembre 1781, demeurant à Strasbourg;

18.º Le sieur *Riesterer (Jacques)*, né le 12 octobre 1783 à Herbolsheim, grand-duché de Bade, cordonnier à Strasbourg;

19.º Le sieur *Heidt (André)*, né le 20 avril 1789 à Auenheim, grand-duché de Bade, tondeur de draps, demeurant à Strasbourg;

20.º Le sieur *Gatterdam (Yves)*, né le 21 avril 1787 à Rimul, diocèse de Fulde, grand-duché de Hesse-Darmstadt, maçon, demeurant à Strasbourg;

21.º Le sieur *Pester (Frédéric-Auguste)*, né le 14 février 1804 à Oberfrohn, royaume de Saxe, demeurant à Strasbourg,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider.
(Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8470. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieur et dame Pitté-Divernois à augmenter d'un *haut-fourneau* l'usine à fer de Balleraud, commune de Marval, département de la Haute-Vienne. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.° 8471. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Japy frères à établir au territoire de Dampierre-outré-les-Bois (Doubs) une *usine* pour la fabrication des pièces de mécanique à l'usage des filatures et autres fabriques, et celle de divers objets de serrurerie. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.° 8472. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de plomb argentifère existant sur le territoire de Saint-Amand-Roche-Savine (Puy-de-Dôme) aux sieurs Delasalzède, Denis, Chaubin et Delaunay. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.° 8473. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Foirac à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* de Vimont-Plazac, commune de Plazac, département de la Dordogne. (*Paris, 2 Avril 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 29 Mai 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
29 Mai 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 232.)

N.° 8474. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des 16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 31 Mai 1828.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	du froment... au-dessous de..		24.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		16.			
	de l'avoine..... idem.....		9.			
Unique.	Pyrénées-Or..	Toulouse..... Fleurance..... Marseille..... Gray.....				
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....		22 ^f 22 ^c	16 ^f 49 ^c	15 ^f 57 ^c	7 ^f 90 ^c
	Bouches-du-Rh.					
	Var.....					
	Corse.....					
2. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	du froment... au-dessous de..		22.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		14.			
	de l'avoine..... idem.....		8.			
1. ^{re}	Gironde.....	Marans..... Bordeaux..... Toulouse.....				
	Landes.....					
	Basses-Pyrénées		10 ^f 85 ^c	15 ^f 50 ^c	15 ^f 23 ^c	6 ^f 33 ^c
	H. des Pyrénées.					
	Ariège.....					
	Haute-Garonne					
2. ^e	Jura.....	Gray..... Saint-Laurent. Le Grand-Lemps.				
	Doubs.....					
	Ain.....		25. 83.	17. 66.	14. 33.	9. 28.
	Isère.....					
	Basses-Alpes..					
	Hautes-Alpes..					

VIII^e Série.

H h

SECTION.	DÉPARTEMENT.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite		{ de l'exportation des grains et farines 22 ^f 				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 31 Mai 1828.

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8475. — *ORDONNANCE DU ROI portant Création de deux places d'Agent de change Courtier de marchandises à Poitiers.*

Au château des Tuileries, le 4 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures;

Vu la demande du tribunal de commerce de la ville de Poitiers;

Vu l'avis du préfet du département de la Vienne.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il y aura deux places d'agent de change courtier de marchandises à Poitiers, département de la Vienne.

2. Le cautionnement affecté à ces emplois est fixé à six mille francs.

3. Nos ministres secrétaires d'état du commerce et des manufactures et des finances sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 4 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état du commerce et des manufactures,

Signé S.^r-GRICQ.

N.° 8476. — *ORDONNANCE DU ROI portant Création de quatre places d'Agent de change Courtier à Mulhausen.*

Au château des Tuileries, le 18 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il y aura pour la ville de Mulhausen (Haut-Rhin) quatre agens de change courtiers.

Leur cautionnement est fixé à la somme de six mille francs.

2. Notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 18.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état du commerce et des manufactures,

Signé S.^r CRICQ.

N.^o 8477. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Hilbert (Jean), né le 21 décembre 1776 à Esch-sur-l'Alzette, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Rochonviller, mairie d'Ottange, arrondissement de Thionville, département de la Moselle. (Paris, 23 Novembre 1825.)

N.^o 8478. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Nerdig (Jean-Joseph), né le 23 juin 1774 à Frinsberg, royaume des Pays-Bas, garde forestier, demeurant à Volmerange, arrondissement de Thionville, département de la Moselle. (Paris, 28 Décembre 1825.)

N.^o 8479. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Mignon (Benoît-Victor-Grégoire-Marie), né le 13 février 1790 à Nice en Savoie, soldat à la deuxième compagnie de fusiliers sédentaires à Paris. (Paris, 25 Janvier 1826.)

N.^o 8480. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Koders (François), né le

14 mars 1775 à Niderfeulen, grand-duché de Luxembourg, et demeurant à Montigny, arrondissement de Briey (Moselle). (Paris, 7 Mai 1826.)

N.^o 8481. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Schortgen dit Schartier (Martin), né le 20 octobre 1773 à Sibenborn ou Sept-Fontaines, grand-duché de Luxembourg, tailleur d'habits, demeurant à Baslieux, arrondissement de Briey, département de la Moselle. (Saint-Cloud, 28 Juin 1826.)

N.^o 8482. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Pfennig (Jean-Théophile), né le 14 mars 1768 à Grunberg en Silésie, sous-lieutenant d'infanterie en retraite, demeurant à Bischwiller, arrondissement de Strasbourg, département du Bas-Rhin. (Saint-Cloud, 20 Septembre 1826.)

N.^o 8483. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Tombini (Silvestre), né le 21 mars 1781 à Florence, ancien département de l'Arno, ancien officier de la marine en retraite, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, demeurant à Paris. (Paris, 8 Mars 1827.)

N.^o 8484. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Valentin (Jean-Baptiste), né le 8 octobre 1792 à Cavas en Frioul, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, sergent au deuxième régiment du génie. (Paris, 29 Mars 1827.)

N.^o 8485. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Van-Don (Pierre), né le 23 janvier 1791 à Zonnemaire, royaume des Pays-Bas, maréchal-des-logis au régiment des cuirassiers de Condé, en garnison à Toul, département de la Meurthe. (Paris, 9 Mai 1827.)

N.^o 8486. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Simon (Barthélemy), né le 3 mai 1784 à Tourette, comté de Nice, ancien département des Alpes-Maritimes, ouvrier marin dans l'arsenal de Toulon, département du Var. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1827.)

N.º 8487. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Presset* (*Prosper-François*), né à Bonneville en Savoie le 25 septembre 1788, capitaine-adjudant-major au premier régiment d'infanterie de la garde royale, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur. (*Paris, 14 Novembre 1827.*)

N.º 8488. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Stadler* (*Jean-Adam*), né le 30 mai 1756 à Seliginstadt, ancien département du Mont-Tonnerre, professeur de langue allemande à l'école royale militaire de Saint-Cyr. (*Paris, 16 Janvier 1828.*)

N.º 8489. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *André* (*Fidèle-Amand*), né le 9 janvier 1775 à Solre-sur-Sambre, commune de l'ancien département de Jemmappe, cultivateur, demeurant à Vieuxreng, arrondissement d'Avesnes, département du Nord. (*Paris, 28 Février 1828.*)

N.º 8490. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Aguado* (*Alexandre-Joseph-Marie-Léon-Pierre-Paul-Raimond-Louis-Gonzague*), né le 28 juin 1785 à Séville, royaume d'Espagne, banquier, demeurant à Paris. (*Paris, 6 Avril 1828.*)

N.º 8491. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Saltery* (*Jean-Antoine-Pascal*), né le 27 mars 1779 à Milan, receveur des droits de navigation au Bec-d'Allier, département du Cher. (*Paris, 13 Avril 1828.*)

N.º 8492. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de houille du Plessis, département de la Manche, au sieur *Pelletier de Montmarie*. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.º 8493. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Garrigou* et *Massenet* à augmenter la fabrique d'acier et de faulx qu'ils ont établie à Toulouse, département de la Haute-Garonne. (*Paris, 13 Mars 1828.*)

N.º 8494. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Lecour* à remettre en activité la verrerie à bouteilles de verre noir

située à Cahors (Lot), au faubourg de Cabessut. (*Paris, 20 Mars 1828.*)

N.º 8495. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Béhague* à construire un haut-fourneau dans l'emplacement de sa forge de Bourgneuf, commune de Beaumont-la-Ferrière, département de la Nièvre. (*Paris, 27 Mars 1828.*)

N.º 8496. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Vassinhac d'Imécourt* à établir à Imécourt (Ardennes) un patouillet à roue pour le lavage du minéral de fer. (*Paris, 27 Mars 1828.*)

N.º 8497. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Couturier* à établir à Forbach (Moselle) une verrerie à vitres et à bouteilles. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.º 8498. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Buyer*, propriétaires des forges et manufacture de fer blanc de la Chaudeau, commune d'Aillevillers (Haute-Saone), à y établir, en remplacement des deux martinets, sept paires de cylindres cannelés pour l'étirage du fer et deux paires de laminoirs à tôle. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.º 8499. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le prince duc de Bauffremont à conserver et tenir en activité les usines à fer qu'il possède dans la commune de Scey-sur-Saone (Haute-Saone). (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.º 8500. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Martial Combescot-Devaux*, ou ses ayant-droit, à conserver et tenir en activité l'usine à fer de Violette, commune de Jumilhac-le-Grand, département de la Dordogne. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.º 8501. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Michel frères* à remplacer par un haut-fourneau à fondre le minéral de fer la batterie à tôle et le feu de forge de Noncourt (Haute-Marne), et prescrit la destruction du martinet de l'usine d'Écot et du feu d'affinerie de l'usine de la Crête, même département. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.º 8502. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Rencurel* (Isère) par la

démouille *Marignat*, d'une maison avec dépendances, d'un mobilier évalué à 476 francs, et d'une somme de 14,000 francs. (*Paris, 27 Mars 1828.*)

N.º 8503. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Châteauneuf* (Saone-et-Loire) par le sieur *Dernol*, d'une maison avec dépendances, de divers effets mobiliers et de plusieurs parties de rentes; le tout estimé 8000 francs. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.º 8504. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain, évalué à 138 francs, offert en donation à la commune de *Rivehaute* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Haurie*. (*Paris, 2 Avril 1828.*)

N.º 8505. — ORDONNANCE DU ROI portant que les foires établies dans la commune de *Domme*, département de la Dordogne, auront lieu, comme autrefois, le premier lundi de chaque mois. (*Paris, 23 Mars 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 1.º Juin 1828 *,
COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les directeurs des postes des départements.

À PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1.º Juin 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 233.)

N.º 8506. — LOI qui autorise le département de l'Ardèche à continuer de s'imposer extraordinairement pour les travaux des Routes départementales situées dans ce département.

Au château de Saint-Cloud, le 1.º Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. L'imposition extraordinaire de quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, qui a été établie sur le département de l'Ardèche pendant les années 1827, 1828 et 1829, par la loi du 5 juillet 1826, continuera d'être perçue jusqu'en 1835 inclusivement, conformément à la demande faite par le conseil général de ce département dans sa dernière session.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé aux travaux des routes départementales situées dans le département de l'Ardèche.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

VIII.º Série.

I

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice,*

Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8507. — *Loi qui autorise le département du Calvados à s'imposer extraordinairement pour l'achèvement et l'entretien des Routes départementales de ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Calvados, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général

dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant six années consécutives, à partir de 1828, trois centimes additionnels au principal des contributions foncière et mobilière.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à l'achèvement et à l'entretien des routes départementales de ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice,*

Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8508. — *LOI qui autorise le département du Cantal à s'imposer extraordinairement pour l'achèvement des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cantal, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer pendant dix ans, à partir de 1829, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État ; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au
département de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au
département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8509. — *LOI qui autorise le département de la Charente à s'imposer extraordinairement pour l'achèvement des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa dernière session, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1829, quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État ; voulons, en conséquence,

qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8510. — LOI qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour la confection et l'achèvement des Routes départementales situées dans ce département.

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente-Inférieure, conformément à la demande qu'en a faite son

conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans, à partir de 1829, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à la confection et à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État ; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8511. — *LOI qui autorise le département de l'Indre à s'imposer extraordinairement pour la confection et l'achèvement des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous présens et à venir, **SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Indre, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1828, cinq centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à la confection et à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose

ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé **CHARLES.**

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé **DE MARTIGNAC.**

Signé C.^{te} **PORTALIS.**

N.° 8512. — *LOI qui autorise le département de l'Isère à faire un Emprunt pour les travaux des Routes départementales situées dans ce département, et à pourvoir au service des intérêts et au remboursement du capital au moyen d'une imposition extraordinaire.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous présens et à venir, **SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Isère, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à emprunter trois cent mille francs, et à pourvoir au service des intérêts et au remboursement du capital au moyen d'une imposition extraordinaire d'un centime additionnel aux quatre contributions directes.

Cette imposition extraordinaire sera continuée d'année en année jusqu'à l'entier amortissement de la somme empruntée. L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, et le produit en sera spécialement appliqué aux travaux des routes départementales situées dans le département de l'Isère.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée

par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :
 Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
 Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
 département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.
 Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8513. — *LOI qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement pour l'achèvement des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Landes, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1829, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :
 Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
 Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
 département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.
 Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8514. — *Loi qui autorise le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.°r Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Loire, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement, à partir de 1828, et pendant quatre années consécutives, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera employé aux travaux des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose

ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.°r jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au
département de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au
département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.° PORTALIS.

N.° 8515. — *Loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement pour la confection de trois Routes départementales.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.°r Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Loiret, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1828, trois centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à la confection des trois routes dont le conseil général du département, dans ladite session de 1827, a demandé le classement au nombre des routes départementales.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés,

et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Vu et scellé du grand sceau:

Par le Roi:

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8516. — *LOI qui autorise le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour la confection et l'achèvement des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présents et à venir, SALUT.
Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Marne, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq années consécutives, à partir de 1828, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à la confection et à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Vu et scellé du grand sceau:

Par le Roi:

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8517. — *LOI qui autorise le département de la Haute-Marne à s'imposer extraordinairement pour les travaux des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Marne, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant trois années, à partir de 1829, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé aux travaux des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera: car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose

ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Vu et scellé du grand sceau:

Par le Roi:

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8518. — *LOI qui autorise le département de l'Oise à s'imposer extraordinairement pour la confection et l'achèvement des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Oise, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant trois années deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à la confection et à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée

comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8519. — *LOI qui autorise le département du Tarn à s'imposer extraordinairement pour les travaux des Routes départementales situées dans ce département.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Tarn, confor-

mément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1829, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé aux travaux des routes départementales situées dans ce département.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8520. — *LOI qui autorise le département des Vosges à s'imposer extraordinairement pour la confection de cinq Routes départementales.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.°r Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Vosges, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1827, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq années, à partir de 1829, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à la confection de cinq routes dont le département a sollicité, dans ladite session de 1827, le classement au nombre des routes départementales.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par tout où besoin sera ;

car tel est notre plaisir ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.°r jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Vu et scellé du grand sceau : Par le Roi :
Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
département de la justice, Signé DE MARTIGNAC.
 Signé C.° PORTALIS.

N.° 8521. — *ORDONNANCE DU ROI portant que la Statue équestre de LOUIS XV sera érigée au rond-point des Champs-Élysées.*

Au château des Tuileries, le 22 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les ordonnances des 14 février 1816 et 27 avril 1826; Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La statue équestre de LOUIS XV sera érigée au rond-point des Champs-Élysées.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 22 Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*
 Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8522. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la Franchise et au Contre-seing accordés au Ministre Secrétaire d'état du commerce et des manufactures.*

Au château des Tuileries, le 17 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu l'ordonnance du 14 décembre 1825, relative aux franchises et contre-seings ;

Vu les ordonnances des 4 et 20 janvier dernier, portant création d'un ministère du commerce et des manufactures ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

Nous AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures jouira de la franchise de toutes les lettres et de tous les paquets qui lui seront adressés par la poste.

2. Son contre-seing opérera la franchise à l'égard des fonctionnaires ci-après :

1.° Les ministres d'état, les conseillers d'état, les maîtres des requêtes ;

2.° Les préfets, les sous-préfets ;

3.° Le conseil général du commerce ;

4.° Le conseil général des manufactures ;

5.° Les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures ;

6.° Les tribunaux de commerce en nom collectif et leurs présidents ;

7.° Les sociétés des sciences, agriculture et arts ;

8.° Le comité consultatif des arts et manufactures ;

9.° Les conseils des prud'hommes ;

10.° Les commissaires et jurys de commerce et des manufactures ;

11.° Les commissaires généraux et particuliers du ministère du commerce pour la statistique industrielle et commerciale ;

12.° Les commissaires du Roi près les sociétés anonymes et compagnies d'assurances ;

13.° Les directeurs du conservatoire et des écoles royales des arts et métiers ;

14.° Les syndics des agens de change et courtiers de commerce.

Dispositions particulières.

Les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures, les sociétés des sciences, agriculture et arts, les conseils de prud'hommes, les commissions et jurys de commerce et des manufactures, les commissaires du Roi près les sociétés anonymes et compagnies d'assurances, les directeurs du conservatoire et des écoles royales des arts et métiers, et les syndics des agens de change et courtiers de commerce, sont autorisés à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec le préfet du département dont ils font partie.

La correspondance expédiée au préfet par les chambres, sociétés, conseils et commissions désignés ci-dessus, sera contre-signée du président.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 17 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé ROY.

N.° 8523. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination des Présidens de trois Collèges électoraux.*

Au château des Tuileries, le 18 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ;

Vu notre ordonnance du 25 avril dernier,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS présidens des collèges électoraux convoqués pour le 10 juin prochain, et désignés ci-après, savoir :

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES électoraux.	VILLES où les collèges se réuniront.	PRÉSIDENTS.
Mayenne...	Coll. du 2. ^e arrond.	Château-Gontier.	Les sieurs de Lalande, président du tribunal de pre- mière instance.
Puy-de-Dôme	Coll. du 1. ^{er} idem..	Clermont- Ferrand.	Blatin, maire de Clermont.
H. ^{te} -Vienne.	Coll. département.	Limoges....	Mousnier - Buisson, conseiller à la cour de cassation.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 18 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8524. — *ORDONNANCE DU ROI contenant des Dispositions relatives aux Chaudières des Machines à vapeur à basse pression.*

Au château des Tuileries, le 25 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les ordonnances des 2 avril, 29 octobre 1823 et 7 mai 1828 ;

Voulant pourvoir de plus en plus à la sûreté de la navigation qui se fait au moyen des bateaux à vapeur, et ajouter aux réglemens généraux et spéciaux déjà publiés, des dispositions que l'expérience a rendues nécessaires ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les chaudières des machines à vapeur à basse pression, c'est-à-dire, qui fonctionnent à une pression de deux atmosphères et au-dessous, employées sur les bateaux à vapeur, sont, ainsi que leurs tubes bouilleurs, assujetties aux conditions de sûreté qui sont prescrites pour les chaudières et les tubes bouilleurs des machines à haute pression par les articles 2, 3, 4 et 5 et le paragraphe 1.^{er} de l'article 7 de l'ordonnance du 29 octobre 1823 et par l'ordonnance du 9 avril 1828.

2. L'usage des chaudières et des tubes bouilleurs en fonte de fer sur les bateaux à vapeur est prohibé, quelle que soit la pression de la vapeur dans les machines employées.

3. Les cylindres en fonte des machines à vapeur à basse pression employés sur les bateaux, et les enveloppes en fonte de ces cylindres, seront éprouvés et timbrés, ainsi que l'ordonnance du 9 avril 1828 le prescrit pour les cylindres et les enveloppes de cylindres faisant partie des machines à haute pression.

4. Les dispositions qui précèdent sont, ainsi que celles de l'ordonnance du 2 avril 1823, applicables à tout bateau stationnaire dans lequel on fait usage d'une machine à vapeur.

5. Les commissaires créés par l'ordonnance du 2 avril 1823 surveilleront l'exécution des dispositions indiquées ci-dessus et la constateront dans leurs procès-verbaux.

6. En cas de contravention à la présente ordonnance, les propriétaires de bateaux pourront encourir l'annulation du permis de navigation ou de stationnement qui leur aurait été concédé, sans préjudice des peines, dommages et intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8525. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois de plusieurs Communes.

Au château des Tuileries, le 25 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.° août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'Administration forestière est autorisée à faire

délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir :

1.° Strasbourg (Bas-Rhin), de deux mille huit cents fascines, deux cent quatre-vingts bottes de piquets et deux cent quatre-vingts bottes de clayons;

2.° Lavours (Ain), de la partie qui doit lui revenir dans la coupe du quart en réserve de la forêt royale de ce nom, dans laquelle elle est usagère;

3.° Haute-Pierre (Doubs), de la coupe, par forme de recépage, de deux cantons de terrains communaux, sous la condition que celui de ces cantons appelé *Grains du Sapé*, d'une contenance de sept hectares, sera réuni au sol forestier;

4.° Petit-Croix (Haut-Rhin), de la coupe de huit chênes et sept charmes à prendre sur un canton de ses bois;

5.° Denney (Haut-Rhin), de la coupe d'un hectare à prendre sur un canton de ses bois à titre de supplément d'afforage;

6.° Foucherans (Doubs), de la coupe d'un communal boisé appelé *la Virole*, contenant trois hectares environ, sous la condition que ce communal sera réuni aux bois aménagés de ladite commune;

7.° Pereuilh (Hautes-Pyrénées), de la coupe de six chênes à prendre dans un canton de futaies qui lui appartient;

8.° Bremondans (Doubs), de la coupe de sept hectares dépérissans de la réserve de ses bois;

9.° La Ferté (Jura), de la coupe de sept hectares environ de la réserve de ses bois.

2. Sont autorisées à procéder à l'aménagement de leurs bois les communes d'Ounans, Villers - Farlay et Pretin (Jura).

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 8526. — *ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'un Abattoir public à Marcigny, département de Saone-et-Loire.*

Au château des Tuileries, le 14 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance royale du 29 juin 1823 relative à la construction d'un abattoir à Marcigny, département de Saone-et-Loire;

Vu la délibération de la commission administrative de l'hospice de ladite commune, du 31 octobre 1826;

Celle du conseil de charité, du 21 décembre suivant;

Celle du conseil municipal de Marcigny, du 3 février 1827;

L'avis du préfet de Saone-et-Loire, du 19 mars de la même année;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'abattoir appartenant à l'hospice de la ville de Marcigny, département de Saone-et-Loire, et dont la création a été autorisée par l'ordonnance royale du 29 janvier 1823, est converti en abattoir public et commun.

2. Dans le délai d'un mois après la publication de la présente ordonnance, l'abattage des bœufs et vaches destinés à la consommation des habitans aura lieu exclusivement dans l'établissement ci dessus désigné.

L'abattage des veaux, moutons et porcs devra aussi avoir lieu exclusivement dans le même local, un mois après que les constructions nécessaires pour cette partie du service seront terminées.

3. Les particuliers qui élèvent des porcs pour leur consommation ou celle de leur maison conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

4. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront libres de tenir des abattoirs et des étaux hors de la ville, dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

5. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité : tous ceux qui voudront s'établir à Marcigny seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

6. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, pourvu que ce soit dans des étaux convenablement appropriés à cet usage et suivant les règles de la police.

7. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux ou places et aux jours désignés par le maire, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

8. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

9. Le maire de la ville de Marcigny pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir

public et commun, ainsi que pour le commerce de la boucherie et charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

10. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donnée au château des Tuileries, le 14 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8527. — *ORDONNANCE DU ROI qui confirme et maintient les deux Abattoirs publics établis à Épinal, département des Vosges.*

Au château des Tuileries, le 14 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil municipal d'Épinal du 13 février 1828 relative aux deux abattoirs publics de cette ville;

Le procès-verbal *de commodo et incommodo*, du 9 février 1828;

L'avis du préfet des Vosges, du 22 du même mois;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° Les deux abattoirs publics et communs établis dans la ville d'Épinal, département des Vosges, l'un à la grande ville, et l'autre à la petite ville, sont confirmés et maintenus.

2. A dater de la publication de la présente ordonnance et dans le délai d'un mois au plus tard, l'abattage des bœufs, vaches, génisses, veaux et moutons destinés à la consommation des habitans, aura lieu exclusivement dans lesdits établissemens; toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

3. Les charcutiers et les consommateurs conserveront la faculté d'abattre les porcs chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique, et en se conformant d'ailleurs aux règles de la police.

4. Les bouchers forains pourront également faire usage des abattoirs publics, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue: ils seront libres de tenir des abattoirs et des étaux hors de la ville, sous l'approbation de l'autorité locale.

5. Le nombre de bouchers et charcutiers ne pourra être limité: tous ceux qui voudront s'établir à Épinal seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

6. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, pourvu que ce soit dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de la police.

7. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et marchés publics désignés par le maire et aux jours fixés par lui, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

8. Des droits pour l'occupation des places pourront être perçus sur la demande du conseil municipal et après que le tarif en aura été par nous approuvé.

9. Le maire de la ville d'Épinal pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service des deux abattoirs

publics et communs, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

10. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 14 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8528. — ORDONNANCE DU ROI portant que les foires qui se tiennent dans la commune de Grandvillars, département du Haut-Rhin, le second mardi des mois de février, mars, avril, mai, septembre et novembre de chaque année, auront lieu à l'avenir le troisième mardi des mêmes mois. (Paris, 23 Mars 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 7 Juin 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

7 Juin 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 234.)

N.° 8529. — ORDONNANCE DU ROI relative aux Conflits d'attribution entre les Tribunaux et l'Autorité administrative.

Au château de Saint-Cloud, le 1.°r Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 14 octobre 1790 et l'article 27 de la loi du 21 fructidor an III [7 septembre 1795];

Vu le travail à nous présenté par la commission formée par arrêté de notre garde des sceaux en date du 16 janvier dernier;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° A l'avenir le conflit d'attribution entre les tribunaux et l'autorité administrative ne sera jamais élevé en matière criminelle.

2. Il ne pourra être élevé de conflit en matière de police correctionnelle que dans les deux cas suivants :

1.° Lorsque la répression du délit est attribuée par une disposition législative à l'autorité administrative;

2.° Lorsque le jugement à rendre par le tribunal dépendra d'une question préjudicielle dont la connaissance appartient à l'autorité administrative en vertu d'une disposition législative.

Dans ce dernier cas, le conflit ne pourra être élevé que sur la question préjudicielle.

VIII.° Série.

K k

3. Ne donneront pas lieu au conflit ,

1.^o Le défaut d'autorisation, soit de la part du Gouvernement lorsqu'il s'agit de poursuites dirigées contre ses agens, soit de la part du conseil de préfecture lorsqu'il s'agit de contestations judiciaires dans lesquelles les communes ou les établissemens publics seront parties;

2.^o Le défaut d'accomplissement des formalités à remplir devant l'administration préalablement aux poursuites judiciaires.

4. Hors le cas prévu ci après par le dernier paragraphe de l'article 8 de la présente ordonnance, il ne pourra jamais être élevé de conflit après des jugemens rendus en dernier ressort ou acquiescés, ni après des arrêts définitifs.

Néanmoins le conflit pourra être élevé en cause d'appel s'il ne l'a pas été en première instance, ou s'il l'a été irrégulièrement après les délais prescrits par l'article 8 de la présente ordonnance.

5. A l'avenir le conflit d'attribution ne pourra être élevé que dans les formes et de la manière déterminées par les articles suivans.

6. Lorsqu'un préfet estimera que la connaissance d'une question portée devant un tribunal de première instance est attribuée par une disposition législative à l'autorité administrative, il pourra, alors même que l'administration ne serait pas en cause, demander le renvoi de l'affaire devant l'autorité compétente. A cet effet, le préfet adressera au procureur du Roi un mémoire dans lequel sera rapportée la disposition législative qui attribue à l'administration la connaissance du litige.

Le procureur du Roi fera connaître, dans tous les cas, au tribunal la demande formée par le préfet, et requerra le renvoi si la revendication lui paraît fondée.

7. Après que le tribunal aura statué sur le déclinatoire, le procureur du Roi adressera au préfet, dans les cinq jours qui suivront le jugement, copie de ses conclusions ou réquisitions et du jugement rendu sur la compétence.

La date de l'envoi sera consignée sur un registre à ce destiné.

8. Si le déclinatoire est rejeté, dans la quinzaine de cet envoi pour tout délai, le préfet du département, s'il estime qu'il y ait lieu, pourra élever le conflit. Si le déclinatoire est admis, le préfet pourra également élever le conflit dans la quinzaine qui suivra la signification de l'acte d'appel, si la partie interjette appel du jugement.

Le conflit pourra être élevé dans ledit délai, alors même que le tribunal aurait, avant l'expiration de ce délai, passé outre au jugement du fond.

9. Dans tous les cas, l'arrêté par lequel le préfet élèvera le conflit et revendiquera la cause, devra viser le jugement intervenu et l'acte d'appel, s'il y a lieu; la disposition législative qui attribue à l'administration la connaissance du point litigieux, y sera textuellement insérée.

10. Lorsque le préfet aura élevé le conflit, il sera tenu de faire déposer son arrêté et les pièces y visées au greffe du tribunal.

Il lui sera donné récépissé de ce dépôt sans délai et sans frais.

11. Si, dans le délai de quinzaine, cet arrêté n'avait pas été déposé au greffe, le conflit ne pourrait plus être élevé devant le tribunal saisi de l'affaire.

12. Si l'arrêté a été déposé au greffe en temps utile, le greffier le remettra immédiatement au procureur du Roi, qui le communiquera au tribunal réuni dans la chambre du conseil, et requerra que, conformément à l'article 27 de la loi du 21 fructidor an III, il soit sursis à toute procédure judiciaire.

13. Après la communication ci-dessus, l'arrêté du préfet et les pièces seront rétablis au greffe, où ils resteront déposés pendant quinze jours. Le procureur du Roi en prévendra de suite les parties ou leurs avoués, lesquels pourront en prendre communication sans déplacement, et remettre, dans le même délai de quinzaine, au parquet du

procureur du Roi, leurs observations sur la question de compétence, avec tous les documens à l'appui.

14. Le procureur du Roi informera immédiatement notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, de l'accomplissement desdites formalités, et lui transmettra en même temps l'arrêté du préfet, ses propres observations et celles des parties, s'il y a lieu, avec toutes les pièces jointes.

La date de l'envoi sera consignée sur un registre à ce destiné.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, le ministre de la justice les transmettra au secrétariat général du Conseil d'état, et il en donnera avis au magistrat qui les lui aura transmises.

15. Il sera statué sur le conflit au vu des pièces ci-dessus mentionnées, ensemble des observations et mémoires qui auraient pu être produits par les parties ou leurs avocats, dans le délai de quarante jours, à dater de l'envoi des pièces au ministère de la justice.

Néanmoins ce délai pourra être prorogé, sur l'avis du Conseil d'état et la demande des parties, par notre garde des sceaux; il ne pourra en aucun cas excéder deux mois.

16. Si les délais ci-dessus fixés expirent sans qu'il ait été statué sur le conflit, l'arrêté qui l'a élevé sera considéré comme non avenu, et l'instance pourra être reprise devant les tribunaux.

17. Au cas où le conflit serait élevé dans les matières correctionnelles comprises dans l'exception prévue par l'article 2 de la présente ordonnance, il sera procédé conformément aux articles 6, 7 et 8.

18. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} jour du mois

de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Garde des sceaux, Ministre
Secrétaire d'état au département de la justice,
Signé C.^{te} PORTALIS.

N.° 8530. — *ORDONNANCE DU ROI portant Proclamation des Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le premier trimestre de 1828, et des Cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des droits résultant de titres de la même nature.*

Au château des Tuileries, le 13 Avril 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures;

Vu l'article 6 du titre I.^{er} et les articles 6, 7 et 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Vu l'article 1.^{er} de l'arrêté du 5 vendémiaire an IX [27 septembre 1800], portant que les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, seront proclamés tous les trois mois par la voie du Bulletin des lois,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les personnes ci-après dénommées sont brevetées définitivement :

1.^{er} Le sieur *Seguin*, imprimeur en taille douce, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.° 201, auquel il a été délivré, le 3 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de cinq ans, pour des procédés de fabrication de caries et cartons porcelaine dits *d'Allemagne*, blancs, de toutes couleurs et nuances, dorés, platinés, argentés, perlés, bronzés, &c.;

2.° Le sieur *Roux* (*Claude-Pierre*), bijoutier-doreur, demeurant à Paris, rue Frépillon, n.° 5, auquel il a été délivré, le 3 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un cadre mécanique dit *pendule*;

3.° Le sieur *Jeandeau* (*Pierre*), chevalier de la Légion d'honneur, chef des travaux de l'école royale d'arts et métiers de Châlons, faisant élection de domicile à Paris chez le sieur *Bannes* aîné, négociant, demeurant rue du Faubourg Poissonnière, n.° 54, auquel il a été délivré, le 3 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une machine à jet continu, propre aux épuisemens;

4.° Le sieur *Nicholson* (*John*), ingénieur anglais, demeurant à Paris, rue de l'Université, n.° 88, auquel il a été délivré, le 3 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de quinze ans, pour des procédés, appareils et mécaniques propres à préparer et imprimer d'après la manière des toiles peintes les fils de lin, de coton, de soie, de laine et de toute autre matière filamenteuse;

5.° Le sieur *Berthault* (*Claude-Jean Baptiste-Alexandre*), ingénieur des ponts et chaussées, demeurant à Châlons, département de Saône-et-Loire, auquel il a été délivré, le 3 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 janvier 1827, pour des procédés propres à la fabrication de mastics imperméables;

6.° Le sieur *Lemétayer* (*Victor*), manufacturier, demeurant à Fécamp, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 3 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une machine à ourdir qu'il appelle *machine française*;

7.° Le sieur *Bouillon* jeune (*Pierre*), manufacturier, demeurant à Limoges, département de la Haute-Vienne,

auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 16 mars 1827, pour un système de machines à vapeur à toutes les pressions, avec ou sans condensation, avec ou sans expansion ou détente, et dans un espace double, triple, qui peut s'étendre jusqu'à douze;

8.° Le sieur *de Boussard* (*Auguste*), horloger, demeurant à Toulouse, département de la Haute-Garonne, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une lampe à niveau supérieur et à dégorgeement continu;

9.° Les sieurs *Chatelard* (*François*) et *Perrin* (*Petrus*), fabricans de peignes d'acier, demeurant rue Saint-Polycarpe, n.° 10, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une forme de peigne propre spécialement à la fabrication des étoffes de drap;

10.° Le sieur *Delaunay*, chirurgien, demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une forme particulière de lacs destinés aux accouchemens;

11.° Le sieur *Legendre* (*Jacques-Nicolas*), demeurant à Ecquainville, canton de Beuzeville, département de l'Eure, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour des procédés mécaniques de fabrication de barils, tonneaux et autres vases de même nature;

12.° Le sieur *Praget* (*Jean-Pierre*), chaudronnier, demeurant rue Montclar, n.° 25, à Aix, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un appareil de distillation;

13.° Le sieur *Marshal* (*William-Kinner*), négociant de Londres, représenté à Paris par le sieur *Perpigna*, demeurant rue du Faubourg-Poissonnière, n.° 8, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une nouvelle manière de monter les canons;

14.° Les sieurs *Bommer*, *Helmsteller* et *Rieger*, domiciliés à Vasselonne (Bas-Rhin), représentés à Paris par le sieur *Steckinger*, demeurant rue Hauteville, n.° 6, auxquels il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans pour un nouveau procédé de fabrication de pastel perfectionné;

15.° Le sieur *Javal* jeune (*Jacques*), administrateur des messageries générales de France, demeurant à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n.° 2, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour la construction d'une voiture propre au transport en diligence des voyageurs et marchandises;

16.° Le sieur *Boissonneau* (*Auguste*), émailleur, demeurant rue de l'ancienne Intendance, à Tours, département d'Indre-et-Loire, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un instrument propre à être employé à la vinification;

17.° Le sieur *Aubry* (*Louis*), marchand, demeurant à Chaumont, département de la Haute-Marne, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de cinq ans pour une machine propre à coudre en arrière-point et piqué, qu'il appelle *métier régulateur*;

18.° Le sieur *Dumont*, raffineur, demeurant à Paris, rue Neuve Saint-Gilles, n.° 8, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de

dix ans qu'il a pris, le 13 décembre 1823, conjointement avec les sieurs *Jolin-Dubois* et compagnie pour des moyens de clarification, de filtration et de cuisson des sucres;

19.° Le sieur *Darlu* (*Alexandre*), demeurant à Paris, rue de Grammont, n.° 14, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour l'application du gaz hydrogène à la lampe à double courant d'air, comme moteur d'abord et comme moteur et combustible à-la-fois;

20.° Le sieur *Giraud* (*Daniel*), demeurant à Paris, rue du Cadran, n.° 7, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un moyen de faire fonctionner le filoir inventé par le sieur *Caïman-Duverger*;

21.° Les sieurs *Portal* (*Paul*) et compagnie, négociants, demeurant place de la Comédie, n.° 3, à Bordeaux, département de la Gironde, auxquels il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour une machine à vapeur à haute pression de *Guerney*;

22.° Le sieur *Fourmand* (*Bertrand*), ingénieur-mécanicien, demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auquel il a été délivré, le 24 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une presse typographique à mouvement d'articulation par levier, qu'il appelle *presse nantaise*;

23.° Le sieur *Barrier*, docteur en médecine, demeurant à Lavoulte, département de l'Ardèche, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de ses demandes, 1.° d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine pneumato-hydraulique, 2.° d'un brevet de perfectionnement et d'addition à ce brevet;

24.° Le sieur *Oddo* (*Michel*), mécanicien, demeurant rue Vacon, n.° 26, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq

ans pour un procédé propre à empêcher les cheminées de fumer;

25.^o Le sieur *Guyon (Joseph)*, demeurant à Dôle, département du Jura, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour la construction d'un fourneau économique de cuisine;

26.^o Les sieurs *Mortier (Pierre-Agathe)* et *Bourgen (Jean-Baptiste)*, mécaniciens, demeurant à Saint-Étienne, département de la Loire, auxquels il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un procédé de fabrication de rubans larges sur les métiers à la zurichoise;

27.^o Le sieur *Pohlen (Henri-Joseph)*, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.^o 91, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de cinq ans pour un procédé de décaissage des draps et autres étoffes;

28.^o Le sieur *Palissard (Jean-Pierre)*, demeurant à Escornelœuf, département du Gers, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine qu'il appelle *tractariaterre*, propre à transporter les terres;

29.^o Les sieurs *de Villeneuve (Bruno et Mathieu (Jean-Jacques))*, fabricans d'étoffes de soie, demeurant Grande rue Sainte-Catherine, n.^o 10, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement de dix ans pour un procédé de mariage destiné à procurer aux étoffes de soie la moire dite à *grands effets*;

30.^o Les sieurs *Seguin* et compagnie, ingénieurs civils et manufacturiers d'Annonay, faisant élection de domicile à Lyon, rue de Puzy, n.^o 2, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une

chaudière à vapeur sur le principe de l'air chaud circulant dans les tuyaux isolés de petite dimension;

31.^o Le sieur *Dodd (Edward)*, fabricant de pianos, de Londres, représenté à Paris par le sieur *Sloper*, demeurant place Daupline, n.^o 12, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des perfectionnemens dans la confection des pianos;

32.^o Le sieur *Newton (William)*, ingénieur civil de Londres, représenté à Paris par le sieur *Albert*, demeurant à Paris, rue Neuve Saint-Augustin, n.^o 28, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans pour des jalousies et volets métalliques de croisée;

33.^o Le sieur *Adam (Jacques-François)*, demeurant à Paris, rue Bleue, n.^o 27, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 24 août 1827, pour une reliure mobile, donnant lieu à un nouveau système de publicité et à d'autres résultats;

34.^o Les sieurs *Fayolle (Jean)* et *Iegras (Jean Baptiste-Joseph)*, fabricans de bretelles, demeurant à Paris, rue Bourg-l'Abbé, n.^o 30, auxquels il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un métier à quatre pédales, propre à fabriquer à-la-fois plusieurs bretelles ou jarretières à maille fixe, en fil de coton, de laine, &c.;

35.^o Le sieur *Jourdan (Antoine)*, demeurant à Paris, rue des Vieux-Augustins, n.^o 56, auquel il a été délivré, le 22 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une voiture inversable qu'il appelle *douillette d'aplomb*;

36.^o Le sieur *Favre (Louis)*, demeurant rue de la Croix-d'Or, n.^o 19, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le

certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des procédés de fabrication de savon simplement et naturellement sans le secours du feu, à la soude artificielle pure, ou par son sel nommé sel de soude, et à l'huile d'olive pure, produisant le seul savon probe;

37.° Le sieur *Millet (André)*, négociant, demeurant à Paris, passage Saulnier, n.° 4 bis, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une cheminée portative perfectionnée;

38.° Le sieur *Vandemerghel (Gabriel)*, marchand brasseur, demeurant à Armentières, département du Nord, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour un procédé de fabrication de la bière blanche, à l'instar de celle de Louvain;

39.° Le sieur *Moineau (Auguste)*, horloger mécanicien, demeurant à Paris, rue Pavée Saint-Sauveur, n.° 2, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un moteur de pression indestructible, applicable aux machines les plus fortes comme aux pendules, et qu'il appelle *moteur à la Moineau*;

40.° Les sieurs *Maître-Humbert (Jean-Baptiste-Bernard)*, *Louis-Bazile (Jean-Baptiste-Charlemagne)* et *Chenot (Adrien)*, demeurant à Châtillon-sur-Seine, département de la Côte-d'Or, auxquels il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour des procédés propres à obtenir du fer, avec économie de combustible, de tous les minerais de fer et laitiers de forge et d'affinage anglais et allemand, sans les avoir préalablement convertis en fonte;

41.° Le sieur *Theuviot (Martial)*, aubergiste, demeurant à Autun, département de Saône-et-Loire, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande

d'un brevet d'importation de dix ans, pour une machine propre à tendre les cordes d'instrumens de musique;

42.° Le sieur *Camme (Jean-Alphonse)*, mécanicien, demeurant à Malaunay, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans pour la confection d'un rouet de poulie à l'usage de la marine;

43.° Le sieur *Baer (Charles-Frédéric)*, fabricant de voitures, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un moyen de faire tourner court une voiture par des avant-trains mouvans avec charnière;

44.° Le sieur *Gautier*, demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de cinq ans pour la préparation et la conservation des beurres;

45.° Le sieur *Préfaut (Sébastien)*, tourneur, demeurant à Nevers, département de la Nièvre, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une presse propre à imprimer, relier, vendanger, fabriquer des draps et des huiles, et généralement applicable à tout ce qui est susceptible d'être pressé;

46.° Le sieur *Mury*, demeurant à Paris, rue Neuve de la Ferme des Mathurins, n.° 25, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des socques;

47.° Le sieur *Jomard (Louis-Jean-Pierre)*, géomètre de première classe, demeurant à Valence, département de la Drôme, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans

pour une méthode géodésique qui s'exécute au moyen d'un instrument qu'il appelle *tact-graphique* ;

48.° Le sieur *Grand* (*Michel*), filateur de laine, demeurant place Lorette, n.° 6, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine motrice qu'il appelle *balancier moteur* ;

49.° La société civile exploitant les tourbières de Crony-sur-Ourcq, représentée à Paris par le sieur *Réal*, son caissier, demeurant rue du Faubourg-Montmartre, n.° 15, à laquelle il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des améliorations au four propre à carboniser la tourbe du sieur *Blavier* ;

50.° Le sieur *de Bernardière* (*Achille*), fabricant, demeurant à Paris, rue de Provence, n.° 4, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'additions au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 24 novembre 1827, pour des procédés de fabrication de la vannerie fine et cannage de meubles avec des fanons de baleine ;

51.° Les sieurs *Dillemann* (*Christophe-François-Martin*), fabricant, et *Reinhardt* (*Jean-Michel*), mécanicien, demeurant à Strasbourgt, département du Bas-Rhin, auxquels il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de leur demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'ils ont pris, le 14 juillet 1826, pour un mouvement de bobine horizontale à pression verticale, propre à la filature du coton ;

52.° Le sieur *Gensoul* (*Alexis-Bruno*), médecin, demeurant à Bagnols, département du Gard, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 27 octobre 1826,

pour un moyen propre au chauffage des bassines à filer les cocons avec économie de combustible ;

53.° Le sieur *Revon* (*Pierre*), mécanicien, demeurant à Paris, rue Saint-Dominique du Gros-Caillou, n.° 48, auquel il a été délivré, le 29 février dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 18 décembre 1823, conjointement avec le sieur *Moulinié*, dont il est cessionnaire, pour une machine à vapeur s'adaptant aux chars de tout genre et aux bateaux de toute dimension ;

54.° Le sieur *Caïman-Duverger*, architecte, demeurant à Soisy-sous-Étiolles, faisant élection de domicile à Paris, rue du Petit-Musc, hôtel de la Herse, auquel il a été délivré, le 5 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une nouvelle seringue qu'il appelle *clysoir* ;

55.° Le sieur *Lasgorseix* (*Étienne*), mécanicien, demeurant à Paris, impasse Saint-Sébastien, représenté par le sieur *Albert*, domicilié rue Neuve Saint-Augustin, n.° 28, auquel il a été délivré, le 5 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour des perfectionnements dans la construction de mécaniques propres à ouvrir, à préparer et à filer la laine, la soie, le chanvre, le lin et toute autre matière filamenteuse ;

56.° Les sieurs *François* jeune et *Benoît*, constructeurs-mécaniciens, domiciliés à Troyes, représentés à Paris par le sieur *Mantoux*, imprimeur-lithographe, demeurant rue du Paon Saint-André, n.° 1, auxquels il a été délivré, le 11 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une presse lithographique à cylindres ;

57.° Les sieurs *Neale* (*John*) et *Cowan* (*Alexandre*), ingénieurs-mécaniciens, domiciliés à Nancy, représentés à Paris par le sieur *Coup*, demeurant rue Grange-Batelière,

n.° 7, auxquels il a été délivré, le 11 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un appareil propre à passer à la vapeur le coton et le fil et à l'apprêter;

58.° Les sieurs *Perrelet* père et fils, horlogers, demeurant à Paris, rue du Bac, n.° 40, auxquels il a été délivré, le 11 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un instrument d'horlogerie qu'ils nomment *compteur de physique et d'astronomie*;

59.° Le sieur *Pelleport* (*Louis-Joseph*) et la dame *Poupier*, née *Jeanne-Antoinette Selos*, demeurant à Paris, rue Neuve Saint-Eustache, n.° 46, auxquels il a été délivré, le 11 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé d'imperméabilité des tissus, étoffes et papiers de toutes couleurs;

60.° Les sieurs *Neale* (*John*) et *Cowan* (*Alexandre*), ingénieurs-mécaniciens, domiciliés à Nancy, représentés à Paris par le sieur *Coup*, demeurant rue Grange-Batelière, n.° 7, auxquels il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un métier mécanique qui apprête lui-même sa chaîne;

61.° Le sieur *George* (*Antoine*), fabricant de tricots de soie, demeurant rue de Savoie, n.° 3, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine propre à la fabrication des briques;

62.° Le sieur *Monnet* fils (*Pierre*), fabricant d'eaux-de-vie, demeurant au Grand-Gallargues, département du Gard, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 14 avril 1825, pour un appareil distillatoire des vins et marcs de raisins;

63.° Le sieur *Fasanini* (*Pierre*), négociant, demeurant rue Désirée, n.° 10, à Lyon, département du Rhône, auquel

il été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 18 mai 1827, pour une machine à tisser toute sorte d'étoffes et qui s'arrête lorsque les fils de la chaîne ou de la trame se cassent;

64.° Le sieur *Langlais-Quignolot* (*Jean-Baptiste*), fabricant de bourses, demeurant à Paris, rue Royale Saint-Martin, n.° 29, auquel il a été délivré, le 19 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un nouveau point de bourse dit *point de tulle* ou *point à jour* fait à la mécanique;

65.° Le sieur *Saint-Maurice-Cabany*, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Avoie, n.° 57, auquel il a été délivré, le 19 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pris, le 30 mars 1822, par le sieur *Morin de Guérinière*, dont il est cessionnaire, pour une machine à fabriquer un doublé d'or et d'argent ou de toute autre matière avec des couleurs variées et propres à faire des ornemens et des bordures qu'il applique par des procédés de collage sur tout objet de brohze, ébénisterie, cartonnage, &c. &c.;

66.° Le sieur *Lauzenberg* (*Mathias-Lévi*), fabricant de maroquins à Strasbourg, représenté à Paris par le sieur *Armonville*, secrétaire du conservatoire des arts et métiers, auquel il a été délivré, le 19 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 29 juin 1827, pour une machine et des procédés propres à fendre ou à dédoubler les peaux de veau et chèvre, afin de les séparer en deux;

67.° Le sieur *Débezis* (*Pierre-Jacques*), demeurant à Paris, rue des Jeûneurs, n.° 19, auquel il a été délivré, le 19 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de

perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 24 août 1827, pour un système de lits de repos ou baignoires élastiques dites *baignoires dormeuses*;

68.° Les sieurs *Meunier* (*Pierre-Gervais-Emmanuel*) et *Mars* (*Guillaume*), fabricans de tôlerie à Paris, rue Boucherat, n.° 6, au Marais, auxquels il a été délivré, le 19 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une machine propre à la fabrication des mesures destinées au mesurage des graines sèches ou boissellerie en fer, et en général des différens étalons de boissellerie en fer;

69.° Le sieur *Gaston* (*Raymond*), ex-receveur général, demeurant à Paris, rue des Trois-Couronnes, n.° 4, auquel il a été délivré, le 20 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un mécanisme fumifuge propre à être adapté à peu de frais à toutes les cheminées;

70.° Le sieur *Heathcoat* (*John*), demeurant à Paris, représenté par le sieur *Truffaut*, rue Saint-Lazare, n.° 73, auquel il a été délivré, le 20 mars dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 14 septembre 1825, pour divers moyens propres à faire mouvoir les bobines dans les arcs de la machine à fabriquer la dentelle, dite *bobin-net*;

71.° Les sieurs *Houlet* (*Dominique-Marie*) et *Riverin* (*Silvain*), fabricans de boutons, représentés à Paris par le sieur *Armonville*, secrétaire du conservatoire des arts et métiers, demeurant rue Saint-Martin, n.° 208, auxquels il a été délivré, le 20 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'ils ont pris, le 16 mars 1827, pour l'emploi et l'application des déchets de fanons de baleine à la fabrication de boutons de toute sorte de couleurs;

72.° Le sieur *Cassagnieu* (*Maximin*), demeurant à

Paris, rue de l'Université, n.° 38, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un appareil et des procédés propres à la distillation et à la carbonisation de la tourbe;

73.° Le sieur *Baron* (*Louis*), négociant, demeurant à Nîmes, département du Gard, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour de nouveaux moyens et procédés applicables à l'appareil distillatoire pour lequel il a déjà été breveté;

74.° Les sieurs *Schlumberger* père et fils, négocians demeurant à Paris, représentés par le sieur *Hubert*, demeurant rue des Jeûneurs, n.° 8, auxquels il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation de cinq ans pour un métier propre à filer le lin, le chanvre et tout filament long;

75.° Le sieur *Jaume* (*Jean-Louis*), officier de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Paris, rue de Richelieu, n.° 79, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour des procédés de cuisson des pierres à plâtre et à chaux, et de la terre propre à fabriquer des tuiles, briques et carreaux;

76.° Le sieur *Paret* (*Pierre-Joseph*), mécanicien, demeurant à Montpellier, département de l'Hérault, auquel il a été délivré, le 22 mars dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 juin 1827, pour de nouveaux instrumens de pesage;

77.° Le sieur *de Boussard* (*Auguste*), horloger, demeurant à Toulouse, département de la Haute-Garonne, auquel il a été délivré, le 24 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 24 janvier précédent, pour une lampe à niveau supérieur et à dégorgeement continu;

78.° Le sieur *Bailleul (Jean-Baptiste)*, chimiste, demeurant à Paris, rue Royale Saint-Antoine, n.° 11 bis, auquel il a été délivré, le 24 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un appareil distillatoire à vapeur, propre à extraire l'alcool des marcs de raisins et autres essences;

79.° Les sieurs *Lagier*, négociant, *Robiquet* et *Colin*, professeurs de chimie, demeurant à Paris, rue de l'Arbalète, n.° 13, auxquels il a été délivré, le 26 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour des procédés d'épuration de la garance;

80.° Les sieurs *Auger* et compagnie, demeurant à Paris, rue Saint-Nicolas Saint-Antoine, n.° 10, auxquels il a été délivré, le 26 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine propre à fabriquer des allumettes;

81.° Le sieur *Baudin* aîné, demeurant à Paris, rue d'Angivilliers, n.° 10, représenté par le sieur *Grossiard*, demeurant rue de Vaugirard, n.° 6, auquel il a été délivré, le 26 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un nouveau mode de transport conservateur du poisson;

82.° Le sieur *Anthoine* jeune, demeurant à Paris, rue Boucherat, n.° 24, au Marais, auquel il a été délivré, le 26 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour la construction de fourneaux au moyen du grès vulgairement appelé *pierre de Barbantane* ou *pierre à feu*;

83.° Le sieur *Daudé (François-Jean-Guillaume)*, demeurant à Paris, rue des Arcis, n.° 22, auquel il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des œillets métalliques destinés à remplacer sur les corsets, robes, &c. ceux qu'on fait à l'aiguille;

84.° Le sieur *Heilmann (Josué)*, fabricant de Mulhausen, représenté à Paris par le sieur *Hubert*, demeurant rue des

Jeûneurs, n.° 8, auquel il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une machine servant à filer le coton, qu'il appelle *lanterne bobineuse*;

85.° Les sieurs *Zuber* et compagnie, manufacturiers de papiers peints de Rixheim, représentés à Paris par le sieur *Hubert*, demeurant rue des Jeûneurs, n.° 8, auxquels il a été délivré, le 27 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'ils ont pris, le 10 novembre 1826, pour un moyen de substituer au mode actuel d'impression des papiers à la main celui d'impression au rouleau gravé en creux;

86.° Le sieur *Hermier (François-Benoît)*, serrurier, demeurant à Monteux, département de Vaucluse, auquel il a été délivré, le 28 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un instrument qui sert à battre la faux et à lui donner le tranchant;

87.° Le sieur *Vallat (François)*, fabricant de draps de Lodève, demeurant à Paris chez le sieur *Brouillet*, rue Lepeletier, n.° 12, auquel il a été délivré, le 28 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un bandage à pelote élastique;

88.° Les sieurs *Sapy* frères, horlogers mécaniciens, demeurant à Beaucourt, département du Haut-Rhin, auxquels il a été délivré, le 28 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour des moulins à dresser, couper, alonger et pointer le fil de fer destiné aux clous d'épingle et à fileter les vis à bois et à métaux;

89.° Les sieurs *Bernardet (Pierre)*, professeur de calligraphie, et *Daubanton* et compagnie, demeurant à Paris, rue Vivienne, place de la Bourse, auxquels il a été délivré, le 28 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour la fabrication du papier

avec des substances animales, papier qu'ils appellent *aporen-type*;

90.^o Les sieurs *Lechartier*, professeur de dessin et de mathématiques, et *Labove-Delille*, cultivateur, demeurant à Paris, rue Croix des Petits-Champs, n.^o 12, hôtel de l'Univers, auxquels il a été délivré, le 29 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine destinée à la séparation du grain d'avec la paille;

91.^o Le sieur *Cosson* (*Mathieu*), fabricant de billards, demeurant à Paris, rue de Bondy, n.^o 30, auquel il a été délivré, le 29 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 4 mai 1827, pour des blouses de billard à coulisses.

2. Les cessions des brevets ci-dessous rappelés, ayant été revêtues de toutes les formalités prescrites par l'article 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791, sont déclarées régulières et devront sortir leur plein et entier effet, savoir :

1.^o La cession faite, le 26 novembre dernier, au sieur *Poignard*, demeurant à Charly, département du Rhône, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont en partie cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Poignard* de n'exercer ces droits que dans la ville de Roanne et ses faubourg;

2.^o La cession faite, le 27 novembre dernier, au sieur *Fai-vret*, marchand tapissier, demeurant à Paris, rue Taithout, n.^o 4, par les sieurs *Vernet* et *Gauvin*, de partie de leurs droits au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'ils ont pris, le 1.^{er} décembre 1825, pour un moyen d'obtenir la vapeur motrice sans ébullition et sans danger, avec une grande réduction de volume, de

poids et de frais, ladite cession consentie dans le but de contracter avec le cessionnaire une société pour l'exploitation dudit brevet;

3.^o La cession faite, le 5 décembre dernier, au sieur *Lévéque*, chef des bureaux de la sous-préfecture à Remiremont, département des Vosges, par les sieurs *Lathailhède*, *Monédières* et *Nelson-Lasalle*, du droit d'exploiter dans ladite ville de Remiremont le brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six leçons, et par eux acquis du sieur *Moura*, qui en est cessionnaire partiel;

4.^o La cession faite, le 5 décembre dernier, au sieur *Paxion*, notaire à Gérardmer, département des Vosges, par les sieurs *Lathailhède*, *Monédières* et *Nelson-Lasalle*, du droit d'exploiter dans ladite ville de Gérardmer le brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, et par eux acquis du sieur *Moura*, qui en est cessionnaire partiel;

5.^o La cession faite, le 10 décembre dernier, au sieur *Henry*, marchand de vin à Corcieux, département des Vosges, par les sieurs *Lathailhède*, *Monédières* et *Nelson-Lasalle*, du droit d'exploiter dans ladite commune de Corcieux le brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, et par eux acquis du sieur *Moura*, qui en est cessionnaire partiel;

6.^o La cession faite, le 13 décembre dernier, au sieur *Grandclaude*, instituteur à Saulxures, département des Vosges, par les sieurs *Lathailhède*, *Monédières* et *Nelson-Lasalle*, du droit d'exploiter dans ladite commune de Saulxures le brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit

leçons, et par eux acquis du sieur *Moura*, qui en est cessionnaire partiel;

7.° La cession faite, le 17 décembre dernier, au sieur *Perney*, directeur de l'enseignement mutuel à Mirecourt, département des Vosges, par les sieurs *Lathailhède*, *Monédières* et *Nelson-Lasalle*, du droit d'exploiter dans les communes de Mirecourt et de Poussey le brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, et par eux acquis du sieur *Moura*, qui en est cessionnaire partiel;

8.° La cession faite, le 19 décembre dernier, au sieur *Valroff*, instituteur à Bussang, département des Vosges, par les sieurs *Lathailhède*, *Monédières* et *Nelson-Lasalle*, du droit d'exploiter dans ladite commune de Bussang le brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, et par eux acquis du sieur *Moura*, qui en est cessionnaire partiel;

9.° La cession faite, le 4 janvier dernier, au sieur *Langlois-Quignolot*, fabricant de bourses, demeurant à Paris, cour Saint-Martin, n.° 29, par le sieur *Simonet*, aussi fabricant de bourses, demeurant également à Paris, passage de l'Ancre, rue Saint-Martin, n.° 171, de ses droits au brevet d'invention de dix ans pris, le 18 septembre 1823, par le sieur *Faure*, dont il est cessionnaire, pour des mécaniques propres à fabriquer des bourses en soie, or et argent, mailles doubles, simples et à dessins;

10.° La cession faite, le 4 janvier dernier, au sieur *Bonnet de Coutz*, demeurant à Bordeaux, département de la Gironde, par le sieur *Berèche*, licencié en droit, demeurant à Paris, de ses droits au brevet d'importation, d'addition et de perfectionnement de quinze ans, qu'il a pris, le 27 octobre 1826, pour un nouveau système de bateaux et

navires à vapeur construits plus légèrement que par la méthode commune;

11.° La cession faite, le 10 janvier dernier, au sieur *Lagardère*, négociant, demeurant à Bordeaux, département de la Gironde, par le sieur *Collombet*, professeur de calligraphie, demeurant aussi à Bordeaux, du droit d'exploiter dans toute l'étendue de l'île de la Martinique le brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 22 juin précédent, pour des perfectionnements apportés à la nouvelle méthode américaine propre à réformer les écritures les plus defectueuses;

12.° La cession faite, le 11 janvier dernier, au sieur *Saint-Maurice-Cabany*, marchand papetier, demeurant à Paris, rue Sainte-Avoie, n.° 37, par les sieur et dame *Morin de Guérinière*, fabricans de cartonnage, demeurant aussi à Paris, rue Chapon, n.° 2, de leurs droits au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pris, le 30 mars 1822, par ledit sieur *Morin de Guérinière*, pour l'application, par des procédés de fixé et de collage, de bordures et ornemens en or et en argent et en autres métaux sur tous objets creux ou en relief en bronze, ébénisterie, ameublement, &c.;

13.° La cession faite, le 19 janvier dernier, au sieur *Boudier*, négociant, demeurant à Paris, rue des Prouvaires, n.° 5, par le sieur *Nuellens*, fabricant de matelas élastiques, demeurant à Paris, rue du Rocher, impasse d'Argenteuil, n.° 12, du droit d'exploiter dans le département d'Eure-et-Loir seulement le brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 20 juillet précédent, pour des matelas et meubles élastiques;

14.° La cession faite, le 26 janvier dernier, au sieur *Durassié*, demeurant à Gironde, département de la Gironde, par le sieur *Bonnet de Coutz*, de la moitié du brevet d'importation, d'addition et de perfectionnement de quinze ans pris, le 27 octobre 1826, par le sieur *Berèche*, dont il est cessionnaire, pour un nouveau système de bateaux et navires

à vapeur construits plus légèrement que par la méthode commune;

15.° La cession faite, le 28 janvier dernier, au sieur *Parissat*, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, n.° 5, par le sieur *Andrieux*, mécanicien, demeurant aussi à Paris, rue du Petit-Reposoir, n.° 6, de ses droits au brevet de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 8 septembre 1815, pour un métier circulaire propre à faire du tricot sans fin de toutes dimensions et qu'il appelle *tricoteur sans fin*, ainsi que des certificats de perfectionnement et d'addition à ce brevet, à la charge par le cessionnaire de n'en user que pour la fabrication de bonnets de coton, et seulement jusqu'à concurrence de vingt métiers;

16.° La cession faite, le 29 janvier dernier, au sieur *Lapeyre*, professeur de calligraphie à Agen, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par le sieur *Lapeyre* de n'exercer ces droits que dans l'étendue du département de l'Ain;

17.° La cession faite, le 1.° février dernier, au sieur *Simon*, demeurant à Charlieu, département de la Loire, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Simon* de n'exercer ces droits que dans les communes de Pouilly-sous-Charlieu, Charlieu et Chaudon, arrondissement de Roanne;

18.° La cession faite, le 1.° février dernier, au sieur *Rivaut*, instituteur à Pouilly-les-Nonnains, département de la Loire, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa*

jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Rivaut* de n'exercer ces droits que dans les communes de Pouilly-les-Nonnains, Saint-Léger, Saint-Martin, Saint-André d'Apchon, Renaison et Saint-Haon-le-Châtel, arrondissement de Roanne;

19.° La cession faite, le 6 février dernier, au sieur *Pelletreau* fils, négociant, demeurant faubourg Saint-Cybard à Angoulême, département de la Charente, par le sieur *Hirigoyen*, de la totalité de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 7 décembre 1820, pour des procédés de fabrication d'un papier et d'un carton de paille pure;

20.° La cession faite, le 6 février dernier, au sieur *Dineur*, demeurant à Paris, rue des Trois-Couronnes, n.° 30, faubourg du Temple, par le sieur *Vibert*, demeurant aussi à Paris, rue des Marais Saint-Martin, n.° 19, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 25 novembre 1824, pour des perfectionnements apportés au système de filature de lin et du chanvre inventé par le sieur *Girard*, et pour des mécaniques et moyens composant un nouveau système de filature;

21.° La cession faite, le 7 février dernier, au sieur *Edouard Kirwan*, demeurant à Paris, rue Neuve Saint-Roch, n.° 13, par le sieur *Levavasseur-Précour*, demeurant aussi à Paris, rue de Cléry, n.° 11, de ses droits au brevet d'importation de quinze ans qu'il a pris, le 17 mars 1826, pour un système de machines propres à filer la laine peignée;

22.° La cession faite, le 11 février dernier, au sieur *Bonnard-Pethoin* fils, demeurant commune de Sainte-Foy-lès-Lyon, département du Rhône, par le sieur *Claude Bonnard*, son père, chevalier de la Légion d'honneur,

demeurant audit lieu, de la totalité de ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 22 février 1823, pour deux mécaniques propres à filer la soie en la tirant du cocon, dont une sert à la filature perfectionnée en soie grège ordinaire, et l'autre à la filature et à l'apprêt de la soie en trame, par la même opération du tirage des cocons, ainsi que d'un certificat de perfectionnement et d'addition à ce brevet;

23.° La cession faite, le 11 février dernier, au sieur *Delambert*, demeurant à Bonneval, département d'Eure-et-Loir, par les sieurs *Demenou*, *Fabre*, *Pinet* et *Pontus*, de tous leurs droits au brevet de perfectionnement de quinze ans qu'ils ont pris, le 22 octobre 1818, pour des procédés de construction d'une nouvelle machine qu'ils appellent *tricoteur français*;

24.° La cession faite, le 12 février dernier, au sieur *Imbault*, demeurant à Paris, rue Montmartre, n.° 161, par le sieur *Delambert*, demeurant à Bonneval, faisant éléction de domicile à Paris, rue Cloître-Saint-Jacques-l'Hôpital, n.° 8, de ses droits au brevet de perfectionnement de quinze ans pris, le 22 octobre 1818, par les sieurs *Demenou*, *Fabre*, *Pinet* et *Pontus*, dont il est cessionnaire, pour des procédés de construction d'une nouvelle machine qu'ils appellent *tricoteur français*;

25.° La cession faite, le 13 février dernier, au sieur *Blanchon*, instituteur à Bourg, par le sieur *Lapeyre*, des droits qu'il avait acquis des sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par le sieur *Blanchon* de n'exercer ces droits que dans les communes du département de l'Ain autres que celles de Thoissey, Saint-Didier, Montmerle, Saint-Étienne, Mognencim, Châtillon-les-Dombes, arron-

dissement de Trévoux, et Saint-Laurent, arrondissement de Bourg;

26.° La cession faite, le 22 février dernier, au sieur *Gui Berton* jeune, demeurant à la Pacaudière, département de la Loire, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont ils sont cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Berton* de n'exercer ces droits que dans le canton de la Pacaudière;

27.° La cession faite, le 27 février dernier, au sieur *Charlier*, orfèvre, demeurant quai Saint-Antoine, n.° 16, à Lyon, département du Rhône, par le sieur *Maillet*, manufacturier, demeurant aussi à Lyon, même domicile, de la totalité d'un brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 22 juin précédent, pour un métal malléable et ductile qu'il appelle *Maillechort*;

28.° La cession faite, le 27 février dernier, au sieur *Lainné*, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n.° 101, par le sieur *Raymond*, mécanicien, demeurant aussi à Paris, rue de la Rochefoucauld, n.° 16, de tous ses droits, avec faculté de réméré jusqu'au 31 mars suivant, 1.° au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 août 1819, pour un bateau mécanique portant manège, qui imprime le mouvement de rotation à une roue à aubes, ainsi que des certificats de perfectionnement et d'addition à ce brevet; 2.° au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 19 mai 1825, pour des perfectionnements apportés aux machines à vapeur;

29.° La cession faite, le 28 février dernier, au sieur *Giroud*, fabricant de mousselines, demeurant à Amplepuis, département du Rhône, par les sieurs *Champmas* aîné et jeune, *Mustafa* jeune et *Labouisse* aîné et jeune, de leurs droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont

ils sont cessionnaires, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par le sieur *Giroud* de n'exercer ces droits que dans la commune d'Amplepuis et dans le canton de Saint-Symphorien de Lay, arrondissement de Roanne;

30.° La cession faite, le 7 mars dernier, au sieur *Maurice*, tapissier, demeurant à Nantes, rue Briord, n.° 9, par le sieur *Nuellsens*, fabricant de matelas élastiques, demeurant à Paris, rue du Rocher, impasse d'Argenteuil, n.° 12, du droit d'exploiter dans le département de la Loire-Inférieure seulement le brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 20 juillet précédent, pour des matelas et meubles élastiques;

31.° La cession faite, le 7 mars dernier, au sieur *Jauriguiberry*, instituteur à Urrugue, département des Basses-Pyrénées, par le sieur *Petitou-Flourens*, de ses droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont il est cessionnaire, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par ledit sieur *Jauriguiberry* de n'exercer ces droits que dans le canton de Saint-Jean de Luz;

32.° La cession faite, le 25 mars dernier, au sieur *Bellier*, médecin à Valence, département de la Drôme, par le sieur *Bernardet*, professeur de calligraphie, demeurant à Paris, rue Vivienne, place de la Bourse, de ses droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans qu'il a pris, le 29 septembre 1825, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par le sieur *Bellier* de n'exercer ces droits que dans les départemens du Finistère, du Morbihan, des Côtes-du-Nord, du Calvados, d'Eure-et-Loir et de l'Orne;

33.° La cession faite, le 26 mars dernier, aux sieurs *Lathailhède* fils aîné, professeur d'écriture, *Monédières*, artiste vétérinaire, demeurant tous deux à Saint-Nicolas de

la Grave, et *Nelson-Lasalle*, demeurant à Valence, département de Tarn-et-Garonne, par le sieur *Moura* jeune, professeur de calligraphie à Agen, de ses droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans pris, le 29 septembre 1825, par le sieur *Bernardet*, dont il est cessionnaire, pour une méthode propre à enseigner à écrire en six ou huit leçons, à la charge par les cessionnaires de n'exercer ces droits que dans le département des Vosges.

3. Il sera adressé à chacun des brevetés et cessionnaires ci-dessus dénommés une expédition de l'article qui le concerne.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département du commerce et des manufactures est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée dans le Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.° jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état du commerce
et des manufactures,

Signé S.^r-CRICQ.

N.° 8531. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.° Le sieur *Jacquot* dit *Constant* (*François*), né le 21 janvier 1797 à Mont-Lardier près de Chambéry en Savoie, demeurant à Paris,

2.° Le sieur *Mangeng* (*Aloyse*), maçon, né le 9 novembre 1799 à Bartoloméberg en Autriche, demeurant à Grandvillars, département du Haut-Rhin,

3.° Le sieur *Meyns* (*Philippe-Jacques*), né le 23 mars 1788 à Ostende, royaume des Pays-Bas, demeurant à Calais, département du Pas-de-Calais,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils, tant qu'ils continueront d'y résider. (*Paris, 25 Mai 1828.*)

N.º 8532. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire qui se tient le 25 mars dans la commune d'Ille, département des Pyrénées-Orientales, aura lieu à l'avenir le mardi de la semaine de la Passion. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.º 8533. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire qui se tient le quatrième lundi de décembre dans la commune d'Erstein, département du Bas-Rhin, aura lieu à l'avenir le deuxième lundi du même mois et durera deux jours. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.º 8534. — ORDONNANCE DU ROI portant que les foires qui se tiennent annuellement dans la ville de Nay, département des Basses-Pyrénées, le lendemain de la Quasimodo et le 4 octobre, auront lieu à l'avenir le troisième mardi après les Cendres et le dernier mardi d'août. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.º 8535. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le comité de bienfaisance de Chondernagor à accepter, sous la surveillance de l'autorité locale, le Legs de 1285 francs [500 roupies sicka] qui a été fait au profit des pauvres de cette ville par la dame veuve Sibend, suivant son testament notarié en date du 21 août 1812. (*Paris, 25 Mai 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 11 Juin 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
11 Juin 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 235.)

N.º 8536. — ORDONNANCE DU ROI relative à la
Composition des Conseils de révision pour le Recrutement
de l'Armée.

Au château de Saint-Cloud, le 5 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les articles 13, 14, 15, 17 et 18 de la loi du 10 mars
1818, relatifs à la composition et aux opérations du conseil
de révision ;

Vu l'ordonnance du 31 mars 1820 et celle rendue par
Nous le 14 novembre 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-
partement de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Dans les départemens où ne réside pas le
maréchal-de-camp commandant la subdivision, les fonctions
de membre militaire des conseils de révision pourront être
remplies par des colonels et officiers supérieurs titulaires du
cadre du corps royal d'état-major, ou des colonels et officiers
supérieurs détachés des régimens de toutes armes de notre
armée de terre.

2. Des colonels en non-activité ou en réforme pourront
aussi subsidiairement remplir les fonctions de membre des
conseils de révision dans ces mêmes départemens.

3. Les officiers nommés membres des conseils de révision
en vertu de la présente ordonnance recevront, selon leur
position, une indemnité pendant la durée des opérations
auxquelles ils seront appelés à prendre part, et l'indemnité

VIII.^e Série.

LI

de route et les frais de déplacement auxquels ils ont droit d'après les réglemens et instructions actuellement en vigueur.

4. Notre ordonnance du 14 novembre 1827 est abrogée.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 5.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé V.^{te} DE CAUX.

N.^o 8537. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise la ville de Bordeaux à établir un Abattoir public.

Au château des Tuileries, le 14 Mai 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance royale du 29 octobre 1827;

Vu les délibérations du conseil municipal de Bordeaux des 20 janvier et 23 novembre 1826, relatives à l'établissement d'un abattoir public dans cette ville,

Le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 14 janvier 1815;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Notre bonne ville de Bordeaux, département de la Gironde, est autorisée à établir, sur les terrains du Fort-Louis, un abattoir public et commun, avec fonderie et triperie.

2. Aussitôt que les échaudoirs dudit établissement auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois, au plus

tard, après que le public en aura été averti par affiches, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs destinés au commerce, aura lieu exclusivement dans l'abattoir public, et toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires ou particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront libres de tenir des échaudoirs et des étaux hors de la ville, dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. Lorsque la fonderie et la triperie publiques qui doivent être annexées à l'abattoir, auront été mises en état de servir à l'usage auquel elles sont destinées, il ne sera plus délivré de permission pour ouvrir dans la ville de nouvelles fonderies ni de triperies particulières : néanmoins toutes celles qui existaient antérieurement au décret du 15 octobre 1810, ou qui ont été régulièrement autorisées depuis cette époque, pourront continuer à exercer concurremment avec la fonderie et la triperie publiques.

5. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité : tous ceux qui voudront s'établir à Bordeaux seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

6. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, pourvu que ce soit dans des étaux convenablement appropriés à cet usage et conformes aux réglemens de police.

7. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et marchés publics désignés par le maire et aux

jours fixés par lui, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

8. Les droits à payer par les bouchers, charcutiers, fondeurs et tripiers, pour l'occupation des places dans l'abattoir, la fonderie et la triperie de Bordeaux, seront réglés par un tarif proposé et arrêté dans la forme ordinaire.

9. Le maire de notre bonne ville de Bordeaux pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour la police de ces établissemens, ainsi que du commerce de la boucherie et charcuterie; mais lesdits réglemens ne deviendront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet du département.

10. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 14 Mai de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8538. — *ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive des Communautés de filles de l'Éducation chrétienne établies à Argentan et à Gacé, département de l'Orne.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.° Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu les déclarations des filles de l'Éducation chrétienne composant les deux établissemens formés à Argentan et à Gacé, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts de leur maison mère à Échauffour, enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 2 mars 1828;

Vu les délibérations des conseils municipaux de ces deux communes des 6 mai et 28 mars 1828, tendant à ce que ces établissemens soient autorisés;

Vu le consentement de l'évêque de Séez, du 17 mai 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les communautés de filles de l'Éducation chrétienne établies l'une à Argentan et l'autre à Gacé, département de l'Orne, gouvernées par des supérieures locales dépendantes de la supérieure générale, dont la résidence est à Échauffour, dans la maison chef-lieu de la congrégation, sont définitivement autorisées.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 1.° jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. EV. DE BEAUVAIS.

N.° 8539. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois de plusieurs Communes et d'un Hospice et dans quatre Forêts royales.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.° Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.° août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir :

- 1.^o Ornel (Meuse), de la coupe, pendant une révolution de vingt-cinq ans, à partir de l'ordinaire 1829, des arbres dépérissans qui existent dans ses bois ;
- 2.^o Heiligenberg (Bas-Rhin), de la coupe de cent trente-deux baliveaux anciens à prendre dans ses bois ;
- 3.^o Puits des Maisies (Haute-Marne), de la coupe des arbres et du taillis dont l'abattage devra avoir lieu pour l'élargissement d'un chemin traversant la réserve et plusieurs coupes ordinaires de ses bois ;
- 4.^o Pontarlier (Doubs), de la coupe de trois cents sapins à prendre dans ses bois ;
- 5.^o Châteauneuf (Côte-d'Or), de la coupe d'environ six hectares de sa réserve ;
- 6.^o Santigny (Yonne), de la coupe d'environ dix hectares de sa réserve ;
- 7.^o Conzieux (Ain), de la coupe, en trois années successives, de dix-huit hectares trente-huit ares formant la réserve des bois royaux de Conzieux, dans lesquels la commune de ce nom est usagère ;
- 8.^o Piblange (Moselle), de la coupe de trois arbres qui se trouvent dans les fossés de clôture de ses bois ;
- 9.^o Hachan (Hautes-Pyrénées), de la coupe de quatre-vingt-sept ares dix centiares de ses bois ;
- 10.^o Uhlwiller (Bas-Rhin), de la coupe de deux cent quatre-vingts arbres dépérissans dans ses bois ;
- 11.^o Ecclès (Nord), de la coupe de cinq hectares cinquante ares dans ses bois ;
- 12.^o Leschères (Jura), de la coupe, en deux années successives, de dix hectares de taillis et futaie de sa réserve, et de six cents pieds de sapin à prendre en jardinant sur le surplus de ladite réserve ;

13.^o Haute-Ile (Seine-et-Oise), de la coupe de trois hectares quatre-vingt-douze ares quatre-vingt-cinq centiares de ses bois ;

14.^o Granvillers (Moselle), de la coupe d'environ treize hectares de sa réserve ;

15.^o Fléville (Meurthe), de la coupe de huit arbres dépérissans sur la lisière de sa réserve ;

16.^o Cinquétral (Jura), de la coupe de treize hectares douze ares composant la réserve de ses bois ;

17.^o Coulmier-le-Sec (Côte-d'Or), de la coupe de trente-trois hectares environ formant la partie la plus dépérissante de sa réserve ;

18.^o Cirey (Côte-d'Or), de la coupe d'environ quinze hectares de sa réserve.

2. La commission administrative de l'hospice de Bourbon-Lancy est autorisée à procéder à la vente d'un hectare cinquante ares de bois situés sur le territoire de la commune des Chalmoux, au lieu dit *bois de Cousous*.

3. Les agens forestiers sont autorisés à procéder à la vente,

1.^o Des bois blancs et arbres dépérissans sur cent hectares de la forêt royale de Tronçais, triage de Meslier, Allier, pour être exploités en deux années successives ;

2.^o Des bois blancs et arbres dépérissans sur les coupes n.^{os} 98 et 99 de l'aménagement de la forêt royale du Gâvre (Loire-Inférieure) ;

3.^o Des bois blancs existant sur la coupe n.^o 94 de l'aménagement de la forêt royale de Vilcartier (Ille-et-Vilaine) ;

4.^o Des bois existant sur la coupe n.^o 104 de l'aménagement de la forêt royale de Fougères (Ille-et-Vilaine), avec la condition d'extraire toutes les souches des arbres anciens et modernes dont elle est peuplée.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances et celui de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

(544)

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé ROY.

N.^o 8540. — *LETTRES PATENTES* portant érection d'un Majorat.

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, *Par le Roi*, le garde des sceaux, pair de France, signé C.^{te} PORTALIS, scellées en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau et de la commission du sceau, le 10 juin 1828,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur *Maxime-Pierre-Luc du Bouëx de Guichen*, chef d'escadron au régiment des lanciers de la garde royale, officier de la Légion d'honneur, &c., une inscription de dix mille francs de rente trois pour cent à lui appartenant sur le grand-livre, y numérotée 16210, série 3, immobilisée sous le n.^o 1.^{er} à l'effet de ce majorat, auquel a été attaché le titre de *Comte*.

Pour Extrait conforme aux Registres et Pièces :
Le Secrétaire général du Sceau de France,
Signé CUVILLIER.

N.^o 8541. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Meynard (Louis-Charles-Marie-Justinien)*, né le 4 février 1779 à Chartres, département d'Eure-et-Loir, inspecteur de l'imprimerie et de la librairie, demeurant à Paris, à ajouter à son nom celui de *de Franc*, qui appartient à la famille de sa femme, et à s'appeler *Meynard de Franc*; à la charge par l'impétrant, à l'expiration du délai fixé par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803, de se pourvoir, s'il y a lieu, devant le tribunal de première instance compétent, pour faire faire les changemens convenables sur les registres de l'état civil du lieu de sa naissance. (*Saint-Cloud, 5 Juin 1828.*)

N.^o 8542. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur *Minelli (Jean-Marie-André)*, né le 2 décembre 1770 à Armico, royaume Lombardo-vénitien, chevalier de l'ordre

B. n.^o 235. (545)

royal de la Légion d'honneur, sergent au premier régiment du génie, en retraite, demeurant à Arras, département du Pas-de-Calais,

2.^o Le sieur *Trappier (Marie-Alexandre)*, né le 8 mars 1798 dans la commune des Ouches en Savoie, et demeurant à Paris,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Saint-Cloud, 5 Juin 1828.*)

N.^o 8543. — ORDONNANCE DU ROI portant que les foires qui se tiennent annuellement dans la commune de *Brazey-en-Plaine*, département de la Côte-d'Or, les 12 mars et 3 octobre, auront lieu à l'avenir les 12 avril et 7 septembre. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.^o 8544. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera établi dans la commune de *Puligny*, département de la Côte-d'Or, une foire spécialement destinée à la vente des tonneaux; elle s'y tiendra le 24 août de chaque année et durera un jour. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.^o 8545. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera établi dans la commune de *Murat-le-Quaire*, département du Puy-de-Dôme, deux nouvelles foires, qui se tiendront les 24 juin et 22 octobre de chaque année et dureront un jour. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.^o 8546. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera établi dans la commune de *Cagnes*, département du Var, une foire, qui se tiendra le 25 août de chaque année et durera un jour. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.^o 8547. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera établi dans la commune de *Pérignac*, département de la Charente-Inférieure, trois nouvelles foires, qui se tiendront le deuxième mardi des mois d'avril, juin et août de chaque année, et dureront un jour. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.^o 8548. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera établi dans la commune de *Montrichard*, département de Loir-et-Cher, une nouvelle foire, qui se tiendra le 18 août de chaque année et durera un jour. (*Paris, 23 Mars 1828.*)

N.º 8549. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait en faveur des détenus des prisons de Montpellier (Hérault) par la dame veuve du sieur Lardat. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8550. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune d'Affoux (Rhône) par le sieur Vermare, de ses biens meubles et immeubles évalués à la somme de 3500 francs. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8551. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2000 francs léguée à la commune de Châteauvieux (Doubs) par le sieur Bel. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8552. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain de 450 mètres carrés, faite à la commune de Gramazie par le sieur d'Auberfon. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8553. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances, estimée 1250 francs, léguée à la commune de la Mothe (Landes) par le sieur Brunet. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8554. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain contenant 3 ares 40 centiares, offert en donation à la commune de Brie-sur-Marne (Seine) par le sieur Louis. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8555. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de Beuzeville (Eure) par le sieur Deshommes de Martinville, de deux fontaines et d'une pièce de pré; le tout estimé 800 francs. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8556. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 500 francs faite aux pauvres d'Estival (Corrèze) par le sieur Soleilhet. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8557. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Sainte-Foy de Longus (Dordogne) par la dame Fagette, d'une somme de 100 francs et d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8558. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2000 francs léguée aux pauvres de Rougemontier (Eure) par le sieur Colonge. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8559. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 5000 francs fait aux pauvres de Saint-Hippolyte (Gard) par la demoiselle de Bousquet. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8560. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de la Gardelle, 1.º par la dame veuve Lanes, d'une somme de 600 francs; et 2.º par le sieur Lanes, son fils, d'une somme de 450 francs, à la charge d'être dispensé de payer la moitié du legs fait par sa mère. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8561. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de Carbonne (Haute-Garonne) par le sieur Laveran. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8562. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs faite aux pauvres de Bazège (Haute-Garonne) par le sieur Léger Moly de Saint-Laurent. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8563. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 3000 francs léguée à l'hospice de Lectoure (Gers) par le sieur Lafond de la Rivière. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8564. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 43,000 fr. environ (les legs particuliers compris), fait à l'hôpital général de Montpellier (Hérault) par la dame veuve du sieur Lardat. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8565. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux sommes, l'une de 1200 francs et l'autre de 3000 francs, faite au bureau de bienfaisance de Fougères (Ille-et-Vilaine) par la dame veuve du sieur Leboucher. (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8566. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs

faite aux pauvres de *Fontans* (Lozère) par la demoiselle *Fargeon*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8567. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saint-Florent* (Maine-et-Loire) par la demoiselle *Richard Longerie*, 1.° de trois jardins avec les maisons qui en dépendent, évalués à 3400 francs; 2.° de 39 ares 60 centiares de terre labourable, estimés 600 francs; 3.° enfin d'une rente annuelle et perpétuelle de 35 hectolitres 2 décalitres de blé-seigle, estimée en capital 11,880 francs. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8568. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 20,000 francs fait à l'hospice de *Clermont* (Oise) par le sieur *Delamarre*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8569. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 3000 livres léguée aux pauvres de *Saint-Jean de Luz* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Donat*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8570. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *la Tour* (Pyrénées-Orientales) par le sieur *Coronnat*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8571. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1000 francs légués à l'hospice de *Prades* (Pyrénées-Orientales) par le sieur *Tastu*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8572. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de la paroisse *Saint-François de Lyon* (Rhône) par le sieur *Boulard de Gatellier*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8573. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée aux pauvres de la paroisse *Saint-François de Lyon* (Rhône) par la dame veuve du sieur *de Mayol de Lupé*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8574. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Ray* (Haute-Saône) par la demoiselle *Boudrot*, de tous ses biens évalués à 5670 francs. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8575. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 16,000 francs environ, fait aux hospices de *Mâcon* (Saône-et-Loire) par la demoiselle *Chesnard-Devesvres*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8576. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison meublée avec dépendances, et d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs, données aux pauvres de *Pontlieue* (Sarthe) par les sieur et dame *Bérard de Bonnière*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8577. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saint-Valery* (Somme) par le sieur *Moitrelle*, 1.° d'un terrain évalué à 500 francs, 2.° d'une somme de 1600 francs portant intérêt à 5 pour 0/0, 3.° enfin d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8578. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice du *Saint-Esprit de Toulon* (Var) par le sieur *d'Aiglun Saint-Vincent*. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8579. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *la Cadière* (Var) par le sieur *Vian*, d'une somme de 200 francs à perpétuité. (*Paris*, 13 Avril 1828.)

N.° 8580. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Noidant-le-Châtenoy* (Haute-Marne) par la dame *Laborderie*, de la moitié d'une maison avec dépendances évaluée à 600 francs. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.° 8581. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 577 francs 74 centimes fait aux communes du *Fort-du-Plasne* et du *Lac des Rouges-Truites* (Jura) par le sieur *Jeunet*. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.° 8582. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Laurent de Cuves* (Manche), par la demoiselle *Bazin*, de plusieurs portions de terrains et d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.º 8583. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Curis* (Rhône) par les sieurs *Garnier*, d'une portion de terrain contenant 1 are 60 centiares. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.º 8584. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation offerte à la commune de *Chaumuzy* (Marne) par le sieur *Midon*, d'un arbre et du terrain nécessaire pour planter une croix. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.º 8585. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain de 166 mètres carrés faite à la commune de *Saint-Paul-la-Coste* (Gard) par le sieur *Laporte*. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.º 8586. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'*Ainvelle* (Vosges) par le sieur *Vorse de Reuilly*, d'une maison avec dépendances estimée 2040 francs, et de 400 francs de rente perpétuelle, pour servir à l'établissement d'une école de jeunes filles. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.º 8587. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait au consistoire de l'église protestante réformée de *Paris* (Seine) par le sieur *Mallet*. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.º 8588. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Bertin*, 1.º d'une somme de 1000 fr. à l'église protestante de *Rouen* (Seine-Inférieure), et 2.º d'une pareille somme de 1000 francs aux pauvres de ladite église. (*Paris*, 16 Avril 1828.)

N.º 8589. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Pillon*, 1.º à la commune d'*Agnetz* (Oise), du presbytère avec ses dépendances, évalué à 4200 fr., à la charge de payer à la fabrique une somme de 2600 francs; 2.º à ladite fabrique, de cette somme de 2600 francs, d'une autre de 1600 francs à payer en vingt ans, et de divers objets servant à l'exercice du culte, estimés 197 francs; 3.º enfin au desservant de l'église de *Saint-Quentin des Prés*, même département, de tous les biens immeubles du sieur *Pillon* situés dans cette commune, à condition de payer en cinq ans à la fabrique

une somme de 400 francs, que cette dernière est également autorisée à accepter. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8590. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Soissons* (Aisné) par la dame veuve du sieur *Waubert*. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8591. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs léguée à l'hospice de *Mézières* (Ardennes) par le sieur *Delvincourt*. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8592. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1500 francs léguée aux pauvres honteux de *Rodès* (Aveyron) par le sieur *Lenormant-Doyssène*. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8593. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 3000 francs léguée aux pauvres de *Bonnebosq* (Calvados) par le sieur *Colonge*. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8594. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hôpital de *Dijon* (Côte-d'Or) par la dame *Millard de la Croste*. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8595. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres d'*Érôme* (Drôme) par la dame veuve du sieur *Rousset*, de 24 doubles décalitres de blé-froment à distribuer pendant six ans. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8596. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 4000 francs léguée à l'hospice de *Lectoure* (Gers) par la dame veuve du sieur *Tortonde*. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8597. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 330 francs environ, fait à l'hospice de *Lectoure* (Gers) par la demoiselle *Moulis*. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8598. — ORDONNANCE DU ROI qui approuve les changemens et agrandissemens que la société des mines de *Bouxwiller* (Bas-Rhin) a faits à l'usine destinée à la fabrication du sulfate

de fer et de l'alun, qu'elle a établie au pied du mont Bastberg.
(Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8599. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Chandon à établir un *haut-fourneau* pour fondre le minerai de fer, commune de Changy, département de Saone-et-Loire.
(Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8600. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Jeannot à établir quatre *lavoirs à bras* pour le lavage du minerai de fer sur la rivière de Vingeanne, commune de Percy-le-Grand (Haute-Saone). (Paris, 13 Avril 1828.)

N.º 8601. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Boigues à ajouter un second *haut-fourneau* propre à fondre le minerai de fer à la forge de Torteron, commune de Patinges, département du Cher. (Paris, 16 Avril 1828.)

N.º 8602. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Dollin du Fresnel à construire dans l'emplacement de l'ancienne forge de Maucourt, commune de Nouart (Ardennes), un *haut-fourneau* à fondre le minerai de fer. (Paris, 16 Avril 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 15 Juin 1828*,
COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
15 Juin 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 236.)

N.º 8603. — ORDONNANCE DU ROI contenant diverses
Mesures relatives aux Écoles secondaires ecclésiastiques et
autres Établissements d'instruction publique.

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le compte qui nous a été rendu,

1.º Que parmi les établissemens connus sous le nom
d'écoles secondaires ecclésiastiques il en existe huit qui se
sont écartés du but de leur institution, en recevant des
élèves dont le plus grand nombre ne se destine pas à l'état
ecclésiastique;

2.º Que ces huit établissemens sont dirigés par des per-
sonnes appartenant à une congrégation religieuse non léga-
lement établie en France;

Voulant pourvoir à l'exécution des lois du royaume,
De l'avis de notre Conseil,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.º A dater du 1.º octobre prochain, les établis-
semens connus sous le nom d'écoles secondaires ecclé-
siastiques, dirigés par des personnes appartenant à une congré-
gation religieuse non autorisée, et actuellement existant à
Aix, Billom, Bordeaux, Dôle, Forcalquier, Montmorillon,
Saint-Acheul et Sainte-Anne d'Auray, seront soumis au ré-
gime de l'université.

2. A dater de la même époque, nul ne pourra être ou
VIII.º Série.

M m

demeurer chargé soit de la direction, soit de l'enseignement, dans une des maisons d'éducation dépendantes de l'université, ou dans une des écoles secondaires ecclésiastiques, s'il n'a affirmé par écrit qu'il n'appartient à aucune congrégation religieuse non légalement établie en France.

3. Nos ministres secrétaires d'état sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16 Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Garde des sceaux, Ministre
Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8604. — *ORDONNANCE DU ROI relative
aux Écoles secondaires ecclésiastiques.*

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques;

Notre Conseil des ministres entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le nombre des élèves des écoles secondaires ecclésiastiques instituées par l'ordonnance du 5 octobre 1814 sera limité dans chaque diocèse, conformément au tableau que, dans le délai de trois mois à dater de ce jour, notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques soumettra à notre approbation.

Ce tableau sera inséré au Bulletin des lois, ainsi que les changemens qui pourraient être ultérieurement réclamés, et que nous nous réservons d'approuver, s'il devenait nécessaire de modifier la première répartition.

Toutefois le nombre des élèves placés dans les écoles secondaires ecclésiastiques ne pourra excéder vingt mille.

2. Le nombre de ces écoles et la désignation des communes où elles seront établies seront déterminés par nous d'après la demande des archevêques et évêques, et sur la proposition de notre ministre des affaires ecclésiastiques.

3. Aucun externe ne pourra être reçu dans lesdites écoles. Sont considérés comme externes les élèves n'étant pas logés et nourris dans l'établissement même.

4. Après l'âge de quatorze ans, tous les élèves admis depuis deux ans dans lesdites écoles seront tenus de porter un habit ecclésiastique.

5. Les élèves qui se présenteront pour obtenir le grade de bachelier ès lettres ne pourront, avant leur entrée dans les ordres sacrés, recevoir qu'un diplôme spécial, lequel n'aura d'effet que pour parvenir aux grades en théologie; mais il sera susceptible d'être échangé contre un diplôme ordinaire de bachelier ès lettres après que les élèves seront engagés dans les ordres sacrés.

6. Les supérieurs ou directeurs des écoles secondaires ecclésiastiques seront nommés par les archevêques et évêques, et agréés par nous.

Les archevêques et évêques adresseront, avant le 1.^{er} octobre prochain, les noms des supérieurs ou directeurs actuellement en exercice à notre ministre des affaires ecclésiastiques, à l'effet d'obtenir notre agrément.

7. Il est créé dans les écoles secondaires ecclésiastiques huit mille demi-bourses à cent cinquante francs chacune.

La répartition de ces huit mille demi-bourses entre les diocèses sera réglée par nous sur la proposition de notre ministre des affaires ecclésiastiques. Nous déterminerons ultérieurement le mode de présentation et de nomination à ces bourses.

8. Les écoles secondaires ecclésiastiques dans lesquelles les dispositions de la présente ordonnance et de notre ordonnance en date de ce jour ne seraient pas exécutées,

cesseront d'être considérées comme telles, et rentreront sous le régime de l'université.

9. Nos ministres secrétaires d'état sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16 Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : *Le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. EV. DE BEAUVAIS.

N.° 8605. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. Alexandre de Laborde Membre de la Commission supérieure de l'établissement des Invalides de la Marine.*

Au château des Tuileries, le 8 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu notre ordonnance du 2 octobre 1825 portant création d'une commission de cinq membres et d'un secrétaire sous le titre de *commission supérieure de l'établissement des invalides de la marine* ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *Alexandre de Laborde*, député du département de la Seine, est nommé membre de la commission supérieure de l'établissement des invalides de la marine, en remplacement du sieur vicomte de *Martignac*, appelé au ministère de l'intérieur.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 8.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

Signé B.^{on} HYDE DE NEUVILLE.

N.° 8606. — *ORDONNANCE DU ROI qui approuve l'Adjudication de la construction d'un Pont suspendu sur le Rhône à Vienne, département de l'Isère.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu le cahier des charges pour la construction d'un pont suspendu sur le Rhône à Vienne ;

Vu le procès-verbal du 8 avril dernier, constatant les opérations faites à la préfecture du département de l'Isère pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur le Rhône à Vienne (Isère), faite et passée le 8 avril 1828 par le préfet de ce département aux sieurs *Mignot frères et compagnie*, moyennant la concession des droits à percevoir sur ce pont pendant quarante-huit années, est approuvée.

En conséquence, les clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et bâtimens nécessaires pour raccorder le pont avec les communications existantes; elle se conformera, s'il y a lieu, à

ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment à celles du titre II de ladite loi.

3. Le cahier des charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication, resteront annexés à la présente ordonnance.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé DE MARTIGNAC.

TARIF des Droits à percevoir sur le Pont de Vienne.

Pour le passage

d'une personne.....	0 ^f 05 ^c
d'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.....	0. 12.
d'un cheval ou mulet chargé.....	0. 08.
d'un cheval ou mulet non chargé.....	0. 06.
d'un âne non chargé, ou d'une ânesse non chargée.....	0. 04.

Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne, employés au labour ou allant au pâturage..... 0. 04.

Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente..... 0. 08.

Par veau ou porc..... 0. 03.

Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, par chaque paire d'oies ou de dindons..... 0. 02.

Pour les mêmes au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

Pour les moutons, brebis, boucs, chèvres, allant au pâturage, la moitié du droit.

Par les conducteurs de chevaux, mulets, ânes, bœufs, &c. 0. 04.

Pour le passage

d'une voiture suspendue à deux roues, celui d'un cheval ou mulet, pour une litière à deux roues, y compris le conducteur.....	0. 30.
d'une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, et le conducteur.....	0. 55.

d'une voiture suspendue à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, et le conducteur..... 0^f 45^c

Les voyageurs paieront également ou séparément par tête le droit dû pour une personne à pied.

Pour le passage

d'une charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet, de deux bœufs ou de deux vaches, y compris le conducteur...	0. 35.
de la même, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur.....	0. 60.
de la même, attelée de trois chevaux ou mulets, y compris le conducteur.....	0. 80.
d'une charrette vide attelée d'un cheval ou mulet, de deux bœufs ou vaches, y compris le conducteur.....	0. 25.

Pour le passage

d'une charrette chargée, employée au transport des engrais, des récoltes, des semailles et des échalas, y compris le cheval, le mulet, les deux bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 20.
de la même à vide.....	0. 15.
d'une charrette chargée, attelée d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur.....	0. 25.
de la même à vide.....	0. 10.
d'une charrette employée au transport des engrais, des récoltes, des semailles, des échalas, attelée d'un âne ou d'une ânesse et chargée.....	0. 15.
de la même à vide.....	0. 10.
d'un chariot de ferme à quatre roues, y compris les deux bœufs, chevaux ou mulets, et chargé.....	0. 60.
du même non chargé.....	0. 25.

Pour un chariot chargé, de roulage, à quatre roues, attelé d'un cheval, et le conducteur..... 0. 60.
attelé de deux chevaux, et le conducteur..... 0. 90.
attelé de trois chevaux, et le conducteur..... 1. 35.

Pour un chariot vide, de roulage, attelé d'un cheval ou mulet, et le conducteur..... 0. 30.

Il sera payé par chaque cheval ou mulet excédant le nombre indiqué pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet chargé.

Par âne ou ânesse, le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.

Par bœuf ou vache, comme pour les bœufs ou vaches employés au labour.

Sont exempts du péage le préfet et le sous-préfet en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les malles faisant le service des postes de l'État, et les courriers du Gouvernement.

Paris, le 9 janvier 1828. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines, signé Becquey.*

Approuvé. Paris, le 9 janvier 1828.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

VU pour être annexé à l'Ordonnance royale de ce jour, enregistrée sous le n.º 2822.

Paris, le 1.ºr juin 1828.

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE MARTIGNAC.

N.º 8607. — ORDONNANCE DU ROI portant autorisation définitive de la Congrégation des Sœurs de la Charité établie à Strasbourg, département du Bas-Rhin.

Au château des Tuileries, le 8 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 24 mai 1825;

Vu les statuts de la congrégation religieuse ci-après dénommée, vérifiés et enregistrés au Conseil d'état, conformément à notre ordonnance royale du 4 mai dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.ºr La congrégation des sœurs de la charité établie à Strasbourg, département du Bas-Rhin, gouvernée par une supérieure générale, est définitivement autorisée, à la charge de se conformer à ses statuts ci-annexés.

2. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, sur la demande qui en sera présentée dans la forme voulue par l'article 3 de la loi du 24 mai 1825, les maisons particulières qui dépendent de cette congrégation.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 8.º jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: *le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,*

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.º 8608. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice de Langon (Gironde) par le sieur Ducasse. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.º 8609. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Loigné (Mayenne) par le sieur Bossuet, du tiers d'une closerie évaluée à 2500 francs. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.º 8610. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de Prades (Pyrénées-Orientales) par le sieur Escape, de différentes rentes constituées donnant un revenu de 100 francs. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.º 8611. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices de Lyon (Rhône) par le sieur Mathonnet, d'une somme de 2000 francs, et par la dame Perroud, son épouse, d'une somme de 600 francs. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.º 8612. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée au bureau de bienfaisance de Boulogne (Seine) par la dame veuve du sieur Prévost. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8613. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait aux pauvres de Cordes (Tarn) par le sieur Dales-Latour. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8614. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à l'hospice de Vallauris (Var) par le sieur Pugnair, (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8615. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de Beznost (Ain) par la marquise de la Tour-Maubourg, 1.° d'une maison et jardin estimés ensemble 4500 francs, 2.° d'une maison et jardin estimés ensemble 2300 francs, 3.° d'une rente annuelle et perpétuelle de 1800 francs, 4.° enfin d'une rente annuelle et perpétuelle de 900 francs, à la condition, entre autres, d'être déchargée des obligations imposées par le testament du baron de Margnolas. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8616. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Mouzon (Ardennes) par le sieur Toussaint, d'une pièce de terre évaluée à 3000 francs, pour en jouir après son décès. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8617. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de Saint-Martin des Besaces (Calvados) par le sieur Guillonet, d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8618. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Salins (Jura) par le sieur Barrey, d'une pièce de terre évaluée à 900 francs. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8619. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices d'Angers (Maine-et-Loire) par le sieur Dandin, d'une somme de 800 francs. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8620. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite aux hospices d'Angers (Maine-et-Loire) par le sieur Potrais-Vernan, d'une somme de 1200 francs et de divers effets mobiliers. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8621. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de plusieurs pièces de terre évaluées ensemble à 402 francs, faite à l'hospice de Rosières (Meurthe) par la demoiselle Dreuot. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8622. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite à l'hospice de Thionville (Moselle) par le sieur Putz. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8623. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres d'Aussevielle (Basses-Pyrénées) par le sieur Laugar, d'une rente annuelle et perpétuelle de 22 francs 75 centimes. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8624. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de Saint-Genis-Laval (Rhône) par la dame veuve du sieur Labrosse, d'une maison avec dépendances et de ses effets mobiliers; le tout estimé 1000 francs environ. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8625. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la commune de Saint-George du Rosay (Sarthe), 1.° par la dame d'Albert de Luynes, veuve du duc de Montmorency, d'une rente de 400 francs sur l'Etat; et 2.° par le sieur Michel, d'une somme de 1200 francs. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8626. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs faite aux pauvres de Rabastens (Tarn) par la demoiselle Imbert. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8627. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Rabastens (Tarn) par le sieur de Rolland, d'une rente de 28 francs sur l'Etat. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.° 8628. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de la Seyne (Var) par le sieur Segond, d'une rente de 60 francs sur l'Etat. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.º 8629. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'Épinal (Vosges) par le sieur *Faivre*, d'une pièce de pré donnant un revenu de 90 francs. (*Paris*, 25 Avril 1828.)

N.º 8630. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le préfet de l'Yonne à accepter le Legs de 4000 francs fait par le sieur *Crochet*, ancien conseiller de préfecture, pour la fondation d'un prix qui sera tous les trois ans décerné à l'auteur du meilleur mémoire sur l'une des vertus morales. (*Paris*, 27 Avril 1828.)

N.º 8631. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Pure* (Ardennes) par la dame veuve *Laporte*, de cinq parties de pré estimées 8425 fr. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8632. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Saint-Privat de Champclos* (Gard) par le sieur *Bonhomme*, d'une somme de 4011 francs, d'une rente annuelle et perpétuelle de 250 francs, et d'un jardin évalué à 100 francs. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8633. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Saint-Julien-Dance* (Haute-Loire) par la demoiselle *Philippon*, d'une maison avec dépendances estimée 2000 francs. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8634. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Rembercourt-aux-Pots* (Meuse) par le sieur *Laurent*, d'une maison avec dépendances évaluée à 9725 francs. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8635. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux communes de *Chanay* et de *l'Hôpital* (Ain) par le sieur *Lèvre*, 1.º d'une maison avec dépendances évaluée à un revenu de 100 francs, 2.º d'un mobilier estimé 800 francs, et 3.º d'une rente annuelle de 400 francs. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8636. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Gumery* (Aube) par le sieur *Bignon*, d'une maison avec dépendances estimée 2000 fr. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8637. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Villefranche* par le sieur *Boué*, d'un appartement joignant l'église du collège, évalué à 550 fr. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8638. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Méharicourt* (Somme) par le sieur *Vieille*, d'un terrain estimé 159 francs. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8639. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune du *Mesnil-Tôve* (Manche) par la dame veuve *Grezel*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 28 frants 65 centimes. (*Paris*, 30 Avril 1828.)

N.º 8640. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Marcols* (Ardèche) par le sieur *Lafont*, d'une somme de 1200 francs et d'une pension de 40 fr. (*Paris*, 7 Mai 1828.)

N.º 8641. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Montreuil* (Aube) par la dame *Guillot*. (*Paris*, 7 Mai 1828.)

N.º 8642. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs fait à l'hospice de *Fanjoux* (Aude) par le sieur *de Calages*. (*Paris*, 7 Mai 1828.)

N.º 8643. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison évaluée à 994 francs, fait aux pauvres d'*Argeliers* (Aude) par la dame veuve du sieur *Blanc*. (*Paris*, 7 Mai 1828.)

N.º 8644. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres de *Sainte-Genève* (Aveyron) par le sieur *Alidières*. (*Paris*, 7 Mai 1828.)

N.º 8645. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs fait aux pauvres d'*Erpinassole* (Aveyron) par le sieur *Mailhebian*. (*Paris*, 7 Mai 1828.)

N.° 8646. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 16,000 francs, fait au bureau de bienfaisance d'Aix (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve du sieur Siméonis. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8647. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres d'Aix (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve du sieur Boisson de Lasalle. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8648. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de Lamballe (Côtes-du-Nord) par la dame veuve du sieur Morin de Portmartin. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8649. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait aux pauvres d'Eymet (Dordogne) par la dame veuve du sieur Fournet. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8650. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait au bureau de bienfaisance des Fourgs (Doubs) par le sieur Rouget. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8651. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de Chatuzange (Drôme) par le sieur Dernas, de 169 litres de blé pendant les dix ans qui suivront son décès. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8652. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à 4562 francs, produisant une rente (3 pour 100) de 127 francs, fait aux pauvres d'Agde (Hérault) par le sieur Cauvet. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8653. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 458 francs 33 centimes fait aux pauvres de Corpsnuds (Ille-et-Vilaine) par le sieur Coudray. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8654. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait aux pauvres de Villarbonnot (Aisne) par la demoiselle Sibuet. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8655. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à l'hospice de la charité de Saint-Etienne (Loire) par le sieur Desfours de Maisonforte. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8656. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait aux pauvres de Vezins (Maine-et-Loire) par le sieur Boisdron. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8657. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Ribécourt (Oise) par la dame Le Compasseur de Courtivron, d'une somme de 8000 francs en une rente sur l'État, et d'une partie de maison et jardin. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8658. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Basseux (Pas-de-Calais) par la dame veuve du sieur Liévin-Dhé, de tous ses biens immeubles évalués à 1600 francs. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8659. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de Saint-Eloi (Pas-de-Calais) par la dame veuve du sieur Leclercq, d'une somme de 200 francs et d'une pièce de terre estimée 1075 francs. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8660. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait aux pauvres de Chauriat (Puy-de-Dôme) par la dame Chapot. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8661. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs d'une maison évaluée à 8000 francs, fait à l'hospice de Bayonne (Basses-Pyrénées) par la dame veuve du sieur Lapayesa. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8662. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée à l'hospice d'Orthez (Basses-Pyrénées) par le sieur Dumont-Bessellère. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8663. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux pauvres de Saint-Laurent

de Chamousset (Rhône) par le sieur Vernay. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8664. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 4000 francs léguée à l'hospice de Cluny (Saône-et-Loire) par le sieur Ochier-Dumont. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8665. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Joué-en-Charnie (Sarthe) par le sieur Dugué, d'une somme de 300 francs, de 48 boisseaux de blé mouture, moitié orge et moitié seigle, et de ses chemises évaluées à 30 francs. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8666. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1500 francs léguée au bureau de bienfaisance du Mans (Sarthe) par le sieur Richer de Montauban. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8667. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs léguée aux pauvres de Vil-neuve-l'Archevêque (Yonne) par le sieur Prunay-Chambouzon. (Paris, 7 Mai 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 21 Juin 1828*,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

21 Juin 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 237.)

N.° 8668. — Loi relative à l'Emprunt de quatre millions
de rentes.

Au château de Saint-Cloud, le 19 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE
ET DE NAVARRE, à tous présents et à venir, SALUT!

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le ministre des finances est autorisé à faire inscrire au grand-livre de la dette publique, avec jouissance d'intérêts à compter du 22 mars 1828, et jusqu'à concurrence de quatre millions, la somme de rentes nécessaire pour produire un capital de quatre-vingts millions, au taux et aux conditions qui concilieront le mieux les intérêts du trésor avec la facilité de la négociation. Le produit de ces rentes sera appliqué aux dépenses extraordinaires qui seraient autorisées en 1828, dans les formes prescrites par l'article 152 de la loi du 25 mars 1817.

2. Il sera rendu compte à la session de 1829 de la réalisation et de l'emploi de tout ou de partie de ce crédit en rentes, dont il ne pourra être disposé que par des négociations publiques avec concurrence, dans les formes suivies pour l'aliénation des rentes effectuée par le traité du 9 août 1821.

VIII.^e Série.

N n

L'emploi de tout ou partie du crédit dont il s'agit fera l'objet d'un article distinct et spécial dans la loi qui réglera définitivement le budget de 1828.

3. La somme annuelle de quarante millions, fixée par la loi du 25 mars 1817 pour l'amortissement de la dette fondée, sera augmentée, à compter de la même époque du 22 mars 1828,

1.^o De huit cent mille francs;

2.^o De toute la portion que le résultat de la négociation rendrait disponible sur la création de quatre millions de rentes autorisée par la présente loi, sans toutefois que la somme à payer annuellement par le trésor pour le service des intérêts et de l'amortissement puisse s'élever au-delà de quatre millions huit cent mille francs.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera : car tel est notre plaisir; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le

19.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

VU et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au
département de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au
département des finances,

Signé ROY.

Signé C.^{te} PORTALIS.

N.^o 8669. — *ORDONNANCE DU ROI qui établit une Chambre de commerce à Calais et en détermine la circonscription.*

Au château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures;

Vu l'article 13 de la loi du 23 juillet 1820,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Il est établi une chambre de commerce à Calais (département du Pas-de-Calais).

2. La circonscription de la chambre de commerce de Calais est composée des cantons de Calais et de Guines dans l'arrondissement de Calais, et de l'arrondissement de Saint-Omer.

Distraction faite desdits cantons et arrondissement, tout le surplus composera la nouvelle circonscription de la chambre de commerce de Boulogne.

3. Notre ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 1.^{er} Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état du commerce et des manufactures,

Signé S.^r-CRICQ.

N.^o 8670. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Religieuses Ursulines de Jésus dites de Chavagnes, établie à Angoulême, département de la Charente.

Au château de Saint-Cloud, le 15 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des religieuses ursulines de Jésus dites de Chavagnes, établies à Angoulême, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre exactement les statuts de la maison chef-lieu de leur congrégation à Luçon (Vendée), enregistrés au Conseil d'état, conformément à l'ordonnance royale du 30 avril 1826 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Angoulême du 22 février 1828, qui reconnaît l'utilité de cet établissement dans cette ville ;

Vu le consentement de l'évêque d'Angoulême, du 2 juin 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des religieuses ursulines de Jésus dites de Chavagnes, établie à Angoulême, département de la Charente, gouvernée par une supérieure locale dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Luçon (Vendée) dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 15.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. EV. DE BEAUVAIS,

N.^o 8671. — *ORDONNANCE DU ROI* portant autorisation définitive de la Communauté des Filles de Marie établie à Arbois, département du Jura.

Au château de Saint-Cloud, le 15 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825 ;

Vu la déclaration des filles de Marie établies à Arbois, département du Jura, qu'elles adoptent et s'engagent à suivre les statuts de leur congrégation, dont la maison chef-lieu est à Agen, département de Lot-et-Garonne ; lesdits statuts enregistrés au Conseil d'état conformément à l'ordonnance royale du 2 mars 1828 ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Arbois du 7 avril 1828, tendant à ce que cet établissement soit autorisé ;

Vu le consentement de l'évêque de Saint-Claude, du 10 du même mois ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La communauté des filles de Marie établie à Arbois, département du Jura, gouvernée par une supérieure

locale dépendante de la supérieure générale, dont la résidence est à Agen, département de Lot-et-Garonne, dans la maison chef-lieu de la congrégation, est définitivement autorisée.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 15.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques,

Signé + F. J. H. ÉV. DE BEAUVAIS.

N.^o 8672. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Philippon frères, 1.^o à conserver et maintenir en activité deux *lavoirs à bras* pour le lavage du minerai de fer, commune de Bouhans (Haute-Saone); 2.^o à établir près desdits lavoirs un *lavoir à cheval* pour le même usage. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.^o 8673. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la demoiselle Arthaud à établir dans la commune de Broye-les-Loups (Haute-Saone) un *lavoir à cheval* et cinq *lavoirs à bras* pour le lavage du minerai de fer. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.^o 8674. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur de la Tour-du-Pin-Gouvernet de la Charce à conserver et tenir en activité le *patouillet à roue*, destiné au lavage du minerai de fer, qu'il possède dans la commune de Roche, département de la Haute-Saone. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.^o 8675. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Baudot à construire une *forge à fer* sur la rivière du Cul-de-cerf, commune de Mânois, département de la Haute-Marne. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.^o 8676. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des gîtes de minerais de fer connexes ou non connexes avec la houille

compris dans l'étendue de la concession houillère dite de *Terre-noire*, arrondissement de Saint-Étienne (Loire), à la compagnie anonyme des mines de fer, sous le nom de *concession des mines de fer de Terre-noire*. (Paris, 25 Avril 1828.)

N.^o 8677. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de houille de Lalle, situées sur une partie des territoires d'Anjac, Castillon et Portes, département du Gard, aux sieurs de Sarrazin et Dalverny. (Paris, 30 Avril 1828.)

N.^o 8678. — ORDONNANCE DU ROI portant concession aux héritiers du sieur Lignières des mines de houille de Mailhac, département de l'Aude. (Paris, 30 Avril 1828.)

N.^o 8679. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Dubost à transformer en une *usine à fer* les deux martinets qu'il possède dans la commune de Chenecey, département du Doubs. (Paris, 30 Avril 1828.)

N.^o 8680. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Ronflette frères à établir une *usine à fer* dans la commune de Nouzon, département des Ardennes. (Paris, 30 Avril 1828.)

N.^o 8681. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Rivals à construire une *usine à fer et à acier* dans la commune de Belvianes, département de l'Aude. (Paris, 30 Avril 1828.)

N.^o 8682. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, pour moitié de sa valeur nette seulement, le Legs fait aux pauvres de Vendrets (Seine-et-Marne) par la dame veuve du sieur Quinet, de trois pièces de terre évaluées ensemble à 4350 francs. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.^o 8683. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait au bureau de bienfaisance de Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne) par la dame veuve du sieur Pocard. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.^o 8684. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 250 francs, et d'un portrait évalué à 70 francs, fait aux hospices de Grasse (Var) par le sieur Luce l'ainé. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8685. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de trois tableaux de Rubens légués aux hospices de Grasse (Var) par le sieur Perrolle. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8686. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 2 hectolitres de blé et 2 hectolitres de seigle légués aux pauvres de Rabastens (Tarn) par le sieur Bertrand. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8687. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 400 francs faite à l'hospice d'Annonay (Ardèche) par le sieur Fraisse. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8688. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de Narbonne (Aude) par le sieur André, d'une somme de 3000 francs. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.° 8689. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de Bram (Aude) par le sieur Denille, d'une rente de 13 hectolitres 6 décalitres 8 litres 48 centilitres de blé, de douze chapons, douze poules et deux cents œufs. (Paris, 7 Mai 1828.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

A Paris, le 26 Juin 1828 *,

COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

26 Juin 1828.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 238.)

N.° 8690. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur de
l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des 16 Juillet
1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 30 Juin 1828.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE			
			Fromen.	Seigle.	Mais.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE						
Limite	de l'exportation des grains et farines.		26'			
	du froment. . . au-dessous de . . .		24.			
	de l'importation du seigle et du mais. . . idem . . .		16.			
	de l'avoine. idem		9.			
Unique.	Pyrénées-Or. . .	Toulouse.				
	Aude.	Hérault.				
	Gard.	Alais.	20 ^f 22	15 ^f 64 ^c	13 ^f 19	7 ^f 77
	Bouches du Rh.	Marseille.				
	Var.	Gray.				
	Corse.					
2. ^{re} CLASSE						
Limite	de l'exportation des grains et farines.		24'			
	du froment. . . au-dessous de . . .		22.			
	de l'importation du seigle et du mais. . . idem . . .		14.			
	de l'avoine. idem		8.			
1. ^{re}	Gironde.	Marans.				
	Landes.	Pau.				
	Bas-es-Pyrénées	Pau.	18 ^f 30 ^c	12 ^f 81 ^c	14 ^f 21 ^c	6 ^f 02 ^c
	Hauts-Pyrénées.	Toulouse.				
	Ariège.					
	Haute-Garonne.					
2. ^{re}	Jura.	Gray.				
	Doubs.	Saint-Laurent. .	23. 31.	17. 48.	13. 94.	9. 23
	Ain.	Le Grand-Lemps.				
	Isère.					
	Bas-es-Alpes. . .					
	Hautes-Alpes. . .					

VIII.° Série.

Op

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		22 ^f			
	du froment... au-dessous de...		20.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		12.			
	de l'avoine..... idem.....		8.			
1. ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhausen....	22 ^f 51 ^c	15 ^f 34 ^c	#	7 ^f 17 ^c
	Bas-Rhin....	Strasbourg....				
	Nord.....	Bergues.....				
	Pas-de-Calais..	Arras.....				
2. ^e	Somme.....	Roye.....	19. 47.	10. 87.	#	6. 63.
	Seine-Infér....	Soissons.....				
	Eure.....	Paris.....				
	Calvados.....	Rouen.....				
3. ^e	Loire-Infér....	Saumur.....				
	Vendée.....	Nantes.....	17. 04.	10. 62.	#	7. 25.
	Charente-Infér.	Marans.....				
4. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		20 ^f			
	du froment... au-dessous de...		18.			
	de l'importation du seigle et du maïs... idem.....		10.			
	de l'avoine..... idem.....		7.			
1. ^{re}	Moselle.....	Metz.....				
	Meuse.....	Verdun.....	18 ^f 28 ^c	9 ^f 74 ^c	#	5 ^f 83 ^c
	Ardennes....	Charleville...				
	Aisne.....	Soissons.....				
	Manche.....	Saint-Lô.....				
2. ^e	Ille-et-Vilaine.	Paimpol.....	18. 44.	11. 02.	#	6. 98.
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....				
	Finistère.....	Hennebon....				
	Morbihan....	Nantes.....				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.
A Paris, le 30 Juin 1828.

Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8691. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe la Route de Grenoble à Marseille au rang des Routes royales de 3.^e classe.*

Au château de Saint-Cloud, le 11 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la délibération par laquelle le conseil général du département de l'Isère a demandé que la route départementale n.° 1, de Grenoble à Marseille par la Croix-Haute, soit classée au rang des routes royales, et a pris en même temps l'engagement de contribuer pour trois cent mille francs à la dépense des travaux à exécuter sur son territoire ;

Vu les avis des préfets des départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La route de Grenoble à Marseille par la Croix-Haute et Aspres est et demeure classée au rang des routes royales de 3.^e classe. Elle formera une seule et même communication avec la route n.° 75, de Châlons-sur-Saône à Grenoble, dont elle est la continuation, et qui prendra à l'avenir le nom de *route royale n.° 75*, de Châlons-sur-Saône à Sisteron par Tournus, Cuisery, Romenay, Saint-Trivier, Montrevel, Bourg-en-Bresse, Pont-d'Ain, Lagnieu, Pont du Sault du Rhône, Arandon, les Abrets, Chizein, Voiron, Voreppe, Grenoble, la Croix-Haute et Aspres.

2. Le département de l'Isère, conformément à la délibération de son conseil général dans sa session de 1827, contribuera pour trois cent mille francs à la dépense des travaux d'achèvement de cette route sur son territoire.

3. L'administration est autorisée à acquérir les terrains

nécessaires pour construire la nouvelle route dans les trois départemens de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes, sur les dimensions assignées aux routes de 3.^e classe. Elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 11 Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*

Signé DE MARTIGNAC.

N.^o 8692. — *ORDONNANCE DU ROI portant Convocation du Collège départemental du Pas-de-Calais.*

Au château de Saint-Cloud, le 15 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu la lettre du président de la Chambre des Députés en date du 1.^{er} de ce mois, annonçant le décès du sieur de Bryas, député du département du Pas-de-Calais;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820 et 2 mai 1827, et les ordonnances royales des 4 septembre et 11 octobre 1820 et 27 juin 1827,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le collège départemental du Pas-de-Calais est convoqué pour le 29 juillet prochain.

2. Les dernières listes électorales de département et d'arrondissement, et le tableau de rectification prescrit par l'article 6 de la loi du 2 mai 1827, seront affichés le 23 juin courant.

Les réclamations seront admises jusqu'au 19 juillet inclusivement, et la clôture de la liste aura lieu le 24 du même mois.

3. Il sera procédé aux opérations qui concernent le tableau de rectification et sa clôture conformément aux ordonnances des 4 septembre 1820 et 27 juin 1827, et aux opérations du collège électoral conformément à l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 15 Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,*
Signé DE MARTIGNAC.

N.^o 8693. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe au rang des Routes départementales de l'Ain le Chemin de Lagnieu au Rhône.*

Au château de Saint-Cloud, le 19 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil général du département de l'Ain tendant à ce que le chemin de Lagnieu au Rhône soit classé au rang des routes départementales;

Vu l'avis du préfet et celui du conseil général des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le chemin de Lagnieu au Rhône est et demeure classé au rang des routes départementales du département de l'Ain, sous le n.^o 13.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires pour rectifier et améliorer cette route ; elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 19 Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

N.° 8694. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera formé une Chambre temporaire dans le Tribunal de première instance de Nantes.

Au château de Saint-Cloud, le 19 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810 ;

Considérant qu'il existe un grand nombre d'affaires civiles arriérées devant notre tribunal de première instance de Nantes, département de la Loire-Inférieure, et qu'il importe de remédier aux inconvéniens qui résultent d'un tel état de choses ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Il sera formé dans notre tribunal de première instance séant à Nantes, pour l'expédition des affaires civiles, une chambre temporaire, dont la durée n'excédera pas un an, à compter de son installation.

A l'expiration de ce temps, cette chambre cessera de droit, si elle n'a pas été prorogée ou renouvelée.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château de Saint-Cloud, le 19.° jour du mois de Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Garde des sceaux, Ministre
Secrétaire d'état au département de la justice,
Signé C.° PORTALIS.

N.° 8695. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans onze Forêts royales et dans un Bois appartenant à un hospice.

Au château de Saint-Cloud, le 19 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu l'article 16 du Code forestier ;

Vu l'article 71 de l'ordonnance d'exécution du 1.° août 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Il sera procédé à la vente,

1.° Des bois blancs de la coupe n.° 127 de l'aménagement de la forêt royale de Fougères (Ille-et-Vilaine) ;

2.° Des bois blancs, arbres et bois dépérissans sur les coupes n.° 1, 3, 4 et 5 de l'aménagement de la forêt royale de Camors (Morbihan) ;

3.° Des bois blancs sur la coupe n.° 93 de l'aménagement de la forêt royale de Villecartier (Ille-et-Vilaine) ;

4.° En trois années successives, à partir de l'ordinaire 1829, des bois blancs et arbres dépérissans à exploiter sur soixante hectares de la forêt royale de Dreuille (Allier) ;

5.° Du canton de la Joquerie, forêt royale d'Allogny (Cher);

6.° En deux années successives, à partir de l'ordinaire 1829, de la superficie de quarante-cinq hectares formant la réserve de la forêt royale de Margana (Yonne);

7.° En six années successives, à partir de l'ordinaire 1829, de la superficie de soixante-treize hectares de la réserve de la forêt royale d'Ormancey (Haute-Marne);

8.° De trente-deux arbres existant sur la tranchée du grand étang Briffaut qui se trouve enclavé dans la forêt royale de Merryvaux (Yonne);

9.° En cinq années successives, de la superficie de cinquante-six hectares quarante-cinq ares composant le quart en réserve de la forêt royale de Bazancourt (Ardennes);

10.° En trois années successives, de la superficie de soixante hectares cinquante-trois ares faisant partie de la réserve de la forêt royale de Chéhéry (Ardennes);

11.° En dix années successives, à partir de l'ordinaire 1829, de tous les brins de souches rabougris et mal venant, ainsi que des vieilles futaies qui se trouvent dans le quart en réserve de la forêt royale de Valasse, de la contenance de cent quatorze hectares trente-deux ares cinquante centiares (Seine Inférieure).

2. Il sera procédé à la vente, pour l'ordinaire 1829, de la superficie du bois dit *Mitteaux*, de la contenance de dix-sept hectares douze ares, appartenant à l'hospice de la ville de Troyes (Aube).

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 19 Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état des finances*,
Signé ROY.

N.° 8696. — *ORDONNANCE DU ROI portant que, pendant le troisième trimestre de 1828, la Cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections.*

Au château de Saint-Cloud, le 22 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur ce qu'il nous a été représenté que notre cour d'assises séant à Paris ne pourra expédier dans le courant du troisième trimestre de 1828 la totalité des procès renvoyés devant elle;

Voulant prévenir des retards préjudiciables à la bonne administration de la justice;

Vu les dispositions du Code d'instruction criminelle concernant le service des assises et la division des cours d'assises en plusieurs sections, l'article 5 de la loi du 20 avril 1810, et les articles 2 et 12 du décret du 6 juillet de la même année;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Pendant le troisième trimestre de 1828, la cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections, qui s'occuperont simultanément de l'expédition des affaires renvoyées devant elle; il sera, en conséquence, délégué, conformément aux lois, un nombre suffisant de conseillers de la cour royale pour la formation de ces deux sections.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château de Saint-Cloud, le 22 Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Pair de France, Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice*,
Signé C.^{te} PORTALIS.

N.º 8697. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois de plusieurs Communes et dans une Forêt royale.*

Au château de Saint-Cloud, le 22 Juin 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.º, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.º août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º L'administration forestière est autorisée à faire délivrance, pour être mis en vente, aux communes ci-après désignées, savoir :

1.º Saint-Dizier (Haute-Marne), de la coupe de onze hectares quarante-cinq ares au canton de Vert-Bois, et de douze hectares quatre-vingt-neuf ares au canton de l'Argentièrre, faisant l'un et l'autre partie des bois de cette ville;

2.º Chenoves (Saone-et-Loire), de la coupe de deux hectares cinquante ares de sa réserve;

3.º Laviron (Doubs), de la coupe, par forme de recépage, de deux parcours boisés contenant ensemble deux hectares cinquante ares, lesquels seront réunis au sol forestier et compris dans l'aménagement des bois de cette commune;

4.º Courcelles-Fré moy (Côte-d'Or), de la coupe, par forme de recépage, de onze hectares vingt-neuf ares, formant la réserve des bois du hameau de Villars-Fré moy, son annexe;

5.º Gurgy-le-Château, Buxerollés et Chambain (Côte-d'Or), de la coupe, en trois années successives, de quarante hectares environ, faisant partie de la réserve des bois indivis entre ces communes;

6.º Condamine-la-Joie (Ain), de six sapins à prendre dans ses bois;

7.º La Chaume (Côte-d'Or), de la coupe des arbres viciés ou surabondans qui se trouvent sur les lisières des coupes ordinaires 1825 et 1828 de ses bois;

8.º Herny (Moselle), de la coupe de cinq hectares soixante-et-dix ares à exploiter par anticipation dans ses bois;

9.º Proverville (Aube), de la coupe, par forme de recépage, d'environ quatre hectares de ses bois;

10.º Lézines (Yonne), de la coupe de 1823 de neuf hectares de ses bois au canton de Coraux;

11.º Neufchâtel (Doubs), de la coupe d'un hectare de ses bois;

12.º Damas et Bettigney (Vosges), de la coupe de soixante-six arbres à prendre sur la lisière de son quart en réserve;

13.º Vouthon-Haut (Meuse), de la coupe, en deux années successives, d'environ douze hectares de sa réserve;

14.º Grand-Magny (Haute-Saone), de la coupe, en deux années successives, de douze hectares formant la réserve de ses bois;

15.º Moge ville (Meuse), de la coupe de sept hectares quatre-vingt-douze ares de sa réserve;

16.º Bissey-la-Côte et Courban (Côte-d'Or), de la coupe en deux années successives, à partir de l'ordinaire 1829, de trente-quatre hectares seize ares faisant partie de la réserve indivise entre ces deux communes;

17.º Voisey (Haute-Marne), de la coupe de douze hectares de sa réserve et de trois hectares quarante ares faisant lisière entre la coupe ordinaire 1827 et celle ordinaire 1828;

18.º Geneuille (Doubs), de la coupe d'environ quatorze hectares de sa réserve;

19.º Le hameau de Drillancourt, annexe de la commune de Gercourt (Meuse), de la coupe d'environ quatre hectares formant la réserve de ses bois;

20.° Bussy-la-Pèle (Côte-d'Or), de la coupe de deux hectares environ de sa réserve;

21.° Pompierre (Vosges), de la coupe en quatre années successives, à partir de l'ordinaire 1830, de trente-six hectares cinquante-huit ares quarante-neuf centiares formant la réserve de ses bois;

22.° Merles (Meuse), de la coupe d'environ huit hectares formant un canton de ses bois lieu dit *la Plainette*, lequel sera réuni au quart en réserve de ladite commune;

23.° Capvern (Hautes-Pyrénées), de la coupe de soixante-six arbres chênes à prendre dans ses bois;

24.° Pannes (Meurthe), de la coupe d'environ treize hectares de sa réserve;

25.° Peseux (Doubs), de la coupe d'environ quatorze hectares de sa réserve;

26.° Frémerville (Meuse), de la coupe, en deux années successives, de onze hectares cinquante ares restant de sa réserve;

27.° Saint-Germain (Meurthe), de la coupe de douze arbres à prendre dans sa réserve;

28.° Champoux (Doubs), de la coupe de douze arbres à prendre dans sa réserve;

29.° Illange (Moselle), de la coupe de six chênes à prendre dans ses bois;

30.° Mittelwir (Haut-Rhin), de la coupe de quarante sapins à prendre dans ses bois;

31.° Saint-Julien du Sault (Yonne), de la coupe d'environ quatre hectares cinquante ares de bois broussailles qui lui appartiennent;

32.° Baissey (Haute-Marne), de la coupe de vingt ares environ de bois broussailles qui lui appartiennent;

33.° Courcelles (Doubs), de la coupe de deux hectares quarante-un ares vingt-neuf centiares, formant trois coupes ordinaires de ses bois, sous les n.°s 28, 29 et 30;

34.° Mulbouhans (Haute-Saône), de la coupe de huit

hectares environ à prendre dans un canton de bois qui lui appartient;

35.° Béhéricourt (Oise), de la coupe de cent quinze pieds d'arbre à prendre sur la coupe usée de l'ordinaire 1827 des bois qui appartiennent à cette commune.

2. Il sera procédé à l'aménagement des bois de la commune de Saint-Ciergues (Haute-Marne).

3. Il sera procédé à l'aménagement des bois des communes de Chenoves (Saône-et-Loire), Lézines (Yonne) et Grand-Magny (Haute-Saône) susénoncées.

4. L'article 2 de notre ordonnance du 29 novembre 1827 est rapporté en ce qui concerne le nombre des réserves à conserver sur la coupe de la réserve des bois de la commune de Darnieulle (Vosges).

5. Il sera procédé à la vente, sur la mise à prix de douze mille quatre-vingt-cinq francs, des bois existant sur la tranche à ouvrir dans la forêt royale de Mormal (Nord), sur une largeur de seize mètres.

6. Notre ministre secrétaire d'état des finances et celui de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 22 Juin de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé ROY.

N.° 8698. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Merat* (*Claude-Louis-Jean-Baptiste*), né à Paris le 24 août 1781, sous-intendant militaire, à ajouter à son nom celui de *Saint-Léon*, sous lequel il est connu et désigné, et à s'appeler *Merat-Saint-Léon*; à la charge par l'impétrant, à l'expiration du délai fixé par les articles 6 et 8 de la loi du 1.° avril 1803, de se pourvoir, s'il y a lieu, devant le tribunal de première instance compétent, pour faire faire les changemens convenables sur les registres de l'état civil du lieu de sa naissance. (*Saint-Cloud, 19 Juin 1828.*)

N.º 8699. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *John Fellows Aldred*, né le 10 novembre 1773 à Cowestoff, comté de Suffolk en Angleterre, demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais;

2.º Le sieur *Balbeur (Jean-Nicolas)*, né le 8 pluviôse an V [27 janvier 1797] à Saint-Léger, grand duché de Luxembourg, charpentier, demeurant à Fromy, arrondissement de Sedan, département des Ardennes;

3.º Le sieur *John Willes Blyth*, né le 12 avril 1787 à Elmestead, comté d'Essex en Angleterre, demeurant à Saint-Omer, département du Pas-de-Calais;

4.º Le sieur *Bruère (Guillaume-Auguste)*, né à Londres le 19 décembre 1785, demeurant à Versailles, département de Seine-et-Oise;

5.º Le sieur *Clarke (Michael)*, né à Ballibey en Irlande, âgé de vingt-huit ans, professeur de langue anglaise, demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais;

6.º Le sieur *Deandreis (Benoît-Nicolas)*, né le 19 janvier 1804 à Nice en Piémont, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône;

7.º Le sieur *Jackson (John)*, né le 30 avril 1785 en la paroisse de Sainte-Marie à Nottingham en Angleterre, fabricant de tulle, demeurant à Dunkerque, département du Nord;

8.º Le sieur *Knecht (François-Joseph-Édouard)*, né au mois de février 1789 à Aix-la-Chapelle, ancien département de la Roer, imprimeur-lithographe, demeurant à Paris;

9.º Le sieur *Neveu (Jean-Baptiste)*, né le 26 vendémiaire an IX [18 octobre 1800] à Harnoncourt, commune de Lamorteau, grand duché de Luxembourg, maréchal ferrant, demeurant à Vezin, arrondissement de Briey, département de la Moselle;

10.º Le sieur *Wilson (George)*, né le 20 janvier 1779 à Newington, près de Londres, demeurant à Avranches, département de la Manche,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Saint-Cloud, 19 Juin 1828.*)

N.º 8700. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Narbonne* (Aude) par le sieur *Cadassus*, d'une maison évaluée à 850 francs. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8701. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs faite à l'hospice de *Fanjaux* (Aude) par les héritiers d'*Holier*. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8702. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Fanjaux* (Aude) par la dame veuve du sieur *Marty*, d'une pièce de terre évaluée à 300 francs. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8703. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Fanjaux* (Aude) par le sieur *Fages*, de plusieurs pièces de terre évaluées ensemble à 1200 francs. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8704. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres honteux de *Dijon* (Côte-d'Or) par le sieur *Adorne de Minetty*, d'objets mobiliers évalués ensemble à 4464 francs 50 centimes. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8705. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Vernon* (Eure) par la demoiselle *Brierre de Boismont*, d'une somme de 2500 francs et d'effets mobiliers évalués à 1510 francs. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8706. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la maison de charité de *la Daurade* (Haute-Garonne) par la dame *Sendral*, dite *sœur Marthe*. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8707. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Cherbourg* (Manche) par le sieur *Laisné*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 26 francs 37 centimes. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8708. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres malades et infirmes de *Gre-mevillers* et des hameaux qui en dépendent par le sieur *Tribout*, de la nue propriété d'une rente de 200 francs sur l'État. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

(592)

N.º 8709. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Roye* (Somme) par la demoiselle *Mullet*, d'une somme de 400 francs et d'effets mobiliers évalués à 156 francs. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8710. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite aux pauvres de la *Bernardière* (Vendée) par le sieur *Lorette*. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8711. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 5000 francs faite à la commune de *Taintrux* (Vosges) par le sieur *André*, pour l'établissement d'une sœur institutrice pour les jeunes filles pauvres. (*Paris, 7 Mai 1828.*)

N.º 8712. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 37 francs faite aux pauvres de *Pont-sur-Yonne* (Yonne) par le sieur *Bertrand*. (*Paris, 7 Mai 1828.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
*Pair de France, Garde des sceaux,
Ministre et Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

A Paris, le 1.ºr Juillet 1828*,
COMTE PORTALIS.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
1.ºr Juillet 1828.

1828

(593)

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Contenues dans le Bulletin des Lois,

8.º SÉRIE. — TOME VIII.

Premier Semestre de l'année 1828.

(N.ºs 205—238.)

A

ABATTOIR. Établissement d'abattoirs et confirmation de ceux qui existent dans les villes de *Nogent-sur-Seine*, page 66; — de *Dieppe* et de *Seuilis*, 199 et 202; — de *Colmar*, 214; — de *Tournus*, 459; — de *Marcigny*, 500; — d'*Épinal*, 502; — de *Bordeaux*, 538.

ADMINISTRATION des contributions indirectes. M. le baron *Bacot de Romand* est nommé directeur général de cette administration, 185.

ADMINISTRATION des douanes. M. le baron de *Villeneuve* est nommé directeur général de cette administration, 186.

ADMINISTRATION de l'enregistrement et des domaines. M. *Bourdeau* est nommé directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines, 186.

ADMINISTRATION des monnaies. Voyez *Monnaies*.

AFFAIRES ecclésiastiques. Voyez *Credit*, *Nominations*.

AGENT de change. Création de deux places d'agent de change courtier de marchandises dans la ville de *Poitiers*, 467; — et de quatre places d'agent de change courtier dans celle de *Mulhausen*, *ibid.* — Fixation de leur cautionnement, *ibid.*

ALUN. Voyez *Mines*.

APPEL. Voyez *Armée*.

ARMÉE. Les jeunes soldats des classes de 1825 et 1826 qui ont été laissés dans leurs foyers en exécution des ordonnances des 19 novembre 1826 et 16 novembre 1827, sont appelés à l'activité, 401. — Appel de soixante mille hommes sur la classe de 1827, 422. — Leur répartition entre les

1. VIII.º Série. Tome VIII.

P p

7/020

départemens, 423. — Mode de composition des conseils de révision pour le recrutement de l'armée, 537.
ATTRIBUTIONS du bureau de commerce et des colonies, 1; — du président, des commissaires généraux et du graveur général des monnaies, 12 et 13; — du directeur, du vérificateur et des essayeurs des monnaies, 14; — des commissaires du Roi, des directeurs et contrôleurs près les hôtels des monnaies dans les départemens, 14 et suiv.; — du ministre secrétaire d'état de la guerre, 77; — du ministre secrétaire d'état du commerce et des manufactures, 161 et suiv., 494, 495; — du conseil supérieur de la guerre, 195; — des comités chargés de surveiller l'instruction primaire, 418 et 419; — des instituteurs primaires, 420; — des écoles secondaires ecclésiastiques, 553 et suiv.
AUTORITÉ administrative. Voyez *Conflit*.

B

BATEAUX à vapeur. Voyez *Machines à vapeur*.
BEAUX-ARTS. M. le vicomte *Siméon* est nommé directeur, au département de l'intérieur, des belles-lettres, sciences et beaux-arts, 199.
BIBLIOTHÈQUES. Dispositions relatives à la répartition des ouvrages entre les bibliothèques publiques du royaume, 337.
BISSON. Voyez *Pension*.
BOIS. Autorisations données pour des exploitations de bois dans des réserves de communes, hospices et forêts royales, 20, 58, 60, 91, 234, 244, 341, 345, 357, 381, 387, 428, 454, 498, 541, 583, 586. — Approbation des arrêtés du préfet du Bas-Rhin qui autorisent divers essaiemens dans les bois de plusieurs communes de ce département, 336.
BOULANGER. Modification de l'ordonnance du 4 avril 1824 portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville des Sables d'Olonne, 219.
BOURBON. Voyez *Ile de Bourbon*.
BOURSES. Voyez *Écoles secondaires ecclésiastiques*.
BREVETS d'invention. Annulation de vingt-cinq brevets d'invention, 35. — Proclamation des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le quatrième trimestre de 1827, et des cessions faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des droits résultant de titres de la même nature, 273. — Prolongation de la durée du brevet d'importation en faveur des sieurs *Pihet frères*, 369. — Proclamation des brevets d'invention, &c. pris pendant le premier trimestre de 1828, 509.
BULLE. Voyez *Institution canonique*.
BUREAUX de bienfaisance. Voyez *Pauvres*.

C

CADASTRE. Voyez *Impositions extraordinaires*.
CAISSES d'amortissement et des dépôts et consignations. M. le marquis d'Orvilliers est nommé président de la commission de surveillance de ces caisses, et MM. *Delessert* et *Casimir Périer* sont nommés membres de la même com-

mission, 243. — Nomination de M. *de Surgy* en la même qualité, 426.
CAISSE d'épargne et de prévoyance. Établissement dans la ville de Nîmes d'une caisse d'épargne et de prévoyance, 262.
CANAL de Dunkerque. Approbation du projet des travaux de construction d'une écluse à sas avec pont-levis sur le canal de Dunkerque à Furnes, et de dévasement général du canal, 325. — Tarif des droits à percevoir sur la partie française de ce canal, *ibid.*
CANTONS. Voyez *Justice de paix*.
CAUTIONNEMENT. Fixation de celui des agens de change courtiers créés dans les villes de Poitiers et de Mulhausen, 467 et 468.
CENTIME. Voyez *Fonds de non-valeurs*.
CESSION de brevet. Voyez *Brevets d'invention*.
CHAMBRE de commerce. Établissement dans la ville de Calais d'une chambre de commerce, 571. — Sa circonscription, *ibid.*
CHAMBRE des Pairs. Voyez *Pairs du royaume*.
CHAMBRE des Députés. M. *Royer-Collard* est nommé président de cette Chambre, 211. — MM. *Laisné de Villevêque* et *Dubruel* sont nommés questeurs, 232.
CHAMBRE temporaire. Voyez *Tribunal de première instance*.
CHANGEMENT de noms. Voyez *Noms*.
CHAUDIÈRES. Voyez *Machines à vapeur*.
CHEFS-LIEUX de canton. Voyez *Justice de paix*.
CHEMINS. Voyez *Routes*.
CLERGÉ. Voyez *Créteil*.
COLLÈGE électoral. Convocation de celui du département du Jura, 4; — de celui du troisième arrondissement de la Haute-Garonne et du deuxième arrondissement d'Ille-et-Vilaine, 45. — Nomination des présidens de deux collèges électoraux d'arrondissement, 205. — Convocation des collèges électoraux dans les départemens de l'Ardèche, du Doubs, du Lot et des Deux-Sèvres, 225. — Convocation de plusieurs collèges électoraux de département et d'arrondissement, 228, 310, 311 et 313. — Nomination des présidens de plusieurs collèges, 314. — Convocation de plusieurs collèges électoraux, 338 et 339. — Nomination du président du collège électoral du département de la Corse, 341; — des présidens et vice-présidens de vingt-cinq collèges électoraux, 370 à 374. — Convocation du collège du deuxième arrondissement électoral de l'Aveyron, 375. — Le collège du troisième arrondissement électoral du département de l'Isère se réunira dans la ville de la Tour-du-Pin, 405. — Convocation de trois collèges électoraux, 407. — Nomination du président du collège du deuxième arrondissement électoral de l'Aveyron, 430; — des présidens de trois collèges électoraux, 496. — Convocation du collège départemental du Pas-de-Calais, 580.
COLONIES. Voyez *Dépenses des colonies*.
COMMERCE. Attributions du ministère du commerce et des manufactures, 161. Voyez *Agent de change*, *Ministère*, *Nominations*.
COMMISSION des monnaies. Son organisation. Voyez *Monnaies*.
COMMISSION du sceau. Voyez *Sceau*.
COMMISSION de surveillance. Voyez *Caisses d'amortissement et des dépôts*.
COMMUNAUTÉS religieuses. Autorisation donnée pour l'acceptation de dons

et legs faits aux communautés religieuses de Bayeux, 8 et 46; — de Saint-André de la Puye, 8; — d'Arras, 46 et 52; — d'Orbec, 46; — de Versailles, de Nantes, de Saint-Symphorien d'Ozon, de Rouen, de Tarascon et de Valognes, 52 et suiv.; — de Strasbourg, 427; — de Beauvais, 447.

COMMUNES. Autorisation donnée pour l'acceptation de dons et legs faits aux communes d'Écully, de Chelieu, de Béhonne, de Mogneneins, d'Arrentières, d'Échulas, de Gouvix, de Marseille, de Roquemaure, de Salins, de Murvaux et de Fourdrain, 82 et 83; — à celles de Paron et de Thurins, 157; — à celles de Misson, de Laigle, de Saint-Hippolyte, de l'Homme, de Saint-Étienne en Bresse, de Châtillon-sur-Sevre, du Plessis-Macé, d'Épinay-sur-Orge et de Château-Giron, 170 et 171; — à celles de Guérande, de Droué, du Cannel, de Charpey et de Vouilly, 174; — à celle de Valady, 301; — à celles de Béthune et de Clignat, 319; — à celles de Guerquesalles, 352; — à celles de Valleville, d'Harcourt, de Doulevent-le-Château, de Courdemanche, de Chailly-en-Bière, de Mouzeuil, de Panissières, de Saint-Pol, de Martigné-Briand, de Saint-Julien du Serre, d'Hubersent, de Serqueux, de Grasse, de l'ierrepont et de l'Épluay-le-Comte, 361 et 362; — à celle de Mattaincourt, 367; — à celles de Toury-Lurcy, de Pellouailles, de Neuilly, d'Abbeville, de Berles-Monchel, de Sainte-Marie-aux-Mines et de Samois, 394 et 395; — à celles de Fourdrain, d'Arpajon, de la Bazouges du Désert, de Maringues, d'Apchon, de Pauillac, de Boissy-sous-Saint-Yon, de Chambrouet, de Vaurresson, de Flacé-lès-Mâcon, de Dubo, de Vaux-sur-Blaise, d'Herny, de Sempy et de Castellane, 414 et suiv.; — à celles de Rencurel, de Châteauneuf et de Rivehaute, 471 et 472; — à celles d'Affoux, de Châteaueux, de Gramazie, de la Mothe, de Brie-sur-Marne, de Beuzeville, et de Montpellier pour les détenus des prisons, 546; — à celles de Noidant-le-Châtenoy, du Fort-du-Plasne, du Lac des Rouges-Traites, de Saint-Laurent de Cuves, de Curis, de Chaumuzy, de Saint-Paul-la-Coste, d'Ainvelle et d'Agnets, 549 et 550; — à celles de Beynost, de Saint-George du Rosay, de Puré, de Saint-Privat de Champelos, de Saint-Julien-Dance, de Rembercourt-aux-Pots, de Chanay et de l'Hôpital, de Gumery, de Villefranche, de Méharicourt et du Mesnil-Tôve, 562 et suiv.; — à celle de Taitrux, 592. Voyez *Réunion de communes*.

COMPAGNIE des salines de l'Est. Voyez *Salines*.

COMPAGNIES sédentaires. Modification de l'ordonnance du 17 octobre 1821 relative à l'admission des sous-officiers et soldats dans les compagnies sédentaires, 404.

COMPTABILITÉ du sceau. Voyez *Sceau*.

CONFLIT. Dispositions relatives aux conflits d'attribution entre les tribunaux et l'autorité administrative, 505.

CONSEIL d'état. M. le comte de Pastoret et M. de la Chapelle, conseillers d'état en service extraordinaire, sont autorisés à assister aux délibérations de ce conseil. Voyez *Nominations*.

CONSEIL supérieur de la guerre. Création de ce conseil sous la présidence de M. le Dauphin, 19. — Sa composition, *ibid.* Voyez *Nominations*.

CONSEILS de révision. Mode de composition de ces conseils pour le recrutement de l'armée, 537.

CONTRE-SEING. Désignation des fonctionnaires à l'égard desquels le contre-seing accordé au ministre du commerce et des manufactures opérera la franchise, 494.

CORSE. Voyez *Justice de paix*.

COUR d'assises. Celle du département de la Seine sera divisée en deux sections pendant le troisième trimestre de 1828, 585.

CRÉDIT. Augmentation du crédit affecté aux frais de la refonte des anciennes monnaies, 27. — Modification de la répartition du crédit affecté au service de l'administration des monnaies pendant l'exercice 1828, 26 et 309. — Répartition en deux sections spéciales du crédit accordé par la loi du 24 juin 1827 pour les dépenses des affaires ecclésiastiques pendant l'année 1828, 179. — Répartition en trois sections spéciales de la somme accordée pour les dépenses de l'instruction publique pendant la même année, 197. Voyez *Monnaies*.

CYLINDRES. Voyez *Machines à vapeur*.

D

DÉCLARATION de naturalité. Voyez *Naturalité*.

DÉMARCATIION de frontière. Voyez *Réunion de communes*.

DÉPARTEMENT de la Corse. Voyez *Justice de paix*.

DÉPARTEMENTS.

Ain. Voyez *Communes, Grains, Hospices, Pauvres, Routes*.

Aisne. Voyez *Communes, Grains, Hospices, Pauvres, Religieuses*.

Allier. Voyez *Hospices, Religieuses*.

Alpes (Basses). Voyez *Communes, Grains, Hospices, Pauvres*.

Alpes (Hautes). Voyez *Grains*.

Ardèche. Voyez *Collège électoral, Communes, Hospices, Impositions extraordinaires, Pauvres, Ponts, Religieuses*.

Ardennes. Voyez *Communes, Eglises, Grains, Hospices, Impositions extraordinaires, Religieuses*.

Ariège. Voyez *Eglises, Grains, Hospices, Pauvres*.

Aube. Voyez *Abattoir, Communes, Eglises, Hospices, Pauvres*.

Aude. Voyez *Grains, Hospices, Pauvres, Séminaires*.

Aveyron. Voyez *Collège électoral, Communes, Eglises, Pauvres, Religieuses*.

Bouches-du-Rhône. Voyez *Eglises, Grains, Hospices, Pauvres, Routes*.

Calvados. Voyez *Communes, Grains, Hospices, Impositions extraordinaires, Pauvres, Séminaires*.

Cantal. Voyez *Communes, Impositions extraordinaires, Pauvres, Routes*.

Charente. Voyez *Impositions extraordinaires, Pauvres, Religieuse*.

Charente-Inférieure. Voyez *Foires, Grains, Hospices, Impositions extraordinaires*.

Corrèze. Voyez *Pauvres*.

Corse. Voyez *Collège électoral, Grains, Justice de paix*.

Côte-d'Or. Voyez *Eglises, Foires, Hospices, Pauvres*.

Côtes-du-Nord. Voyez *Eglises, Grains, Hospices, Pauvres, Religieuses*.

Creuse. Voyez *Communes*.
Dordogne. Voyez *Communes*, *Foires*, *Hospices*, *Pauvres*.
Doubs. Voyez *Collège électoral*, *Communes*, *Eglises*, *Grains*, *Pauvres*.
Drôme. Voyez *Communes*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*.
Eure. Voyez *Communes*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Eure-et-Loir. Voyez *Pauvres*, *Tableaux de population*.
Finistère. Voyez *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*, *Religieuses*.
Gard. Voyez *Communes*, *Grains*, *Hospices*, *Mont-de-piété*.
Garonne (Haute). Voyez *Collège électoral*, *Eglises*, *Foires*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*, *Routes*.
Gers. Voyez *Communes*, *Hospices*, *Pauvres*.
Gironde. Voyez *Abattoir*, *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*, *Ponts*, *Routes*.
Hérault. Voyez *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Ille-et-Vilaine. Voyez *Collège électoral*, *Communes*, *Eglises*, *Pauvres*, *Séminaires*.
Indre. Voyez *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*.
Indre-et-Loire. Voyez *Hospices*, *Pauvres*, *Religieuses*, *Tableaux de population*.
Isère. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*, *Ponts*, *Religieuses*, *Routes*, *Tribunal de première instance*.
Jura. Voyez *Collège électoral*, *Communes*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*, *Religieuses*.
Landes. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*.
Loire. Voyez *Communes*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*.
Loir-et-Cher. Voyez *Communes*, *Foires*, *Hospices*, *Pauvres*.
Loire (Haute). Voyez *Communes*, *Hospices*, *Religieuses*.
Loire-Inférieure. Voyez *Communes*, *Grains*, *Tribunal de première instance*.
Loiret. Voyez *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*, *Routes*.
Lot. Voyez *Collège électoral*, *Hospices*, *Pauvres*, *Religieuses*.
Lot-et-Garonne. Voyez *Pauvres*, *Religieuses*.
Lozère. Voyez *Eglises*, *Pauvres*, *Routes*, *Tribunal de première instance*.
Maine-et-Loire. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Hospices*, *Pauvres*.
Manche. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Marne. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Foires*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*, *Religieuses*.
Marne (Haute). Voyez *Communes*, *Eglises*, *Impositions extraordinaires*, *Religieuses*.
Mayenne. Voyez *Hospices*, *Pauvres*.
Meurthe. Voyez *Communes*, *Hospices*, *Pauvres*.
Meuse. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Foires*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Morbihan. Voyez *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Moselle. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Nievre. Voyez *Communes*, *Ponts*.
Nord. Voyez *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*, *Religieuses*, *Routes*.
Oise. Voyez *Abattoir*, *Communes*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*.
Orne. Voyez *Communes*, *Pauvres*, *Religieuses*.

Pas-de-Calais. Voyez *Chambre de commerce*, *Collège électoral*, *Communes*, *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*, *Religieuses*.
Puy-de-Dôme. Voyez *Communes*, *Foires*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*, *Religieuses*.
Pyrénées (Basses). Voyez *Communes*, *Eglises*, *Foires*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Pyrénées (Hautes). Voyez *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Pyrénées-Orientales. Voyez *Foires*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Rhin (Bas). Voyez *Eglises*, *Foires*, *Grains*, *Hospices*, *Religieuses*.
Rhin (Haut). Voyez *Abattoir*, *Foires*, *Grains*, *Pauvres*.
Rhône. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Hospices*, *Pauvres*, *Ponts*, *Religieuses*, *Séminaires*.
Saône (Haute). Voyez *Pauvres*.
Saône-et-Loire. Voyez *Abattoir*, *Communes*, *Foires*, *Hospices*, *Pauvres*.
Sarthe. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Hospices*, *Pauvres*, *Religieuses*.
Seine. Voyez *Communes*, *Hospices*, *Pauvres*, *Ponts*, *Sapeurs-pompiers*.
Seine-et-Marne. Voyez *Communes*, *Pauvres*.
Seine-et-Oise. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Hospices*, *Pauvres*.
Seine-Inférieure. Voyez *Abattoir*, *Communes*, *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Sèvres (Deux). Voyez *Collège électoral*, *Communes*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*, *Religieuses*.
Somme. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*.
Tarn. Voyez *Eglises*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Pauvres*.
Tarn-et-Garonne. Voyez *Hospices*, *Pauvres*, *Routes*.
Var. Voyez *Communes*, *Foires*, *Grains*, *Hospices*, *Pauvres*, *Routes*.
Vaucluse. Voyez *Communes*, *Hospices*, *Pauvres*, *Religieuses*, *Séminaires*.
Vendée. Voyez *Boulangers*, *Communes*, *Grains*, *Pauvres*.
Vosges. Voyez *Abattoir*, *Communes*, *Eglises*, *Hospices*, *Impositions extraordinaires*, *Liste électorale*, *Pauvres*, *Séminaires*.
Yonne. Voyez *Communes*, *Eglises*, *Pauvres*, *Routes*.
DÉPENSES des colonies. Formalités à remplir pour la validité des oppositions formées au paiement de toutes les dépenses des colonies exigibles en France, 308.
DÉPENSES du sceau. Voyez *Sceau*.
DÉPÔT de livres. Formation, à la bibliothèque de Sainte-Geneviève, d'un dépôt particulier pour y recevoir l'exemplaire destiné à la bibliothèque du ministère de l'intérieur, 337. Voyez *Ecrits imprimés*.
DÉPÔTS publics. Voyez *Titres*.
DÉVASEMENT. Voyez *Canal de Dunkerque*.
DIRECTION de la police générale. Cette direction, établie au département de l'intérieur, est supprimée, 43.
DISTRACTION de communes. Voyez *Réunion de communes*.
DOMICILE. Autorisation donnée aux sieurs Grimwood, Barez et Cook, pour établir leur domicile en France, 21. — Même autorisation donnée au sieur Drewett et Autelet, 69; — aux sieurs Diab, Krasscl, Eichhoff, Gravel, Jacquemin, Dupont, Braconnier, Ehwald, Wren et Powell, 169; — aux sieurs Barron, Smith et Stephens, 170; — aux sieurs Delecauilleries, Haldi,

Hautregard, Lah, Latham et Trilla, 208; — aux sieurs **d'Eichthal, Marcant et Molitor**, 239; — aux sieurs **Brouzet, Félix, Hummel, Pajni, Reichenbach**, et à la dame **Butler**, 334; — aux sieurs **Berre, Harvey-Combe, Chiaranda baron de Friddani, Peirano, Rotxotso, Wilemin et Godar**, 392 et 393; — aux sieurs **Dautenmeyer, Daniel, Foulon, Libois, King et Rubatsch**, 411; — aux sieurs **Claude, Malherbe, Schwarzer, Lanotte, Snasdell-Sydtell, Aplustill, Knapp, Kusian, Lichtensteiger, Allachar, Weckbrod, Winter, Schmid, Riethmüller, Bartha, Hartmann, Riesterer, Heydt, Gaverdam et Pester**, 462; — aux sieurs **Jacquot dit Constant, Mangeng et Meyns**, 535; — aux sieurs **Minelli et Trappier**, 544; — aux sieurs **Aldred, Balbeur, Byth, Bruère, Clarke, Deandreis, Jackson, Knecht, Neveu et Wilson**, 590.

DONATIONS. Voyez *Communautés religieuses, Communes, Eglises, Hospices, Pauvres, Séminaires.*

DROITS de navigation. Établissement d'un nouveau tarif pour la perception des droits de navigation sur la rivière d'Isle entre Libourne et Laubardemont, 440.

E

ÉCLUSE. Voyez *Canal de Dunkerque.*

ÉCOLES primaires. Voyez *Instruction primaire.*

ÉCOLES secondaires ecclésiastiques. Les établissements connus sous ce nom, actuellement dirigés par des personnes appartenant à une congrégation religieuse non autorisée en France, seront, à dater du 1^{er} octobre prochain, soumis au régime de l'université, 553. — Limitation, dans chaque diocèse, du nombre des élèves des écoles secondaires ecclésiastiques instituées par l'ordonnance du 5 octobre 1814, et dans lesquelles il ne pourra être reçu aucun externe, 554 et 555. — Création, dans ces écoles, de huit mille demi-bourses à cent cinquante francs chacune, 555.

ÉCOLES. Voyez *Instruction primaire.*

ÉCRITS imprimés. Modification de l'ordonnance du 24 octobre 1814 relative au dépôt des exemplaires des écrits imprimés et des épreuves des planches et estampes, 59.

EGLISES. Autorisation donnée pour l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises d'Auxerre, d'Aix, de Blaye, de Launac, d'Aurosey, de Cognoncles, de Vornecourt, de Rennes, de Marçilly, de Saint-Serges, de Saint-Étienne d'Orthe, d'Ustou et d'Albi, 6 et 7; — à celles de Péronne, de Châtellenot, de Troyes, d'Abbeville, de Dargnies, de Chimilin, d'Albi, de Rouen, de Beine, de Jouy-le-Moutier, d'Amiens, de la Croix-Avranchin, de la Bellière, de Loscouet, de Saint-Méloir, de Spincourt, de Servon, de Besançon, d'Herbington, de Muttersholtz, de Rumersheim, de Souhèmes, de Sorcy, de Gorze, de Cauneille, de Strasbourg, de Troussey, d'Aubvillers, de Bailleul, de Bayonne, de Pontorson, de Malzieu, de Morizécourt, d'Alkandhui et de Rouvrel, 47 et suiv.; — à celles de Talence, d'Arette et de Longeau, 54; — à celle de Paron, 157; — à celles de Valady, de Plains et de Damprichard, 301 et 302; — à celle de la paroisse des Anses d'Arlès à la Martinique, 351.

ÉLÈVES. Voyez *Ecoles secondaires ecclésiastiques.*

ÉMIGRÉS. Voyez *Titres.*

EMPRUNT de quatre millions de rentes, 569. Voyez *Rentes et Routes.*

ÉPREUVE des machings. Voyez *Machines à vapeur.*

ÉPREUVES. Voyez *Écrits imprimés.*

ESTAMPES. Voyez *Écrits imprimés.*

EVÊCHES. Voyez *Institution canonique.*

EXEMPLAIRES. Voyez *Dépôt de livres.*

EXPÉDITIONS. Voyez *Titres.*

EXPLOITATIONS. Voyez *Bois.*

EXPORTATION. Voyez *Grains.*

F

FABRIQUES. Voyez *Eglises.*

FER. Voyez *Mines.*

FOIRES. Établissement de foires et changement dans les jours de la tenue de celles qui existent dans les communes de Corpeau, de Rouvray, de Cazères, de Neuville-au-Pont, de Bergères-Vertus, de Buzzy, de Blanzay, de Saint-Yan, de Villoreville et d'Olhy, 23 et 24; — de Domme, 472; — de Grandvillars, 504; — d'Ille, d'Erstein et de Noy, 536; — de Bazey-en-Plaine, de Puligny, de Murat-le-Quaire, de Cagnes, de Pérignac et de Montrichard, 541.

FONDS de non-valeurs. Répartition du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances par la loi du 24 juin 1827, 402.

FORÊTS. Voyez *Bois.*

FORGE. Voyez *Usines.*

FOURNEAU. Voyez *Usines.*

FRANCHISE. Voyez *Contre-seing.*

FRONTIÈRE. Voyez *Réunion de communes.*

G

GARE. Autorisation donnée à M. le lieutenant général *Desfourneaux* à l'effet d'établir une gare sur la rive gauche de l'Yonne, au lieu dit *Cézy*, 326. Voyez *Ponts.*

GRAINS. Tableaux des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821, 89, 193, 305, 385, 465 et 577.

GUERRE. Voyez *Conseil supérieur de la guerre.*

H

HARENG. Mode de poursuite des contraventions à l'article 3 de l'ordonnance du 14 août 1816 qui défend expressément à tous pêcheurs et autres d'acheter en mer du hareng de pêche étrangère, 41.

HOSPICES. Autorisation donnée pour l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Saint-Chamond, de Saint-Valery, d'Amiens, de Corbie et de Roye, 22 et 23; — à celui de Gourdon, 40; — à ceux d'Avignon, de Metz et de Beauvais, 55; — à ceux de Vienne, de Roanne, de Strasbourg, de Malacène, de Bourg, de Tournon, de Mirepoix, de Montpellier et de Saint-Albin de Vaulserre, 69 et suiv.; — à ceux de Lyon, 69, 82, 85; — à ceux de Sarlat, de Brantôme, d'Angers, de Cambrai, de Tarascon, de Neufchâtel, de Beziers, de Clamecy, de Bonjeux, de Gundolsheim, de Bar-sur-Seine, de Salon et de Roquemaure, 84 et suiv.; — à ceux de Saint-Paul, d'Amplepuis, du Havre, de Pernes, de Faucon, de Moulins, d'Aix, de Dijon, de Cette et d'Elbeuf, 156 et suiv.; — à ceux d'Hérissou, de Carcassonne, de Crest, de Carhaix, de Sainte-Foy, de Blois, de Barjols, de Mirepoix, de Guingamp et de Revel, 171 et suiv.; — à ceux de Revel, de Belleville et de Paray-le-Monial, 191; — à ceux de Pont-le-Roi, de Lombez, d'Amplepuis et de Lyon, 223 et 224; — à ceux de Saint-Julien-le-Montagnier, de Mondragon et de Beziers, 219; — à ceux de Fains et de Lodève, 272; — à ceux de Vitry-le-Français, d'Arras, de Mansigné, de Châtillon, d'Hyères, d'Entrevaux, de Royes, de Narbonne, d'Aix, de Bergerac, de Lodève, de Saugues, de Thionville, d'Angers, de Limoux et de Beziers, 306 et suiv.; — à ceux de Liancourt, de Calais, d'Ardes, de Roye et de Honfleur, 318 et 319; — à ceux de Louviers, de Gimont, de Monséguir, de Loches, de Saint-Sever, de Cahors et de Cherbourg, 334 et 335; — à ceux de Strasbourg et de Saverne, 352; — à ceux de Lyon, de Mantes, de Roye, de Lorgues, de Draguignan, de Darney, de Saint-Quentin, d'Honfleur, de Grenoble, de Roanne, du Puy, de Châlons-sur-Marne, de Lunéville, de Stenay, de Tarbes, de Grasse, d'Arras, de Moissac, de la Rochelle, de Clermont-Hérault, de Laval, de Perpignan, et de la Salpêtrière de Paris, 360 et suiv.; — à ceux de Faucogney, de Castres, de Toulon, de Grasse, de Sainte-Marie-aux-Mines, de Carcassonne, de Roquevaire, de Riberac, de Lodève, de Montpellier, de Saint-Chamond, de Monastier, d'Orléans, de Mâcon, de Cogolin, d'Aix, du Puy, de Lorient et de Noyon, 394 et suiv.; — à ceux de Clermont-Ferrand, de Molsheim, de Mâcon, de Beaumont, de Montbrison, de Sainte-Gemme d'Andigné, 412 et suiv.; — à ceux de Lectoure, de Montpellier, de Saint-Florent, de Clermont-Oise, de Prades, de Mâcon, de Saint-Valery, de Toulon, de la Cadière, de Mézières, de Dijon et de Lectoure, 547 et suiv.; — à ceux de Langon, de Prades, de Lyon, de Vallauris, de Mouzon, de Salins, d'Angers, de Rosières, de Thionville, de Rabastens, de la Seyne et d'Épinal, 561 et suiv.; — à ceux de Fanjaux, de Lamballe, de Saint-Étienne, de Bayonne, d'Orthez et de Cluny, 565 et suiv.; — à ceux de Grasse et d'Annonay, 575 et 576; — à ceux de Fanjaux, de Vernon et de Roye, 591 et 592.

HOUILLE. Voyez *Mines*.

I

ILE DE BOURBON. Règlement concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice dans cette île, 97 et suiv.

IMPORTATION. Voyez *Brevets d'invention*, *Grains*.

IMPOSITIONS extraordinaires. Les départemens des Ardennes, de la Charente, de la Drôme, du Puy-de-Dôme et des Deux-Sèvres, sont autorisés à s'imposer extraordinairement deux centimes additionnels à la contribution foncière de 1829, dont le produit sera employé à hâter les travaux du cadastre, 434 à 439. — Les départemens de l'Ardèche, du Calvados, du Cantal, de la Charente, de la Charente-Inférieure, de l'Indre, de l'Isère, des Landes, de la Loire, du Loiret, de la Marne, de la Haute-Marne, de l'Oise, du Tarn et des Vosges, sont autorisés à s'imposer extraordinairement pour divers travaux d'achèvement, d'entretien et de confection de routes, 473 à 492.

INSTITUTION canonique. Réception et publication de la bulle d'institution canonique de M. *Blanquet de Rouville* pour l'évêché de Numidie *in partibus infidelium*, 261.

INSTRUCTION primaire. Formation, dans chaque arrondissement de sous-préfecture, d'un comité gratuit chargé de surveiller et encourager l'instruction primaire, 417. — Composition de ce comité, 418. — Formalités à remplir par ceux qui se destinent aux fonctions d'instituteur primaire, 417. — Obligations de ces instituteurs, *ibid.*

INSTRUCTION publique. Elle sera dirigée par un ministre secrétaire d'état qui exercera les fonctions de grand-maitre de l'université de France, 177. — Répartition en trois sections spéciales de la somme accordée par la loi du 24 juin 1827 pour les dépenses de l'instruction publique pendant l'année 1828, et mise à la disposition du ministère de ce département, 197. — Disposition relative aux établissemens d'instruction publique, 553. Voyez *Écoles secondaires ecclésiastiques*, *Nominations*.

INTENDANCE militaire. Modification des ordonnances des 29 juillet 1817 et 18 septembre 1822 relatives à l'organisation de l'intendance militaire, 29.

INVALIDES de la marine. Voyez *Nominations*.

INVENTION. Voyez *Brevets d'invention*.

J

JUGES. Voyez *Tribunal de première instance*.

JUSTICE de paix. Fixation définitive des chefs-lieux des cantons de justice de paix du département de la Corse, 376.

L

LAMINOIR. Voyez *Usines*.

LAVOIR. Voyez *Usines*.

LEGS. Voyez *Communautés religieuses*, *Communes*, *Églises*, *Hospices*, *Pauvres*, *Séminaires*.

LETTRES de naturalité. Voyez *Naturalité*.

LISTE Alectorale. Formation d'un tableau de rectification de celle du département des Vosges, 226.

LIVRES. Voyez *Bibliothèques, Dépôt de livres.*

LOI. Application de la loi du 12 mai 1793 à tout militaire convaincu d'avoir volé l'argent de l'ordinaire de ses camarades, 73.

LOUIS XV. Voyez *Statue.*

M

MACHINES à vapeur. Dispositions relatives aux chaudières, tubes bouilleurs, cylindres et enveloppes des machines à vapeur à haute pression, et au régime d'épreuve et de surveillance qu'ils doivent subir, 450. — Mêmes dispositions à l'égard des chaudières des machines à vapeur à basse pression, 497.

MAÎTRES des requêtes. Voyez *Nominations.*

MAJORATS. Lettres patentes portant érection de majorats en faveur de M. de Lavaissière de Verdun, 68; — de MM. Delalande et Duval-Dumanoir, 390 et 391; — de MM. comte d'Hunzinger, André et comte de Nugent, 461 et 462; — de M. du Bouëxic de Guichen, 544.

MARINE. Voyez *Nominations.*

MILITAIRE. La peine à appliquer à tout militaire convaincu d'avoir volé de l'argent de l'ordinaire de ses camarades, ou tout autre effet à eux appartenant, est celle de six ans de fers portée par la loi du 12 mai 1793, 73.

MINES. Concession d'une mine de houille existant dans la commune d'Huez, 88; — des mines de fer et de houille existant dans les communes de Montbazens, d'Aubin et de Villefranche, 160; — des mines d'alun, de houille et de fer carbonaté existant dans les communes du Mont d'Or, de Doyet et de Saint-Étienne, 175 et 176; — des mines de fer existant dans les communes de Venzac, de Villefranche et de Salles-Comtaux, 184; — d'une mine de plomb argentifère existant dans les communes de Courgoul et de Saurier, 360; — de la mine d'antimoine de Las-Corbos et de la mine de fer existant dans les communes de Maison et de Pruines, 393; — des mines de plomb argentifère existant dans le canton de Pontgibaud, 412; — de celles de Saint-Amand-Roche-Savine, 464; — du Plessis, 470; — des gîtes de minerais de fer connexes ou non connexes avec la houille compris dans l'étendue de la concession houillère dite de *Terre-noire*, arrondissement de Saint-Étienne, 574; — des mines de houille de Lalle situées sur une partie des territoires d'Anjac, de Castillon et de Portes, 575; — et des mines de houille de Mailhac, *ibid.*

MINES de sel. Voyez *Salines de l'Est.*

MINISTÈRES. M. le vicomte de Caux prendra le titre de ministre secrétaire d'état de la guerre, 76. — M. le comte de Saint-Cricq prendra le titre de ministre secrétaire d'état au département du commerce et des manufactures, 161. — Désignation des fonctionnaires à l'égard desquels le contre-seing du ministre du commerce et des manufactures opérera la franchise, 494. Voyez *Nominations.*

MINUTES. Voyez *Titres.*

MONNAIES. L'administration des monnaies sera remplacée par une commis-

sion composée d'un président et de deux commissaires généraux, 10. — Fonctions et attributions des membres de la commission des monnaies, 11 et suiv. — Dispositions relatives à la fabrication des monnaies, 16 et suiv. — Nomination du président et des membres de la commission des monnaies, 19. — Modification de la répartition du crédit affecté au service de l'administration des monnaies pendant l'exercice 1818, 26 et 309. — Augmentation du crédit affecté aux frais de la refonte des anciennes monnaies, 27.

MONT-DE-PIÉTÉ. Établissement d'un mont-de-piété dans la ville de Nîmes, 265.

N

NATURALISATION. Grandes lettres de naturalisation accordées à M. le prince de Hohenlohe-Bartenstein et à M. le prince d'Arenberg, 391 et 392.

NATURALITÉ. Lettres de déclaration de naturalité accordées aux sieurs Chastroux, Bertholet, Wezllar, Schweitzer, Berncastel, Raqui dit Raquet, et Grenu, 183 et 184; — aux sieurs Christophe, Raynardi de Sainte-Marguerite, Massaroli, Depping et Scribani, 255 et 256; — aux sieurs Clément, Aignon, Charvey, Jacquemoud, Gismondi, Meier et Berguigneuse, 270 et 271; — aux sieurs Valentin, Bayerlé, Vaucher, Vulpillière, Pasteris, Grossier, Dewilde et Virmond, 431 et 432; — aux sieurs Hilbert, Nerdig, Aignon, Koders, Schortgen dit Scharrier, Pfennig, Tombini, Valentin, Van-Don, Simon, Presset, Stadler, André, Aguado et Sallery, 468 et suiv.

NAVIGATION. Voyez *Droits de navigation.*

NOMINATIONS. MM. les comtes Portalis et de la Ferronnays, vicomtes de Caux et de Martignac, comte Roy, sont nommés aux ministères de la justice, des affaires étrangères, de l'administration de la guerre, de l'intérieur et des finances, 1 et 2. — M. le comte de Saint-Cricq est nommé ministre secrétaire d'état, président du conseil supérieur du commerce, 2. — MM. les comtes de Villèle, de Peyronnet et Corbière, baron de Damas et marquis de Clermont-Tonnerre, sont nommés ministres d'état et membres du Conseil privé, 2. — Nomination de M. de Sainte-Marie en qualité de membre de la commission chargée de liquider l'indemnité due aux Français dont les biens ont été confisqués, 5. — M. le comte de Sussy est nommé président de la commission des monnaies; MM. Lambert et Brunet sont nommés membres de la même commission, 19. — Sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire, MM. les barons de Bretennière, de l'Horme, Sallé, de Gaujal, Râteau, MM. Courvoisier, de la Chapelle, le marquis d'Arbana-Jouques, MM. les comtes d'Estournel, Loverdo, Redon, et M. Tupinier, 25; — M. le marquis d'Audiffret et M. de Rainneville, 42 et 43. — Sont nommés maîtres des requêtes en service extraordinaire MM. le comte de Waters, Dessole, de Gères, M. le baron Travers de Beauvert, et M. de Fleuriot, 26; — préfet de police de Paris, M. de Belleyne, 44; — conseillers d'état en service ordinaire, MM. Delavau et du Coëtlosquet, 41 et 58; — directeur général du personnel au département de la guerre, M. le maréchal-de-camp Nompère de Champagny, 77; — secrétaire géné-

ral du ministère de la guerre, M. *Fourier d'Hincourt*, 78; — secrétaire général du ministère de l'intérieur, M. *de Balzac*, 165; — grand-maître de l'université de France, ministre d'état, membre du conseil des ministres, et ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique, M. *de Vatimesnil*, 168 et 178; — conseillers d'état en service extraordinaire, MM. *de Balzac et de Beaumont*, 178; — secrétaire général du ministère des finances, M. *de Lioubers*, 182; — directeurs généraux des contributions indirectes, des douanes et de l'enregistrement, MM. *Bacot de Romand, de Villeneuve et Bourdeau*, 185 et 186; — ministre d'état, membre du Conseil privé, M. *Benoist*, 187; — directeur, au département de l'intérieur, des belles-lettres, sciences et beaux-arts, M. le vicomte *Simon*, 199; — aux ministères de la marine et des affaires ecclésiastiques, MM. *Hyde de Neuville et Feutrier*, 209; — ministres d'état, membres du Conseil privé, MM. *Chabrol de Crouzol et Frayssinous*, 210; — président de la Chambre des Députés, M. *Royer-Collard*, 211; — questeurs de la Chambre des Députés, MM. *Laisné de Villevêque et Dubruel*, 232; — conseiller d'état en service extraordinaire, M. *Vauvilliers*, 233; — président et membres de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, MM. *d'Orvilliers, Delesvert et Casimir Périer*, 243; — conseillers d'état en service extraordinaire, MM. *Bacot de Romand, de Villeneuve et Bourdeau*, 403; — membre de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement, M. *de Surgy*, 426; — membre de la commission supérieure de l'établissement des invalides de la marine, M. *Alexandre de Laborle*, 556. — Nomination des membres du conseil supérieur de la guerre, 196. Voyez *Collège électoral, Préfectures*.

NOMS. Autorisation donnée aux sieur et demoiselle *Rauher* à l'effet d'ajouter à leur nom celui de *Lamothe*, 169; — au sieur *Verdier* pour ajouter à son nom celui de *Serviers*, *ibid.*; — au sieur *Blanc-Lanaute* pour ajouter à son nom celui de *Hauterive*, 207; — au sieur du *Puy de la Riverole*, à l'effet de substituer à son nom de la *Riverole* celui de *Melgucil*, 392; — au sieur *Meynard* pour ajouter à son nom celui de *de Franc*, 544; — au sieur *Merat* pour ajouter à son nom celui de *Saint-Leon*, 589.

NON-VALEURS. Voyez *Fonds de non-valeurs*.

O

OFFICIERS. Voyez *Traitement de réforme*.

OPPOSITIONS. Voyez *Dépenses des colonies*.

ORDRE JUDICIAIRE. Son organisation à l'île de Bourbon, 97 et suiv.

OUVRAGES. Voyez *Bibliothèques, Dépôt de livres*.

P

PAIRS du royaume. MM. les comtes de *Villèle*, de *Peyronnet* et *Corbière*, sont élevés à la dignité de pairs du royaume, 3.

PATOUILLET. Voyez *Usines*.

PAUVRES. Autorisation donnée pour l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Vesseaux, de Maleville, d'Aix, de Verteuil et de Beaumont, 22; — à ceux de Songé, 40; — à ceux de Clermont-Ferrand, de Gaillac, de la Plume, d'Agén, de Bais, de Beauvais, de Lens, d'Attignat, d'Azille et de Narbonne, 54 et suiv.; — à ceux de Narbonne, de Lavernhe, d'Apchon, de Saint-Gervais, de Lezigneux, d'Andouville, d'Orléans, de Madré, de Bourgon, d'Uzein, de Cazères, de Naus, du douzième arrondissement de Paris, et de plusieurs communes du département des Landes, 69 et suiv.; — à ceux de Villeneuve d'Aval, de Villers-Farlay, de Valognes, de Fontaine, d'Écully, du Chaylard, de la Graverie, d'Anet, de Genes, de Lavalens, de Firmini, de Vitry-le-Français, de Marigny, de Bruailles, de Croixrault, de Léojac, de Gènesbrières, de Charleval, de Beziers, de Sainte-Maure, de Pennautier, d'Angoulême et de Bédarrieux, 81 et suiv.; — à ceux de Rheu, de Carquebut, de Saint-Laurent de Cuves et de Congrier, 95 et 96; — à ceux de Saint-Didier au Mont-d'Or, d'Amplepuis, de Cugney, de Givry, de Saint-Jean de Pourcharresse, de Sagues-et-Gondoulet, de Prunet, de Pamiers, d'Aix, de Seurre, de Besançon, de Pont-de-Roide, de Saint-Denis-sur-Coize, d'Octeville-la-Venelle, de Saint Germain de Tournebut, de Larchamps, de Lille, de Chambost-sous-Longessaigne, de Saint-Loup, d'Elbeuf et de Paris, 156 et suiv.; — à ceux de Nogent-sur-Seine, de Narbonne, de Carcassonne, de Severac, de Langrolay, d'Umbrière, de Montpellier, de Bordeaux, de Sainte Foy, de Vendel, de Bucquoy, de Bayeux, de Guingamp et de Paris, 171 et suiv.; — à ceux de Saint-Pons, de Tours et de Carquebut, 191; — de Metz, des Junies, d'Altier, d'Oloron, de Coulans et de Beaumont, 224 et 224; — à ceux de Mazères, de Beauvillers et de Lodève, 239 et 240; — à ceux de Meslay et de Lodève, 272; — à ceux de Paris, de Châtillon, de Saint-Jouin, de Verdun, de Narbonne, de Valady, de Plains, de Damprichard, de Trévillers, de Piré, de Luzillé, de Châtelneuf, de Cernans, de Roujan, de Montpellier, de Cosqueville, de Sainte-Honorine la Chardonne, de Chomérac, d'Amagé-sur-Seulles, de Dôle et de Cressey, 300 et suiv.; — à ceux de Beuzeville-la-Bastille, de Coudekerque, de Mussy-sous-Dun et de Chassagne, 318 et 319; — à ceux d'Aniane, de Moirans, de Picaudville, d'Évron et de Vaucouleurs, 335 et 336; — à ceux de Bollène, 360; — à ceux de Saint-Pol de Léon, de Chesdupont, de Montjean, de Mesnil-Raoult, de Bourg, de Lodève, de Saint-Claude, de la Réunion, de Chasserades, de Loigné, de Tarbes, de Lyon, de Saint-Loup, du Havre, d'Oissy, de Saint-Amans de Montaigne, de Toulon, d'Avignon, de Carcassonne, de Saint-Mamet, de Lodève, de Lospignan, de la Motte d'Aveillans, d'Orléans, de Lunéville, de Moulins-la-Marche et de Filain, 363 et suiv.; — à ceux de Tramayes, de Monthureux, de Paris, de Sainte-Marie-aux-Mines, de Narbonne, de Carcassonne, de la Gardelle, de Flamarens, de Montpellier, de la Châtre, de Vernon, de Burcin, d'Oyen, de Morez, d'Arbois, d'Orléans, de Brenons, de Nancy, de Pénestin, de Rozerieulle, de Saillant, de Simiane, du Fossat, de Peyriac-de-mer, de Saint Geniez, de Mauriac, de Pré-en-Pail et de Boisdinheim, 394 et suiv.; — à ceux de Clermont-Ferrand, de Cinsery, de Sainte-Colombe, de Bailleul, de Mézières, du

Fossat, de Saint-Hilaire, de Pujard, de Bordeaux, de Pompidou, de Saint-Mi-aud et de Dourdan, 412 et suiv.; — de Chandernagor, 536; — à ceux d'Estival, de Sainte Foy de Longas, de Rougemontier, de Saint-Hippolyte, de la Gardelle, de Carbonne, de Baziège, de Fougères, de Fontans, de Saint-Jean de Luz, de la Tour, de Lyon, de Ray, de Pontlieue, de Rouen, de Soissons, de Rodès, de Bonnebosq et d'Erôme, 546 et suiv.; — à ceux de Loigné, de Boulogne, de Cordes, de Saint-Martin des Besaces, d'Aussevielle, de Saint-Genis-Laval, de Rabastens, 561 et suiv.; — à ceux de Marcols, de Montrouil, d'Argeliers, de Sainte-Geneviève, d'Espinassole, d'Aix, d'Eymet, des Fourgs, de Chatuzange, d'Agde, de Corpsnuds, de Villarbonnot, de Vezins, de Ribécourt, de Basseux, de Saint-Eloi, de Chauriat, de Saint-Laurent de Chamousset, de Joué-en-Charnie, du Mans et de Villeneuve-l'Archevêque, 565 et suiv.; — à ceux de Vendrets, de Brie-Comte-Robert, de Rabastens, de Narbonne et de Bram, 575, 576 et 590; — à ceux de Dijon, de la Daurade, de Cherbourg, de Gremevillers, de la Bernardière et de Pont-sur-Yonne, 591 et 592.

PÉAGE. Voyez *Ponts*.

PÊCHE. Voyez *Flareng*.

PENSION. Il en est accordé une de quinze cents francs à la demoiselle Bisson, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom, 433.

PERFECTIONNEMENT. Voyez *Brevets d'invention*.

PLANCHES. Voyez *Écrits imprimés*.

PLOMB. Voyez *Mines*.

POLICE. Voyez *Direction de la police générale et Préfecture de police*.

POMPIERS. Voyez *Supérieurs-pompiers*.

PONTS. Approbation de l'adjudication des travaux de restauration du pont de Choisy-le-Roi, 32. — Tarif des droits de péage à percevoir sur ce pont, 33. — Modification du tarif du péage établi sur le pont de bois de Nevers, 206. — Construction d'un pont sur la Seine à l'amont de Paris, au lieu dit *la Bosse de Marne*, 211. — Tarif des droits de péage à percevoir au passage de ce pont, 212. — Construction de deux ponts suspendus sur l'île à Laubardemont et à Guitres, 315 et 321. — Tarifs des droits à percevoir au passage de ces ponts, 316 et 322. — Construction d'un pont suspendu sur le Rhône à Bourg-Saint-Andéol, 328; — Tarif, 329; — et sur la Saône, au Plan de Vaise, d'une gare latérale à cette rivière et d'un port, 456; — Tarif, 457; — sur le Rhône à Vienne, 557; — Tarif, 558.

POPULATION. Voyez *Tableaux de population*.

POSTES. Voyez *Contre-seing*.

PRÉFECTURE de police. M. de Belleyne est nommé préfet de police, 44.

PREFECTURES. MM. Capelle, de Suleau, de Foresta, de Castéja, de Venduvre, de Beaumont, de Puysegur et Chevalier, sont nommés aux préfectures des départements de Seine-et-Oise, de la Moselle, de la Vendée, de la Meurthe, de la Vienne, de Tarn-et-Garonne, de la Dordogne et des Landes, 164 et 165. — MM. Esmangart, de Murat, Alban de Villeneuve, de Vanssay, de Puymaigre, de Nugent, Dalon, Finot, de Fussy, de Beaumont, Ferrand, Romani, d'Arros, de Lantivy, Angellier, de Roussy, d'Auberjon, Nau de Champouois, Blondel d'Aubers et Beaumes, sont nommés

aux préfectures de la Seine-Inférieure, du Bas-Rhin, du Nord, de la Loire-Inférieure, de Saône-et-Loire, de l'Oise, de la Charente-Inférieure, du Cher, de la Creuse, des Deux-Sèvres, de l'Aveyron, des Pyrénées-Orientales, de la Meuse, des Basses-Alpes, de la Corse, des Hautes-Alpes, de la Charente, des Vosges, de l'Ardèche et du Lot, 230 et suiv. — Nomination de MM. d'Allonville, Sers et de Panat, aux préfectures de la Meurthe, du Puy-de-Dôme et du Cantal, 340; — de MM. Esmangart et de Murat, à celles du Bas-Rhin et de la Seine-Inférieure, 342.

PRESSION. Voyez *Machines à vapeur*.

Q

QUESTEURS. Voyez *Nominations*.

R

RECETTES du sceau. Voyez *Sceau*.

RECTIFICATION. Voyez *Liste électorale, Tableaux de population*.

RECRUTEMENT. Voyez *Armée, Conseil de révision*.

RÉFORME. Voyez *Traitement de réforme*.

RÉINTEGRATION. Le sieur Gouin, né dans la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption des Cayes du fond de l'île à vache Saint Domingue, est réintégré dans la qualité et les droits de Français qu'il avait perdus par sa naturalisation aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, 392.

RELIGIEUSES. Autorisation définitive des communautés de religieuses et sœurs hospitalières établies à Thodure et à Saint-Julien d'Empare, 79 et 80; — à Malvalette, 94; — à Sainte-Foy-lès-Lyon et à Lesneven, 166 et 167; — à Moulins, 181; — à Lempdes, à Craponne et à Gouarec, 188, 189 et 190; — à Clermont-Ferrand, à Saint-Sandoux, à Vertaizon et à Cahors, 220 et 221. — Enregistrement et transcription sur les registres du Conseil d'état des statuts de dix congrégations religieuses de femmes, 246 à 254; — de celle de Saint-Joseph établie à Lyon, 258. — Autorisation définitive des communautés de religieuses établies à Saint-Genis-Laval, à Valréas et à Saint-André-la-Palud et Legas, 267 à 269; — à Laventie, à Grenoble et à Niort, 331 à 333; — à Saint-Quentin, à Echauffour, à Agen, à Châlons-sur-Marne, à Tours, à Villeneuve d'Agen, à Tournon, à Langres, à Lyon, à Charleville et à la Flèche, 346 à 351; — à Reims, 356; — à Cassel et à Launay, 379 et 380; — à Augerolles, 389; — à Carhaix, 410; — à Argentan et à Gacé, 540; — à Strasbourg, 560; — à Angoulême et à Arbois, 572 et 573.

RENTES. Autorisation donnée au ministre des finances pour faire inscrire au grand-livre de la dette publique, jusqu'à concurrence de quatre millions, la somme de rentes nécessaire pour produire un capital de quatre-vingts millions, au taux et aux conditions qui concilieront le mieux les intérêts du trésor avec la facilité de la négociation, 569.

RÉSERVE. Voyez *Bois*.

RÉUNION de communes. Les communes de Schwersdorff-Nunkirchen, de Remeldorff, de Falck et de Kreutzwald, sont définitivement réunies au canton de Bouzonville, 224. — La commune de Laroque, canton de Condé, est distraite de ce canton et réunie à celui de Vassy, et les villages de Canteloup et des Castillons sont réunis à la commune de Laroque, 240. — Les communes de Fransseilles et de Donnazac sont distraites du canton de Castelnaud de Montmirail et réunies au canton de Cordes, *ibid.* — Réunion aux départemens du Bas-Rhin et de la Moselle, des communes et parties de communes cédées à la France par la convention définitive conclue avec la Bavière pour la démarcation de la frontière du Nord, 257.

ROUTES. Classement de plusieurs chemins au rang des routes départementales de la Gironde, 216. — Celui de Chaudes-aigues à Saint-Chely est mis au rang des routes départementales du Cantal, 218. — Ouverture d'une route de Sens à Saint-Florentin, 260. — La route de Brignolles à Grasse est classée parmi les routes départementales du Var, 355. — Changement dans la direction d'une route départementale de la Haute-Garonne, 383. — Le chemin de Moissac à Cahors est mis au rang des routes départementales de Tarn-et-Garonne, 408. — Les chemins de Pithiviers à Etampes, d'Orléans au Mans et à Joigny, et de Condé à Saint-Amand, sont mis au rang des routes départementales du Loiret et du Nord, 452 et 453. — La route de Grenoble à Marseille est mise au rang des routes royales de troisième classe, 579. — Le chemin de Lagnieu au Rhône est classé au rang des routes départementales de l'Ain, 581. Voyez *Impositions extraordinaires*.

S

SALINES de l'Est. Le conseil d'administration de la compagnie des salines et mines de sel de l'Est est autorisé à prendre ses délibérations au nombre de trois membres présens, 63.

SAPEURS-POMPIERS. Modification de l'article 10 de l'ordonnance du 7 novembre 1821 relative au corps des sapeurs-pompiers de la ville de Paris, 388.

SCEAU. Mode de comptabilité du sceau, 353. — Le trésorier de la commission du sceau est déclaré justiciable de la cour des comptes, et présentera, chaque année, le compte de sa gestion, 354.

SECRÉTARIAT général du ministère des finances. Ses attributions, 182.

SÉMINAIRES. Autorisations données pour l'acceptation de dons et legs faits aux séminaires de Bayeux, de Rennes et de Carcassonne, 6 et *suiv.*; — à ceux d'Avignon, de Lyon et de Saint-Dié, 47 et *suiv.*

SERVICE à l'étranger. Les sieurs Lurde et de Muillé sont autorisés à prendre du service près de Sa Majesté Catholique, 271.

SŒURS hospitalières. Voyez *Religieuses*.

SOLDATS. Voyez *Armée, Compagnies sédentaires*.

SOUS-OFFICIERS. Voyez *Compagnies sédentaires*.

STATUE équestre de Louis XV. Elle sera érigée au rond-point des Champs-Élysées, 493.

T

TABLEAUX de population. Rectification des tableaux de population annexés à l'ordonnance du 15 mars 1827, en ce qui concerne les départemens d'Eure-et-Loir et d'Indre-et-Loire, 449.

TAILLANDERIE. Voyez *Usines*.

TARIFS. Voyez *Droits de navigation, Ponts*.

TITRES. Rétablissement, dans les dépôts publics, des titres relatifs aux biens dans la possession desquels sont rentrés les émigrés, 241. — Mode de la remise des expéditions de ces titres aux anciens propriétaires, 242.

TRAITEMENT de réforme. Dispositions relatives au traitement de réforme auquel seront admis les officiers qui, à l'époque de l'ordonnance du 5 mai 1824, étaient en jouissance d'une solde de non-activité à titre d'officiers disponibles, 307.

TRIBUNAL de première instance. Formation d'une chambre temporaire dans celui de Marvejols, 81. — Fixation du nombre des juges du tribunal de première instance de Grenoble, 409. — Formation d'une chambre temporaire dans le tribunal de Nantes, 582.

TRIBUNAUX. Voyez *Conflit*.

TUBES bouilleurs. Voyez *Machines à vapeur*.

U

UNIVERSITÉ de France. M. de Vatimesnil en est nommé grand-maître, 178. Voyez *Écoles secondaires ecclésiastiques*.

USINES. Autorisations données pour l'établissement, la conservation et la mise en activité de diverses usines, telles que forges, fourneaux, laminoirs, lavoirs, patouillets, taitlanderies et verreries, dans les communes de Meuzac, 22; — du Val-d'Ajol, 56; — de Marseille, de Rozerieulles, de Pompage, de Couéron et de Froidmentel, 87 et 88; — de Firmy, 160; — d'Amfreville-la-Mivoye, de Vicedoss, de Sainte-Marie de Frugie, de Savignac de Nontron, 175, 192 et 222; — de Foix et de Jumilhac-le-Grand, 176 et 192; — de Biganos, de Saint-Paul-la-Roche, de Chaleix et de la Roche-l'Abeille, 191, 192 et 359; — d'Étrelle et de Saint-Cernin d'Reillac, 223; — de Château-Salins, de Payzac, de Saint-Saud, de Saint-Pardoux la Rivière et d'Ampilly-le-Sec, 319 et 320; — d'Éthouars, 360; — de Vidauban et d'Anliac, 384; — de Charleville, de Montey-Notre-Dame, de Montbleuse et de Jumilhac-le-Grand, 393 et 394; — de Trith-Saint-Léger et de Montagnac, 411 et 412; — de la Guillotière, de Savignac de Nontron et de Saint-Marc, 432; — de Souillac et de Bruay, 448; — de Marvat, de Dampierre-outré-les-Bois et de Plazac, 464; — de Toulouse, de Cahors, de Beaumont-la-Ferrière, d'Imécourt, de Forbach, d'Aillevillers, de Scey-sur-Saône, de Jumilhac-le-Grand et

de Noncourt, 470 et 471; — de Bouxwiller, de Changy, de Percey-le-Grand, de Patingues et de Nouart, 551 et 552; — de Bouhans, de Broye-les-Loups, de Roche, de Manois, de Chenecey, de Nouzon et de Belvianes, 574 et 575.

V

VERRERIES. Voyez *Usines*.
VOL. Voyez *Loi*.
VOSGES. Voyez *Liste électorale*.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
Juillet 1828.



